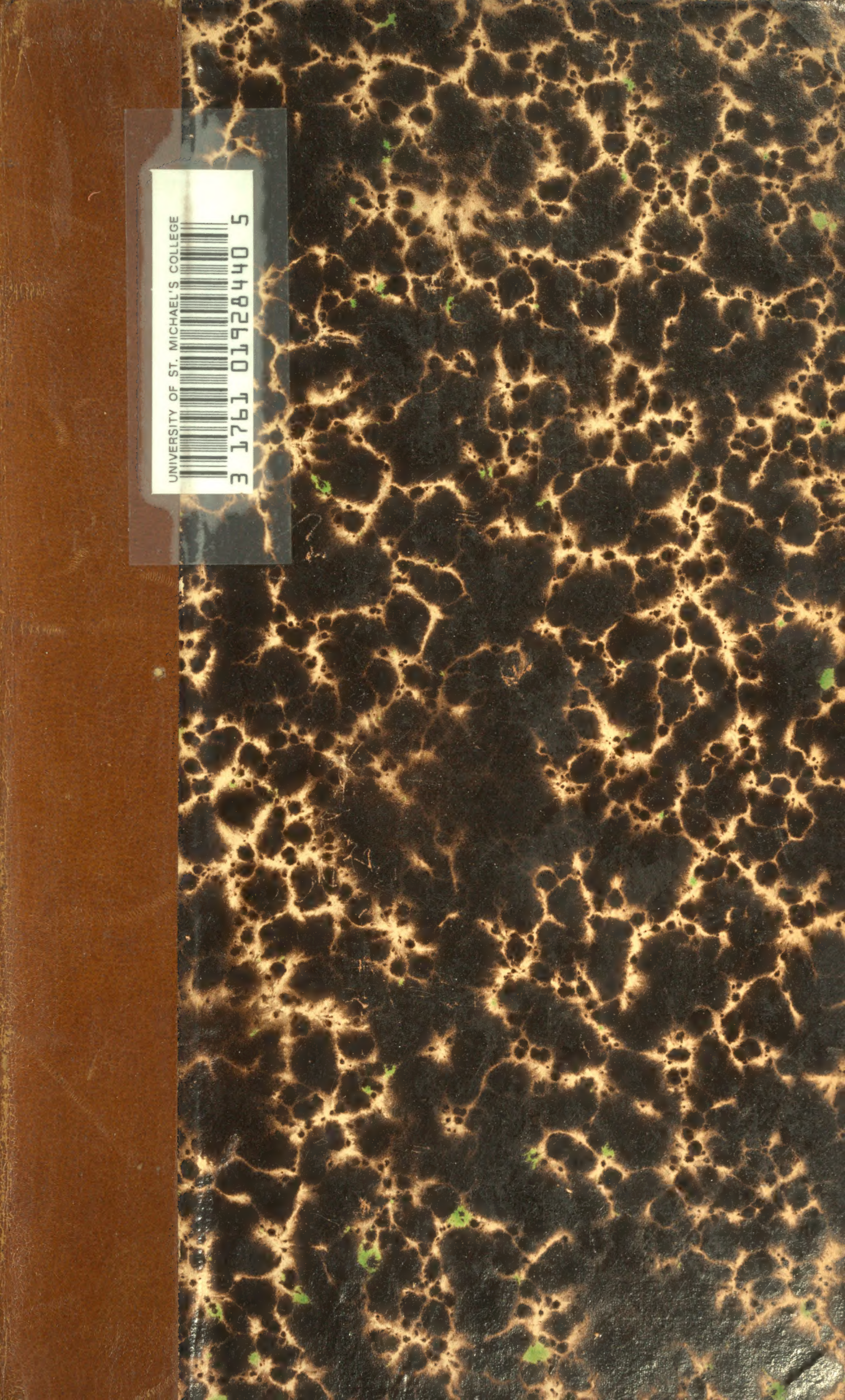
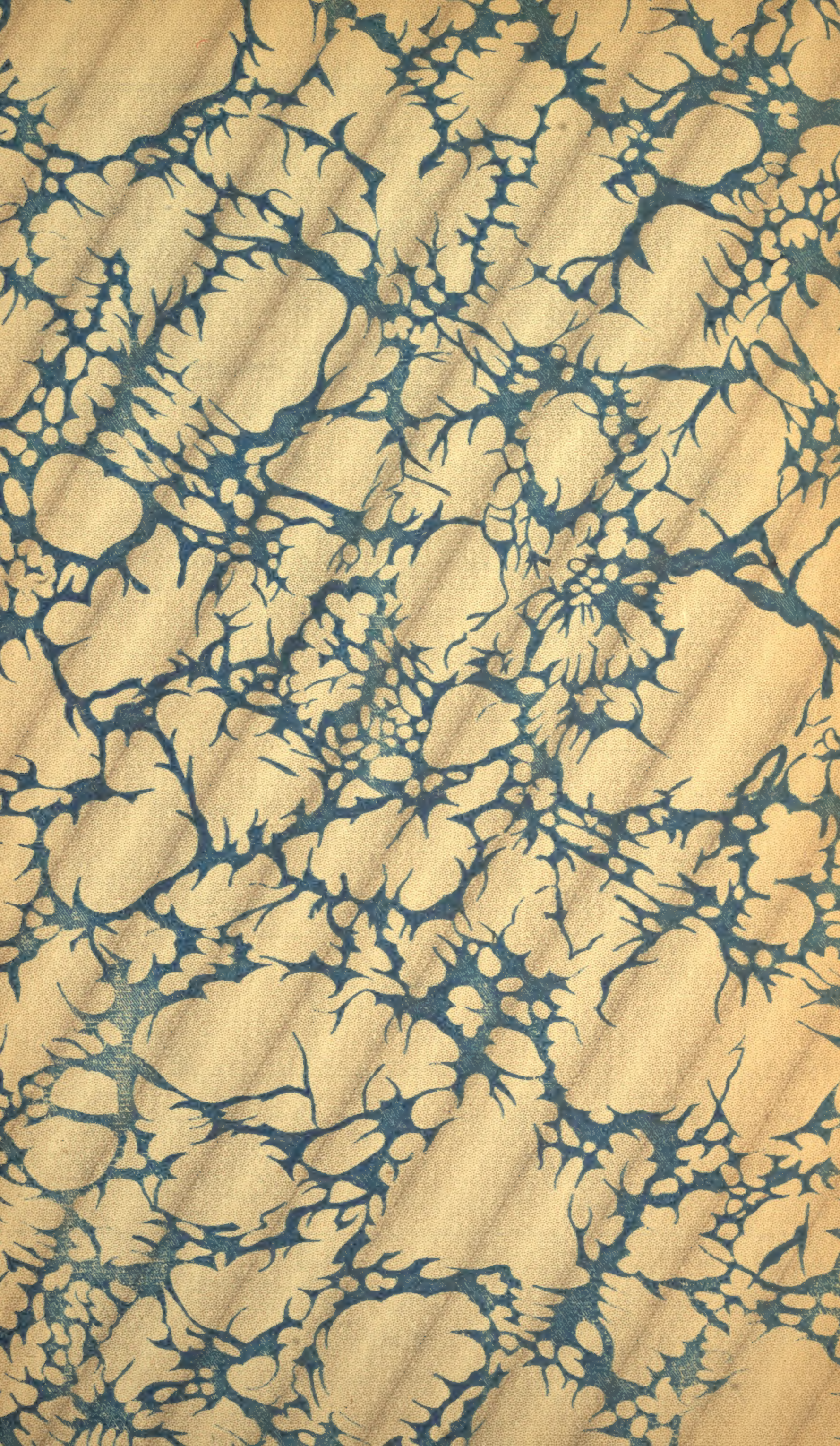
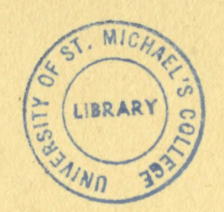

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01928440 5






UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande. 2 vol. in-8°
(*Épuisé.*)

La Question d'Orient au dix-huitième siècle : *le Partage de la Pologne et le Traité de Kaïnardji.* 4e édition, revue par l'auteur. 1 vol. in-18. *(Épuisé)*.. 6 fr.

Essais d'histoire et de critique, 1883. 5e édition. 1 vol. in-18...... 6 fr.

Lectures historiques, 1894. 7e édition. 1 vol. in-18.... .... 7 fr.

Nouveaux Essais d'histoire et de critique, 1898. 3e édition. 1 volume in-18. *(Épuisé)*.. 6 fr.

Études de littérature et d'histoire, 1901. 1 vol. in-16............. 6 fr.

Bonaparte et Hoche en 1797, étude. 2e édition. 1 vol. in-8°........ 10 fr. 50

Précis du droit des gens. 1 vol. in-8°, en collaboration avec M. FUNCK-BRENTANO. 3e édition. *(Épuisé)*.................................... 12 fr.

(Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Bordin.)

L'Europe et la Révolution française.

— PREMIÈRE PARTIE : **les Mœurs politiques et les traditions.** 14e édition. 1 vol. in-8°.. 12 fr.

— DEUXIÈME PARTIE : **la Chute de la royauté (1789-1792).** 14e édition. 1 vol. in-8°.. 12 fr.

— TROISIÈME PARTIE : **la Guerre aux rois (1792-1793).** 13e édition. 1 volume in-8°.. 12 fr.

— QUATRIÈME PARTIE : **les Limites naturelles (1794-1795).** 13e édition. 1 vol. in-8°.. 12 fr.

— CINQUIÈME PARTIE : **Bonaparte et le Directoire (1795-1799).** 12e édition. 1 vol. in-8°.. 12 fr.

— SIXIÈME PARTIE : **la Trêve, Lunéville et Amiens (1800-1805).** 11e édition. 1 vol. in-8°... 12 fr.

— SEPTIÈME PARTIE : **le Blocus continental, le grand Empire (1806-1812).** 11e édition. 1 vol. in-8°................................ 12 fr.

— HUITIÈME ET DERNIÈRE PARTIE : **la Coalition, les Traités de 1815 (1812-1815).** 11e édition. 1 vol. in-8°.......................... 12 fr.

Table alphabétique des noms propres cités dans l'œuvre complète. 1 vol. in-8°.. 6 fr. 50

(Les deux premiers volumes de cet ouvrage ont été couronnés deux fois par l'Académie française, grand prix Gobert.)

Vieux Habits, Vieux Galons. *Nouvelles.* 4e édition. Un volume in-16... 6 fr.

Notes et Portraits, contenant des pages inédites, recueillies et publiées avec une préface par Albert-Émile SOREL. Un vol. in-16.......................... 6 fr.

Pages normandes. Un vol. in-8° écu.............................. 6 fr. 50

L'Europe et la Révolution française. Discours prononcés le 29 mars 1905, à la fête donnée en l'honneur de M. Albert SOREL à l'occasion de l'achèvement de son ouvrage. Un vol. in-8° avec une héliogravure.......................... 6 fr. 50

La Grande Falaise. Roman *(Bibliothèque Plon)*........................ 3 fr.

LE PRIX OSIRIS

A ÉTÉ ATTRIBUÉ EN 1906, PAR L'INSTITUT, A L'ŒUVRE DE M. ALBERT SOREL

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1903.

L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALBERT SOREL

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

CINQUIÈME PARTIE

BONAPARTE ET LE DIRECTOIRE

1795-1799



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

Tous droits réservés

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

BONAPARTE

ET LE

DIRECTOIRE

LIVRE PREMIER

BONAPARTE

CHAPITRE PREMIER

LE DIRECTOIRE ET L'EUROPE

1795-1796

I

Deux faits gouvernent l'histoire de cette époque, deux actes de la Convention, le véritable testament politique de cette assemblée souveraine.

Le premier, c'est le vote par lequel la Convention fit des Conseils de la République — le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens — des places de sûreté pour les conventionnels et se perpétua dans ces Conseils, en décidant que les deux tiers en seraient d'abord choisis parmi ses membres[1]. Se maintenir au pouvoir devint la préoccupation dominante des *deux tiers*, et toute la politique du Directoire à l'intérieur de la France. Ils n'y pouvaient réussir qu'en prolongeant

[1] Décrets des 5 et 13 fructidor an IV — 22 et 30 août 1795. Cf. t. IV, p. 376.

l'état révolutionnaire et ses nécessités, qui étaient leur raison d'être.

Le décret de la Convention sur les deux tiers assigna cette fin au gouvernement directorial; le décret sur les limites en détermina le moyen, c'est-à-dire la guerre.

Ce décret et les rapports du Comité de salut public qui en sont le commentaire inséparable[1], ajournaient la paix et la fin de la Révolution à l'établissement définitif de la République dans ses « limites naturelles », les limites de la Gaule de César : les Pyrénées, les Alpes et le Rhin. L'arrêté du Conseil exécutif de 1792 portant que « les armées françaises ne quitteront pas les armes jusqu'à ce que les ennemis de la République aient été repoussés au delà du Rhin[2] », devint ainsi une loi fondamentale, et fixa les destinées de la République. L'histoire qui suit montre la relation constante de ces deux faits.

II

Le 4 brumaire an IV-26 octobre 1795, la Convention nationale déclara sa carrière terminée. Elle léguait au gouvernement qu'elle avait institué un glorieux mais très lourd héritage : la France conquise à la République, les limites de la Gaule conquises à la France, la *Déclaration des droits de*

[1] Décret du 9 vendémiaire an III-1er octobre 1795 sur les limites : réunion de la Belgique et du Luxembourg; rapport du Comité sur les limites naturelles et la rive gauche du Rhin, 30 septembre 1795, t. IV, p. 428-431, 449.

[2] Voir t. III, liv. 1er, chap. III : la guerre d'expansion; vues de la Convention et du Conseil exécutif, p. 150 et suiv. : arrêté du 24 octobre 1792 :

« Considérant qu'en vain le patriotisme des citoyens, la valeur des soldats et l'habileté des généraux auraient repoussé au delà des frontières les armées ennemies, si elles pouvaient encore, en s'établissant dans les pays circonvoisins, s'y renforcer avec sécurité et y préparer impunément les moyens de renouveler incessamment leur funeste invasion;... les armées françaises ne quitteront point les armes... jusqu'à ce que les ennemis de la République aient été repoussés au delà du Rhin. »

l'homme devenue le droit public des Français et proposée en exemple à toutes les nations du monde civilisé; l'invasion repoussée, l'intervention des étrangers déconcertée; les frontières de la France étendues au delà même des plus beaux desseins de conquête formés par les ambitions des rois. La République déployait cette splendeur que lui souhaitait Danton; mais cette splendeur était toute guerrière, œuvre de la victoire, œuvre incertaine et toujours exposée au hasard des batailles.

Ni la paix n'était signée au dehors, ni le gouvernement organisé au dedans. Les seules armées, la seule force militaire commandaient aux mécontents et aux insurgés de l'intérieur la soumission aux lois, aux ennemis de l'extérieur le respect de la frontière. La République demeurait à l'état de gouvernement envahisseur pour ses voisins, et la France même demeurait comme envahie par son propre gouvernement[1].

La Révolution était accomplie; rien n'en garantissait aux Français la jouissance. Les particuliers étaient associés, par le grand livre, à la fortune de l'État; mais la dette publique, écrasée par les assignats, s'écroulait vers la banqueroute, et cette banqueroute de l'État menaçait de consommer la ruine des citoyens. Les propriétaires avaient acquis des biens, mais ils n'en pouvaient tirer profit dans l'incertitude générale des affaires : la guerre civile, les réquisitions dans les départements insurgés, les levées incessantes de jeunes hommes pour les armées, le manque de bras, le manque de capitaux, la suppression du commerce, l'impossibilité des transports, la destruction du crédit paralysaient tout travail et arrêtaient toutes transactions. Les personnes étaient libres, mais la plus élémentaire des libertés, celle d'aller et venir, était supprimée par le brigandage qui infestait les campagnes, par l'effondre-

[1] Voir t. IV, p. 374 : la Constitution de l'an III. — Liv. III, ch. VI; la France et l'Europe en 1795 : les conditions de la politique intérieure, p. 451 et suiv. — Pour les origines et l'analyse de la Constitution, voir Aulard : *Histoire politique de la Révolution française*.

ment des chemins, par la tyrannie des administrations municipales. La démocratie était instituée, mais son premier instrument de culture, les écoles, lui faisait défaut. La liberté de conscience n'était plus contestée, mais la liberté des cultes n'était qu'une fiction légale. Les lois civiles restaient à l'état d'ébauche. La police, tracassière et oppressive, les tribunaux expéditifs, tribunaux de faction, non de justice, absorbés par la poursuite des « suspects », car le soupçon d'hostilité au pouvoir demeurait le plus grave des crimes, n'offraient aux citoyens de garantie ni pour la sûreté de leur personne ni pour la conservation de leurs biens. Ils faisaient peur, gardant avec une partie du personnel, les habitudes et le masque de la Terreur.

Enfin la garantie de toutes les libertés civiles, la liberté politique, manquait, sinon dans les textes, au moins dans la pratique, surtout dans les mœurs. La Convention avait confondu la démocratie avec le règne des fanatiques et des violents; la liberté avec le conflit des factions, la République avec la dictature d'une faction : la France attendait un gouvernement qui ferait de la République la chose et le bienfait de tous. Mais cette nation qui avait tant espéré était devenue, à force de lutter et de souffrir, modeste dans sa victoire, et lorsque, en 1795, elle réclamait la fin de la Révolution, ses vœux n'allaient pas au delà d'une justice loyale, de la tolérance religieuse, d'une bonne administration et du code civil La Convention les avait promis; la Constitution de l'an III était le gage de cette promesse et le pays en exigeait l'exécution du Directoire et des Conseils.

« Les élections, dit un contemporain judicieux et bien informé, s'étaient faites en haine de la Convention et non de la République[1]. » Le souci constant du Directoire fut d'annuler les votes de la nation et de supprimer le parti « constitutionnel » qui en sortait. Ce parti prétendait, à la suite d'élections nouvelles qui lui donneraient la majorité dans les Con-

[1] THIBAUDEAU, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, t. II, p. 12.

seils, paralyser puis éliminer les « deux tiers », et s'élever au gouvernement. Il le prétendit longtemps, sans y arriver. Opposant sous le Directoire, il occupa des places sous l'Empire, mais il ne trouva la terre promise qu'en 1830. Survivants de 1789, qui encadraient quelques nouveaux venus, c'étaient des républicains qui ne voulaient point de république, des monarchistes qui ne voulaient point de roi, fort capables d'administrer sous un maître, mais moins capables de former un conseil de gouvernement et surtout de comprendre une démocratie. Ils critiquaient avec sagacité, parfois avec éloquence ; ils irritaient les conventionnels, sans être en mesure de les remplacer. Ils croyaient, très à tort, que le pays, pour se montrer las des personnes qui le gouvernaient et en réclamer le changement, se détachait de la République [1]. Il n'en était rien : république, égalité, liberté civile, indépendance, dignité de la nation, gloire des armées, limite du Rhin, ces idées étaient inséparables; d'où l'impuissance et l'impopularité des royalistes. Ceux-là continuaient la politique des émigrés : le tout au pire, la seule, du reste, qui pût jeter le pays dans leurs mains. Ils n'espéraient rien que du désespoir de la France, de l'épée d'un général factieux, de l'intervention des armées étrangères, en un mot du désastre national et de la force.

La faiblesse de ses adversaires devint la ressource du parti directorial. Composés des débris des factions qui s'étaient disputé la République et s'étaient tour à tour exterminées ou proscrites, Girondins, Dantonistes, Robespierristes, Montagnards, Thermidoriens; d'accord entre eux pour identifier avec leurs personnes une république sur la constitution et le gouvernement de laquelle, d'ailleurs, ils ne s'entendaient pas ; d'accord pour en exclure tout ce qui ne leur était point affidé et ne leur avait point donné le gage du *vote*, en janvier 1793 ; d'accord pour défendre toutes les avenues, toutes les forteresses du pouvoir contre les constitutionnels et les royalistes;

[1] Voir t. IV, p. 370 et suiv. : Les partis à la fin de la Convention.

préférant, au fond, les royalistes aux constitutionnels, parce que les royalistes, fanfarons et impopulaires, leur procuraient, sans les inquiéter, un magasin inépuisable d'épouvantails, de conspirations, prétextes à « sauver la République », à tenir le public en effroi et la police en action, tandis que les constitutionnels tendaient à rassurer les timides, à dissiper les fantômes et à évincer les gouvernants ; continuant le système de la Convention parce qu'ils voulaient gouverner et ne se trouvaient pas capables de gouverner autrement, c'est-à-dire par l'ordre, la sécurité, la justice, les libertés publiques, ces « directoriaux » annonçaient toujours pour le lendemain la fin d'une révolution qu'ils ne pouvaient ni ne désiraient finir, convaincus que leur dictature finirait avec elle.

Convaincus aussi que la Révolution qui les avait entraînés là, les porterait toujours. Faute d'en pénétrer les causes profondes, et parce que sous la nécessité, sous la poussée des événements, sous la poussée aussi de tout le passé de la France, sous l'impulsion de l'instinct national qui les gouvernait, alors qu'ils croyaient obéir à la seule raison, ils avaient accompli des choses extraordinaires et qu'ils ne s'expliquaient plus, ils attribuaient à la Révolution une existence propre, au-dessus des hommes; ils en faisaient une sorte de divinité tenant le milieu entre une providence républicaine et une force de la nature. Ils s'imaginaient que l'effort qui les avait soulevés durant ces trois années remplies de prodiges, pourrait durer indéfiniment, pourvu que les circonstances qui l'avaient produit se prolongeassent. D'où cette illusion qu'en perpétuant dans le pays l'état révolutionnaire, ils perpétueraient en eux, avec la fièvre, le génie de la Révolution. Tel un pilote qui, par un coup d'audace et sous une inspiration soudaine, aurait franchi la passe dans l'ouragan et sauvé le vaisseau, ne croirait plus pouvoir gouverner que sur la mer en furie, et, au lieu de prendre le vent, d'observer les courants et de regarder aux astres, s'en irait à la dérive, montrant le poing au ciel, évoquant les tourbillons et la tempête. « Ces

grands efforts d'esprit, où l'âme touche quelquefois, sont choses où elle ne se tient pas, a dit Pascal ; elle y saute seulement. »

Le Directoire perpétuait en soi-même le Comité de salut public de l'an III, comme les Conseils, en leurs « deux tiers », perpétuaient la Convention thermidorienne. Il se composait de cinq membres nommés pour cinq ans, renouvelables par cinquième chaque année et par tirage au sort; élus par les Conseils, gouvernant, sans intervention des Conseils, avec des ministres choisis par eux et ne relevant que d'eux seuls [1]. Investis du pouvoir exécutif, dans sa plénitude, ils possédaient ce qui avait manqué au Comité de salut public : la sécurité, la durée, l'indépendance enfin à l'égard des représentants du peuple. Mais pour en profiter, il leur manquait l'entente, la raison supérieure qui de cinq hommes réunis autour d'une table fait un conseil d'État. La *liste* des Directeurs avait été, lors des élections, combinée de manière à donner des garanties aux différentes factions qui composaient la majorité. Ce gouvernement, dont l'armature semblait formidable, contenait presque autant de coteries adverses et rivales qu'il contenait de personnes.

L'esprit conventionnel, l'esprit du Comité de l'an III, se personnifiait en Reubell et en Barras; Reubell qui avait été l'un des membres les plus actifs de ce comité, Barras qui en était devenu, en vendémiaire, l'homme de main. Reubell, avocat d'Alsace [2], « grand, assez gros et d'une fort belle prestance... figure large, front élevé, traits animés, jambes un peu grêles pour la masse de son corps; » un air de supériorité, le goût de la domination; retors, chicaneur; sachant de l'histoire; argumentant avec subtilité; plus opiniâtre que ferme, plus emporté qu'énergique; fort indifférent, indifférent jusqu'au cynisme, sur l'article de la justice quand il

[1] Voir t. IV, p. 375 : la Constitution de l'an III.

[2] T. IV, p. 293. — *Mémoires de La Revellière-Lépeaux*, t. I, 332-333. — Thibaudeau, t. II, p. 6. — *Mémoires de Barras*. — Barante, *Directoire*, t. I, p. 15. — *Journal de Malmesbury; Corr. de Mallet du Pan, de Sandoz.*

s'agissait des intérêts de l'État, et sur l'article du droit quand il s'agissait de son parti, qui, pour lui, constituait l'État même et toute la République; cupide, mais probe, de sa personne, quoiqu'il eût de la complaisance aux fripons et du goût pour les intrigants; avec cela, très laborieux, il eût, disait Stendhal, fait un bon préfet.

A côté de lui, le méprisant comme un ci-devant gentilhomme de Provence, officier de la ci-devant marine royale, méprisait un robin d'Alsace mâchant les mots et empêtré de procédures, à l'Allemande; haï de lui comme un roué, un débauché, un prodigue l'était naturellement d'un bourgeois âpre à la besogne et avaricieux, Barras, de belle taille, de tenue avantageuse, impassible, fastueux, coiffé d'un chapeau à plumes gigantesques, ceint d'un énorme sabre doré et retentissant; tour à tour grandiloquent à la provençale, goguenard, à la parisienne, et très grave, très correct de gestes, à la façon des financiers; terroriste naguère; homme de police, homme d'argent, vénal, corrupteur, entouré d'intrigants, de conspirateurs, d'espions, de femmes galantes; la main dans toutes les affaires et dans tous les complots; jouisseur politique à mine de matamore; semblant mener toute la pièce, parce qn'on le trouve partout chez lui, dans le théâtre, sur la scène, au foyer, dans les loges des actrices, à la caisse; toute la corruption de l'ancien régime avec tout le cynisme de la Révolution, sa vie est la mise en scène réaliste d'un roman de la fin du siècle, licencieux, lubrique, sanglant, avec une reliure de luxe et des illustrations infâmes. Sa présence dans le Directoire était le gage à la fois des agioteurs et des thermidoriens, ceux de la première heure, de l'heure d'audace, qui avaient tué Robespierre parce que Robespierre prétendait instituer dans la République le règne de la vertu.

Carnot, honnête homme, homme de science, pur dans ses mœurs, rigide dans ses doctrines, sentimental dans sa philosophie; du corps des ingénieurs, dans la politique comme dans la guerre; esprit à combinaisons grandes, stratégiste, l'œil toujours sur les cartes, ne pouvait qu'exécrer un Barras,

rebut de l'ancienne armée royale, honte de la République. Carnot avait des manières douces et polies, élevait à peine la voix, portait avec une élégance correcte son joli costume de gala, en satin blanc, avec une toque rouge richement brodée; au fond, tout aussi dominateur que Reubell qu'il détestait, dont il était haï, son rival dans la direction du Conseil. Reubell qui s'était dissimulé pendant la Terreur, qui avait, après Thermidor, proscrit les terroristes, se trouvait, dans le Directoire, le représentant du vieux parti jacobin; Carnot, obsédé par le souvenir de la Terreur, réfugié, pour ainsi dire, dans la Constitution, inclinait à la liberté, essayait de ménager l'opinion, et, tout en demeurant le plus résolu, le plus incorruptible des républicains, tournait à introduire peu à peu des modérés dans la République. Il apportait au Directoire une immense réputation militaire. Il n'avait, ni dans le public, ni dans les Conseils, aucun prestige politique. Il eût été parfaitement isolé s'il n'avait eu pour collègue Le Tourneur, sorti comme lui de l'ancien corps du génie; comme lui régicide, comme lui de bonnes mœurs et honnête homme, qui le suivait, en quelque sorte, en sous-ordre.

Entre ces quatre hommes, fort désunis et qui, de gré ou de force, formaient deux groupes rivaux, le partage et la voix prépondérante revenaient, comme il advient souvent, au plus brouillon, indécis et malavisé des Directeurs, La Revellière-Lépeaux. Ce revenant de la Gironde en avait conservé les illusions, la rhétorique, la religiosité, l'inconsistance et aussi les prétentions. Il affectait la modestie; il opposait sa vie conjugale, son ménage agreste, en un quartier retiré du palais du Luxembourg, à la débauche en gala et feux d'artifice de Barras; il s'adonnait à la botanique, afin de rafraîchir son âme et de dissiper les soucis du pouvoir; il s'occupait, adoucissant l'aridité des affaires, de doter la France d'une religion officieuse. C'était le *vicaire savoyard* dans le gouvernement. Doué des vertus domestiques, le plus consciencieux et le plus fidèle des républicains, personne n'était plus étranger aux hommes et à la politique, plus réfractaire aux réalités de la vie,

plus incapable de les apprendre. Très infatué de garde nationale, il détestait en Carnot l'officier sorti des écoles; enflé du pouvoir civil, il jalousait la réputation militaire de l'organisateur de la victoire, et il voyait toujours en lui le collègue de Robespierre, qui signait des décrets de mort en détournant les yeux. Il abhorrait, en Barras, le libertin, l'homme du monde, l'homme à femmes, l'homme sans principes; toutefois, la haine pour Carnot l'emportait sur les préventions contre Barras. Il inclinait, le plus souvent, du côté de Reubell qui lui imposait par ses connaissances, sa dextérité de praticien, et dont les façons basochiennes et bourgeoises n'effarouchaient pas sa vanité de gendelettre méconnu du public, égratigné par la critique, passé du *Petit Almanach des grands hommes* au gouvernement de la République française.

Les Directeurs occupaient tour à tour la présidence durant trois mois. Ils divisèrent entre eux le travail, selon les habitudes du Comité de salut public. Reubell se réserva la justice, les finances, les affaires étrangères; personne ne disputa à Carnot la direction des opérations militaires; Barras prit le personnel de la guerre et la police; Le Tourneur eut la marine; La Revellière, l'Institut, les écoles, les manufactures, les jardins, les fêtes nationales; toutes les décisions étaient arrêtées en commun. Ils nommèrent des ministres. Ces ministres ne furent guère que des commis, expéditionnaires du détail, d'autant plus effacés que les Directeurs, toujours à l'image du Comité, conservèrent des bureaux directement sous leurs ordres.

Il y eut, dès l'abord, une majorité entre eux pour reconnaître ce fait : l'impossibilité où ils étaient de se maintenir au pouvoir et de gouverner par les moyens légaux. Respecter la liberté, c'était donner des armes à leurs adversaires. Il ne leur convenait ni que la presse fût affranchie ni que les élections fussent libres, et comme la Constitution promettait aux citoyens l'une et l'autre de ces libertés, que ces libertés mêmes en étaient à la fois l'objet principal et la garantie, il leur faudrait donc gouverner contre la Constitution. C'est ce

qu'ils firent avec cynisme. On peut dire que le Directoire fut à l'état de conspiration permanente contre les lois fondamentales de la République. A ses yeux le parti qui s'intitulait constitutionnel devint le pire ennemi de l'État. Ne pouvant gouverner par l'opinion, résolus à gouverner contre l'opinion, les Directeurs se virent acculés inévitablement aux coups de force. L'histoire du Directoire se résume en trois journées, en trois actes violents contre la souveraineté du peuple et contre ses mandataires : le 13 Vendémiaire an IV, le prologue, qui enleva à la nation le libre choix de la majorité de ses représentants; le 18 Fructidor an V qui expulsa des représentants élus par la nation; le 18 Brumaire an VIII, destiné, dans la pensée de ceux qui en furent tour à tour les acteurs, les dupes et les bénéficiaires, à consolider l'ouvrage des deux autres.

Le coup d'État, c'est l'intervention de l'armée dans les affaires intérieures de la République. Cette intervention qui semblait sacrilège aux révolutionnaires, opérée par l'armée royale, tournée contre eux, pour leur barrer la route, leur semble légitime, destinée à les défendre, en leur forteresse, et opérée par *leur* armée. La force, à vrai dire, avait toujours décidé, depuis 1789, de toutes les crises; mais jusqu'en Thermidor, ç'avait été la force populaire organisée. A partir de Prairial, ce fut l'armée régulière. Une fois entrée dans la cité, elle n'en sortit plus. Les Directeurs ne trouvaient ni en eux-mêmes, ni autour d'eux, aucun autre moyen de gouvernement; ils prirent celui-là, qui leur convenait, d'ailleurs, par son caractère simple et brutal. Ils tâchèrent seulement d'en atténuer les effets ou, au moins, de s'aveugler sur les conséquences.

Ils crurent les conjurer en se composant une armée *à eux*, commandée par des chefs à leur discrétion, car, pour le soldat, du moment qu'on le destinait à cette besogne, il ne comptait plus dans les *Droits de l'homme*, et la discipline, l'obéissance passive lui tiendraient désormais lieu de civisme. Le coup d'État conduisait à ce paradoxe fatal : pour s'in-

troduire dans la cité, l'armée cessait d'être citoyenne et devenait factieuse.

En le faisant arbitre des affaires publiques, on ne pouvait tolérer que le soldat en raisonnât, car s'il en raisonnait, au lieu d'obéir à l'aveugle, son raisonnement pouvait conclure contre le Directoire ; ces esprits simples, dans l'incertitude sur le devoir, pouvaient être induits à suivre l'avis du peuple souverain, prononcé légalement, dans les élections, par la majorité des citoyens. Pour le soldat, la République, ce devait être uniquement ses chefs, et, par suite, les chefs allaient former une oligarchie dans la République. Il importait que la troupe fît corps avec ses officiers, il importait davantage que les généraux, instruments suprêmes de la politique dans les crises, renonçassent, pour eux-mêmes, à toute vue politique, car la tentation leur pouvait venir d'employer les forces dont ils disposaient au profit d'une faction, au profit d'un prétendant, ou tout simplement au profit de leur propre personne : César, Cromwell, Monk, trois fantômes qui ne cesseront de tourmenter ce gouvernement qui se condamne lui-même à susciter Monk, Cromwell ou César.

Mais la contradiction funeste qui perdra le Directoire et, avec lui, la République, ne s'arrête pas là. Cette armée, on la veut disponible, on ne la veut pas présente ni même trop voisine. Il faut l'occuper, la tenir en main, la distraire de la politique quand on ne l'y appelle pas, et, pour l'y appeler, la rendre utile, glorieuse, prestigieuse devant le pays : c'est la guerre. C'est la guerre encore pour la nourrir, car la République n'en a pas le moyen. Bien plus, c'est l'armée qui, par les contributions levées sur les pays conquis, transformant les peuples que l'on dit affranchis en peuples que l'on fait tributaires, va devenir la nourricière du trésor public. La France sans industrie, sans crédit, sans confiance, ne commerçant plus, est incapable de payer les impôts formidables que nécessitent et l'entretien d'une énorme armée et les prodigalités d'un gouvernement démocratique; le contribuable, quand il paye, ne paye qu'en un papier-monnaie qui ne vaut plus

rien. L'argent et l'or, qui comptent seuls, ne peuvent être prélevés que sur l'étranger. Voilà donc toutes les réalités du pouvoir entre les mains de l'armée, et le gouvernement sous la dépendance des généraux.

Mais comment attendre de ces armées, désormais l'*ultima ratio* de l'État, qu'elles se désintéressent de la politique dont elles décident, des conquêtes qu'elles accomplissent, des tributs qu'elles prélèvent? Elles sont devenues l'âme de la nation. Tout ce qui reste de l'élan, de l'enthousiasme, de la fierté de 1792 s'y est réfugié. Le public, las de paroles inutiles, saturé de lois inertes, se détourne des débats des Conseils, qui n'exercent aucune action sur le gouvernement, et se tourne vers les armées qui agissent, créent des événements et provoquent encore ces grands battements de cœur dont on s'est fait un besoin depuis la Révolution. Comme leur destinée dans la République, le caractère des armées s'est étrangement modifié [1]. La guerre a perdu le caractère unique, que la guerre sacrée de 1792 à 1794, de Valmy à Fleurus, avait revêtu. Avec la conquête, tous les sentiments se sont déplacés, et les perspectives ont changé. Sans doute, il reste de l'esprit primitif de la Révolution, du tempérament français, quelque chose d'humain et de chevaleresque qui adoucit la conquête. Mais l'esprit de magnificence, l'ambition se réveillent avec les occasions tentantes, l'avidité, le désir de faire fortune. Les généraux restent républicains, mais la conception qu'ils se font de la République se modifie comme la conquête et comme la guerre. Ils cherchent leurs places dans l'État. Ils forment corps. Ils s'attachent à leurs soldats par des liens personnels, les épreuves et la carrière communes.

L'armée prend conscience de son importance dans la République. Elle commence à se demander où on la mène, qui la mène, ce que l'on fait de *ses* conquêtes; *elle regarde en arrière*, vers Paris. Elle n'obéit plus à une vocation quasi-mystique;

[1] Voy., sur les transformations de l'esprit des armées, t. I, p. 3, 541-542; t. II, p. 535-549; t. IV : Les armées et la République, p. 378-381; 470 et suiv.

elle obéit de plus en plus à la vocation guerrière. Pour la masse, le recrutement l'y oblige; pour beaucoup, l'armée devient une profession glorieuse qui procure grades, honneurs, déjà même fortune à une jeunesse qui ne voit pas d'autre carrière, à laquelle les temps ont donné le goût des aventures, dans laquelle se sont développés la force physique, l'énergie morale, l'ambition, l'orgueil de vivre, et, en même temps, le dédain de la vie, aisément sacrifiée au grand jeu de la gloire. De la Révolution, ils ont conservé « le mépris excessif et allant jusqu'à la haine pour les façons d'agir des rois contre lesquels ils se battent,... le sentiment que les Français seuls sont des êtres raisonnables. A nos yeux, les habitants du reste de l'Europe, qui se battaient pour conserver leurs chaînes, n'étaient que des imbéciles pitoyables ou des fripons vendus aux despotes qui nous attaquaient[1] ». Nulle part l'esprit romain de la République ne s'est conservé plus ardent qu'aux armées; patrie, république, armée, gloire et liberté s'y confondent.

Mais, à l'user, les mots s'altèrent. La liberté, à leurs yeux, ne se distingue guère de la suprématie qu'ils exercent. La haine des émigrés, l'esprit antichrétien, disons le mot, l'impiété, forment déjà le fond de leur libéralisme, et c'est ce qui survivra le plus longtemps en eux de la Révolution. Puis, comme avec chaque élection, la majorité, dans les Conseils, tend à passer aux bourgeois, aux pacifiques, aux économes, que les modérés et surtout les royalistes se confondent avec la « faction des anciennes limites », ennemie de la guerre, qui entend subordonner l'armée et l'écarter des affaires, contre laquelle, d'ailleurs, se font les coups d'État, l'armée, tout en se disant toujours et se croyant républicaine, affecte le mépris des bavards, des *avocats,* du gouvernement par la tribune[2].

[1] STENDHAL, *Vie de Napoléon*, p. 2.

[2] Considérez comme ils finissent : les militaires *libéraux* et les *demi-soldes* de la Restauration, contre les *nobles*, le *parti-prêtre;* pour les limites naturelles, la frontière du Rhin, les droits de l'homme, la révolution cosmopolite; du général Foy à Philippe Bridau.

Les Directeurs n'auront besoin d'aucun effort pour lancer ces soldats à l'assaut du parlement. Il suffira de déclarer que les *avocats* conspirent, avec Pitt et les émigrés, le retour des rois et l'abaissement de la France. Mais, en leur livrant les *avocats*, les Directeurs se livrent eux-mêmes, étant, aux yeux de l'armée, des parasites du même ordre dans la République, que l'armée conçoit à son image, glorifiée par elle et menée, pour la splendeur et le bonheur de la France, de triomphe en triomphe. Les républicains de l'an III avaient eu le pressentiment de ces conséquences de leur politique. Les Directeurs en auront, par échappées, la vision. Mais les engagements de leurs passions l'emporteront toujours sur la raison. Il leur faudrait se faire modestes, c'est-à-dire démissionner ou se soumettre à la majorité, ce qu'ils ne veulent pas. Pour se maintenir en prestige, il leur faudra toujours des généraux. et ils ne se désabuseront de l'un que pour s'abuser aussitôt sur un autre. Ils ne trouveront jamais de tempérament à leur favoritisme que la disgrâce qui du favori fait un mécontent, peut-être un révolté. On les verra tour à tour appeler l'armée dans l'État et l'y redouter ; caresser les généraux et les haïr ; leur livrer le pouvoir et leur en chicaner l'exercice ; tout attendre d'eux et travailler contre eux ; les exciter et les paralyser ; revendiquer avec hauteur la suprématie du pouvoir civil et n'exercer cette suprématie que par le sabre de ces mêmes généraux ; et, peu à peu, par capitulations successives, leur livrer, la rage au cœur et toute honte bue, et eux-mêmes et toute la République ; je veux dire, en France, le gouvernement de Paris, celui des départements insurgés, et, à l'étranger, les négociations et le gouvernement des conquêtes.

L'expérience se fit en France d'abord. Au moment où le Directoire s'installe, deux généraux, les plus jeunes de l'armée, l'un encore à peu près inconnu, l'autre dont le nom est associé à la gloire de la défense nationale, se trouvent placés au premier rang et investis des plus importants emplois militaires de l'État : Bonaparte, qui a fait le coup

d'État de Vendémiaire, assuré la permanence des « deux tiers », assis les Conseils sur leurs sièges et installé les Directeurs au Luxembourg, est général de l'armée de l'intérieur; Hoche est général de l'armée de l'Ouest et chargé de la pacification de la Vendée. L'œuvre lui fait honneur : il s'y montre grand citoyen et s'y révèle homme d'État; mais cette œuvre même, qui remplit les derniers mois de 1795 et les premiers de 1796, résume, en un raccourci saisissant, les inévitables conflits où se poussait le Directoire et les contradictions insolubles qui devaient amener sa chute.

« L'inexplicable Vendée » — inexplicable à la sophistique de Barère, à la férocité de Carrier, à l'inquisition de Robespierre, à l'infatuation hiératique de Saint-Just — se découvrit à Hoche dès la première rencontre [1]. Ce Français au bon cœur, ce héros à l'âme populaire comprit que, si l'on persistait à arracher ces hommes aux affections séculaires qui étaient pour eux l'amour même de la patrie, si l'on prétendait contraindre ces croyants naïfs à renoncer au salut éternel, il les faudrait anéantir jusqu'au dernier; un peu de justice, un peu de pitié feraient ce que tous les supplices, les colonnes infernales, les incendies, les guillotines et les gabares à soupape n'avaient pu opérer. Hoche résolut de rendre ces Vendéens à leurs champs, de leur rendre leurs prêtres, et de leur prouver que la Révolution s'était faite surtout pour les pauvres gens comme eux. Il trouva l'armée de l'Ouest dénuée de tout, misérable, épuisée, désespérée et en même temps exaspérée de la guerre qu'on lui faisait mener, errante, en bandes que la faim rendait féroces, dans le pays dévasté [2] Il trouva le peuple réduit à l'état sauvage. Il sut nourrir l'armée

[1] Octobre 1793. Voir les ouvrages de Rousselin, Savary, Cunéo d'Ornano, La Sicotière, et les très nombreuses et précieuses pièces publiées par M. Chassin : *les Pacifications de l'Ouest*, t. II, *la Dictature de Hoche*. Paris, 1898.

[2] « L'armée, cette pauvre armée, est nue, dans la saison où nous sommes; les hôpitaux s'emplissent, faute de pouvoir donner des vêtements aux hommes et des souliers. Ces maux, joints à la pénurie des subsistances, me font verser des larmes de sang. » Au ministre de la guerre, 22 novembre 1795. Je ne cite que pour donner le ton.

et la discipliner, ramener les paysans dans leurs chaumières, les rassurer, les réconcilier entre eux d'abord, puis avec le soldat, puis avec la France. Il fit tant et si bien qu'il obligea, par l'abandon général de leurs hommes, les chefs à se soumettre : « Les Romains, écrivait-il au Directoire, les Romains, de qui nous approchons un peu, soumettaient les peuples par la force des armes et les gouvernaient par la politique. » Il gouverna à la romaine, et il réussit, mais non sans luttes, surtout contre les administrations civiles. Il dut en appeler souvent au gouvernement de Paris.

La paix religieuse est pour lui la première condition de la paix politique. Il découvre ici les vues que le Premier Consul développera plus tard, et Bonaparte, après 1800, n'aura qu'à achever l'ouvrage. Ce n'est point que Hoche incline, pour son compte, aux croyances chrétiennes. Il demeure philosophe. On m'accuse de fanatisme, écrit-il, « quoique je rie, à part moi, des sottises humaines à l'égard des cultes[1]. » Mais il comprend que les gouvernements sont faits pour les peuples et non les peuples pour les gouvernants ; que les peuples veulent être gouvernés et ne peuvent être gouvernés que selon leurs vœux, leurs affections, leur foi. Il le déclare : « Je vous l'écris encore et je vous prie de le publier à son de trompe : la République n'entend gêner aucun culte ; en matière religieuse, l'Éternel seul sait apprécier les intentions et distinguer les hommages. » — « J'ai dit vingt fois au Directoire : — Si l'on n'admet pas la tolérance religieuse, il faut renoncer à l'espoir de la paix dans ces contrées ; le dernier habitant, charmé d'aller en paradis, se fera tuer en défendant l'homme qu'il pense lui en avoir ouvert les portes. Qu'on oublie une fois les prêtres, et bientôt il n'y aura ni prêtres ni guerre... Je le demande hardiment, cette multitude d'hommes, qui ne connaît que ses prêtres et ses bœufs, peut-elle adopter tout à coup les idées morales et de philosophie? D'ailleurs, faut-il fusiller les gens pour les éclairer? Ces principes ne sont pas

[1] A Carnot, 19 février 1796.

ceux du Directoire; il comblera par son silence l'abîme qu'un zèle maladroit voudrait creuser sous les pas de la République chancelante[1]. »

A la fin de mars 1796, Stofflet est fusillé, Charette est pris et mis à mort; il ne reste plus qu'à désarmer les paysans dispersés et à soumettre les prêtres rebelles. C'est le moment de gouverner. Hoche répudie hautement le gouvernement militaire : « Sachez que, fils aînés de la Révolution, nous abhorrons nous-mêmes le gouvernement militaire proprement dit... La nature de l'homme, du militaire surtout, a une tendance si évidente à dominer, qu'on ne saurait y apporter trop d'entraves... Sans doute je pense que la latitude accordée aux chefs de l'armée était indispensable. Mais je n'ai jamais voulu établir un gouvernement miitaire, encore moins en être le chef. Eh! bon Dieu! que serait-ce qu'une République dont une partie des habitants serait soumise à un seul homme? Que deviendrait a liberté?... Le pays vendéen réclame, à grands cris, une organisation civile. Le régime militaire ne lui convient plus. Il n'est pas assez fort non plus pour supporter le gouvernement constitutionnel. Il lui en faut un mixte, dont les agents soient pris dans les deux classes de citoyens, les réfugiés et ceux qui n'ont pas sorti du pays. »

Toutefois, il a tâté du pouvoir. Il en a connu les conditions et il se forme en lui, sur la constitution de la République, des vues qui s'affermiront avec l'expérience et qui l'emmènent déjà fort loin du Directoire. « Il nous faut, écrit-il à son confident Chérin, un gouvernement qui consacre, dans le fait, comme dans le droit, l'égalité. Ce gouvernement ne peut être que le gouvernement républicain. Voilà mes idées fondamentales : président électif, rééligible; deux Chambres : l'une entièrement élective, l'autre par moitié seulement[2]. » Ce n'est pas la dictature militaire, c'est la République libre et libérale des États-Unis; mais le président électif et rééligible,

[1] Lettres des 9 janvier-9 mars 1796.

[2] Lettres des 5, 19 février, 9 mars 1796, à Chérin, novembre 1795. — Cunéo d'Ornano, cité par Chassin, II, 223.

investi du pouvoir civil, peut être et a été, en cette république même, un général d'armée, fondateur et défenseur de la liberté.

Tant d'énergie et de politique, avec tant d'âme et tant de jeunesse, l'avaient mis hors de pair. Il donne, aux Français de l'Ouest, la même impression de surprise, le même sentiment de curiosité ; il exerce sur eux le même prestige que, bientôt, Bonaparte allait exercer sur les Italiens. Frotté, qui l'avait rencontré aux Conférences de la Mabilais, écrit au comte de Provence : « Je lui trouvai de l'élévation dans l'âme, un grand amour de la gloire, de la pénétration et de la fierté. L'insuffisance de nos moyens d'action et de nos mesures lui était connue. Son jugement sur les puissances me parut impartial, mais juste. » Les royalistes, toujours obsédés de Monk, cherchent à l'attirer. « Que ne remettez-vous le roi sur son trône ? lui disait une femme de l'ancien monde. — C'est impossible, madame. — Vous n'êtes pourtant pas républicain, et si vous ne faites pas un roi, vous le serez vous-même. — Moi ? Tant d'ambition ne va pas à un particulier. — Vous pouvez y prétendre tout comme un autre. Le trône semble vacant. » — « Général, lui disait un émissaire royaliste, vous êtes dans la patrie de Duguesclin... Le roi de France peut faire et ferait un connétable... Un seul homme au monde serait au-dessus de vous, et cet homme est le petit-fils de Henri IV et de Louis XIV ; il vous traitera presque en égal[1]. » Ce langage qui put décevoir un Pichegru, et plus tard, l'exil et la rancune aidant, égarer un Moreau, n'était pas fait pour troubler le cœur de Hoche. Mais il montre quelle place prenaient, dans les calculs de tous les partis, les généraux des armées républicaines.

Partout la politique les sollicite, s'ouvre, s'impose à eux. On le voit en Vendée, sur le théâtre de la guerre civile ; on va le voir sur les frontières, par une conséquence tout aussi directe de la politique du Directoire, mais plus en grand. Il ne s'agit

[1] Chassin, II, p. 268.

plus là seulement de pacifier, d'administrer un pays de France, il s'agit de combattre des armées organisées, de faire vivre en pays ennemi les armées françaises, de conquérir, d'organiser la conquête et de négocier la paix. Le Directoire entend se réserver, par ses commissaires civils, l'exploitation financière et l'administration des pays conquis; par ses diplomates, la conduite des négociations ; mais la guerre a ses exigences : la première est d'utiliser les victoires et d'en pousser à fond les avantages. Il faudra bien que le Directoire laisse faire les généraux et leur lâche d'autant plus la main que la guerre occupe plus de place dans ses combinaisons, et que la victoire est pour lui une nécessité plus urgente, la nécessité dominante de son gouvernement.

Ceci nous ramène aux conditions de la paix telle que l'entendait le Directoire, c'est-à-dire aux « limites », aux moyens et aux garanties de la conquête. Voyons donc où en était, en novembre 1795, cette affaire qui est le mobile de la guerre, qui va primer toutes les autres affaires et former, jusqu'en 1815, le lien continu entre tous les gouvernements issus de la Révolution.

III

La Savoie et Nice étaient réunis depuis 1792; la Belgique, le Limbourg, le Luxembourg, le pays de Liège, furent, le 1er octobre 1795, décrétés parties intégrantes et inséparables de la République, et il fut déclaré, en même temps, que cette réunion s'étendait, en principe, aux pays allemands de la rive gauche du Rhin. Ce décret, voté par acclamation sur le rapport du Comité de Salut public, emprunta aux circonstances un caractère solennel. Il fut un corollaire de la Constitution. Frontière déclarée : les territoires allemands de la rive gauche du Rhin, et frontière décrétée ou constitutionnelle : la Bel-

gique, le Luxembourg, le pays de Liège, la Savoie et Nice, se confondirent dans les esprits, et demeurèrent confondues dans les desseins politiques, sous le nom de *limites naturelles*. Le « principe » des « limites naturelles » s'identifia avec le gouvernement de la France par le parti républicain[1]. L'idée s'établit dans les esprits que la paix ne pouvait être assurée que par le triomphe de ce principe et que la France ne pouvait laisser entamer ses frontières naturelles sans porter atteinte à la dignité de la République et en ébranler le fondement. Il s'ensuivit cette illusion que la République, réclamant des limites tracées par la nature, réclamait un droit naturel; que ce n'était faire acte ni d'usurpation, ni même de conquête; que l'Europe *devait* satisfaire une réclamation aussi juste et reconnaître ce droit; que, le *devant*, elle le ferait et que la paix, fondée sur ce principe, ne serait rompue désormais ni par la France qui aurait obtenu son droit, ni par l'Europe qui l'aurait consacré. Cette façon de voir était très loin de la réalité des choses.

En réalité : la Belgique, le Luxembourg, le pays de Liège, la Savoie et Nice, — les limites constitutionnelles, — réunis et transformés en départements, n'étaient point cédés par les possesseurs légitimes : l'Empereur, le Saint-Empire, le roi de Sardaigne; ce n'était donc qu'une possession de fait. Les pays allemands de la rive gauche du Rhin, envahis en 1792, évacués en 1793, disputés en 1794, occupés depuis 1795, sauf Mayence où les Impériaux tenaient encore, restaient à l'état de conquête pure et simple, en l'an IV, lorsque s'installa le Directoire.

Les armées autrichiennes arrêtées, non détruites, demeuraient menaçantes sur la rive droite. Les armées françaises, repoussées sur la rive gauche, hivernaient dans la misère, trop souvent dans l'indiscipline. Les pays occupés ne pouvaient être définitivement acquis à la République que par l'effet d'une nouvelle offensive sur la rive droite et de nouvelles vic-

[1] Cf. t. IV, p. 372-374; 431.

toires[1]. En attendant, le pays réclamait la paix, considérant sur la foi des harangues que, la conquête étant faite, il n'y avait plus qu'à signer les traités.

Les Directeurs savaient que l'affaire n'était point si aisée; ils savaient même qu'elle était inextricable par les seuls moyens de négociation; mais il fallait, durant les quartiers d'hiver, occuper l'opinion; il fallait paraître négocier la paix, ne fût-ce que pour démontrer l'impossibilité de la conclure et la nécessité de reprendre la guerre au printemps. Le Directoire, belliqueux et envahisseur par intérêt, était forcé, par intérêt aussi, de paraître pacifique. Il fit donc, dans l'hiver de 1795-1796, ce que le Comité de salut public avait fait dans les mêmes circonstances. Il élabora des plans de paix générale et il essaya d'amorcer des négociations. Ces plans et ces tentatives sont singulièrement instructifs : ils montrent dans quel éloignement les Directeurs se trouvaient déjà de ce qu'on appelait encore les « principes » de la Révolution et qui n'avait été, en réalité, que la vision éphémère de quelques prophètes exaltés de 1792[2].

A la suite du Comité de salut public, le Directoire fit des pays conquis par les armées françaises trois lots : ceux qu'il entendait incorporer à la République; ceux qu'il destinait à servir de bastions à la République; ceux qu'il réservait pour les échanges qui décideraient l'Europe à consentir l'incorporation des premiers et le protectorat des seconds.

La Révolution, pour ces légistes des *droits de l'homme*, s'est faite raison d'État, comme, naguère, la monarchie, pour les légistes des *droits du Roi*[3]. Ainsi le catholicisme, pour un

[1] En 1796, la campagne de Bonaparte en Italie et celle de Moreau en Allemagne; en 1800, Bonaparte à Marengo, et Moreau à Hohenlinden.

[2] Voy. t. III : le décret du 19 novembre 1792, p. 164 et suiv.; comment ces vues se sont tranformées en moins de trois semaines : le décret du 15 décembre, p. 232 et suiv.

[3] Comparez avec l'évolution qui mène les puritains des États-Unis de la guerre d'indépendance à la doctrine de Monroë et à l'impérialisme envahissant : des îles partout, des colonies à la romaine, des citoyens de seconde classe, entre le noir émancipé, mais exclus, et le blanc, seigneur par la couleur de la peau, les origines et la supériorité républicaine.

Charles-Quint et un Philippe II, tourné à la suprématie de la maison d'Autriche ; ainsi la Réforme pour une Élisabeth et un Guillaume III, en Angleterre, un électeur de Brandebourg, en Allemagne; ainsi la Philosophie pour un Frédéric ou une Catherine de Russie. Les légistes invoquent la nature et la justice ; mais pour eux *les droits de l'homme* s'arrêtent aux frontières de la République, tracées par la nature même. La France est la *grande nation*, la nation par excellence ; les autres ne sont que de la poussière de peuples, des vagabonds d'humanité, qui ne s'élèveront à la patrie qu'en s'incorporant à la « grande nation, » matrice des peuples en dehors de laquelle il n'y a point de justice, étant la justice faite État. Si bien que les nations conservées ou suscitées devront subir des initiations lentes et passer par cet état tributaire où se trouvent déjà les Bataves, sorte de purgatoire des peuples; et l'homme — celui des *droits* — se confondra si étrangement avec le Français, que dans les pays conquis et officiellement « affranchis », la *patrie* s'entendra non de la Hollande, de la Suisse ou de l'Italie, pour le Hollandais, le Suisse ou l'Italien, mais de la République française, et le mot *patriote*, détorqué du sens national qui l'avait glorifié en France, sera comme asservi au delà de la frontière, et ne signifiera plus chez ces peuples que le partisan du Directoire.

« Il importe à la République, avait dit Merlin au nom du Comité, que les Belges et les Liégeois ne soient libres et indépendants qu'autant qu'ils seront français... La République française pouvait et devait, soit retenir à titre de conquête, soit acquérir par des traités les pays qui seraient à sa convenance, sans en consulter les habitants[1]. » Le Directoire ne connut point d'autre maxime. Mais de même que le Comité, il sut réserver à ces peuples, destinés aux tributs et aux trafics, les condoléances des discours d'apparat. Les « principes » continuèrent à inspirer les manifestes, tandis que les intérêts gouvernaient la politique. Les Directeurs et leurs ministres

[1] 30 septembre 1795. Cf. t. IV : vote des limites, p. 427 et suiv.

continuèrent, dans les cérémonies de gala, à disserter sur les droits imprescriptibles de l'humanité. Ces républicains consentaient qu'il y eût des « principes [1] » pour les nations, comme, au temps de la religion d'État, les libertins de gouvernement professaient qu'il fallait « une religion pour le peuple ». Ils ne s'embarrassaient pas des contradictions de leur langage et de leurs actes et ils assistaient, majestueux et pénétrés, à leurs solennités humanitaires, avec aussi peu de gêne qu'un Thugut, catholique, à un sermon contre la convoitise, et un Pitt, protestant, à un prêche contre l'orgueil. Ils en usaient avec les « principes » de la Révolution et les tables de la loi où ils étaient gravés, comme les Romains avec leurs dieux de pierre ou d'airain, enfermés dans les temples où le Sénat les visitait, les jours de fête, en cortège somptueux, au milieu des sacrifices, des chants et des génuflexions; après quoi, chacun retournait à ses affaires. Les dieux demeuraient inertes et enclos, officiels et oubliés; les consuls gouvernaient selon la raison d'État et les légions imposaient aux peuples conquis la loi du peuple romain. Il n'était point jusqu'au sensible La Revellière qui, tout larmoyant qu'il se montrait dans les offices, ne se piquât, dans le cabinet, de quelque machiavélisme. Il avait conservé, de l'enthousiasme girondin, les larmes officielles; la source en était depuis longtemps tarie chez ses collègues.

Les Directeurs trouvèrent, pour le placer au ministère des relations extérieures, l'homme le mieux fait pour entendre leurs idées et les interpréter. S'il y ajouta quelque chose de son cru, ce fut l'accent et la couleur, une sorte de jouissance âpre à commander au nom du Conseil souverain et à raffiner sur la dictature. Charles Delacroix avait quarante et un ans; il avait siégé à la Convention et voté la mort : c'était un homme sûr [2]. Ni connaissances techniques, ni aptitudes mar-

[1] Voy. t. IV : Sieyès et ses plans; vues du Comité; conditions de la politique extérieure, p. 218, 225, 293, 355, 387, 456 et suiv.

[2] Sur Delacroix et ses bureaux, voir Frédéric MASSON, *le Département des Affaires étrangères pendant la Révolution*, p. 361, 363 375 et suiv

quées, ni expérience, mais la plume facile, diffuse; une rhétorique de lieu commun complaisante à habiller de mots honnêtes, de rubriques de droit public et à farder de maximes républicaines les nudités politiques; aucun scrupule des contradictions et toujours prêt à passer avec raideur, mais sans gêne, de la menace à la chicane, de la *déclaration des droits de l'homme* à la revendication des droits de l'État, du décret de novembre 1792 au système copartageant. Dans la conversation, sobre de ses paroles, sachant écouter et répondre peu. Il aimait le luxe, son hôtel était fastueux, sa mise recherchée, à l'ancienne mode. Il affectait la tenue. Ceux qui l'ont vu de près, comme La Revellière, le montrent « bel homme, mais roide et guindé, dur et pédant, lorsqu'il croyait être grand et donner une haute idée de la dignité de son gouvernement et de celle de sa personne; lourd et entêté ». Les citoyens qui le visitaient le matin le trouvaient drapé « en une robe de chambre soignée, sous laquelle il portait une sorte de casaque en satin avec des bas de soie et des rubans écarlates à ses souliers; l'aspect d'un évêque ». L'après-dîner et aux audiences officielles, « une longue redingote fermée; les cheveux très longs et poudrés, sans queue. » — « Un homme grand et commun, assez poli en son genre, » rapporte un Irlandais[1].

Delacroix écrivait et recevait. Reubell dirigeait. On lit ces réflexions en marge d'un *plan de pacification* qui lui fut soumis, qu'il approuva, mais qu'il entendait fortifier de quelques considérations[2] : « Il me semble qu'on n'a pas assez fait valoir les faits suivants : savoir qu'il est évident que la coalition n'a eu lieu contre la France que pour pouvoir, avec plus de facilité, rompre tout équilibre, partager, en conséquence, la Pologne, voler les îles et démembrer ensuite le continent même de la France, si l'on pouvait. On est déjà parvenu au

[1] *Mémoires de La Revellière*, I, p. 355. — GUILLON, *la France et l'Irlande*, rapport d'un Irlandais, p. 173. — GRANDMAISON, *l'Ambassade française en Espagne*, 1789-1804 — *Journal de Malmesbury*, rapport du 23 octobre 1796.

[2] 30 pluviôse an IV-19 février 1796.

partage de la Pologne, au vol des établissements français et hollandais; le but de la pacification de la France doit donc être, non pas tant d'acquérir des indemnités que de rétablir cet équilibre dont dépend son salut; car si elle est pressée de toutes parts de puissances plus formidables qu'elle, et qui s'entendent, il est clair qu'elle perdra bientôt son indépendance politique, perte qui sera suivie de celle de son existence politique. » Voici les combinaisons que propose l'auteur du *plan de pacification*, et que s'est appropriées le Directoire[1] :

« La France a droit de réclamer une indemnité proportionnée à ses sacrifices, à ses immenses efforts. Cette indemnité embrasse tout le terrain situé entre l'ancien territoire français et la rive gauche du Rhin... Le plan des anciennes limites nous livrerait à une lutte perpétuelle avec nos ennemis. L'Autriche, toujours en notre présence, toujours élancée sur nos frontières, nous provoquerait par de perpétuels défis. Le droit naturel nous prescrit de la repousser dans ses lointains domaines, et la politique approuve que, puisque nos ennemis font de perpétuelles usurpations pour nous écraser, nous nous agrandissions à leurs dépens pour les retenir. »

Cela posé, on va tailler dans le grand; mais comme la géographie de l'Europe n'a point changé, les combinaisons de l'an IV ne diffèrent point de celles de 1792 et de l'an III. Pour que la réunion de la rive gauche du Rhin « ne soit pas subversive de l'harmonie politique en Europe et particulièrement en Allemagne » , la République réorganisera le Corps germanique. Les princes ecclésiastiques seront expropriés, leurs territoires sécularisés, comme on dit par euphémisme depuis les traités de Westphalie. « Ce système est d'ailleurs conforme aux principes de la Révolution; ce sera encore une nouvelle victoire remportée sur la superstition. » Cette victoire se traduira en concessions à perpétuité de terres et d'hommes aux princes laïques, en récompense de ce qu'ils céderont sur

[1] Comparez avec les vues du Conseil exécutif, t. III, p. 21, 197 et suiv.; avec les vues du Comité du Salut public de l'an III, t. IV, p. 174, 214, 293, 353, 387, 459 et suiv.

la rive gauche. — La République en usera de l'Allemagne réorganisée comme Catherine l'a fait de la Pologne partagée; elle répartira les abbayes, les évêchés, comme Catherine les starosties; elle distribuera à ses clients les âmes d'Allemands comme Catherine à ses favoris les âmes de Polonais. On créera quatre électorats, dont l'un pour la *maison* d'Orange, qui, évincée de la Hollande et alliée par le sang à la *maison* de Prusse, a droit à des égards; le Wurtemberg sera élevé à la dignité électorale et payé de Montbéliard avec Fulda. Pour le roi de Prusse, outre ses indemnités, on lui « procurera tous les avantages qui peuvent flatter son ambition »; on le flattera de l'espoir de la couronne impériale. L'Autriche sera moins ménagée. On lui a pris la Belgique, on lui prendra Milan; toutefois, « on pourra lui laisser une partie de la Bavière, plus Bologne et Ferrare, enlevés au Pape. La *maison* de Wittelsbach se dédommagera avec l'évêché d'Augsbourg.

La Russie est l'effroi du Continent; on la forcera à se disperser; on la harcèlera par les diversions : Turcs, Persans, Géorgiens, Chinois, Tartares. Reste l'Angleterre : elle a pris la Corse, la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Vincent, la Grenade, une partie de Saint-Domingue, Pondichéry, Coromandel. Elle est en train de s'emparer des colonies hollandaises. On lui laissera ses convenances en ces colonies et l'on fera au roi Georges, qui est, par le Hanovre, prince de l'Empire, des avantages en Allemagne; mais, s'il refuse, on l'exclura de l'Allemagne, on s'emparera du Hanovre. C'est là que nous trouverons la paix!

Comment? Il n'en est, il n'y en aura jamais que deux moyens : coaliser le Continent contre les Anglais, opérer un débarquement en Angleterre [1].

Or, les flottes françaises, « humiliées, battues, bloquées dans les ports, dénuées de ressources, de vivres, de matériel naval, travaillées par l'insubordination, avilies par l'ignorance,

[1] Cf. t. IV, p. 389, 464-465.

ruinées par la désertion, » ne peuvent, de l'aveu même des Directeurs [1], affronter les vaisseaux anglais. Il reste le vieil expédient, celui de Richelieu, celui de Mazarin : brasser, en Angleterre, quelque révolution, animer les Irlandais, leur envoyer des armes, des hommes, un général. « L'Angleterre, disait Reubell à un agent prussien, ignore ce qui se passe dans son intérieur, ce qui déconcerte tous les projets ambitieux. Le sieur Pitt en sera ébranlé et étourdi probablement de manière à être forcé de donner sa démission. »

Le Directoire espère entraîner l'Espagne, l'acheter par la promesse d'un démembrement du Portugal [2]. Il mettra la Hollande définitivement à la discrétion de la France.

La Prusse est le pivot de toutes les combinaisons, depuis la plus élémentaire, la cession de la rive gauche du Rhin par l'Empire, jusqu'à la plus compliquée, la coalition contre l'Angleterre. C'est donc par la Prusse qu'il faut commencer, et c'est sur elle que doit se porter tout l'effort du Directoire, comme s'y portèrent en 1792 l'effort de Dumouriez, celui du Conseil exécutif, et, depuis les négociations de Bâle, celui du Comité de Salut public

Les pourparlers se reprirent dans trois villes à la fois, à Berlin, à Paris et enfin au « parloir » de Bâle, où Hardenberg demeura, en relations avec Barthélemy, jusqu'à la fin de décembre A Paris, Sandoz représenta la Prusse, à partir du mois de décembre. Caillard était à Berlin depuis la fin d'octobre [3]. Le Directoire n'eut qu'à confirmer les instructions que le Comité avait données à cet agent, élevé aux affaires dans l'intendance de Turgot, vieilli dans la carrière, rompu aux manèges d'Allemagne, homme de sens rassis et d'expérience [4]. Il devait presser le roi de Prusse « de se prononcer

[1] *Mémoires de La Revellière*, t. I, p. 238-326. Cf. Guillon, *Irlande*, p. 109. Rapport de Truguet.

[2] Voir t. IV, p. 266.

[3] Bailleu, *Preussen und Frankreich von* 1795 *bis* 1807 ; *Correspondance diplomatique*.

[4] Voir t. IV, p. 291, 423. — Delacroix à Caillard, 21 brumaire-12 novembre 1795.

par une explication franche et surtout par une conduite qui ne puisse laisser de doute sur ses desseins ultérieurs ». C'était un malentendu qui durait, entre la France et la Prusse, depuis qu'elles avaient conclu la paix, et c'est sur ce malentendu seulement qu'elles avaient pu signer le fameux compromis de Bâle[1]. La Prusse n'avait pas *cédé* à la République la rive gauche du Rhin : elle avait consenti à l'occupation par les armées françaises des territoires qu'elle possédait sur cette rive; elle avait stipulé que si, lors de la paix de l'Empire, la Diète qui, seule, avait qualité pour céder, abandonnait la rive gauche à la France, le roi de Prusse serait indemnisé, sur la rive droite, de ses possessions. Le Comité de salut public avait tenté vainement d'étendre ces accords éventuels, d'en tirer un traité définitif, une alliance et l'engagement, de la part du roi de Prusse, de soutenir, devant la Diète, les prétentions de la France. Le roi de Prusse s'y était constamment refusé, se flattant, lors de la paix générale, d'éluder son traité, de recouvrer ses territoires de la rive gauche et d'éviter le reproche d'avoir, le premier des princes allemands, pactisé avec la Révolution et souscrit au démembrement de l'Empire. « Le roi ne nous aime pas, écrivait Caillard; il déteste nos principes. La Pologne le lie en esclavage à la Russie. » Il avait reconnu la République et traité avec elle, sans doute, mais c'était uniquement pour se donner les mains libres du côté de la Pologne et tenir tête à la Russie. Maintenant qu'il a son lot de Polonais, il s'est réconcilié avec Pétersbourg, et il ne pardonne plus à la République ni de traiter ses possessions de la rive gauche en pays conquis ni d'avoir dépouillé sa sœur, femme de l'ancien stathouder. De plus, il est « si fortement travaillé par les Anglais et les émigrés que ses préjugés sur la France sont impossibles à désarmer[2] ».

[1] Comment il s'en est établi une sorte de légende qui dure encore, voir t. IV, liv. III : *le Traité du 16 germinal*, p. 284 et suiv.

[2] Rapports de Caillard, 2 janvier, 3 février 1796; de Parandier, agent adjoint à Caillard, 23 septembre 1795. — Cf. SYBEL, trad., t. IV, p. 242.

Caillard était insinuant; le Directoire ne lui avait pas ménagé les moyens de persuasion; mais à tous les arguments, le roi et ses ministres opposaient la même réponse : « Le moyen le plus simple serait de rétablir les princes allemands dans leurs possessions de la rive gauche du Rhin. » — « Si la République voulait se départir de la limite du Rhin, disait le ministre Haugwitz, le roi de Prusse se ferait fort de procurer à la France une paix très prompte avec tout l'Empire[1]. »

A Bâle, Hardenberg rejetait les partages de la Pologne « sur le bouleversement de toutes choses que la Révolution a introduit en Europe ». « Le roi de Prusse, isolé, abandonné, a été obligé de souscrire — au partage — malgré lui pour se tirer, au moins pour le moment, d'une situation très embarrassante. » A ce sophisme remarquable, il joignait des récriminations contre le traité de Bâle. « Le roi, disait-il, ne peut être indifférent au prodigieux retard de cette pacification, — la paix de l'Empire, — au moyen duquel il continue à rester privé de provinces qui rapportent au fisc près d'un million d'écus par an[2]. »

C'était le fond des instructions données à Sandoz le 21 octobre[3] : « Un parti, à la tête duquel se trouve l'abbé Sieyès, voudrait l'extension des limites de la France jusqu au Rhin. Un autre, plus sage..., rendrait sans difficulté les pays conquis à l'exception du Luxembourg et des Pays-Bas. » Le roi avait « infiniment à cœur » la restitution de ses États sur la rive gauche, le maintien de la constitution germanique. « Il saura un gré infini au sieur de Sandoz de tous les soins qu'il prendra pour obtenir le recouvrement de ces provinces; mais si, contre meilleure attente, la France parvenait à étendre ses frontières jusqu'au Rhin, il ne resterait qu'à insister sur le dédommagement promis et à tâcher de l'obtenir aussi avantageux que possible. »

[1] Rapports de Caillard, 17, 31 janvier; 10 février 1796.

[2] Rapports de Barthélemy, 10, 21 décembre 1795. — Hardenberg au roi, 5 décembre, dans Bailleu, I, p. 36.

[3] Bailleu, t. I, p. 29.

Sur cet article, le Directoire ne demandait qu'à se montrer conciliant, prodigue même. Mais sur l'autre, celui de la restitution, il n'entendait pas céder d'une ligne [1] « Nos conditions sont connues, et elles sont justes, disait Delacroix à Sandoz. Sachez que nous aurons dans un mois de temps 370,000 hommes sur le Rhin, et 80,000 en Italie, sans compter les forces que nous entretiendrons en Hollande. — Vos intentions sont bonnes, répondait Sandoz, mais toutes vos idées de dédommagement sont bien futures; j'ignore même si vous aurez la possibilité, à la paix, de pouvoir les réaliser. — Oui, nous l'aurons! interrompit avec fierté Delacroix; si la République de France et le roi de Prusse veulent bien s'entendre à cet égard, je ne sais pas où est la force qui pourrait y mettre empêchement. Ce ne sera pas l'Autriche, soyez-en sûr [2]. » Ainsi Reubell, que Sandoz trouvait « franc de caractère et ostentieux d'esprit ». Ainsi Sieyès, « misanthrope, plein de fiel, mais âme forte » : — « Ceux, disait-il, qui m'ont accusé d'être ami de l'Autriche ont menti; ceux qui me représenteraient ami des Prussiens mentiraient également : je ne suis que Français. »

Sandoz trouvait ces propos « sibyllins »; ils étaient fort clairs. Si la Prusse se refuse à servir les desseins du Directoire, le Directoire se tournera vers l'Autriche [3]. C'est ce qu'il s'efforçait de faire, et cela dans le temps même où il multipliait les tentations à Berlin. Il y avait eu, à propos de la libération de Madame, fille de Louis XVI, un échange de politesses avec Vienne : c'était pour la cour. Quant au ministre, Thugut, le Comité avait essayé à la fois de l'intéresser, de l'acheter, de le

[1] Le Directoire à Barthélemy, 19 novembre; à Caillard, 11 décembre 1795, 17 février 1796.

[2] En 1866, les rôles étaient renversés. La Prusse avait conquis et elle réclamait de Napoléon III les complaisances que le Directoire, conquérant, réclamait, en 1796, de Frédéric-Guillaume. « Les revers de l'Autriche, disait Bismarck à Benedetti, permettraient à la France et à la Prusse de modifier leur état territorial et de résoudre dès à présent toutes les difficultés qui continueraient à menacer la paix de l'Europe... sans craindre de rencontrer une résistance armée ni de la part de l'Angleterre ni de la part de l'Autriche. » Rapport Benedetti, 15 juillet 1866.

[3] Ainsi, déjà, le Comité. Voir t. IV, p. 396, 401, 425.

terrifier, au besoin, par le moyen d'un véritable chantage. Thugut avait été, autrefois, *initié* au secret de Louis XV ; il recevait une pension du ministère français, et on le menaçait de révéler à l'Empereur cette trahison. Cette négociation, très louche, avait été confiée au ci-devant marquis de Poterat, tombé dans le service occulte de la République par l'agiotage et les complots. Poterat, après un premier voyage à Vienne, affirmait qu'avec des pouvoirs réguliers, un fonds suffisant de séduction et les fameux papiers « à chanter », il amènerait Thugut à composition. Delacroix hésitait « à remuer un bourbier aussi infect ». Mais les Directeurs arrêtèrent, le 27 novembre, qu'ils emploieraient tous les moyens possibles « pour procurer une paix glorieuse et avantageuse à la République », et Poterat repartit, avec des pouvoirs en règle, des instructions datées du 28 novembre et un crédit de cinq cent mille livres [1].

Le Directoire offrait à l'Autriche, en échange des Pays-Bas et pour qu'elle consentît à la réunion de la rive gauche, les deux tiers de la Bavière, avec la capitale; il s'emploierait volontiers à procurer à l'Autriche des débouchés sur l'Adriatique. Il insinuait une alliance contre la Russie, afin de « relever la Pologne » et d'en former un avant-poste « contre la puissance dévorante de la Russie ». Toutefois, l'Autriche conserverait la Gallicie.

Thugut ne redoutait plus la menace de chantage. Il avait pris les devants et tout avoué à son maître; mais il redoutait le scandale que ferait Poterat, s'il refusait de le recevoir, et il le reçut, très secrètement. Il était alors engagé, avec l'Angleterre et la Russie, dans une négociation fort équivoque au sujet de cette même Bavière et de ces mêmes « débouchés » sur l'Adriatique. La Russie et l'Angleterre lui offraient, pour reconquérir les Pays-Bas et combattre la Révolution, préci-

[1] Voir t. IV, p. 396, 423, 432. Pour le détail, *Revue historique*, t. XXIX : la mission de Poterat. Pour l'histoire des moyens de chantage, *Revue historique*, t. XVII, p. 25.

[2] Voir ci-après p. 44.

sément les mêmes avantages que le Directoire lui offrait en compensation des Pays-Bas et pour se faire le complice de la Révolution. Il n'hésitait point. Il ne reçut donc Poterat que pour l'écouter et voir jusqu'où les républicains de Paris étaient disposés à entrer dans le « système copartageant ». — « J'ai inutilement épuisé tous les moyens possibles, écrivit Poterat : intérêts de gloire, intérêts d'humanité, intérêts d'argent, tout l'effarouche. Il en est vraiment bête. » Thugut, qui ne rendait de points à personne sur l'article du cynisme, parla « avec emphase » de moralité, de justice, de l'étendue des devoirs que la qualité de chef de l'Empire imposait à l'Empereur, et qui ne lui permettraient jamais de consentir au dépouillement des princes ecclésiastiques ». Sur quoi Poterat de répliquer, en plaisantant : « Au surplus, que nous fait, à nous, le sort de l'Empire et le maintien de ses constitutions? Que nous importe votre *bulle d'or*, et que les peuples soient gouvernés par des souverains ecclésiastiques ou séculiers, pourvu que la République française prenne ses convenances! »

Cependant, un armistice, tout à l'avantage de l'Autriche qui disposait alors de l'offensive, fut conclu le 1er février 1796, pour les armées d'Allemagne. Poterat revint à Bâle où, pour occuper ses loisirs et lui entretenir la main, le Directoire le chargea d'enlever Narbonne qui rôdait alors le long de la frontière, et de s'emparer de ses papiers.

Voilà donc le Directoire débouté en Prusse, éconduit en Autriche. Il n'était pas plus heureux en Italie. L'idée d'une grande expédition de finances et de propagande en ce pays, entreprise de révolution et de flibuste mêlées, était née dès le début de la guerre, en 1793[1] : envahir la péninsule, anéantir la papauté, confisquer le trésor de Modène et celui de Notre-Dame-de-Lorette, nourrir et ravitailler, en ces riches contrées, la troupe famélique et nue, le programme était tracé et il n'avait manqué, pour l'accomplir, que l'occasion. Les agents du Directoire en Italie ne cessaient de l'y convier. Ils ne

[1] Voir t. III, p. 118-120, 198, 211, 294.

rêvaient que d'invasions et de partages. Lallement, de Venise, dénonçait les desseins de l'Autriche sur cette république, et les complaisances de cette république pour l'Autriche. Il proposait de prévenir les Autrichiens, de gagner les Vénitiens, de leur procurer même des avantages, s'ils aidaient la France à chasser les Anglais de la Méditerranée. Venise, pusillanime, inerte, ne voulut rien entendre. Lallement eut ordre d'ouvrir un procès, de rassembler des griefs, d'en soulever et de se mettre en bonne posture de querelle, pour le jour où il conviendrait d'en entamer une. Ces pourparlers amenèrent les Vénitiens à chasser de Vérone le prétendant, Louis XVIII, qui prit le chemin de l'Allemagne [1].

Soulavie, Miot, Saliceti, Cacault surtout, mandent que l'heure approche, qu'elle presse. La République a la mission, elle aura la fortune d'accomplir le magnifique et fructueux dessein de la monarchie : chasser les Allemands d'Italie. Cacault, vieux routier de diplomatie, subtil, délié, méprisant les honneurs, juste appréciateur des richesses italiques, en qui l'ardeur révolutionnaire aiguisait l'ambition traditionnelle, écrivait lettres sur lettres [2] : « Tous nos efforts doivent se porter sur l'Italie ; nous pouvons y faire une guerre décisive ; » l'assujettir tout entière, abolir la féodalité, dicter la paix à Milan. « La paix bonne et prompte n'est que là. » — « C'est là que nous devons trouver nos dernières vengeances, nos dédommagements définitifs... » — « Nous devons envahir l'Italie entière, où l'on est sûr de trouver en abondance de quoi soutenir la guerre par la guerre... Cette superbe contrée est un gage bien au-dessus de tout ce que nous voudrons exiger des grands coalisés [3]. »

Le Piémont tenait les clefs et les passages. Le Directoire tenta, ce que le Comité n'avait pu accomplir, d'effrayer cette monarchie, de la combler au besoin, en toute façon, de

[1] 31 mars-13 avril 1796. SYBEL, trad., t. IV, 192. — BONNAL, *Venise*, p. 45-52 et suiv.

[2] Félix BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, 1796, p. 172 et suiv. Correspondance de décembre 1795 à avril 1796.

[3] Cf. t. IV, p. 435. — FRANCHETTI, *Storia d'Italia*, 1789-1799, p. 148-156.

l'asservir. Car, il y avait une restriction mentale à toutes les plus belles offres du Directoire. Ses agents devaient proposer la Lombardie pour payer la Savoie, Nice et une alliance contre l'Autriche ; mais ils se garderaient de signer. Il importait, si l'Autriche accédait aux propositions de paix, d'être en mesure, de retourner le jeu, de sacrifier le Piémont à l'Empereur, et, comme avait dit Poterat à Thugut, « d'abandonner la Sardigne à la générosité de la cour de Vienne pour ses menus plaisirs, et pour servir de leçon aux petits souverains qui tranchent du grand seigneur... et veulent se mêler de ce qui ne les regarde point[1]. »

Les négociations engagées, à la fois, dans le Valais, par Durand, à Gênes, par Chiappe et Villars, n'aboutirent point[2]. « Je serai franc et sincère, disait Villars à Cassilla, l'agent sarde à Gênes; il faut chasser pour toujours les Autrichiens de l'Italie. Votre sûreté à venir en dépend. La France veut vous délivrer pour toujours du joug autrichien. Notre dessein invariable est de faire votre souverain roi de Lombardie. » La cour de Turin balança un moment : la peur de la République l'emporta sur la peur de l'Autriche. L'Autriche, au pis aller, rognerait peut-être la frontière, elle ne révolutionnerait point le reste. Allié de la République, le Piémont en serait la première victime : la République le réduirait à l'état d'auxiliaire, et, victorieuse de l'Autriche, elle se retournerait contre lui et ne l'aurait enrichi que pour l'exproprier.

Ainsi tenu en échec, aux portes mêmes de l'Italie, le Directoire se rejeta sur l'Espagne[3]. Les intérêts, les instincts de la nation y travaillaient contre l'alliance française ; mais le Directoire tenait l'homme qui menait alors la reine d'Espagne, et par la reine, tout le royaume. Paré du titre de *prince de la Paix*, doté d'un million de rente, Godoy ne se sentait pas tranquille. Il avait pour ennemis la noblesse, le clergé, les

[1] *Revue historique*, t. XIX, p. 49 : les frontières constitutionnelles, t. XXIX, p. 287, l'art. 6 des instructions du Directoire à Poterat.

[2] BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese*, t. II, p. 223-267. Janvier 1796.

[3] Cf. t. IV, p. 390, 433. — GEOFFROY DE GRANDMAISON, *l'Ambassade française en Espagne*, p. 110. — SYBEL, t. IV, p. 205.

agents des Bourbons d'Italie, le grand inquisiteur, le confesseur même de la reine — duel étrange et sournois du péché et de l'absolution, du confessionnal et de l'alcôve. « Si la République est renversée, disait Godoy, c'en est fait de ma tête. » Le Directoire dépêcha à Madrid le général Pérignon, qui avait du monde et des manières. Il devait presser la conclusion de l'alliance contre l'Angleterre, déjà proposée par le Comité : « Une longue et douloureuse expérience, disait son instruction, a trop bien convaincu le peuple français que l'existence ou du moins le pouvoir exorbitant du cabinet de Londres était incompatible avec sa tranquillité; que la paix ne serait, pour ce gouvernement perfide, qu'un moyen de reprendre de nouvelles forces; que l'Europe entière, quelque aveuglée qu'elle ait été jusqu'ici, était intéressée à l'abaissement de ce tyran des mers, et qu'il n'y avait que la France qui pût venger à la fois et l'humanité et ses propres injures. »

En Espagne, le Directoire tenait le favori et, par lui, le gouvernement du roi. Dans la Hollande, qui était une république, il ne tenait rien, parce que la nation se gouvernait elle-même, qu'elle détestait l'alliance et qu'elle n'aspirait qu'à conclure la paix et à recouvrer son indépendance[1]. La Hollande avait perdu le Cap, la Guyane, Ceylan; une partie de la flotte, cent dix navires de commerce portant une valeur de dix millions de marchandises étaient bloqués ou sous l'embargo. L'emprunt forcé sur dépôt de matières d'or et d'argent, un emprunt sur le revenu, le commerce suspendu; la banque comme en séquestre, le pavillon hollandais banni des mers, voilà ce que la guerre aux Anglais avait rapporté aux Bataves. Une indemnité de guerre de cent millions de florins, leur flotte engagée, leurs soldats enrégimentés, une armée de vingt-cinq mille Français, incessamment renouvelés, occupant la Hollande, s'y ravitaillant et rhabillant aux frais des Bataves,

[1] Voir t. IV, p. 317, 332, 389, 391. — « Prenons la Hollande et Carthage est à nous, » Danton, 10 mars 1793, t. III, p. 344. — LEGRAND, *la Révolution française en Hollande*, chap. IV. — KAMPEN, *Geschichte der Niederlande*, p. 527 et suiv.

voilà ce que leur coûtait l'alliance de la République. Ils n'étaient point à vendre comme Godoy; le seul moyen de mettre la Hollande au pas, d'en tirer les subsides, les vaisseaux, la soumission et les services qu'en attendait le Directoire, c'était d'écarter de plus en plus les Bataves du gouvernement de leur propre république. Le Comité l'avait prévu; le Directoire y fut bien vite amené; ses différentes interventions ne marquent que les étapes d'une conquête hypocrite et d'une annexion dissimulée, à force de coups d'État. Le premier consista à supprimer les franchises provinciales, à centraliser tous les pouvoirs dans une assemblée souveraine que le ministre de la République, Noël, et le commandant en chef de l'armée d'occupation tiendraient à leur discrétion. « Il était nécessaire, dit une note des Affaires étrangères, que la République française les associât à son sort[1]. » La Convention nationale batave se réunit le 31 mars 1796; elle ne représentait qu'une opinion : l'inquiétude et le mécontentement général; elle n'offrait qu'un avantage : mettre la Hollande sous les prises du Directoire, et n'y ayant plus qu'une Convention à mater, placer cette république sous le régime des « journées ».

Les exigences du Directoire le condamnaient à la guerre. Cette guerre, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie la voulaient avec autant d'acharnement que la République.

IV

Le Directoire, continuant l'histoire de la France monarchique, sous le prétexte de propager la Révolution, tournait, en réalité, à l'extension de la France et à la suprématie française en Europe, les forces déchaînées par la Révolution. Les

[1] Pallain, *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*. Note rétrospective, du 29 août 1797.

grandes monarchies européennes, continuant aussi leur histoire, sous le prétexte d'écraser la Révolution, travaillaient à refouler la France, à l'entamer, à la subjuguer. La France et ses rivales poursuivaient ainsi leurs disputes de frontières, leurs conflits séculaires pour la possession des Flandres et de la vallée du Rhin, la domination de la Hollande, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Méditerranée. L'Europe reconnaît dans la République le Léviathan monstrueux et exécré, la monarchie française, plus redoutable seulement parce que la République propage la révolution, et que les peuples qu'elle ne prend pas, elle les révolte contre leurs maîtres. On croit découvrir quelque diatribe de Mallet du Pan quand on lit ces lignes d'un libelle du seizième siècle, dirigé contre François Ier : « Le Turc s'avance toujours plus avant, et les Turcs chrétiens l'y encouragent, en particulier ceux de France, dont l'ambitieux souverain attire de tous côtés la révolte, allume l'incendie de la guerre et réduit à néant tous les grands desseins de l'Empereur. Le roi de France est le véritable perturbateur de la paix de l'Europe et le foyer de dissensions qu'il entretient ne pourra s'éteindre que lorsque la France aura été refoulée dans les bornes de ses anciennes frontières[1]. »

La Révolution rend la France plus dangereuse au dehors; mais elle l'affaiblit au dedans; elle ouvre des crevasses et des brèches. Les observateurs de profession comme Mallet, comme d'Antraigues qui, l'un et l'autre, entretiennent en France des émissaires et des correspondants, représentent les armées françaises affamées, les généraux factieux, la misère et la corruption mêlées; des orgies scandaleuses et la queue des ménagères à la porte des boulangeries; la banqueroute imminente, les partis acharnés contre le Directoire, le Directoire divisé, sans autorité, sans prestige; tout à vendre, tout à prendre; la nation lasse de la guerre, lasse de la Révolution, prête à renoncer aux conquêtes pour se débarrasser du Direc-

[1] Texte de Bodmann, du 23 août 1523, cité par Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, trad., t.II, p. 322.

toire et se procurer la paix. Les gouvernements s'en flattent et spéculent en conséquence [1].

La guerre a été fructueuse aux Anglais. Ils ont dépouillé la France et la Hollande de leurs colonies; la marine hollandaise est supprimée; les colonies espagnoles sont livrées à la contrebande britannique. La guerre contre la Révolution étend et consolide les magnifiques bénéfices qu'ont rapportés aux Anglais la guerre de Succession d'Autriche et la guerre de Sept ans. Ils sont établis au Canada. Lord Clive a fondé leur empire aux Indes [2]. Ils n'ont qu'à conserver, à exploiter, à gouverner. Mais ils en sont, sur les mers et dans les deux Indes, au point où en est la République aux Pays-Bas et sur le Rhin. Ils tiennent ce qu'ils veulent garder; mais ils n'en possèdent pas la souveraineté de droit; ils n'ont pas la paix, et ils savent que la France ne renoncera à ses colonies et à celles des Hollandais, sacrifiées à sa gloire, que moyennant de larges compensations sur le continent. Or, ces compensations, l'Angleterre ne consent point à les abandonner aux Français. A quoi bon les Indes, si avec Anvers, si avec Amsterdam, la France peut, par la paix, relever sa marine, renouveler la rivalité par le commerce et fonder des colonies nouvelles? La domination de l'Inde exige la libre et sûre navigation de la Méditerranée : ils ont Gibraltar, il leur faut la clef de l'autre passage, le passage de terre, l'Égypte, et, sur le chemin, cette station indispensable, Malte. Voilà ce qui les enchaîne à la guerre. Les ministres y sont résolus.

Mais l'Angleterre n'ayant pas d'armée, et la France n'ayant plus de marine, la guerre ne se peut poursuivre que sur le continent, par les armées de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Russie. La guerre qui est, dans la pensée des Anglais, une immense opération de commerce, une formidable lettre de change tirée sur l'avenir, est, pour eux, dans l'exécution, une

[1] André Michel, *Correspondance de Mallet du Pan avec la cour de Vienne*, lettres de janvier et février 1796. — Léonce Pingaud, *Un Agent secret*. Paris, 1894, deuxième édition.

[2] Driault, *la Question d'Orient*, p. 64 et suiv., 79 et suiv. — Green, *Histoire du peuple anglais*, trad., t. II, p. 393. — Sybel, t. IV, p. 303 et suiv.

opération d'emprunts et de subsides. Cependant, pour le petit peuple, la misère est grande, l'hiver rigoureux; l'opinion s'impatiente. Ajoutez les troubles de l'Irlande.

Pitt a été contraint, par les nécessités du gouvernement de l'Angleterre, par celles de la guerre, de renoncer à ses grandes réformes. L'injustice persistant, la guerre civile recommence. On voit renaître les sociétés secrètes avec leurs bandes armées, la chouannerie irlandaise. En retour, l'orangisme et l'intolérance protestante se réveillent[1]. Ainsi que dans l'Ouest français, les « patriotes », ces anglicans rivalisent d'atrocités avec les paysans insurgés. Les lois qui protégeaient les catholiques sont abrogées, une inquisition fanatique organise la Terreur. Les insurgés pillent, empêchent le payement des fermages, de l'impôt, de la dîme, tuent les agents de police, épouvantent les propriétaires. Il se forme, sous le nom d'*Irlandais unis,* une armée insurrectionnelle, un gouvernement occulte qui négocie avec la France et se croit en mesure de prêter main-forte à un corps de débarquement français, un Quiberon retourné.

Les alarmes se répandent et s'ajoutent, à Londres, aux clameurs de la populace affamée. Le jour de la rentrée du Parlement, on crie sur le passage du roi : Plus de guerre! Plus de Pitt! A bas Georges! La police sévit; on réprime; on empêche les réunions. Le prestige du gouvernement est atteint, et les étrangers, qui ne voient que la surface, se demandent si l'Angleterre ne va pas tomber en révolution, et si, pour éviter ce péril, elle ne va pas se voir forcée de signer la paix[2].

Pitt propose un emprunt de dix-huit millions sterling et de nouveaux impôts. Les Communes refusent. Comme le Directoire, dans le même temps, il sent la nécessité de démontrer à l'opinion l'impossibilité d'obtenir des Français la paix anglaise, et il décide le roi à entamer, sinon des pourparlers

[1] Sybel, t. IV, p. 309-315. — Francis de Pressensé, *l'Irlande.* — Lecky, *History of England in the XVIII century*, t. VII, chap. xxvi-xxvii.

[2] Lettres de Kotchoubey, Archives Woronzof, t. XVIII.

de paix, au moins des préliminaires de procédure [1]. « Il faut savoir, lui écrit-il le 30 janvier 1796, si la France avouera, lorsqu'on viendra au fait, les prétentions extravagantes et inadmissibles contenues dans les journaux récemment mis en circulation par les agents français. Dans ce cas, rien ne contribuerait plus efficacement à nous valoir un cordial et vigoureux appui pour la guerre; et, dans l'intervalle, on éviterait toute difficulté dans le Parlement. » Le roi Georges surexcité par les émeutes, implacable dans sa haine des Français et de leur révolution, l'entendait bien de la sorte; il répondit à son ministre le 31 janvier : « J'ai la confiance que les gens qui dirigent la France rejetteront toute proposition venue d'ici si nous ne consentons pas à renoncer à tous les avantages que nous avons remportés, et que, par conséquent, la mesure proposée rencontrera un refus. » S'expliquer, c'était déclarer que la France ne consentirait jamais à la paix sans les Pays-Bas et la limite du Rhin, et que l'Angleterre, comme le disait naguère un de ses agents, persistait dans sa « résolution inébranlable de ne jamais tolérer la moindre mention de leur sauvage projet de prendre le Rhin pour frontière [2]. »

Les insinuations se firent à Bâle sous la forme d'une note remise à Barthélemy par le ministre anglais Wickham. L'intermédiaire était mal choisi; Wickham dirigeait, en Suisse, très ostensiblement, une machine d'espionnage et de complots royalistes [3]. Une note qu'il remit le 8 mars 1796 portait que les alliés seraient disposés à conclure une paix honorable; la note demandait au Directoire de faire connaître les bases sur lesquelles il voudrait entamer des négociations. Le Directoire, répondit Barthélemy le 26 mars, après avoir reçu les instructions de ce Conseil, « n'entendra à aucune proposition qui aurait pour but la restitution de quelqu'un des pays dont la réunion à la France a été décidée. »

[1] Stanhope, *William Pitt*, trad., t. II, chap. xxi-xxii et appendice.

[2] Lord Macartney à lord Grenville, 15 novembre 1795. André Lebon, *l'Angleterre et l'émigration*, p. 146, 163 et suiv.

[3] Voy. Norvins, *Mémorial*, t. II, p. 113 et suiv

Il fallut donc en revenir au système des subsides. Mais Pitt se méfiait de l'Autriche. Thugut, de tout temps, avait montré peu de zèle à reprendre les Pays-Bas, et l'Angleterre n'avait aucun goût à fournir à l'Autriche les moyens de porter la guerre en Italie, de s'y agrandir et peut-être de conclure quelque pacte équivoque avec la France. C'est par la Russie qu'il essaya de prendre l'Autriche et de l'enchaîner. Convertir en une triple alliance effective les engagements respectifs de l'Autriche avec la Russie et de la Russie avec l'Angleterre, était une des combinaisons favorites de l'Angleterre[1]. « Si l'Autriche, écrivit Grenville à Whitworth, à Pétersbourg, veut se décider à envoyer contre la France un corps de troupes suffisant, la France sera vaincue et devra se soumettre à la volonté des trois alliés. » Il demandait en outre, à la Russie, l'expédition d'une flotte contre l'Espagne.

Catherine continuait de fulminer l'anathème contre la République et d'exhorter ses amis à l'écrasement de l'*infâme*. Elle armait, et l'on faisait à Pétersbourg grand état de ses préparatifs. Mais c'était encore d'une diversion qu'il s'agissait et les cosaques ne se disposaient point à descendre vers le Rhin. La Pologne étant supprimée, c'est en Perse que la tsarine se proposait désormais d'exterminer les Jacobins et de travailler au rétablissement des Bourbons. Il s'y joignait une arrière-pensée et une combinaison plus proche : un mariage de la grande-duchesse Alexandra avec le jeune roi de Suède, qui mettrait, pensait l'impératrice, la Suède en sa dépendance, et, si le mariage échouait, donnerait en compensation un beau prétexte de mettre la main sur la Finlande. Ainsi, écrit un contemporain, « les instincts de la femme se mêlaient toujours aux entreprises mâles, disons mieux, machiavéliques, de la politique. C'étaient les derniers beaux jours[2]. »

Catherine ne se résignait point à vieillir : elle disputait

[1] Cf. t. IV, p. 432. — MARTENS, *Traités de la Russie*, t. II, p. 252; t. XI, p. 385 — SYBEL, t. IV, p. 133.

[2] *Lettres de Rostopchine :* Archives Woronzof, t. VIII. — *Mémoires du prince Adam Czartoryski.* — HERRMANN, *Diplomatische Correspondenzen.* — Rapport anglais de février 1796.

furieusement ses plaisirs ; elle en devenait avide jusqu'à l'abaissement même de cette majesté impériale dont elle était si fière ; elle s'en montrait jalouse jusqu'au ridicule [1]. Elle abandonnait en pouvoir ce qu'elle exigeait en hommages. Le favori avait sa cour et ses favoris de seconde main. Tout ce monde dilapidait à l'envi. Les conquêtes avaient coûté cher ; l'alcôve impériale et ses dépendances infinies coûtaient davantage. Point de budget, point de finances ; des coffres remplis par les exactions et aussitôt vidés par les concussions, les prodigalités. Les généraux, despotes en leurs commandements, vivaient au détriment de la troupe qui se désorganisait. « On fait des horreurs dans l'intérieur du pays, écrit Rostopchine. Jamais le crime n'a marché la tête levée comme à présent. L'impunité et l'audace sont à leur comble. »

Ajoutez l'anxiété de l'avenir. Le prince héritier, Paul, passait pour maniaque, presque dément. Il terrifiait à l'avance. On appréhendait une réaction générale, la persécution des favoris et de leur clientèle, les prisons, les confiscations. Et après Paul, son fils Constantin. « Il découvre chaque jour, dit un témoin, quelques mauvaises qualités, et promet d'égaler Pierre le Cruel ou le tyran de Syracuse... Son parler est celui d'un homme de la lie du peuple. » La Russie n'avait d'espoir qu'en l'autre fils, l'aîné, par bonheur, Alexandre, charmeur et charmé, dont la jeunesse était un enchantement, le regard une séduction, l'âme une idylle. Il rêvait, disait-on, de faire de la Russie une Salente moderne, d'en devenir les délices : on verrait Télémaque succédant à Sémiramis. « Ses intentions restaient précieuses comme l'or le plus pur ! »

Mais régnerait-il jamais ? et quand, et après quelles traverses ? Après quel purgatoire féroce la Russie arriverait-elle à ce paradis ? Catherine écartait l'image de la mort et de son lendemain. Soit pour s'illusionner elle-même et prolonger indéfiniment la soirée de son règne, soit que par un pressentiment fait des souvenirs de ses jeunes années, elle crût le fils

[1] Cf. t. IV, p. 7 et suiv.

fatalement voué à la même mort que le père, elle supprimait pour ainsi dire ce fils de sa succession comme elle l'avait supprimé de son gouvernement. Elle le reléguait dans la caserne où il se complaisait. Elle lui enleva jusqu'à l'éducation de ses enfants. Elle le laissa croupir en son obscurité de candidat à l'abdication. Comme Louis XIV avait abandonné le grand dauphin aux loisirs grossiers de Meudon et ne se reconnaissait de successeur que dans le duc de Bourgogne, tout l'avenir de la Russie pour Catherine se rassemblait en Alexandre.

Ces préoccupations ne la disposaient point à se jeter en cette grosse aventure de la guerre contre les Français, si adroitement évitée depuis 1792. Mais y occuper les autres demeurait dans ses intérêts et la négociation, qui la flattait, restait dans ses goûts. Elle consentit aisément à porter à Vienne les *offres* de l'Angleterre, et à Londres les *demandes* de l'Autriche.

Thugut prit les devants. Sa politique était de se nantir partout, afin de négocier les mains pleines et de garder le plus possible à la paix : la Bavière, en Allemagne; Venise, en Italie; c'étaient depuis des mois des sujets de conversation entre Vienne et Pétersbourg, et le traité du 3 janvier 1795 en avait fait des engagements d'État [1]. Thugut y ajoutait, dans ses convoitises, les Légations qui arrondiraient le lot, et jointes au Milanais et au Vénitien, formeraient un beau royaume. Il écrivait, d'ailleurs, le 25 novembre 1795, à Cobenzl, à Pétersbourg : « Le moment est venu de remettre sur le tapis le projet de réunion de la Bavière; mais la cour de Vienne a dû, tant de fois, démentir et répudier ce dessein qu'elle ne peut le proposer d'elle-même. Il appartient à la Russie, qui le lui a promis par un traité en forme, d'y amener les Anglais. De plus, si la coalition réussit à rétablir la monarchie française, l'Autriche pour sa peine réclame l'Alsace et la Lorraine, à tout le moins l'Alsace. [2] » Quant aux Pays-Bas, la grande

[1] Voir t. IV, p. 193.
[2] SYBEL, t. IV, p. 138.

affaire des Anglais, Thugut se déroba tant qu'il put; il les destinait à la Bavière, mais pressé par l'Anglais Eden, il finit par lui déclarer que l'Autriche ne consentirait à les reprendre qu'augmentés d'une ligne de forteresses françaises et du Brabant hollandais [1].

Aux insinuations de Cobenzl, Markof répondit par son éternelle antienne [2] : « Nous serons enchantés, si vous pouvez obtenir la Bavière et la moitié de la France. Mais il ne serait pas prudent d'en déjà parler... Clerfayt a simplement repoussé les Français, il ne les a pas vaincus. Faites comme nous, commencez par prendre ce que vous pourrez; vous direz ensuite ce que vous voudrez garder. L'Angleterre ne vous l'enlèvera pas, et nous forcerons la Prusse à se tenir tranquille [3]. » Thugut était homme à goûter le naturel de ces propos. Il importait de ne pas trop raffiner sur le chapitre des subsides qui était le premier de l'ouvrage. Il demanda trois millions de livres, moyennant quoi l'Autriche poursuivrait la guerre sur le Rhin et porterait 50,000 hommes en Italie. Les Anglais répliquèrent que pour fournir les trois millions, il faudrait un *bill*, et que ce *bill* ne pourrait être voté qu'au mois de juin. Ils offrirent, en attendant, une provision de 150,000 livres par mois. L'Empereur accepta et s'engagea par contre, à ne point renforcer, comme il y pensait, son armée d'Italie, et à porter son effort principal sur le Rhin [4].

Quant à la monarchie française, si Catherine en parlait encore quelquefois, par habitude et politesse envers les émigrés réfugiés à sa cour, personne n'y pensait plus ou n'y pensait que pour la trouver embarrassante. Le comte de Provence réclama sa nièce, Madame, remise par le Directoire à la garde de l'Autriche : il craignait une intrigue, un mariage avec un

[1] *Revue historique*, t. XXIX, p. 293. — Sybel, t. IV, p. 135. — Rapports d'Eden, octobre-novembre 1795.

[2] Cf. t. IV, p. 189.

[3] Cobenzl à Thugut, 16 décembre 1795. Sybel, t. IV, p. 139 et suiv. — Instructions à Kolitchef, 27 novembre 1795. Martens, t. VI, p. 171-173.

[4] Sybel, t. IV, p. 443.

archiduc, la Lorraine et l'Alsace formant la dot. Il demande le passage pour se rendre à l'armée de Condé, on le lui refuse et il est contraint de voyager sous un déguisement. A cette armée, Condé se croit en mesure avec Pichegru; des émissaires le leurrent d'une trahison de ce général. On promet à Pichegru Chambord, l'épée de connétable et une pension magnifique. Mais il faut livrer les places. Condé les réclame pour le roi, et aussitôt, les Autrichiens, comme en 1792, prétendent les occuper au nom de l'Empereur. Cette prétention rompt toute l'affaire, qui, d'ailleurs, n'était qu'une toile d'araignée d'hiver. Pichegru avait de l'intrigue, de l'ambition, un fonds d'esprit de conspirateur; il pouvait pactiser avec les émigrés, avec les Autrichiens même, afin de s'emparer du pouvoir en France, et c'était un crime de trahison de la part d'un général d'armée; mais il n'entendait livrer aux étrangers aucun lambeau de sa patrie. Il ne voulait pas davantage recommencer Dumouriez; il savait que pour jouer le rôle de Monk, le premier article serait d'avoir battu l'ennemi, ou de s'être fait un parti dans la République. « Quant aux places, écrivait Condé à Wickham, le 6 mars 1796, si jamais on élevait le moindre doute à cet égard, il est bien certain que Baptiste, — Pichegru, — loin d'éclater, se défendrait jusqu'à la dernière extrémité[1]. »

Ainsi se préparait pour le printemps le recommencement d'une lutte dont on ne comprendrait ni le caractère ni l'intensité, si l'on ne savait y reconnaître, enflammée par des passions nouvelles, mais portée sur le même théâtre, avec les mêmes objectifs, les Pays-Bas, le Rhin, la Lombardie, Venise, Naples bientôt, puis toute la Méditerranée[2], les mêmes diver-

[1] Ernest Daudet, *les Bourbons et la Russie, La Conspiration de Pichegru.* — Hyde de Neuville, *Mémoires*, t. I, p. 172, 312. — Vivenot, *Thugut, Clerfayt*, p. 422.

[2] Pensée constante de derrière la tête : « Il faut, écrivait Colbert, penser continuellement aux moyens de rendre le roi maître de la Méditerranée... Là doit être l'application ordinaire de l'esprit de mon fils; s'en faire une affaire d'honneur. » Lavisse, *Comment travaillait Colbert. Revue de Paris*, 15 novembre 1901.

sions d'Irlande, les mêmes contre-coups de complots en France, avec les mêmes vues de bouleversement dans le Saint-Empire, la reprise des guerres qui avaient rempli le siècle et en agitaient encore la fin, la guerre de succession d'Espagne et la guerre de succession d'Autriche[1].

V

Carnot disait, dans les premiers jours d'avril, à l'envoyé prussien : « Nous aurons en Hollande, en Allemagne et en Italie, 850,000 hommes sous les armes. Certainement nous forcerons dans cette campagne l'Autriche et la Sardaigne à faire la paix. L'Angleterre restera seule à faire la guerre; il faudra voir comment elle supportera un débarquement de 200,000 hommes sur ses côtes... Le roi de Prusse doit prendre confiance à nos engagements et à nos moyens de les soutenir; s'il laisse échapper l'occasion que nous lui offrons de s'agrandir, il ne la retrouvera plus jamais. » Napoléon, en 1805, poursuivant le même dessein, n'étalera point un si

[1] Voy. Legrelle, *Succession d'Espagne*, t. V, chap. iii : tentatives de diversion; l'Irlande; ch. iv : La révolte des Camisards. — Condé machinait une révolte en Franche-Comté ; comparez dans Saint-Simon, année 1709, les manœuvres de la maison de Lorraine... « l'éternel regret d'avoir manqué le grand coup de la Ligue! » Tandis que les Impériaux forcent d'Harcourt à repasser le Rhin : « Il se mûrissait un dessein vaste... qui n'allait à rien moins qu'à porter l'État par terre, par le côté le moins soupçonné. Mme de Lillebonne avait une belle et grande terre à l'extrémité de la Franche-Comté. Dans cette terre, se tramait par le bailli, par des curés... une conspiration qui se répandit dans la province, et y entraîna beaucoup de gens principaux, des trois ordres, gagna des membres du parlement de Besançon... L'objet était de faire révolter la province en faveur de l'Empereur, comme étant un fief et un domaine ancien de l'Empire... » — En septembre 1795, Tessonnet, agent de Condé, écrit à l'anglais Wickham, trésorier du complot : « Si, après avoir passé le Rhin, un corps d'Autrichiens s'avance seulement jusqu'à Besançon avec l'armée de Condé... nous nous engageons à soulever Lons-le-Saulnier, l'Ain, le pays de Gex, le Lyonnais, la ville de Lyon, le Forez. » C'était, disait-on, pour les rendre au roi de France, mais, comme en 1709, ce seraient les Autrichiens qui les auraient pris et gardés, toujours au nom de l'Empereur.

formidable épouvantail. Il n'aura qu'une armée — la grande — destinée à envahir l'Angleterre ou à marcher sur Vienne, selon les circonstances. Ici, la grande armée républicaine, celle qui fera la guerre classique, est l'armée d'Allemagne. 80,000 hommes sous Jourdan, sur le Bas-Rhin ; 80,000 hommes sous Moreau, sur le Haut-Rhin. Moreau passe pour le premier stratégiste de la République, pour le plus pur des républicains, le plus désintéressé des généraux français. A lui de porter le coup décisif, la poussée sur Vienne. En même temps, deux diversions : l'expédition d'Irlande et celle d'Italie. La plus glorieuse, celle d'Irlande, qui, si elle réussit, mettra fin à la guerre, est confiée à Hoche.

C'est la grande aventure républicaine, c'est le rêve de Hoche depuis 1793. Nommé chef de bataillon à Dunkerque, il vit la mer, il devina l'Angleterre derrière sa ceinture de flots houleux et son rideau de brumes. Dunkerque fut pour lui ce qu'Ancône fut pour Bonaparte en 1797. L'imagination de Bonaparte l'emporta vers l'Orient, les entreprises infinies, l'Angleterre tournée par l'Égypte et prise à revers par les Indes. Hoche, plus simple, poussa droit à l'ennemi ; il conçut le dessein, tout français, d'agression directe et d'abordage qui, dès lors, ne le quitta plus et que Bonaparte reprit, après lui, à Boulogne.

« Pour consolider notre gouvernement, écrit le ministre de la marine, Truguet, il ne suffisait pas de vaincre la maison d'Autriche et de fonder des républiques en Italie... Pour donner une paix glorieuse à la France et le repos à l'Europe, il fallait contenir et humilier l'Angleterre. Attaquer l'Anglais, l'affaiblir, le ruiner, tel était mon but ; l'invasion du territoire anglais en Europe et dans les deux Indes... C'est en Angleterre que le Directoire voulut signer la paix... Il résolut, en même temps, d'aller au secours d'un peuple opprimé et de rendre l'Irlande libre. Cet acte de magnanimité, exécuté comme il devait l'être, était le coup préalable le plus décisif porté au cabinet de Londres. »

Les émissaires irlandais assiégeaient le Directoire : Wolf

Tone, le fondateur de la société des *Irlandais unis*, qui avait servi dans l'armée française; Fitz-Gerald, milord Edouard, comme on l'appelait, fils du duc de Leicester, libéral et romantique, enthousiaste des *droits de l'homme*, époux romanesque de la célèbre Paméla, fille adoptive de Mme de Genlis; O'Connor qui prétendait descendre des anciens rois; Duckett, que le Comité avait employé. « Il n'y a pas, écrivait-il au Directoire, de peuple plus disposé à une révolution que le peuple irlandais... Il faut que son indépendance vienne du dehors... Il faut que le peuple français, en sauvant l'Irlande, fonde sur son indépendance un des principaux appuis de sa liberté... Si le gouvernement français eût déployé en Irlande la même activité que le cabinet de Saint-James sait en déployer au milieu de vous, l'Irlande eût déjà été libre et indépendante[1]. » Wolf Tone remit à Delacroix, le 1er mars 1796, un mémoire pour les Directeurs. Que la République débarquât 20,000 hommes, l'Irlande, en un mois, en armerait 300,000! Les Directeurs, magnanimes dans les discours d'apparat, mais réalistes dans les affaires, songeaient, pour assurer la révolution de l'Irlande, à y organiser une chouannerie. « Je ne puis, dit Wolf Tone à Clarke, Irlandais d'origine, attaché aux bureaux militaires de Carnot, blâmer la France de vouloir reporter en Angleterre les horreurs de la Vendée et des Chouans; mais il est dur que ce soit aux dépens de la pauvre Irlande. » Le Directoire se laissa convaincre; mais ce fut pour exporter directement la chouannerie en Angleterre.

Le plan en avait été formé par des généraux de l'armée de l'Ouest : Humbert et La Barollière. Les bureaux de la guerre dressèrent, en février 1796, une *Instruction pour l'établissement d'une chouannerie en Angleterre*. C'est un morceau caractéristique de l'esprit du temps. Il s'agissait d'envoyer sur les côtes d'Angleterre une bande d'hommes intrépides, « accessibles à l'appât du butin, sachant, à l'exemple des flibustiers dans

[1] 30 mai 1796. GUILLON, *La France et l'Irlande pendant la Révolution.*

les Antilles, porter au milieu de leurs ennemis l'épouvante et la mort; » de débarquer des forçats qui pilleraient, violeraient, incendieraient, terrifieraient les propriétaires et insurgeraient, pour l'anarchie, les ouvriers des mines [1]. Le Directoire approuva, et une lettre du 13 avril, signée Le Tourneur, Carnot et Barras, chargea Hoche de diriger les préparatifs. Hoche concevait l'entreprise plus en grand. Il répondit, le 28 avril, au Directoire : « Nous pouvons nous servir de forçats... », mais, ajoute-t-il aussitôt, et c'est le coup d'œil supérieur : « Nous pouvons nous servir de cinq à six mille déserteurs rentrés; ceux-ci ayant fait la guerre avec Stofflet et Charette connaissent le métier. Ils sont maintenant aux îles de Ré et d'Oléron... » Les forçats ne peuvent que provoquer, par représailles, une chouannerie plus horrible en France; Hoche pense à transporter en Irlande et en Angleterre les Vendéens eux-mêmes. Après les avoir pacifiés, il les gagnera définitivement en les associant à la gloire de la République; il leur a rendu leurs prêtres, il les appellera à la guerre sainte pour l'Irlandais catholique contre l'Anglais hérétique et persécuteur; il enflammera leur fanatisme religieux de toutes les vieilles haines héréditaires contre cet Anglais dont ils n'ont subi l'alliance qu'avec horreur, sur lequel ils brûlent de se venger de cette félonie qu'ils ont commise un instant, de combattre avec lui contre des Français.

Ce projet, joint aux mauvais souvenirs de son arrestation à Nice, du temps de Robespierre, explique qu'il n'ait point songé au commandement de l'armée d'Italie [2]. Il ne croyait pas à l'entreprise [3]. « Je sais ce que vaut le voyage de Nice, écrivait-il à Grouchy ; d'ailleurs, les Français modernes, n'ayant pas, suivant moi, la force physique que donnent les vertus et la sobriété, ne peuvent aller aux lieux où les Gaulois, leurs ancêtres, cherchèrent les maîtres de la terre. Je

[1] Un certain Comant-Desmoland, flibustier et faussaire, condamné au bagne en 1797, exécuta cette tentative en 1807, sur les côtes de la Baltique. Il devint colonel sous la Restauration. NORVINS, *Mémorial*, t. II, p. 183 ; t. III, p. 185.

[2] Voir l'étude intitulée : *Bonaparte et Hoche en* 1797.

[3] CHASSIN, t. II, p. 237.

crains bien que ces champs d'Italie ne soient inutilement encore abreuvés du sang de nos compatriotes. »

Les Directeurs avaient-ils en cette diversion plus de confiance que Hoche? Tout indique que, pour eux, c'était une aventure, une affaire de lucre dans le présent, de troc dans l'avenir, et qui tenait beaucoup, en son genre, de l'expédition de flibustiers projetée pour l'Angleterre. Non moins significatives sont les instructions que Carnot adressa à Schérer, commandant en chef de l'armée d'Italie, le 19 janvier 1796 : « Il n'y a pas d'argent... Trouvez donc le moyen de vous en passer ou d'en prendre où il y en a... Nous ne voulons pas nous brouiller avec les Génois; nous ne voulons pas compromettre leur neutralité; mais il faut pourtant qu'ils fournissent à nos besoins... L'abondance est derrière une porte qu'il s'agit d'enfoncer. » D'ailleurs, point de révolution; contenir les peuples, en tirer des subsides. Militairement : séparer les Piémontais des Autrichiens, et, les Piémontais battus, marcher sur Milan, puis détacher une colonne qui chassera les Anglais de Livourne et les forcera d'évacuer les ports de la Méditerranée.

On reconnaît ici l'influence des correspondances de Cacault et de ses collègues; on y reconnaît aussi celle du mémoire que, dans l'été de 1795, lors de son passage au bureau topographique du Comité, Bonaparte avait dressé en vue d'une expédition d'Italie [1]. Carnot n'avait jamais aimé Hoche; il ne croyait point à sa supériorité militaire et méconnaissait son caractère; il fut dès l'abord sous le charme de Bonaparte : il discerna le génie du capitaine, il ne devina point le politique. Bonaparte, poussé par une bataille de rues au commandement de l'armée de l'intérieur, demeurait aux yeux des autres Directeurs une sorte de général de police [2]. Parce qu'ils le voyaient de près, ils le jugeaient un petit homme; un homme de peu, parce qu'il les servait, et subalterne,

[1] Cf. t. IV, p. 384. — CARNOT, *Mémoires*, t. II, p. 29, 58, 137. — Cf. *Correspondance de Napoléon*, t. I, p. 65, 67, 75-76, 104.

[2] Sur les commencements de Bonaparte, cf. t. IV, p. 382, 473 et suiv.

comme la besogne à laquelle ils l'employaient. Cet insulaire inquiet, avec son clan de solliciteurs faméliques, leur parut le chef qu'il fallait pour l'aventure d'Italie. Il y pouvait réussir impunément, il n'irait jamais loin. Arrivé par la politique, la politique le tiendrait assujetti. Hoche avait tâté de la dictature, en Vendée; Bonaparte, à Paris, ne tâtait que du service. Il s'enchaînait de ses propres mains. Cet impatient se trahissait par la naïveté de son intrigue. On le voyait s'insinuer gauchement dans le demi-monde d'alors, assidu dans le boudoir de Joséphine de Beauharnais. Un roué comme Barras, un pudibond comme La Revellière, ne pouvaient soupçonner l'enchantement où cette jolie femme le tenait. Ils ne voyaient en ses assiduités qu'un « moyen de parvenir », le roué pour en rire, le vertueux pour mépriser.

En réalité, ce jeune Corse aux cheveux emmêlés, au teint olivâtre, chaste, timide avec les femmes, avait été captivé, dès la première rencontre, par cette créole nonchalante, à la taille onduleuse et flexible, voluptueuse et frivole, bonne et sensée dans le commerce de la vie, dépensant sans compter ni songer d'où venait l'argent, mêlant les élégances, les délicatesses du monde d'autrefois à la galanterie facile du nouveau Paris : l'ancien régime dans le déshabillé délicieux d'une nymphe de Prud'hon. Elle passait pour avoir rempli, à son jour, l'emploi très éphémère de favorite de Barras, et on lui prêtait du crédit près de ce Directeur. Barras conseillait à Bonaparte de l'épouser : ce serait un bon mariage d'officier de province, et qui servirait sa carrière [1]. Bonaparte qui demeura toujours sous le charme, on pourrait dire la fascination de l'ancien monde, voyait en Joséphine une grande dame dont l'amour l'illustrerait. Son mariage le ferait définitivement Français. « Je voulais absolument être Français; de toutes les injures... celle qui m'était le plus sensible était de m'entendre appeler Corse [2]. » Enfin, il l'aimait de toute la passion d'un homme de vingt-six ans qui n'a jamais aimé, de

[1] Voy. le récit de Napoléon dans GOURGAUD, t. II, p. 328.
[2] GOURGAUD, t. II, p. 170, 344-345.

toute son imagination, de tout son cœur, de tous ses sens. Cet amour de Bonaparte pour Joséphine était sincère, aveugle, et ne faisait qu'attiser en lui le désir du commandement, de la puissance, de la gloire [1].

Mais s'il était encore ingénu dans les choses de l'amour, il ne l'était pas, il ne l'avait jamais été dans celles de la politique. Il était né connaisseur et meneur d'hommes, homme d'État, diplomate, machiavéliste, plus encore, s'il est possible, que chef d'armée. Toulon avait été son école de guerre; Paris fut son école de politique. Il n'avait vu la Révolution que de loin, dans la perspective des décors où s'était déroulé le grand drame, avec l'accompagnement de *la Marseillaise* et du *Chant du Départ*, les acteurs sur la scène, costumés, fardés, guindés sur le cothurne, en représentation. La « journée » de Vendémiaire, son commandement de Paris, lui découvrirent les dessous de la Révolution et lui livrèrent le secret des révolutionnaires. Il les vit dans la coulisse, dans leurs loges, effarés, mesquins, médiocres, et combien au-dessous de leurs personnages! Il vit les petits ressorts, les machines informes, l'envers du décor officiel et de l'orthodoxie. Il rendit service aux Directeurs et jugea, par lui-même, de quels genres de service ils avaient besoin. Il leur fallait, à tout prix, du prestige, de la force, de l'argent; ils ne pouvaient que les emprunter, ils ne sauraient les recevoir que des mains d'hommes comme lui. Qui leur deviendrait nécessaire deviendrait leur maître. Sortis des coups d'État, ils seraient inévitablement et toujours asservis au fait accompli. Il mesura la faiblesse de ce colosse aux jambes molles, vacillant sur le sable incertain, toujours prêt à s'écrouler, dont les bras, lourds leviers branlants, ne frappaient qu'à distance, dont toute l'action ne procédait que de ses chutes successives. Il apprit à connaître la police, ses moyens, l'espionnage, la vénalité, ce que Mirabeau appelait la « pharmacie politique » . Les gouvernants se rapetissèrent à mesure

[1] Voir, sur le mariage de Bonaparte, Frédéric MASSON, *Napoléon et les femmes; Joséphine de Beauharnais; Napoléon et sa famille*, t. I, chap. III. — *Mémoires de madame de Rémusat*, t. I, p. 137 et suiv.

qu'il s'en rapprocha. Il les vit rampants ; il les estima serviles. Au contraire, la force populaire, la force d'opinion, la force nationale lui parut plus puissante quand il pénétra davantage dans le peuple de Paris. Il discerna les courants, qui, de loin, échappent aux yeux et se confondent dans l'agitation de la tempête. Il apprécia l'impulsion prodigieuse de ce flot qui, depuis 1792, avait mené la Révolution et continuait de l'emporter. Il comprit que ce peuple était avide de paix, d'ordre, de travail et de gloire. La Révolution dont cette nation voulait jouir était la révolution qui l'avait soulevé lui-même, tiré de la foule, porté aux premiers rangs. Cette nation appelait l'homme qu'il se sentait en vocation de devenir. Et ce que le Directoire allait réclamer de lui : des victoires et de l'argent, c'était précisément ce qu'il lui fallait pour devenir cet homme-là.

Il goûta du pouvoir. Il apprit à l'exercer. Il gagna de l'ascendant. Il se fit des amis. « Il avait déjà, dit un de ses anciens camarades qui le revit à cette époque, un aplomb extraordinaire, un air de grandeur tout nouveau pour moi, et le sentiment de son importance qui devait aller toujours croissant. » Le peuple de Paris le voyait passer familier, intéressant par son air de jeunesse, imposant par sa redoutable énergie ; ce peuple se sentait, grâce à lui, en sécurité, jouissait d'un ordre relatif, d'un peu de bien-être, débarrassé des clubs et de l'éternelle menace des terroristes ; il commençait de tourner vers lui son espérance, non certes pour renverser la République, mais pour l'affermir, au contraire, et en consacrer le triomphe. « Mon père, rapporte Michelet[1], était devenu imprimeur après thermidor. Il était bien placé pour écouter, apprécier l'opinion de Paris... Il assista bientôt à l'étonnant *crescendo* d'un certain bruit qui était dans l'air, bruit très faible d'abord, mais tout à coup retentissant, éclatant, foudroyant, plus que le tonnerre. Phénomène singulier, qui renversa bien des esprits. Ce nom, ignoré tout à l'heure,

[1] *Histoire du dix-neuvième siècle*, t. I, chap. XII, *Vendémiaire*. — Cf. BARANTE, *Histoire du Directoire*, t. I, p. 97.

se trouva dans toutes les bouches. Tout le monde le connaissait, chacun se disait ami du général de Paris. »

Le Directoire s'avisa même qu'il avait un peu trop d'amis, et que le petit Corse menaçait d'encombrer la capitale. C'était leur destinée de toujours le pousser en avant et de toujours s'effrayer de sa marche. Bonaparte en usait prudemment avec eux, leur faisant une cour assidue, surtout à Barras. Carnot lui demandait des plans. Il en fit un, au mois de janvier, pour l'armée d'Italie. Schérer, grognon, frondeur, fatigué, le déclara absurde : « Que celui qui l'a conçu vienne l'exécuter ! » écrivit-il en un moment d'humeur. Carnot le prit au mot. Reubell, seul, hésita, soit méfiance du Corse, instinctive chez cet Alsacien avisé, soit prédilection pour Schérer, soudard et borné ; Barras le convainquit, et le candidat de Carnot l'emporta. Du reste, il suffit de l'appeler à développer ses projets : le prestige opéra. « Tous les membres du Directoire adoptèrent également les vues, les moyens qu'avait développés le général Bonaparte, rapporte La Revellière. On dit : il faut le nommer, et on le nomma d'un commun accord. » Il y eut peut-être en cet accord quelque pressentiment secret des motifs qui, deux ans plus tard, le firent, avec la même unanimité, expédier en Égypte.

Il fut nommé par un arrêté du 12 ventôse an IV-3 mars 1796. Ses instructions sont du 6 mars[1]. Il a pour mission « de séparer les Autrichiens des Piémontais..., de déterminer le roi de Sardaigne à faire la paix avec la France, et d'attaquer le Milanais avec vigueur ». Le Directoire désire amener le roi de Sardaigne à une alliance qui le mettra dans la dépendance de la République et dont le premier article sera l'occupation, par les Français, des places fortes piémontaises du côté de la France. Le Milanais payerait cette alliance ; mais, en y attirant le roi, Bonaparte se mettra en mesure, le cas échéant, de le détrôner. « Le général en chef cherchera par tous les moyens en son pouvoir à animer les mécontents du Piémont et à les

[1] *Correspondance inédite de Napoléon Bonaparte avec le Directoire exécutif, etc.* Paris, 1819, t. I, p. 12.

faire éclater contre la cour de Turin d'une manière générale et partielle. Il est inutile de s'appesantir sur l'utilité d'une diversion de cette espèce, et dont les ennemis nous ont donné les premiers l'exemple [1]. » Puis venait l'article essentiel et le fond de l'expédition : « Le général Bonaparte fera lever de fortes contributions dont la moitié sera versée dans les caisses destinées au service des diverses administrations, et l'autre moitié destinée à payer en numéraire le prêt et la solde de l'armée. »

Les instructions de Bonaparte doublaient son commandement d'une mission financière et d'une mission politique : alimenter le Trésor par les contributions et brasser une révolution en Piémont. Elles ne restreignaient ses pouvoirs que sur un chapitre, celui des négociations. Il ne pouvait conclure aucune convention, même d'armistice, sans le commissaire civil, Saliceti, que lui adjoignait le Directoire. Mais en lui prescrivant de se mêler de la politique dans ce qu'elle avait de plus délicat et de plus compromettant, les Directeurs l'incitaient, en quelque sorte, à usurper sur la diplomatie, et ils lui en faisaient même une nécessité s'il voulait mener à bonne fin, et rapidement, les opérations très complexes, mais toutes liées ensemble, qu'il était chargé d'exécuter.

Bonaparte bâcla l'affaire de son mariage. La cérémonie, purement civile, eut lieu le 9 mars, et Bonaparte, laissant à Paris Joséphine dont il était éperdument épris, partit le 12 pour l'Italie.

Le Directoire, qui croyait l'envoyer aux aventures, l'envoyait à la conquête de la République. La fortune allait faire de cette diversion d'Italie le pivot de la guerre; de ce corps d'armée, la gloire et la principale ressource de l'État. C'est que ni Hoche, ni Moreau n'étaient en mesure, Hoche attend des vaisseaux; plus tard, il attendra le vent favorable, bloqué par la mer. Moreau attend la solde de ses troupes, des vivres des munitions, des souliers. Ils sont immobilisés faute d'ar-

[1] Instructions analogues à Saliceti, Faypoult, Cacault, 6 mars, 9 mars 27 mars 1796, par Delacroix.

gent. Les victoires décisives qu'on espère d'eux, ils ne peuvent les procurer; l'argent dont ils ont besoin pour vaincre, c'est Bonaparte qui va le fournir.

Mais personne ne s'en doute, ni dans le gouvernement, ni au dehors. Les agents royalistes répètent à satiété que la Révolution attend son Cromwell, son Monk ou son César; que la France réclame un souverain, Louis XVIII ou le duc d'Orléans. L'occasion est mûre. « Qui saura en profiter? Toujours point de chef, point d'homme à méthodes, point de noyau d'armée, point de centre d'opinion. » Quant au général que le Directoire expédie en Italie, les observateurs refusent de le prendre au sérieux : général d'antichambre, général d'alcôve! Mallet du Pan, qui découvre toutes les avenues de la dictature, ne discerne point le dictateur qui s'y avance : « L'offensive est déterminée pour l'Italie; le commandant en chef de cette partie n'est pas encore connu : on a parlé de Beurnonville, puis d'un Corse terroriste, nommé Bonaparte, le bras droit de Barras et commandant de la force armée dans Paris et environs. » — « Un général qui n'a pas trente ans et nulle expérience de la guerre... » « Un petit bamboche à cheveux éparpillés, bâtard de Mandrin[1]. » C'est sous ces traits que, par le plus perspicace des informateurs de la coalition, Napoléon Bonaparte fut présenté à l'Europe monarchique. Quant à lui, considérant du rocher d'exil où elle le conduisit, la prodigieuse histoire qu'il commençait alors, il en raisonne, à la Montesquieu, et en deux lignes, la ramenant aux proportions humaines, la juge et la mesure : « J'ai trouvé tous les éléments de l'empire... On était las de l'anarchie; on voulait en finir. Je ne serais pas venu, qu'il est probable qu'un autre aurait fait de même. La France aurait fini par conquérir le monde. Un homme n'est qu'un homme[2]. »

[1] Lettres de Mallet du Pan à la cour de Vienne, 17 mars, 14 mai, 11 août 1796.
[2] Gourgaud, t. II, p. 78.

CHAPITRE II

CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE

1796

I

Bonaparte arriva le 27 mars à Nice [1]. Lorsqu'il en prit le commandement, l'armée d'Italie comptait, tout au plus, 37,000 hommes disponibles. De vieux soldats de l'ancienne armée royale, des volontaires de la République, presque tous montagnards, et du Midi, des Cévennes, du Languedoc, du Dauphiné, de la Provence, endurcis à la misère et à la fatigue, mais énervés par une misère qui ne finissait pas, une fatigue de piétinements sans objet, dans la neige, les pieds à peine recouverts de paille tressée. En guenilles, des mouchoirs en guise de chapeau; très peu de pain, de la viande quelquefois; ni tabac, ni eau-de-vie; la solde inconnue depuis longtemps. Des officiers à leur image, portant la vieille culotte des volontaires; les officiers supérieurs même réduits à marcher comme la troupe, le sac sur le dos; des généraux divers d'origine comme leurs soldats, et de même caractère : Sérurier, Berthier, survivants de l'ancienne armée;

[1] *Correspondance de Napoléon.* — *Correspondance inédite avec le Directoire exécutif.* — *Mémoires et corespondance* de Dommartin, Ségur, Carnot, Mme de Rémusat, Thiébault, Marmont, Miot, Landrieux, Chaptal. — SYBEL, t. IV. — FOURNIER, *Napoléon*, t. I. — STENDHAL, *Vie de Napoléon.* — COSTA DE BEAUREGARD, *Un homme d'autrefois.* — Félix BOUVIER, *Bonaparte en Italie.* — BOTTA, *Histoire d'Italie de 1789 à 1814.* — FRANCHETTI, *Storia d'Italia.* — BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese*, t. II, chap. VIII. — TROLARD, *De Montenotte au pont d'Arcole*, etc.

Marmont, Dommartin, ci-devant gentilshommes, sortis des écoles; Augereau, Masséna, sortis du rang, par l'élection des volontaires, parvenus de la Révolution. A côté d'eux, des administrateurs, muscadins de costume, jacobins d'opinion, agioteurs et concussionnaires de profession, tondaient, écorchaient ces corps maigres et nus, et à la barbe de ces affamés, représentaient le gouvernement de la République en « jouant l'or à plein chapeau ».

Naturellement, nécessairement, le soldat pillait; le pillage et par suite l'indiscipline étaient la plaie de cette armée; le soldat ne connaissait plus de hiérarchie en dehors du service. « Des hommes comme moi, rapporte l'un d'eux, qui devint général, sont destinés à mourir par le canon ou sur l'échafaud. » — « Je crains, écrivait le 8 mars, un des généraux, que ce dénuement finisse par lasser le soldat. Je console ceux sous mes ordres, par l'espérance de descendre, le 20, à Final. »

Le siège de Toulon n'avait point alors le prestige que, par reflet, lui a donné la gloire de Napoléon. C'était un fait de guerre parmi tant d'autres, plus illustres. Les généraux, les officiers voyaient arriver Bonaparte avec préventions et jalousie; les soldats sans confiance. « Un protégé de Barras et des femmes, » qui avait gagné son grade en épousant la favorite du Directeur et en mitraillant les bourgeois de Paris dans les rues. Un gringalet, de pauvre mine, un Corse, un « mathématicien », un rêveur! Quelle figure ferait-il à côté de ce tambour-major, de ce prévôt d'armes empanaché, Augereau merveilleux au feu; de ce grand et heureux batailleur, Masséna? Tous furent vite séduits, conquis, et sous le prestige. « Sa petite taille, raconte Masséna, sa figure chétive ne nous prévinrent pas en sa faveur. Le portrait de sa femme qu'il tenait à la main, et qu'il fit voir à tous, son extrême jeunesse pardessus tout, nous persuadèrent que cette nomination était encore l'œuvre de l'intrigue; mais un moment après, il se coiffa de son chapeau de général et parut se grandir de deux pieds. Il nous questionna sur la position de nos divisions, leur matériel, l'esprit et l'effectif de chaque corps, nous traça

la direction que nous devions suivre, annonça que le lendemain il inspecterait tous les corps et que, le surlendemain, ils marcheraient sur l'ennemi pour lui livrer bataille. » Il parla avec tant de dignité, tant de précision; il fit preuve d'une connaissance si approfondie des lieux, d'un plan si réfléchi, il montra une volonté si assurée que tous se retirèrent convaincus qu'ils avaient un général capable de tirer d'eux ce qu'ils brûlaient de donner. « Il était évident que Bonaparte saurait se faire obéir. »

Aux soldats, il tint le langage que voulaient les circonstances. Le 29 mars, le jour même de son arrivée, il leur dit : « Votre patience à supporter toutes les privations, votre bravoure à affronter tous les dangers, excitent l'admiration de la France; elle a les yeux tournés sur vos misères. Vous n'avez ni souliers, ni habits, ni chemises, presque pas de pain, et nos magasins sont vides; ceux de l'ennemi regorgent de tout; c'est à vous de les conquérir. Vous le voulez, vous le pouvez, partons ! » Il le répéta, le 31 mars, en présence des plus anciens généraux et de deux officiers subalternes de chaque corps. De ces harangues improvisées, au thème identique, il tira la fameuse proclamation, devenue classique, qui révéla son style lapidaire et forma le premier de ses bulletins. Les soldats ne le crurent point d'abord et se jugèrent leurrés par lui comme ils l'avaient été par tant d'autres. Ils réclamaient le pillage de l'Italie, que, disaient-ils, on leur avait promis. Or Bonaparte, en même temps qu'il leur annonçait abondance et bien-être, flétrissait le pillage, réprimait implacablement la maraude et l'indiscipline. « Je maintiendrai l'ordre ou je cesserai de commander à ces brigands, écrivait-il au Directoire. J'ai mis tous mes moyens à rétablir le service : la victoire fera le reste. »

Elle le fit, et dépassa l'attente. Mais dès les premiers pas, Bonaparte reconnut que les négociations et la stratégie devaient marcher de pair, si l'on tenait à marcher vite. Il ne les sépara plus, malgré les ordres du Directoire et les protestations des commissaires de la diplomatie directoriale. Le

11 avril 1796, il entre en campagne et « crève le centre de l'ennemi ». Il sépare les Piémontais des Autrichiens, rejette les Autrichiens sur Milan, les Piémontais sur Turin (14-16 avril.) Le Directoire lui prescrivait de marcher sur Milan : c'était laisser sur ses derrières les Piémontais, hostiles, maîtres, en cas de défaite, de couper ses communications. Il va au plus pressé, bat les Piémontais à Mondovi, le 22. Les Piémontais consternés demandent un armistice. C'était matière interdite par le Directoire. Mais fallait-il en référer à Paris, ainsi que le prescrivaient les instructions? C'était perdre l'occasion, dissiper le prestige, donner aux Autrichiens le temps de se reprendre. Bonaparte répond au général Colli, qui lui avait adressé la proposition, qu'il n'est pas libre de négocier, mais que toutefois, il y aurait un moyen « d'attendre sans hostilités les négociations » : c'est qu'on lui remette les places de Coni, Alexandrie et Tortone : ce sera une convention militaire; elle est de sa compétence, et elle paraîtra tellement avantageuse, que le Directoire ne chicanera pas sur les formes. Le voilà, du coup, passé maître en ce manège de diplomatie. Il jouait de ces vieilles machines souterraines et entortillées avec autant d'aisance qu'il lisait une carte. Il trouvait les joints en politique et tournait les positions, comme il faisait à la guerre. Il écrivit aussitôt, 24 avril, au Directoire : « J'espère que ma conduite sera conforme à vos intentions. » Et il envoya le message par son frère Joseph, qu'il chargea d'expliquer les choses. Cependant, il avait sous la main Saliceti, commissaire civil du gouvernement, qui était venu le complimenter sur ses victoires, et dont il pouvait, au besoin, se couvrir. Bonaparte devait beaucoup à ce Corse, qui figurait dans les proconsuls alors que lui s'usait aux complots obscurs de son île; mais ces temps étaient déjà loin, et Saliceti, très politique, à l'italienne, fut le premier à le comprendre. Élevé à l'orgueil du pouvoir par la Convention, dressé au service par la Terreur, réaliste et pratique comme la plupart de ses collègues, dès qu'on le sortait des phrases pour le mettre aux affaires, fiscal dans l'âme,

policier de naissance, il vit que la guerre serait aussi fructueuse en opérations de trésorerie que féconde en conflits politiques. Il détourna les yeux et s'enferma dans sa caisse. Bonaparte en usa de même, moyennant quoi Saliceti fit de bonnes affaires, et Bonaparte de grandes choses, pour le plus grand profit de la République.

Le 25, il arriva à Cherasco, à dix lieues de Turin, et établit son quartier général dans le palais du comte Salmatoris. Il attendait d'un instant à l'autre des plénipotentiaires de Victor-Amédée. Il prit ses précautions avec le Directoire, et, pour colorer la désobéissance à laquelle il était résolu, il la présenta comme une condition forcée des mesures que le Directoire lui avait prescrites : « Si nous pouvons avoir paix ou trêve aux conditions que j'ai demandées, écrivit-il le 26 avril..., j'irai dans le Tyrol donner la main à l'armée du Rhin, et porter la guerre dans la Bavière ; » mais, pensant bien que ce ne serait point une diversion suffisante aux froissements d'amour-propre des Directeurs, il en vient à l'argument décisif, celui que désormais il emploiera toujours, et qui ne manquera jamais son effet : l'argent. Il ajoute : « Quant à Gênes, vous serez les maîtres de prescrire ce que vous voulez qu'on fasse. Il serait bon, pour l'exemple, que vous exigiez des ces messieurs quelques millions ; ils se sont conduits d'une manière horrible à notre égard. » D'ailleurs l'armistice même qu'il se propose de signer aura des avantages très positifs : « Ce beau pays, garanti du pillage, nous offrira des ressources considérables ; la seule province de Mondovi nous donnera un million en contributions. » Voilà pour les Directeurs : mais il convenait de prévenir l'opinion et de la gagner. Il le fit, et, comme le reste, du premier coup, avec un art consommé, dans la proclamation qu'il adressa, ce même jour 26 avril, à son armée. Il parlait aux soldats, aux peuples d'Italie, mais par-dessus les uns et les autres, à Paris, à la France entière. Désormais ses allocutions, ses bulletins le mettront en communication personnelle avec la nation française ; il s'explique directement avec le peuple sur sa poli-

tique, comme il s'explique avec les soldats sur ses plans militaires. Il offre sa gloire en hommage à la République, il prend la République à témoin de ses intentions; et il s'élève au-dessus du Directoire de toute la hauteur dont celui qui ne parle qu'après avoir agi, surpasse celui qui déclame sans agir. Le style est formé : laconique, tout en relief, relevé de grandes images qui se colorent devant les yeux, se gravent dans les mémoires, frappent les imaginations populaires parce qu'elles sont vraies, et enchantent les esprits cultivés parce qu'elles renouvellent l'antiquité classique dont ils sont nourris. Ses phrases sont des inscriptions toutes prêtes pour les stèles, ses métaphores entrent dans le langage. On avait eu, au temps de la Gironde, la déformation ampoulée; au temps de Robespierre, le pastiche sophistique, souvent la parodie de l'éloquence antique : ici, c'est Rome même qui ressuscite et qui s'exprime :

« Soldats, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et du Rhin...

« Mais, soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous; les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Bassville...

« Tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de nous donner des fers; tous veulent dicter une paix glorieuse et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits; tous veulent, en rentrant dans leur village, pouvoir dire avec fierté : J'étais de l'armée d'Italie! »

Il exhorte l'armée à la discipline, au respect « des lois de l'humanité et de l'honneur... Les pillards seront impitoyablement fusillés. Sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. » Il grandissait ainsi et consacrait la conquête aux yeux de ce peuple épris de

magnanimité, qui, plus souvent qu'aucun autre, a su se montrer magnanime, mais qui, souvent aussi, s'est donné l'illusion de l'avoir été. Les menaces aux assassins de Bassville, le châtiment de Rome et du Pape sont à l'adresse des Jacobins de Paris; aux Italiens, il tient le langage que Hoche, avec tant de bonheur, avait tenu aux Vendéens :

« Peuples de l'Italie, l'armée française vient pour rompre vos chaînes; le peuple français est l'ami de tous les peuples; venez avec confiance au-devant d'elle; vos propriétés, *votre religion* et vos usages seront respectés! Nous faisons la guerre en ennemis généreux et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Il s'engageait ici beaucoup plus loin que ne l'entendait le Directoire. Ce Conseil avait commandé de machiner, en dessous, des révolutions et d'agiter les peuples à tout événement, surtout afin de rendre les princes plus accommodants; mais il se réservait de trafiquer de ces mêmes peuples, selon les besoins de sa politique, et d'en payer les « tyrans », après les en avoir épouvantés. Bonaparte comprenait que ces calculs-là sont inavouables en France et qu'en posant, devant le peuple, la question entre les trocs à la Frédéric que méditaient Reubell, Barras et Delacroix, et la délivrance de l'Italie telle qu'il la présentait, l'opinion serait pour lui; il lui offrait, à la fois, la conquête qui flattait l'orgueil national et l'affranchissement qui flattait la générosité républicaine. Il tirait à sa gloire, à son indépendance de général en chef, le mensonge secret et l'illusion publique de la guerre.

Les envoyés de Victor Amédée arrivèrent au quartier général le 27 avril, à dix heures et demie du soir : c'étaient un vieux soldat, très médiocre, le général de La Tour, et un jeune gentilhomme de Savoie, d'éducation parfaite, cultivé, plein d'esprit, le colonel marquis Costa. Ils trouvèrent, pour leur confusion, Bonaparte, tout aussi mûr à la diplomatie, que Colli et Beaulieu l'avaient, pour leur désastre, trouvé mûr à la guerre.

C'est sa première négociation : il s'y montre comme il s'était montré dans sa première bataille : même méthode,

mêmes procédés qu'il emploiera toute sa vie. Ces petites conférences de Cherasco sont un prototype de celles de Léoben, de Campo-Formio, de Presbourg, de Vienne. Après avoir terrifié l'ennemi par la guerre, il le subjugue par sa connaissance des choses, sa façon de pousser droit au but, sa dextérité à parer les coups, ses ripostes, ses ruses, félines, souples, déconcertantes parce qu'elles lui sont naturelles, son imagination, sa finesse captivante succédant à la menace, et sous l'escrime aisée et serrée, sous la parole impérieuse ou insidieuse, une volonté inébranlable que l'on ressent et cette autorité de l'homme qui se sait capable d'accomplir tout ce qu'il prononce.

Les Piémontais, introduits dans un salon où l'on avait allumé un grand feu, furent reçus par Berthier, qui s'en alla prévenir le général en chef. Après une demi-heure d'attente, ils le virent paraître en tenue et botté, mais sans sabre et sans chapeau. Il écouta, grave et froid, le général de La Tour et, comme le discours tournait aux doléances sur la dureté des conditions : « Depuis que je les ai offertes, dit-il, j'ai pris Cherasco, j'ai pris Fossano, j'ai pris Alba. Je ne renchéris point sur mes premières demandes : vous devriez me trouver modéré. » La Tour indiqua que son maître se faisait des scrupules au sujet de ses alliés ; sur quoi Bonaparte lui fit cette réponse qui sentait son officier de carrière et ne laissa pas de surprendre ses interlocuteurs qui s'attendaient à trouver en ce favori de Barras, mitrailleur de Vendémiaire, un jacobin iconoclaste et brutal. « A Dieu ne plaise que j'exige de vous rien de contraire aux lois de l'honneur ! » Honneur des armes, honneur de la parole donnée, honneur tout militaire, qui tendait de plus en plus à remplacer dans les armées, devenues conquérantes, la *vertu* des premiers temps de la guerre d'indépendance.

Les Piémontais se débattaient. Il les pressa en termes polis, en arguments laconiques. A une heure du matin, comme ils n'avaient point encore cédé, il tira sa montre : « Messieurs, je vous préviens que l'attaque générale est ordonnée pour

deux heures, et que si je n'ai pas la certitude que Coni sera remis dans mes mains avant la fin du jour, cette attaque ne sera pas différée d'un moment. Il pourra m'arriver de perdre des batailles, mais on ne me verra jamais perdre des minutes par confiance ou par paresse. » Sur quoi on se mit à écrire. Tandis que Berthier, Costa et La Tour déterminaient les positions, Bonaparte, silencieux, se promenait de long en large. A deux heures du matin, l'armistice était signé [1].

Bonaparte, alors, invita les Piémontais, avec Berthier, Marmont et Murat, à un souper frugal, au pain de munition, arrosé de vin de l'Asteran, sur une table fort nue qu'ornait seule une pyramide de gimblettes offertes par les religieuses de Cherasco. Le repas fut court. Après l'on causa : Bonaparte à sa manière, à la manière de Frédéric. Il parla de sa campagne, de haut, en arbitre des armes, comparant ses manœuvres à celle du plus jeune des Horaces. Beaulieu lui semblait médiocre. Il loua plusieurs mouvements des Piémontais : « Vous vous êtes tirés deux fois très adroitement de mes griffes. » Puis, abordant la politique : « Votre pays est entièrement miné. J'ai trouvé, à Gênes, une somme de sept cent mille francs en numéraire, consignée par des révolutionnaires cachés, lombards et piémontais, pour favoriser les progrès de l'armée française. — Vous ne voudriez pas, dit Costa, associer des traîtres scélérats à vos triomphes. » Il sourit et répondit vivement : « Si le sort des armes eût été favorable aux coalisés et que vous eussiez pénétré en France comme nous avons pénétré en Italie, auriez-vous négligé de vous prévaloir du mécontentement intérieur qui fermente partout, dans nos départements comme dans vos provinces? Le droit de la guerre n'autorise peut-être pas à faire à son ennemi tout le mal possible, mais il prescrit de ne négliger aucun moyen pour l'abattre et le garrotter. »

Il s'abandonna, laissa courir sa faconde corse et briller son esprit. Les Piémontais l'écoutaient surpris, troublés de ces

[1] *Correspondance de Napoléon*, t. I, p. 199.

« discours étincelants de clarté, concis, nerveux » ; ils admiraient les traits « pleins de force et de génie » qui lui échappaient; ils s'étonnaient de son grand air qui tranchait singulièrement sur la désinvolture de ses compagnons d'armes, leur mélange de sans-gêne républicain avec, çà et là, des reprises de l'ancienne courtoisie française. Mais ils le trouvaient impérieux, sans aménité; « il manquait de sentiment; » il rendait l'admiration pénible; l'esprit était ébloui, le cœur restait oppressé [1]. Il deviendrait peut-être un grand homme, jamais un « homme sensible » !

Le jour le trouva, accoudé sur le balcon de la fenêtre, devisant de la sorte avec le marquis Costa. A six heures, Saliceti parut. Bonaparte lui présenta la convention; Saliceti fit la mine qui convenait à son personnage et parut trouver les articles trop modérés; mais il laissa percer sa joie secrète : qu'il détournât les yeux, et les richesses de l'Italie tombaient, en passant par ses mains, dans les caisses du Directoire [2]. Les Piémontais partirent escortés par des dragons. « Le jour éclairait alors les troupes bivouaquées de l'avant-garde française. Tout y présentait l'aspect du plus grand délabrement; on n'y voyait pas de canons; les chevaux y étaient rares, maigres et harassés; mais... le maintien du soldat exprimait une espèce d'indifférence leste et gaie,... le sentiment de la victoire réparait tout. »

La place de Coni fut remise le jour même, 28 avril; Alexandrie devait l'être au plus tard le 30. Bonaparte expédia aussitôt la convention à Paris. Il conseillait la paix. « Vous ne devez pas compter sur une révolution en Piémont; cela viendra, mais il s'en faut que l'esprit des peuples soit mûr à cet effet. Toutefois, si vous entendez détrôner le roi de Sardaigne, il faut que vous l'amusiez quelques décades et que vous me préveniez de suite... afin que, si je suis dans la Lombardie, je puisse me replier et prendre quelques mesures.

[1] Notes du marquis Costa.

[2] Il loua fort l'armistice et conseilla de le ratifier. Saliceti au Directoire, 29 avril. *Moniteur*, XVIII, p. 265.

Quant aux conditions... vous pouvez dicter ce qui vous convient, puisque j'ai en mon pouvoir les principales places... C'est un roi qui se met absolument à ma discrétion... Si vous me continuez votre confiance et que vous approuviez ces projets, l'Italie est à vous. »[1]

Il annonce qu'aussitôt maître de Milan, il enverra une colonne sur Rome. « En passant je compte rançonner le duc de Parme. » Il conseille aux Directeurs d'exiger quinze millions de Gênes; et il montre, par un exemple probant, en bonnes espèces sonnantes et trébuchantes, ce qu'il tirera de l'Italie, si le Directoire lui laisse les mains libres. Il avait saisi près de 400,000 livres dans les caisses publiques du Piémont; il frappe les provinces, que l'armistice lui livrait, d'une contribution de 4,707,000 livres.

Cependant, à Turin, les conseillers du roi délibéraient sous la menace. Revel, Balbo, Napione, Priocca, Cavour, Prina, Gambino, conseillaient une alliance : elle assurerait la paix, elle procurerait un morceau de la Lombardie, sinon le tout. Mais le roi s'y refusait. « Je me tiendrais pour déshonoré de stipuler une alliance avec ces brigands, » disait-il naguère à Revel. Rien ne put triompher de ses répugnances. Ses plénipotentiaires partirent pour Paris, le 30 avril, avec l'instruction de signer purement et simplement la paix.

II

Le premier acte d'insubordination de Bonaparte à l'égard du Directoire est significatif. La première capitulation du Directoire entre les mains de Bonaparte ne l'est pas moins. Les événements avaient amené Bonaparte, s'il voulait réussir, à oser beaucoup ; l'effet lui montra qu'il pourrait

[1] Au Directoire, 28 avril 1796.

tout oser, pourvu qu'il réussît. Le Directoire était aux abois. Sous le coup de la souffrance, le peuple de Paris recommençait à s'agiter. Les misérables réclamaient le bonheur que les prophètes leur avaient annoncé. On craignait un retour offensif de la révolution déçue, affamée, anarchiste, celle de germinal an III et de prairial[1]. Les premiers rapports de Bonaparte furent pour les Directeurs un étrange réconfort : c'était le prestige et bientôt de l'argent! On mesure leurs angoisses au ton de leurs félicitations : « Toute la France, toute l'Europe ont les yeux fixés sur vous. Vos triomphes sont ceux de la liberté. » Sans abdiquer encore ses prérogatives, sans abandonner les négociations à Bonaparte, le Directoire en discute avec lui, le consulte, lui livre toute l'action, ce qui équivaut à lui délivrer tous les pouvoirs : « Au reste, le Directoire se repose sur votre prudence, et il est convaincu que votre conduite, dans ces transactions délicates que l'éloignement l'empêche de déterminer d'une manière fixe, sera en tout sage et convenable. » Il se contente d'indications. Pour le Piémont : le « faire insurger, seconder les vœux qui s'y manifestent pour l'établissement d'un gouvernement républicain, et tirer de ce pays toutes les ressourses dont l'armée d'Italie a besoin[2] ».

Affranchissement et exploitation, c'est l'esprit du décret du 15 décembre 1792 ; c'est celui du Directoire ; c'est la cause de l'insurrection de la Belgique en 1793, ce sera la cause de la perte de l'Italie en 1799. Le Directoire ne l'entendra jamais autrement. La Révolution est à ses yeux un droit régalien, dont il use selon ses raisons d'État et l'intérêt supérieur de la République française. Il insurge, il taxe, il partage les peuples à sa guise. Il a sur eux le domaine éminent : *jus utendi et abutendi.* Les peuples sont affranchissables et divisibles par ces révolutionnaires, comme ils sont taillables et corvéables par les seigneurs et par les rois.

[1] C'est le temps de la conspiration de Babeuf : fermeture des Clubs, 27 février 1796; arrestation de Babeuf, 10 mai.

[2] Carnot à Bonaparte, le Directoire à Bonaparte, 25 avril 1796.

« Gênes, après la déroute des soldats de l'Autriche, cessera de refuser des secours qui nous sont indispensables. » Si elle refuse, la force la contraindra. De même, à l'autre bout de l'Europe, cette autre république, Hambourg. « Comment, dit Carnot au Prussien Sandoz, punir cette ville de l'affront quelle vient de nous faire, à la face de l'Europe? » — Ils avaient éconduit un résident français. — « Ces gens-là sont trop riches, et il est indispensable qu'ils achètent chèrement leur neutralité. »

L'Italie conquise, c'est un trésor inépuisable, la merveilleuse bête de somme du conte de fée qu'il suffit de gratter du peigne pour en faire tomber des pièces d'or. L'*évacuation* de l'Italie s'annonce plus éblouissante et fructueuse qu'en 1794, l'*évacuation* restée célèbre, du Palatinat et des Pays-Bas[1] : non seulement la monnaie, mais les tableaux, les statues, les trophées magnifiques. Dès le 12 avril, le Directoire transmet à Bonaparte cette note, sur une expédition de partisans, avec un chef « audacieux et entreprenant » : « Gênes ne doit pas être éloigné de plus de quarante-cinq lieues de Lorette : ne pourrait-on pas enlever la Casa-Santa et les trésors immenses que la superstition y amasse depuis quinze siècles? On les évalue à dix millions sterling... Vous ferez une opération financière la plus admirable, et qui ne fera de tort qu'à quelques moines... Dix mille hommes suffisent pour cette entreprise. Leur marche inconnue assurera leur succès. Au besoin, l'armée les secondera. » On s'explique aisément que quand les Directeurs reçurent le texte, revu et corrigé, de la proclamation du 27 mars à l'armée d'Italie : « Vous êtes nus, mal nourris... De riches provinces, de grandes villes sont en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesse; » ils n'y découvrirent rien qui les offusquât. Loin de penser que Bonaparte déroutait la République, ils estimèrent qu'il la mettait dans ses voies et comprenait la guerre comme il devait l'entendre. Pour qu'il ne s'y méprît pas, ils lui écrivi-

[1] Voir t. IV : Les pays conquis, p. 150 et suiv.

rent : « Faites d'abord la conquête du Milanais. Partagez ensuite l'armée d'Italie en deux [1]. » La plus faible, confiée à Kellermann « restera dans le Milanais, y lèvera des contributions et vivra dans ce pays fertile » ; l'autre, celle de Bonaparte, se portera sur Livourne, débarassera la Méditerranée des Anglais, nous mettra à même de reprendre la Corse. Les vaisseaux anglais qui sont dans le port de Livourne et les marchandises anglaises qui sont dans les magasins, une fois confisqués, on ménagera le grand-duc qui payera ces ménagements par « les secours indispensables à l'armée ». Il devra chasser les émigrés ; Gênes recevra la même consigne. Cependant, il est de notre intérêt « de ne pas pousser cette république au désespoir ; « contentons-nous d'abord d'en tirer, sur des récépissés, les subsistances et moyens de transport dont l'armée française a besoin », et d'y confisquer tout ce qui s'y trouve d'anglais. Parme devra « payer son entêtement », fournir du numéraire et des subsistances ; mais, à cause de l'Espagne, il n'y faut faire « aucune dévastation inutile. » Venise sera traitée en puissance neutre, mais pas en puissance amie. Cela fait, Bonaparte « menacera Rome et Naples ». De Naples, si elle fait quelques ouvertures, on exigera, comme entrée de jeu, qu'elle livre les vaisseaux et tout ce qui appartient aux ennemis. L'article de Rome était particulièrement médité, et l'on y voit que ces machiavélistes ne dédaignaient point les moyens de « superstition » quand la superstition les pouvait aider à régner. « Si Rome fait des avances, la première chose à exiger est que le pape ordonne immédiatement des prières publiques pour la prospérité et les succès de la République française. Quelques-uns de ses beaux monuments, ses statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothèques, ses bronzes, ses madones d'argent et même ses cloches, nous dédommageront du prix que nous coûte la visite que nous lui ferons. » Il en sera de même, d'ailleurs, des autres princes, des républiques et de tous

[1] 7 mai 1796.

les peuples, soumis encore à la « tyrannie », ou affranchis de leurs « tyrans ». « C'est le Milanais surtout qu'il ne faut pas épargner. Levez-y des contributions en numéraire, sur-le-champ, et, pendant la première terreur qu'inspirera l'approche de nos armes, que l'œil de l'économie en surveille l'emploi. Il faut que les canaux et les grands établissements publics de ce pays, que nous ne conserverons pas, se ressentent un peu de la guerre; mais soyons prudents. » Ils disent prudents; ils ne disent ni généreux, ni humains.

Si on parle de liberté à ces peuples, ce sera juste de quoi les détacher de leurs maîtres; mais, ces maîtres chassés, la République prendra leur place, se substituera à leurs droits sans y mêler aucunement les *droits de l'homme*, et trafiquera du peuple à l'image des anciens maîtres, au besoin avec eux. « Comme si les républiques étaient faciles à fonder ! » écrivait Reubell en 1795. Plus aisées, certes, à dépecer et à troquer. « Faites d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il doive retourner à la maison d'Autriche comme cession nécessaire pour assurer notre paix avec elle, soit qu'il convienne de le donner par la suite aux Piémontais, ou comme récompense des efforts que nous pourrons les engager à faire pour aider cette conquête, ou comme dédommagement des départements du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, constitutionnellement réunis à la République[1]. » Puis, revenant aux objets d'art et s'inspirant directement de l'esprit des conventionnels, en 1794, les Directeurs ajoutaient[2] : « Le Directoire est persuadé, citoyen général, que vous regardez la gloire des beaux-arts comme attachée à celle de l'armée que vous commandez. L'Italie leur doit en grande partie ses richesses et son illustration ; mais le temps est arrivé où leur règne doit passer en France pour affermir et embellir celui de la liberté. Le Muséum national doit renfermer les monuments les plus célèbres de tous les arts... Cette glorieuse campagne, en mon-

[1] Le Directoire à Bonaparte, 7 mai 1796. Cf. id. 31 mai.
[2] Cf. t. IV, p. 154. — THIBAUDEAU, *Mémoires*, t. II, p. 133. — Le Directoire à Bonaparte, 7 mai 1796.

trant la République en mesure de donner la paix à ses ennemis, doit encore réparer les ravages du vandalisme dans son sein, et joindre à l'éclat des trophées militaires le charme des arts bienfaisants et consolateurs. »[1] Ils nommèrent, en conséquence, des commissaires chargés de trier, choisir et expédier les œuvres d'art réquisitionnées.

Lorsqu'en 1815, l'Europe, refluant sur la France, exigea la restitution de ces trophées, la France y vit la plus douloureuse des humiliations. On ne réfléchit point alors aux regrets qu'avait coûtés cette conquête, et à quel point la dignité des peuples, leurs affections profondes en avaient été affectées. On oublia que de tous les titres d'humanité que l'on s'était targué, sous la République, de restituer aux peuples, celui-là était à la fois le plus précieux et le seul qu'ils n'eussent point perdu, en quelque sujétion qu'ils fussent tombés; rien ne leur tenait donc davantage à l'imagination et au cœur. Ce sentiment n'entrait pas dans l'esprit des Directeurs, pas plus qu'il n'entra jamais dans celui de Bonaparte. Que ce fût l'âme, le génie, l'honneur des nations conquises que l'on prenait de la sorte, ces nations devaient s'enorgueillir de voir, par leurs chefs-d'œuvre, consacrer leur union à la « grande nation » conquérante et souveraine. Leurs grands hommes auraient leur place au Panthéon, leurs ouvrages d'art au Muséum. Plus tard, Napoléon prétendra transporter à Paris leur histoire même, leurs archives. C'est la notion toute romaine qu'on se faisait alors de la conquête, de la république et de la patrie. Comme autrefois Rome, Paris était appelé à devenir la patrie du genre humain : conquête, République française et patrie se confondaient de la sorte. On en allait venir, incessamment, à qualifier, en Italie, les adversaires de la conquête, de suppôts des tyrans et des prêtres, s'ils tenaient pour le prince et l'Église, ou, tout crûment, d'*anarchistes*, s'ils tenaient pour la Révolution, mais leur révolution à eux,

[1] A Bonaparte, 7 mai 1796. Cf. id. 16 mai : « L'armée des Alpes manque de fonds : le Directoire s'adresse à vous; cherchez à lui en procurer et à ranimer le crédit public... »

ainsi que les Français l'avaient faite et continuaient à l'accomplir chez eux, et non au profit des Français, ainsi que les Français prétendaient la propager chez les peuples voisins. Appeler les peuples à l'indépendance pour les traiter à la polonaise ou à l'allemande; les dépouiller, les troquer, c'était exciter en eux la dignité humaine, l'esprit national et la fierté, les provoquer à la révolte, après les avoir excités à la révolution. Ce fut le grand mécompte de la conquête de l'Italie. On le voit s'annoncer dès les premières victoires et naître ainsi de l'idée même de la conquête.

Le choix de Kellermann pour commander et exploiter le Milanais était significatif. Ce valeureux soldat de la guerre de Sept ans, héros de Valmy, n'avait pas seulement ce titre à la confiance des Directeurs d'être « né subalterne, caractère plus adroit et souple que fier », disait Barras; il avait, l'un des premiers, en novembre 1792, développé à la barre de la Convention le dessein de la conquête de l'Italie, de l'expulsion des prêtres de Rome et de la ceinture de républiques alliées autour de la République française[1]. Il serait plus en main que Bonaparte qui devenait trop envahissant, et qui, d'ailleurs, trouverait dans la marche vers le sud de quoi occuper l'inquiétude de son génie.

Les plénipotentiaires piémontais arrivèrent alors à Paris. Ils trouvèrent le Directoire en humeur de gloire : un des babouvistes avait dénoncé les autres, et la police directoriale avait fait main basse sur les conspirateurs. Un procès, des exécutions, une chaîne de forçats en perspective : c'était de quoi relever le Directoire, trop effacé, depuis un mois, par les exploits de Bonaparte. Les Piémontais, Revel et Tonso, s'en aperçurent à leur première conférence, le 12 mai, avec Delacroix. — « Ce n'est pas à vous, leur dit ce ministre, d'ouvrir des propositions de paix; vous n'avez à faire autre chose qu'à écouter les nôtres, vous y soumettre et signer. » C'étaient la cession de la Savoie, de Nice, d'Oneille et Loano,

[1] Cf. t. III, p. 118, 198.

l'interdiction de séjour aux prêtres et aux émigrés français dans le Piémont; l'occupation des forteresses piémontaises de Coni, Tortone, Alexandrie, jusqu'à la paix générale de l'Italie; le séquestre des navires ennemis; puis un traité secret d'alliance qui porterait traité de commerce, cession de l'île de Sardaigne, coopération à la guerre avec toutes les forces de la monarchie, fourniture de vivres, munitions, charrois à l'armée française; moyennant quoi la République procurerait « un dédommagement convenable » à Victor-Amédée dans le Milanais, et consentirait à lui reconnaître le titre de *roi de Lombardie*. Ces régicides, qui couvaient la pensée de créer un empereur en Allemagne avec le roi de Prusse, se faisaient la main en créant, avec le Savoyard, un roitelet en Italie[1].

Les Piémontais repoussèrent formellement l'alliance, et tâchèrent d'amender le projet de traité de paix. « Signez et ne discutez pas, » leur disait Delacroix, pour tout argument. « Signez, leur répète-t-il; autrement, le courrier chargé de l'ordre de recommencer la guerre, part demain; signez, autrement Turin est attaqué, pris et pillé. » Ils signèrent le 15 mai.

Les Directeurs transmirent aussitôt ce traité aux Conseils. Revel tenta d'approcher les députés : ils ne le reçurent pas. « Bien vous en a pris, lui dit Sandoz, de n'avoir pas eu d'accès auprès de la commission; l'abbé Sieyès, qui en était le rapporteur, vous aurait dit ce qu'il a fait entendre en plein Conseil, savoir qu'un des premiers articles dudit traité aurait dû stipuler d'amener le roi de Sardaigne à la barre de l'Assemblée, langage qui a excité un mouvement d'indignation générale. N'a-t-il pas dit encore que les traités avec la Prusse et avec l'Espagne couvraient de honte la République de France, et décelaient l'ineptie de leur auteur, Barthélemy? » Les Conseils ratifièrent, et Victor-Amédée se hâta d'en faire autant.

[1] Arrêtés du Directoire. — Procès-verbaux du Directoire. — Correspondances. dans BIANCHI, t. II, p. 321 et suiv. — Rapports de Sandoz, BAILLEU, t. I, p. 69. — Texte du traité dans DE CLERCQ, t. I, p. 271.

III

« Frappez et frappez vivement, » c'était le dernier mot des instructions du Directoire. Avant de les avoir reçues, Bonaparte les avait prévenues et dépassées. Il s'était remis en campagne le 6 mai. Le 9, il signe un armistice avec le duc de Parme : 2 millions de livres, 1,200 chevaux harnachés, 2,000 bœufs, 10,000 quintaux de blé, 20 tableaux de choix. Modène implore, au même prix, la même grâce. Bonaparte le mande à Carnot le 9 mai : « J'espère, si les choses vont bien, pouvoir vous envoyer une dizaine de millions à Paris; cela ne fera pas de mal pour l'armée du Rhin [1]. » Ces derniers mots étaient d'une étrange ironie, portant sur ces fameux guerriers, Jourdan, Moreau, et sur cette armée, la plus belle de la République, immobilisée, inerte, alors qu'avec sa bande d'affamés, il conquérait l'Italie et nourrissait la République! Puis, comme il fallait que la jeunesse reprît ses droits, comme ce vainqueur était amoureux, jaloux, impatient et que Joséphine, indolente et encore dédaigneuse, tardait à le rejoindre : « Je vous dois des remerciements particuliers pour les attentions que vous voulez bien avoir pour ma femme; je vous la recommande; elle est patriote sincère, et je l'aime à la folie. »

Deux jours après, le 11 mai, Beaulieu était tourné, les Autrichiens en pleine retraite, et Bonaparte écrit à Carnot : « La bataille de Lodi donne à la République toute la Lombardie. » Lodi était une grande bataille, une bataille à grands lendemains, de celles qui ouvrent toute une politique. Il eut l'intuition de ce qu'elle faisait de lui en Italie, en France même. « Ce jour-là, je me regardai, pour la première fois,

[1] A Carnot, 9 mai 1796.

non comme un simple général, mais comme un homme appelé à influer sur le sort du peuple. » Il prit conscience pleine de sa supériorité. Il se hâtait vers Milan lorsque, le 14 mai, il reçut la missive des Directeurs du 7 mai, lui enjoignant de quitter Milan dès qu'il l'aurait pris et de l'abandonner à Kellermann. Quoi! l'on prétendait l'expulser de *ses* conquêtes, l'évincer du gouvernement des peuples soumis et le ravaler au rôle d'un chef de flibustiers! Sa réponse, fort impérieuse au fond, mais très adroite aussi, fut extrêmement sage. Il y juge ses actions comme les a jugées l'histoire. Il se soumet, en apparence; il commande, en réalité; sous forme de conseils aux détenteurs du pouvoir, il décide en chef d'État, de sorte que les Directeurs devront s'incliner, moins encore devant la force dont il dispose que devant la raison dont il fait preuve.

« Persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi rapide que ma pensée. Si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous avez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie. Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, n'attendez rien de bon... » C'est Milan ou sa démission. Et à Carnot qu'il charge d'être son interprète : « Je dois à la République le sacrifice de toutes mes idées... Kellermann commandera l'armée aussi bien que moi, car personne n'est plus convaincu que je ne le suis que les victoires sont dues au courage et à l'audace de l'armée; mais je crois que réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe... La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact[1]. »

Comme un de ses lieutenants exprimait la crainte que les

[1] Au Directoire, à Carnot, 14 mai 1796.

Directeurs ne le prissent au mot : « Ils ne sont pas assez forts pour m'y contraindre, répondit-il. Ils se garderont bien de l'accepter; s'ils l'osaient, ils soulèveraient contre eux toute la France. » Ce jour-là, Augereau avait occupé Pavie, et Masséna, avec l'avant-garde, était à Milan. Le lendemain, 15 mai, jour de la Pentecôte, par un soleil radieux, Bonaparte, en voiture, escorté par cinq cents cavaliers et un millier de fantassins, précédé, à la romaine, d'une petite troupe de prisonniers autrichiens, arriva devant la ville. Il s'arrêta non loin de la Porte romaine, descendit de sa voiture et enfourcha un petit cheval blanc de mine piteuse et d'allure éreintée. Masséna, Joubert, Kilmaine et le commissaire civil et fiscal, Saliceti, le suivaient. Il s'avança vers la porte où l'attendaient le comte Trivulzio à la tête des décurions, le duc Serbelloni, gentilhomme libéral, l'archevêque Visconti, vieillard de quatre-vingts ans, à la tête de son clergé. Il descendit de cheval. L'archevêque qui, naguère, appelait sur les Français, étrangers et impies, les foudres de la Providence, célébra dans la victoire de ces mêmes Français le décret éternel de cette même Providence.

Adulations et protestations, Bonaparte écouta ces harangues de commande avec le scepticisme impassible qui convenait et avec la politesse très simple, mais très haute, qui était déjà son attitude. Il répondit en assurant les Lombards de la bienveillance de la République : « Elle entend que chacun contribue au bien de tous; que chacun use de ses droits et les exerce avec vertu. Chacun pourra reconnaître son Dieu, pratiquer le culte que sa conscience lui inspirera... Chacun jouira de ses propriétés... Le mérite seul servira de démarcation entre les hommes... Songez d'ailleurs qu'une telle œuvre ne peut être parfaite d'un seul jet; que la vertu, la modération doivent corriger les erreurs. »

Il remonta en selle et franchit la porte étroite, où les cavaliers ne pouvaient passer que deux à deux. Au delà, s'étendaient des champs, des jardins, des espaces libres, de la verdure. Autour d'un arc de triomphe de feuillage et de fleurs,

la garde urbaine faisait la haie : beaux hommes au teint mat, gras, rasés de près, luisants, clinquants, souriants sous leurs uniformes verts, frais sortis des armoires, décorés de cocardes tricolores toutes neuves. Contenue par eux, la foule en habits de printemps, en habits de fête, bariolée, enrubannée aux couleurs républicaines, bourdonnante, exaltée. Signe caractéristique et qui devait se reproduire dans tous les triomphes français en Italie, peu ou point de populaire, de gens en haillons, et même d'artisans. Le petit peuple, endoctriné par les moines, se terrait, hostile, comme angoissé, maudissant les étrangers athées et sacrilèges, pillards d'églises et violateurs de monastères, se croyant en proie aux hordes allemandes de Barberousse. En revanche, toute une jeunesse élégante, la noblesse « éclairée », les bourgeois riches, les femmes, les unes en leurs équipages arrêtés aux carrefours, les autres aux fenêtres, jetant des fleurs, sorte d'avenue vivante, vibrante, chatoyante, illuminée, que Milan ouvrait aux Français dépenaillés.

Ce fut pour Bonaparte sa première journée de triomphe dans les capitales conquises. Il n'en connut jamais de plus radieuse. L'âme d'un peuple volait à lui. Tout ce qui pensait, tout ce qui comptait, à Milan, suivait, depuis un mois, avec une émotion croissante, sa marche victorieuse. Lassés de la raideur autrichienne, épris des *Droits de l'homme*, ces Italiens, enthousiastes et légers, confondaient volontiers le plaisir avec l'indépendance; ils acclamaient la liberté française des mêmes accents joyeux qui, dans l'opéra de Mozart, saluent l'arrivée de don Juan dans son château en fête : *Viva la libertà !*

Cette épithète d'Italien que l'on jetait en Europe à la tête de Bonaparte, afin de le décréditer par tout l'abaissement de l'Italie, comme si l'Italie eût été vouée à jamais à la stérilité, aux ruines! les ravissait d'orgueil. Ils se croyaient venus aux temps prédits par Dante : César descendait des Alpes, mais c'étaient les Alpes gauloises, et César arrivait porté par le souffle de la Révolution française.

Il parut seul, en avant des autres, marquant la distance. Sa maigreur maladive, ses longs cheveux poudrés tombant sur ses épaules, ses yeux gris bleu, vifs, perçants, inquisiteurs et, tout à coup, d'une douceur captivante quand il en adoucissait l'éclat et laissait tomber le regard; ce front large, soucieux, ce recueillement pensif, *pensieroso*, tout en lui les frappa d'admiration. Ils se reconnaissaient et se glorifiaient en ce demi-dieu venu de l'Olympe pour leur liberté, leur grandeur et leur enchantement.

A mesure qu'il avança et que la foule s'épaissit, les acclamations redoublèrent. Ce fut bientôt un délire de cris, de gestes, un éblouissement de couleurs agitées. Ils se penchaient, se pressaient, se haussaient, saisis par les contrastes superbes du spectacle : chez le chef, tant de puissance et tant de jeunesse; chez les soldats, l'opposition presque poignante de cette marche triomphale et de cette troupe déguenillée, hâve, miséreuse. « Toute la ladrerie de la Provence conduite par un capitaine de gueux! » avait dit un Piémontais royaliste. Les Milanais ne s'en exaltèrent que davantage à la pensée de la pompeuse armée autrichienne, bien nourrie, rembourrée, compassée, plastronnée, blanc et or, se retirant devant ces invraisemblables vainqueurs, aux capotes trouées, rapiécées; les uns secouant de leurs jambes maigres leur pantalon loqueteux, les autres portant culottes; ceux-là en bottes éculées, ceux-là battant le pavé des semelles de leurs souliers; la peau basanée, collée aux maxillaires, mais jeunes, allègres, la figure martiale, l'œil brillant, le sourire aux lèvres, fiers de leur gloire, alléchés par le plaisir.

Bonaparte descendit à l'archevêché, prit un bain, se coucha, puis, à la fin du jour, reçut les députations, les décurions, la municipalité. Le soir, on lui offrit au *Palazzo reale* un banquet somptueux. Ceux qui l'ont connu racontent que cette journée le vit partagé entre la pensée de Joséphine qui ajournait sans cesse son arrivée, lui chicanant l'amour, et la pensée des Directeurs lui chicanant la gloire : « l'amour le plus vif, dit Stendhal, exalté jusqu'à la folie par la jalousie, et la haine

provoquée par les apparences de la plus noire ingratitude et de la stupidité la plus plate. »

Le soir, la joie générale le gagna. Il s'abandonna à sa verve, ouvrit les horizons, anima les espérances. Mais la verve demeurait politique et les espérances se tempéraient de conseils. « Vous serez libres — dit-il aux Milanais qui l'entouraient, courtisans et enthousiastes, avides de recevoir leur destinée de sa bouche — vous serez libres et vous serez plus sûrs de l'être que les Français. Milan sera votre capitale; l'Oglio et le Serio seront vos barrières; vous aurez cinq cents canons, l'amitié éternelle de la France. La Romagne vous écherra; vous embrasserez les deux mers; vous aurez une flotte. Trêve aux regrets et aux querelles... Il y aura toujours des riches et des pauvres... Mais craignez les prêtres, éloignez-les des fonctions publiques... Si l'Autriche revient à la charge, je ne vous abandonnerai pas. Un jour peut-être, vous tomberez, mais alors je ne serai plus là, et d'ailleurs Sparte et Athènes aussi ont succombé après s'être inscrites dans les fastes du monde. »

Ces paroles résonnaient comme les strophes d'une ode, au milieu d'une apothéose d'opéra. Dans les rues, la fête tourna en carnaval. Un vieux professeur de théologie, le Père Apruni, dansa *la Carmagnole;* une jeune personne de vingt ans, fille d'un chimiste, promit son cœur et sa main à qui lui rapporterait la tête du pape!

« Eh bien, dit Bonaparte à Marmont, au moment de se mettre au lit, que croyez-vous qu'on dise de nous à Paris? Est-on content? — L'admiration doit être à son comble. — Ils n'ont encore rien vu, reprit Bonaparte, et l'avenir nous réserve des succès bien supérieurs à ce que nous avons déjà fait. La fortune ne m'a pas souri aujourd'hui pour que je dédaigne ses faveurs : elle est femme, et plus elle fait pour moi, plus j'exigerai d'elle. De nos jours, personne n'a rien conçu de grand ; c'est à moi d'en donner l'exemple. »

Le lendemain, il s'installa au palais Serbelloni et se mit aux affaires. Il reçut, interrogea, écouta les hommes qui, de tous

les côtés, affluaient vers lui A tous, même aux femmes, coquettes et amoureuses de liberté, qui l'assiégeaient, le suppliant de régénérer l'Italie, il répondait, en fronçant le sourcil, — que la liberté ne s'emporte ni par séduction, ni par amour ; il faut la conquérir, il faut en être digne, il faut être assez fort pour la prendre et pour la défendre, secouer les habitudes de mollesse, les mœurs efféminées, s'arracher à la vie indolente, prendre les armes. Sur quoi les Milanais, imaginatifs et artistes, se croyant armés, héroïques, invincibles, s'en allaient, les uns, au club, s'enivrer de métaphores et décréter leur rêve ; les autres, et c'était le plus grand nombre, au théâtre de la *Scala*, illuminé, bruyant, où les belles patriotes, en robe à la guillotine, le col échancré, la cocarde tricolore dans leurs cheveux noirs, souriaient, en prenant des glaces, au milieu des officiers français.

Il y avait, parmi ces empressés de régénération, une troupe, la plus petite, d'exaltés qui faisaient profession de fanatisme révolutionnaire ; il s'en trouvait davantage qui jouaient les jacobins ; mais, au fond, selon le propos d'un agent du Directoire, qui les vit de près, les ayant pratiqués, agités et menés, « ils ne cherchaient qu'à obtenir des emplois et à gagner de l'argent, sans y parvenir ; ils s'affublaient avec la dernière effronterie du bonnet de Guillaume Tell, persuadés qu'ils seraient soutenus. » La plupart, et les meilleurs, en étaient demeurés, avec la Révolution française, à l'an 89, et c'est à ce degré qu'ils projetaient d'appliquer la Révolution à l'Italie.

Tous étaient Italiens dans les moelles. S'ils discouraient en cosmopolites quand ils évoquaient les principes universels de la Révolution française, ils l'entendaient à l'italienne : l'Italie sera une patrie comme la France en est une ; l'Italie aux Italiens comme la France aux Français. Les fanatiques rêvaient déjà de l'Italie unifiée ; les autres, les constitutionnels, s'en tenaient, au moins par transition, à l'Italie encore divisée. Les uns poussaient du premier coup à la république une et indivisible, les autres s'arrêtaient au fédéralisme ; tous, jacobins ou girondins, s'accordaient en un même dessein, subtil

et pratique : « Faire chasser, a dit l'un d'eux, les Autrichiens par les Français, et se débarrasser des Français avec toutes les forces du pays. » Ils se flattaient que, dans leur inconstance traditionnelle, les Français se détourneraient promptement de l'Italie, et « que leur domination tiendrait plutôt du patronage que du despotisme ». En attendant, et en particulier les Jacobins, ils occupaient les places, se ménageant la faveur du peuple, se vantant d'adoucir les exigences du vainqueur, et, en dessous, ils attisaient contre ce même vainqueur la haine populaire, en dénonçant ses exigences et ses excès. *Prudence italienne!* dit Botta, tout plein de l'esprit des révolutions antiques et des enseignements des révolutions d'Italie ; machiavélisme natif, renouvelé par les sanglantes raisons d'État de la Révolution française.

Ce fut la cause de malentendus qu'à vrai dire ni les gouvernants de Paris, ni les gazetiers en France, n'ont démêlés. Ils provenaient cependant d'une nature des choses aussi ancienne que la conquête, et je crois lire l'histoire des guerres et des révolutions d'Italie sous le Directoire, j'en découvre le secret, dans cette page d'un grand historien, Fustel de Coulanges, traitant de *Polybe et de la conquête de la Grèce par les Romains :*

« Rome était libre d'asservir la Grèce et rien ne pouvait l'arrêter, si ce n'est sa propre modération. Les Grecs furent rassurés par la scène des jeux isthmiques... Ce fut l'origine d'une illusion funeste. Le parti de l'indépendance crut que les Romains étaient d'une autre nature que les autres hommes, qu'ils bravaient les périls et dépensaient leur argent sans avoir en vue aucun intérêt, qu'ils pouvaient être puissants sans être ambitieux. Il osa compter que Rome se bornerait à un protectorat désintéressé... sans songer à rien assujettir. »

Bonaparte fut peut-être, dans les gouvernants de France, le seul à débrouiller ce jeu très fin et très spontané de la politique nationale italienne. Il jugea les hommes pour ce qu'ils étaient ; mais, en même temps, il se prit pour eux d'une sorte

d'attachement. Leurs acclamations avaient-elles ému son cœur et réveillé en lui ce qui y sommeillait d'âme italienne? Son esprit, tout plein de Rome et de César, lui montrait-il à Milan la capitale d'une autre Gaule à gouverner? Toujours est-il qu'identifiant désormais sa propre gloire à celle de la République française, il n'admit plus un instant que personne, ni les Jacobins d'Italie ni les Directeurs de Paris, le pussent dépouiller de sa conquête. Il entendit l'organiser à ses fins, qui étaient de satisfaire les vœux des Italiens dans la mesure où l'accomplissement de ces vœux répondrait aux intérêts supérieurs de la France, et d'exploiter, en Italie, la Révolution pour la plus grande extension de la suprématie française.

Il ne fut point la dupe des flagorneries. Il ne laissa non plus aux Italiens aucune illusion sur les conditions de leur affranchissement. La Convention en avait posé le principe, le 15 décembre 1792, presque au lendemain du jour où elle avait convié les peuples à la liberté. Ce principe, elle l'avait brutalement appliqué en Belgique, dans les pays du Rhin, en 1792 et 1793; puis avec plus de sagacité, sinon moins de rigueur, dans la seconde conquête, la définitive, celle de 1794 et 1795, en Hollande et en Allemagne. Bonaparte le reprit et y apporta son esprit de méthode, d'ordre, de régularité. Les moyens furent moins vexatoires et violents, les produits furent plus abondants; mais les peuples ne comprirent pas davantage que la France, après avoir payé de son sang, ne payât pas aussi de son argent, encore moins qu'elle cherchât à tirer des pays conquis des ressources, des récompenses et des trophées.

Le 17 mai, Bonaparte écrivit au Directoire : « Nous tirerons de ce pays vingt millions. » Il en exigea dix du duc de Modène, pour lui donner un armistice. — Vingt tableaux du duc de Parme, ajoutait-il, des Corrège et des Michel-Ange; vingt tableaux du duc de Modène, « à la tête desquels se trouve le célèbre *Saint Jérôme* du Corrège, qui a été vendu, à ce que l'on assure, 100,000 livres; » vingt tableaux pris à

Milan, entre autres des Michel-Ange; plus, des vases étrusques, un manuscrit de Virgile, avec des notes de Pétrarque!...[1]

Le 23 mai, ayant achevé ses opérations, conséquence ou condition de la conquête, et installé un gouvernement provisoire à Milan, il partit à la recherche des Autrichiens qui, toujours, tenaient la campagne[2].

IV

Pour l'armée, les premiers jours passés à Milan furent une fête incessante. Les Français avaient éprouvé sur le Rhin, en Hollande, la fierté austère de la conquête; là, ils en éprouvèrent la joie. Ils connurent, pour la première fois, les délices de l'Italie. Ce n'était pas, comme dans la guerre du Nord, des villes à demi désertes d'habitants, des maisons vides, les riches en fuite, le luxe, le bien-être partis avec eux; et seuls à fêter le vainqueur, des bourgeois exaltés mais économes, des légistes raisonneurs, des femmes très simples, sentimentales, souvent faciles, mais prudes et ménagères; des juifs adulateurs, obséquieux, serviles et serviables, courtiers universels et traducteurs à tout faire, prosternés d'ailleurs, pour qui la Révolution était une spéculation en même temps qu'un affranchissement. A Milan, les nobles sont hospitaliers, les bourgeois en liesse, les femmes amoureuses. Et ce n'est pas, avec elles, la pauvre aventure de mansarde, l'amourette d'auberge; c'est, dans son décor élégant et splendide, dans sa joaillerie et sa parure de luxe, le roman qu'ont vécu les chevaliers de Charles VIII; la « grande et honneste dame », du temps de Brantôme, devenue enthousiaste et sensible, mais

[1] Armistice avec Modène, 17 mai. — Au Directoire, 17, 18 mai 1796.

[2] *État des objets de sciences et d'art désignés par le général Bonaparte pour être transportés à Paris*, 18 mai; arrêté du 19 mai. — Arrêté pour l'administration de Milan, 19 mai 1796.

toujours voluptueuse; les effusions à la Jean-Jacques, les réalités à la Diderot; le rêve de l'officier de fortune transformé par la victoire en libérateur de l'univers. « Époque de bonheur, d'imprévu et d'ivresse !... » Les soldats, dans les jardins, berçaient les enfants, formaient des contredanses avec les jeunes mères, avec les jeunes filles. Dans les palais, des officiers portant des épaulettes de laine, des pantalons de nankin, qui n'avaient qu'une paire de bottes pour trois, arrivaient, en uniforme rapiécé, avec des semelles calamiteuses, recousues par des ficelles, et s'asseyaient, à la droite de quelque marquise, curieuse et coquette, servis par des laquais en bas de soie, replets, poudrés, galonnés, solennels, comme des ambassadeurs. Ils riaient, n'ayant qu'à montrer leurs belles dents, étaler leur appétit, et à se laisser aimer [1].

Pour les Milanais, l'enchantement dura peu. Les prêtres, les moines et les riches furent les premiers à s'en réveiller. L'impôt et les contributions frappaient sur eux seuls. Mais le contre-coup s'en fit ressentir vite et retentit partout. L'argent se cacha, les denrées se dérobèrent, et, dans ce pays d'abondance, la gêne commença. Puis l'arbitraire des réquisitions en nature, les exigences des généraux qui tenaient table ouverte, les confiscations de voitures, de chevaux. L'exemple partit d'en haut et gagna peu à peu, de recevoir, des mains du général en chef, avec l'arriéré, un supplément de solde, puis de le prendre. Jusqu'en 1795, les familles des réquisitionnaires et des volontaires se saignaient à blanc pour envoyer aux soldats quelques assignats, de la laine, des chemises. A partir de 1796, l'officier supérieur, et bientôt les subalternes, envoient de l'argent à leur famille, et, comme le général en chef alimente le trésor de la République, ils soulagent, à leur tour, la pauvreté de la maison [2].

[1] « La masse de bonheur et de plaisir qui fit irruption en Italie avec ces Français si pauvres... » STENDHAL, *la Chartreuse de Parme*, Milan en 1796. — *Vie de Napoléon.*

[2] Voir BOTTA, FRANCHETTI, THIÉBAULT, MARMONT, LANDRIEUX, TROLARD, BOUVIER *Bonaparte en Italie*, chap. XIV, Milan : La fête de la victoire, p. 586; le pillage du Mont-de-piété, p. 590; résistance, p. 596; réquisitions et contributions, p. 603.

Comme toujours, les pires et les plus insolentes exactions viennent du pays même : c'est la bande des jacobins d'Italie qui s'abat de toutes parts sur Milan : déclamateurs démagogues et pillards, pour lesquels la Révolution est une carrière et qui réclament leur part, la part de l'aîné, dans les dépouilles de leur patrie. Le Français, le soldat, désintéressé, artiste, épris de beauté, de fleurs, de spectacles, n'a que des sourires pour les nobles qui fraternisent si gaiement, si généreusement avec lui : on s'embrasse, la Révolution est finie! Pour les Jacobins d'Italie, elle commence, avec ses évictions, son nivellement, la ruine des uns, l'enrichissement des autres. Le club qui se constitue avec l'aveu de Bonaparte, sous les auspices de Saliceti, effarouche et bientôt terrifie les premiers amis de la République[1].

Ces nobles libéraux, ces bourgeois avides d'égalité, de pouvoir, tiennent à la fois des premiers constituants français et de ce que seront plus tard les républicains de Brumaire ; des Constituants pour la phraséologie et les principes verbaux, des Brumairiens pour les réalités ; plus près, au fond, de la future noblesse impériale que des hécatombes de la nuit du 4 août. Ils se trouvent débordés, éperdus, entre les Français qui exploitent la révolution d'Italie, et les Jacobins d'Italie qui en réclament le monopole; entre les généraux et les commissaires qui les ont portés au pouvoir pour organiser la conquête, présider aux contributions, qui font d'eux les collecteurs de l'impôt de guerre, et leurs concitoyens, les contribuables qui crient misère, protestent, demandent justice et attendent des nouveaux gouvernants qu'ils adoucissent le vainqueur[2].

L'agitation commence à Milan, et dès les premiers jours,

[1] Sur ce club et les sociétés populaires à Milan, voir Bouvier, chap. xiv : *Milan*, la Société populaire, p. 597; agitation italienne, l'esprit public à Milan, p. 600. — Franchetti, p. 168-170.

[2] Franchetti, p. 168-170, 211 note. — *Mémoires de Melzi.* — *Mémoires de Landrieux.* — Bouvier, chap. xiv, *Milan* : renouvellement des autorités lombardes, p. 609; l'agence militaire, p. 611; nouvelle municipalité de Milan, p. 612.

avec la suprématie du pouvoir militaire, les exactions des commissaires civils, le séquestre des monts-de-piété, qui atteint toutes les petites bourses, enfin les enlèvements de tableaux et de statues.

Tout Milanais connaît le nom de Pétrarque, dont on prend un manuscrit; Vinci, Corrège, Michel-Ange, peintres de dieux, de saints, quasi-saints eux-mêmes et patrons de la cité. Et comme beaucoup de ces trophées sont décrochés dans les églises, dans les couvents; que l'on enlève et emballe, du même coup, les vases sacrés, les trésors des paroisses et ceux des couvents, les madones miraculeuses, leurs manteaux brodés et leurs pierreries, le petit peuple s'en indigne, et les prêtres y trouvent prétexte à l'animer contre le vainqueur[1].

« Le bon peuple milanais, dit Stendhal, ne savait pas que la présence d'une armée même libératrice est toujours une calamité. »

Ce fut pourtant le petit peuple, la plèbe, ceux qui souffraient le moins de la conquête, qui furent les premiers à se révolter. La Révolution avait été, pour le peuple de France, une foi, un intérêt, l'exaltation de sa patrie; pour le peuple d'Italie, c'était l'invasion de son pays et la destruction de sa foi. Cette foi se montre plus fanatique à mesure qu'elle descend plus bas dans la populace urbaine, qu'elle s'enfonce plus avant dans les montagnes reculées. La République avait pu opposer, en France, à la Vendée, aux royalistes, « l'armée révolutionnaire, » la populace armée des villes; en Italie, elle va coaliser le peuple exaspéré des campagnes avec la plèbe des villes, furieuse et famélique. Comme au temps de la conquête angevine, comme au temps de l'expédition de Charles VIII, la conspiration couvait partout, l'éruption menaçait de crever le sol, dès que les Français cesseraient d'y camper; les *vêpres siciliennes* sonneraient dans tous les clochers, et toute défaite tournerait inévitablement en massacre.

[1] Bouvier, *Milan*. Résistance et désordres, p. 620; tableaux et objets d'art, p. 621.

A peine Bonaparte sorti de Milan, les démagogues réclament la liberté et sèment l'épouvante. Les moines se répandent dans les bas quartiers, dans les villages, peignent les horreurs, les sacrilèges de la conquête; annoncent que les Français impies incorporent dans leur armée toute la jeunesse; prêchent qu'il faut s'armer, défendre ses foyers, ses églises; empêcher les profanations, le pillage de Rome. D'ailleurs, les Autrichiens reviennent et l'Italie sera le tombeau des Français!

Dans les villages, on tue les soldats isolés; on égorge, sans distinction, les Français et les Italiens amis de la France. A Binasco, à Pavie, à Milan, les séditions éclatent; des bandes de paysans armés envahissent les villes; on arrache les arbres de la liberté [1].

Bonaparte comprend que s'il ne frappe pas un coup formidable, il est perdu. Il rétrograde aussitôt, ordonne de brûler Binasco, de tuer tout ce qu'on pourra prendre. Le 24 mai, il est à Milan et, le 25, il lance une proclamation : « Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux! » Et, le 28 mai, aux peuples du Milanais : « L'armée française, aussi généreuse que forte, traitera avec paternité les habitants paisibles et tranquilles ; elle sera terrible comme le feu du ciel pour les rebelles et les villages qui les protégeraient... Les généraux feront marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réprimer, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveront les armes à la main. » Puis il rassure les gens paisibles; il écrit au savant astronome Oriani : « Tous les hommes de génie sont Français, quel que soit le pays qui les ait vus naître... La pensée est devenue libre dans l'Italie. Il n'y a plus ni inquisition, ni intolérance, ni disputes. J'invite les savants à se réunir et à me proposer leurs vues sur les moyens qu'il y aurait à prendre... pour donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie... »

Il songe, un moment, à brûler Pavie, mais comme aucun

[1] Botta, trad. t. I, p 458 et suiv. — *Détails et anecdotes*, Trolard, t. I, p. 143 ; t. II, p. 282.

Français n'y a été tué, il se contente de faire fusiller la municipalité, d'arrêter deux cents otages et d'accorder à ses soldats vingt-quatre heures de pillage. « Je ne doute pas, écrit-il aux Directeurs, que cette leçon ne serve de règle aux peuples de l'Italie. » Plus encore la défaite qu'il inflige quatre jours après à Beaulieu, le 30 mai, à Borghetto. Il le coupe en deux, un tronçon de cette armée s'enferme dans Mantoue, l'autre se réfugie dans le Tyrol. Bonaparte écrit au Directoire, le 1er juin : « Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie. Nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne... Tout est aujourd'hui parfaitement tranquille... Deux millions en or sont en route, en poste, pour se rendre à Paris... Le ministre des finances peut tirer des lettres de change pour quatre ou cinq millions... »

Il fait investir Mantoue par Augereau, observer la vallée de l'Adige par Masséna. Il va pouvoir, sans imprudence, exécuter les ordres du Directoire et accomplir la fameuse opération de terreur fiscale sur Livourne et sur Rome. Mais il a touché les terres de Venise. Sous prétexte que les Autrichiens ont occupé Peschiera, il prend un gage, s'empare de Brescia, s'y fortifie, et ordonne à Masséna d'occuper Vérone. Le provéditeur Foscarelli proteste. Bonaparte le menace, allègue Peschiera livrée aux Autrichiens, l'asile accordé à Vérone à Louis XVIII. Non seulement il tient ses gages, mais il a la main sur toute la Terre ferme et c'est, avec la république de Venise, un procès ouvert, une querelle de neutralité qui lui permettra, quand il le voudra, de transformer la prise de gage en occupation définitive. Venise tremble et laisse Masséna s'établir à Vérone, le 3 juin.

Mais la petite armée de Bonaparte se disperse. Il ne reste que 6,000 hommes pour l'expédition vers le Sud. Les Autrichiens peuvent revenir. Bonaparte ne se sent pas en mesure de dicter la paix à Naples ; il tâche au moins de neutraliser cette monarchie pour quelques semaines. Or, Naples, épouvantée par le bruit de son approche, avait député vers lui le prince de Belmonte Pignatelli, qui le rencontra le 5 juin à

Peschiera et le suivit à Brescia, où l'armistice fut signé le 5[1]. Sur ces entrefaites, M. d'Azara, ministre d'Espagne à Rome, vient, de la part du pape, traiter d'une rançon. Bonaparte en écrit le jour même au Directoirs : « Voulez-vous que j'accepte, pour accorder un armistice au pays, 35 millions en argent, 5 millions en denrées, 300 cadres, des statues et des manuscrits, et que je fasse mettre en liberté les patriotes arrêtés pour faits de la révolution? Prononcez! » Il ajoute : « Si votre projet est de tirer 5 ou 6 millions de Venise, je vous ai ménagé exprès cette espèce de rupture (l'affaire de Peschiera). Si vous avez des intentions plus prononcées, je crois qu'il faudrait continuer ce sujet de brouillerie ; m'instruire de ce que vous voulez faire et attendre le moment favorable, que je saisirai suivant les circonstances, car il ne faut pas avoir affaire à tout le monde à la fois[2]. »

Ce qu'il n'ajoute point, et pour cause, connaissant les préjugés du Directoire, c'est que l'idée d'employer Rome à pacifier non seulement l'Italie, mais la République française, l'idée féconde d'où sortira le Concordat, a traversé sa pensée. C'était une tradition de l'ancienne politique, qui, comme tant d'autres, se révéla en lui, spontanément, de mêler le spirituel et le temporel et de presser sur le Saint-Siège par les intérêts terrestres pour en tirer des concessions dans le domaine ecclésiastique[3]. Avignon et le Comtat formaient les gages ordinaires du roi de France, la matière à saisir et l'instrument pour mettre le Pape à la question. La République le serrait de plus près, pressant les Légations, menaçant Rome. Jusqu'où serait-il possible de pousser la pression? Jusqu'où le souci des biens de la terre entraînerait-il le Pape hors de l'Église : jusqu'à quel point le temporel tiendrait-il le spirituel en échec? Bonaparte, qui en devait mener le procédé jusqu'aux extrémités, en fit comme une première expérience,

[1] Pour les détails de cette négociation : Joseph du Teil, *Rome, Naples et le Directoire*, p. 105 et suiv. M. du Teil rectifie sur divers points les *Mémoires de Miot*, d'après sa correspondance. Texte de la Convention du 5 juin, p. 511.

[2] Au Directoire, 7, 8, 21 juin ; à Carnot, 8 juin 1796. Cf. ci-dessus, p. 34.

[3] Voir t. I, p. 67 et 389 ; t. II, p. 123 et suiv. ; 196 et suiv.

indirecte, avec Azara[1]. « Il voulait tout d'abord, écrit ce diplomate, que Votre Sainteté chassât tous les émigrés de Rome et de ses États. En souriant, je lui répondis que ce serait là le plus grand service qu'on pût rendre à Votre Sainteté, mais qu'elle considérerait cette mesure comme une félonie... que comme chef de la religion, elle ne pouvait se dispenser d'accueillir et d'assister les prêtres catholiques persécutés... Ce qu'il y a de plus difficile, ajoute-t-il, c'est la demande qu'il m'a faite d'une bulle adressée à la France pour approuver son gouvernement... Je lui ai dit : « Si vous autres vous vous mettez en tête de faire faire la moindre chose contre le dogme ou quoi que ce soit qui y touche, vous vous méprenez, car il ne le fera jamais. Vous pourriez, par vengeance, saccager, brûler et détruire Rome, Saint-Pierre, etc., mais la religion demeurera debout, malgré vos attaques. Si vous voulez seulement que le Pape exhorte, en général, à la paix, à l'obéissance au pouvoir légitime, il le fera volontiers : » la chose s'était faite pour la Prusse, pour l'Angleterre. Bonaparte parut s'en contenter, mais il demanda la parole d'Azara que « cela se ferait », l'Espagnol le promit, et Bonaparte, sur-le-champ[2], écrivit au Directoire : « Dans ce moment-ci, la cour de Rome est occupée à faire une bulle contre ceux qui prêchent en France la guerre civile sous prétexte de religion...[3]. »

Le 8 juin, il arrive à Bologne, qu'il trouve « dans l'ivresse » et qui l'acclame. Il constate dans ce peuple des Légations plus d'élan vers la liberté, plus d'instruction, d'esprit d'indépendance que dans la Lombardie. Mais, en même temps que l'esprit de liberté se réveille dans ces vieilles cités, « un immense passé, plein de rivalités, de gloire, de haines et de

[1] Joseph DU TEIL, p. 122 et suiv., 298 et suiv., d'après les rapports d'Azara, 7 juin 1796.

[2] 7 juin 1796.

[3] Cette bulle fut effectivement préparée, communiquée à Cacault qui l'envoya à Paris et imprimée au *Moniteur* le 4 septembre 1796; mais elle n'était pas en forme. Voir, pour ce curieux incident, DU TEIL, p. 223-224, 234, 238 et suiv. Texte du projet de bulle, p. 616.

vengeance, surgissait de la terre[1]. » Le 22 juin, il reçoit l'envoyé du pape, Gnudi, conduit par Azara. Gnudi offre cinq millions; Bonaparte en exige quarante, le trésor de Notre-Dame-de-Lorette, cent tableaux et statues. Azara, consterné, s'enfuit, en pleurant. Bonaparte, très adroitement, fait intervenir les commissaires civils, Garreau et Saliceti, qui le trouvent trop dur. Il se fait arracher ainsi des concessions auxquelles il était décidé d'avance, mais il s'est couvert du côté du Directoire et il se fait, vis-à-vis des papalins, un mérite de ses adoucissements. L'armistice est signé le 23 juin : libération des détenus politiques, fermeture des ports aux ennemis de la France, occupation d'Ancône, des Légations de Bologne et de Ferrare, cent tableaux et statues, entre autres celle de Brutus, cinq cents manuscrits, quinze millions et demi de livres, en espèces, et des denrées, des chevaux, des bœufs pour cinq millions et demi. Le pape, comme le roi de Naples, députera près du Directoire pour la paix définitive[2].

Il laisse une colonne à Livourne, où il fait saisir les marchandises et les navires anglais, puis il pousse vers Florence. Il y arrive le 30 juin, au soir, avec Berthier et Murat. Il fait une entrée triomphale, au milieu d'une foule curieuse et terrifiée, puis il se rend à l'Opéra. Le lendemain il visite le grand-duc Ferdinand, frère de l'empereur François, prince très pacifique, le premier, en Europe, à traiter avec la France, mais qui n'avait de goût à ménager les républicains qu'à distance. Il fit, cependant, bonne figure à mauvais hôte, et grande chère surtout; ce Habsbourg retint à sa table florentine ce petit Corse de cinq pieds trois pouces, qui, sans aucune expérience de la guerre, faisait ce que ne firent ni le prince Eugène ni Catinat[3], comme on disait à Vienne. Que serait-ce quand l'expérience serait venue? Ce serait Vienne prise, le Corse à Schœnbrunn et une archiduchesse dans son lit. S'il avait

[1] Michelet, *la Renaissance*, liv. I. chap. II : découverte de l'Italie.
[2] Du Teil, p. 141, 145 et suiv. — Texte de la Convention, p. 512.
[3] Lettres de Mallet du Pan, 14 mai et août 1796, t. II, p. 130, 132, 141.

existé à Florence quelque astrologue, ainsi qu'au temps des Médicis, quelque Cagliostro seulement, et qu'il eût prédit au débonnaire Ferdinand que des trois républicains qu'il traitait, ce jour-là, l'un Berthier, devenu prince, épouserait sa nièce, par procuration de l'autre, devenu empereur, et que le troisième, Murat, promu roi, expulserait de Naples sa tante, Marie-Caroline, il l'eût surpris d'étrange façon et eût fort compromis la réputation et l'emploi des prophètes de cour.

Bonaparte avait tâté des *monsignori* et des cardinaux; il les avait traités en vieilles femmes effarées, et s'était convaincu qu'avec des menaces et des caresses, alternées, par la peur et par l'avarice de la terre, il tirerait d'eux toute la condescendance, toute la police d'âmes qu'il voudrait. Il avait vu un prince, et du premier sang du monde, après celui de France, et il s'était rendu compte que c'était fort peu de chose devant un militaire qui sait se battre et un politique qui sait négocier, un fantôme de puissance que l'on dissipe du revers de l'épée, que l'on crée d'un trait de plume.

Les Bolonais lui parurent plus sérieux. Ils s'étaient déjà organisés en république provisoire. Les plus sages du pays s'étaient mis à la tête de ce gouvernement très modéré. Bonaparte y découvrit de l'avenir. Ils députèrent à Paris, demandant à la République française de reconnaître leur indépendance. « Ils regarderaient, écrit Bonaparte aux Directeurs, comme le plus grand malheur de rentrer sous la domination papale : je crois qu'il n'est pas de notre générosité de les y contraindre. Bologne, Ferrare et la Romagne pourraient faire sans effort et sans mouvement une république aristo-démocratique, qu'ils constitueraient selon les usages et les mœurs et qui, ayant deux ports sur l'Adriatique, rivaliserait avec Venise, annulerait la puissance papale, et, à la longue, entraînerait Rome et la Toscane dans le parti de la liberté. » Voilà le premier embryon des nouvelles républiques d'Italie. Quant aux vieilles, il tirera vingt millions de Gênes, et suivra la procé-

dure avec Venise, en exigeant quelques millions, à titre de nantissement : « Il n'y a pas de gouvernement plus traître et plus lâche. » Ils imaginaient que « nous allions nous enfoncer dans le fond de l'Italie, et ils nous attendaient probablement au retour », pour nous traiter comme au temps de Charles VIII. Puis, avec l'autorité d'un homme dont tous les projets se sont réalisés, qui a dépassé toutes les espérances et découvert une mine d'or monnayé, aussi maniable que la planche aux assignats, il réclame une fois de plus l'unité, c'est-à-dire la souveraineté du commandement : « Il faut gouverner les pays conquis, il faut négocier, il faut administrer les finances de l'armée... Il faut une unité de pensée militaire, diplomatique et financière[1]. »

V

Les Directeurs en étaient encore à l'invasion fiscale du sud de l'Italie. « Vos marches vers le sud doivent être vives, rapides ; les ressources immenses qu'elles vous procureront seront dirigées vers la France. Ne laissez rien en Italie de ce que notre situation politique nous permet d'emporter, et qui peut nous être utile... La république de Venise pourra peut-être nous fournir de l'argent ; vous pourrez même lever un emprunt à Vérone, où a résidé le prétendu Louis XVIII[2]. » Moreau manque de numéraire, Moreau manque de chevaux ; l'Italie en possède, Bonaparte les expédiera.

Ainsi spéculaient les Directeurs dans leur palais doré du Luxembourg. Mais si Bonaparte les dépasse en Italie, le public les déborde à Paris. Lodi, ce pont chancelant, balayé de mitraille ; ce général, un drapeau à la main, dans la tempête de feu, dans l'auréole, cette vision, déjà légen-

[1] Bonaparte au Directoire, à Carnot, Faypoult : 21 juin, 2, 5, 6, 11, 12, 16, 20 juillet 1796, de Bologne à Castiglione.
[2] Le Directoire à Bonaparte, 18 mai 1796.

daire, couronnait la série des merveilles. Déjà Bonaparte absorbait dans les imaginations toute la gloire de son armée. « Les journaux, pour réveiller souvent l'intérêt du public, n'avaient qu'un seul moyen : de faire faire une chute au héros, de lui casser un bras, une jambe, » raconte un républicain récalcitrant au prestige. « Les femmes sensibles disaient : — Il s'expose trop... Il nous sera enlevé quelque « jour [1]. »

Un général écrivait : « J'ai vu Bonaparte. Il m'a paru au-dessus de l'homme, et il l'est en effet [2]. » Ajoutez les dépouilles opimes et les entrées triomphales des chefs-d'œuvre qui s'annoncent. Le sentiment artiste, la vanité nationale exaltée dans le peuple : Paris métropole du génie humain, patrie universelle des peuples prosternés et reconnaissants! C'est un éblouissement. David exulte à cette pensée qu'il qualifie de « généreuse »; le légiste Thibaudeau la trouve juste : « Si quelque chose était légitime, c'était, sans contredit, de semblables conquêtes. » Quatremère de Quincy, à peu près seul, proteste contre cet abus de la victoire. Thibaudeau traite ces trouble-fête « d'esprits moroses, ennemis de notre gloire ». — « Je me rappelle toujours, ajoute-t-il, l'émotion que j'éprouvai lorsque je vis déballer » — en 1795, après « l'évacuation » de la Belgique et de la Hollande — « cette magnifique *Descente de croix* de Rubens, ce superbe Paul Potter, ces portraits si vivants de Van Dyck! » C'est maintenant l'Italie tout entière, de Parme à Rome et jusqu'à Naples, qui va déballer ses chefs-d'œuvre. Le bourgeois trouve « très convenable et très économique de ne pas être obligé de faire le voyage d'Italie pour voir des monuments qui ne seront nullement déplacés à Paris [3] ».

La « faction des anciennes limites » est confondue; les constitutionnels sont dans le désarroi ; les anarchistes en

[1] MICHELET, *Dix-neuvième siècle,* t. I, p. 348 et 352, d'après les récits de son père et ses souvenirs d'enfance.

[2] *Revue critique*, t. II, p. 43. Article de M. Lot.

[3] THIBAUDEAU, *Mémoires*, t. II, p. 133. — DELESCLUZE, *l'Atelier de David*, p. 205. — LANFREY, *Napoléon*, t. I, p. 101, note. — Étude de M. E. Müntz.

déconfiture depuis le coup d'État policier de Cochon contre les clubs de Babeuf. Les Directeurs ordonnent, le 20 mai, une *fête de la Reconnaissance publique et des victoires*. Ils rétractent tous leurs ordres. Kellermann restera dans les Alpes, Saliceti rentrera dans sa trésorerie. Ils écrivent, le 21, à Bonaparte « pour se justifier[1]. » Ils enragent, mais ils encaissent les millions, ils récoltent la popularité, et ils ratifient tout. Si, désormais, ils critiquent parfois encore, c'est pour renchérir sur le « droit » de conquête, le droit à l'argent, le droit aux partages, pousser aux contributions, tempérer l'ardeur de Bonaparte à organiser les peuples d'Italie en républiques, ce qui rendra difficile, si la paix se conclut, d'en trafiquer avec les rois. Fera-t-on de ces Italiens d'autres Bataves, tributaires, ou bien, tout crûment, des gages en chair et en os, comme, dès 1797, on a décidé de faire des Allemands sujets des princes ecclésiastiques dont on indemnisera les « tyrans » de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Hesse, dépouillés de leurs Allemands de la rive gauche du Rhin? C'est la question dont l'événement décidera, non les principes. Les Directeurs, en dissertent, selon leurs goûts respectifs. La Revellière incline à révolutionner, Reubell à rançonner, Carnot à échanger. Avant tout, prendre le plus possible, et terrifier afin d'emporter les prises en sécurité. Ils prescrivent « l'enlèvement d'un grand nombre d'otages... Les lois de la guerre et le salut de l'armée rendront toujours légitimes [les répressions] en pareille circonstance ». Il s'agit de Binasco et de Pavie. Il y a du bois à Naples, des chanvres en Sicile, des toiles à voile : c'est de quoi refaire la marine. « Il faut à la fois embellir et enrichir la France... Il serait utile de transporter sur notre sol des juments de belle race... On assure que le buste de Marc-Aurèle, en marbre, est à Pavie; il est de l'intérêt des arts de le faire passer en France. » Le ministre de la marine, Truguet, exprime la pensée commune[2] : « Rendons l'Italie

[1] Mot de Thibaudeau, II, 131.

[2] Le Directoire à Bonaparte, Truguet au Directoire, 11, 15, 20, 22, 30 juin, 25 juillet 1796.

fière d'avoir contribué à l'éclat de notre marine; c'est, il me semble, seconder les vues des nombreux patriotes de ces contrées qui jouissent de la noble fierté d'avoir concouru aux approvisionnements et aux succès des armes de la République. »

Quant à Bonaparte, ce sont des adulations qui ne finiront plus. Sur cet article, au moins dans leur correspondance officielle, les Directeurs ne se montrent point divisés : ils se prosternent, comme ils capitulent, en corps[1]. La Revellière, président, signe une lettre où l'on lit : — Le Directoire « partage avec tous les bons citoyens, avec les sincères républicains l'admiration qu'inspirent les grands talents militaires que vous déployez ». Il s'indigne de la « perfidie » des « folliculaires coalisés » : ils « se sont permis d'attaquer la loyauté, la constante fidélité de vos services !.. Vous avez la confiance du Directoire : les services que vous rendez chaque jour vous y donnent des droits; les sommes considérables que la République doit à vos victoires prouvent que vous vous occupez tout à la fois de la gloire et des intérêts de votre patrie[2] ». Le jour où le Directoire expédiait cette missive avait paru dans le *Journal de Paris* un article, fort remarquable, de Rœderer : — *D'un grand changement survenu dans les rapports du gouvernement avec les généraux des armées républicaines*. Ce changement, c'est que les généraux sont devenus *trésoriers de la nation*. C'est que le gouvernement s'est mis dans le cas de leur dire : « *Envoyez-moi de l'argent*, au lieu de dire : *Je vous envoie* ou *je vous refuse de l'argent*... » — « Ç'a été une grande folie aux généraux égarés [lisez Lafayette, Dumouriez] de vouloir imiter Marius, Sylla, César, et *franchir le Rubicon*. Pourquoi Marius, Sylla, César ont-ils réussi à faire marcher leurs troupes sur Rome?... C'est que leurs troupes occupaient des pays envahis... c'est que, dans le système des Romains, le trésor public,

[1] Ils réservent leur prévoyance, leur méfiance, leurs alarmes... pour leurs mémoires, écrits longtemps après. Voy. Larevellière et Barras.

[2] Le Directoire à Bonaparte, 31 juillet 1796. — Comparez les lettres de Carnot, 17, 25 juillet 1796. *Corr. in.*

l'*ærarium*, n'était jamais fourni que des contributions levées sur des peuples vaincus... » Ainsi s'exprimaient les « folliculaires » dont La Revellière, au nom du Directoire, repoussait et « démentait les absurdes calomnies ». — « Je lis vos articles avec plaisir, dit, quelques mois après, Bonaparte à Rœderer; mais ce que vous avez fait de mieux, c'est un article contre moi. »

Cependant, toutes ces conquêtes étaient précaires; tous ces succès, en une journée, pouvaient être anéantis. Miot écrit de Rome où il surveille l'exécution de l'armistice : « Si la terreur qu'avaient inspirée nos victoires et le voisinage de nos armées se dissipe un seul jour, tout est perdu. » — « Un revers serait le signal de notre destruction, » écrit un officier à un membre du Conseil des Anciens. » — « La haine contre Bonaparte est absolue partout. » Un autre : « Nous allons évacuer l'Italie si l'Empereur n'est pas trahi. Les extravagantes excursions de Bonaparte... ouvrent l'Italie aux Autrichiens. »

Au moins autant que ces « extravagantes » expéditions, prescrites d'ailleurs par le Directoire, l'inaction des armées du Rhin, de Jourdan et de Moreau, qui permet à l'Empereur de détacher sur l'Italie Wurmser avec une armée d'Allemands et de Hongrois. François II écrit à ce général, le 14 juillet : « La conduite que l'ennemi tient actuellement, la manière dont il s'étend et se divise pour piller l'Italie, et tous les rapports qui viennent de ces contrées, et de Turin et de Venise, semblent faits pour nous assurer le succès dès le commencement de nos opérations. » Thugut manœuvre avec Venise comme le fait Bonaparte : il engage la procédure. L'Autriche avait occupé Peschiera, et, par représailles, Bonaparte occupe Vérone. Wurmser a pour instruction de repousser les Français du territoire de Venise et de prendre leur place. L'Autriche, ainsi nantie du lot qu'elle s'est réservé dès 1795 [1], attendra en paix, s'étendant, se coulant, le long de l'Adria-

[1] Voir t. IV, p. 193, 346. — Vivenot, *Correspondance de Thugut.* — *Thugut, Clerfayt, Wurmser.*

tique, dans les Légations, contre-fort et complément de la future province de Venise.

A la fin de juillet, les Autrichiens, en deux masses, descendent impétueusement. Leur plan est de couper Bonaparte de Milan et de Vérone. Masséna, qui gardait les avenues, se fait battre le 29 juillet. Bonaparte aperçoit l'abîme, l'Italie perdue, sa carrière brisée. Il a son dessein, mais téméraire, et, un instant, il en doute : il veut être soutenu, il rassemble un conseil, expose le péril. Alors Augereau, « le plus hautain et le plus jactant, » encore tout jacobin, « déclare, en jurant, qu'il ne se retirera pas sans combattre. » L'affaire dura cinq jours, du 1er au 5 août, autour de Castiglione : Wurmser, désorganisé, décontenancé, fut contraint de se retirer. « Il ne tenait qu'à un fil que tout fût perdu en Italie, » écrit Kellermann à Clarke, de Turin; et Cacault, de Rome, à Bonaparte : « On nous croyait perdus, parce que les agents de Londres et de Naples le publiaient avec fureur… » Les Napolitains se préparaient à marcher au Nord, à rejoindre les Impériaux; le pape allait rompre l'armistice, tous les princes d'Italie se coalisaient contre nous. « Naples aurait renouvelé, si les Autrichiens vous avaient battus, la même perfidie faite à Latouche, après la convention signée, il y a quatre ans, en présence de l'escadre française [1]. »

Mais Bonaparte pousse la victoire « jusqu'au dernier résultat, selon son génie. » Mantoue, dont il avait levé le siège, est de nouveau investie. Il signifie au roi de Naples qu'en cas de marche des Napolitains sur Rome, il rompra l'armistice. « Cette cour est perfide et bête; dès l'instant qu'elle sera menacée, elle deviendra humble et soumise [1]. » Puis, il refoule l'autre armée autrichienne, celle de Davidovitch, vers le Tyrol; il remonte jusqu'à Trente, d'où il redescend pour achever Wurmser, qui s'est reformé. « Le 22, je serai à Bassano. Si l'ennemi m'y attend, il y aura une bataille qui décidera du sort de tout ce pays-ci. Si l'ennemi recule

[1] Lettres de Kellermann, 10 août; de Cacault, 10, 18 août 1796.

[2] Au Directoire, 8, 13, 26 août 1796.

encore sur Trieste, je ferai ce que les circonstances militaires me feront paraître le plus convenable. Après avoir détruit ce port..., je déclarerai aux Vénitiens les lois que vous m'avez envoyées [1]... » Wurmser présenta la bataille et fut réduit à se rejeter derrière Mantoue.

[1] Au Directoire, 6 septembre 1796

CHAPITRE III

LE DIRECTOIRE ET L'ANGLETERRE

1796-1797

I

Les Directeurs purent croire l'heure venue d'accomplir le grand dessein de Sieyès et du Comité de salut public, l'immense investissement et l'assaut qui finiraient la guerre : isoler, surprendre, envahir, confondre et réduire à merci les Anglais. Ce dessein hyperbolique n'était que l'expression même de la force des choses qui menait la guerre depuis ses origines, et qui la mena jusqu'à la fin [1]. On savait, écrit quelque temps après le ministre prussien Haugwitz, « que le gouvernement français avait formé le plan de se rendre maître des côtes de la mer du Nord jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, et il suffit de connaître le système de ceux qui gouvernent, d'isoler l'Angleterre, de la séparer du continent et de lui fermer les portes de la Méditerranée, de l'Océan en Europe et de la mer du Nord, pour ne pas avoir de doutes à cet égard [2]. » Les entreprises du Consulat et de l'Empire ne seront que l'application de ces plans combinés par le Directoire en 1796.

En premier lieu, la descente qui portera le coup mortel. Le Directoire la décide dans l'été. La Vendée est pacifiée. Les articles de paix ont été signés le 10 mai avec les chefs royalistes. Le 30 juin, Hoche écrit aux Directeurs : « La guerre

[1] Voir t. IV, liv. III, chap. III, p. 355 et suiv.; chap. VI, p. 464 et suiv.

[2] BAILLEU, t. I, p. 113. — Et le commentaire exagéré, dans Mallet du Pan : lettres à Vienne, juillet-août 1796, t. II, p. 104, 118 et suiv.

est finie, j'ose le dire. » Hoche est disponible. L'expédition d'Irlande devint son idée passionnée. Il y consuma une année sa vie; il y ruina pour jamais sa santé. Il y porta tout son génie ardent, fiévreux, la véhémence de son âme populaire, son ambition de guerrier et d'homme d'État, son amour de la gloire, son amour de la France et, en même temps, sa sympathie humaine : affranchir une nation asservie en même temps qu'il assurera la paix et la splendeur de la République. Le 20 juillet, le Directoire signa l'arrêté qui le nommait général en chef de l'armée d'Irlande et le chargeait des préparatifs de l'expédition [1].

Dès le 3 juillet, les Anglais, par leurs agents de Paris, étaient informés de ces projets. Les informateurs annoncent en outre que « le Directoire soulève la Perse, travaille Constantinople, peuple l'Hindoustan de ses émissaires [2] ». Il s'occupe de s'en assurer la route. Le 2 juillet, Delacroix a présenté aux Directeurs un *Mémoire sur le commerce du Levant*, qui conclut à s'établir à Rhodes, à abréger la route des Indes en passant par Suez [3]. Le Consul de France au Caire, Magallon, conseillait de débarquer en Égypte au mois de mai, ce qui permettrait de chasser les Anglais de l'Inde. Delacroix lui écrit, le 16 août : « Il faut remettre à d'autres temps tout projet sur l'Égypte; je n'y renonce pas. Je sens le degré d'utilité dont elle peut être pour la République. »

Ce sera le mouvement tournant, si l'attaque directe, par l'Irlande, ne réussit pas. Tandis que Hoche la dispose, le Directoire, par la politique et par la guerre, travaille à l'investissement : par la politique, à Berlin et à Madrid; par la guerre, sur le Danube, en marchant sur Vienne; par la diplomatie et la guerre, en offrant la paix à l'Autriche en même temps qu'il essaie de l'amener à capitulation.

Pour se rendre maître des côtes de la mer du Nord,

[1] Pour le détail, les préparatifs politiques et militaires, voir mon étude intitulée : *Bonaparte et Hoche en* 1797. Les vues de Hoche, chap. I, p. 251 et suiv.

[2] Lettres de Mallet, 3 et 22 juillet 1796.

[3] La Jonquière, *l'Expédition d'Égypte*, t. I, chap. v.

le Directoire a la Hollande ; pour les bouches du Weser et de l'Elbe, il compte sur la Prusse. Le manège des insinuations, flatteries, offres de couronnes et offres de terres se continue avec Berlin. Le roi de Prusse se dérobe toujours. Il ne s'entremettra pour la paix, que si le Directoire renonce à la rive gauche du Rhin. Mais le Directoire ne poursuit l'alliance prussienne que pour acquérir cette rive gauche et s'assurer le concours de la Prusse contre l'Angleterre : à ce prix, la Prusse sera comblée. Elle « se refuse à sa propre fortune », espérant qu'un succès des Autrichiens en Italie forcera la République à la paix; elle se ferait alors médiatrice de cette paix en Allemagne et sauverait l'intégrité de l'Empire. Les victoires de Bonaparte lui enlevèrent cette illusion. Elle craignit d'être prise au dépourvu, et se résigna à traiter, non de l'alliance, mais de la neutralité : elle s'était réservé, à Bâle, en avril 1795, de stipuler ses dédommagements pour le jour où, lors de la paix de l'Empire, la France garderait la rive gauche; elle les stipula par le traité de Berlin du 5 août 1796 : neutralité de l'Allemagne du nord, médiation de la paix de l'Empire, sécularisation d'abbayes et d'évêchés sur la rive droite, en compensation, très ample, des petits territoires qu'elle serait amenée à abandonner sur la rive gauche.

Ce n'est pas encore la fermeture des ports aux Anglais, mais c'en est l'acheminement. Avec l'Espagne, le but semble atteint. Le Directoire n'y a qu'un ami, « un misérable, » dit La Revellière, et ce mot pris dans toutes les acceptions. Godoy ne voyait de garantie de sa honteuse dictature que dans un pacte avec le Directoire. Il voulait, rapporte Barras, qui était homme à le comprendre, s'associer à la fortune de la République en acquérant pour quinze millions de biens nationaux, et il attendait du Directoire qu'il lui en facilitât l'acquisition [2]. La reine désirait un agrandissement pour

[1] Rapports de Caillard, 26, 29 mai; 8, 10, 15, 19 juin; 3 juillet 1796. — Delacroix à Caillard, 9, 15, 29 juin 1796.

[2] Voir Grandmaison, p. 101 et suiv. — Baumgarten, *Geschichte Spassiens*, t. I, p. 75 et suiv.

l'infant de Parme [1], et la République disposait en Italie de quoi tailler des grands-duchés et des royaumes. Les négociations entamées par le Comité de salut public se renouèrent sur ce principe, et ce furent encore les victoires de Bonaparte qui permirent de les mener à fin. Le traité fut signé, le 19 août 1796, à Saint-Ildefonse : à part le traité de commerce, que l'Espagne refusa obstinément, ce furent les dispositions proposées par le Comité : alliance perpétuelle, offensive et défensive, mais limitée à l'Angleterre, pour la guerre présente. L'Espagne engagera le Portugal à fermer ses ports aux Anglais ; si le Portugal s'y refuse, la France appuiera de toutes les forces nécessaires les représentations de l'Espagne. Cette entreprise se fit en 1801 ; elle pouvait donner ouverture à un partage intéressant, ; il fut stipulé en 1807. Le Comité de l'an III y avait songé, et le Directoire ne perdait point de vue cette combinaison : « La gloire et la prospérité des deux nations, écrira-t-il quelque temps après, exigent que les Anglais soient expulsés à jamais de la Péninsule. Et si l'on veut faire arriver l'Espagne au plus haut degré des puissances, il faut réunir le Portugal à cette monarchie [2]. » Le Directoire n'avait pas renoncé davantage au dessein de réunir la Louisiane et la Floride à la France. Il proposait, en échange, « une augmentation considérable » pour l'infant de Parme, au besoin le titre de roi. Bonaparte reçut des instructions en conséquence [3], et ce fut lui, réellement, qui accomplit, sur cet article comme sur tant d'autres, les desseins du Directoire, par ses traités de 1800 et de 1801 [4]. En attendant, le Directoire se créait une flotte, et le Bourbon d'Espagne se faisait grand amiral de la République française.

[1] Don Ferdinand, petit-fils de Philippe V, frère de Marie-Louise, reine d'Espagne. Son fils, don Louis, avait épousé Marie-Louise d'Espagne, fille de la reine Marie-Louise et de Charles IV. Héritier présomptif de Parme, il se trouvait ainsi le cousin, le neveu et le gendre du roi et de la reine d'Espagne.

[2] Voir ci-dessus, p. 35. *Revue historique*, t. XIII : la diplomatie française et l'Espagne, p. 272 et suiv.

[3] Le Directoire à Bonaparte, 1er août 1796. — 11 octobre 1796.

[4] 1er octobre 1800, 2 mars 1801, cession de la Louisiane à la France, l'infant de Parone, roi d'Étoinie.

Restait à réduire l'Autriche. La grande armée républicaine, si longtemps arrêtée, reprit la campagne, mais ce fut pour se faire ramener. Jourdan, qui devait percer sur la Bohême, est battu à Würzbourg, le 3 et le 8 septembre, par l'archiduc Charles, et forcé de se replier vers le Rhin, au milieu des Hessois, très hostiles. Moreau, qui s'est avancé en Bavière, est contraint de s'arrêter, puis de battre en retraite, retraite méthodique, disciplinée et comme hérissée, qui lui permit de ramener à Huningue, en octobre, son armée intacte, avec son artillerie et ses drapeaux. La campagne était manquée, et comme, dans le même temps, l'expédition d'Irlande s'ajournait de nouveau, presque indéfiniment, tout le poids de l'armée autrichienne, toute la destinée de la guerre, toute la subsistance de la République retombaient sur Bonaparte et sa petite armée d'Italie.

« C'est à Vienne qu'il faut aller, » écrivait, le 13 septembre, Hoche épuisé, découragé de ses efforts inutiles pour mettre à la mer son *armada* désemparée. « Il faut finir cet hiver la campagne; elle ne doit finir qu'à la paix. » Et le Directoire à Bonaparte : « C'est en Italie que nous devons nous dédommager de nos revers en Allemagne... Le moment paraît venu de frapper Venise des mesures que nous vous avons présentées... Faites succéder, s'il est nécessaire, les moyens de victoire aux procédés conformes à la neutralité [1]. » Gênes s'est exécutée. Cette république a député à Paris. Le 9 octobre, le Directoire lui dicte un traité, à la batave : quatre millions, les ports fermés aux Anglais, l'entretien d'un corps français d'occupation, moyennant quoi, la paix et l'alliance de la République. Le 20, c'est Naples : huit millions, neutralité, promesse de ne recevoir que quatre navires anglais, à la fois, dans ses ports [2].

La négociation avec Rome a été moins facile. C'est que le

[1] Le Directoire à Bonaparte, 20, 25 septembre 1796. — Cf. p. 34, 91.

[2] Sur cette négociation : MARESCA, *la Pace del* 1796. Naples, 1887. — DU TEIL, p. 236-290. — Essais de négociations avec Rome, août-septembre 1796, *ibid.*, p. 195-248. — Textes, DE CLERCQ, t. I, p. 300, 303.

Directoire y dépasse la mesure et force les nuances canoniques. Le Pape a envoyé à Paris, en août, le comte Pieracchi, lequel négocie, sous la médiation de l'ambassadeur d'Espagne, del Campo. Rome était disposée à « engager efficacement les citoyens catholiques français à la soumission et obéissance envers la République »; mais Delacroix exige le désaveu et l'annulation de toutes bulles, rescrits, mandements, monitoires, etc., relatifs aux affaires de France, depuis 1789. La négociation est alors rompue, puis transportée à Florence où Garreau et Saliceti la reprennent, sans succès. Les envoyés du Pape refusent, le 14 septembre, de signer le projet du Directoire, et il faut encore que le Directoire s'en remette à Bonaparte, à son épée et à sa diplomatie [1]

II

Les Directeurs, en ce passage, ne se réclament, dans les affaires d'Italie, que des raisons d'État. « Il faut, à tout prix, consolider la conquête de l'Italie, non pour l'agrandissement de la République, mais pour la paix. » — « La politique et nos intérêts bien entendus et bien envisagés sainement, nous prescrivent de mettre même des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais. » Sans doute, il « ne peut être désavantageux » de les laisser « se prononcer jusqu'à un certain point en faveur de la liberté et du gouvernement républicain », car, en ce cas, si nous étions forcés d'évacuer l'Italie, toute cette agitation tournerait contre l'Autriche. Mais, point de garanties : elles seraient impolitiques, elles deviendraient « des obstacles majeurs à cette paix qui fait l'objet des vœux des Français... N'oublions pas qu'il nous

[1] Du Teil, p. 195 et suiv.; 220, 224; 340 et suiv. — Textes : projet du Directoire, 6 août, p. 517; *ibid.*, 10 août, p. 525; *ibid.*, 12 septembre 1796, p. 531.

sera demandé des dédommagements en Italie pour la rive gauche du Rhin ». Donc, « contenir les peuples dans une dépendance réelle », jusqu'à ce que « notre horizon politique s'éclaircisse ». Ils ajournent même « le traitement que l'inimitié de Venise mérite de notre part », le châtiment dû à « l'opiniâtreté du Pape ». Son heure viendra : « Le droit de la guerre et les circonstances politiques décideront alors du sort de la puissance du pape[1]. »

Bonaparte avait d'autres vues sur l'Italie : soit qu'il rêvât déjà de s'y disposer un proconsulat à la César, où il se préparerait au gouvernement de la République; soit agitation naissante et comme tourment de son génie d'empereur futur, de son ambition, à la fois, d'organiser les peuples et de les dominer; soit, enfin et surtout, la nécessité immédiate d'ordonner et de fortifier sa conquête, toujours menacée par les retours offensifs de l'Autriche et par les insurrections populaires. Un système de domination toute militaire et toute fiscale lui paraissait précaire et dangereux. Rien d'assuré là où il n'était point, et sa petite armée ne pouvait ni se disséminer en postes de police et de contributions, ni se mouvoir à l'infini en colonnes de réquisitionnaires. Il lui fallait endiguer, diriger, utiliser les courants d'opinion; exploiter, en la satisfaisant, la bonne volonté des peuples; se construire des places de sûreté et comme des retranchements dans leurs cités affranchies.

A mesure que cette nécessité de la guerre s'impose davantage à son esprit, on y voit grandir le dessein magnifique d'associer l'Italie régénérée à la France et de la constituer après l'avoir conquise. Cette nation est comme amorphe : il lui donnera un corps, lui créera des centres nerveux, qui, peu à peu, se correspondront, s'uniront et prépareront la formation d'un centre unique, la capitale, Rome. Le vieil esprit de *localité*, les jalousies traditionnelles des cités, sont l'obstacle à cette union. Bonaparte conçoit déjà la pensée de combattre ce-

[1] Le Directoire à Bonaparte, 8, 10, 15 octobre 1796.

rivalités par leur origine et leur motif même; de fonder des républiques en ranimant le souvenir des anciennes ligues des cités, de lier ensemble ces républiques, de les tenir les unes par les autres, d'employer les ressources de chacune dans l'intérêt de toutes, et, d'abord, dans l'intérêt supérieur de la République française, de la « grande nation », tutrice, protectrice et suzeraine des autres. Ainsi avaient procédé les Romains, accoutumant les nations « à obéir, comme libres et comme alliées », avant qu'elles « se perdissent peu à peu dans la République romaine », et afin que Rome, qui « n'était pas proprement une monarchie ou une république », devînt « la tête du corps formé par tous les peuples du monde[1] ». Conception toute césarienne, toute classique. Quant à la *liberté*, quand il en parle aux Italiens, il l'entend au sens des politiques : si c'est la *liberté de l'Italie,* cela signifie, comme au temps de Richelieu, que les Allemands seront expulsés de la Péninsule; si c'est la *liberté* des Italiens, cela se doit comprendre, comme Bonaparte le comprendra en France et comme le peuple français incline de plus en plus à l'entendre au sens réaliste de la Révolution : la liberté civile. « Un peuple libre est celui qui respecte les personnes et les propriétés[2]. »

Les peuples des Légations paraissaient les mieux disposés et les mieux préparés à cette liberté; Bonaparte les choisit pour les grouper en une république qui serait le modèle et la matrice des autres. « Le temps est arrivé où l'Italie va se montrer avec honneur parmi les nations puissantes... La Lombardie, Bologne, Modène, Reggio, Ferrare, peut-être la Romagne, si elle s'en montre digne, étonneront un jour l'Europe et nous retraceront les plus beaux jours de l'Italie. Courez aux armes ! La partie de l'Italie qui est libre est

[1] Montesquieu, *Grandeur et décadence*, chap. vi. De la conduite que les Romains tinrent pour soumettre tous les peuples. Cf. Œuvres de Napoléon, t. XXIX; campagnes d'Italie, chap. 1er, p. 76 et suiv.; chap. xvi, p. 282 et suiv.; t. XXXII, p. 305. Extraits du mémorial, t. VII, p. 161.

[2] Au Directoire, 2 octobre 1796. Déclaration aux Italiens, 26 septembre; aux Bolonais, 19 octobre 1796.

peuplée et riche. Faites trembler les ennemis de vos droits et de votre liberté. » Ainsi il les convoque et les exhorte, le 10 septembre. Tandis que ses émissaires travaillent l'opinion, il rompt l'armistice avec Modène, chasse le duc, émancipe le peuple. Un congrès, composé de députés des pays de Ferrare, Bologne, Reggio, Modène, se réunit à Bologne le 16 octobre, et la première république d'Italie, composée de ces pays, est fondée, ce jour-là, sous le nom de *République cispadane*[1]. La Lombardie n'avait encore qu'une administration provisoire ; mais l'habitude s'établissait déjà de désigner ce pays sous le nom de *République lombarde* ou de *République transpadane*.

Le fait accompli, reste à l'imposer aux Directeurs, car c'est précisément le contraire de leurs instructions et l'opposé de leurs calculs. Mais Bonaparte a désormais son style directorial. Il sait en quelles formes, par quelles procédures on introduit les affaires devant ce conseil, et comment il convient, les juges visités, prévenus et « honorés », de leur parler, pour les convaincre de rendre arrêt d'enregistrement. Les Directeurs se piquant de machiavélisme, il les sert à leur goût : ce n'est point de révolution et d'enthousiasme qu'il se réclame, c'est de calcul : « Assurer nos derrières et nos flancs... opposer fanatisme à fanatisme, et nous faire des amis des peuples qui, autrement, deviendront nos ennemis. » Lui seul, d'ailleurs, sait, lui seul doit agir, mais il ne le peut que dans la plénitude de la confiance. « Notre position en Italie est incertaine et notre système politique très mauvais... On gâte tout en Italie... Je crois imminent, très imminent que vous adoptiez un système qui puisse vous donner des amis, tant du côté des princes que du côté des peuples. Diminuez vos ennemis. L'influence de Rome est incalculable ; on a très mal fait de rompre avec cette puissance... » Et comme ces remontrances risquent de froisser l'orgueil des Directeurs, il les met en demeure et leur coupe la réplique : « Toutes les fois

[1] Voir Franchetti, p. 196 et suiv.

que votre général en Italie ne sera pas le centre de tout, vous courrez de grands risques. On n'attribuera pas ce langage à l'ambition; je n'ai que trop d'honneurs, et ma santé est tellement délabrée que je vais être obligé de vous demander un successeur. » Enfin l'*ultima ratio :* « Citoyens Directeurs, plus vous nous enverrez d'hommes... plus nous lèverons de contributions au profit de la République. L'armée d'Italie a produit dans la campagne d'été vingt millions à la République, indépendamment de sa solde et de sa nourriture; elle peut en produire le double pendant la campagne d'hiver, si vous nous envoyez en recrues et en nouveaux corps une trentaine de mille hommes. Rome et toutes ses provinces, Trieste et le Frioul, même une partie du royaume de Naples, deviendront notre proie [1]. »

Le Directoire le prit, en cette circonstance, comme en la précédente. Il se fit honneur, devant la nation, de l'affranchissement des peuples d'Italie et de la création de la République cispadane [2]. Mais, dans le conseil et la correspondance intime, il ne laissa point de s'en alarmer. Que l'armée d'Allemagne n'avait-elle battu l'Autriche! On aurait pu dire à l'Italie: « Sois libre! » Mais l'Italie est une « partie du gage de la paix continentale » . Il en faudra peut-être disposer « en faveur de quelques princes » d'Allemagne. Si « l'incendie révolutionnaire » s'y allume « trop fortement » , les peuples pourraient en souffrir. Leur donner des garanties serait « aussi odieux qu'immoral » . Et pourtant, on ne peut les désavouer... Le Directoire les engage à prendre des mercenaires à leur solde, des Polonais, dont il y a partout excès et embarras. De la sorte, les Italiens ayant moins versé de leur sang pour leur liberté, le Directoire sera moins confus de les rendre à leurs anciens maîtres ou de les distribuer à des maîtres nouveaux. Et il conclut par le blanc-seing [3].

[1] Au Directoire, 8 et 17 octobre 1796.

[2] *Rédacteur* des 4 et 5 novembre 1796 ; le texte de la proclamation de Bonaparte.

[3] Le Directoire à Bonaparte, 28 octobre 1796.

Cependant, l'Autriche fait le même calcul que le Directoire. C'est en Italie qu'elle entend trouver le salaire de ses succès en Allemagne. Débarrassée de Jourdan et de Moreau, elle lance sur l'Italie une troisième invasion, avec Alvinzi, Davidovitch qui descend du Tyrol, Quasdanovitch qui arrive par le Frioul. Des émissaires les précèdent. Naples n'attend qu'une victoire des Autrichiens pour rompre la paix. Rome se rassure et chicane les objets d'art. L'argent rétrograde. Il se fomente une ligue entre l'Empereur, le pape, le Bourbon des Deux-Siciles, la Toscane, les Piémontais; Venise s'y joindrait[1]. Les insurrections couvent. En Piémont, Poussielgue signale « un dangereux noyau de Vendée » . Un agent écrit de Venise : « Le Sénat est un ennemi irréconciliable... le peuple n'attend qu'un signal pour se déchaîner contre nous. » Enfin Cacault mande de Rome à Bonaparte : « On se flatte de repousser... l'armée d'Italie, ainsi que celles de Jourdan et de Moreau viennent de l'être en Allemagne. On espère que vous entreprendrez avec trop peu de force de subjuguer l'Italie inférieure et qu'il arrivera aux Français, comme au temps de Charles VIII et dans les guerres postérieures en Italie, de finir par être expulsés. » Azara mande à Godoy : « Si Bonaparte éprouve le moindre contre-temps, toute l'Italie se lèvera en masse et... pas un Français ne repassera les Alpes. »

Bonaparte rompit encore une fois les destinées, mais l'effort fut plus rude et le résultat plus incertain. Après les sanglants et acharnés combats d'Arcole, 15-17 novembre, Alvinzi dut se replier sur le Tyrol. L'Italie était encore une fois reconquise à la République. Le Directoire ne s'en retrouva maître que pour tenter aussitôt d'en trafiquer. Les circonstances l'induisaient à chercher ostensiblement la paix : d'où une négociation avec l'Angleterre, qui fut une pure feinte et une tentative du côté de l'Autriche, infiniment plus sérieuse, et dont l'objet était d'isoler l'Angleterre du continent, puis, cela

[1] MARESCA, p. 130, 139 et suiv. — FRANCHETTI, p. 190. — SYBEL, t. IV, p. 219. — STENDHAL, MIOT. — Correspondance de Cacault et de Poussielgue — DU TEIL, p. 340.

fait, de l'accabler par toutes les forces de la République, ou de l'enfermer dans son île et de la réduire par la famine.

III

A l'automne de 1796, l'échec de la grande armée républicaine en Allemagne parut, aux yeux des Anglais, compenser largement les victoires de Bonaparte en Italie. L'Autriche, libre désormais de disposer du gros de ses forces, allait écraser ce général dont l'armée n'était qu'une bande et dont la gloire ne semblait qu'une aventure. L'Angleterre avait fait de bonnes affaires par la guerre maritime, pris des colonies, assujetti les neutres, accaparé la mer. Mais cette guerre était lourde aux finances de l'État. Les emprunts, en se succédant, se décréditaient. Le 3 pour 100 tomba, en septembre, à 53. « Le peuple, disait le ministre des affaires étrangères, Grenville, à l'ambassadeur de Russie, Simon Woronzof, murmure en voyant que les impôts et les taxes ne font qu'augmenter[1]. » Une révolution en Irlande suivrait le débarquement des Français. D'autre part, on écrit de Paris qu'un parti très nombreux, celui que les prochaines élections feront, sans doute, dominer dans les Conseils et qui paraît dominer dans le pays, désire la paix et combat la politique conquérante, dévastatrice, du Directoire. Sans croire à la possibilité de cette paix qui lui permettrait de reprendre la grande tâche de sa vie, la pacification et la réconciliation de l'Irlande, Pitt l'eût désirée, et l'occasion lui parut opportune de mettre le Directoire en demeure de se prononcer. Il n'entendait, certes, la paix qu'aux conditions de l'Angleterre, le *statu quo ante*, la renonciation de la France aux Pays-Bas. Si, comme il était probable, le Directoire s'y refusait, le malen-

[1] MARTENS, *Traités de la Russie*, t. XI, Angleterre, p. 412. Octobre 1796. — SYBEL, t. IV, p. 321-322.

tendu serait dissipé, le peuple anglais reconnaîtrait la nécessité de continuer la guerre et le gouvernement en tirerait un renouveau de popularité. Si, au contraire, Pitt forçait la France à évacuer les Pays-Bas, la Hollande, la rive gauche du Rhin, l'Italie, si le parti constitutionnel et pacifique l'emportait à Paris, si la « faction des anciennes limites » évinçait le Directoire et les Jacobins, ne serait-ce pas un chef-d'œuvre : la révolution en déroute, la monarchie en chemin de revenir? Pitt trouvait tout avantage à tenter une négociation, sauf à mériter ce jugement que l'on portait sur son père, Chatham : « Il négociait pour être populaire, et il ne finissait rien parce qu'il était homme d'État. »

Le Danemark se chargea de l'entremise. Le Directoire repoussa, de très haut, les insinuations des Danois[1]. Mais les Directeurs avaient les mêmes raisons que Pitt de ménager l'opinion, d'occuper le tapis pendant l'hiver et de démontrer l'impossibilité de la paix avec l'Angleterre, aux conditions de la République. Ils firent connaître que, si le gouvernement anglais demandait officiellement des passeports pour un négociateur autorisé, le Directoire en enverrait. Les passeports furent demandés officiellement, le 28 septembre, et envoyés aussitôt. Le Corps législatif en fut informé le 5 octobre, et le Parlement, le 6; mais la note du Directoire au Corps législatif trahissait sa méfiance : le Cabinet britannique, insinuait cette note, ne négocie que pour « faire croire qu'il ne fait la guerre que forcément et pour avoir le prétexte de demander des fonds ». En réalité, les négociations n'étaient qu'une feinte réciproque. Ni l'un ni l'autre des gouvernements ne voulait sérieusement traiter, ni l'un ni l'autre ne consentait aux conditions sans lesquelles, respectivement, ils considéraient la paix comme impossible.

Pitt fit choix, pour l'envoyer à Paris, de lord Malmesbury.

[1] Lecky, *History of England*, t. VI, p. 195 et suiv. — Sybel, trad., t. IV, p. 215 et suiv. — Stanhope, *William Pitt*, trad. fr., t. II, p. 372-386, t. III, p. 4 et suiv. — Malmesbury, *Diaries and Correspondence*, t. III, p. 250 et suiv. : mission de Paris, 1796. — Bailleu, t. I.

Les instructions que lui donna lord Grenville lui prescrivaient d'exprimer le désir d'une paix juste et honorable, de ne rien négocier sans l'Autriche, — condition *sine qua non,* — de ne rien conclure sans en référer à Londres, de s'attacher strictement aux formes, de marcher, autant que possible, d'accord avec « nos alliés », le roi de Naples et la reine de Portugal. Quant aux conditions de cette paix, « juste et honorable », c'était le retour au *statu quo ante* et à l'équilibre européen, l'Angleterre restituant ses conquêtes aux Antilles et aux Indes, la République ses conquêtes sur le continent européen.

Malmesbury, alors âgé de cinquante ans, était un pur Anglais; il nourrissait toutes les passions d'un ministre de Guillaume III contre l'extension de la France; il rêvait même de la restreindre. Il tenait toujours le traité d'Utrecht, avec son complément, le traité des Barrières, comme une nécessité d'ordre européen, la réunion de la Belgique, Anvers aux mains des Français, comme l'anéantissement de l'Angleterre. Ennemi, par profession, de la vieille France monarchique, il l'était, avec acharnement, de la France républicaine, qui lui semblait plus redoutable et plus odieuse que l'autre, étant, à la fois, plus ambitieuse, plus impétueuse, antichrétienne, en outre, et perturbatrice du droit public de l'Europe. La guerre républicaine, à ses yeux, n'était que la continuation de la guerre de Succession d'Espagne, avec la Révolution en plus. Il avait montré ses sentiments lors de sa mission à Berlin, en 1793 et 1794. Il avait laissé en Prusse la réputation d'un homme « rien moins que scrupuleux sur la vérité lorsqu'il ne la juge pas favorable à l'objet qu'il traite[1] ». Hautain, très formaliste, mais curieux, observateur, remuant, sachant le monde et aussi capable de filer une négociation avec un gouvernement que de nouer une intrigue avec des opposants.

Ce qu'il vit en France ne laissa point de l'étonner. Ni le pays ne lui parut ruiné, ni les habitants faméliques et agités,

[1] *Journal de Malmesbury* : mémoire de 1785. — Bailleu, t. I, p. 102 : note du gouvernement prussien. 1er novembre 1796.

au point où le rapportaient les correspondants. Absence d'hommes; beaucoup de femmes et d'enfants; la terre cultivée; les ânes à la charrue, les villes mortes, les églises dévastées, les forêts rasées, sauf le petit bois dont les pauvres gens font des fagots. En résumé, un sol riche, une nation pleine de ressources, un gouvernement orgueilleux, despotique et misérable. Paris lui parut peu changé, sauf qu'on y voyait moins de voitures que sous l'ancien régime, que les femmes sortaient à pied et portaient des bas foncés, que Cochon avait remplacé Lenoir et Sartine, mais que la police n'en allait ni pire, ni autrement [1].

A Évreux, il avait rencontré une députation *de la musique et des tambours du Directoire,* qui lui donnèrent une aubade, et des *dames de la halle,* qui lui donnèrent l'accolade et lui offrirent un bouquet « en attendant les lauriers » . Le Directoire jugea ce zèle intempestif et chargea tout aussitôt son journal, *le Rédacteur,* de rabattre ce caquet populaire. Le 17 octobre, *le Rédacteur,* annonçant l'arrivée du plénipotentiaire anglais, rappelait, à titre de compliment de bienvenue, la loi du 18e jour de l'an II, qui déclarait suspects tous ceux qui portaient des marchandises anglaises ou en usaient. « Voulez-vous, disait l'officieux journaliste, ranimer votre commerce, relever vos manufactures, rétablir vos ateliers ? Voulez-vous priver vos ennemis de leurs plus grandes ressources pour nous faire la guerre? Voulez-vous forcer le gouvernement britannique à traiter sincèrement de la paix? Voulez-vous en hâter la conclusion? Proscrivez jusqu'à la paix le débit et la consommation des marchandises anglaises dans toute l'étendue de la République. » C'est ce qui fut fait par la loi du 10 brumaire an V, — 31 octobre 1796, — laquelle devint une sorte de loi fondamentale.

Ces vues et ces mesures du Directoire, en l'an V, étaient

[1] Lettres de Malmesbury, octobre 1796. — Comparez les lettres de Mallet du Pan, les *Mémoires de Dufort de Cheverny* et surtout les *Mémoires d'outre-tombe.* Chateaubriant en juge par ses regrets. Il l'avoue : « J'aurais dû plutôt être frappé de l'indépendance et de la virilité de cette terre... »

conformes d'ailleurs à celles du Comité de salut public et à l'opinion qui considérait le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre comme presque aussi funeste que « l'infâme » traité d'alliance avec l'Autriche en 1756. Lorsqu'en 1801 et 1802, le Premier Consul reprit les négociations avec lord Cornwallis, il les conçut dans le même esprit, il les accompagna des mêmes mesures et il n'eut garde d'abroger la loi de brumaire an V, tout au contraire [1].

Le Directoire se flattait, par des signes de cette nature, de donner à Malmesbury une haute idée de sa puissance. Le fait est que Malmesbury trouva les quelques ministres étrangers qui composaient le « Corps diplomatique », aux pieds des Directeurs. Neri Corsini, envoyé d'un Habsbourg, Ferdinand de Toscane; del Campo, envoyé d'un Bourbon, Charles IV d'Espagne; Sandoz Rollin, envoyé du roi de Prusse, trinquaient avec Delacroix et Merlin, tous deux juges de Louis XVI, ayant, bien entendu, voté la mort. « Sandoz battait la mesure sur la table, tandis que la musique exécutait les airs chéris des républicains : *Ça ira,* et *Allons, enfants de la patrie* [2] ». Telles étaient les agapes diplomatiques vers le mois de brumaire de l'an V : petites gens et grossières flatteries, caresses à Caliban. Ce n'était point l'humeur de lord Malmesbury, ni les mœurs de son monde. On s'enivrait en Angleterre, mais autrement, et sur d'autres airs que ceux de ces chansons-là. Il se trouva étrangement dépaysé, presque déclassé. La tête lui tourna; il crut marcher au bord d'un abîme [3].

Il rencontra dans le ministre des relations extérieures un formaliste aussi méticuleux que lui-même et raffinant aussi sur l'article du cérémonial. Sur ce terrain, il se sentait d'aplomb et toute la superbe démocratique du ministre ne troubla ni son flegme seigneurial ni son arrogance britannique.

[1] Voir le commentaire de cette loi dans Alberto Lumbroso, *Napoleone I e l'Inghilterra*, essai sur les origines du blocus continental, chap. v. Rome, 1897.
[2] Thibaudeau, *Mémoires*, t. II, p. 124.
[3] Lettre du 23 octobre 1796 à lord Grenville.

Il fut reçu par Delacroix le 20 octobre. Cet entretien et ceux qui suivirent présentèrent ce caractère singulier que si Malmesbury en référait, par courriers, à son gouvernement, le Directoire en référait par l'organe de l'officieux *Rédacteur* à l'opinion, qu'il tâchait de gagner à sa politique. Le 24, Malmesbury remit à Delacroix une note sur les conditions de la paix, telles que Grenville lui prescrivait de les présenter : l'offre de « compenser à la France par des restitutions proportionnelles » des colonies conquises, l'abandon qu'elle serait amenée à consentir de ses conquêtes continentales, afin de satisfaire aux justes demandes des alliés du roi et de conserver la balance politique de l'Europe. « Entendez-vous, demanda Delacroix, le *statu quo ante bellum*, ou bien l'*uti possidetis?* — Il serait, répondit Malmesbury, prématuré de s'en expliquer. Il ne s'agit, à vrai dire, ni de l'un ni de l'autre, sans modifications. — Mais quelles modifications? » Malmesbury répliqua par le texte même de la note : les justes demandes des alliés du roi, l'équilibre de l'Europe, mais ne désigna rien. Delacroix se répandit en propos pompeux sur la puissance de la République, qui la disposait à la modération. Au moment d'en venir aux litiges, c'est-à-dire aux noms propres et aux limites, Malmesbury se déroba, réclama l'adjonction d'un négociateur autrichien; Delacroix exposa les avantages d'une paix séparée, sur quoi l'on se quitta [1].

Le Directoire répondit par une note du 26 octobre; il n'admettait point que le principe vague des restitutions respectives pût servir de base à la négociation. Il demandait à Malmesbury de produire ses pouvoirs pour traiter au nom de l'Angleterre et de l'Autriche. Les deux notes, l'anglaise et la française, furent publiées, le 27, dans *le Rédacteur*, qui y ajouta, le 28, ce commentaire : L'Angleterre veut confondre la paix maritime avec la paix continentale et se faire l'arbitre de l'une et de l'autre. « Mais l'intérêt de toutes les autres Puissances, mais le bien du continent veut qu'elle soit pour

[1] Rapport de Malmesbury, 27 octobre 1796.

jamais éloignée des affaires de celui-ci et réduite à son île... L'Angleterre, une fois isolée, n'aura qu'un parti à prendre, c'est de restituer toutes les conquêtes qu'elle a faites », ou de continuer la guerre avec la France, l'Espagne et la Hollande, sous le risque d'une invasion. Sa duplicité est manifeste; Malmesbury a la réputation d'un homme rompu aux ruses diplomatiques, aux séductions. On dit que « personne ne répand l'argent avec plus de profusion », qu'il excelle à fomenter des troubles. Son secrétaire, Talbot, est en relation avec les émigrés [1]. — Il faut se reporter à ce premier assaut, et connaître cette étrange escrime, devenue comme classique dans les rencontres avec les Anglais, pour s'expliquer le ton et les gestes de Bonaparte en 1802, au cours des négociations d'Amiens, et surtout, en 1803, lors de l'ambassade de Withworth et de la rupture. L'originalité du Premier Consul y perd un peu, mais la suite de l'histoire y gagne de la clarté.

L'envoyé de Prusse, Sandoz, passait pour familier chez Delacroix, en crédit de confidence chez les Directeurs. Malmesbury le rencontra, le 30 octobre, dans une maison tierce. Il prononça devant lui les mots qu'il avait tus à Delacroix : l'Angleterre, quand elle parlait de restitutions, ne l'entendait que « de quelques-unes de ses conquêtes dans les Indes occidentales », lisez : les Antilles; mais ni le Cap, ni les comptoirs français aux Indes orientales ne seraient rendus. « Cela serait trop injuste, » déclara le lord; la France, en effet, doit payer ce peu d'îles — les Antilles — par la Belgique et tout ce qu'elle a pris en Italie. — « Je vis clairement, rapporte Sandoz, que le sieur Delacroix n'avait point exagéré : c'était à la France à tout rendre et à l'Angleterre à tout garder. » Delacroix dénonçait à Sandoz les prétentions anglaises afin que la Prusse les combattît; Malmesbury révèle à Sandoz les prétentions françaises afin d'intéresser la Prusse à s'y opposer.

[1] Voir la lettre de Mallet du Pan à Vienne, 9 novembre 1796. « Louvet [celui de Faublas] a dénoncé lord Malmesbury comme un corrupteur arrivé avec un credit de 5 millions. En cela Louvet connaît très bien le génie de son gouvernement et de Paris, et a raison de les craindre; car il n'y a pas un individu sur mille, à commencer par Louvet lui-même, qui ne soit à vendre. »

Il insinue que si l'Autriche se refuse à recouvrer la Belgique, elle prendra ses convenances et indemnités en Bavière ; mais alors la Belgique sera disponible et l'Angleterre n'en pourrait confier la garde qu'à un ami très sûr [1]. C'était, sous une nouvelle forme, la reconstitution de la *barrière* de 1713, objet constant de l'Angleterre, qu'elle atteignit, en 1814, par la création du royaume des Pays-Bas.

Cette insinuation, souvent renouvelée par la suite, n'était point faite à la légère. Le 7 novembre, Grenville écrivit à Morton Eden, envoyé d'Angleterre à Vienne : « Si l'Empereur refuse la Belgique, il aura la Bavière, mais la Belgique sera alors le lot de la Prusse. A ce nom, j'entends déjà la jalousie de l'Autriche se récrier : mais on doit comprendre, à Vienne, que la Prusse ne consentira à l'arrondissement de l'Autriche, en Allemagne, que si elle obtient un équivalent, et que l'Europe ne pourra jouir du repos que lorsque les désirs de la Prusse seront satisfaits, au moins jusqu'à un certain point. » C'eût été un maître coup de partie : refouler la France, rompre l'entente et le marché ouvert entre la France et la Prusse, constituer la Prusse en sentinelle et en avant-garde de la coalition, tourner ainsi la France par le Nord, et, par le Sud ; l'Autriche, maîtresse de la Bavière, maîtresse du Milanais, tiendrait l'offensive. Mais il fallait attendre ce qu'on en dirait à Vienne et, en attendant, Malmesbury eut l'ordre d'occuper le tapis et de raffiner sur les formes [2].

Il s'y tint imperturbablement. Dans ses loisirs, il observa, s'insinua, se débrouilla entre les factions, et ce qu'il discerna ne laissa point de l'intéresser. On voit alors se dessiner une politique, se former, dans l'ombre, des relations, se grouper des intérêts, se nouer des intrigues qui seront, par la suite, d'étrange conséquence, et dont le fil, ininterrompu jusqu'en 1814, est un fil conducteur à travers les passages les plus enchevêtrés et obscurs de cette histoire.

[1] Rapport de Sandoz, 31 octobre 1796. BAILLEU.

[2] SYBEL, t. IV, p. 927. — Rapport de Sandoz, 14 novembre. — Grenville à Malmesbury, 7 novembre 1796.

Les défaites de Jourdan, la retraite de Moreau, l'échec de la marche sur Vienne, avaient, pour un temps, déconcerté le parti directorial. Par contre-coup, les modérés, ceux qui nourrissaient encore l'illusion de tirer de la constitution de l'an III un gouvernement libre et stable, et rêvaient de le diriger, qui, par tempérament, par goût, par politique aussi et par réaction contre la conquête jacobine et la guerre à outrance, par crainte, en cas de défaite, d'un retour du gouvernement révolutionnaire, et, en cas de victoire, de la domination des généraux, inclinaient à la paix, crurent l'heure venue et tâchèrent d'en profiter. La paix devint le second article de leur programme, la constitution et des élections libres étant le premier. La paix, disaient-ils, à des conditions modérées. Qu'entendaient-ils par ces mots? Il importe de s'en expliquer, car ce fut, jusqu'en 1814, pour cette partie de l'opinion, l'origine d'une funeste équivoque.

Ce n'était point, à coup sûr, le retour aux anciennes limites. Le Directoire et les Jacobins, pour dépopulariser les constitutionnels, les dénonçaient comme de mauvais patriotes, en proie à Pitt, enclins à Cobourg, et affectaient de les confondre avec la *faction des anciennes limites*, conspuée comme contre-révolutionnaire et antirépublicaine [1]. C'était les rejeter dans le camp royaliste, et les perdre du coup, en tant que parti de gouvernement. Les constitutionnels s'en défendaient. Ils ne le cédaient à personne sur l'article du Rhin et des limites naturelles, et ils le tenaient à honneur. La grande différence entre les directoriaux et eux, c'est qu'ils ne prétendaient rien conquérir au delà. « Les victoires qui soumettraient à la France des pays au delà de ses limites naturelles, loin de favoriser sa liberté, l'exposaient au danger du gouvernement militaire [2]. » L'erreur, où ils persistèrent, était de croire que la République pouvait se procurer ces limites et les conserver sans conquérir au delà, et l'illusion, où ils vécu-

[1] Cf., t. IV, p. 372 et suiv.

[2] Mme de Staël, *Considérations*, t. I, IIIe partie, chap. XXIII. — Cf. Barante, *Histoire du Directoire*, t. II, p. 47 et suiv.

rent jusqu'en 1814, était de s'imaginer qu'il suffirait à la France de renoncer à la propagande et d'appeler au pouvoir les constitutionnels, pour obtenir aussitôt de l'Europe la paix dans ces limites : l'Autriche, disaient-ils, ne demandant qu'à être rassurée en Italie et en Allemagne, s'y prêterait; la Prusse, par amour de la philosophie et des lumières; l'Angleterre, enfin, — et ce fut longtemps une sorte de dogme, — en vertu de sa constitution même, de ses principes de liberté, de sa politique pacifique, de son esprit de justice, et de son instinct à cultiver l'alliance de la France libérale.

Mais si ces illusionnés de l'alliance anglaise et de la paix anglaise devinrent, en certaines rencontres, les dupes de l'Angleterre, ils n'en furent ni les partisans contre leur propre pays ni les agents en France. Partisans et agents, l'Angleterre en trouvait à Paris, ailleurs, à côté, et avec des ramifications infinies. « La nation [1], » écrivait Mallet du Pan, dont les mystérieux correspondants à Paris paraissent étrangement répandus dans ces groupes, « la nation en corps soupire après la paix, mais la nation est sans influence. » Ce désir de la paix, paix indéterminée, inconditionnée, qu'éprouve la nation, un groupe d'hommes l'exploite : celui qui s'est enrichi, par l'agio, par la détresse publique, par la guerre, par les fournitures, et qui, fortune faite, désire conserver par la paix le bien mal acquis. Il est sûr de trouver des adhérents chez les grands acquéreurs de biens nationaux. Gens pratiques, gens d'affaires, parti d'habiles, d'intelligents, d'empiriques et de praticiens, ayant partout ses affiliations, ses correspondants par les banquiers, par les spéculateurs; ayant par les avances, les emprunts, leurs entrées au Directoire, leurs entrées à la Guerre, à la Marine, grâce à l'épouvantable trafic des munitionnaires et commissaires des guerres; intéressés et crédités en Angleterre, où ils font passer leurs fonds. Ils cabalent et tripotent avec les diplomates. Ils écoutent, ils renseignent. C'est d'eux que les étrangers tirent le plus clair de ce qu'ils

[1] Lettres à Vienne, 26 octobre, 9 novembre 1796.

écrivent. Sandoz, qui tient aux banquiers par ses origines suisses, les reçoit, les fréquente. Au bout de trois semaines de séjour, Malmesbury est assailli par eux, par leurs courtiers, leurs offres de bons offices. Peut-être retrouve-t-il parmi ces empressés donneurs de nouvelles, porteurs de paroles et souvent courtiers de documents, quelques « officieux » enrégimentés après la paix de 1783, par M. Hammond, qui vint alors en mission à Paris et qui, maintenant, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, tient tous les fils — et ils sont nombreux — des informations et des intelligences de l'Angleterre à l'étranger, particulièrement en France.

« Les partisans de l'Angleterre, qui ne sont pas en petit nombre, » écrit Sandoz[1], blâment le Directoire, blâment Delacroix. Malmesbury sait qu'il trouve, pour résister aux Directeurs, un appui dans l'opinion. Il est renseigné sur les préparatifs de l'expédition d'Irlande, les démarches des émissaires irlandais à Paris, l'impuissance maritime de la France. Il en conclut qu'il peut attendre, tirer en longueur, fatiguer le pays et former une faction qui exigera la paix aux conditions de l'Angleterre. « La paix vaut encore mieux que la Belgique, » commença-t-on à dire dans ce monde-là. « Tant de gens, écrit Sandoz, lui offraient leurs services pour fomenter en France un parti de l'Angleterre, qu'il avait été forcé de les menacer d'être dénoncés, pour s'en débarrasser[2]. Quelques-uns de ces derniers étaient même membres du Conseil des Cinq-Cents. L'argent opère ici mieux que le droit et la raison. » Le 13 novembre, Malmesbury écrit à Grenville qu'il se forme, en France, un parti, celui des *nouveaux riches*, qui pourrait fort bien dominer dans le nouveau tiers, celui qu'on élira au printemps. Leur arrivée amènera, selon toute vraisemblance, un changement de système. Leur intérêt les engagera à chercher « une forme de gouvernement qui mette leurs personnes et leurs biens à l'abri des dangers qui, depuis nombre d'années, menacent les propriétaires. »

[1] Rapports des 1, 8, 12, 14 novembre 1796.
[2] *Le Rédacteur* les dénonce, 20 octobre 1796.

Six ans après, on verra à l'œuvre ceux qu'on appellera désormais les *amis de l'Angleterre*. Il est permis de conjecturer que, sous ce rapport, le séjour de Malmesbury ne laissa point d'être profitable à son gouvernement.

En dehors du montage de cette « mécanique », comme on disait, sa diplomatie se réduisait à peu de chose. « Nous ne voulons pas assurément tout garder, disait Delacroix; mais qu'avez-vous en vue, pour vous et pour vos alliés? » Malmesbury refusait de s'en expliquer; il prétendait qu'auparavant Delacroix acceptât le système des « compensations ». Ils conférèrent, échangèrent des notes, le 12 novembre. *Le Rédacteur* les publia. Sur quoi, « de l'aigreur des écrits, on passa à celle des paroles. » Malmesbury se rendit, le 13, chez Delacroix : — « Je viens vous interroger de nouveau, vous demander si le Directoire veut la paix. — C'est plutôt au Directoire de vous adresser cette question, » répondit Delacroix; puis il récrimina sur le langage « mystérieux » des notes. — « Venons au fait, interrompit l'Anglais. Concevez-vous une manière d'entrer en une négociation sans être convenu préliminairement des principes qui doivent la régler? — Concevez-vous, vous-même, répliqua Delacroix, une manière de traiter plus pénible que celle de poser éternellement les principes et de ne vouloir pas en sortir? » Et il ajouta : — « Le Directoire est résolu; il m'a chargé de vous prévenir que si, dans quinze jours, nous ne sommes pas d'accord sur les principales bases du traité, il sera forcé alors de mettre fin à ces conférences et à la prolongation de votre séjour en France. Les reproches et les remords en retomberont sur le gouvernement britannique. » Le lendemain, 14 novembre, *le Rédacteur* publia un arrêté du Directoire pour la prohibition des marchandises anglaises. Malmesbury apprit, en même temps, que l'expédition d'Irlande était sur le point de mettre à la voile, et que le Directoire cherchait à négocier séparément avec la cour de Vienne[1].

[1] Rapports de Malmesbury, 11, 13 novembre. — Rapports de Sandoz, 14 et 18 novembre 1796. — Lettre de Mallet du Pan, 18 janvier 1797.

IV

La conjecture était fondée; mais le négociateur que le Directoire envoyait en Italie, le général Clarke, n'avait pas pour seule mission de nouer la paix avec l'Empereur. Le Directoire commençait à tout craindre du jeune général dont sa politique l'obligeait à tout attendre. Bonaparte prenait trop de place et se poussait trop vite aux usurpations. Clarke devait le surveiller, démêler ses desseins, contenir son impétuosité et l'empêcher de se rendre maître des négociations après s'être rendu maître de la guerre, Clarke demanderait des passeports pour Vienne et tâcherait d'amorcer une négociation pacifique. L'armée d'Italie avait conquis le Milanais, Modène et les Légations. Le Directoire n'avait pas alors d'autres vues sur ces pays que d'en faire un marché à échanges diplomatiques, après en avoir fait un champ de réquisitions. « L'intérieur est dégarni de troupes, écrivaient les Directeurs, le 25 novembre; les côtes de l'Océan seront à peine gardées après le départ du général Hoche, dont l'expédition — en Irlande — emploiera presque tout ce qui s'y trouve de disponible. Notre principal intérêt s'est constamment dirigé vers l'Italie... L'Italie est le gage de paix[1]. »

Elle en fournira la matière : affranchie ou troquée et asservie, partagée en dépouilles aux rois ou abandonnée aux peuples, si les peuples « sont vraiment mûrs pour la liberté ». Selon ses convenances, le Directoire restituera le Milanais à l'Autriche ou le constituera en république. Il en sera de la Bavière, avec laquelle il a signé, le 7 septembre, une convention d'armistice, non encore ratifiée, comme de Venise

[1] Instructions du Directoire au général Clarke, 16 novembre; le Directoire à Clarke, 18 novembre 1896. — — *Mémoires de Carnot*, t. II, p. 132 et suiv. — Hüffer, *OEsterreich und Preussen*, p. 266 et suiv. — Note de Clarke à Bonaparte, *Corr. in. Italie*, t. II, p. 426.

avec laquelle il n'est pas en guerre. « Vous connaissez, dit-il à son envoyé, les torts réels et graves de Venise à notre égard. » Les peuples de la terre ferme passent pour disposés à la liberté : suivant les occurrences, on pourra les affranchir et les joindre à la République lombarde.

« Ce système de compensations — déclarait au général Clarke le ministre des relations extérieures, — admet une multitude de combinaisons que vous pouvez effleurer dans vos conversations afin de démêler quelles sont celles qui plairaient davantage. » Et Delacroix les esquissait. L'une consisterait à donner à l'Autriche la Bavière, le haut Palatinat, Salzbourg, Passau, en échange de tout ce qu'elle possède en Italie ; à transporter en Allemagne les ducs de Modène et de Toscane ; à transporter le Bavarois dans une partie des États du pape et à former du reste des républiques réunies ou alliées avec la République lombarde. Le roi de Prusse mettrait peut-être peu de bonne grâce à se prêter à ce projet. « Le moyen de le lui faire adopter serait de lui fournir un ample dédommagement; lui satisfait, tout le reste serait réduit au silence. » — Il est, ajoutait Charles Delacroix, une multitude d'autres combinaisons que vous formerez beaucoup mieux que moi... « Le point capital, c'est de persuader à la maison d'Autriche qu'elle obtiendra davantage et plus promptement en traitant avec la République seule. »

En même temps, le Directoire tentera, une fois de plus, de persuader la Prusse qu'elle obtiendra tout, en s'alliant avec la République. Le Directoire qui, de la main droite, offre la Bavière à l'Autriche, offre de la main gauche l'Empire à la Prusse; il propose à l'Autriche de prendre la Bavière et à la Prusse de la sauver. Le Directoire, dira Caillard, désire procurer à la Prusse dans l'Empire, « une influence devant laquelle disparaisse entièrement celle de l'Empereur ; » il invite Caillard à hâter « la formation d'une ligue qui doit suppléer à tous les autres moyens de négociation[1] ». Si, au

[1] Rapports de Caillard, 17 septembre, 4 octobre ; Delacroix à Caillard, 29 novembre, 17 décembre 1796.

lieu de se contrarier, comme il était vraisemblable, les deux négociations, celle de Vienne et celle de Berlin, aboutissaient par aventure, elles amèneraient cette conséquence de livrer l'Italie à l'Autriche et l'Allemagne à la Prusse, c'est-à-dire le renversement de tous les intérêts et de toute l'ancienne politique de la France, qui étaient de maintenir l'Allemagne divisée, d'y combattre toute suprématie d'une puissance particulière, et d'empêcher les Autrichiens de dominer en Italie.

Le 22 novembre, Grenville autorisa Malmesbury à entrer dans le détail des compensations, si le Directoire en acceptait le principe. Le 27, le Directoire accepta et le notifia au public par une note du *Rédacteur*. L'explication eut lieu chez Delacroix, le 28 novembre. — « Reconnaissez-vous, demanda ce ministre, l'intégrité de la République? — Comme vous reconnaissez l'empire britannique. — Vous ne seriez pas ici si vous ne reconnaissiez pas parfaitement la constitution de la République. Or vous savez que, sans en référer aux assemblées primaires, nous ne pouvons aliéner aucune portion intégrante de la République : le Directoire n'est que le mandataire de la République, je ne suis que le mandataire du Directoire. »

Malmesbury, sans la « reconnaître », connaissait assez bien la constitution de l'an III pour savoir qu'en octobre 1795, la Belgique, le Luxembourg et l'évêché de Liège avaient été déclarés partie intégrante de la République, et que la limite qui embrassait ces pays était qualifiée dès lors de *limite constitutionnelle*[1]. Malmesbury comprit ce qu'entendait Delacroix : mettre ces territoires hors de la discussion. Il fit la sourde oreille. Delacroix discuta sur l'équilibre de l'Europe : les partages de la Pologne l'avaient rompu, la France le rétablissait. C'était un des arguments du Comité de salut public pour revendiquer la rive gauche du Rhin, lors de la paix de Bâle; ce fut, en 1814, au congrès de Châtillon, le principal argument de Caulaincourt pour défendre les « limites naturelles ».

[1] Ce qui la différenciait de la *limite naturelle*, — qui comprenait la rive gauche du Rhin tout entière; les territoires allemands étaient occupés; ils n'étaient pas réunis par la constitution. Cf., t. IV, p. 421 et ci-dessus p. 20.

« On ne peut attendre, dit Delacroix, que la République française voie avec indifférence l'agrandissement des autres grandes Puissances. Les rives du Rhin sont sa limite naturelle. » A cette déclaration, Malmesbury feignit l'étonnement, désapprouvant du geste. — « L'Angleterre, reprit Delacroix, a son domaine dans le commerce; cet empire a son fondement dans les Indes et aux colonies. Je préférerais quatre villages sur le territoire de la République à l'acquisition des plus riches Antilles, et je serais presque fâché de voir Pondichéry et Chandernagor revenir à la France. » — On ne pouvait pas aller plus loin sans prononcer le nom des Pays-Bas, c'est-à-dire sans rompre. On ajourna, et Malmesbury en référa à Londres [1].

Grenville lui répondit par des dépêches en date du 10 et du 11 décembre. « Vous reconnaissez vous-même l'impossibilité de nourrir même la pensée de l'abandon des Pays-Bas à la France, et je dois vous dire franchement qu'aussi longtemps que la France ne sera pas réduite à y renoncer, je ne vois pas quel avantage l'Angleterre pourrait obtenir qui compensât la restitution de tant de conquêtes. » C'est, ajoutait Grenville, une condition *sine qua non.* « Votre Excellence ne doit pas donner le plus léger espoir que Sa Majesté puisse se relâcher sur ce point. » Le *statu quo ante* est la seule base sérieuse de la paix. La France doit, en conséquence, restituer la Lombardie, évacuer l'Italie, abandonner les Pays-Bas, qui seraient augmentés du Brabant hollandais et mis en condition de ne jamais retomber entre les mains de la France; pour la Hollande, l'Angleterre restituera ce qu'elle a conquis si l'ancien gouvernement est rétabli et moyennant la réunion du Brabant à la Belgique. Autrement, il ne pourra être question que de restitutions partielles [2].

Malmesbury reçut cette dépêche le 15 et se rendit, le 17 décembre, chez Delacroix. Ce jour-là, il y eut conférence en

[1] Rapport de Malmesbury, 28 novembre 1796.

[2] Grenville à Malmesbury, 10 et 11 décembre 1796. — STANHOPE, t. II, p. 398 — SYBEL, t. IV, p. 335.

forme et l'on échangea des pouvoirs. On constata que l'on était pourvu de tous les moyens de traiter, mais ce fut pour reconnaître aussitôt que l'on ne possédait aucun moyen de s'entendre. Delacroix répéta que la République ne pouvait céder aucun des pays constitutionnellement réunis. — « Il ne s'agit pas pour la France de céder, mais d'acquérir, » repartit Malmesbury. Ils disputèrent sur le droit public. Delacroix allégua les décrets souverains de la Convention, « l'opinion de nos meilleurs jurisconsultes. » Malmesbury répliqua par le droit public de l'Europe, les traités signés entre l'Angleterre et ses alliés. Quant au droit nouveau, celui des peuples, il n'en fut pas plus question qu'à Pétersbourg, lors des conférences sur le partage de la Pologne. Delacroix soutint que la Belgique et la rive gauche du Rhin, entre les mains de la France, seraient un gage de paix : cet établissement mettrait fin à des luttes séculaires. Il ajouta : « La France est dans toute la force d'une jeune République. — Raison de plus, répondit Malmesbury, pour qu'on la craigne. » Delacroix objecta : — « La République veut devenir la Puissance la plus tranquille de l'Europe. — En ce cas, reprit Malmesbury, le passage de la jeunesse à la décrépitude s'est effectué bien vite. »

Enfin il en fallut venir au fait. Malmesbury déclara que si la France renonçait à la Belgique, l'Angleterre lui pourrait concéder quelques annexions du côté de l'Allemagne, qui, jointes à la Savoie, à Nice, à Avignon, constitueraient un grand accroissement de puissance[1]. Comme Delacroix insistait sur les décrets qui avaient fixé définitivement le sort des Pays-Bas, et Malmesbury sur l'incertitude de la guerre qui faisait de toute conquête un acte précaire et un objet de négociation : — « Vous persistez, dit Delacroix, à appliquer ce principe à la Belgique? — Certainement, et je ne serais pas sincère si je vous cachais, au début de la négociation, que Sa Majesté ne saurait consentir à la réunion des Pays-Bas à la

[1] Ce sont, en réalité, les conditions de décembre 1813 et de 1814, et les clauses du traité de Paris, du 30 mai 1814.

France. — Est-ce une condition *sine qua non?* — Ce l'est. »

Malmesbury rédigea, le jour même, une note en ce sens. Le Directoire y répondit, le 18 décembre, en demandant un *ultimatum*. Malmesbury s'y refusa. Ce serait, dit-il, couper court à toute négociation. Le Directoire répliqua qu'il n'entendrait à aucune proposition contraire à la constitution et que, dans ces conditions, la présence de Malmesbury à Paris était « inutile et dangereuse ». Il enjoignit à ce ministre de se retirer dans les quarante-huit heures. Le Directoire, d'ailleurs, était tout disposé à négocier sur le principe qu'il posait : un échange de courriers, un *oui* ou un *non* suffiraient.

Malmesbury quitta Paris le 21 décembre. La négociation ne s'était entamée que pour se rompre; mais tous les arguments avaient été produits de part et d'autre, les prétentions étaient posées. Cette préface résume l'histoire des tentatives de paix entre l'Angleterre et la France sous le Directoire, sous le Consulat, sous l'Empire; elle explique l'équivoque, les malentendus, l'infirmité des arrangements qui s'ensuivirent. Au fond, l'Angleterre ne consentit jamais la cession des Pays-Bas, ni la France la restitution de ces provinces, et il en alla de la sorte jusqu'à l'invasion de 1814, au traité de Paris et à Waterloo, c'est-à-dire jusqu'au jour où l'Angleterre fut en mesure de dicter ses conditions.

V

Clarke était parti pour l'Italie le 25 novembre. Ce qui se passait alors en Autriche n'était pas pour favoriser ses négociations. Non que les « principes » s'y opposassent. Ceux que Thugut professait et pratiquait étaient parfaitement conformes à ceux du Directoire, sur l'article des droits souverains de la conquête, les trocs, le partage des peuples et le dépècement de l'Italie. Il trouvait bon à usurper ce que les

Français avaient conquis. « L'intention de Sa Majesté est que la province de Ferrare ne soit regardée, pour le présent, que comme un pays abandonné aux Français par le pape... recouvré ensuite par les armées autrichiennes. » On en prendra possession militairement, et si « quelque personne » s'y présente de la part du pape, on lui répondra que « le général commandant en chef ne souffrira point qu'une telle personne y exerce aucun acte d'autorité au nom de la cour de Rome, ni même qu'elle continue à séjourner dans le pays [1] ». Ainsi, en 1792 et 1793, pour les envoyés du « Roi » de France, dans les places conquises en Lorraine, en Flandre et en Artois. L'Autriche reprenant la Lombardie, s'emparant des Légations, Venise tombait de soi-même, et ainsi se formait ce royaume d'Italie, objet séculaire de l'ambition des Habsbourg.

« Il faudra voir, écrivait Thugut, jusqu'où iront nos victoires [2]. » Elles allèrent jusqu'au pont d'Arcole.

Thugut en reçut la nouvelle le 24 novembre. Quand on considère, écrivait-il, que nous avons été deux contre un, « que Bonaparte, jeune homme de vingt-sept ans, sans aucune expérience, avec une armée qui n'est qu'un ramassis de brigands et de volontaires, de moitié moins forte que la nôtre, bat tous nos généraux, l'on doit naturellement gémir sur notre décadence et sur notre avilissement. Au reste, à quoi sert de s'affliger? il s'agit de chercher des remèdes. » Il les cherchait en Russie et les attendait de l'armée de Souvorof. Mais il n'y avait plus, pour un temps, rien à attendre de la Russie; tout y était bouleversé par un de ces accidents qui sont à la fois la condition et le péril de la monarchie — un changement de règne, qui emportait une véritable révolution.

Catherine paraissait décidée à intervenir, sérieusement cette fois, à envoyer des cosaques, ce qu'elle refusait depuis 1792 [3].

[1] Ordres à Allvinzi, 12 novembre 1796. VIVENOT, *Thugut*, *Clefayt*, p. 513. — SYBEL, t. IV, p. 326.

[2] A Colloredo, 24 novembre 1796, à Cobenzl à Pétersbourg. — SYBEL, t. IV, p. 329.

[3] MARTENS, t. II, p. 271 et suiv., 358 et suiv. — T. XIII, p. 249 et suiv.

C'est que les affaires de Pologne étaient à peu près réglées, que les progrès de la République en Italie donnaient à réfléchir, que les accommodements avec les princes d'Allemagne et tous ces bruits de sécularisations devenaient menaçants; les guerres de la République, en Italie, prenaient une tournure trop politique, une allure d'État qui annonçait autre chose que des convulsions à la polonaise; on parlait trop de Bonaparte, de ses victoires, de ses proclamations, à la cour. et jusque dans la famille impériale, chez le grand-duc Alexandre, qui s'éveillait à la rêverie et à la gloire. « La République relevée de la Terreur, écrit un confident de ce prince, Czartoryski, semblait marcher, invincible, vers un avenir étonnant de prospérité et de gloire... Qu'on se représente nos sentiments polonais, nos vœux, notre inexpérience, notre foi dans le succès final de la justice et de la liberté. » Il n'était point jusqu'en Turquie où ne se fît sentir l'action de ces régicides arrogants et envahissants. Un Russe écrivait de Constantinople, annonçant les envois d'officiers instructeurs et de canons français [1] : « Jamais la France monarchique n'a témoigné pour ce pays-ci ce grand intérêt que la République française lui montre dans chaque occasion... Tous les gouverneurs... de ce pays-ci sont plus ou moins à la dévotion des Français. »

Ce n'était plus le temps de railler; il ne suffisait plus de délayer, en lettres à Grimm, les anciennes épîtres à Voltaire, et de distribuer des épées d'honneur au comte d'Artois, quelques roubles aux émigrés. Alors, rapporte un témoin [2], l'impératrice se résolut à faire ce qui, plus tôt, eût été peut-être décisif pour la cause du roi; elle donna l'ordre à Souvorof de marcher avec 60,000 hommes au secours des Autrichiens. Elle demanda, en même temps, aux Anglais un subside de 200,000 livres pour commencer la campagne et de 300,000 autres pour l'achever [3]. — « Je prêche et prê-

[1] Archives Woronzof, t. XVIII. Lettres de 1796.

[2] Le comte DE LANGERON, *Mémoires inédits*.

[3] MARTENS, t. VI, p. 174 et suiv., t. IX, p. 412. — Cf. les lettres de Rostopchine, Archives Woronzof, t. VIII.

cherai cause commune à tous les rois, contre les destructeurs des trônes et de la société, » écrivait-elle à Grimm [1]. Jamais elle n'avait agité de plus vastes desseins : la médiation en Allemagne, le Saint-Empire sauvé par les Russes, l'Italie délivrée, puis la Perse soumise, enfin le Nord assujetti. Le « roitelet » de Suède, Gustave IV, venait d'arriver à Pétersbourg et l'on y préparait la fête de ses fiançailles avec une petite-fille de Catherine, la grande-duchesse Alexandra.

Mais, soudain, sur une question de religion, tout se rompit. La princesse entendait demeurer orthodoxe ; le « roitelet » prétendait qu'elle se fît luthérienne. La politique s'y mêla et nombre de cabales suédoises contre le mariage. Bref, le 26 septembre, le jour marqué pour la cérémonie, toute la cour, en gala, et les métropolitains de Novgorod et de Pétersbourg, attendaient le fiancé ; le fiancé ne parut point, refusant obstinément le mariage tant que l'affaire de religion ne serait point réglée selon sa volonté. Alors, l'impératrice s'emporta tellement que les gens de l'intérieur craignirent pour sa vie. Le bal fut décommandé, les hôtes congédiés ; on éteignit les cierges de la chapelle et les lustres des salons. Catherine avoua, le lendemain, que la nuit de la déchéance de son mari, Pierre III, « n'était rien en comparaison de celle-là. »

Dès lors, sa santé, altérée déjà, déclina rapidement. Elle ne marchait plus ; elle avait beaucoup engraissé, ses jambes enflaient ; d'ailleurs, refusant de se soigner, d'avouer son état, écartant les médecins, recourant aux empiriques, aux remèdes de bonne femme. Ce n'était plus cette belle impassibilité à la romaine, qui la faisait sourire, au canon des Suédois. Elle tressaillait, elle était agitée de pressentiments ; un orage qui éclata dans les derniers jours de septembre, la troubla : il n'y avait pas eu d'orages à cette époque depuis la mort d'Élisabeth. Elle y vit un présage. Son esprit se frappait, perdait sa maîtrise de soi-même et son ressort. Tout indiquait que chez elle le cœur était atteint. Le 16 novembre, au matin, elle

[1] Lettres à Grimm, d'octobre 1796. C'est la dernière lettre.

tomba, frappée d'apoplexie. Son valet de chambre accourut; elle parut le reconnaître, « porta la main sur son cœur, avec l'expression d'une profonde douleur, et referma les yeux. » Elle ne les rouvrit plus. Elle se débattit vingt-quatre heures dans une horrible agonie, disputant convulsivement ce qui lui restait d'existence. « Spectacle hideux, » dit un témoin; hideux, en toute condition humaine, sinistre dans le palais de cette femme superbe, qui avait poussé à toutes les extrémités l'orgueil de sa vie, la fierté de son intelligence, la puissance de son vouloir, la sensualité de son corps. S'il se fit en ces dernières heures de survivance à elle-même quelque lumière passagère et trouble en sa conscience ; si le passé ressuscita un instant, si l'avenir apparut comme en un rêve, on ne peut dire ce qui la dut frapper de plus d'horreur et la révolter davantage, du trône renversé au pied duquel gisait son mari, Pierre III, étranglé par ses amants, ou de ce trône, relevé, où allait s'asseoir le fils du déchu, du captif et de l'assassiné, son propre fils à elle, détesté, méprisé, à demi dément, relégué dans la caserne et dans l'office, désormais l'empereur Paul Ier.

Elle expira le 17 novembre, au soir, entre les favoris guettant un retour à la vie qui les sauverait de la disgrâce, et l'héritier guettant un dernier souffle qui le ferait autocrate. Quand Nicolas Zoubof le vint quérir, annonçant l'accident de l'impératrice, il crut que sa mère le faisait arrêter pour l'envoyer en exil. Zoubof le détrompa, et la commotion fut si forte, le passage de la peur à l'excès d'orgueil, de la sujétion à l'omnipotence, de la crainte de la prison et de l'exil, à la pensée qu'à son tour il allait pouvoir commander, exiler, emprisonner, furent tels qu'on craignit une congestion, et que cet esprit, déjà si faible, en demeura détraqué pour toujours.

Paul avait huit ans lors de l'assassinat de Pierre III. Catherine l'avait traité en créancier de la vengeance, en créancier du trône. Il n'était né ni sot, ni méchant ; mais l'humiliation de sa vie, la honte des favoris, la hantise perpétuelle du

meurtre de son père, le soupçon de jour et de nuit d'un sort pareil, une atmosphère d'espionnage et de délation, altérèrent peu à peu une âme appesantie d'orages et comme chargée d'électricité, où la pensée ne perçait que par coups de vent ou par éclairs, entre les nuages. Déséquilibré, fantasque, versatile et obstiné, irritable à l'excès, entêté de sa personne, qui n'était rien, de son règne futur où il serait tout, il disait des ministres et des favoris de sa mère : « Je les ferai tous chasser à coups de fouet! » Et à Dumouriez, plus tard, quand il fut le maître : « En dehors de moi, il n'y a, dans mon empire, qu'un homme qui ait quelque signification : l'homme à qui je parle, et pendant que je lui parle [1]. »

Par réaction, il s'éprit du grand Frédéric, se lia d'étroite amitié avec Frédéric-Guillaume II : armée et politique, il entendait tout mener à la prussienne. Du reste, dans ses heures lucides, capable d'utopie et d'ambitions idéales qui se mêlaient étrangement aux caprices : adoucir le sort des paysans, soulager le pays, qu'il jugeait opprimé, comme il l'était lui-même, et pressuré par sa mère; par suite, tout changer, épurer la cour, chasser les amants, désarmer, renoncer aux conquêtes, substituer, dans ses alliances, la Prusse, neutre et pacifique, aux Autrichiens et aux Anglais; réformer les lois et surtout expulser les « Jacobins » et philosophes desquels venaient, en ce monde, tout mal et tout péril.

Il fit une entrée solennelle, à la tête de son régiment, qui marchait à la prussienne, habillé lui-même en général prussien. Puis tout changea, de la taille de la barbe à la forme des chapeaux; les cheveux courts et les chapeaux ronds, à la française, devinrent signes de rébellion, passibles au moins de la bastonnade. On vit pleuvoir les faveurs sur les uns et les coups sur les autres. A côté de ces mesures de police

[1] *Mémoires d'Adam Czartoryski; — Lettres et souvenirs de Rostopchine.* — HÜFFER, *Rastatter Congress*, t. II, ch. I. — SYBEL, t. IV, p. 332; t. V, p. 300. — Eugène-Melchior DE VOGÜÉ : *Un changement de règne.* — *Histoire anecdotique de Paul Ier*, tirée de SCHILDER : *Alexandre Ier, sa vie et son règne*, par Dimitri DE BECKENDORFF.

somptuaire, où paraissaient l'extravagant et le bizarre, les coups de théâtre, les spectacles tragiques, conceptions grandioses et maladives, où il semble que le souffle de Shakespeare ait passé un instant sur le front de cet Hamlet moscovite.

Il se fit juge d'outre-tombe. Il entreprit de réhabiliter la mémoire de son père. Le corps de Pierre III fut exhumé, le 13 décembre, des caveaux du couvent d'Alexandre Newski, où il dormait dans l'abandon depuis trente-trois ans. A ces dépouilles de l'empereur assassiné, Paul composa un cortège étrange d'assassins. Il fit rechercher les survivants de ceux que l'on accusait de la mort de Pierre. C'étaient, en 1763, des soldats ou des sous-officiers aux gardes : maintenant des grands seigneurs comblés d'argent, de terres, d'esclaves, titrés, constellés, chamarrés, les premiers de l'État. Il en restait trois : le maréchal de la cour, prince Bariatynski, rude, grondeur, qui se mourait d'effroi; le général gouverneur de la Russie Blanche, Passeyk, aide de camp de l'impératrice, qui, dans le palais, avait la prérogative de veiller sur les jours de la souveraine; enfin, le meneur principal du complot, Alexis Orlof. Pierre III fut ramené, en grande pompe, au palais d'où il avait été emporté pour aller au cachot et à la mort. Le cortège traversa la ville. Orlof et Bariatynski tenaient les cordons du poêle. L'empereur, l'impératrice, les grands-ducs, toute la cour, tout l'État, tous les chefs de l'armée, suivaient à pied, par un froid de dix-huit degrés; procession auguste et macabre où les assassins du père occupaient les rangs d'honneur, et derrière eux, dans la foule, les futurs assassins du fils. Paul avait voulu étaler la vanité des grandeurs et des triomphes, le retour inévitable de la justice, l'impuissance de la gloire même à effacer le crime.

Le cercueil de Pierre III fut placé à côté de celui de Catherine : noces d'airain de ces époux séparés depuis la nuit de l'attentat en juillet 1763. La mort les réunit, plus forte que toutes les forces de cet immense empire, reforgeant la chaîne brisée et vengeant, par cet exemple formidable, l'injure de

la loi méconnue, à savoir que la main de l'homme ne saurait désunir ce que Dieu a uni pour l'éternité. Tragédie chrétienne, terrifiant spectacle du *Dies iræ* des catholiques, conception d'une âme obsédée du crime, mise en scène de poète en délire, pompeuse, sinistre et puérile, car jamais l'inutilité des expiations humaines ne se déclara plus brutalement que par la destinée de cet empereur. La cérémonie terminée, Paul dépouilla son manteau de deuil, passa en revue les troupes du cortège, puis, il fit exhumer Potemkine, briser le cercueil et jeter les restes dans les fossés de la citadelle.

« Ma mère, dit-il, a toujours visé aux conquêtes; moi, je veux rendre mes peuples heureux. » L'armée destinée à entrer en Allemagne, rentra dans ses casernes. Souvorof, dépouillé de son commandement, ayant déclaré que « n'y ayant plus de guerre, il n'avait plus rien à faire, » Paul l'exclut du service, le fit appréhender au corps et conduire, en exil, dans ses terres, sous la surveillance d'un maire de village. Il visita Kosciusko dans sa prison, le fit remettre en liberté; rappela Stanislas-Auguste à Pétersbourg, et le reçut avec les honneurs souverains. Il fit écrire à Vienne : « L'amitié dure, mais l'alliance tombe. » Cobenzl passa, de la faveur très haute où le tenait Catherine, à la négligence officielle. Les honneurs appartenaient désormais à l'envoyé prussien, Tauenzien, obscur et presque ignoré la veille. Paul adressa des missives remplies d'effusion à son frère et ami Frédéric-Guillaume. Il n'entendait pas seulement s'habiller en général prussien, il résolut de mener sa diplomatie à la prussienne : la paix et la neutralité, avec les mêmes arrière-pensées, d'ailleurs, que le roi de Prusse : la haine de la République, l'exécration des Jacobins et l'effort latent, continu contre l'extension de la France, la résolution secrète de maintenir l'intégrité de l'Empire et de s'opposer à la cession de la rive gauche du Rhin, par la Diète, lors de la paix générale.

C'était le fond; mais pour le moment et en apparence, la coalition se dissolvait. L'Autriche allait devenir plus conciliante et le Directoire reprendre du ton. Il en avait besoin.

La guerre à outrance recommençait avec l'Angleterre. Pitt, le 30 décembre, en fit voter la résolution aux Communes, sous forme d'adresse au roi. A Paris, les républicains approuvèrent le Directoire d'avoir congédié Malmesbury. La prétention de supprimer la république batave fut jugée « absurde et insoutenable ». — « Quand l'ennemi eût encore été en Champagne, écrit Thibaudeau, on n'eût pu dicter à la France une loi aussi humiliante, et l'armée d'Italie venait de recueillir les lauriers d'Arcole, Mantoue était aux abois! »

Mais la flotte était en naufrage. Une fois encore, les Anglais en avaient appelé à la mer; l'éternelle alliée de l'Angleterre avait rompu l'*Armada* et la tempête avait frappé à mort le jeune homme de génie qui devait porter à Londres les volontés de la « grande nation[1] ». Hoche avait mis à la voile le 15 décembre. La flotte dispersée et désemparée par les vents contraires, les fausses manœuvres des officiers, l'inexpérience des équipages, le mauvais état des navires, s'égara dans les brouillards. Le 12 janvier 1797, Hoche était en vue de l'île de Ré. Las d'être ballotté par la mer et le vent contraire, après avoir été, près d'un an, tiraillé par les hommes, rétifs et malveillants, épuisé par le mal de mer, le froid surtout, secoué par une toux qui ne le quitta plus, il se jeta dans une barque, au risque de se noyer, prit terre, gagna la Rochelle, monta dans une voiture de poste et courut à Paris. Tout le monde fut frappé de l'altération de ses traits.

Le Directoire avait besoin de relever ses affaires en Allemagne. Hoche reçut le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il était rendu à son élément et revenait à son théâtre. Il ne renonçait ni à affranchir l'Irlande, ni surtout à écraser l'Angleterre, suprême objet de la guerre. Il s'en réservait le péril et n'en voulait laisser l'honneur à aucun autre. « Ma fortune, écrivit-il à Hédouville, resté en Bretagne, me mènerait-elle aussi cette année aux portes de Vienne, ce que j'espère, je la quitterais encore pour aller à Dublin, et de là à

[1] Voir *Bonaparte et Hoche*. Les vues de Hoche, chap. Ier : échec de l'expédition, p. 263 et suiv.

Londres. » Mais c'était sur le continent qu'il fallait investir l'Angleterre et la bombarder avant de donner l'assaut final.

L'entreprise qu'il rêvait est celle qui, huit ans plus tard, mena Bonaparte du camp de Boulogne à Austerlitz et à Schœnbrünn. Bonaparte ne lui laissa pas le loisir de la tenter.

CHAPITRE IV

LEOBEN

1796-1797

I

Clarke arriva à Milan le 29 novembre 1796[1]. Né d'une famille irlandaise réfugiée, élève gentilhomme à l'École militaire, ancien client du duc d'Orléans, il avait fait campagne en 1792; la Terreur l'éloigna de l'armée; il reprit du service après Thermidor et entra dans les bureaux militaires du Comité de salut public, où Carnot, qui l'employa, se prit d'amitié pour lui. C'était un bel homme d'une trentaine d'années, distingué, de tenue élégante, ayant l'usage du monde et des affaires. Grand travailleur, instruit, ambitieux, il se croyait destiné à une brillante carrière et se piquait de percer vite en servant bien et à propos. Le moins républicain des officiers, négociateur d'état-major et diplomate à cheval, il arrivait tout glorieux de sa mission; il possédait le secret de Carnot, sinon celui du Directoire; il se sentait plénipotentiaire; il allait, du premier coup, démasquer et remettre dans le rang ce petit Corse infatué qui s'emportait vers la fortune avec une ridicule impertinence.

Il l'avait rencontré, dans l'été de 1795, au temps où Bonaparte, solliciteur inquiet, dessinait, pour le Comité, les plans d'une campagne d'Italie. Il l'avait revu au gouvernement militaire de Paris, et dans la société d'alors, étant lié de

[1] Pour le détail des négociations, voir *Bonaparte et Hoche : De Leoben Campo-Formio*, chap. 1er.

longue date avec Joséphine. Entre le client d'alors et le général en chef d'aujourd'hui, il y avait toute la différence de l'homme qui conçoit un plan, peut-être chimérique, et celui qui, en l'exécutant, l'a dépassé.

Tout, en Bonaparte, était fait pour surprendre, séduire, subjuguer. Les cheveux broussailleux, poudrés, tombant en « oreilles de chien » jusque sur les épaules ; le front tendu sous la pensée ; le regard clair et inquisiteur ; la bouche mobile, impérieuse ; une grande finesse dans les traits du visage creusé, au teint olivâtre ; une extraordinaire énergie dans l'ossature saillante, dans le menton surtout. Il était vêtu d'un habit droit, trop large, coupé à la diable, endossé à la hâte, boutonné jusqu'en haut, garni seulement d'une étroite broderie d'or ; il portait une ceinture tricolore, nouée négligemment, et un sabre qui semblait disproportionné à sa personne. Il enlevait, remettait, agitait, à la main, posait sur un meuble son petit chapeau noir surmonté d'un panache de hasard, attaché tant bien que mal. Il se levait, il s'asseyait brusquement, il parlait en marchant, avec des gestes saccadés, un accent italien, un français incorrect ; ou bien, à sa table de travail, la plume entre les doigts, il interrogeait ou plutôt il harcelait son interlocuteur.

Tel il paraissait à ceux qui l'abordaient pour la première fois, isolé dans son armée par la déférence générale, et se détachant au premier plan du tableau, devant le groupe des héros, qui, bon gré mal gré, commençaient à lui faire cortège. Il imposait l'obéissance ; devant lui, on se sentait toujours en service et toujours en sous-ordre. Ses questions se succédaient nettes, laconiques, précipitées. Son attention se portait aux plus menus détails ; elle n'y passait que pour revenir à l'ensemble des choses qu'il embrassait toujours. Nul embarras chez lui à paraître ignorer ces renseignements techniques qu'il réclamait avidement ; si la demande étonnait, le parti qu'il tirait de la réponse étonnait davantage et imposait. Il apprenait les affaires en les parlant. Ses discours étaient péremptoires, ses déductions évidentes. Tout, en son langage,

était force, précision, commandement dans son attitude. Il disait « ma politique », comme il disait « mon armée ». A ce ton de supériorité naturelle se joignait la confiance de sept mois de merveilles : le Piémont assujetti, le Milanais conquis, la Toscane inféodée, Rome tremblante, Naples prosternée, trois armées impériales battues, et toute l'Italie, depuis huit jours, remplie des combats d'Arcole. Clarke sortait de Paris, où tout était cabales mesquines, commérages, conflits d'incertitude, embûches et trébuchements de brouillons. Il fut ébloui et devina que sa carrière dépendait de cet homme. Bonaparte flaira le courtisan et le fascina.

Au bout de trois jours, Bonaparte connaissait les instructions de Clarke et avait pénétré le jeu du Directoire. « La lassitude de la guerre, lui dit Clarke, se fait sentir dans toutes les parties de l'intérieur de la République. Le peuple souhaite ardemment la paix ; les armées murmurent hautement de ce qu'elle n'est pas faite. Le Corps législatif la veut et la commande, pour ainsi dire, n'importe à quelles conditions... Nos finances sont nulles... l'agriculture réclame des bras... La guerre accroît chaque jour une immoralité presque universelle, qui pourrait, par la suite, renverser la République. Enfin, tous les partis, harassés, veulent la fin de la révolution... Nous n'avons ni police intérieure, ni gendarmerie... Il faut donc la paix, et, pour retrouver l'enthousiasme qu' nous a fait vaincre, il faut que nos ennemis éloignent la conclusion et qu'il n'y ait personne en France qui ne soit convaincu que le gouvernement a voulu une paix raisonnable et qu'elle a été rejetée par l'ambition ou par la haine de nos principes. Le moment de négocier est donc venu. » Bonaparte n'avait pas encore reçu de notes aussi vivantes sur l'état des esprits en France. Il craignait une réaction des passions irréligieuses et de cet ancien esprit de propagande qui ne séparait pas le triomphe de la République de l'anéantissement de l'Église romaine. Clarke le rassura. « Nous avons manqué notre révolution en religion. On est redevenu catholique romain en France, et nous en sommes peut-être au point

d'avoir besoin du pape lui-même pour faire seconder chez nous la Révolution par les prêtres, et, par conséquent, par les campagnes qu'ils sont parvenus à gouverner de nouveau. »

Finir la Révolution, donner la paix, réconcilier les Français entre eux, y employer l'influence du clergé, c'était pour Bonaparte le chemin du pouvoir. Si l'extraordinaire identité des vœux et des besoins du peuple français avec les moyens de sa propre fortune ne s'était jusqu'alors dessinée que confusément dans son esprit, elle dut lui apparaître ce jour-là dans toute son évidence. La route se découvre; Bonaparte la parcourt du regard dans toute son étendue; il s'y porte, et, sans désormais perdre un instant de vue le but encore lointain à atteindre, il règle, avec sa décision et sa netteté habituelles, les mesures immédiates d'exécution. La première, c'est la paix. Il va la prendre en main; mais à quelles conditions le Directoire est-il disposé à la conclure, ou plutôt à la ratifier quand Bonaparte l'aura conclue? Il arriva très vite à cette conviction que, pour faire la paix, il s'agissait moins encore d'écraser les Autrichiens que de conquérir assez de provinces italiennes pour les satisfaire. Comme il exclut les pays qu'il a déjà conquis, et pris en tutelle, les républiques qu'il projette d'organiser, il n'a plus le choix. La solution s'impose. Venise payera la paix de la République française, la rive gauche du Rhin et l'indépendance des nouvelles républiques d'Italie.

Sous prétexte de rompre des menées dangereuses pour la sûreté de son armée, il occupe une partie des dépendances de Venise sur la terre ferme. Il y laisse les émissaires lombards agiter les bourgeois des villes et propager la révolution. Les oligarques laissent le clergé fanatiser le peuple des campagnes et prêcher le massacre des Français. Entre les Croates qui les ravagent d'un côté, les républicains qui les dépouillent de l'autre, effarés, énervés, n'osant ni s'armer, de peur de représailles, ni désarmer par crainte d'une surprise, les gouvernants de Venise traînent, dans les incertitudes et les dupli-

cités, une neutralité que personne ne considère, parce qu'elle est fallacieuse, et que personne ne respecte parce qu'elle est inerte. L'occupation de Bergame les consterne. Bonaparte a désormais avec eux son procès ouvert, et les tient sous ses prises.

Savait-il, en agissant de la sorte, que, selon l'expression de Charles Delacroix, aucune compensation « ne plairait davantage » à la cour de Vienne; que Venise était dans les prétentions de cette cour et dans ses convoitises; que l'Autriche nourrissait contre cette République des « droits anciens » et se préparait, comme lui, des griefs nouveaux; qu'elle avait déjà trafiqué de Venise avec la Russie ; que l'arrangement qu'il offrirait à l'Empereur pour le faire sortir de la coalition était l'un de ceux que Catherine II avait employés pour l'y retenir? Rien ne permet de le supposer. Mais il pressentit cette combinaison de la diplomatie autrichienne, comme il devinait les mouvements des armées impériales.

A Vienne, celui qu'on appelait le « baron de la Guerre », par opposition au « prince de la Paix » de Madrid, Thugut, se disait que si on laissait faire Bonaparte, ce général aurait bientôt une armée de cent mille hommes et révolutionnerait toute l'Italie; on ne pourrait plus l'en déloger. Il envoya, le 5 décembre, à Allvinzi l'ordre de reprendre la campagne et de la pousser avec toute son énergie. Mais, le 9, tout change de face. Le bruit de la mort de Catherine II se répand à Vienne. « Nos désastres seraient à leur comble ! » s'écria Thugut[1].

Sur ces entrefaites, arrive l'avis de la mission de Clarke; ce général demande des passeports pour Vienne. Thugut, jugeant que ce voyage n'aurait pour objet que d'espionner et d'intriguer, ne veut point le permettre ; mais comme il faut occuper le tapis, en attendant qu'Allvinzi ait frappé des coups déci-

[1] Sybel, t. IV, liv. III, Leoben. — Vivenot, *Thugut*, *Clerfayt*. — *Correspondance de Thugut avec Colloredo ;* — Bailleu, t. I. — *Mémoires* de Marmont, de Chaptal, de Landrieux. — Artaud, *Vie de Pie VI*. — Séché, *les Origines du Concordat*. — Trolard, *De Montenotte à Arcole*, *de Rivoli à Magenta*. — Bonnal, *Chute d'une République*. Cf., ci-dessus, p. 44, 91.

sifs, Gherardini, ministre de l'empereur à Turin, s'abouchera avec Clarke, et le colonel de Vincent sera adjoint, pour les questions militaires, à ce négociateur d'apparat. L'Empereur écrit à Allvinzi, le 5 janvier 1797, de faire lever le siège de Mantoue et de rejeter Bonaparte derrière le Mincio. Chemin faisant, il s'emparera, sur les terres de Venise, de Peschiera, de Vérone et d'autres positions avantageuses : « Vous ne sauriez admettre qu'on élève vis-à-vis de nous une prétention que l'on n'a pas trouvé à propos de soutenir contre l'ennemi. » Venise était la proie désignée ; quant aux Légations, elles demeureraient vraisemblablement à qui les tiendrait au moment de la paix, et Allvinzi s'occupait de les conquérir.

II

Bonaparte entreprit de lui barrer le chemin, et, une fois encore, sa fortune et la paix de la République furent jetées au sort d'une bataille. Ce fut depuis son entrée en campagne, en mai 1796, jusqu'à son dernier combat, en juin 1815, la condition de Bonaparte. Il n'eut jamais de sécurité durant les trêves, et, dans la guerre, il fut toujours condamné à vaincre ou à tout perdre.

Cependant, les partisans du pape, ceux des anciens gouvernements, payés par les nobles, soutenus par les moines, appelaient les populations aux armes. « Italie, misérable Italie, lève-toi! Prenons les armes de Fabius, de Camille, de Scipion, de Sforza et de Colonna, de Doria et de Farnèse. Il est encore temps de sauver la plus respectable, la plus glorieuse et la plus belle partie de l'Europe, la reine des nations! Aux armes! contre l'ennemi avare et impie! » Invasion des Gaulois et invasion des Français, Brennus et Charles VIII, tout était bon à enflammer les imaginations. C'était l'étrange destinée de la Révolution, aussi bien sous la forme répu-

blicaine que sous la forme impériale, de s'associer avec les princes, de gagner à sa cause les nobles, amis des lumières, les bourgeois instruits, la jeunesse ambitieuse, tout ce qui constituait, dans l'ancienne Europe, la société éclairée, et de succomber sous les coups de ces masses populaires, de ces masses nationales qu'elle avait déchaînées en France à l'assaut de la monarchie et qui l'avaient fait triompher de l'étranger. On l'avait vu, dès la première sortie des armées, en Belgique, en 1792; on le revit en Italie dès 1796, puis en Espagne. C'est qu'au fond et malgré l'alliance qui s'était formée entre les Jacobins et le parti populaire, la Révolution se propageait en Europe comme elle avait commencé en France, œuvre de philosophes et de propriétaires, faite pour la diffusion des idées, la liberté de pensée, la liberté du travail, la liberté des personnes et la liberté des biens : partie de l'abolition du régime seigneurial, elle devait trouver son accomplissement dans le Code civil. Dans les pays pauvres, ceux où la propriété n'était point divisée, les paysans n'étaient que des ouvriers ruraux, où les peuples habitués à obéir, assez doucement traités d'ailleurs par leurs maîtres, étaient trop peu émancipés pour désirer une existence plus libre, et ne voyaient dans le conquérant « libérateur » qu'un ennemi de leur indépendance, de leur repos, de leur religion. C'est que la Révolution qui s'opérait, en France, pour le paysan, s'opérait contre lui, en Italie. Le paysan de France achetait de la terre ci-devant noble avec le papier républicain, le paysan d'Italie livrait sa récolte contre ce même papier qui ne se transformait jamais ni en or, ni en terre. « Nous remarquâmes, écrivait un soldat après l'insurrection d'une ville d'Italie, que dans cette révolution il n'y avait que la petite populace. » Les séditions éclataient çà et là, sournoises, imprévues, sauvages, sanguinaires. C'est pourquoi Bonaparte frappait sans cesse des coups de prestige, réprimait la révolte avec une énergie implacable et, la soumission faite, essayait de pacifier la Vendée italienne comme Hoche avait pacifié l'autre, en imposant la discipline à ses troupes et en ménageant le clergé.

Quand il reprit la campagne, il semblait épuisé. « Il ne pouvait plus monter à cheval sans un effort de courage, suivi d'un complet abattement. Ses amis le crurent empoisonné; lui-même eut cette idée. Ses joues, caves et livides, ajoutaient encore à l'apparence frêle de sa petite taille. Les émigrés disaient, en parlant de lui : « Il est jaune à faire plaisir, » et on buvait à sa mort prochaine. Mais il possédait alors ce qu'il n'avait plus à la Moskowa et à Waterloo, le ressort de la jeunesse. Il se raidit. *Decet imperatorem stantem mori*[1]. Trois chevaux moururent de fatigue sous ce cavalier rongé de fièvre. Allvinzi l'attaqua et fut repoussé le 14 janvier 1797, sur le plateau de Rivoli. Bonaparte, laissant Allvinzi s'en aller vers les montagnes, à la suite de ses troupes, se porta vers Mantoue; le 3 février, Wurmser, réduit aux dernières extrémités, capitula et sortit de la place avec les honneurs de la guerre. L'Autriche n'avait plus pied en Italie, et la prise de Mantoue mettait l'État pontifical à la merci du vainqueur.

Débarrassé encore une fois des Autrichiens, au moins pour quelques semaines, sachant Venise tremblante et impuissante, Bonaparte se hâta d'en finir avec Rome qu'il voulait arracher à la fois à l'influence autrichienne et au fanatisme impolitique du Directoire. Il avait tous les prétextes et tous les motifs de rompre l'armistice et de marcher sur Rome. Mais ce n'était point pour l'anéantir : il lui suffirait de démembrer l'État pontifical et d'assujettir la cour. Il voulait conserver le pape avec une ombre de prestige; il en avait besoin pour affermir sa domination en Italie, surtout pour gagner la France. Hoche avait apaisé et rallié la Vendée avec quelques pauvres prêtres de campagne; que ne ferait pas Bonaparte avec tout le sacré collège, avec le pape lui-même?

Ses lettres le montrent constamment occupé du rôle que peut jouer l'Église dans les États, et du concours qu'elle peut apporter au pouvoir. Le 22 janvier, il écrivait au cardinal Mattei : « Quelque chose qui puisse arriver, je vous prie

[1] STENDHAL, *Vie de Napoléon.*

d'assurer Sa Sainteté qu'elle peut rester à Rome sans aucune espèce d'inquiétude. Premier ministre de la religion, il trouvera, à ce titre, protection pour lui et son Église... Mon soin particulier sera de ne point souffrir qu'on apporte aucun changement à la religion de nos pères. »

Le 5 février, il entre à Ancône. Toute sa destinée fermente en germe dans cette campagne. Le grand rêve qui a traversé l'esprit de Sieyès et du Comité de salut public : les Anglais chassés de la Méditerranée, la Méditerranée lac français, s'empare de son imagination et ne cessera plus de l'obséder. Il visite le port d'Ancône, il découvre l'Adriatique, et son esprit l'emporte au delà de cette mer; il voit l'empire ottoman qui croule, un partage imminent, l'Égypte, la route des Indes, l'Angleterre partout poursuivie et partout anéantie. Le 10 février, il écrit au Directoire : « La ville d'Ancône est le seul port qui existe, depuis Venise, sur l'Adriatique; il est, sous tous les points de vue, très essentiel pour notre correspondance avec Constantinople; en vingt-quatre heures, on va d'ici en Macédoine. » Et le 15 : « On va de là... en dix jours à Constantinople. Mon projet est d'y ramasser tous les juifs possibles... Il faut que nous conservions le port d'Ancône à la paix générale et qu'il reste toujours français; cela nous donnera une grande influence sur la Porte ottomane, et nous rendra maîtres de la mer Adriatique, comme nous le sommes, par Marseille, l'île de Corse, de la Méditerranée. » Cet article demeurera le premier dans le grand dessein de domination qui se forme dès lors en lui. Mais, avant tout, il veut traiter avec Rome.

Il sait par expérience que si on peut battre les Autrichiens, on les détruit difficilement; ils ne fuient jamais loin et reviennent toujours. Il apprend qu'une nouvelle armée, avec le meilleur des généraux de l'empire, marche vers l'Italie : c'est l'archiduc Charles, que la retraite de Moreau et le désarroi de l'armée française du Rhin ont rendu disponible. Bonaparte n'a donc que le temps de soumettre Rome, d'assurer ses derrières et de remonter vers le nord. Il multiplie les

menaces et les sommations. Le 13 février, il écrit à Mattei; il exige un plénipotentiaire dans les cinq jours.

Il le reçoit, le 19, à Tolentino, debout, entouré de son état-major [1]. Il exige la cession des Légations et d'Ancône, la renonciation à Avignon et au Comtat, la rupture de toute alliance avec les ennemis de la République, la fermeture des ports aux Anglais, le paiement de quinze millions dus encore en vertu de l'armistice, quinze autres millions, des chevaux, deux cent mille livres et une amende honorable pour le meurtre de Bassville, la livraison des objets d'art et manuscrits promis par l'armistice, le maintien de l'Académie de France, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, la remise à la France du général autrichien Colli et le bannissement du cardinal Albani. A ces dernières clauses, déshonorantes pour eux, les Romains déclarèrent qu'ils aimaient mieux rompre que d'y souscrire. « Soit, s'écria Bonaparte, le traité sera rompu, et ce sera par votre faute ! » Devant eux, il donna l'ordre aux troupes de se mettre en marche. Mattei se jette à ses pieds. Bonaparte en était venu à ses fins : il était « juge du pape », comme l'avait été Charlemagne. Il avait d'ailleurs le goût de la magnanimité et il en savait le prix; il possédait cette sensibilité d'État qui est la grande séduction des puissants; il ressentit le frisson de la gloire, il fut ému, il lui convint de le paraître. Il releva le cardinal, renonça à la clause, et le traité fut signé. Bonaparte écrivit au Directoire : « Trente millions valent pour nous dix fois Rome, dont nous n'aurions pas tiré cinq millions, tout ayant été emballé et envoyé à Terracine... Cette vieille machine se détraquera toute seule.. Je n'ai point parlé de religion parce qu'il est évident que l'on fera faire à ces gens-là par la persuasion et l'espérance beaucoup de démarches qui pourront être alors vraiment utiles à notre tranquillité intérieure. Si vous voulez me donner vos bases, je travaillerai là-dessus... »

De nouveaux soucis l'assiégeaient. L'archiduc avançait et

[1] Pour le détail, voir Du Teil, *op. cit.*, p. 460 et suiv.

Clarke, arrivé à Tolentino, le 18 février, avait reçu un gros courrier diplomatique du Directoire.

III

Le Directoire ne fut jamais plus près d'être sage que dans cet hiver de l'an V; c'est que jamais il n'eut plus peur : au dehors peur de la défaite qui serait une catastrophe; au dedans peur de l'opinion qui réclamait la paix et qui allait, aux élections prochaines, se manifester souverainement. Il se résignait, en conséquence, à se renfermer dans les « limites constitutionnelles » . Le 16 janvier, les Directeurs écrivirent à Clarke : La République restituera les pays occupés sur la rive gauche du Rhin, elle restituera la Lombardie, elle évacuera l'Italie par étapes, elle ne s'opposera pas à ce que l'Empereur s'agrandisse en Allemagne.

Mais le 25 janvier arrive à Paris un courrier d'Italie annonçant la victoire de Rivoli, 23,000 prisonniers, 60 canons, 24 drapeaux pris à l'ennemi. Les députés se rendent en foule au Luxembourg pour féliciter le Directoire. « Vive Bonaparte[1] ! » Le jour même, les Directeurs mandent à Clarke d'insister pour l'indépendance de la Lombardie ; ils lui mandent surtout de ne « faire et de n'accorder aucune proposition sans l'aveu de Bonaparte » . Clarke n'est plus que négociateur de paravent. C'est avec Bonaparte que la correspondance d'affaires va se poursuivre. Et, avant tout, l'affaire la plus urgente. « Les indemnités que nous avons à retirer de l'État de l'Église assurent, pour un temps considérable, le service administratif, lui écrit Barras, le 27 janvier; mais nous avons encore des ressources ouvertes dans l'État de Venise. L'exemple des ennemis, la partialité que les Vénitiens

[1] Rapport de Sandoz, 27 janvier 1797.

ont montrée pour eux, et les griefs que nous avons contre cette puissance nous dispensent de ménager son territoire. » Quant au pape, c'est le grand point de dissidence entre les Directeurs et le général. Ils ne comprennent pas plus sa politique qu'ils n'ont d'abord compris celle de Hoche. Le culte romain, écrivent-ils à Bonaparte, le 3 février, est l'obstacle le plus dangereux à l'affermissement de la constitution française; c'est à Bonaparte de l'abattre en éteignant le flambeau du fanatisme en Italie et en détruisant le centre de l'unité romaine. Toutefois même sur cet article qui les passionne le plus, ils s'en remettent encore à lui : « Ce n'est point, au surplus, un ordre que donne le Directoire exécutif; c'est un vœu qu'il forme... Quel que soit le parti que vous croyiez devoir prendre dans cette circonstance, et quelle qu'en soit l'issue, le Directoire exécutif n'y verra jamais de votre part que désir de servir avantageusement votre pays... Il s'en rapporte au zèle et à la prudence qui vous ont constamment dirigé... »

Telles sont les nouvelles que Clarke apporte à Bonaparte le 18 février. Bonaparte en conclut que le traité de Tolentino sera ratifié comme l'ont été et comme le seront tous les faits accomplis qu'il imposera au Directoire. L'opinion est à la paix; il est plus résolu que jamais à la donner. Il juge que le Directoire, s'il lui en laisse le temps, la rendra indéfiniment impossible, élevant, à chaque succès, des exigences qui nécessiteront des succès nouveaux, et laisseront toujours le sort de l'État en suspens jusqu'à la prochaine bataille. Cette conduite, qui sera la sienne plus tard et qui entraînera sa ruine, il en discerne alors le péril, et il veut l'éviter. Il traitera donc. Il voit le Directoire disposé à des concessions, au moins provisoires, sur l'article du Rhin; il imagine que l'émancipation du nord de l'Italie flattera l'imagination de Français comme elle flatte la sienne. Venise, décidément, sera la rançon du Milanais. Le Directoire trouve légitime l'invasion et le dépouillement de cette république; Bonaparte fera un pas de plus : après l'avoir rançonnée, il la démembrera. Il y préparera le Directoire en lui montrant que cette « exten-

sion » de ses projets est le seul moyen de transiger avec l'Autriche; il y préparera l'opinion en multipliant les griefs et en poussant la querelle de façon à rejeter tous les torts sur les Vénitiens. Par un mélange d'hostilités qu'il provoquera pour motiver ses représailles, de séditions qu'il suscitera afin de les réprimer, de complots qu'il soufflera afin de paraître les déjouer, il donnera au public français l'impression que cette oligarchie perfide a d'elle-même appelé sa ruine et qu'elle ne mérite pas plus d'égards qu'une province du Saint-Siège, ou un territoire ecclésiastique d'Allemagne.

Ce parti pris, il remonte vers le nord, résolu à prévenir l'archiduc. Ce prince a perdu l'occasion de prendre l'armée française à revers, par le Tyrol, pendant l'expédition de Rome; cette occasion, Bonaparte ne la lui offrira plus. Le 6 mars, Bernadotte arrive avec les renforts tirés de l'armée du Rhin : 19,000 combattants, qui portent les forces totales de Bonaparte à 67,000 Français et 7,000 Italiens; en tout, 74,000 hommes.

Admirablement secondé par Masséna, Bonaparte bat les deux armées autrichiennes, et force l'archiduc à se replier sur la route de Vienne. Il s'avance au cœur des États autrichiens; mais s'il ne frappe pas de terreur la cour d'Autriche il est en péril. Que l'Empereur soulève ses peuples, qu'il rappelle une partie de ses troupes d'Allemagne, qu'il se mette lui-même à la tête de son armée, Bonaparte, affaibli par les garnisons qu'il a laissées sur son passage, sans ligne de retraite assurée, peut être anéanti. Il ne saurait s'en tirer que par une pointe hardie qui épouvantera les Viennois. Le 21 mars, de Klagenfurt, il adresse à l'archiduc une belle lettre ostensible et une offre de paix qui les mettra à ses pieds; elle se termine par cette phrase que Frédéric eût signée et que Voltaire eût applaudie : « Je m'estimerais plus fier de la couronne civique que je me trouverais avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le 7 avril, l'avant-garde française s'arrêtait à Leoben, à vingt lieues de Vienne. Bonaparte semblait dominer les

affaires; il séparait les deux armées autrichiennes qui ne pouvaient plus opérer leur jonction que devant la capitale, et les Autrichiens avaient appris qu'il était dangereux de placer Bonaparte entre deux feux; c'était s'exposer à se faire battre deux fois par lui.

Encore une défaite, et Vienne tombait aux mains des Français. Quand on apprit l'approche de Bonaparte, il y eut une panique. On fit circuler « par ordre de la cour, d'énormes pancartes, chez tous les grands ministres, les grandes maîtresses, dans toutes les antichambres de la famille impériale, portant ordre d'emballer au plus vite et de se tenir prêt à partir. » Thugut, qui, seul, conservait du courage, essaya de ranimer les esprits en montrant les immenses ressources que l'on pourrait tirer des paysans, de leur attachement à la dynastie et à la religion. La peur l'emporta et le parti de la paix reprit le dessus. Thugut, tout en la réprouvant, s'était préparé à la négociation, et, dès lors qu'elle était commandée, il s'attacha à la rendre aussi avantageuse que possible. Il jugeait l'armée française du Rhin condamnée à l'immobilité; il estimait la position de Bonaparte au moins aussi téméraire qu'elle était menaçante. L'Autriche devait en profiter, signer une tréve au lieu de risquer une rencontre qui pouvait être désastreuse, s'arrêter, reprendre haleine, reconstituer ses forces, gagner du temps, et, dans la suite, rompre la trêve ou en étendre les avantages au cours des négociations. Il voyait donc les choses comme Bonaparte les voyait, et les mêmes calculs les rapprochèrent. Les rapports de l'envoyé autrichien à Venise montraient cette république s'écroulant, et insinuaient que, le cas échéant, l'Empereur pourrait trouver là son indemnité. Les révoltes des villes de la Terre ferme, Bergame et Brescia, les vacillations des oligarques servaient ainsi les deux partenaires de cette astucieuse partie et leur fournissaient les prétextes dont ils avaient besoin. Si Venise se décide pour l'Autriche, se disait Thugut, elle contribuera à la destruction de Bonaparte; si elle refuse, son refus fournira le moyen de la détruire

Le 2 avril, un conseil eut lieu à la Burg, et l'on décida d'envoyer auprès de Bonaparte deux négociateurs, MM. de Bellegarde et de Merveldt, tous les deux militaires. Aussi bien pour imposer dans les conférences, que pour se précautionner au cas où la lutte continuerait, l'Empereur fit publiquement appel au dévouement de ses sujets, proclama l'insurrection en Hongrie, fit ouvrir des bureaux d'enrôlement, enfin déploya tout l'appareil d'une guerre nationale.

La mise en scène ainsi disposée, Thugut dressa les instructions des plénipotentiaires. A Merveldt, bon officier, mais neuf dans la diplomatie, il adjoignit le ministre de Naples Gallo, fort bien en cour et qu'il estimait d'ailleurs à sa discrétion. Ils devaient stipuler le principe de l'intégrité de l'Empire c'est-à-dire refuser l'adhésion de l'Empereur à la cession de la rive gauche du Rhin; ils pouvaient abandonner les Pays-Bas autrichiens et la Lombardie, mais ils devaient réclamer en compensation, une partie des territoires vénitiens ou une partie des Légations.

Cependant, Bonaparte apprend que, le 4 avril, Clarke a signé à Turin un traité d'alliance avec le Piémont; le roi promet neuf mille hommes et quarante canons à la République. Il sait, d'autre part, que Hoche se dispose à passer le Rhin. Ces nouvelles lui permettront d'élever le ton, en même temps que l'inaction de Moreau lui servira d'excuse si le Directoire juge qu'il s'est trop pressé de conclure.

Le 9 avril, il reçoit la visite de Verninac, envoyé de France à Constantinople, qui se rend à Paris et qu'il a désiré entretenir, étendant ainsi la main sur cet ambassadeur comme il l'avait fait sur Cacault à Rome, Miot à Florence, Faypoult à Gênes. Ils parlent de la paix, et tombent d'accord que la France ne peut, sans s'affaiblir et perdre son prestige, restituer le Milanais. Verninac développe de lui-même tous les arguments de Bonaparte : « Rendre le Milanais, c'est remettre sous le joug les trois Légations et Modène ; car comment pourraient-elles se conserver libres, pressées entre Naples, Rome, l'Empereur, Venise, également intéressés à leur

redonner le gouvernement absolu?... C'est nous discréditer, auprès des peuples, nos véritables alliés... C'est, en s'ôtant les moyens de dominer l'Italie, se priver de très grands avantages commerciaux et politiques... » Comment concilier la gloire et l'intérêt de la République avec la paix que l'opinion réclame en France? Les Vénitiens, par leur aveuglement au moment le plus favorable, nous permettront de nous accorder avec l'Empereur[1]. Bonaparte laissa Verninac se flatter de lui avoir soufflé cette combinaison diplomatique. Il était sûr d'avoir en lui un avocat auprès du Directoire. Il envoie, le même jour, Junot à Venise avec une lettre pour le doge : « Croyez-vous que, dans un moment où je suis au cœur de l'Allemagne, je sois impuissant pour faire respecter le premier peuple de l'univers?... Nous ne sommes plus au temps de Charles VIII. » Il exige le désarmement des paysans et l'évacuation de la Terre ferme. Il s'adresse aux peuples de ces pays et leur promet de les affranchir. Il mande au général Kilmaine, qui guettait l'occasion d'occuper les places de Terre ferme, que Venise doit donner satisfaction dans les vingt-quatre heures, sinon, on arrêtera tous les nobles et tous les partisans du Sénat. Ces instructions données, il écrit, le 9, au Directoire : « Quand vous lirez cette lettre, nous serons maîtres de toute la Terre ferme, ou bien tout sera rentré dans l'ordre. »

Le 13 avril, Merveldt arrive à Leoben, suivi, le 14, par Gallo. Bonaparte reçut de haut ce ministre et fit des difficultés pour l'admettre, sous prétexte qu'il était sujet napolitain; puis, s'étant de la sorte assuré la supériorité, il consentit à conférer. Il posa en principe *l'alternative,* c'est-à-dire que, dans les actes, l'Empereur ne serait pas toujours placé avant la République. Cette question conduisit à celle de la reconnaissance. Les Autrichiens y mettraient des réserves. « La République française, leur répondit Bonaparte, ne veut point être reconnue; elle est en Europe ce qu'est le soleil sur

[1] Verninac à Bonaparte, 20 avril; il rappelle leur conversation; au Directoire 23 avril 1797.

l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et ne veut pas en profiter! » Ce dernier propos mit les Autrichiens à l'aise : ils désiraient éviter la reconnaissance et s'assurer les profits de l'association. Les conférences officielles commencèrent le lendemain. Elles se tinrent dans un pavillon, au milieu d'un jardin, neutralisé pour la circonstance, mais environné, de toutes parts, par les bivouacs français.

On rédigea des articles patents, destinés à être communiqués, en France, aux Conseils, et en Allemagne, à la Diète; c'est le masque de la paix future : l'Autriche cède les Pays-Bas et reconnaît les limites constitutionnelles ; « la République française fournira, à la paix définitive, un dédommagement équitable à Sa Majesté l'Empereur, et à sa convenance ; » elle évacuera les États de l'Empereur autres que les provinces belgiques; il y aura armistice entre la République et l'Allemagne; il sera tenu un congrès « pour traiter et conclure la paix définitive entre les deux puissances sur la base de l'intégrité de l'Empire » . Ces dispositions, si elles avaient un sens, signifiaient que la France évacuerait l'Italie et renoncerait à la rive gauche du Rhin. En réalité, elles préparaient tout le contraire; c'était l'objet des articles secrets, les seuls qui donnèrent lieu à une discussion.

Bonaparte exigea que l'Autriche cédât la Lombardie et ratifiât la conquête de Modène par la République. Il offrit, en échange des Pays-Bas et des pays italiens, « la partie de Terre ferme de Venise comprise entre l'Oglio, le Pô, la mer Adriatique, » plus l'Istrie et la Dalmatie. Les Autrichiens demandèrent comment il obtiendrait cette cession des Vénitiens. Il n'avait qu'à invoquer les précédents du partage de la Pologne, et il aurait pu se dispenser d'expliquer par quels procédés on amène un État à consacrer son propre démembrement. Il tint à se montrer homme de bonne compagnie, au courant des usages des cours et connaissant le fin des choses. La France, dit-il, est en désaccord avec la République de Venise, ses griefs lui fourniront le prétexte d'une déclaration de guerre, qui mettra tout le monde en règle avec le

droit public. D'autre part, la République de Venise cédera à la France les territoires compris entre l'Adda, le Pô, l'Oglio, la Valteline et le Tyrol : ils seront réunis à la Lombardie, en république indépendante. Venise, réduite aux lagunes et aux îles de l'Adriatique, recevra, en compensation de ses pertes, les trois Légations. Ces articles furent signés le 18 avril 1797[1].

IV

Il s'agissait de faire accepter par le Directoire un traité qui, dans ses articles patents, abandonnait cette limite du Rhin tant promise à la France et établissait cette république d'Italie, dont le Directoire paraissait faire si bon marché. Bonaparte exposa d'abord les avantages directs de la transaction[2] : les limites constitutionnelles, une République puissante qui donne à la France pied en Italie; entre cette République et la France, Gênes, qui est sous nos prises, le Piémont qui demeure à notre discrétion. Enfin l'Empereur est lié à la France, et la République, tenant la balance entre lui et le roi de Prusse, devient l'arbitre de l'Allemagne. Bonaparte termine par cet argument sans réplique : la menace de sa démission, et la menace, plus effrayante encore, d'un retour en France et d'une candidature politique : « Je vous demande du repos... ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux... Ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple... »

Cette lettre était écrite, lorsqu'il apprit qu'une insurrection avait éclaté à Vérone, le 17 : c'est l'horrible massacre de Français et de partisans de la France, qui a mérité, sous le nom de *Pâques véronaises*, d'être associé au souvenir des *Vêpres siciliennes*. D'autre part, Gallo insinue que l'Empereur,

[1] De Clercq, t. I, p. 319.
[2] Bonaparte au Directoire, 19 avril 1797.

environnant la ville de Venise, sera conduit à désirer de la prendre et à s'étendre sur la Terre ferme; que pour y parvenir il consentirait à une extension de la France en Allemagne; qu'il ne refuserait pas au besoin de s'y arrondir lui-même. La France pourrait alors remettre sur le tapis la question de la rive gauche du Rhin, et interpréter la clause de l'intégrité de l'Empire comme la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient interprété leurs garanties de l'intégrité de la Pologne. Bonaparte discerna la portée de ces insinuations. « Les préliminaires, écrit-il au Directoire, le 22 avril, seront susceptibles, à la paix définitive, de toutes les modifications que vous pourrez désirer... Les États de Venise vont se trouver à notre disposition... Tous les jours, j'ai de nouvelles raisons de plaintes; je vais donc chasser toutes les troupes vénitiennes, mettre ces messieurs à la raison et y nourrir mon armée... Moyennant ces précautions, je pense que nous obtiendrons : 1° les limites du Rhin ou à peu près; 2° la République lombarde accrue du Modénais, du Bolonais, du Ferrarais et de la Romagne. »

Les ratifications autrichiennes parvinrent, le 30 avril, à Bonaparte qui se trouvait alors à Trieste. Il apprit, en même temps, que Hoche avait rompu l'armistice le 13, passé le Rhin, battu les Autrichiens le 18, et que Moreau avait aussi passé le Rhin le 20. La nouvelle des préliminaires allait les arrêter dans leur offensive. « Nous n'aurions pas tardé à vous rejoindre, » lui mandait Moreau, le 23 avril. Bonaparte perdait ainsi l'un de ses plus forts arguments en faveur du traité. On lui reprocherait dès lors à Paris d'avoir signé trop vite : quelques jours de plus, et on enlevait la rive gauche du Rhin. L'effet des préliminaires serait, en partie, manqué. C'était pour Bonaparte un motif de plus d'offrir aux Directeurs, et de leur imposer au besoin, le moyen de développer ces préliminaires et d'en tirer, par la négociation, les avantages qu'il semblait avoir laissé échapper.

Ce dessein impliquait l'occupation de Venise, matière de l'échange futur. De ce côté, les occasions ne manquaient

as. L'affaire de Vérone aurait suffi; il s'en présenta une utre : un corsaire français, le *Libérateur de l'Italie*, voulant orcer le passage du Lido, avait été reçu à coups de canon et apturé; les Esclavons avaient tué le capitaine. C'était un *asus belli* dans toutes les formes. Le Sénat de Venise envoya ussitôt une députation faire amende honorable au quartier énéral. « Je ne puis vous recevoir, écrivit Bonaparte le 0 avril; vous et votre Sénat êtes dégouttants du sang franais. Quand vous aurez fait remettre en mes mains l'amiral ui a donné l'ordre de faire feu, le commandant de la tour et es inquisiteurs qui dirigent la police de Venise, j'écouterai os justifications. Vous voudrez bien évacuer dans le plus ourt délai le continent de l'Italie. » Voilà donc leur Terre erme conquise, et, par suite, échangeable dans les règles et elon les précédents des partages classiques.

Restait à étendre sur la ville et sur les lagunes le même roit de guerre. Bonaparte rappelle immédiatement le ministre e France, Lallement : « Faites une note... et venez me ejoindre à Mantoue. » Cela fait, il avertit le Directoire : « Il aut, avant tout, prendre un parti pour Venise : sans quoi, il ne faudrait une armée pour les contenir. Je sais que le seul arti qu'on puisse prendre est de détruire ce gouvernement troce et sanguinaire; par ce moyen, nous tirerons des ressources de toute espèce d'un pays que, sans cela, il nous faura garder plus que le pays ennemi. Si le sang français oit être respecté en Europe, si vous voulez qu'on ne s'en joue as, il faut que l'exemple sur Venise soit terrible; il nous faut u sang, il faut que le noble amiral vénitien qui a présidé à et assassinat soit publiquement justicié ! » C'est l'intérêt de Bonaparte de tenir ce discours; mais il éprouve passionnément e qu'il décide par conseil. Il parle, naturellement, quand il 'emporte, le langage qu'il a, dans sa jeunesse, entendu tenir ses premiers maîtres en politique, les terribles proconsuls, ont la fureur était devenue une sorte de raison d'État. Ce ond de Jacobin et de Comité de salut public reparaîtra chez ui dans toutes les grandes agitations de sa carrière.

Ses précautions prises, il pousse, selon une expérience qui lui a toujours réussi, l'exécution des mesures qu'il propose au Directoire. Il évacue les États autrichiens, ce qui lui permet d'investir Venise. Le 2 mai, il lance un manifeste où tous ses griefs sont exposés; c'est la guerre. Le 12 mai, sur une injonction du général Baraguay d'Hilliers, le vieux gouvernement de Venise abdique. Un gouvernement provisoire, choisi parmi les patriotes, le remplacera; il n'aura d'autre tâche que d'occuper l'entr'acte et de tenir le devant de la scène jusqu'à la confiscation de la République, mais il remplira d'autant mieux son rôle qu'il le jouera plus ingénument.

Entre la perspective de réunir Mayence avec la plus grande partie de la rive gauche du Rhin, et celle de sacrifier à l'Autriche les débris d'une oligarchie hostile, Bonaparte estimait que le Directoire n'hésiterait pas, et qu'en tous cas les principes n'entreraient nullement dans la balance. Il ne se trompait pas.

V

A Paris, les Directeurs trompaient leur impatience par de vastes et vaines spéculations sur la paix future. Ils pensaient à profiter de la liaison du tsar Paul avec la Prusse pour gagner cet empereur à la paix française, et Caillard fut chargé d'amorcer une négociation, à Berlin, par l'intermédiaire de Haugwitz[1]. Ce serait une occasion pour le roi de Prusse de montrer son bon vouloir, toujours sollicité, toujours attendu; ce serait aussi un motif de l'induire en tentations nouvelles. « Le roi de Prusse dictera la paix, disait Delacroix à Sandoz; je dis plus, et je parle au nom du Directoire; il dépend de lui de s'emparer du Hanovre et de ceindre la couronne impériale[2]. »

[1] *Société d'histoire de Russie*, t. 70, pièces publiées par Tratchewski, annexes. — Grosjean, *la France et la Russie pendant le Directoire*. Paris, 1894.

[2] Rapports de Sandoz, 3, 18 avril. Bailleu et Hüffer, p. 321.

Ils se flattaient, comme le maréchal de Belle-Isle, de « faire un empereur en Allemagne », et ils en venaient, après d'Argenson et sous l'insinuation de Bonaparte, à l'idée de « concentrer les puissances italiques en elles-mêmes et d'en chasser les étrangers[1] ». Ils se firent apporter, du *bureau du triage des titres*[2], les manuscrits de ce ministre, où se trouvait exposé son grand dessein sur l'Italie. Ils ne savaient pas encore s'ils restitueraient la Lombardie à l'Autriche; mais ils ne pouvaient laisser ces peuples en anarchie; ceux des Légations cherchaient à négocier. La Revellière qui s'était inspiré des vues de d'Argenson, se mit à la besogne et dressa une instruction qui fut approuvée par le Directoire, le 7 avril, et envoyée à Bonaparte.

Ces *vues* sur la constitution des républiques italiennes sont intéressantes, à divers titres. Le Directoire conseille précisément à Bonaparte ce que, dans l'intérêt de son proconsulat italien, il jugeait utile d'accomplir; elles ouvrent, par contre-coup, des aperçus sur les idées des Directeurs, en matière de liberté politique et de gouvernement. Le régime auquel les instructions du 7 avril proposent de soumettre l'Italie annonce celui auquel Bonaparte, après le 18 Brumaire, soumettra la République française. « Le Directoire croit, comme vous, qu'il ne faut pas laisser les assemblées primaires se réunir, » c'est-à-dire qu'il ne faut pas donner le suffrage aux populations dont on est censé reconnaître la souveraineté. Une constitution calquée sur la nôtre leur conviendrait à condition de restreindre, en matière de finances, les prérogatives du Corps législatif; mais il n'y aurait pas lieu de faire élire ce Corps législatif avant le départ des troupes françaises; dans tous les cas, il importera de restreindre le nombre des députés. « Quelque grand que soit un État, un conseil de cent vingt personnes et un autre de soixante feront tout aussi vite et tout aussi bien les lois, et même mieux, que des corps plus

[1] Cf. t. I les Traditions, p. 290, Allemagne, et 394, Italie.

[2] Procès-verbaux du Directoire, 16 décembre 1796. — *Mémoires de d'Argenson*, t. IV, p. 256; de La Revellière, t. II, p. 33, 270, 280, et suiv.

nombreux. » Elles seront mieux faites encore et plus vite sans députés. « Notre propre exemple nous apprend combien il est funeste d'attendre tout cela (la réforme des lois et des impôts) d'un nouveau Corps législatif qui, par mille causes diverses, se traîne pendant un temps considérable dans la carrière législative, et surtout des finances, avant d'y marcher, et laisse, pendant de longues années, un gouvernement naissant dans le marasme, et toujours en danger de périr. » Donc, point de constitution, des règlements « que vous publierez toujours comme général en chef... La volonté législative, tant que nous occuperons le pays militairement, ne doit être manifestée que par vous seul ». Bonaparte nommera à tous les emplois; il fera élaborer par des commissions, formées par lui et composées chacune de trois membres, toutes les lois relatives à la justice, à l'administration, aux finances, à l'armée, à la police, etc. Il les publiera et les fera exécuter. La dépêche se terminait, comme toutes les autres, par des adulations et par un blanc-seing : « Le Directoire s'en rapporte entièrement à vous... Il est convaincu, quelle que soit l'issue, que vous aurez toujours été dirigé par votre attachement sincère à la République... Puissent nos vœux se réaliser en faveur de la liberté de cette partie de l'Italie, et vous aurez ajouté à la gloire d'un grand capitaine la gloire non moins satisfaisante et non moins solide du bienfaiteur et du législateur d'un pays libre. »

Le plan du Directoire s'appliquait aux Cispadans et aux Transpadans réunis en une seule république. S'arrêterait-on à cette limite? Le Directoire rêvait désormais d'une Italie « libre jusqu'à l'Adriatique ». Mais Venise ne serait-elle pas fatalement destinée à indemniser l'Empereur? Étaient-ils même sûrs de conserver le Milanais? Delacroix l'écrivit à Clarke le 22 avril : — Vu le désir que la nation manifeste pour la paix, mandait ce ministre, le Directoire autorise, quoique à regret, son plénipotentiaire à consentir à l'évacuation du Milanais et du Mantouan, mais en observant les délais nécessaires pour nous permettre de châtier les Vénitiens s'ils

refusent de réparer leurs torts; il faudra stipuler l'expulsion des Anglais de tous les ports autrichiens; l'Empereur devra consentir la cession de toute la rive gauche du Rhin, et, pour Mayence, au moins le démantèlement; quant au dédommagement de l'Empereur, le Directoire n'envoie à son représentant aucun ordre impératif. Clarke s'inspirera de l'esprit de ses instructions et s'entendra avec le général Bonaparte. Cette dépêche donne le dernier mot du Directoire, avant les préliminaires de paix.

Les élections pour le renouvellement du tiers des Conseils avaient eu lieu le 10 avril. Elles étaient constitutionnelles, mais nettement hostiles au Directoire. Les Directeurs allaient se trouver en minorité dans le Corps législatif. Tel était le vice de ce gouvernement que, forcé d'incliner vers la paix, afin de ménager l'opinion, il n'avait d'autre ressource pour se maintenir, malgré l'opinion, que de se rejeter dans la guerre. C'est ce qui explique comment, le 29 avril au soir, recevant les préliminaires, il se félicita de la nouvelle; puis lorsqu'il lut le texte, il trouva les articles fort insuffisants. « Les triumvirs rugissent, raconte Carnot : La Revellière est un tigre; Reubell pousse de gros soupirs. » Barras qualifie les articles d'infâmes. Toutefois, ils ratifient le traité et en communiquent au Corps législatif les articles patents : l'Empereur consent à l'indépendance de la Lombardie et « reconnaît les limites telles qu'elles ont été décrétées par les lois de la République ». Les députés, le public ne percent pas l'équivoque ; ils lisent ceci : la limite du Rhin est assurée, et ils acclament Bonaparte.

Les Directeurs trouvent qu'on l'acclame trop. Il joue trop au proconsul en Italie; mais il menace de revenir en France : si redoutable que soit sa carrière militaire, sa carrière civile le serait davantage. Un Cincinnatus de la sorte serait pire à Paris qu'un César en Italie. Il y faut d'ailleurs de la force, de l'habileté, des victoires pour tirer de ces préliminaires obscurs ce que la nation en attend, la rive gauche du Rhin. Et le Directoire, qui ne peut se passer de lui, mais le désire le plus éloigné possible et le plus occupé, confirme ses pouvoirs,

les augmente même : approbation pour le passé, carte blanche pour l'avenir ; la guerre et la négociation dans ses mains. Clarke ne sera plus qu'un adjoint, un plénipotentiaire en second. Nous n'évacuerons l'Italie, écrivent les Directeurs, le 6 mai, que quand l'Autriche aura évacué Mayence. Point d'indemnité à Venise. Venise doit être non seulement châtiée, mais conquise. Le Sénat sera invité à réunir cette république aux Légations formées en république cispadane ; s'il refuse, « le général en chef doit aller en avant pour l'occupation de la Terre ferme et l'exécution des préliminaires. » ... « Pour parvenir à l'exécution des articles préliminaires, le Directoire ne croit pas qu'il soit nécessaire d'en venir à une déclaration de guerre à la république de Venise : les hostilités qu'elle a commises autorisent le général en chef à prendre toutes les mesures de rigueur que les circonstances exigeront. » ... — « Le Directoire exécutif leur donne à cet effet — au général en chef et au général Clarke — les pouvoirs les plus étendus... » Carnot ajoute ce subtil commentaire : « Ce territoire n'étant pas notre propriété, nous ne pouvons le donner, surtout dans nos principes républicains sur l'indépendance des peuples. Mais l'Empereur, étant assez fort pour prendre possession du pays et s'y maintenir, doit se contenter de la déclaration positive et formelle que nous ne nous opposerons pas à ce qu'il fera. Je crois cela essentiel. » Et Delacroix, le 19 mai : « Permettez-moi de vous rappeler l'arsenal. Il serait aussi beau qu'utile de faire arriver à Toulon et ces navires et ces munitions, ainsi que l'escadre que les Vénitiens entretiennent toujours à Corfou. » Enfin, Le Tourneur, le même jour : « Cette conquête offre à l'armée... des ressources considérables... il doit même en résulter des sommes disponibles pour le trésor national... La marine vénitienne doit surtout beaucoup contribuer à la restauration de celle de la République. » Pour conclusion, la suprématie, et comme moyen, la réorganisation de l'armée par les soins de Bonaparte : « Après la gloire que vous vous êtes acquise dans la conquête de l'Italie, c'est surtout à vous qu'il appartien

d'analyser les éléments de la victoire et de concourir à donner à la République une constitution militaire qui puisse maintenir sa supériorité sur les autres peuples de l'Europe[1]. »

Bonaparte devançait toujours les ordres du Directoire, lorsqu'il ne les dictait pas. Il était maître de Venise. Les démocrates firent, le 14 mai, une réception triomphale aux soldats français, formèrent un gouvernement provisoire et députèrent, à Milan, près de Bonaparte qui les leurra d'un traité : occupation militaire, trois millions en nature, trois millions en agrès maritimes, trois vaisseaux, deux frégates, vingt tableaux et cinq cents manuscrits[2]. Puis il expédia le tout au Directoire, qui aviserait selon ses calculs à reconnaître le nouveau gouvernement, à ratifier le traité, ou à différer la reconnaissance jusqu'à l'arrivée des Autrichiens, et comme disaient les instructions du 6 mai, « jusqu'à l'exécution des préliminaires ».

Le Directoire n'eut garde de ratifier le traité, mais il en approuva l'exécution anticipée. Il écrit à Bonaparte, le 26 mai : « Ce que vous avez exécuté, dans les circonstances les plus délicates, et notamment à l'égard de Venise, donne au Directoire les plus grandes espérances. » Le territoire de la république de Venise devait être partagé entre la république lombarde et l'Empereur ; le lot de l'Empereur serait en proportion de ce que ce prince consentirait à céder sur la rive gauche du Rhin[3]. Si l'on ne pouvait avoir le tout, on se contenterait d'une ligne tirée de la Meuse au fleuve, et embrassant Aix-la-Chapelle, Verviers, Spa, Trèves, Coblenz, Mayence. Ce tracé avait été envoyé au Directoire par Hoche : ce général aurait préféré l'annexion totale, mais, disait-il, si

[1] Lettre particulière de Carnot à Clarke, 5 mai ; Instruction pour les généraux Bonaparte et Clarke, 6 mai ; Dépêches de Le Tourneur, président du Directoire, 12, 14, 16, 19, 26 mai 1797. *Correspondance inédite, Venise.* — *Mémoires de Carnot*, t. II, p. 149 et suiv.

[2] 16 mai 1797. De Clercq, t. I, p. 324.

[3] Delacroix à Clarke, 26, 31 mai ; à Bonaparte, 3 juin 1797. « Quant aux arrangements relatifs à l'Italie, le Directoire, en procurant à la République transalpine Mantoue, Brescia, jusqu'à l'Adige, consentirait à ce que Venise (la ville) appartînt à l'Empereur. » — Le Directoire à Bonaparte, 26 mai 1796.

l'on adoptait ce tracé « nul n'aurait rien à dire. » Le Directoire le transmit à Bonaparte, le 31 mai. C'est, à peu près, la limite de Campo-Formio.

VI

La nouvelle des préliminaires, apportée directement par un courrier de Bonaparte, avait arrêté les armées d'Allemagne en pleine offensive. Hoche dut ronger son frein, mais le patriotisme l'emporta chez lui sur l'émulation. Bien qu'il fût général en chef et qu'il n'eût d'ordres à recevoir que du Directoire, il n'hésita pas à suspendre ses opérations. « Je dois me réjouir, avec tous les bons Français, de la bonne nouvelle que vous voulez bien me transmettre, écrivit-il à Bonaparte. Nous n'oublierons jamais que c'est à vos travaux que nous devons la paix et ses inestimables résultats. »

Deux grands objets, d'ailleurs, sollicitaient sòn activité politique et son génie guerrier : l'expédition d'Angleterre qui, en conséquence de la paix avec l'Autriche, allait redevenir la première et la suprême affaire de la République ; puis, ce qui s'imposait de plus près et avec plus d'urgence, l'organisation des pays de la rive gauche du Rhin. Hoche s'en était donné un aperçu ; il s'y consacra, parcourant les campagnes, séjournant dans les villes, observant, interrogeant. Il avait trouvé ce pays aussi malheureux que l'armée, pressuré, agité, s'épuisant à héberger un vainqueur qui lui avait promis la liberté et qui ne lui apportait que la réquisition et la ruine. Sous le prétexte que ces pays n'étaient ni réunis par décret ni cédés par traité, le Directoire les gouvernait en pays conquis. Hoche rassura les habitants par son esprit de justice, par la tenue surtout qu'il sut donner à l'administration. Il était temps.

La population se lassait de l'incertitude de l'avenir et de la misère du présent. La France saurait-elle conserver sa con-

quête? Les bienfaits annoncés ne se révélaient point. La liberté que donnerait la République serait-elle la liberté rêvée? Ces peuples étaient encore indécis et malléables; leurs traditions de civilisation latine, les liens héréditaires formés par le service des régiments étrangers, sous les rois, les inclinaient vers la France; leurs penchants à l'indépendance locale les détournaient de l'annexion pure et simple; leurs intérêts, leur raison, leurs désirs de liberté civile et religieuse les portaient à se rattacher à la grande république, propagatrice des *droits de l'homme,* protectrice des nations émancipées. Leur langue, cependant, leurs mœurs, leurs instincts natifs, l'inconscient et l'inexpliqué de leur tempérament national les rattachaient sourdement à l'Allemagne. Ils en détestaient tout ce qui s'y voyait : les gouvernements, la société; ils n'en aimaient que le génie populaire. Tout était ainsi chez eux en contrariété et en suspens, aussi bien les vœux qu'ils formaient que le sort auquel ils semblaient destinés [1].

La masse, comme partout, se taisait, portant le poids du jour, craignant de regarder devant soi, de se compromettre surtout et d'encourir le soupçon du maître d'aujourd'hui, les représailles du maître de demain. Les paysans souhaitaient la paix qui mettrait fin aux réquisitions, au cours forcé des assignats, aux cantonnements; qui concilierait les avantages de l'ancien état des choses, la douceur du gouvernement patronal, avec les avantages de la Révolution, l'abolition des droits seigneuriaux avec les beaux placements d'économies en terres nobles confisquées et en biens d'Église sécularisés.

Dans cette incertitude, nombre de ces Rhénans, et non des moins cultivés ni des moins estimables, se reprenaient à caresser la chimère des premiers jours, celle des patriotes mayençais de 1792 : une république indépendante, soit unitaire, soit formée d'une fédération de villes et de cantons, à la manière suisse, protégée par la République française, et prenant entre l'Allemagne, parente toujours redoutée, mais

[1] Voir les livres allemands de HAÜSSER, REMLING, VENEDEY, PERTHES, HÜFFER, HESSE, BIEDERMANN, et Alfred RAMBAUD, *les Français sur le Rhin.*

affectionnée quand même, et la France, mère adoptive, patrie d'élection, mais crainte aussi, un lien, un gage de paix et de conciliation. Profitant de la République et de l'Empire, se réclamant de l'une contre l'autre, se protégeant de l'une et de l'autre, ménagés par les deux, sans les charges d'aucune, ils auraient constitué une *Marche* républicaine, comme il y avait eu des Marches impériales. « Nous nous disions, écrit un de ces républicains : — Les Français ont traîné tous les principes dans la boue; nous devons, comme Allemands, montrer que ces principes sont applicables; c'est pourquoi nous voulons nous prononcer, non pour la réunion à la France, mais pour l'indépendance. Nous voulons la République cisrhénane. »

Pourquoi Hoche ne ferait-il pas pour eux ce que Bonaparte a fait pour les Lombards et pour les peuples de l'Émilie? Ils forment des comités de propagande, et ils députent vers le général.

Par goût, par nécessité, par émulation de Bonaparte, Hoche se portait de plus en plus au gouvernement des hommes. Il en avait les dons essentiels, l'esprit de simplicité, et l'esprit d'équité. C'est la fatalité de ce temps que, par la sottise et la corruption du pouvoir civil, le pouvoir militaire apparaisse partout comme le pouvoir réparateur, celui qui seul peut accomplir l'œuvre d'ordre sans laquelle les peuples ne peuvent vivre, et l'œuvre de justice que les peuples attendent de la Révolution. Comme il l'a déjà fait dans l'Ouest, comme Bonaparte le fait en Italie, Hoche s'attribue les pouvoirs dont il a besoin et étend à l'organisation civile de la conquête la dictature militaire du conquérant. Il met fin à l'anarchie administrative et financière ; il constitue, à Bonn, sous le nom de « commission intermédiaire », un gouvernement civil provisoire. Il promet la tolérance religieuse. Il organise la libre navigation du Rhin, et entraînant Moreau dans cette politique, comme il l'a entraîné dans l'action militaire, il étend, peu à peu, à toute la rive gauche du Rhin, les mesures qu'il a prises dans la partie nord de ces pays, soumise à son commandement.

Il était partisan de la réunion totale. « Ce n'est, écrivait-il au Directoire, qu'en conservant la rive gauche du Rhin qu'il était possible de dédommager la République des maux de la guerre. Ce n'était qu'à cette condition que le silence du gouvernement sur le partage de la Pologne eût été expliqué. » Mais, faute d'avoir le tout, il se contentera d'une partie [1].

Carnot trouvait ce projet « judicieux »; mais la faction conquérante du Directoire, les *triumvirs*, comme on les appelait, l'estimaient insuffisant. Ils entendaient tirer des préliminaires la limite du Rhin, de Bâle à la Hollande. Reubell remit en mouvement les partisans de l'annexion. Émissaires venus de Paris, meneurs allemands, auxquels la réunion à un grand État ouvrait une carrière, tous prirent pour thème l'échec déplorable de la République rhénane de 1793, la chute de Mayence, la réaction qui s'en était suivie; ils représentèrent qu'il n'y avait pas de milieu entre le retour des anciens maîtres, l'ancien régime, aggravé par les vengeances, et l'association complète avec la France. Ils trouvèrent, comme partout d'ailleurs, des auxiliaires très actifs, très insinuants dans les juifs : l'entrée des armées françaises les émancipait; la guerre, l'occupation militaire, le cours forcé des assignats, les difficultés du change, l'émigration et ses subterfuges, les confiscations des biens d'émigrés leur ouvraient une source intarissable de courtages, échanges, prêts et commissions; la réunion à la République leur assurait la suite de leurs affaires et la sécurité dans leurs bénéfices : ils devenaient les égaux des autres hommes par le droit, ils demeuraient leurs maîtres par l'argent; le retour des Allemands les eût repoussés dans leurs ghettos, sous le régime de la tolérance jalouse, fiscale, méprisante. Leur dignité d'hommes et leurs intérêts les unissaient au parti de la France : en travaillant pour la réunion, ils travaillaient pour eux-mêmes. La république cisrhénane ne fut qu'un intermède historique.

[1] *Notes sur la paix présentée au Directoire exécutif par le général Hoche.* Voir ci-dessus p. 165.

VII

La République était en pleine crise, et tout semblait y annoncer un déplacement de pouvoir qui équivaudrait à une révolution. Le 19 mai, le Directoire procéda au tirage au sort de celui de ses membres qui devrait être remplacé : le sort désigna Le Tourneur. Le 20 mai, le nouveau tiers entra dans les Conseils, et la nouvelle majorité se signala par des signes peu équivoques : Pichegru fut nommé président des Cinq-Cents, Barbé-Marbois président des Anciens, et Barthélemy Directeur. C'était l'entrée au gouvernement de la « faction des anciennes limites » . Les divisions du Directoire en furent singulièrement renforcées : d'un côté, Carnot et Barthélemy, l'organisateur de la victoire et le negociateur des traités de Bâle ; de l'autre, Barras, Reubell, La Revellière, les triumvirs.

Les nouveaux élus apportaient, dans les Conseils, un état-major de futurs sénateurs de l'Empire et de futurs pairs de France de la monarchie restaurée. Ces députés n'étaient d'accord entre eux que sur quatre points : faire la paix, renverser le Directoire, expulser les Jacobins et se débarrasser des généraux républicains. Cet accord des opposants suffit à réunir tous les hommes qu'ils prétendaient supprimer ou supplanter dans l'État, c'est-à-dire tous les hommes que leurs convictions, leurs actes, leurs intérêts liaient à la Révolution, tous ceux qui avaient fondé la République, et pour lesquels la « République sans républicains » signifiait la proscription, la ruine, la persécution, la perte de leurs grades, l'abandon de leurs espérances, l'anéantissement de leurs principes, l'humiliation et l'assujettissement de la patrie. Cette coalition confondait les membres des anciens comités et les régicides avec les modérés de la Convention et les généraux des armées ; elle solidarisait Barras et Hoche, Bonaparte et La Revellière-

Lépeaux. Ajoutez ceux des constitutionnels, antijacobins déclarés, qui, tout en souhaitant la paix, ne la jugeaient solide et digne qu'avec la limite du Rhin.

Ces changements étaient suivis, à l'étranger, avec une attention très intéressée. Les correspondants de Paris grossissaient l'importance des élections, affirmaient les intentions pacifiques des Conseils; à les en croire, les « amis de l'Angleterre » touchaient au pouvoir; ils tenaient déjà l'influence prépondérante. L'Angleterre n'avait rien à attendre du Directoire. « Le Directoire, écrivait Mallet du Pan, n'abandonnera pas l'Angleterre avant de l'avoir culbutée de fond en comble [1]. » La paix que le Directoire prétendait imposer semblait, à Londres, un désastre. « Je ne parle pas, écrivait le roi Georges à Pitt, le 9 avril, de l'affermissement de la déplorable constitution actuelle de la France sur des bases solides et qui lui donneraient, dans l'équilibre européen, un poids et une prépondérance fort au-dessus de ce que Louis XIV avait jamais imaginé dans ses rêves les plus ambitieux. Si les Pays-Bas restent aux mains de la France et que les anciennes Provinces-Unies continuent à en dépendre, on peut parler d'équilibre, mais il n'existe plus, et la série des raisonnements qui fait accepter de telles mesures n'empêchera pas la France, j'en ai peur, d'ajouter à son territoire tout l'espace qui se trouve entre ses frontières et les bords du Rhin. »

Mais il semblait que l'Europe fût à bout de constance et de ressources. La Prusse avait traité, l'Empire se livrait, l'Autriche entrait en marché, la Russie se retirait de la coalition, et l'Angleterre, réduite à ses seules forces, vit, en ce temps-là même, ses forces tout à coup compromises. La flotte se mutina. Les matelots arborèrent le drapeau rouge de la piraterie. On vit, rapporte un Anglais, ce que les plus pessimistes n'avaient pu prévoir : nos murailles de bois devenues des machines de siège et la capitale de l'Angleterre tenue en échec par des matelots anglais. Le trois pour cent tomba à quarante-

[1] Lettres de janvier 1797. Voir les lettres de mai et de juin 1797.

huit. La sédition fut vaincue, mais le prestige britannique était entamé. Voyant ce qui se passait en France, les ministres se demandèrent s'il ne serait pas opportun de conclure au moins une trêve, même en la payant cher; de profiter de l'avènement des modérés en France pour amener la République à désarmer, pour détendre ainsi le ressort de la formidable machine et laisser les Français se consumer dans la lutte de leurs factions. Cependant qu'ils s'affaibliraient ainsi, l'Europe se reconnaîtrait, l'Angleterre retrouverait son heure. Le pire des dangers, c'était que la République eût un gouvernement énergique et que ce gouvernement s'affermît, ce qui ne pouvait se réaliser que par la guerre.

Pitt se résolut à négocier. Le 1er juin, Grenville, encore que contraint et forcé, écrivit à Delacroix et proposa de renouer. Delacroix désigna Lille pour les conférences et envoya des passeports pour « une personne munie de pleins pouvoirs de Sa Majesté Britannique pour conclure et signer un traité de paix définitif et séparé ». Canning ne se dissimulait pas que si la négociation aboutissait, Lille serait le tombeau de la puissance anglaise; mais il se réconfortait à la pensée de la revanche que ce traité, si déplorable qu'il fût, permettrait de préparer. La paix empoisonnerait la République et la paralyserait. Malmesbury, qui consentit à reprendre la négociation, spéculait sur le triomphe du parti pacifique à Paris; il estimait qu'une année de guerre victorieuse relèverait la République à un degré de puissance trop redoutable. Pour tous ces motifs, il convenait, sinon de traiter, au moins d'y paraître disposé, à des conditions telles que les pacifiques, en France, ne pourraient pardonner au Directoire de les avoir écartées. Si le Directoire s'y refusait, son refus augmenterait son impopularité et attiserait les discordes; si les pacifiques l'emportaient, ces discordes, alimentées par la paix même, auraient vite fait d'en réparer les effets désastreux. Quoi qu'il en fût, l'Angleterre, cette fois, semblait résignée aux concessions : elle offrait à la France de reconnaître presque toutes ses conquêtes : elle sacrifiait

les Pays-Bas; elle restituerait les colonies des Antilles[1].

Paul, cependant, trouvait que la politique à la prussienne manquait de prestige, et il médita une belle médiation, qui rehausserait l'éclat de son couronnement. Les ouvertures du Directoire lui parurent, sous ce rapport, arriver à propos. Il envoya le comte Repnine à Berlin et à Vienne, pour préparer un congrès, et s'aboucher, chemin faisant, et comme par rencontre, avec Caillard. Mais ses vues n'étaient point de nature à le rapprocher du Directoire : il ne reconnaissait à la France que la réunion des Pays-Bas et la limite des Alpes. Par contre, il songeait à faire du roi de Prusse le gardien de la Hollande, où le stathoudérat serait rétabli. « Il se peut, ajoutait-il, que le gouvernement français, enorgueilli par ses derniers succès, élève ses prétentions jusqu'à vouloir marquer le Rhin comme frontière. Nous comptons, dans ce cas, sur votre zèle et sur votre habileté pour repousser très énergiquement cette idée... » Et il invoquait la garantie donnée par la Russie au traité de Teschen, c'est-à-dire à la constitution du Saint-Empire. C'est dans ces conditions que le comte Panine, ministre à Berlin, fut autorisé à entrer en relations avec Caillard[2].

Mais cette médiation russe n'avait pas plus de chances d'être écoutée à Vienne qu'à Paris. A Paris, parce que les « triumvirs » étaient décidés à culbuter leurs adversaires et à rejeter la République dans « la guerre pour les limites », qui justifierait leur dictature; à Vienne, parce que Thugut spéculait sur la crise des affaires en France, à peu près de la même façon que les Anglais.

L'Empereur avait ratifié les préliminaires sans plus d'empressement que n'avaient fait les Directeurs; mais de même que le Directoire jugeait nécessaire de flatter l'opinion en laissant espérer la limite du Rhin, François II trouve opportun

[1] Malmesbury, t. III, Lille. — Stanhope, t. III. — Ernouf, *Maret*. Paris, 1878, chap. xxvi.

[2] Martens, t. VI. Instructions à Repnine, avril 1797. — A Panine, à Berlin, juin 1797.

de rassurer l'Allemagne et de relever son crédit en annonçant la paix sur le principe de l'intégrité de l'Empire. Thugut d'ailleurs préférait, toujours comme le Directoire, ne rien donner, tout reprendre et y ajouter Venise. Il n'en désespère pas. Que le parti « des anciennes limites » triomphe à Paris, c'est la paix immédiate, et, après cette paix, un gouvernement paralysé par les factions, sans gloire, sans prestige, une Pologne démocratique; Bonaparte sera désavoué, destitué, abandonné tout au moins, et enfin, Bonaparte n'est pas invincible. Cobenzl écrivait, de Pétersbourg, le 4 mai : « Un succès bien complet contre Bonaparte, si on en profite, pourrait avoir de grandes suites, vu le peu de monde qu'il doit avoir laissé en Italie, et alors il ne devrait plus être impossible de faire directement la paix, sans que la monarchie perde rien de ses anciennes possessions, ou en recevant des équivalents plus à notre portée pour les Pays-Bas, si leur restitution est impossible. » Dans cette hypothèse, si la France exige, en tout ou en partie, la rive gauche du Rhin, l'Autriche veut en être payée en Italie : il convient donc de protester contre la réunion des Légations à la Cispadane, d'occuper Raguse et tout ce qu'on pourra le long de l'Adriatique, de s'armer et d'attendre, de pied ferme en se nantissant, les événements de Paris.

CHAPITRE V

LE PROCONSULAT DE BONAPARTE

1797

I

Les préliminaires du 18 avril n'étaient qu'une trêve. Le Directoire allait l'employer à fortifier son pouvoir, Bonaparte à consolider sa domination en Italie et à préparer son avènement en France. Il passa la plus grande partie du printemps et de l'été dans le magnifique château de Mombello, aux Crivelli, près de Milan. Il l'avait choisi pour la beauté du site et la pureté de l'air qu'on y respire. Il s'y fit une véritable cour; il s'y entoura d'un gouvernement de proconsul romain de la grande époque, conquérant, homme d'État, organisateur de la conquête et pacificateur des peuples vaincus. C'est Jules César en Gaule. Trois cents légionnaires polonais gardent le château. L'étiquette est sévère. Les aides de camp ne dînent point journellement avec leur chef : c'est une exception et un honneur très recherché que d'être invité à sa table. Il prend ses repas en public, comme les souverains : on laisse entrer, dans la galerie, les Italiens qui viennent contempler le libérateur de leur patrie. Imposant, malgré un reste de gaucherie naturelle, Bonaparte reçoit les hommages en homme qui y aurait été de tout temps habitué. « Tout, rapporte un témoin, avait plié devant l'éclat de ses victoires et la hauteur de ses manières. » Les salons se prolongent sous une vaste tente dressée dans les jardins. Tout ce qu'il y a d'intelligent, d'ambitieux, d'intrigant et d'enthousiaste en Italie, s'y presse et s'y

mêle aux administrateurs et aux généraux français. Les diplomates de la République viennent prendre le mot d'ordre et quêter la faveur. Tout est aurore, tout est avenir en ce palais de la fortune.

Autour du général, une jeunesse animée, souriant à la vie. Exaltés par le succès, gâtés par les Italiennes étourdies elles-mêmes de ce printemps enchanté de leur pays, confiants dans leur destinée, encore tout palpitants de la crise épouvantable où ils sont nés à la vie, et du rêve merveilleux qui y a succédé sans transition, ils vivent dans le ravissement. « Que de grandeur, d'espérance et de gaieté ! dit l'un d'eux. A cette époque, notre ambition était tout à fait secondaire ; nos devoirs ou nos plaisirs seuls nous occupaient. » Lannes, Murat, Marmont, Berthier, rois, princes et ducs de demain, la famille de Bonaparte les rejoint : l'indigence hier, aujourd'hui le luxe, les fêtes, les hommages. Ce ne sont que carrosses sur les routes bordées de fleurs, barques lentes et molles sur les lacs bleus, miroirs mouvants du ciel. A côté de Joséphine, encore aveuglément adorée, Élisa, déjà mariée à Bacciochi, Pauline, « charmante, presque idéale », qui se marie à Mombello même avec Leclerc, reçoit quarante mille livres de dot et trouve un prêtre obligeant pour la bénir incognito dans la chapelle du palais [1].

Bonaparte est gai, joueur avec sa jeune cour, prodigue de récits et de contes fantastiques dont Gœthe, à son âge, aimait aussi à distraire sa mémoire trop encombrée de faits et son imagination trop impatiente de réalités. Il a ses récréations où il se montre affable et séduisant au possible. « A cette époque heureuse, rapporte Marmont, il avait un charme que personne n'a pu méconnaître;... l'un des hommes les plus faciles à toucher par des sentiments vrais,... un cœur reconnaissant et bienveillant, je pourrais même dire sensible. » Il court à cheval, il se plaît aux exercices violents, il dort beaucoup, il fournit un travail prodigieux, et, quand il s'y livre, il devient inabordable.

[1] Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. I. — *Napoléon et les femmes*.

C'est ainsi qu'il apparut aux contemporains, et c'est ainsi u'à cette époque de sa vie, l'histoire doit le représenter, si lle ne veut rendre invraisemblable l'éblouissement qu'il jeta ur le monde. L'Italie fut la première à en ressentir l'effet. ,es envoyés des souverains, les députés des villes se succèdent, vec des harangues emphatiques pour le général, des présents omptueux pour Joséphine. Les poètes y joignent leurs bouuets de métaphores et leurs couronnes de papier doré. ,'improvisateur Gianni célèbre en trois chants le héros de Italie, et se déclare son poète césarien. Le vieux Cesarotti lui pporte sa traduction d'*Ossian*, et Bonaparte peut lire, en sa ıngue maternelle, son poète préféré. Monti, le sombre Monti e *Corinne*, l'auteur de cette diatribe fameuse contre la Révoıtion française, la *Bassvilliana*, passe de la malédiction u dithyrambe depuis que la Révolution s'est faite italienne. glorifie Bonaparte dans les chants de son *Prométhée :* le éros y est dépeint comme le protagoniste de l'humanité ontre le despotisme de Jupiter et la conjuration des aristorates du vieil Olympe : « Par vous, la nature revivifiée renaît, t par vous aussi nous renaissons, nous autres Italiens purs, pprimés, mais non pas avilis. » Ugo Foscolo, plus hostile ncore que Monti à la Révolution française, entre à son tour ans le chœur. Mascheroni envoie au général sa géométrie vec une dédicace en vers : « Je me souviens, quand tu ranchis les Alpes, nouvel Annibal, pour délivrer ta chère talie... » Le Génois Serra ne s'exprime qu'en prose, mais ette prose ne laisse rien à envier aux versificateurs : il a mis a signature à côté de celle du général sur une convention, et s'écrie : « Le nom de Bonaparte uni au mien dans un docuıent d'où dépend la destinée de ma patrie ! Cette idée si rande, si inattendue de ma part, s'empare de toute mon me et agrandit la sphère de mes facultés... Épaminondas, Iiltiade, Xénophon, ont combattu pour de petites répuliques, et leurs noms marchent de pair avec les héros de empire romain ; vainqueur des Piémontais et des Impériaux, acificateur de l'Europe, ces titres vous sont assurés, et vous

égalent à ce que l'antiquité a de plus grand ou même vou mettent au-dessus. » Tout l'encens des « philosophes » n'ava pas distillé, dans le siècle qui finissait, un parfum plus subt et plus enivrant, dans les temples consacrés aux fameuse idoles du Nord : Frédéric et Catherine. Quoi de plus natur qu'en ces temps d'illusion universelle tout ce qui aimait l liberté acclamât ce jeune homme qui refaisait des peuples semblait ranimer des âmes, après que l'Europe s'était lais fasciner à ce point, par de simples constructeurs d'empires destructeurs de nations? Ce furent pour ceux qui les o vécus des jours inoubliables, de ceux où l'on voudrait su pendre la vie ; mais la vie ne s'arrête point, et Bonapart loin de contenir les événements, était de caractère à les pr cipiter.

Un diplomate qui le visita, au mois de mai 1797, a dit pl tard : « Ce n'était déjà plus le général d'une républiq triomphante ; c'était un conquérant pour son propre compte. Guerre, négociations, finances, il a, depuis un an, tâté, mani pétri toutes les parties de l'État. Il a pris le pouvoir, il ente le garder. Il ne peut, sans fierté, mais aussi sans irritatio comparer son proconsulat au commandement misérable tiraillé qu'il exerçait à Paris : les caisses vides, la gêne da les demeures ; l'autorité disputée aux chefs militaires par l Directeurs, aux Directeurs par les députés, à tout le mon par la presse ; les complots, les cabales, les factions, dénonciations, le désordre partout. L'homme de gouver ment grandit en lui et déborde déjà sur l'homme de guer « Croyez-vous, — disait-il à Miot et à Melzi, en se promen avec eux dans les jardins de Mombello, — croyez-vous q ce soit pour faire la grandeur des avocats du Directoire, Carnot, des Barras, que je triomphe en Italie? »

Comme ses premières batailles lui ont ouvert la gran guerre, de Lodi à Rivoli, comme l'organisation de la conqu lui a ouvert le gouvernement des hommes, les correspo dances des agents de la république à Rome, à Turin, à Gên à Florence, à Constantinople lui ouvrent la diplomatie. Il

domine à Tolentino et à Leoben. Partout il discerne des intérêts, des passions, et des hommes que l'on mène par ces passions et par ces intérêts, par la convoitise, par l'ambition, par la peur, que ce soient les oligarques de Gênes ou ceux de Venise, le roitelet de Sardaigne, l'empereur d'Allemagne ou le pape lui-même. A plus forte raison le Directoire. Il voit déjà ce conseil, comme ce conseil apparaîtra dans l'histoire, prosterné devant lui, passant de l'opposition sournoise à la flagornerie officielle : il le tient par l'argent et il le fait marcher à coups de démissions. Il lui suffira, pour le maîtriser et le supplanter, de vouloir avec clarté ce que les Directeurs ne veulent qu'avec confusion, et d'exécuter avec suite les desseins qu'ils ne font qu'entamer avec incohérence. Il n'avait pas besoin d'être grand érudit pour connaître la réponse du pape, alors arbitre des couronnes, aux envoyés de Pépin le Bref : « Qu'il valait mieux donner le titre de roi à celui qui exerçait la puissance souveraine. » L'histoire de la France et de l'Europe était un long commentaire de cette maxime ; c'est à cette lumière que Bonaparte jugeait la Révolution française, et tout indiquait que ce chapitre-là se dénouerait comme les autres. Le titre importait peu à Bonaparte : Directeur, en attendant mieux, consul, comme César, protecteur comme Cromwel, il ne se portait pas aux mots mais aux choses et aux plus prochaines. Il se sentit dès lors, comme il l'a dit plus tard, « important et redoutable. » — « Que le Directoire, s'écria-t-il un jour, s'avise de vouloir m'ôter le commandement, et il verra s'il est le maître ! » Voilà le fond de ses démissions réitérées. Le Directoire en avait le sentiment, et c'est pourquoi le Directoire capitulait toujours.

Depuis le commencement de la Révolution française, les prophètes politiques annonçaient que cette révolution s'incarnerait dans un homme, qui, par la Révolution même, materait la France et la gouvernerait avec plus de puissance que n'en avait eu Louis XIV. Bonaparte le voit, comme Mirabeau et Catherine l'avaient deviné ; mais, avec son intuition toute romaine de l'histoire, il le conçoit plus clairement que les

autres; il le sent surtout, de toute la véhémence de son ambition qui monte, car cette histoire, qui se révèle à sa pensée, vit en lui et semble vivre pour lui. Il ne l'analyse pas, il ne s'en délecte point avec subtilité; il y marche, en écartant successivement les obstacles; il va à l'empire, comme Colomb atteignit le nouveau monde, croyant faire le tour de l'ancien. Les autres craignent, attendent ou cherchent à tâtons « l'homme » prédit et inévitable : il le connaît, il sera cet homme. Il se révèle à lui-même son ambition, comme sa destinée s'explique dans l'histoire.

II

Il surgit quand les grandes figures du siècle disparaissent à l'horizon. Catherine vient de mourir; Frédéric est mort depuis dix ans, mais son nom remplit toutes les mémoires, ses maximes nourrissent toutes les chancelleries; il reste, aux yeux de tous, le type du politique moderne et le modèle de l'homme d'État. La place de dictateur de l'opinion est vacante en Europe; Bonaparte va s'y élever plus vite, d'un essor plus direct et plus large; il y planera de plus haut, mais il y arrivera par l'effet du même prestige. C'est avec l'esprit français ravi à l'impéritie des gouvernants de la France, que Frédéric et Catherine avaient gouverné leur siècle : ils avaient détourné, au profit de leurs couronnes, cette « magistrature » que les conseillers de Louis XV s'étaient laissé dérober. La Révolution l'a reconquise tumultueusement à la France; Bonaparte va l'affermir en sa personne. Frédéric a été le roi philosophe, Bonaparte sera l'empereur révolutionnaire. Il le dira, il le croira; et longtemps les Français, longtemps les peuples d'Europe, le diront et le croiront avec lui. C'est de la Révolution, en effet, qu'il tire toute sa force. Il absorbe la Révolution, il se l'approprie, il en éprouve les passions élé

mentaires[1]; il confond en lui-même cet esprit d'expansion nationale et cet esprit de magnificence royale qui se mêlent si étrangement dans les imaginations populaires. Il continuera de proclamer avec la grande majorité des Français : tout ce qui est conquis à la France est conquis à la liberté. Et il pensera : Je suis la France. Mais la France même, pour lui, restera pays de conquête. Il n'en sort pas, il y entre ; il est fils d'étrangers ; la langue française n'est pas sa langue maternelle ; elle est pour lui la langue apprise de la civilisation, la langue européenne ; la France n'est pas le coin de terre incomparable et sacré où dorment ses ancêtres ; elle s'étendra partout où le portera son cheval de guerre et où perceront ses aigles romaines. Il conserve, en son for intérieur, je ne sais quoi d'insulaire et d'inaccessible, d'où il juge, s'impose et domine. C'est sa puissance : assez imprégné du génie français pour comprendre la pensée populaire et être compris du peuple ; assez particulier, en son génie propre, pour se séparer des autres hommes, tout en se faisant, avec eux, peuple et armée, ce Corse s'empare de la France et s'identifie la Révolution française comme l'Allemande Catherine s'est emparée de la Russie, s'est faite orthodoxe, et s'est identifié l'âme russe.

Bonaparte connaissait peu cette illustre Catherine ; il ne la goûta jamais beaucoup : le génie, et surtout le génie politique, chez une femme, lui semblait monstrueux et l'offusquait. Mais il connaît à fond celui qui a été l'initiateur de Catherine dans les choses de l'État. La tsarine et l'empereur ont eu le même maître : ils sortent tous les deux de l'école de Frédéric. Bonaparte a lu les *Mémoires* du roi de Prusse, code du machiavélisme pratique ; il a lu ses lettres à Voltaire, dernier mot de l'art d'exploiter les préjugés de l'opinion, la vanité des gens de lettres, et les feux d'artifice de la presse. Bonaparte admire hautement Frédéric, et, quand il le loue, il

[1] Frédéric MASSON, *Napoléon inconnu*, t. I, *Notes sur la jeunesse de Napoléon*, *Napoléon et la Corse*, *l'État-major et l'École militaire*. — « En lui la Révolution est accomplie avant que dans les faits elle soit commencée; car que se proposera la Révolution? faire table rase des institutions monarchiques. Or, pour Napoléon, ces institutions n'existaient pas... » T. I, p. 670 et suiv., et t. II, p. 500 à 505.

s'en assimile la *forme de penser*, jusqu'aux tournures de langage. « Une certaine fortune et de l'activité ont fait la base de mes succès, disait-il à l'envoyé de Prusse, en 1797 ; le grand Frédéric est le héros que j'aime à consulter en tout, en guerre comme en administration ; j'ai étudié ses principes au milieu des camps et ses lettres familières sont pour moi des leçons de philosophie. » Il avait au moins parcouru *la Monarchie prussienne* de Mirabeau ; il avait lu Favier. En 1812 il disait encore à Narbonne : « Le dix-huitième siècle, hormis Frédéric, n'entendait rien à l'art de gouverner. Celui-là seul avait appris la politique en faisant la guerre. » La plus caressée de ses victoires sera celle qu'il remportera sur l'armée de Frédéric ; l'épée du roi philosophe sera le plus précieux de ses trophées ; dans son exil, il écrira le précis des guerres du roi de Prusse entre le précis des guerres de César, celui des guerres de Turenne et celui de ses propres guerres en Italie. Mais s'il admire ce roi, c'est en émule, pour le dépasser ; sans être ébloui, surtout sans être dupe. Il juge Frédéric, comme Frédéric jugeait Henri IV et Louis XIV, s'inspirant de sa politique pour détruire, au besoin, sa monarchie. Il fera son pèlerinage à Berlin et au caveau de Potsdam, mais en équipage de guerre, botté et éperonné, avec cent mille fusils en guise de cierges. Leurs caractères, d'ailleurs, sont aussi dissemblables que les crises au milieu desquelles ils ont grandi et que le génie des temps où ils ont pénétré dans l'histoire [1].

Disciple d'Épicure, mais d'Épicure appris et compris dans Lucrèce, Frédéric, patient, constant, stoïque et mesuré, se donne pour idéal l'homme luttant contre la destinée et supérieur à sa destinée ; il construit des machines souterraines et subtiles, il ne vise point à emmagasiner la foudre et la tempête ; il proportionne ses explosifs à la force de ses canons :

[1] Rien de plus intéressant que de suivre parallèlement la formation du génie de Bonaparte et celle du génie de Frédéric à travers les épreuves de leur jeunesse : la souffrance, la méditation, la solitude, la lutte, le travail acharné. Voir Ernest Lavisse, *la Jeunesse du grand Frédéric*, *le Grand Frédéric avant l'avènement*.

ien en lui de Prométhée. Quand le désastre le menace, c'est e suicide raisonné et apaisé de Caton qu'il envisage, non la chute titanesque et le plongeon dans l'abîme. Contraint de urprendre la fortune, de créer les occasions, de tourner les lifficultés, général d'une armée de mercenaires, roi indigent l'un peuple sans génie, il a toujours navigué dans les passes périlleuses et s'est habitué, dès sa jeunesse, à ne compter que sur lui-même. Bonaparte a été, du premier coup, emporté par le courant, et ce courant est le plus véhément et le plus riche de puissance humaine que jamais l'histoire ait vu se léchainer : c'est la Révolution française répandant dans toute une nation exaltée et généreuse les passions, les ambitions, les rêves de grandeur accumulés dans l'État, par une monarchie de huit siècles, la plus conséquente qui ait régné. Cette France en fièvre de croissance, ces armées enthousiastes, voilà ce qui fait Bonaparte, par quoi il est tout, sans quoi, malgré son génie, il ne serait qu'un prodigieux et impuissant isolé.

Tant que le flux le pousse, il avance triomphalement; lorsque le flot s'arrête, il se sent sombrer. Il le sait, il l'a éprouvé déjà, aux tournants de sa campagne d'Italie, comme il l'éprouvera aux autres tournants de sa vie. Dans les premiers temps, encore tout ardents de la Révolution qui se transforme, mais qui enflamme encore les âmes, les mouvements commandés s'accomplissent comme d'eux-mêmes; toute estafette, envoyée partout, arrive; les lieutenants subissent le prestige du chef, parce que le chef personnifie l'esprit militaire qui les anime tous; ils préviennent, devinent, dépassent parfois ses ordres. C'est l'époque des prodiges spontanés. Plus tard, la lassitude venant, les ordres, mollement portés, s'égareront en route; on les attendra, on les recevra trop tard, on les exécutera sans verve et sans confiance; on n'y cherchera plus une inspiration, on n'y voudra trouver qu'une consigne. C'est alors que l'exécrable conseil de Moreau aux coalisés donnera tout son venin. — Attaquez partout où il n'est pas; refusez la bataille partout où il est

Le temps de sa vie où les circonstances le soutiennent l
mieux est aussi le temps où il démêle le mieux les circons
tances, et sait le mieux en profiter. Il ne prétend pas les crée
selon ses besoins ou les plier à ses calculs. Il est méfiant : c'es
qu'il discerne les obstacles, et que l'habitude du succès ne lu
a pas fait encore oublier les conditions du succès. Il est tou
frais sorti de sa Corse ; il n'a pas émoussé cet instinct nati
fait de ruse et d'audace, que développent chez les insulaire
les continuelles rivalités des familles, les embûches de tou
les jours, la lutte pour la vie dans un pays plein de surprises
la montée continuelle par les sentiers étroits, glissants, ve
les sommets où l'on ne s'élève qu'en rampant le long des pré
cipices : nécessités qui surexcitent l'imagination en mêm
temps qu'elles affinent la prudence et trempent la volonté
« Il n'appartient qu'à la jeunesse, disait-il à une amie, d'avo
de la patience parce qu'elle a l'avenir devant elle. » Il l
répète à ses lieutenants, il l'écrit au Directoire, aux ministres
« Le caractère de notre nation est d'être beaucoup trop viv
dans la prospérité... Ce n'est qu'avec de la prudence, de l
sagesse, beaucoup de dextérité, que l'on parvient à de grand
buts... Du triomphe à la chute il n'est qu'un pas. J'ai vu
dans les plus grandes circonstances, qu'un rien a toujou
décidé des plus grands événements [1]. »

Pour ce rien qui décide de tout, il ne s'en remet qu'à lu
même, prévoyant, disposant les choses, souvent dans plu
sieurs données et avec plusieurs issues, et ne laissant a
hasard, c'est-à-dire à l'indéterminé et à l'imprévu, que l
part la plus minime. Plus tard, il y abandonnera davantage e

[1] A Talleyrand, 7 octobre 1797. Il lui avait écrit le 26 septembre : « Tous l
grands événements ne tiennent qu'à un cheveu. L'homme habile profite de tou
ne néglige rien de tout ce qui peut lui donner quelques chances de plus ; l'homm
moins habile, quelquefois en en méprisant une seule, fait tout manquer. » Com
parez Frédéric, *Considérations sur l'état de l'Europe*, 1738 ; *Histoire de mo
temps*, 1775 : « La fortune, le hasard, sont des mots qui ne signifient rien d
réel. — Saisir l'occasion et entreprendre lorsqu'elle est favorable... La politiq
demande de la patience, et le chef-d'œuvre d'un homme habile est de fai
chaque chose en son temps... Celui-là qui a le mieux calculé sa conduite est
seul qui puisse l'emporter sur ceux qui agissent moins conséquemment... »

de plus en plus C'est alors qu'il parlera si souvent de son étoile et qu'il s'efforcera d'y croire. Ainsi se transformera sa croyance, vigilante et tout active d'abord, passive dans la suite, fataliste, superstitieuse même, dans ce qu'il appelle la destinée, le *fatum* des anciens, son Dieu des batailles, sa raison d'État divinisée, qu'il confond constamment dans ses discours avec la Providence. Les événements lui ouvrent si largement la voie, il se trouve toujours si prêt à en profiter, il découvre entre l'histoire de l'Europe et la prodigieuse aventure de sa vie des rapports si singuliers et si constants, qu'il en viendra à concevoir sa destinée comme une sorte de loi de la nature dont il est l'exécuteur. Il diminuera progressivement sa part consciente et volontaire dans sa propre vie, pour se représenter à lui-même comme l'instrument d'une volonté supérieure. « Plus on est grand, moins on doit avoir de volonté, dira-t-il à l'apogée de sa puissance : l'on dépend des événements et des circonstances; moi, je me déclare le plus esclave des hommes; mon maître n'a pas d'entrailles, et ce maître, c'est la nature des choses. » En 1797, au moment de l'essor, ce fatalisme natif l'assiège déjà dans les heures de crise où, tous ses préparatifs faits, il attend, en suspens, l'événement. Il écrit un jour au ministre des relations extérieures : « La loi de la nécessité maîtrise l'inclination, la volonté et la raison. » ... « Nous tenons la balance de l'Europe; nous la ferons pencher comme nous voudrons, et même, si *tel est l'ordre du destin*, je ne vois point d'impossibilité à ce qu'on arrive en peu d'années à ces grands résultats que l'imagination échauffée et enthousiaste entrevoit, et que l'homme extrêmement froid, constant et raisonné, atteindra seul. »

D'où son audace à pousser la victoire et les accès d'abattement qui, par moments, comme à Castiglione, semblent obscurcir son génie; brouillards passagers; à la Moskowa, à Waterloo, ils deviendront des nuages, s'abattront et l'envelopperont de nuit. Il les dissipe alors : il est jeune, il est heureux. C'est Œdipe au tournant du chemin; la destinée est pour lui l'énigme à déchiffrer le problème à résoudre, le plan à

exécuter : elle commande, mais c'est à lui de comprendre et d'accomplir. Il obéit au destin comme ses lieutenants lui obéissent à lui-même, avec initiative et impétuosité; plus tard, il fera comme ses maréchaux : il suivra, l'esprit encombré, la pensée ralentie, affaissé sur son cheval. Ce sera le temps du grand reflux de la Révolution; la force des choses tournera contre lui. Il succombera, revenant de Moscou, pliant, désemparé, sous la tempête, mais se sentant toujours poussé d'en haut, comme lorsqu'il entrait en Russie avec le dernier déluge, et le vent dans ses voiles. A Mombello, il façonne sa vie selon les convenances du monde où il veut vivre. Il paraît aux peuples l'homme de la nécessité, parce qu'il accomplit ce que la masse des hommes juge alors nécessaire.

Il n'a besoin d'aucun effort pour s'approprier la morale des princes, et ce qu'on peut appeler le grand libertinage politique de l'ancien régime. Il l'aurait inventé s'il ne l'avait pas respiré partout. Sa seule ambition aurait suffi à lui révéler ces données de la politique contemporaine, si des princes philosophes et des philosophes amis des princes n'avaient pris la peine de les dresser en maximes et de les exprimer en français pour les rendre plus claires et les répandre davantage. « Toutes les lois civiles et ecclésiastiques, déclare Voltaire, sont dictées par la convenance; la force les maintient, la faiblesse les détruit, et le temps les change. » Voilà l'esprit des lois, tel que le distille l'*Essai sur les mœurs*, et Bonaparte en est nourri. « Plus je lis Voltaire, disait-il à Rœderer, plus je l'aime. C'est un homme toujours raisonnable, point charlatan, point fanatique. J'aime beaucoup son histoire, quoiqu'on la critique. » C'est de l'histoire, ainsi écrite et ainsi lue, qu'il dira quelques années après : « J'étudiai moins l'histoire que je n'en fis la conquête, c'est-à-dire que je n'en voulus et que je n'en retins que ce qui pouvait me donner une idée de plus, dédaignant l'inutile, et m'emparant de certains résultats qui me plaisaient. » Il lui plaît d'apprendre et il juge bon de retenir cet enseignement que la force crée le droit des souve-

rains et que ce « droit » les met au-dessus de l'humanité. Ils se décident par d'autres raisons que l'homme privé. Il faut une religion officielle pour que le peuple obéisse et serve sans se corrompre; il faut une morale publique pour que les hommes éclairés se soumettent et ne troublent point l'ordre social. La religion ainsi entendue, c'est la foi d'autrui; la morale ainsi conçue, c'est l'honnêteté des autres : telles sont les mœurs du temps.

Il n'est point athée d'ailleurs; il répugne au néant, de toute l'extraordinaire intensité de son être. Il se soumet au mystère. Frédéric se piquait d'impiété, par orgueil royal et esprit d'aristocratie autant que par goût et par raisonnement. Napoléon, sous ce rapport, demeure peuple. Il éprouve pour lui-même ce besoin de culte extérieur, ce mysticisme sensualiste, cette « religion des cloches » qui occupent tant de place dans le néo-christianisme d'alors. « Mes nerfs, disait-il, étaient en sympathie avec ce sentiment. » Ajoutez les onctions qui consacrent le souverain et le font lieutenant de Dieu, les pompes qui frappent l'imagination des foules et ces grands spectacles du monde, où c'est entrer dans la gloire que de paraître comme acteur. « Dès que j'ai eu le pouvoir, je me suis empressé de rétablir la religion. Je m'en servais comme de base et de racine. » Il la conçoit ainsi dès ses premières rencontres avec les évêques d'Italie. César était grand pontife et présidait aux sacrifices, Charlemagne gouvernait l'Église, Pierre le Grand se fit maître de la religion de son empire : ce sont des parties essentielles dans l'histoire que Bonaparte a « conquise ».

III

« La vraie politique, écrit-il à Talleyrand, n'est autre chose que le calcul des combinaisons et des chances. » Débrouiller, dans les affaires, les rapports qui échappent aux autres

hommes; démêler les incidents, que la politique doit gouverner, de l'allure générale qui gouverne la politique; connaître, selon les enseignements de Frédéric, « les principes permanents des cours, les ressorts de la politique de chaque prince, les sources des événements, » voilà à quoi s'applique Bonaparte, ou plutôt ce qui se révèle à lui par l'intuition continue de sa pensée, excitée par la vue des choses, alimentée sans cesse par les conversations, les confidences, les mémoires écrits, les rapports qui affluent autour de lui. Il s'accommode à la politique du siècle comme les conventionnels l'ont fait, spontanément et du premier pas, lorsque les révolutions les ont jetés au pouvoir, rapportant à la République les ci-devant droits du Roi. Il lui paraît aussi naturel, avec la Révolution française, par cette Révolution et pour elle, d'envahir, conquérir, rançonner, découper, démembrer les nations, reconstituer les peuples, qu'il semblait naturel à Louis XIV de disputer, de morceler et de partager les héritages des rois. Il applique au droit public nouveau les mêmes fins d'État que les rois de France appliquaient, la veille, et que les autres souverains continuent d'appliquer à l'ancien droit public. L'ancien et le nouveau régime peuvent entrer ainsi en collusion. La Convention a formé le premier nœud à Bâle et à Berlin, en stipulant l'expropriation des territoires ecclésiastiques d'Allemagne, Bonaparte forme le second à Léoben, en stipulant le partage des territoires de Venise, du Saint-Siège et des princes de l'Italie.

Il se représente l'Europe découpée en tranches nettes, en relief et en mouvement, mais avec des dégradations singulières de saillies et de couleurs. Tout part de la France et gravite autour d'elle, comme autour de Rome sur une carte de l'Empire romain. En France, il voit des hommes, et ils sont tout; dans l'Italie du Nord, ce sont des enfants, et ils sont peu de chose; en Hollande, des commerçants affaissés, en Suisse des bergers montagnards qui ne comptent plus guère; au delà, en Espagne, à Rome et à Naples, en Allemagne, en Pologne, des troupeaux humains, parqués dans des clôtures

que les maîtres déplacent à leur gré ; plus loin, en Russie, en Asie, à peine des âmes, rien qu'une végétation humaine plaquée sur le sol, une sorte de plaine verte, morne, indéfinie, où l'œil se perd, où la politique ne peut que s'égarer. Sur ce sol, l'édifice composite, la bâtisse confuse et chancelante des États et des cours, impuissants à s'unir, déchirés par les rivalités et les jalousies, tous convoiteurs de la terre et de la richesse d'autrui. Ils seraient invincibles en masse s'ils unissaient leurs forces pour une conquête commune, mais on peut les battre en détail en les divisant par l'avidité ; ils sont d'ailleurs plus faciles à gagner qu'à vaincre. Des princes médiocres, des ministres rampant sur la routine. Bonaparte les juge avec toute la supériorité de la monarchie française qui les fascine, de la Révolution française qui les trouble, de son propre génie de conquête surtout et de sa force d'entreprise. Leur histoire, qu'il a lue et ramenée à quelques lignes très simples, gravées à jamais dans sa mémoire, se vivifie depuis un an qu'il est en commerce avec eux, commerce de batailles et de négociations. Il étend à tous, par analogie, l'expérience qu'il vient de faire en Italie.

Le premier point pour lui, c'est de donner la paix à la République : l'illusion de la paix est inséparable de celle de la liberté. Il le proclame très haut, et il invoque l'autorité suprême aux yeux des contemporains : « Comme le disait le grand Frédéric, écrit-il en juin 1797, il n'y a point de pays libre où il y a la guerre. » Il faut que cette paix soit brillante, qu'elle se conclue vite ; elle ne sera selon toute vraisemblance, que provisoire ; mais il faut alors que la guerre s'ensuive par une nécessité si naturelle que le peuple se porte vers cette guerre nouvelle avec la conviction qu'en troublant la paix les étrangers lui prennent son bien, qu'il ne reste à frapper qu'un dernier coup et que l'on en va finir. C'est par là que Bonaparte et le Directoire demeurent liés, et que le Directoire restera toujours à la discrétion de Bonaparte. Il n'a d'ailleurs signé avec l'Autriche qu'une suspension d'armes, qui tournera, suivant les nécessité, en association de conquêtes ou

en reprise de lutte. « Lourds et avares, » dit-il, « les Autrichiens ne sont point dangereux pour nos affaires intérieures; ils n'en connaissent pas les ressorts; le plus sage serait de se les associer. » Il les satisfera, et, par ce moyen, rompra la coalition. Il estime facile de les amener à composition. Il y a un terrain où il les rencontre et où ils ont le même intérêt que lui à s'arrêter : la république de Venise; Thugut veut la prendre et Bonaparte veut la donner. Présent funeste, pense Bonaparte, que l'Autriche payera, en Europe, de sa réputation usurpée de loyauté, et qui se détachera, de soi-même, le jour où la France sera en mesure de le recueillir. Dépossédant, pour le prix de sa défection à la cause de l'Europe, un État aristocratique; trempant dans un partage avec les révolutionnaires, après avoir trempé dans trois partages avec les monarques, l'Autriche, déjà trop suspecte aux États faibles, leur deviendra odieuse. Elle aura déchiré de ses mains la charte européenne qui est la raison d'être de sa suprématie en Allemagne. Quelle leçon pour la Saxe, pour la Bavière surtout, si même la Bavière ne se trouve pas ébréchée! Il serait de l'intérêt de la République qu'elle le fût. Il convient que, complice en Italie, l'Autriche devienne associée en Allemagne; qu'après avoir dépouillé une alliée, elle livre ses co-États. Ses troupes évacueront Mayence et donneront la clef de l'Allemagne aux Français : pour cette ville, qui est à la République ce que Strasbourg était à Louis XIV, pour le consentement de l'Empereur à la réunion à la France de toute la rive gauche du Rhin, Bonaparte ajouterait Salzbourg et Passau à Venise. Mais en fera-t-il un *ultimatum?* S'il tient à Mayence, il n'a pas sur l'article de la rive gauche du Rhin les vues absolues et obstinées du Comité et du Directoire. Il pense que celui qui tiendra Mayence arrivera nécessairement à Cologne. Le temps fera l'affaire mieux que tous les traités.

Bonaparte ne partage ni l'engouement des politiques de Paris pour la grandeur de la Prusse, ni la manie déplorable qui pousse Sieyès et ses disciples à réformer la Constitution germanique. Les traités de Bâle et de Berlin stipulent en

faveur du roi de Prusse d'amples indemnités destinées à payer son consentement à la réunion de la rive gauche du Rhin à la France. Il faudra donner des indemnités du même genre aux autres princes laïques possessionnés sur la rive gauche. « Culbuter le corps germanique, écrit-il le 27 mai, c'est perdre l'avantage de la Belgique, de la limite du Rhin ; c'est mettre dix à douze millions d'habitants dans la main de deux puissances de qui nous nous méfions également. Si le corps germanique n'existait pas, il faudrait le créer tout exprès pour nos convenances. » La France n'occupera point toute l'étendue de la Gaule, mais la Prusse demeurera secondaire et dispersée, et la France sera plus assurée dans sa suprématie qu'elle ne le serait par toute la ligne du Rhin en présence d'une Prusse concentrée et élevée au premier rang. La Prusse rentrera ainsi dans son rôle, qui est de faire contrepoids à l'Autriche. L'antique jalousie des deux cours s'aigrira de toutes les déceptions de la Prusse, qui aura, pour sa honte gratuite, abandonné à Bâle et à Berlin la cause de l'Empire, et verra sa rivale enrichie des États vénitiens. La France, respectant les États secondaires, redeviendra l'arbitre de l'Allemagne livrée par la Prusse, vendue par l'Autriche. Protectrice de la Confédération allemande et des républiques d'Italie, elle verra, en cas de guerre nouvelle, les routes de Vienne ouvertes devant elle, et la mauvaise volonté de la Prusse envers la France sera paralysée par la juste méfiance du corps germanique à l'égard des Prussiens.

Ses derrières assurés de la sorte, la Hollande enchaînée et entraînée, l'Espagne achetée avec la promesse du Portugal, il marchera au dénouement pour lequel tout l'ouvrage est composé, la destruction de l'Angleterre ou du moins de la monarchie anglaise ; car il partage sur cet article la grande illusion des conventionnels, qui fut, un moment, la chimère de Danton : il distingue la nation anglaise de son gouvernement, il croit possible de les séparer[1]. Il admire les Anglais, leur

[1] Conversation avec Sandoz, décembre 1797, BAILLEU, t. I, p. 165. — MASSON, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 193 ; t. II, 339, 419. — Cf. t. III, p. 272.

force, leur énergie, leur esprit d'entreprise; mais il s'imagine que, Pitt renversé, les wighs arrivant au pouvoir, en les aidant à ruiner l'aristocratie, il les gagnera à la paix républicaine. C'est une de ses idées dominantes dès Leoben, et tout le fond de la paix qu'il veut signer : « La ligue de l'oligarchie européenne étant divisée, la France en profitera pour saisir l'Angleterre corps à corps, en Irlande, au Canada, aux Indes. » Il écrira à Talleyrand, dès que la paix sera signée, développant, d'un coup, toutes ses vues : « Nous avons la guerre avec l'Angleterre; cet ennemi est assez redoutable... L'Angleterre allait renouveler une autre coalition... L'Anglais est généreux, intrigant et actif. Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui-même à être détruit par la corruption et les intrigues de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre. Cela fait, l'Europe est à nos pieds [1]. »

« Cela fait... » Pour l'essayer, il lui fallut renverser la proposition et commencer par mettre l'Europe aux pieds de la France, et « cela » même ne suffit point encore! Mais à quoi bon subjuguer l'Europe et détruire l'Angleterre, si ce n'est pour étendre au delà de l'Europe la suprématie conquise? En 1807, afin de liguer le continent contre l'Angleterre, Bonaparte insinuera à la Russie un partage de l'Empire d'Orient; en 1797, croyant possible de neutraliser le continent, il médite sur ce même partage, qui serait alors, non pas la condition, mais la conséquence de la destruction de l'Angleterre. C'est ici que commencera la « magnificence », et que s'accomplira, par le peuple souverain et au profit de la République, le rêve qui depuis les croisades hante les imaginations françaises. La Méditerranée a des portes, que l'on peut fermer aux Anglais. Il suffit de leur reprendre Gibraltar, ce sera le bénéfice de l'Espagne dans la victoire commune. La France occupera l'Égypte. Les esprits sont

[1] 18 octobre 1797.

pleins de cette expédition; les cartons de la Marine et des Affaires étrangères en renferment plusieurs plans. L'écrit de Volney sur les velléités d'alliance russe, en 1788, est dans toutes les mémoires : « Un seul objet, dit l'auteur alors très populaire des *Ruines,* peut indemniser la France... la possession de l'Égypte. Par l'Égypte, nous toucherons à l'Inde, nous rétablirons l'ancienne circulation par Suez et nous ferons déserter la route du cap de Bonne-Espérance. » Talleyrand, qui travaille à reconquérir l'opinion, et prépare sa rentrée aux affaires, écrit un mémoire qu'il lira, en juillet, à l'Institut; il traite de l'expansion de la France, et il prête ce beau dessein sur l'Égypte au duc de Choiseul, « un des hommes de notre siècle qui a eu le plus d'avenir dans l'esprit[1]. »

Bonaparte en avait davantage, et ce n'était pas seulement pour fonder une colonie, « valant à elle seule toutes celles que la France avait perdues, » qu'il songeait à aller en Égypte. Il a l'esprit tout plein de l'Orient, d'où vient toute gloire, des Indes, de l'antique passage par Suez : il a lu Raynal et le livre de Tott; il les a dépouillés, annotés; ces notes de jeunesse se réveillent dans sa mémoire, s'animent, se colorent et se combinent en desseins politiques[2]. « Les temps ne sont pas éloignés, écrit-il au Directoire, où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte... C'est en vain que nous voudrions soutenir l'empire de Turquie : nous verrons sa chute de nos jours... » « Il faut être à même de le soutenir et d'en prendre notre part. » D'où l'importance extrême qu'il attribue à Ancône et aux îles Ioniennes : elles sont des stations naturelles sur la route du Levant. Il en est de plus profitables encore : « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte ? » Le grand maître est mourant... Cette petite île n'a pas de prix pour nous. Avec l'île d'Elbe qui nous viendra, la Sardaigne et

[1] 13 juillet 1797. *Mémoires de Talleyrand*, t. V, p. 262. — *Lettre à Bonaparte*, 23 août. — PALLAIN, *le Ministère de Talleyrand*, p. 124, 125.
[2] Voir Frédéric MASSON, t. I. *Manuscrits de Napoléon*, pièces XV, XVI, XVII, XXII, XXVII, XXXI, et t. II, 506 à 508.

Gênes qui tomberont dans notre dépendance, « nous serons maîtres de toute la Méditerranée. » Il importe que l'Autriche n'obtienne ni Raguse, ni les bouches de Cattaro : les Turcs et les Albanais, au besoin, s'y opposeront, soutenus par nous. A aucun prix, nous ne devons permettre que les Napolitains s'établissent à Ancône, surtout à Corfou, Zante et Céphalonie : ce doit être désormais « la grande maxime de la République ». — Bonaparte lance ces vues dans ses lettres au Directoire par fusées soudaines et éblouissantes, comme elles lui viennent à l'esprit; mais, à mesure qu'il les conçoit, il les définit, les précise, les dessine, et, lorsqu'il les propose, il en a déjà entrepris la réalisation [1].

Dès qu'il a déclaré la guerre à Venise, il écrit au général Gentili de s'emparer des îles : « Vous aurez soin... de faire l'impossible pour nous captiver les peuples, ayant besoin de vous maintenir le maître, afin que, quel que soit le parti que vous preniez pour ces îles, nous soyons en mesure de l'exécuter. Si les habitants étaient portés à l'indépendance, vous flatteriez leur goût, et vous ne manqueriez pas, dans les différentes proclamations que vous ferez, de parler de la Grèce, d'Athènes et de Sparte. » Il adjoint à Gentili, pour l'aider à captiver les peuples, cinq ou six officiers du département de Corse qui « sont accoutumés au manège des insulaires et à la langue du pays » ; et « pour remuer les cendres de Sparte et d'Athènes, » le citoyen Arnault, homme de lettres distingué, qui observera ces îles et aidera Gentili « dans la confection des manifestes ». Bonaparte s'y applique lui-même. Il écrit au chef des Maniotes, « dignes descendants de Sparte, » « petit, mais brave peuple, qui, seul de l'ancienne Grèce, a su conserver sa liberté. » Il leur parle en style classique : c'est son parler naturel, celui de son pays natal. Les îles sont occupées Le 28 juin, à Corfou, le chef de la religion se présente à Gentili, un livre à la main : « Français, dit-il, vous allez trouver dans cette île un peuple ignorant dans les sciences et

[1] Lettres au Directoire, 26 mai, 16 août, 13 septembre 1797.

les arts ; mais... il peut devenir encore ce qu'il a été : apprenez en lisant ce livre à l'estimer. » Gentili ouvre le livre : c'est l'*Odyssée*. « L'île de Corcyre, écrit Bonaparte au Directoire, était, selon Homère, la patrie de la princesse Nausicaa. » Voilà un beau titre à occuper cette île et plusieurs autres, du même groupe : « Le citoyen Arnault, qui jouit d'une réputation méritée dans les belles-lettres, me mande qu'il va s'embarquer pour faire planter le drapeau tricolore sur les débris du palais d'Ulysse. » Bonaparte demande partout des renseignements sur l'Égypte. Il pense que 25,000 hommes suffiraient à l'expédition. Ils respecteraient toutes les croyances : « Avec des armées comme les nôtres, pour qui toutes les religions sont égales, Mahométans, Cophtes, Arabes, tout cela nous est fort indifférent. » Tout, excepté les Anglais. « Camarades, écrit-il aux marins de l'escadre de Brueys, dès que nous aurons pacifié le continent, nous nous unirons à vous pour conquérir la liberté des mers. » Il est si fasciné de sa propre pensée, qu'il en vient à déclarer : « Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble [1] ! »

Quand il dit qu'il préférerait les îles à toute l'Italie ensemble, ce n'est qu'une boutade ; il pense là-dessus, comme pensera le Directoire : il préfère les îles et l'Italie, — ensemble. Et comme il s'empare des îles, il organise l'Italie. Il ne s'illusionne point sur les Italiens ; s'il ne les juge pas tous, comme ceux des terres de Venise : « Population inepte, lâche et nullement faite pour la liberté [2] ; » s'il ne se laisse point leurrer par les dithyrambes, les présents et les acclamations ; si tantôt il les vante et tantôt les injurie, suivant qu'ils payent les contributions ou les refusent, s'enrôlent ou se dérobent au service militaire, hébergent les Français ou les massacrent, se soumettent ou conspirent, il se sent, au fond, lié à sa conquête, lié d'instinct par les affinités de ses origines et par l'attrait de

[1] A Gentili, 26 mai ; au chef des Maniotes, 30 juillet ; au Directoire, 1er août, 16 août, 13, 16 septembre 1797.
[2] Au Directoire, 26 mai 1797.

ses plans d'avenir. Un Italien qui professait pour sa patrie le même intérêt, mêlé de mépris, que Bonaparte, qui rêvait aussi de se glorifier lui-même en la régénérant et de la régénérer en la bouleversant, Alberoni, avait dit : « L'Italie a besoin d'être guérie par le fer et le feu[1]. » « Quant à votre pays, » disait Bonaparte à Melzi, un de ses premiers confidents et agents en Italie, qu'il avait mandé à Mombello, « il y a encore moins qu'en France d'éléments de républicanisme... Vous le savez mieux que personne; nous en ferons tout ce que nous voudrons. Mais le temps n'est pas arrivé; il faut céder à la fièvre du moment, et nous allons avoir ici une ou deux républiques de notre façon. » *Transpadane, Cispadane, Ligurienne*[2], il les encourage, les ralentit, les manipule, les accroît, les sépare, les confond, selon les péripéties de la guerre et le cours des négociations avec l'Autriche.

En cet été, il les rassemble, *Lombarde* et *Cispadane*, avec Milan pour capitale. La Lombardie en sera le modèle, si elles demeurent divisées, le centre, si elles restent unies. Le nom qu'il donne à la future Italie républicaine trahit le fond, tout romain, de sa pensée : *République cisalpine*, en souvenir de cette Gaule italienne, qui n'avait rien de gaulois et qui n'était cisalpine que pour Rome. Vainement, à Paris lui objecte-t-on que le point de vue s'est déplacé, que Rome n'est plus dans Rome, que le peuple souverain a changé de capitale et qu'il conviendrait que la province reçût un nom conforme à la place qu'elle occupe par rapport à la France *République transalpine.* Bonaparte ne veut point céder, c parce que le nom lui agrée, et parce que, disait-il plus tard « les vœux des Italiens étant constamment fixés sur Rom et la réunion de toute la péninsule en un seul État, le mo *cisalpine* était celui qui les flattait et auquel il voulait s

[1] Émile BOURGEOIS, *Mémoire sur Alberoni.*

[2] Organisation provisoire de la Lombardie, république transpadane ou lombarde, été, automne 1796. — République cispadane, 16 octobre 1796. — Réorganisation de la république de Gênes. — ligurienne, — 6 juin 1797. — République cisalpine : fusion de la république transpadane ou lombarde avec la cispadane, 15 juillet 1797. — Cf. ci-dessus, p. 110.

tenir, n'osant pas encore adopter la dénomination de République italienne. » Ainsi fera-t-il, en attendant qu'il crée un royaume d'Italie, s'en fasse souverain et proclame son fils roi de Rome, afin de satisfaire plus complètement les imaginations italiques.

Pour le reste de la péninsule, il le tiendra en bride ou à la chaîne, suivant les conjonctures ou suivant la distance. Le Piémont doit être subjugué. Sous quelle étiquette? alliance ou annexion, monarchie vassale, république dépendante ou département français? Cela importe peu : l'essentiel est que le Piémont, formant la ligne de retraite et tenant les passages, soit à la discrétion de la France. « Le roi, écrit Bonaparte au Directoire, est fort peu de chose, et dès l'instant que Gênes, la France et le Milanais seront gouvernés par les mêmes principes, il sera très difficile que ce trône puisse continuer à subsister; mais il s'écroulera sans nous, et par le seul poids des événements et des choses... » « C'est un géant qui embrasse un pygmée et le serre dans ses bras, il l'étouffe, sans qu'il puisse être accusé de crime. C'est le résultat de la différence extrême de leur organisation [1]. » Venise est à la question; Florence et Parme sont sous le joug. Le pape se meurt : à sa mort une révolution est vraisemblable; le Bourbon de Naples voudra intervenir pour faire un pape et pour prendre Bénévent, Ancône, tout ce qu'il pourra usurper. Bonaparte est d'avis d'avoir un représentant au conclave et de revendiquer pour la République le droit d'exclusion établi par les rois. Naples ne doit rien obtenir : « Il n'y a pas de cour plus furibonde et plus décidée contre la République... Ceux qui possèdent la Sicile et le port de Naples, s'ils devenaient une grande puissance, seraient les ennemis nés et redoutables de notre commerce [2]. »

Ainsi parle, agit et projette en Italie celui que Mallet du Pan dénonce à l'effroi de l'Europe comme le Charlemagne jacobin. Il écrit, en style d'empereur, aux petites républiques

[1] Au Directoire, 19 mai; à Talleyrand, 26 septembre 1797.
[2] Au Directoire, 19 et 30 mai, 1er et 24 juin 1797.

au nom de la grande. « Ce mot de « grande République » est son expression favorite ; elle orne toutes ses dépêches[1]. » Mallet du Pan lit ces dépêches, par extraits, comme les lisait toute la France, dans les journaux, où le Directoire, soit pour expliquer ses propres actes, soit pour se glorifier des hauts faits de Bonaparte, les publie avec éclat. Ainsi s'imprime dans l'esprit des foules, à mesure qu'elle se forme dans l'esprit de Bonaparte, au loin, dans la perspective, l'ébauche de l'empire d'Occident ; et tout près, au premier plan, l'ébauche du gouvernement consulaire.

IV

L'Italie est pour Bonaparte ce que la Gaule avait été pou César, non seulement la route du pouvoir, mais le champ d manœuvres et le champ d'expériences de l'empire. Il ne s borne pas à établir en Italie une marche, un poste avancé d la République ; il s'y essaye au gouvernement de la République. Dans tout ce qu'il conçoit, entreprend, accomplit dit, écrit alors, c'est la France qu'il envisage, c'est aux Français qu'il pense et qu'il s'adresse. C'est avec cette lumière d reflet qu'il faut étudier et qu'il faut comprendre ses proclamations, ses discours, ses mesures. Il organise la Républiqu cisalpine : il y met un Directoire et deux Conseils, comme e France : les Directeurs de Paris le veulent ainsi, tenant au dehors de leur constitution ; mais Bonaparte pousse, du premier coup, à ses conséquences naturelles, l'esprit de leu politique, celui de leurs instructions[2]. Comme il se méfie d corps électoral italien, de l'esprit provincial, du fanatism catholique, des mœurs et des vieilles coutumes rebelles à s domination, il désigne lui-même, avant toutes élections, le

[1] *Correspondance de Mallet du Pan.* Lettres du 10 mai et du 17 juin 1797
[2] Voir ci-dessus, p. 161, les instructions du Directoire du 7 avril 1797.

membres du Directoire et les membres des assemblées. C'est le système de la Convention; les Directeurs le conseillent; il l'a fait prévaloir à Paris, à coups de canon, en vendémiaire; il le prescrit, de son autorité de général en chef, dictatorialement en Italie. Il ne peut rien attendre, en Italie, ni pour lui, ni pour la France, de ce qui a fait, en France, la force du gouvernement révolutionnaire : le petit peuple des villes, les paysans sont hostiles. Il appelle au pouvoir ce qui correspond, en France, aux hommes de 1789 : les bourgeois riches et éclairés, les propriétaires, les nobles « amis des lumières », les littérateurs, les juristes, les médecins, épris de démocratie, mais surtout jaloux d'autorité et avides d'emplois; il s'associe enfin le haut clergé qui se soumettra au pouvoir afin de reconquérir quelque chose du pouvoir. Le gouvernement, ainsi constitué, regagnera les paysans par l'influence des prêtres rassurés, et par l'effet du bien-être; quant au petit peuple des villes, ce sera l'affaire de la police, et au besoin, de la troupe. Bonaparte n'aura garde de confier aux Conseils législatifs, même choisis par lui, la rédaction des lois fondamentales; il les fait préparer d'avance et il les décrétera : ainsi les lois civiles, qui établissent le régime nouveau des personnes et des biens, les lois d'impôt, les lois de recrutement, les lois d'administration, tous les ressorts de l'État futur. Tenant les citoyens dans ses mains, il s'attachera à les concilier, à les rapprocher, à effacer les haines locales et les factions dans la soumission commune au gouvernement.

« Je refroidis les têtes chaudes et j'échauffe les têtes froides », écrit-il au Directoire. Il développe son programme dans une lettre ou plutôt une instruction au gouvernement provisoire de Gênes : « Les gouvernements provisoires doivent exclusivement prendre conseil du salut public et de l'intérêt de la patrie... Il n'y a pas de confiance sous un gouvernement faible, il n'y a point de confiance dans un pays déchiré par les factions... La sagesse et la modération sont de tous les pays et de tous les siècles... Exigez que chaque citoyen soit à

ses fonctions et que personne ne rivalise avec le gouvernement... Empêchez toute espèce de coalition de citoyens. » Point de clubs, avec leurs affiliations lointaines, républiques dans la République. D'ailleurs, en rompant avec le passé, es citoyens ne rompront point l'unité de l'État et n'effaceront point les souvenirs de l'antique puissance de la patrie. Il fait relever la statue d'André Doria renversée par une émeute : « André Doria fut grand marin et grand homme d'État; l'aristocratie était la liberté de son temps. » — « Il faut avant tout, dit-il aux Milanais, resserrer les liens de fraternité entre les différentes classes de l'État. Réprimez surtout le petit nombre d'hommes qui n'aiment la liberté que pour arriver à une révolution; ils sont ses plus grands ennemis... L'armée française ne souffrira jamais que la liberté en Italie soit couverte de crimes. Vous pouvez, vous devez être libres, sans révolutions, sans courir les chances et sans éprouver les malheurs qu'a éprouvés le peuple français. Protégez les propriétés et les personnes et inspirez à vos compatriotes l'amour de l'ordre et des lois... »

Ces discours, reproduits en France par les journaux, sont lus avec avidité; ils offrent à des nécessités très urgentes des solutions extrêmement simples. A part un petit groupe d'hommes, survivants de 1789, demeurés fidèles aux principes, patriotes très respectables, mais isolés, incompris de la foule, suspects au Directoire, personne ne soucie plus de la liberté politique et n'est disposé à en accepter les conditions. Il ne s'agit, pour les gouvernants, que de libertés d'État; pour les gouvernés, que de liberté civile et d'égalité démocratique; le problème, pour les meneurs, est de rester les maîtres de la République et d'y personnifier, au pouvoir, la Révolution; pour la grande majorité des hommes, le problème est de jouir tranquillement des conquêtes de cette Révolution qui est le bien de tous et à laquelle tous ont tant sacrifié. Les missives d'Italie révèlent en B aparte un chef d'État, réaliste et pratique, égal au chef d'armée Tout ce qui couve en France de vieil esprit romain et césarien, trans-

formé par les rois en culte monarchique, ramené, par l'œuvre des terroristes et l'effet de la Révolution, à son caractère primitif, se réveille et devient pour la popularité de Bonaparte un merveilleux agent de propagande. « La République, écrivait-il au Directoire qui fit publier la lettre en tête de la partie officielle de son journal, la République n'a pas d'armée qui désire plus que celle d'Italie le maintien de la constitution sacrée de 1795, seul refuge de la liberté et du peuple français. L'on hait ici et l'on est prêt à combattre les nouveaux révolutionnaires, quel que soit leur but. Plus de révolution, c'est l'espoir du soldat. » Les « nouveaux révolutionnaires », c'étaient les royalistes, les modérés, les « constitutionnels », les *libéraux;* plus de révolution, c'est-à-dire une révolution qui sera la dernière, parce que celui qui l'accomplira, d'accord avec l'opinion de la masse, ne permettra plus qu'on en accomplisse d'autres. Le Directoire l'essayera le 18 fructidor; Bonaparte le fera le 18 brumaire [1].

Sur cette pente, son esprit ne s'arrête pas; et déjà la constitution future s'esquisse dans sa pensée. Il relit Montesquieu; mais il ne le prend point à la lettre; il ne le tire point à l'absolu; il n'y voit que des notes et des observations sur les différentes institutions des peuples, celles de l'Angleterre en particulier; celles-là lui déplaisent fort : « Ce n'est qu'une charte de privilèges; c'est un plafond tout en noir, mais bordé en or. » Les pouvoirs y sont mal définis; ainsi, pourquoi le législatif aurait-il nécessairement le droit de faire la guerre et de fixer l'impôt? Ces combinaisons sont impraticables en France. Dans une démocratie, où les autorités émanent de la nation, ni la prérogative de l'impôt, ni celle de la guerre et de la paix ne doivent être enlevées à l'exécutif. Il n'y a de bien défini en France que la souveraineté; le reste n'est qu'une ébauche. Le pouvoir doit être considéré comme le

[1] Bonaparte au Directoire, 8 mai 1797; au gouvernement provisoire de Gênes, 16 et 19 juin 1797; aux Milanais, 10 décembre 1796; au Directoire, 18 décembre 1796. Comparez avec le texte de la *Correspondance*, n° 1319, l'extrait publié dans *le Rédacteur*, n° 387 et dans le *Moniteur*, t. XXVIII, p. 519.

vrai représentant de la nation. Il se divisera en deux magistratures : l'une qui surveillera et n'agira pas, le grand conseil de la nation : le législatif; l'autre qui agira, gouvernera, régnera : l'exécutif. L'exécutif sera nommé par le peuple; le législatif sera élu aussi par le peuple, mais le peuple ne pourra élire que des hommes déjà exercés aux affaires, ayant rempli des fonctions publiques. Les Conseils légiféreront, mais ils n'auront même pas la faculté de parler du gouvernement : « Le pouvoir législatif, sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition [1]... »

Bonaparte s'était convaincu, par l'expérience qu'il en faisait tous les jours, de la nécessité d'employer le clergé à l'établissement de l'autorité. La terreur qu'il avait répandue à Rome, l'approche d'une électiou pontificale, lui fournissaient une occasion, qui, peut-être, ne se renouvellerait plus, d'obtenir du Saint-Siège des concessions indispensables à la restauration du catholicisme en France, et que le Saint-Siège cependant avait obstinément refusées à des princes catholiques comme Joseph II et le duc de Parme. Bonaparte avait médité sur l'avortement de la « constitution civile » et sur le contre-sens de la persécution religieuse : le clergé sortait de la révolution avec un prestige moral que ses privilèges et ses richesses lui avaient enlevé sous l'ancien régime. La Terreur avait ramené le christianisme aux supplices, aux prisons, à la pauvreté, aux catacombes; elle lui avait rendu l'attrait du mystère, le péril de la foi, la majesté du martyre; elle l'avait retrempé et rajeuni de plusieurs siècles. Le souffle religieux qui s'élevait venait des profondeurs du peuple français. Il y avait là des forces à détourner et à capter. Bonaparte ne laissera point au prétendant ce ciment des nations et ce levier d'État. « Ne perdez jamais de vue, écrit-il au gouvernement

[1] Bonaparte à Talleyrand, 19 septembre 1797. — Voir, pour la genèse de ces idées, le curieux fragment publié par M. Frédéric Masson, *op. cit.*, t. I, p. 227; *Projet de constitution de la calotte du régiment de la Fère*. Bonaparte sort à tout instant de son sujet et s'élance vers l'État, t. I, p. 233, 235; t. II, p. 508.

de Gênes, que, si vous mettez d'un côté la religion, je dirai même la superstition aux prises avec la liberté, la première l'emportera dans l'esprit du peuple[1]. »

Or c'était le temps où, à Paris, les Conseils, subissant l'impulsion des électeurs, rétablissaient la liberté des cultes; la France semblait s'acheminer vers la seule constitution religieuse qui fût d'accord avec son nouveau régime; la liberté de conscience allait enfin former le couronnement des libertés politiques dont elle aurait dû être une condition fondamentale. Les évêques constitutionnels qui restaient attachés à la révolution de 1789 et qui avaient conservé leur foi, préparaient la réunion d'un concile; ils s'efforçaient de ménager une transaction avec le Saint-Siège, d'accorder l'Église gallicane avec elle-même et avec Rome. Il était de l'intérêt de Bonaparte de profiter de la disposition des esprits, mais de ne la point laisser dériver vers une constitution religieuse à l'américaine. Son instinct césarien lui montra que la principale résistance à cet essai d'Église libre se trouverait à Rome, et que c'était à Rome qu'il trouverait son principal appui pour former une nouvelle Église d'État. Rome lui saurait gré d'épargner à la catholicité l'exemple d'un quasi-schisme; Rome payerait la ruine définitive de l'Église gallicane aussi cher et aussi volontiers que la restauration du catholicisme en France : elle payerait par la soumission de l'ancien clergé réfractaire.

Elle semblait disposée[2]. Elle était mise à sac par le Directoire; elle était exténuée. Pour exécuter le traité de Tolentino, écrivait Cacault, il faudrait faire de cette ville un vaste mont-de-piété. Bonaparte, sans rien céder sur le chapitre des objets d'art et des manuscrits, se montra enclin, sur l'article de l'argent, à des ménagements Le pape répondit par des politesses; les commissaires du Directoire, se sentant surveillés

[1] Voir Joseph de Maistre : *Considérations sur la Révolution francaise*, 1796. — Sur l'impression qu'en a pu ressentir Bonaparte : *Bonaparte et Hoche*, p. 107 et suiv.

[2] Du Teil, *op. cit.*, p. 485 et suiv.

de près, imaginèrent de faire leur cour à Joséphine avec quelques statues qu'ils achetèrent sur leurs bénéfices, le pape les fit rembourser, donna 3,000 écus romains, prit ainsi le présent à son compte et annonça l'envoi d'un collier de camées. « Le moment actuel, écrivit Bonaparte, le 3 août, est l'instant propice pour commencer à mettre à exécution cette grande œuvre où la sagesse, la politique et la vraie religion doivent jouer un si grand rôle... Le pape... pensera peut-être qu'il est digne de sa sagesse, de la plus sainte des religions, de faire une bulle ou mandement qui ordonne aux prêtres de prêcher obéissance au gouvernement et de faire tout ce qui sera possible pour consolider la constitution établie... » Ce sera « un grand acheminement vers le bien », vers la réconciliation des prêtres entre eux et vers les mesures qui pourront « ramener aux principes de la religion la majorité du peuple français ». Il demandait une réponse prompte; c'est qu'il n'y avait point de chapitre où il se sentît plus loin de compte avec le Directoire, et que, s'il voulait faire prévaloir sa politique religieuse, il ne le pouvait que par les moyens qui lui avaient jusqu'alors réussi, l'initiative personnelle, le fait accompli, la menace d'une démission et l'appel au public. « Si j'étais le maître, disait-il, nous aurions le concordat demain. » Ce concordat était dès lors aussi arrêté dans sa pensée que l'étaient les bases de la Constitution de l'an VIII et les données de la politique extérieure du consulat et de l'empire.

V

Restait l'armée, instrument de sa grandeur future, garantie de son pouvoir, par laquelle il arriverait et se soutiendrait plus tard, mais où il discernait, en même temps, les plus redoutables obstacles à son avènement dans le présent, et

les plus dangereuses oppositions à son gouvernement dans l'avenir. Il connaissait, pour les avoir éprouvés à ses débuts et pour les éprouver plus violemment que jamais en cette crise de la vie, les conflits d'ambitions et les rivalités des généraux. Il n'était pas le seul à destiner à un chef d'armée la première place dans la République; mais la plupart des généraux se jugeaient hors d'état de la briguer pour eux-mêmes; ils voulaient qu'au moins aucun de leurs compagnons d'armes ne l'occupât. Ils préféraient obéir au pouvoir civil, soit en le redoutant, comme au temps des comités, soit en le méprisant, comme ils faisaient sous le Directoire.

Bonaparte comprenait qu'il lui serait plus facile de les entraîner à la guerre que de les satisfaire dans la paix et de les tenir obéissants. Pour les dominer, il lui faudrait, tout en sortant de leurs rangs et en demeurant solidaire de leur fortune, se mettre à part et au-dessus d'eux. Ils murmureraient sans doute, mais ils se soumettraient, comme ils s'étaient soumis au Comité de salut public. Bonaparte résolut dès lors d'être le pouvoir civil suscité par l'armée, tout-puissant par l'armée, mais supérieur à l'armée même par le suffrage du peuple et le caractère national de sa magistrature. Il noierait ainsi l'armée dans le peuple dont il se déclarerait l'émanation et le représentant. C'est là une de ses conceptions maîtresses. D'où l'importance qu'il attribue, en Italie, à ses combinaisons de gouvernement, ses caresses aux savants et aux hommes de lettres, ses ménagements pour le clergé, enfin et par-dessus tout, le renom de pacificateur qu'il recherche. « C'est un si grand malheur, pour une nation de trente millions d'habitants et au dix-huitième siècle, d'être obligée d'avoir recours aux baïonnettes pour sauver la patrie! » écrit-il à Talleyrand; et au Directoire : « J'ai mérité par mes services l'approbation du gouvernement et de la nation; j'ai reçu des marques réitérées de son estime. Il ne me reste plus qu'à rentrer dans la foule, reprendre le soc de Cincinnatus et donner l'exemple du respect pour les magistrats et de l'aversion pour le régime militaire ui a détruit tant de gouvernements et perdu plu-

sieurs États[1]. » — « Son projet, a raconté Regnauld Saint-Jean-d'Angely, était de se faire élire membre du Dir toire. Comme il n'avait que vingt-huit ans et que la constit tion exigeait quarante ans d'âge pour être nommé Directeur, on devait proposer au conseil des Cinq-Cents de déclarer éligible, par exception, le vainqueur d'Italie, le pacificateur. Le général Bonaparte, peu en peine, une fois parvenu au pouvoir, de s'y établir en maître, n'en demandait pas davantage[2]. »

Carnot exprimait une opinion générale lorsqu'il écrivait à Bonaparte, le 3 janvier 1797 : « Vos intérêts sont ceux de la République, votre gloire celle de la nation entière. Vous êtes le héros de la France entière. » Bonaparte gagnera les paysans et les bourgeois par la sécurité du travail, la garantie de l'ordre, la jouissance assurée des biens nationaux, le code civil, une administration vigilante, une justice égale pour tous; il tiendra les anciens Jacobins par la crainte de la contre-révolution ; il se les associera en leur distribuant ce qu'ils aiment par-dessus tout, l'exercice du pouvoir; il tiendra les anciens nobles par un bonheur qu'ils ne connaissent plus : vivre dans leur maison, retrouver leurs familles, refaire leur fortune; l'armée par les grandeurs, les richesses, les enivrements de la conquête, les délices de la paix ; tous par l'illusion de cette paix glorieuse et de la France prospère dans les frontières de la Gaule. Aux Italiens émancipés, il donnera des assemblées, des pompes nationales, l'opéra triomphal de la liberté; à l'Autriche, aux Bourbons d'Espagne, aux princes allemands des territoires à usurper, des peuples à partager; à

[1] Bonaparte à Talleyrand, 19 septembre; au Directoire, 10 octobre 1797.

[2] Conversation recueillie par Barante, *Souvenirs*, t. I, p. 45. — « Ses habitudes, ses goûts, ses manières, ses discours, ses proclamations, ses moindres paroles, sa nature enfin et jusqu'*au dédain qu'il afficha longtemps pour la tenue militaire*, révélèrent partout ses idées, ses espérances et ses désirs d'usurpation. » (Thiébault, t. III, p. 60.) — « Dans tous les pays, la force cède aux qualités civiles... J'ai prédit à des militaires, qui avaient quelques scrupules, que jamais le gouvernement militaire ne prendrait en France... Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement; si elle n'avait pas cette opinion, le gouvernement ne se soutiendrait pas. » Discours au Conseil d'État, 1802, recueilli par Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 79.

l'Église, un concordat ; au Directoire enfin, en attendant qu'il le renverse, la force, l'argent, le prestige sans lesquels ce gouvernement ne peut subsister. Voilà tous les éléments du 18 Brumaire groupés. Un observateur intelligent des choses de France écrivait dès le mois de janvier 1797 : « Qu'un homme de génie paraisse, et tout sera asservi [1]. » Bonaparte s'ouvrit de ses desseins à Miot, à Mombello. Dans une conversation, qui est comme une page anticipée de ses Mémoires, il résume les vues qui réglèrent sa conduite dans les deux grandes affaires de l'automne, le coup d'État de fructidor et le traité avec l'Autriche : « Je ne voudrais quitter l'Italie que pour aller jouer en France un rôle à peu près semblable à celui que je joue ici, et le moment n'est pas encore venu : la poire n'est pas mûre. Mais la conduite de tout ceci ne dépend pas uniquement de moi. Ils ne sont pas d'accord à Paris. Un parti lève la tête en faveur des Bourbons ; je ne veux pas contribuer à son triomphe [2]. Je veux bien affaiblir un jour le parti républicain, mais je veux que ce soit à mon profit. En attendant, il faut marcher avec le parti républicain. Alors, la paix peut être nécessaire pour satisfaire les badauds de Paris, et si elle doit se faire, c'est à moi de la faire. Si j'en laissais à un autre le mérite, ce bienfait le placerait plus haut dans l'opinion que toutes mes victoires. »

[1] Rapport de Sandoz, 12 janvier 1797. BAILLEU.

[2] Sur les avances que lui firent, en Italie, les royalistes et ses relations avec d'Antraigues, voir *Bonaparte et Hoche*, p. 101 et suiv.

CHAPITRE VI

FRUCTIDOR ET CAMPO-FORMIO

1797

I

Dès le mois de juin, les triumvirs, La Revellière, Reubell et Barras, se concertèrent pour « sauver la République de la subversion totale » dont elle était menacée[1]. Il s'agissait d'expulser du Directoire Carnot et Barthélemy, suspects de connivence avec la majorité, et d'*épurer* les Conseils en proscrivant les députés hostiles au Directoire.

Le premier point était de s'assurer des moyens d'exécution. Les triumvirs, qui étaient capables d'ourdir un complot, étaient hors d'état de l'exécuter. A eux trois, ils ne faisaient pas un homme. Il leur fallait des troupes, et un militaire pour faire marcher les soldats. Rien désormais, dans la République, même le pouvoir civil, même les derniers représentants de l'esprit conventionnel, ne pouvait plus prévaloir et gouverner que par la force organisée et commandée, par l'armée, en un mot, et par les généraux. Hoche était libre de son temps. Les Directeurs le jugeaient moins redoutable, plus naïf que Bonaparte : ils se débarrasseraient de lui plus aisément, après l'avoir employé, compromis, peut-être. Enfin il avait des

[1] Procès-verbaux du Directoire; correspondance de Hoche, aux Archives de la guerre. — Victor PIERRE, 18 *Fructidor*, documents. — AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*. — *Mémoires* de CARNOT, LAREVELLIÈRE, BARRAS, THIBAUDEAU, BIGARRÉ. — LANFREY, *Histoire de Napoléon Ier*. — BOUGIER, *le Général Chérin* (*Revue historique*, 1878). Voir pour plus de détails : *Bonaparte et Hoche en* 1797, p. 148 et suiv., 285 et suiv.

troupes disponibles, et un prétexte, l'expédition d'Irlande, pour les déplacer par détachements et les rapprocher immédiatement de Paris. Il fut tâté. « Il nous donna, rapporte La Revellière, les assurances d'un entier dévouement à la cause que nous défendions. »

Le 16 juillet, il y eut entre les Directeurs une première escarmouche, à propos des ministres. Si le coup d'État qui se préparait alors est l'antécédent de celui de Brumaire, les propos qui furent, ce jour-là, tenus par les futurs auteurs de la révolution de Fructidor sont la préface de la constitution de l'an VIII. Carnot, qui présidait, proposa de renvoyer les ministres des affaires étrangères, de la justice, de la marine et des finances, parce que « tel lui paraissait être le vœu de la majorité du Corps législatif ». Reubell s'y opposa, en fait et en droit : en fait, le vœu de la majorité ne lui était pas connu ; en droit, ce vœu ne pouvait pas se faire connaître : « Que si, par malheur, dit-il, il pouvait exister une majorité qui voulût se mêler du renvoi et de la nomination des ministres, la République serait, par cela même, dans une véritable anarchie, puisqu'un seul pouvoir aurait usurpé tous les autres. »

La conclusion fut que l'on changea les ministres, mais pour en prendre d'autres plus décidément opposés encore à la majorité des Conseils. Ces hommes qui parurent propres à affermir la liberté, selon Barras, Reubell et La Revellière, étaient Pléville, Le Pelley à la marine, Lenoir à la police, François à l'intérieur, Talleyrand aux relations extérieures et Hoche à la guerre. Ce dernier choix décelait tout l'esprit de la combinaison.

Hoche n'avait pas l'âge requis par la Constitution. Raison de plus ! Ce serait un motif, le coup fait, de le congédier. Il serait ministre juste le temps qu'il faudrait pour investir le Corps législatif et emprisonner les députés. Mais l'affaire fut éventée. Il fallut, devant les réclamations des Conseils, rapporter la nomination. Hoche fut sacrifié. Il s'en retourna à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il sortait diminué de cette aven-

ture équivoque; il avait perdu son prestige de pureté républicaine; il s'était entaché de politique; il devenait suspect aux yeux de beaucoup de bons citoyens. C'était un double bénéfice pour les triumvirs. Ils se rejetèrent sur Bonaparte.

Bonaparte avait auprès d'eux un avocat d'autant plus insinuant qu'en travaillant pour le général en chef de l'armée d'Italie il travaillait pour lui-même. Talleyrand, depuis peu rentré en France, n'avait recherché le ministère que par contenance, pour assurer sa sécurité dans le présent, ménager sa fortune dans l'avenir. Les façons des triumvirs lui répugnaient, leur politique lui semblait funeste. Il essaya, au début, de leur en indiquer, avec toutes les précautions d'une exquise politesse, les inconvénients et les dangers. Les triumvirs le renvoyèrent brutalement à son encrier et à ses papiers. Son affaire n'était point d'avoir des idées, de posséder des connaissances et de donner des conseils; elle était de rédiger et de requérir, selon les formes, de dresser en belle écriture de chancellerie leurs décrets souverains et d'en tirer, pour la galerie, de belles déductions selon la lettre du droit public. Talleyrand se soumit avec aisance, mais non sans ironie, et rendit en mépris caché ce qu'il recevait d'affronts. Les triumvirs parurent, dès lors, goûter sa manière de servir. Ce ci-devant évêque, grand seigneur et homme de cour, se fit le secrétaire de Reubell et de La Revellière-Lépeaux. Il délaya, tant qu'ils voulurent, en son style coulant et élégant d'homme du monde; il effaça, recommença, raisonna, déraisonna, motiva, réfuta, argumenta contre les peuples, argumenta pour les peuples, avec un inépuisable scepticisme, se consolant, çà et là, par une parenthèse subtile, par quelques repentirs adroitement dissimulés, qui n'avaient de sens que pour lui, d'intérêt que pour les futurs mémoires où il referait l'histoire, à sa façon, et prouverait qu'il n'avait jamais été dupe de personne, surtout de lui-même. Les Directeurs, à ses yeux, n'occupaient la scène que pendant l'entr'acte : ils tomberaient dans leurs propres trappes et s'enfonceraient dans les dessous dès que le rideau serait levé et que la véritable pièce recommencerait

Talleyrand, comme tout le monde, attendait l'homme qui ferait le dénouement, mais, mieux que tout le monde, il discerna l'homme et il alla droit à lui.

Dès le 24 juillet, il écrivit à Bonaparte pour lui annoncer sa nomination, et il ajouta : « Justement effrayé des fonctions dont je sens la périlleuse importance, j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilités dans les négociations. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir. Je m'empresserai de vous faire parvenir toutes les vues que le Directoire me chargera de vous transmettre, et la renommée, qui est votre organe ordinaire, me ravira souvent le bonheur de lui apprendre la manière dont vous les aurez remplies. » Bonaparte était homme à goûter ce chef-d'œuvre de flatterie raffinée et à se pénétrer de l'insinuation qui se dégageait de l'entre-deux des lignes. Aucun signe ne lui avait peut-être si nettement montré le progrès qu'il avait fait dans l'opinion et la place qu'il avait prise dans l'État. Avec Talleyrand, c'était un monde nouveau, mal connu de lui, encore prestigieux, celui de la fameuse Constituante, qui se joignait à son cortège et lui offrait ses services. Bonaparte resta longtemps sous le charme de ce premier encens de l'ancienne France, encore que déclassée, défroquée et travestie. C'est, en partie, le secret d'une étrange faiblesse qu'il conserva jusqu'à sa chute et dont il eut à se repentir. Une correspondance suivie s'engagea entre lui et le nouveau ministre ; il s'habitua à faire de Talleyrand le confident de ses desseins ; et, très vite, il en vint à lui donner des ordres sous couleur de lui demander des conseils. Talleyrand devina et agit en conséquence. Il se fit l'intermédiaire de Bonaparte auprès des Directeurs, auprès de l'opinion parisienne, auprès de ce monde de nouvellistes, de spéculateurs, de conspirateurs, d'intrigants qui remplissaient déjà ses antichambres ; dans les salons, surtout, qui se rouvraient et où se tramait le grand complot de tout le monde, celui des gens impatients de revivre, de se divertir, de s'enrichir, de secouer le cauchemar de 93, de finir la Révolution

à leur profit, de refaire une société qui serait fermée aux irréconciliables de l'émigration et de la Terreur, mais qui s'ouvrirait aux émigrés soumis et aux Jacobins apaisés.

Plus patient et plus perspicace que Hoche, Bonaparte n'eut garde de se livrer au Directoire. Il jugea que son épée serait déplacée dans ce qu'il qualifiait une « guerre de pots de chambre ». L'armée devait tout décider, mais en paraissant obéir et n'obéir qu'aux lois. Elle n'agirait que pour sauver la constitution ; elle laisserait aux Directeurs la responsabilité du complot et du sophisme. Le personnage de sabreur naïf et grossier n'était point l'affaire de Bonaparte. Tout en se réservant de marcher sur Paris si les choses tournaient trop mal, il estima suffisant d'y envoyer un homme de main, qui tiendrait, à l'égard du Corps législatif, l'emploi, fort utile, et peu glorieux, d'Abner dans la tragédie classique. Il avait à sa disposition un des plus brillants parvenus de la Révolution, bon tacticien, batailleur intrépide, mais tête creuse, suffisant, général avec un panache de tambour-major et une faconde de sans-culotte, la politique d'un matamore et « la plus forte lame de France », Augereau. Au besoin, il fournirait de l'argent. Et, en attendant, il fournissait des arguments : le 10 juin, il envoya au Directoire une relation du complot de Pichegru avec Condé, écrite par d'Antraigues et livrée par lui [1].

Cependant, aux Conseils, son rôle, ses intentions, de même que ceux de Hoche, étaient violemment incriminés. Les deux généraux y firent répondre par leurs armées, identifiant ainsi publiquement leur cause avec celle de leurs troupes et la cause de l'armée avec celle du Directoire. Bonaparte prit occasion du 14 juillet. Il y eut, pour cet anniversaire, une explosion d'adresses dans tous les régiments. Celles de l'armée d'Italie dépassèrent toutes les autres par l'intensité de la couleur et par la violence des menaces. Marmont alla porter un mot d'ordre dans les divisions elles y répondirent par un écho formidable. « Tremblez ! écrit la division d'Augereau :

[1] *Bonaparte et Hoche*, p. 105 et suiv. — PINGAUD, 2e édition, p. 143 et suiv. — Cf. ci-dessus p. 45.

de l'Adige au Rhin et à la Seine il n'y a qu'un pas... Vos iniquités sont comptées, et le prix en est au bout de nos baïonnettes! » — « La route de Paris offre-t-elle plus d'obstacles que celle de Vienne? » écrivit la division Masséna. Bernadotte, était-ce instinct de roi latent? se montra seul modéré; mais Joubert : « Il faut que les armées purifient la France; nous passerons comme la foudre. » Bonaparte enfin, dans une proclamation à l'armée : « Les mêmes hommes qui ont fait triompher la patrie de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes nous séparent de la France; vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains... Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu... » Puis, il écrit aux Directeurs, de sa meilleure encre jacobine [1] : « L'indignation est à son comble dans l'armée... Citoyens Directeurs, il est imminent que vous preniez un parti... Je vois que le club de Clichy veut marcher sur mon cadavre pour arriver à la destruction de la République. N'est-il plus en France de républicains?... Vous pouvez d'un seul coup, sauver la République. Faites arrêter les émigrés; détruisez l'influence des étrangers. Si vous avez besoin de force, appelez les armées. Faites briser les presses des journaux vendus à l'Angleterre, plus sanguinaires que ne le fut Marat. »

A l'armée de Sambre-et-Meuse, ce fut le 10 août que Hoche choisit pour faire « prononcer » ses troupes. Encore que très souffrant, il se raidit, parut devant les soldats, et d'une voix énergique : « Amis, je ne dois pas le dissimuler, vous ne devez pas encore vous dessaisir de ces armes terribles avec lesquelles vous avez tant de fois fixé la victoire; avant tout, il faut assurer la tranquillité intérieure que des fanatiques et des rebelles aux lois républicaines essayent de troubler. Semblables aux conseillers de Louis XVI, avant la journée du 10 août, ils espèrent nous redonner des maîtres. Nous

[1] 15 juillet 1797.

leur opposerons la loyauté, le courage, le désintéressement, l'amour des vertus dont ils ne connaissent que le nom, et ils seront vaincus... » Un simulacre de guerre a lieu : on y voit figurer Lefebvre, Championnet, Grenier. Le soir, un grand banquet les réunit; c'est toute une élite de conquérants républicains et de futurs maréchaux de France. Ils donnent la réplique aux adresses de l'armée d'Italie. Hoche boit à la République, à l'anéantissement des factions; Lefebvre, à la haine des coquins qui souillent le sol de la liberté; Grenier, à la mort des conspirateurs; Legrand, au 10 août; Ney, au maintien de la République : « Politiques de Clichy, daignez ne pas nous forcer à donner la charge! » Championnet : « A l'armée d'Italie! nous vous avons entendus, braves camarades, et nous marcherons avec vous! » Un général de brigage se lève et s'écrie : « A Bonaparte! Puisse-t-il... » Hoche l'interrompt : « A Bonaparte tout court, son nom dit tout[1]! »

II

Le Directoire avait désigné, le 13 juin, pour s'aboucher avec Malmesbury, Le Tourneur, Colchen et Maret : ce dernier devait jouer le rôle principal. C'était un revenant de la politique de Danton; il avait négocié en Angleterre; il y avait laissé, pensait-on, des impressions favorables, et l'on songeait à lui pour les Relations extérieures[2]. D'ailleurs, des pouvoirs restreints et des instructions sommaires : observer, occuper le tapis, atermoyer. Le Directoire ne croyait pas à la sincérité des Anglais. Mais, en attendant que le parti pacifique fût écrasé ou dissous, il importait de sauver les apparences et

[1] Voir ces adresses au *Moniteur* du 12 août 1797; dans ROUSSELIN, t. I, p. 401.

[2] ERNOUF, *Maret.* — MALMESBURY, *Journal et Correspondance.* — SYBEL, t. V, p. 18 et suiv. — STANHOPE, t. III, p. 53 et suiv. — *Mémoires sur Carnot*, t. II. — PALLAIN, *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire.*

d'entretenir les illusions. Malmesbury arriva, le 4 juillet, à Lille, où la première conférence eut lieu le 6. Malmesbury se déclara en mesure de traiter, et, les jours suivants, il annonça que l'Angleterre serait disposée à reconnaître les « frontières constitutionnelles » : la Belgique, Liège, le Luxembourg, Avignon, la Savoie et Nice; elle restituerait à la France et à ses alliées, l'Espagne et la Hollande, leurs colonies, sauf la Trinité et le Cap; elle consentirait à échanger Ceylan. Jamais l'Angleterre n'avait paru conciliante à ce point. Mais les ministres du Directoire, au lieu d'en prendre acte, chicanèrent sur des détails : la prétention du roi Georges à se qualifier roi de France, la restitution des vaisseaux pris à Toulon...

A Paris, Reubell prétendait que l'Angleterre rendît toutes les colonies prises aux Hollandais. Il pensait, par cette exigence, entraîner les Bataves dans la guerre à outrance. Quant aux colonies, une fois qu'elles seraient recouvrées, la République, au lieu de les restituer à cette nation « toute stathoudérienne », les garderait. « Je leur ferai voir que ces colonies nous appartiennent. — Expliquons-nous, dit Carnot; veut-on franchement la paix? — Émettre cette prétention, ajouta Barthélemy, c'est mettre en suspicion la sincérité de la France. » Les triumvirs n'étaient pas encore en mesure de rompre. Ils transigèrent, et le Directoire ordonna aux plénipotentiaires de déclarer que la République avait garanti les possessions de ses alliés et ne traiterait pas sans eux [1]. Mais, de la même main, il machinait, en Hollande, une révolution démocratique, par ordre, qui devait, croyait-il, mettre la République et toutes ses ressources à sa discrétion [2]. Les Bataves furent invités à voter une constitution nouvelle et à élire une nouvelle Convention nationale, dressées à cet effet. Ils repoussèrent la constitution par 108,760 suffrages, contre 27,995, sur 400,000 votants, le 8 août, et nommèrent des députés hostiles au Directoire. Ce n'était point pour démonter les machiavélistes de Paris. Il suffisait que la Convention fût élue;

[1] Note remise à Malmesbury, Lille, 16 juillet 1797.
[2] LEGRAND, chap. IV et V : la Convention nationale Cf. ci-dessus, p. 37.

comme elle serait souveraine, un coup d'État y changerait la majorité et un coup de main la réduirait à capitulation. Elle devait se réunir le 2 septembre. « Je sens, avait mandé Talleyrand quelques jours auparavant aux plénipotentiaires à Lille, combien est peu agréable votre situation d'attente vis-à-vis du ministre d'Angleterre; mais j'espère que cela ne durera que peu de jours. C'est affaire à vous de trouver les moyens de société de remplir cet intervalle [1]. »

Malmesbury, de son côté, était décidé à chicaner sur tout, « sur le neuvième d'un cheveu, » et à gagner du temps. C'est qu'une révolution lui semblait imminente à Paris et qu'il en attendait la chute du Directoire, la décomposition de la République et la paix à des conditions « honorables ». « Je la désire d'autant plus, écrivait-il, que j'ai tous les jours des motifs de croire que la paix paralysera entièrement ce pays-ci. Les moyens de violence que la France a appliqués à la guerre vont retomber sur elle comme un rhume rentré, et vont faire crouler sa constitution affaiblie et sans fond. Il faut mettre les suites de la paix bien au-dessus de la meilleure des conditions que nous pourrions obtenir dans le traité, et j'aimerais mieux tomber en disgrâce... que de voir les choses prendre en France une tournure aussi favorable et l'Angleterre exposée au péril d'une nouvelle campagne [2]. »

Ainsi opina Panine. Il était entré en conférence avec Caillard à Berlin; ils tombèrent assez aisément d'accord sur le principe de la paix; mais Panine exigea l'insertion de cette clause : « Les deux parties, mettant l'ordre social sous une sauvegarde inviolable, désavouent à l'avance et solennellement tous ceux de leurs *sujets respectifs* qui se permettraient une correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux États, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives ou d'y fomenter des troubles. Par une suite de cet heureux concert, tout *sujet* de l'une des deux puis-

[1] A Le Tourneur, 8 août. Rapport au Directoire, 29 août 1797.
[2] A Canning, 29 août 1797.

sances qui, en séjournant dans les États de l'autre, attenterait à sa sûreté, subira tout de suite la peine de la déportation, et ne pourra, en aucun cas, être réclamé par son gouvernement. »

C'était, de la part du Directoire, la renonciation à la propagande; de la part de la Russie, l'abandon de la cause royaliste ; la Russie sacrifiait les émigrés français et la France les émigrés polonais. Tout ce que Caillard put obtenir, ce fut la substitution des mots *individus des deux nations*, au mot *sujets*. Et il signa. En transmettant le traité à Pétersbourg, Panine y ajoutait ce commentaire[1] : « On peut sans inconvénient attendre l'issue des négociations en Italie et celle d'un changement intérieur en France. Ces grands événements ne sont plus éloignés de nous. Il ne nous faut que quelques jours de patience... Quel parti prendrez-vous si vous recevez simultanément et l'acte préparé par moi et la nouvelle d'une reprise des hostilités sur les bords du Rhin ou de l'Adige?... Que vous direz-vous à vous-même lorsque vous apprendrez que les hommes avec lesquels vous me forciez à négocier sont rentrés dans cette fange dont ils étaient sortis, pareils à des météores, pour vous aveugler pendant un instant? Obtenez au moins un délai de quelques jours. »

Et de même encore, à Udine, où les conférences pour la paix définitive avaient commencé, le 31 août. Les Autrichiens réclamaient pour leur maître les trois Légations, Mantoue, Venise et toute la Terre ferme. « A combien de lieues votre armée se trouve-t-elle de Paris? » leur répondit Bonaparte. Ils répliquèrent en lui demandant ce qu'il pensait de cette armée. « Vos propositions, répliqua-t-il, signifient que l'Empereur veut se faire couronner roi de Rome ; je vous assure que quinze jours après l'ouverture de la campagne, je serai à Vienne, et, à mon approche, le peuple, qui a déjà cassé, la première fois, les glaces de M. Thugut, cette fois-ci le pendra. » Il demanda des renforts à Paris et donna ostensiblement des ordres de marche pour le 23 septembre.

[1] Traité du 7 septembre. Rapport de Panine, 8 septembre 1797.

A Paris, les Directeurs en étaient aux invectives [1]. Tous les rapports que Talleyrand soumet au Directoire, les dépêches qu'il rédige ne sont que pour occuper le tapis ; l'esprit seul en est à noter, et cet esprit est d'étendre de plus en plus les préliminaires, jusqu'à les déchirer au besoin : éloigner l'Empereur de l'Italie, l'agrandir en Allemagne pour qu'il y soit aux prises avec la Prusse, également agrandie, payer la rive gauche du Rhin par des sécularisations sur la rive droite, sinon, indemniser l'Empereur en Italie, à condition que la France garderait la ligne de l'Adige : « Dans ce cas, la cession formelle de Venise importerait peu au Directoire. » A tout prix, conserver les îles : « Rien n'est plus important que de nous mettre sur un bon pied dans l'Albanie, en Grèce, en Macédoine et autres provinces de l'empire turc d'Europe, et même toutes celles que baigne la Méditerranée, comme notamment l'Égypte, qui peut nous devenir un jour d'une grande utilité. » Au reste, ces indications n'ont rien d'impératif : « Ce sont des instructions et non des ordres. Le Directoire a une entière confiance en vous et se repose sur votre sagesse comme sur votre gloire [2]. » Les triumvirs se réservent, une fois le Directoire épuré, de « tracer à l'Empereur le cercle de Popilius ». Thugut espère bien s'échapper de ce cercle classique ; il compte pour s'en délivrer sur la révolution qui couve à Paris.

A Paris, de part et d'autre, on se prépare au combat ; mais on s'épie, on s'attend. Chaque faction espère que l'autre commettra quelque imprudence grossière et trébuchera dans son propre filet, ce qui permettra de l'assommer juridiquement. Les meneurs des Conseils hésitent à enrôler des partisans, à engager la lutte, craignant de donner prise sur eux. Les

[1] *Bonaparte et Hoche*, p. 163.

[2] Rapport de Talleyrand, 13 août ; Instructions aux généraux Bonaparte et Clarke, 19 août ; Talleyrand à Bonaparte, 23 août 1797. *Corr. in.*, t. VII, p. 220 — PALLAIN, p. 110, 122. — La Jonquière : *Expédition d'Égypte*, liv. I, chap. v. Le Directoire envoie à Bonaparte un mémoire sur l'Égypte, 9 juin ; mémoire remis par Talleyrand au Directoire sur l'Égypte et l'Inde, 23 juillet, p. 147, 169, 590.

hommes d'action se présentent cependant, mais ce sont des royalistes. Frotté pénètre dans Paris; des Chouans déguisés s'y faufilent à sa suite, et, au milieu d'eux : La Trémouille, Bourmont, d'Autichamps, Brulart, Rivière, Polignac, les « Messieurs » du complot de 1804. Toutefois ils se sentent si impopulaires, si réprouvés par l'immense majorité des Français, qu'ils n'osent se découvrir. Tout leur plan consiste à bâcler avec Pichegru et les siens une sorte de machine constitutionnelle, à étiquette républicaine, moyennant quoi ils s'empareront des places et des commandements; puis ensuite, s'ils sont en force, grâce aux Condéens qui se rapprochent de la frontière, et à la neutralité bienveillante des puissances étrangères, ils expulseront les républicains et rétabliront la monarchie. Rien ne décèle mieux l'impuissance des royalistes que cette impossibilité où ils étaient de concevoir, même en cas de succès, l'espoir d'une restauration par l'opinion publique. Ils ne pouvaient compter que sur les alliances du dehors, sur un coup de force auquel ils se mêleraient subrepticement et sur une révolution républicaine d'apparence, seul moyen de faire accepter, par le peuple, le coup d'État qu'ils tâcheraient plus tard de détourner à leur profit.

Tout annonce une journée. Chouans, spadassins de droite et de gauche, clichyens brandissant des cannes énormes, tordues et noueuses, soudars jacobins, militaires de club, panachés et hâbleurs, policiers et contre-policiers, flânent par les rues, encombrent les cafés, provocants, menaçants [1]. Les officiers traînent leur sabre sur le pavé, portant beau, très républicains. Les vétérans de la Révolution peuvent se rappeler les jours de juin 1789 qui précédèrent le coup d'État avorté, et les fanfaronnades des hussards de Lambesc. Maintenant ce sont les constitutionnels et royalistes qu'il s'agit de balayer et d'exterminer, mais, à ce mot près, que l'on change, le ton et l'esprit restent les mêmes. Les généraux qui sont à Paris, en service ou en complot, tiennent pour le

[1] *Bonaparte et Hoche*, p. 161.

Directoire La chute du parti directorial, c'est la paix, l'oisiveté, la déchéance, la misère, et, en cas de réaction royaliste, la perte de leurs grades. Mais, s'ils servent les triumvirs, chacun d'eux, au fond, ne travaille que pour soi; chacun est sa propre faction et cabale contre les rivaux tout en trinquant, avec eux, à la déroute des clichyens.

Le 23 août, Thibaudeau dine chez Schérer avec Bernadotte, qui est venu d'Italie apporter les drapeaux, et Kléber, le plus politique après Bonaparte, le plus démocrate après Hoche, des généraux républicains. Tous deux déblatèrent contre les Cinq-Cents, où l'on traite les généraux de scélérats et de brigands. Il n'y a de salut, selon eux, pour la République, que dans le gouvernement militaire. Kléber ne cache pas son mépris pour le Directoire; il n'a aucune confiance dans Bonaparte; il offre d'enlever Augereau dont il se méfie. Bernadotte fait le modéré, se déclare pour le Directoire, blâme les adresses violentes des armées, notoirement celle de Joubert, et, le 1er septembre, il écrit à Bonaparte : « Les adresses ont terrifié les partisans de la royauté. Je ris de leurs extravagances. Il faut qu'ils connaissent bien peu ceux qui conduisent les armées et les armées elles-mêmes... Ces députés qui parlent avec tant d'impertinence, sont loin d'imaginer que nous asservirions l'Europe, si vous vouliez en former le projet. » — « Les républicains ont les yeux sur vous, ils pressent votre image sur leur cœur; les royalistes la regardent avec respect et frémissent; mon amitié pour vous est invariable. » — « Quant à Kléber, il mettra la tête à sa fenêtre pour regarder les deux partis, et il ira se ranger où sont les cocardes tricolores... Il désire voir vos champs de gloire, je l'emmènerai avec moi, il sera enchanté de connaître l'homme dont il a si souvent admiré les hauts faits, dans les drapeaux pris et les prisonniers faits, mais plus encore dans la direction des rênes du gouvernement[1]. »

Dans la nuit du 3 au 4 septembre, les triumvirs arrêtèrent

[1] Bernadotte à Bonaparte, 1er septembre; sur Kléber, 21 août 1797. *Corr. in.*, Venise, t. II, p. 114, 134.

leurs dispositions dernières avec Augereau. Ce général sortit du Luxembourg pour exécuter sa consigne. Les triumvirs se firent, dans l'action, la part qui convenait à leurs caractères. Le théophilanthropique La Revellière, ami des lois, gardien de la Constitution, ennemi des brutalités soldatesques, défenseur des libertés civiques, s'enferma chez lui « comme dans un sanctuaire impénétrable », et attendit que la destinée prononçât. Reubell, « la tête un peu altérée, » inquiet de la fin beaucoup plus que des moyens, se retira dans ses appartements. Barras l'y fit garder, de peur qu'il ne se ravisât. Ce fut Barras qui eut les honneurs de la dictature pendant cette nuit mémorable.

Le 4 septembre-18 fructidor, à trois heures du matin, un coup de canon annonce aux Parisiens qu'une *journée* commence et donne le signal aux troupes et aux policiers apostés par Augereau. Des placards, affichés sur les murs, dénoncent « aux citoyens de Paris » le nouvel attentat comploté par les royalistes et la trahison de Pichegru. Carnot, prévenu, parvient à fuir. Barthélemy, effaré, inerte, se laisse prendre. Aux Cinq-Cents, les inspecteurs de la salle, qui veillaient, sont arrêtés. Pichegru est appréhendé au corps comme les autres. Sa qualité de président ne signifie rien aux yeux des officiers, et sa qualité de général, toute la conquête de la Hollande, ne comptent pas plus qu'au 2 juin 1793, la qualité des représentants du peuple, l'éloquence, les vertus républicaines des Girondins, n'ont compté pour les gardes nationaux de Henriot. Quarante députés aux Cinq-Cents, onze aux Anciens, des royalistes, un ancien conventionnel, régicide, hier ministre de la police, Cochon, des journalistes surtout, gent exécrée des Directeurs, exécrable aux Jacobins, sont arrêtés à leur domicile, traqués par les agents. Les palais du Corps législatif sont investis et transformés en « souricières ». Paris s'éveille; les passants regardent et s'en vont sans mot dire. « Le bon peuple resta immobile, écrit un républicain suspect, mais épargné, Thibaudeau. Tout était indifférent ou frappé de stupeur. Il n'en coûta pour anéantir

la République, car elle le fut à compter de cette fatale nuit, qu'un seul coup de canon tiré à poudre. »

Le Corps législatif « épuré », c'est-à-dire mutilé, déchiré, assujetti, est convoqué par les Directeurs : les Cinq-Cents à l'Odéon, les Anciens à l'École de médecine. Ils ratifient une liste de proscrits dressée d'avance par les Directeurs, et, selon les rites, proclament que les Directeurs ont bien mérité de la patrie. Augereau écrit à Bonaparte : « Mon général, ma mission est accomplie. Paris est calme et émerveillé d'une crise qui s'annonçait terrible et qui s'est passée comme une fête. » Les deux Directeurs « fructidorisés » furent remplacés par Merlin de Douai et François de Neufchâteau, partisans de la politique jacobine et du système des limites. Puis, il fut fait une hécatombe de journaux et une razzia de journalistes. Après quoi, ceux qui surnagèrent, les officieux, annoncèrent au monde que la République était sauvée.

Cette journée ouvrait étrangement les voies à Bonaparte [1]. De ses rivaux, les uns, comme Bernadotte, n'avaient pas su se montrer; Pichegru était supprimé; Moreau, indécis, boudeur, devenu presque suspect [2]. Hoche, le seul vraiment redoutable pour Bonaparte, allait disparaître, victime par contre-coup, de cette révolution qui d'abord semblait destinée à faire de lui le dictateur de la République.

Il était revenu à son armée de Sambre-et-Meuse, plein de mépris pour le Directoire, ulcéré contre les réacteurs et les Conseils, mécontent de tout le monde, mécontent de lui-même surtout qui s'était laissé duper, qui était sorti de sa circonspection habituelle pour sauver son pays, qui n'avait fait que se compromettre dans une intrigue, qui paraissait ravalé au rang de prétorien d'un gouvernement avili.

[1] Lire l'admirable chapitre de QUINET, *la Révolution :* liv. XXII, chap. VIII : conséquences des coups d'État du Directoire.

[2] Par son amitié pour Pichegru, surtout par ses hésitations à communiquer au Directoire la correspondance entre ce général et les agents de Condé, saisie lors du passage du Rhin (19-20 avril 1797). Moreau n'en révéla l'existence que par une lettre adressée à Barthélemy le 19 fructidor-5 septembre. Elle fut lue aux Conseils le 24 fructidor-10 septembre

Il se débat contre ses accusateurs, use, en polémiques, ses forces ébranlées. Sa santé décline; il souffre, la fièvre ne le quitte plus[1]. Il reçut dans la nuit du 7 septembre une lettre de Barras, annonçant l'événement du 18 fructidor — Il était fort malade, mais, dans l'emportement de sa joie, il s'élança hors de son lit, réveilla ses officiers : « Vive la République! s'écria-t-il avec exaltation. Les traîtres ne sont plus. Mon rhume est guéri! » Puis, aussitôt, on le vit pâlir et s'affaisser, défaillant. Il fut contraint de regagner sa chambre. Il était si faible qu'il pouvait à peine tenir sa plume.

Tout débile qu'il se trouve, il s'occupe ardemment d'exécuter son *Fructidor* militaire, *d'épurer* son armée, de dénoncer les suspects des bureaux de la guerre. Puis, il pense à la République, esquisse des plans de constitution : une presse en lisière, surtout en temps d'élections. « C'est servir la liberté que de la restreindre chez qui la réclame, pour opprimer, avait-il écrit au Directoire. Cette agitation acheva de le consumer. Le 19 septembre, il s'éteignit. Son armée lui fit des funérailles touchantes et magnifiques.

Deux ans après, rapporte Carnot, « le Directoire était arrivé à un tel point de déconsidération qu'à défaut de Bonaparte quelque autre chef d'armée aurait fait un 18 Brumaire comme lui : Hoche peut-être, s'il eût vécu. Je dis *peut-être,* car Hoche avait les qualités du citoyen; et, s'il eût vécu, deux grandes ambitions se trouvant en présence, la plus noble aurait pu paralyser l'autre. » Et Thibaudeau : « Il était facile à irriter; une grande injustice eût pu le porter à opprimer la République, mais jamais à la trahir. L'amour de la gloire le rendait jaloux de Bonaparte; sa propre ambition lui faisait pressentir celle du vainqueur de l'Italie. La mort de Hoche fut-elle un bien ou un mal? La solution de cette question reste cachée dans sa tombe[2]. »

Ce *peut-être* est le secret du culte, du noble culte, que la

[1] Pour ces derniers temps de Hoche, voir *Bonaparte et Hoche :* les vues de Hoche, chap. II, p. 311 et suiv.

[2] *Mémoires sur Carnot par son fils*, t. II, p. 39. — THIBAUDEAU, t. II, p. 315.

France républicaine a voué à sa mémoire. L'histoire a fixé, dans le bronze et le marbre, l'image de Bonaparte; celle de Hoche apparaît toujours plus fuyante, baignée de cette lumière purpurine, dont Virgile enveloppe l'ombre des jeunes héros, fauchés dans leur matin. Bonaparte a tout consommé: la grandeur jusqu'à l'hyperbole, les défaites jusqu'à la catastrophe. Quelle serait son épopée et combien attrayante aux imaginations, au lieu de fatale et écrasante qu'elle demeure, s'il était tombé le soir de Marengo en plein essor dans l'inconnu! Hoche a profité de l'immense déception de l'empire. On aime à ne connaître de lui que ses vertus et les promesses de son génie. La France le pare de toutes ses illusions rétrospectives; elle s'imagine que s'il avait vécu, elle eût rompu, avec lui, les âpres destinées. Il ouvre comme une sorte d'au-delà dans l'histoire de la Révolution.

Avec lui, en effet, disparaît de cette histoire le seul homme qui, Bonaparte vivant, pouvait barrer le chemin à Bonaparte et dériver le cours de la Révolution française vers un autre flanc de la montagne. L'eût-il fait, et comment? Le moins italien, le moins anglo-saxon des hommes, ni puritain ni machiavéliste, aussi peu familier avec la Bible qu'avec le Digeste, lisant Sully, se berçant de ses chimères de république européenne, pacifiée par les Francs, tandis que Bonaparte se nourrissait des maximes de Frédéric et de son réalisme d'État; le plus complètement et le plus foncièrement français, parmi tous les héros de la Révolution; passionné, enthousiaste, soupçonneux, emporté aux extrêmes et tout à coup rejeté par son instinct de justice, son tact de race, dans la mesure et la prudence, il avait tour à tour montré de la modération et de la force; mais était-il capable de les combiner avec cette conséquence et dans ces proportions qui sont le caractère même de l'homme d'État français? Eût-il été assez fort pour se modérer lui-même et modérer la nation dans la victoire, contenir l'entraînement aux conquêtes et, la conquête accomplie, se faire pardonner, par l'usage de la conquête, la suprématie de l'Europe? Eût-il modéré cette Europe qui refusait de

ratifier les conquêtes de la France, parce qu'elle ne voulait point subir la suprématie française? S'il eût détourné le cours de la Révolution en France, en eût-il contenu et réglé, en Europe, les débordements et les reflux? Eût-il réduit l'Angleterre à accepter et à respecter la paix romaine de la République? L'Angleterre seule, subsistant, inaccessible dans son île et irréconciliable dans sa rivalité séculaire, suffit à suspendre toutes les hypothèses.

Hoche n'eût été ni César — il n'avait rien de latin dans son génie — ni Washington, car rien ne ressemblait moins aux États-Unis que la France de 1797 et personne ne ressemblait moins à Hoche que ce président de république, anglais, aristocrate et protestant. Mais, tant que les imaginations françaises en appelleront de la fatalité des choses accomplies au rêve de l'histoire recommencée et de l'histoire heureuse, Hoche demeurera comme le guerrier sans peur et sans reproche, chevalier errant de l'espérance, qui, à force de vaillance et de magnanimité, eût résolu l'énigme. Les Français poursuivront, avec son ombre, la chimère vainement poursuivie par leurs pères, renouvelant, contre la réalité des faits constatés et contre les documents écrits du passé, la lutte que leurs pères ont soutenue contre la nature des choses européennes, les impulsions héréditaires de la nation française, les nécessités de la Révolution; tant était belle cette ambition de concilier, sans rien sacrifier de l'une à l'autre, ces trois choses qui se sont, il y a un siècle, détruites l'une l'autre : la liberté, la République et la limite du Rhin. *Magna apud populum memoria... credebaturque, si rerum potitus foret, libertatem redditurus.*

III

Le premier sentiment du Directoire « épuré » fut l'arrogance. Il se crut maître de l'Europe, comme il l'était de Paris.

Il eût débarqué en Angleterre, investi Londres et occupé Vienne, qu'il n'eût pas élevé plus haut le ton. Les triumvirs n'attendirent même pas, pour déclarer leurs convenances, que leurs nouveaux collègues fussent installés. Le 8 septembre, ils rappelèrent de Lille Le Tourneur, Colchen et Maret, suspects de modérantisme, et les remplacèrent par Treilhard et Bonnier, fructidoriens déclarés et adversaires notoires de la « faction des anciennes limites » . — « Qu'on parle clair et qu'on finisse! » Ces mots résument les instructions que leur adressa Talleyrand, le 11 septembre. Le 14, ils demandèrent à Malmesbury s'il était autorisé à traiter sur le principe de la restitution intégrale des colonies conquises à la France, à l'Espagne et à la Hollande. Malmesbury répondit qu'il était venu pour négocier, par voie de discussion régulière, en conférence, non à coups d'ultimatum. Le 19, les Français lui déclarèrent que s'il ne produisait pas les pouvoirs réclamés par eux, il devait dans les vingt-quatre heures, les aller chercher à Londres Malmesbury partit, le lendemain, et ne revint pas. « C'es un Tartufe, » dit Reubell. « C'est un sot, » dit Merlin; le 29 septembre, le Directoire rappela de Lille Treilhard e Bonnier, et rejeta sur l'obstination des Anglais la responsabilité de la guerre.

La rupture se fit de même avec la Russie, sauf qu'elle se fil plus lentement à cause des distances. Le Directoire biff l'article 3 du traité, relatif aux émigrés, aux Polonais et à l propagande [1]. Il y substitua le droit de libre circulation pou les Russes en France et pour les Français en Russie. Les pourparlers se rompirent le 20 octobre. Le prétexte fut l'arrestation d'un consul de Russie à Zante; la cause, « les circonstances qui existaient alors, » comme le dit ensuite Talleyrand [2]

Cependant, les Directeurs s'occupaient de « fructidoriser la république batave. Il s'agissait, à La Haye comme à Paris d'*épurer* une assemblée souveraine, mais rétive. C'était « l parti le plus faible qu'il s'agissait de faire triompher », et

[1] 24 septembre 1797.
[2] Rapport du 10 juillet 1798.

n'y avait d'autre moyen que la force militaire. Les Directeurs remplacèrent Noël par Delacroix, plus expert au manège des *journées*, et s'en remit des moyens de persuasion au successeur de Hoche, Beurnonville, ci-devant aventurier d'ancien régime, naguère ministre de la Convention, futur marquis et pair de France, bon à tout faire, surtout des coups d'État; un Augereau plus roué, excellent fructidorien, et, à ce titre, mûr pour la politique que le Russe Sievers avait pratiquée en Pologne, à Grodno, et que Bonaparte pratiquait à Venise[1]. Beurnonville professait, en matière de droit public, des principes simples : « Faites composer, sous vos yeux, par de bons rédacteurs français, un acte constitutionnel tel que vous le désirez, » écrivit-il aux Directeurs, le 28 octobre; Delacroix en négociera adroitement le vote par les Bataves, et le jour de la délibération, « vous me donneriez les ordres de placer l'armée, de manière à ce que l'acceptation n'éprouve aucune difficulté, et je crois pouvoir vous assurer qu'elle aurait lieu sans effusion de sang et sans secousse dangereuse. » Le bruit courut, sur ces entrefaites, que le Directoire allait réunir la Hollande, la transformer en départements français, et rappeler Bonaparte pour le jeter sur l'Angleterre[2].

L'une des premières pensées des triumvirs avait été naturellement pour Bonaparte; l'un de leurs premiers actes, dans la journée même du coup d'État, fut de révoquer Clarke, soupçonné de connivence avec Carnot, et de déclarer Bonaparte seul chargé des négociations. Dès qu'ils eurent le temps de se concerter, les Directeurs décidèrent que le roi de Prusse entrerait dans l'alliance, « fructidorisé » à son tour; que sous la pression de ce prince, la Diète, non moins « fructidorisée », consentirait la cession de la rive gauche du Rhin; que, par suite, le Directoire, n'ayant plus à compter avec l'Autriche, pourrait l'expulser de l'Italie : tout au plus lui concédera-t-il l'Istrie et la Dalmatie, avec quelques évêchés allemands; il ne sera plus question du troc de Venise, et cette vieille oligarchie

[1] Voir t. III, p. 493.
[2] Hüffer, *Oestreich und Preussen*, p. 372.

s'épurera en se fondant avec la Cisalpine. « Le Piémont deviendra ce qu'il pourra entre la France et l'Italie, l'une et l'autre libres. » Le Directoire le décrète, mais il sait qu'il ne le peut pas. C'est pourquoi Talleyrand, qui expédie, le 15 septembre, ces ordres belliqueux, y ajoute cette réserve qui en contient tout l'esprit : « Tel serait l'ultimatum du Directoire, si toutefois vous êtes en mesure de soutenir la proposition. Sinon, vous marquerez au gouvernement ce que vous pouvez tirer de la négociation. Vous avez carte blanche... »

Les Directeurs, qui redoutent tout de Bonaparte, estiment cependant que tout est possible par lui, ne comprenant point que plus ils lui demandent, plus ils le grandissent, et que plus ils obtiennent de lui, plus ils abdiquent entre ses mains.

La Revellière-Lépeaux présidait alors le Directoire. Les dépêches de Talleyrand rappellent les beaux jours de Brissot. Le 21 septembre, il mande à Bonaparte de conserver à la France les îles Ioniennes et les bouches de Cattaro : la République sera ainsi en mesure de brider l'ambition de la maison d'Autriche du côté de l'Albanie, de la Bosnie, du Montenegro, de l'Herzégovine. Le 23 septembre : l'Autriche convoite Malte, elle ne doit point l'obtenir; les vues de Bonaparte sur l'Égypte sont « grandes, et l'utilité doit en être sentie » ; la France déjouerait par là les entreprises des Russes et des Anglais dans la Méditerranée. Le Directoire, du reste, ne veut plus rien donner, les principes s'y opposent : « Nous ne sommes pas entrés en Italie pour nous faire marchands de peuples. » — « On ne peut plus penser au moindre ménagement envers la maison d'Autriche, qu'il faut attaquer par tous les moyens. Sa perfidie, son intelligence avec les conspirateurs de l'intérieur, sont manifestes. » Le 27 : les Autrichiens ont occupé Raguse, il faut en prendre acte pour occuper Malte; cette occupation devient légitime. Le 29, on arrête des instructions « irrévocables » : c'est l'Italie libre jusqu'à l'Isonzo; on abandonnera l'Istrie et la Dalmatie, tout au plus, et si l'on ne peut l'éviter, Salzbourg et Passau, à l'Empereur; mais le Directoire, délivré de « l'influence autrichienne », ne veut

point renouveler « l'erreur monstrueuse du traité d'alliance de 1756 » ; il ne veut pas livrer l'Italie. Tel est son *ultimatum*, « déjà trop favorable à l'Autriche. » Le Directoire n'y changera rien. « Il préfère les chances de la guerre. » Ce sera la guerre à coups de révolutions, en Italie, en Allemagne même : « Que la maison d'Autriche se repente de son opiniâtreté... en perdant pour jamais la plus belle partie de ses États héréditaires. » Venise doit savoir que l'on combat pour elle ; l'Italie doit fournir des hommes et de l'argent... Cependant les Directeurs eurent comme une sorte de pressentiment de leurs chimères et ils terminèrent leur dépêche par cette réflexion, la seule partie sérieuse de leur manifeste illusoire : « Le Directoire connaît votre position ; il ne s'abuse pas sur l'état de vos forces : vous ne pouvez compter que sur vous-même et sur votre armée accoutumée à vaincre. »

Bonaparte était bien, pour l'avenir, de l'avis des Directeurs : il voulait prendre le Piémont, organiser l'Italie et la tenir en dépendance, y adjoindre Venise avec toute sa terre ferme, toutes ses lagunes et toutes ses côtes, expulser les Autrichiens de Raguse et des bouches de Cattaro, s'assurer des communications avec l'Albanie, soustraire la Bosnie et l'Herzégovine à l'ambition de l'Empereur, s'emparer de Malte et s'établir en Égypte. Tous ces desseins germaient dans son esprit comme dans celui des Directeurs et s'y enchaînaient par une sorte de nécessité ; mais, tandis que dans l'imagination des Directeurs ces idées se groupaient, comme en cohue, confuses et flottantes, elles s'ordonnaient dans l'esprit de Bonaparte à mesure que, l'une après l'autre, il en réalisait les conditions de succès. C'était, chez les anciens conventionnels et chez le général, la même conception disproportionnée de suprématie européenne. Le Directoire en prescrivait l'exécution à coups de décrets sans en donner les moyens, et comptant sur Bonaparte, pour faire l'impossible, il le lui commandait aveuglément. Bonaparte, qui voulait accomplir l'entreprise, en voyait les moyens, calculait les étapes et mesurait les coups à la portée de son bras.

Il s'aperçoit qu'on l'espionne; Augereau lui écrit que les Directeurs vont lui commander la guerre à outrance; Talleyrand et Barras lui envoient des avis qui se résument en ces mots : « Expulser les Autrichiens de l'Italie. » Il répond par une mise en demeure. Sans Venise, écrit-il aux Directeurs, il doute que la paix soit possible : aux Directeurs de choisir; les destinées de l'Europe dépendent de leur décision. Mais cette décision, il la leur dicte. Il force les nuances, augmente les périls, exagère les ressources de l'ennemi, diminue les siennes : il déclare que, si le Directoire veut recommencer la guerre, l'armée du Rhin doit entrer en campagne quinze jours avant celle d'Italie ; le roi de Sardaigne doit fournir dix mille hommes; le Directoire doit ratifier sans délai le traité conclu avec ce prince. Surtout, répète-t-il, qu'on ne s'illusionne pas sur la force des républiques italiennes; ces républiques demandent tout et donnent très peu de chose. « Si nous retirions, d'un coup de sifflet, notre influence morale et militaire, tous ces prétendus patriotes seraient égorgés par le peuple. Ce n'est pas lorsqu'on laisse dix millions d'hommes derrière soi, d'un peuple foncièrement ennemi des Français, par préjugé, par l'habitude des siècles et par caractère, que l'on doit rien négliger. » Il le sait d'instinct et d'expérience; l'événement, en 1799, ne le démontrera que trop; mais il sait aussi que le Directoire a des préjugés contraires, et il ajoute : « Si l'on ne m'en croit pas, je ne sais qu'y faire. » Enfin, l'argument sans réplique : « Je vous prie de me remplacer... La situation de mon âme a besoin de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis trop longtemps, un grand pouvoir est confié entre mes mains. Je m'en suis servi, dans toutes les circonstances, pour le bien de la patrie ; tant pis pour ceux qui ne croient point à la vertu!... [1] »

Ces lettres réveillèrent les Directeurs de leur rêve. Ils prétendaient faire très grand; mais le premier pas, de quoi

[1] Bonaparte au Directoire, 19, 21, 25 septembre ; à Talleyrand, 26 septembre 1797

tout le reste dépendait, était impossible sans Bonaparte : guerre, paix, victoires, argent, conquêtes, ce général tenait tout en sa main. Ils lui écrivent, le 30 septembre : « Le Directoire exécutif croit à la vertu du général Bonaparte, il s'y confie... » Mais Bonaparte ne peut parler de repos ou de démission. La Constitution est en péril si de misérables intrigues « empêchent la République de s'élever à ses destinées ; s'il faut renoncer aux résultats de la conquête de l'Italie. » — « Si la France n'est pas triomphante, si elle est réduite à faire une paix honteuse, si le fruit de vos victoires est perdu, alors, citoyen général, nous ne serons pas seulement malades, nous serons morts... »

Bonaparte a prévu leur réponse et il a déjà pris ses mesures. Il serre le filet autour de Venise, disposant les choses de manière que les Autrichiens n'aient qu'à tirer la corde. Il confisque tout ce qui se peut emporter. La docilité des démocrates vénitiens lui rend l'opération facile. Il prépare l'occupation de Malte et menace l'Autriche dans l'Adriatique. Son jeu est de grossir les difficultés à Paris, afin qu'on y accepte la paix, et d'intimider l'Autriche par l'appareil de la force, afin qu'elle consente à signer. Il multiplie ses déclarations, qui deviennent comminatoires. Il dit aux Autrichiens : « Avant les préliminaires, vous n'avez pas voulu reconnaître la République française; à Leoben vous avez été obligés de reconnaître la République italienne : prenez garde que l'Europe ne voie la République de Vienne ! »

Si effaré que l'on fût à Vienne, on ne l'était pas encore au point d'y craindre la république ; mais l'occupation de la ville par les Français suffisait à effrayer le peuple. Le gouvernement trouva que ce serait faire un coup de maître d'écarter ce péril et en même temps de s'arrondir en Italie. Thugut raisonnait et spéculait comme les Directeurs : prendre le plus possible, et ménager l'avenir. Donc, exiger Venise et toutes ses dépouilles, plus Raguse, Cattaro, Salzbourg, Passau ; tâcher de conserver à l'Empire la rive gauche du Rhin dans sa plus grande partie, s'en faire un mérite aux yeux des Alle-

mands; abaisser la Prusse qui avait trafiqué de la terre allemande; la décevoir dans ses convoitises de sécularisations; et, si l'on devait, à toute extrémité, consentir la cession totale de la rive gauche, observer la maxime de Marie-Thérèse dans les affaires de Pologne : « Agir à la prussienne, en conservant les apparences de l'honnêteté, » c'est-à-dire abandonner en secret le Rhin aux Français, s'en faire payer d'avance en bonnes terres épiscopales ou abbatiales, puis publiquement garantir l'intégrité de l'Empire, renvoyer les accords définitifs à un congrès, y agiter les esprits, y fomenter une ligue de résistance, amener les Allemands à refuser le Rhin aux Français : ensuite, le temps faisant son œuvre, renouer avec les Anglais et les Russes une seconde coalition; moyennant quoi, on chasserait les Français d'Italie et d'Allemagne, on recouvrerait les pays perdus, la Belgique et le Milanais, on troquerait la Belgique contre la Bavière, et l'on recevrait de l'Europe délivrée, à titre d'indemnité légitime, ces mêmes terres d'Italie et d'Allemagne, Venise, l'Istrie, la Dalmatie, les Légations, Salzbourg, Passau, que la maison d'Autriche aurait fait le sacrifice d'accepter de la main des révolutionnaires, en compensation de ses pertes. Voilà le dessein de Thugut. Ce sera celui de Metternich; l'Autriche le réalisera, en partie, en 1814. Ainsi, dans le même temps où le Directoire prescrit à Bonaparte la politique de 1799, et de 1805, l'Autriche se propose les desseins qui lui feront rompre successivement les traités de Campo-Formio, de Lunéville et de Presbourg.

Sur ces entrefaites, Thugut apprend, coup sur coup, que les Jacobins ont triomphé à Paris; que Moreau est rappelé; que Pichegru est arrêté. Il n'y a plus à compter sur la guerre civile, et il faut ajourner les grandes combinaisons jusqu'au moment où la France sera de nouveau déchirée, où l'Angleterre et la Russie seront en meilleures dispositions. Il ne reste plus dès lors qu'à tirer de Bonaparte le meilleur parti que l'on pourra, c'est-à-dire les clauses les plus confuses possibles pour l'affaire du Rhin, et autant de terre italienne qu'il sera possible d'en extorquer. L'empereur François écrit à Bonaparte,

le 20 septembre, pour témoigner de son désir de la paix; Thugut lui envoie un homme de confiance, le plus habile et le plus réputé de ses négociateurs, le comte Louis Cobenzl, récemment revenu de Pétersbourg. Bonaparte allait, pour la première fois, se trouver en présence d'un partenaire de grande surface et de haute allure, d'un des hommes de cour les plus recherchés, d'un des diplomates les plus considérés dans les chancelleries, qui avait appris à lire avec Kaunitz, qui avait fait ses premières classes, ses « humanités », à l'école de Frédéric, et complété ses études à la cour de Russie. Cobenzl passait pour expert dans les grandes affaires et versé dans le droit public : il avait négocié deux partages de la Pologne, et il allait reprendre avec Bonaparte le démembrement de Venise au point où il l'avait laissé naguère avec la grande Catherine[1].

IV

Très laid, très gros, le regard louche, le front dégarni, les cheveux couverts d'une couche épaisse de poudre; fort infatué de ses succès de beau causeur et de comédien de société; obséquieux avec les princes, tranchant, en affaires, avec les ministres; possédant ce vernis voltairien qui était le bon ton de l'homme éclairé, « l'honnête homme » de ce temps-là; diplomate à conversations et à dépêches plutôt qu'à idées et à ressources; au fond, petit homme d'État, le comte Louis Cobenzl avait alors quarante-quatre ans.

Il arriva, le 26 septembre au soir, à Udine, où logeaient les Autrichiens, et il en informa aussitôt Bonaparte[2]. Celui-ci, estimant que le choix d'un négociateur de qualité annonçait

[1] Thugut à Colloredo, 5 août-1er septembre 1797; VIVENOT, *Thugut*, t. II. — SYBEL, trad., t. V, p. 122. — HÜFFER, p. 379. Cf. t. IV, p. 190-195.

[2] Voir, pour plus de détails, *Bonaparte et Hoche*, chap. IV : le traité de paix, p. 183 et suiv.

enfin l'intention de discuter sérieusement, crut bon de prendre les devants et de mettre la haute courtoisie de son côté. Le 27, à deux heures, entouré d'une escorte brillante, il se rendit à Udine[1]. Après les compliments d'usage, Cobenzl le pria de l'accompagner dans son cabinet et lui remit la lettre de l'Empereur. Bonaparte la lut ; au lieu d'en paraître flatté, il releva avec un air de désagréable surprise la première phrase, où François II se plaignait que la France prétendît s'écarter des préliminaires de Leoben. « La République française, dit Bonaparte, n'a jamais demandé autre chose que d'exécuter les préliminaires ; mais vous leur donnez une interprétation qui ne peut être admise ; c'est vous qui, par vos lenteurs et vos difficultés éternelles, y avez toujours mis obstacle. » Cobenzl protesta : — Sa cour prenait les articles au sens littéral ; d'ailleurs, son maître lui avait donné les pouvoirs les plus étendus pour traiter, en ce sens-là, et le plus tôt possible « C'est, dit-il, la seule [base] que nous puissions admettre, à moins que l'on ne substitue, aux articles devenus impossibles par des événements auxquels nous n'avons aucune part, d'autres arrangements qui pussent également nous convenir. » Cet *à moins que* contenait tout l'esprit des instructions de Cobenzl et donnait ouverture à toutes les insinuations. Bonaparte poussa droit au fait : — Pourquoi s'obstiner à parler d'un Congrès européen ? Qu'ont à faire les alliés respectifs dans cette négociation ? Il s'était prêté à cette idée de congrès, à Leoben, par condescendance pour Gallo, mais, ajouta-t-il : « Il aurait été contre toute raison d'appeler l'Europe à être témoin d'un acte aussi scandaleux que celui du dépouillement de la République de Venise. » Cette pointe sentait son Frédéric ; Cobenzl n'en voulut pas paraître déconcerté ; il avait, pour riposter, un arsenal de réplique à la Kaunitz : « Le démembrement de la République de Venise nous

[1] Rapport de Cobenzl, 28 septembre ; Bonaparte à Talleyrand, 28 septembre 1797. Les rapports de Cobenzl, conservés aux Archives de Vienne, ont été publiés, en très larges extraits, par M. Hüffer. Je dois à son obligeance la communication du texte original, qui est en français.

a été proposé par vous ; l'Empereur ne se prête jamais à rien qui ne puisse être connu de toute l'Europe, et ce démembrement est moins scandaleux que le changement opéré dans le gouvernement de Venise, contre la teneur des préliminaires. » Changement était un euphémisme ; Bonaparte en goûta la délicatesse, et il y eut, entre Cobenzl et lui, sur ce propos, quelques passes de coquetterie. — Le « changement » n'est point notre ouvrage, mais celui du peuple qui partout a le droit de chasser les tyrans, dit Bonaparte ; ce qui donna à Cobenzl l'occasion de répondre « qu'il avait trop haute opinion des talents de M. le général Bonaparte pour croire que, dans un pays qui fourmillait de ses troupes, il pût se passer quelque chose de contraire à ses intentions ». Bonaparte prit le compliment en bonne part. « Les préliminaires, poursuivit-il, n'ont rien stipulé sur le gouvernement de Venise ; » puis, se rappelant sans doute comment les rois avaient opéré, par trois fois, en Pologne, et comment, d'après le droit public, c'étaient les spoliés qui devaient consentir eux-mêmes leur ruine, afin de la légitimer : « C'est, dit-il, avec les commissaires de la République de Venise qu'il faudra traiter de la cession, pour la rendre légale. » Cobenzl ne le contesta point, en principe ; mais, fit-il observer, « Nous ne pouvons reconnaître la République de Venise avant d'être en possession de toutes nos indemnités. »

C'était un cercle vicieux, puisque Venise fournissait la principale de ces indemnités. Pour démembrer cette république, Bonaparte en avait changé le gouvernement ; et l'Autriche, sous prétexte qu'elle n'avait pas reconnu le gouvernement nouveau, ne le jugeait pas autorisé à démembrer juridiquement la République. Bonaparte trouva que Cobenzl « extravaguait » :— « Voilà donc, reprit-il, toute la négociation accrochée ; comment voulez-vous que nous fassions, si vous refusez de traiter avec les plénipotentiaires vénitiens? — C'est avec vous, repartit Cobenzl, que nous avons à traiter ; c'est vous qui nous avez assuré des dédommagements et qui les avez rendus nécessaires en vous appropriant ou en disposant de nos pos-

sessions; c'est vous qui êtes en possession, c'est donc à vous nous les remettre, conformément à l'engagement que vou avez pris. » C'était ce que l'on appelait, dans le jargon de chancelleries, rejeter sur autrui l'odieux du partage. Coben était fort adroit à ce jeu; mais Bonaparte para le coup : « L République française a reconnu les plénipotentiaires véni tiens, et, dès lors, elle ne peut consentir à ce que l'Autrich s'empare de Venise. » Ce fut à Cobenzl de se récrier : « S vous faites toujours comme cela, comment voulez-vous qu'o puisse négocier? — Soit, dit Bonaparte, revenons aux textes il est écrit que vous aurez Venise quand nous auron Mayence. » Il s'ensuivit une prise très vive. Cobenzl allégu l'article V qui stipulait l'intégrité de l'Empire; Bonapart riposta par l'article VI qui reconnaissait pour limites à l France les pays réunis en 1795. « L'intégrité de l'Empire dit-il, s'entend de soi-même, dans la mesure où il n'y est poin dérogé par le traité, et le traité y déroge. » Cobenzl le con testa : « L'Empereur n'a reconnu et n'a pu reconnaître que l réunion à la République française de ses propres territoires la Belgique et le Luxembourg : sur les autres, par exempl sur Mayence, il n'a pas le droit de se prononcer. — Mais, di Bonaparte, l'Empereur a déjà transigé sur Modène; il accepté la transaction pour l'évêché de Liège; la Belgique d'ailleurs, fait partie du cercle de Bourgogne; ce qu'il a con senti pour un cercle, il le peut consentir pour les autres. » Cobenzl répondit : « Il faut distinguer; pour Modène, on avai stipulé un échange. » Sur ce mot, Bonaparte s'emporta voyant bien où s'acheminait la conversation, et que l'uniqu objet de Cobenzl était de se faire offrir davantage. : « Il avai été trop facile, on lui faisait perdre son temps sans nul égard Or, il s'estimait l'égal de tous les rois! On l'amusait par de prétentions de congrès, par de fausses interprétations des pré liminaires... » Cette sortie rendait à Cobenzl ses avantages il savait payer de contenance. Pendant qu'il se répandait en solennelles protestations de loyauté, Bonaparte s'apaisa. — « La République française, dit-il, ne se départira jamais de

'exécution des lois décrétées par elle; avec les moyens qu'elle ., elle peut, en deux ans, faire la conquête de toute l'Europe. » ʼuis, sur l'observation de Cobenzl qu'en ce cas l'Europe ı'aurait qu'à se garantir par tous les moyens possibles, il 'eprit : « Je ne dis pas que ce soit l'intention de la République 'rançaise; mais, nous ne ferons pas la paix sans Mayence, et ıous ne rendrons pas les forteresses d'Italie sans Mayence. — Et moi, je ne signerai pas la paix sans la stipulation de la prompte évacuation de toutes les provinces qui doivent nous appartenir. — De cette manière, votre séjour à Udine ne sera pas de longue durée, et ce sera la dernière raison des rois et des États qui décidera. — L'Empereur, déclara Cobenzl, désire la paix, mais il ne craint pas la guerre. Quant à moi, j'aurai au moins la satisfaction d'avoir fait la connaissance d'un homme aussi célèbre qu'intéressant [1]. »

Dans ce premier entretien, Bonaparte et Cobenzl avaient touché tous les points litigieux et reconnu leurs positions. La question était de savoir lequel des deux serait assez tenace ou assez menaçant pour contraindre l'autre à reculer.

Bonaparte revint chez lui à Passariano, persuadé que, moyennant la ville de Venise et la ligne de l'Adige, les Autrichiens reconnaîtraient les limites constitutionnelles de la République, et consentiraient, en outre, à la cession de la plus grande partie de la rive gauche du Rhin, avec Mayence. Le point était, « pour sauver les apparences, » d'amener Cobenzl à déclarer que l'exécution des préliminaires était impossible. Ces « apparences » n'intéressaient, en France, que les Conseils, en Allemagne, que la Diète. C'est pour ces assemblées, pour les journaux, pour l'opinion du public que furent rédigées les notes et que furent dressés les protocoles de la négociation. Cependant, toutes formelles qu'elles demeurèrent, ces conférences officielles n'en furent pas moins fort agitées.

Venant, le 28 septembre, à l'article qui le préoccu-

[1] Lettres particulières de Cobenzl à Thugut, 30 septembre; Bonaparte à Talleyrand, 10 octobre 1797. — HÜFFER, p. 393. — SYBEL, t. V, p. 124.

pait le plus dans les affaires d'Allemagne, et bien plus, assurément, que l'intégrité de l'Empire, Cobenzl dit à Bonaparte : « D'ailleurs, quand tous les motifs possibles ne se réuniraient pas pour empêcher l'Empereur de donner les mains à ce que vous demandez, la seule considération que ce serait fournir au roi de Prusse un prétexte pour s'agrandir en Allemagne suffirait pour l'en détourner. » Pour la première fois, Cobenzl se découvrait; Bonaparte soupçonnait ce défaut de la cuirasse; dès qu'il l'aperçut, il en profita : « Le roi de Prusse, dit-il, a reconnu pour nous la rive gauche du Rhin. Il a des droits sur nous pour avoir été le premier à quitter la coalition; nous avons avec lui des engagements très récents; il ne discontinue pas de nous faire toutes les instances et toutes les offres possibles. Mais si nous nous arrangeons avec vous, alors nous n'avons pas besoin de lui rien laisser prendre. »

Le rôle que Bonaparte prêtait à la Prusse était précisément celui que lui attribuait la cour de Vienne. La façon cavalière dont il proposait de rompre cet engagement redoutable, entre le roi de Prusse et la République, donna à Cobenzl la plus haute idée de la liberté d'esprit et de la bonne éducation politique du général. Ce Corse, décidément, entendait les affaires. « Vous y engageriez-vous par un article secret, répliqua-t-il aussitôt, avec promesse formelle de faire cause commune avec nous contre lui, s'il voulait faire une acquisition quelconque en Allemagne? — Pourquoi pas, répondit Bonaparte. Je n'y vois aucune difficulté, si nous sommes d'accord sur tout le reste; mais, en cas contraire, il faudra bien que nous nous réunissions à lui. » Il ajoute même que, pour sa part, il préfère l'alliance autrichienne, mais qu'à Paris on se méfie de la cour impériale : les retardements de cette cour, son jeu de conférences et de protocoles font soupçonner l'idée qu'elle se prépare à la guerre; le roi de Prusse, au contraire, négocie avec chaleur. « Dans de pareilles circonstances, les journées deviennent des années; pour que la paix réussisse, il faut qu'elle se fasse sous huit jours. »

Puis poussant à fond : « Mais que voulez-vous donc en

Italie? demanda Bonaparte. — Rien que ce que nous donnent les préliminaires. » Bonaparte demeura pensif. Cobenzl reprit : « Je n'ai jamais conçu pourquoi vous vous êtes tant opposé à ce que nous passions le Pô. Je ne vois pas l'intérêt qu'y a la France. — Celui de vous empêcher d'être les maîtres de l'Italie. — C'est-à-dire que vous prétendez vouloir être nos amis.., et vous ne voulez vous prêter à rien de ce qui peut nous convenir. — Mais encore une fois, qu'est-ce que vous pouvez désirer d'ultérieur en Italie? — Les trois Légations. — Oui, et Venise aussi! et Mantoue aussi! — Sans doute, et ce serait encore bien peu pour obtenir notre tolérance sur une partie de ce que vous voulez en Allemagne. — Nous sommes loin de compte, car je serais perdu à Paris, si je vous donnais les Légations. — Et moi je mériterais d'être mis dans une forteresse si je ne m'opposais pas à ce que vous ayez jamais Mayence, et quoi que ce soit de la rive gauche du Rhin. »

Ils disputaient, mais c'était sur le même terrain, et, par toutes ces feintes, ils se rapprochaient cependant.

Ils comprirent qu'ils n'arriveraient jamais à conclure que sur une équivoque. — Vous aurez la rive gauche entière à la paix générale, dira Bonaparte au Directoire; contentez-vous pour le moment d'en obtenir la plus grande partie. — Vous consentez provisoirement un démembrement partiel de l'Empire, dira Cobenzl à son maître ; mais à la paix générale, vous pourrez, avec l'appui de vos co-États, revenir sur cette décision et sauver l'intégrité de l'Empire ; si l'Empire cède, il en aura la responsabilité, vous serez indemnisé et la Prusse n'aura rien. Cette transaction, avec ses arrière-pensées, se dessina dès lors comme le seul accommodement possible, dans l'esprit des deux négociateurs, et sans la définir encore ni l'avouer, ils en vinrent à parler des indemnités respectives.

Bonaparte entra en matière avec le Rhin et le réclama tout entier[1] : « C'est la limite naturelle de la France, et rien ne

[1] Conférence du 29 septembre. Lettres particulières de Cobenzl à Thugut. Bonaparte au Directoire, 10 octobre 1797.

peut changer cette disposition de la nature. — Et la Baltique? riposta Cobenzl; nous avons tout autant le droit de la prendre dans la nature et d'en faire notre limite. — Mais songez, reprit Bonaparte, revenant au fait, que nous sommes en possession de tout ce que nous voulons avoir et bien au delà... Voyez, poursuivit-il, si vous ne pouvez pas prendre en Allemagne quelque arrangement qui faciliterait les choses; si Salzbourg, par exemple, ne pourrait pas vous convenir. — Qu'est-ce que Salzbourg, repartit Cobenzl, en comparaison de l'immensité de vos vues? Quand vous y ajouteriez encore un morceau de la Bavière, jusqu'à l'Inn, cela ferait à peine un dédommagement de nos possessions en Souabe que vous avez proposé de donner au duc de Modène. D'ailleurs, nous ne voulons rien en Allemagne; l'Empereur tient très fortement à son intégrité. » C'était se mettre loin de compte avec le Directoire. Bonaparte en avertit Cobenzl, qui se montra inébranlable. Alors Bonaparte : « Voyons, faites un projet; qu'est-ce que vous voulez en Italie? — Je vous ai déjà parlé de Venise et des Légations, répondit Cobenzl; si on y ajoutait encore le territoire jusqu'à l'Adda et Modène, peut-être pourrait-on s'arranger? — C'est tout bonnement huit millions d'habitants que vous demandez, s'écria Bonaparte. Ce projet est inexécutable. Vous ne pourriez pas en demander autant après la guerre la plus heureuse! » Au cours de l'entretien, ils touchèrent un mot des îles Ioniennes. Bonaparte déclara que la France se les attribuait : « La République française, dit-il, regarde la Méditerranée comme sa mer et veut y dominer. » On convint que l'on se retrouverait le lendemain et que Cobenzl apporterait un projet d'articles [1].

Il l'apporta le 1er octobre, mais avant de le sortir de son portefeuille, il « avança un raisonnement » qu'il avait longuement médité : « Si l'on veut, dit-il, tenter de rapprocher les différences d'opinion et de faire disparaître les obstacles qui s'opposent encore à la paix, il faut partir du principe suivant :

[1] Lettre confidentielle de Cobenzl à Thugut, 2 octobre; HÜFFER, p. 402 et suiv. *Correspondance de Napoléon* t. XIX; campagnes d'Italie, p. 314.

a France donne à ce qu'elle veut acquérir une extension que 'Autriche n'a pu ni connaître, ni, par conséquent, stipuler lans les préliminaires. Cette extension concerne des pays qui ıe sont pas une propriété de l'Autriche et que, par conséquent, elle ne peut pas céder. Mais, avec cela, pour que la 'rance puisse les acquérir par la paix, elle a absolument ıesoin de l'adhésion de l'Autriche. Celle-ci, n'étant pas obligée l'employer toutes ses forces pour la défense de l'Empire, ıeut, sans manquer à ses obligations, les retirer, en partie, n ne laissant que son contingent. Dès lors, il ne reste plus à 'Empire d'autre parti à prendre que de souscrire à ce qui urait été arrêté entre l'Autriche et la France. » Ce serait ıour l'Autriche « un nouveau sacrifice, des plus pénibles »; ıour la France « un arrondissement des plus puissants »; « la eule voie de déterminer l'Autriche à y donner la main ne ıeut être, par conséquent, que de s'arranger avec elle pour ugmenter ses indemnités. » Les lui attribuer en Allemagne, e serait anéantir l'Empire, supprimer tout corps intermé-iaire entre l'Autriche et la France; si les deux États veulent 'accorder, il faut qu'ils demeurent séparés. La conservation u corps germanique est un objet d'intérêt commun pour eux. 'ette considération rejette les partages et indemnités sur 'Italie qui est « d'ailleurs bien plus susceptible de servir à cet ısage ». La conclusion du « raisonnement » de Cobenzl, et e dernier des nombreux « par conséquent » dont il avait ıoué son discours, fut que l'Autriche réclamait : la ville de 'enise, avec toute la Terre ferme jusqu'à l'Adda, les trois égations et le Modénois en compensation des Pays-Bas, de la ombardie et des territoires de Souabe qui passeraient au duc le Modène; encore perdrait-elle au change. Bien entendu ue le roi de Prusse « serait exclu de toute acquisition », et ue l'on se réunirait contre lui s'il voulait exiger autre chose ue la restitution de ses possessions de la rive gauche du Rhin.

Bonaparte avait laissé parler Cobenzl, et quand ce fut fini : Mais pourquoi, dit-il, ne demandez-vous pas aussi la Lom-ardie et toute l'Italie? » Cobenzl répliqua qu'il avait fait ses

calculs. Bonaparte les contesta. Il disputa sur le nombre des habitants et sur la valeur des territoires en litige. Il objecta que l'Autriche trouvait son avantage à se débarrasser des Pays-Bas; à quoi Cobenzl répliqua que c'était un avantage plus grand encore pour la France de les acquérir. « L'Angleterre seule, dit Bonaparte, a intérêt à ce que vous les possédiez. — La Belgique, riposta Cobenzl, a une double valeur pour vous, puisqu'elle vous assujettit la Hollande et vous met en possession de bloquer l'Angleterre depuis la Baltique jusqu'au détroit de Gibraltar. — Mais, reprit Bonaparte, ce que vous voulez nous acheter si cher, la Prusse nous l'offre. — La Prusse, répliqua Cobenzl, n'est engagée qu'à vous le laisser prendre; mais cela ne suffit pas, car nous nous y opposons. » Cobenzl affirmait ici ce qu'il ne savait pas; le silence de Bonaparte lui prouva qu'il avait deviné juste et que la République n'était pas aussi sûre de la Prusse qu'elle le voulait faire croire. Alors il s'affermit : « L'Empereur ne livrera poin Mayence si la France ne lui livre pas Mantoue. Du reste, que la République renonce à Mayence et à la rive gauche du Rhin et je signerai sur l'heure. » Bonaparte réfléchit et reprit « Nous sommes encore si loin l'un de l'autre, que je ne voi pas comment nous pouvons nous rapprocher. — Si tout ce que je vous dis aujourd'hui ne vous suffit pas, répondi Cobenzl, je ne vois effectivement aucun moyen de terminer Quant à moi, j'ai vidé mon sac. »

Bonaparte demanda à connaître le projet que Cobenzl avai dressé. Il n'y était question de Mayence que dans les article secrets : on réunirait un congrès pour la paix avec l'Empire si ce congrès n'aboutissait pas, l'Empereur retirerait se troupes de Mayence : la place, n'étant plus en mesure de s défendre, tomberait inévitablement aux mains des Français Bonaparte insista pour la remise préalable de la ville : « J n'évacuerai pas une seule forteresse en Italie avant qu Mayence ne soit remis aux troupes de la République. — Je n signerai jamais la paix, répliqua Cobenzl, sans stipuler l prompte sortie des troupes françaises de tout ce qui do

revenir à l'Empereur... » Il n'y avait qu'un moyen d'accommoder l'honneur de l'Empereur avec la cession d'une forteresse de l'Empire que ce prince avait mission de défendre : c'était d'augmenter la « composition » et de la proportionner à l'honneur impérial. On se remit donc à marchander, et faute de meilleures raisons, on argumenta, de part et d'autre, avec les sentiments et avec les principes. Cobenzl invoqua les devoirs de l'Empereur envers ses co-États; Bonaparte appliqua aussitôt ce raisonnement à l'Italie : Venise avait accompli une révolution démocratique, elle devenait ainsi plus intéressante à la France, et la France, pour la donner, avait le droit, tout comme l'Empereur au sujet de Mayence, d'exiger une compensation proportionnée. De guerre lasse, ils suspendirent l'entretien.

Tout se ramenait à savoir jusqu'où il convenait de pousser les exigences en Allemagne et les concessions en Italie. Les instructions du Directoire rendaient la décision difficile et le courrier que Bonaparte reçut alors n'était pas fait pour le tirer d'embarras.

C'étaient les lettres du Directoire et de Talleyrand, du 15 et du 17 septembre : tout garder, ne rien donner, en Italie, à l'Autriche qui ne voulait que des terres italiennes; exiger toute la rive gauche du Rhin, et n'accorder pour indemnité à l'Autriche que l'Istrie, la Dalmatie et, au besoin, Salzbourg et Passau.

Bonaparte écrit à Talleyrand, le 1er octobre, qu'il va se mettre en état de recommencer la campagne; qu'il va organiser, en vue de cette campagne, la nouvelle république de Venise; que cette république doit fournir vingt-cinq millions; que l'armée du Rhin doit marcher en même temps que l'armée d'Italie, mais qu'il n'y compte qu'à demi; puis il se plaint de sa santé : « Je puis à peine monter à cheval. J'ai besoin de deux ans de repos. » Ces préparatifs seront son dernier service rendu à la patrie! Il demande qu'on le remplace, et dans le gouvernement de l'Italie, et dans la négociation de la paix, et dans le commandement de l'armée.

Des ordres de départ, très ostensibles, furent donnés aux troupes. Les cantonnements prirent un aspect belliqueux; il semblait que l'armistice allait être rompu d'une heure à l'autre et la marche sur Vienne recommencer le lendemain. Bonaparte se dit que les Autrichiens craindraient, en lui laissant le temps de démocratiser Venise, que cette proie ne leur échappât; enfin, l'armée serait prête à tout événement.

Sur ces entrefaites, arrivèrent de Paris les dépêches du 21 et du 23 septembre : — Le Directoire ordonne « d'attaquer l'Autriche par tous les moyens »; il refuse de donner des villes, de se faire marchand de peuples. Bonaparte a dit, plus tard, qu'il hésita sur la conduite à tenir, et que si le Directoire lui eût, ce jour-là, annoncé des renforts, il se serait peut-être laissé aller à l'ambition de conquérir toute l'Italie; mais, sans les renforts, c'eût été risquer de tout perdre en une seule bataille. Il ajourna à une autre campagne ce grand ouvrage et retourna, le 7 octobre, chez Cobenzl, résolu à conclure. Pressé jusqu'en ses derniers retranchements, Cobenzl fit cette déclaration : « L'Empereur ne s'opposera pas à la cession de toute la rive gauche du Rhin, s'il obtient Venise, les Légations et la ligne du Mincio, » c'est-à-dire Mantoue. Bonaparte invoqua ses instructions et refusa. Alors Cobenzl consentit à laisser subsister la ville de Venise, à condition qu'elle ne serait pas réunie à la Cisalpine. Il renonça aux Légations, mais réclama la Terre ferme jusqu'à la ligne du Pô, et, en Allemagne, Salzbourg, avec la Bavière jusqu'à l'Inn. Bonaparte fit observer qu'enserrée de toutes parts dans les possessions autrichiennes, la ville de Venise tomberait infailliblement dans les mains de l'Empereur; il offrit aux Autrichiens la ligne du Mincio, s'ils consentaient à la cession de toute la rive gauche du Rhin. Cobenzl repoussa la proposition. Ils convinrent enfin de se limiter, Bonaparte à une ligne qui laisserait, sur la rive gauche du Rhin, Cologne et les États prussiens en dehors de la frontière française et assurerait à la France le Palatinat, le pays de Trèves, Mayence, Aix-la-Chapelle et Coblentz; en Italie, l'Autriche aurait Venise et la Terre ferme

jusqu'au Pô et à l'Adige; le reste de la Terre ferme serait réuni à la Cisalpine. Il fut arrêté que les Autrichiens en référeraient à Vienne.

Rentré à Passariano, Bonaparte trouva la dépêche du Directoire du 29 septembre, plus comminatoire encore que les précédentes. Alors, dans une longue lettre adressée à Talleyrand, il résuma les raisons qu'il avait de traiter. Plaidant, en quelque sorte, contre lui-même, et oubliant qu'il avait écrit, le 19 septembre, que Venise était la ville d'Italie la plus digne de la liberté, il montre les Vénitiens incapables de s'organiser et de se défendre eux-mêmes : « Vous connaissez peu ces peuples-ci. Ils ne méritent pas que l'on fasse tuer 40,000 Français pour eux. Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse : vous vous imaginez que la liberté fait faire de grandes choses à un peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche.... Je n'ai pas à mon armée un seul Italien, hormis, je crois, 1,500 polissons, ramassés dans les rues, qui pillent et ne sont bons à rien... Un peu d'adresse, de dextérité, l'ascendant que j'ai pris, des exemples sévères, donnent seuls à ces peuples un grand respect pour la nation et un intérêt, quoique extrêmement faible, pour la cause que nous défendons » — « Je vous avoue que je ferai tout pour avoir la paix, vu la saison très avancée et le peu d'espérance de faire de grandes choses [1] ».

Cobenzl avait demandé huit jours pour recevoir ses instructions; ce ne furent pas huit jours de repos pour lui. Bonaparte ne cessa de le harceler de toutes façons.

Cobenzl, ayant pris son parti, aurait voulu signer sur l'heure; il redoutait tout d'un homme « aussi chicaneur et d'aussi mauvaise foi que Bonaparte ». Quant à sa propre bonne foi, il en donna la mesure dans son rapport à Thugut : — Il rougissait de soumettre à l'Empereur un pareil traité, mais, ajoutait-il : « Nous ne faisons qu'une trêve par laquelle nous prenons plus aisément pied en Italie que par la cam-

[1] A Talleyrand, 7 octobre 1797.

pagne la plus heureuse; d'ailleurs, l'arrangement des affaires d'Allemagne nous procurera vingt moyens pour un de recommencer la guerre, si nous voulons. » Il en sera de même pour l'occupation de la Cisalpine par les Français : « La présence de ces troupes peut servir de prétexte pour les attaquer lorsque nous en trouverons le moment favorable [1]. »

Cependant Bonaparte adressait son *ultimatum* à Talleyrand, sous forme d'apologie de sa conduite. Il exposait les avantages du traité; il énumérait encore une fois les motifs pour conclure; il y ajouta la mort de Hoche et le mauvais plan d'opérations adopté par l'armée du Rhin; enfin il insista sur l'envie de la paix « qu'a toute la République, envie qui se manifeste même dans les soldats ». Sans doute on sacrifie Venise, mais tout le parti patriote dans cette ville ne fait pas trois cents hommes: on les recueillera dans la Cisalpine; leur désir de former une république ne vaut pas la mort de 20,000 Français. Enfin la France pourra tourner ses forces contre l'ennemi héréditaire : « La guerre avec l'Angleterre nous offrira un champ plus vaste, plus essentiel et plus beau d'activité. » L'annonce de sa retraite, de sa rentrée dans la vie civile, « le soc de Cincinnatus, » formèrent la conclusion de cette missive [2].

La paix n'était point encore signée; Bonaparte estima que, sans en violer les conditions, il pouvait en compléter les avantages. Le 10 octobre, il consomma la réunion de la Valteline à la Cisalpine.

Cette affaire à terminer, les lettres à préparer pour le Directoire, les explications à combiner, les Vénitiens à tenir en haleine et en illusion jusqu'à la dernière heure, l'armée à disposer en vue d'une rupture; la double nécessité de se mettre en mesure politiquement pour imposer la paix à Paris, militairement, si Paris refusait la paix, pour recommencer la guerre avec l'Autriche; le calcul des chances dans cette grosse partie dont dépendait sa destinée; l'incertitude entre un

[1] A Thugut, 10 octobre 1797.
[2] Au Directoire, 10 octobre 1797.

retour triomphal à Paris qui le ferait maître de la République, et une marche audacieuse sur Vienne où il pouvait, en une journée, perdre le fruit de tant de victoires; enfin la fatigue qu'il ressentait de tant d'efforts, de tant de soucis, d'une correspondance qui était déjà celle d'un chef d'État et dépassait, par la variété des objets, le nombre des agents et l'urgence des affaires, celle de Frédéric au temps de sa plus grande activité; l'agitation de deux nuits d'insomnie après deux jours de travail acharné, avaient singulièrement énervé Bonaparte. Les Autrichiens s'aperçurent, lorsqu'il se rendit à Udine, le 11 octobre, à huit heures du soir, qu'il n'était pas aussi maître de lui qu'à son habitude. Il se montra plus impatient, plus impérieux, plus prolixe. Il s'attachait aux détails et s'emportait à la moindre contradiction. Un punch était servi sur la table. Les Autrichiens rapportent qu'il en but, coup sur coup, plusieurs verres qui surexcitèrent encore sa fièvre.

Il prétendit faire insérer dans le traité la réunion de la Valteline; il ne se contenta plus de la promesse faite par l'Empereur d'évacuer Mayence et de retirer ses troupes d'Allemagne, il exigea la reconnaissance préalable et formelle par l'Autriche de la frontière rhénane que le traité attribuait éventuellement et secrètement à la France. Cette exigence, tant de fois élevée par lui, toujours repoussée par Cobenzl, trouva les Autrichiens inébranlables. Bonaparte s'exaspéra, il se répandit en menaces : « L'Empire est une vieille servante habituée à être violée par tout le monde! La constitution de l'Empire n'est qu'un prétexte pour repousser mes demandes! La victoire a toujours accompagné les armées françaises, elle les accompagnera toujours. On parle à la France en vainqueur alors qu'on est le vaincu. On a pris le pas sur moi. On me refuse l'alternative dans les signatures. Je m'estime plus haut que tous les rois, et je ne supporterai pas plus longtemps cette conduite à mon égard! Vous oubliez donc que vous négociez ici au milieu de mes grenadiers! » C'était l'enfance de l'art, pour des diplomates de profession, de se tenir impassibles durant cette tempête de paroles. Le calme

des Autrichiens mit Bonaparte hors de lui; il griffonna son nom sur un protocole qu'il avait préparé, et sans attendre la signature des Autrichiens, il mit son chapeau et sortit. Dans l'un des mouvements brusques qui accompagnaient son discours, il renversa un cabaret de porcelaine qui se brisa. Cet incident, qui tourna à la légende et fournit un beau symbole des négociations, passa presque inaperçu. Cobenzl se borne à écrire : « Il s'est comporté comme un fou. » Le fait est que les officiers qui attendaient Bonaparte dans la salle voisine eurent grand'peine à le calmer.

Le lendemain, il était apaisé. Il reçut le mieux du monde Gallo qui le vint voir; il consentit à retirer son projet de protocole; il protesta qu'il avait atteint le dernier terme de ses pouvoirs. Comme en s'expliquant davantage on ne pouvait plus que dissiper les malentendus sur lesquels reposait tout le compromis de la paix, on décida de ne plus tenir de conférence jusqu'au jour de la signature définitive. On s'occupa de part et d'autre à mettre en forme les projets de rédaction.

V

Le 13 octobre, Bourrienne, en entrant dans la chambre de Bonaparte, le matin à sept heures, lui dit que les montagnes étaient couvertes de neige. Bonaparte sauta à bas de son lit et courut à la fenêtre. « Avant la mi-octobre! dit-il. Quel pays! Allons, il faut faire la paix. » Il reçut une lettre d'Augereau, datée de Strasbourg le 8 octobre. Augereau faisait un tableau décourageant de l'armée du Rhin. Le 15, se promenant avec Marmont dans les jardins de Passariano, Bonaparte lui dit : « Notre armée est belle, nombreuse et bien outillée, et je battrais infailliblement les Autrichiens; mais... la saison est avancée... l'arrière-saison, dans un pays aussi âpre, rend la guerre offensive difficile. N'importe, tout pourrait être sur-

monté; mais l'obstacle invincible à des succès durables, c'est le choix d'Augereau pour commander l'armée du Rhin... Comprenez-vous la stupidité du gouvernement d'avoir mis 120,000 hommes sous les ordres d'un général pareil?... Une fois enfoncés en Allemagne et arrivés aux portes de Vienne et l'armée du Rhin battue, nous aurions à supporter tous les efforts de la monarchie autrichienne et à redouter l'énergique patriotisme des provinces conquises. A cause de tout cela, il faut faire la paix, c'est le seul parti à prendre. Nous aurions fait de grandes et belles choses; mais, dans d'autres circonstances, nous nous dédommagerons. »

Le 16, le courrier attendu par les Autrichiens arriva : le 17, Cobenzl se déclara prêt à signer, et l'on convint de le faire à Campo-Formio, qui se trouvait à égale distance d'Udine et de Passariano [1]. En attendant que les copistes eussent couché en belle écriture les expéditions, Bonaparte emmena les Autrichiens chez lui. Le travail prit une partie de la soirée. A mesure que la nuit approchait, Bonaparte se montrait de plus aimable humeur. Il déploya toute la grâce de son esprit, toute la richesse de son imagination, et mit sous le charme les Autrichiens, qu'il avait naguère si fort malmenés. La nuit venue, il empêcha que l'on allumât les bougies et s'amusa à raconter des histoires de revenants. Enfin, à minuit, on apporta des lumières; le traité était prêt. Il fut signé chez Bonaparte, mais daté de Campo-Formio, le 17 octobre [2]. A

[1] Voir, sur cette conférence, Hüffer, p. 447 et suiv. — Rapports de Cobenzl, 14 et 19 octobre 1797. — Ranke, *Hardenberg*, I, p. 374. — *Mémoires de La Revellière-Lépeaux*, t. II, p. 257.

[2] Le traité contenait des articles patents et des articles secrets. *Articles patents :* l'Empereur cède les Pays-Bas autrichiens et la Lombardie; il prend l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, Venise et la Terre ferme jusqu'à l'Adige. Il reconnaît la Cisalpine qui comprend la Lombardie, le reste de la Terre ferme de Venise, Mantoue, Modène, Massa et Carrara, les trois Légations de Bologne, Ferrare et la Romagne. La France prend les îles Ioniennes et les établissements vénitiens d'Albanie. Il y aura un congrès à Rastadt pour la paix avec l'Empire. Le duc de Modène sera indemnisé par le Brisgau autrichien. — *Articles secrets :* l'Empereur reconnaît à la France une frontière formée par le Rhin de Bâle à la Nette, de cette rivière à la source jusqu'à Venloo. Dans les vingt jours qui suivront les ratifications, l'Empereur évacuera Mayence

deux heures du matin, Monge, commissaire pour le choix des objets d'art et des manuscrits à transporter d'Italie en France, et le général Berthier partirent en poste pour Paris avec l'instrument de la paix. Bonaparte avait choisi à dessein, pour cette mission, un savant, ancien ministre de la Convention, républicain éprouvé, qu'il savait plein de confiance en sa vertu et plein d'admiration pour son génie. Avant de quitter Cobenzl, il s'excusa de la violence à laquelle il s'était un moment abandonné. « Je suis, lui dit-il, un soldat habitué à jouer ma vie tous les jours; je suis dans tout le feu de la jeunesse, je ne puis garder la mesure d'un diplomate accompli. » Ils s'embrassèrent. Ils devaient se revoir.

Cobenzl et Bonaparte, Bonaparte surtout, avaient beaucoup pris sur eux en signant ce traité. Ils comptaient cependant que leurs gouvernements le ratifieraient, tout en le blâmant, parce que les peuples étaient, en Allemagne comme en France, excédés de la guerre. Il fallait, ne fût-ce que pour préparer une lutte nouvelle, accorder un répit aux hommes et leur donner l'illusion passagère de la paix.

L'Empereur déclara que la paix de l'Empire se négocierait sur le fameux principe de l'intégrité de l'Allemagne. Thugut n'était dupe ni des déclarations qu'il faisait aux Allemands ni des engagements qu'il prenait avec la France [1]. Sa première impression fut celle de la colère. Il eut un bel accès d'indignation de cour et d'État. On allait traiter sans les Légations qui auraient assuré à l'Autriche l'hégémonie de l'Italie! On donnait la paix sans démembrer l'État ponti-

et les forteresses de l'Empire; les Français évacueront les forteresses vénitiennes après qu'ils auront occupé Mayence. L'Empereur emploiera, à Rastadt, ses bons offices pour que la France obtienne de l'Empire les frontières ci-dessus. Si l'Empire refuse, l'Empereur retirera ses troupes, sauf son contingent d'Empire. L'Empereur cède Falkenstein : en compensation de ce pays, de ses possessions de la rive gauche et du Brisgau qui sera donné au duc de Modène, l'Empereur aura Salzbourg et la Bavière jusqu'à l'Inn. Si, de plus, la France obtient un agrandissement ultérieur en Allemagne, l'Empereur aura un équivalent.

[1] Sybel, t. V, p. 129 et suiv. — Hüffer, p. 463 et suiv. — Vivenot, *Correspondance de Thugut*, lettres des 22-29 octobre; Vivenot, *Thugut, Clerfayt, Wurmser.*

fical ! On se contentait de dépecer, à la polonaise, une république décrépite ! Ce n'étaient point là des morceaux d'Empereur ni des pièces de taille à voiler la « honte » d'un pacte, même temporaire, avec les républicains, d'une cession, même partielle et éventuelle, de la rive gauche du Rhin !

Cependant il conseilla à son maître de ratifier l'ouvrage de Cobenzl. On gardait pied en Italie et l'on gagnait du temps. Thugut spéculait sur les difficultés du congrès, sur les dissensions des Allemands, sur un retour offensif de l'Angleterre, sur un changement de règne ou de politique en Russie, sur une révolte de la Hollande, sur l'incapacité du Directoire, sur l'anarchie en France, les rivalités des généraux, les conspirations des royalistes, enfin l'heureux hasard d'une défaite qui jetterait Bonaparte à bas de son piédestal, ruinerait son prestige de théâtre, et le reléguerait à sa place, dans l'oubli de l'histoire, parmi les aventuriers sans lendemain et les escamoteurs de victoire. Il discernait déjà les symptômes d'un retour prochain des choses.

A la nouvelle de la paix, Paul I[er] s'était tout à coup souvenu que la Russie, signataire de la paix de Teschen, était garante de la constitution de l'Empire germanique, et il l'avait signifié à Berlin. En Angleterre, Pitt trouvait à ses velléités pacifiques « de formidables obstacles » . Grenville demeurait un partisan inflexible de la guerre. Malmesbury revenait de Lille plus acharné que jamais à la lutte : « Je persiste, disait-il à Windham, dans mon idée de *bellum internecivum* à la France. » Comme entrée de jeu, à la partie nouvelle qui s'annonçait, les Anglais venaient d'anéantir, le 11 octobre, la flotte hollandaise. « La sécurité sans la paix vaut mieux que la paix sans la sécurité, » déclarait à Londres un homme d'État. Huit jours après la ratification du traité de Campo-Formio, la seconde coalition germait déjà [1].

Le Directoire attendait avec une impatience extrême les courriers d'Italie. Les Directeurs ne se faisaient point d'illu-

[1] Sybel, t. V, p. 137-138. — Stanhope, *William Pitt*, trad. fr., t. III, p. 58. — *Journal de Malmesbury*.

sion sur la capacité d'Augereau et sur les effets d'une campagne d'hiver dirigée par lui en Allemagne. La Prusse se dérobait toujours aux avances. Frédéric-Guillaume s'était assuré des compensations pour le cas où la France garderait toute la rive gauche du Rhin; mais il préférait évidemment conserver ses possessions rhénanes, et voir les Français évacuer l'Empire. Il trouvait que la République faisait trop de conquêtes, qu'elle affectait trop ouvertement la dictature et que ses principes devenaient trop contagieux. « Sa façon d'agir envers ceux qu'elle a mis dans sa dépendance, écrivit ce roi, le 2 octobre, à son envoyé à Paris, n'est assurément pas encourageante pour des liaisons telles qu'elle me les a proposées, qui finiraient sans contredit et probablement d'après ses propres vues par me livrer entre ses mains. » Sandoz le déclara, le 7, à Talleyrand, qui manifesta la plus pénible déception : « Jamais, dit-il à Sandoz, nouvelle ne pouvait me contrarier et me chagriner davantage que celle-ci; je ne m'y attendais pas... Ainsi alliance et concert pour la guerre, tout est refusé! » Il ne restait plus au Directoire d'espoir qu'en Bonaparte. « Barras, mandait Sandoz le 25 octobre, a gagné un certain ascendant par son caractère et par ses liaisons d'amitié avec le général Bonaparte. Ce dernier est une puissance en Italie et un héros protecteur en France. »

Les Directeurs, Barras y compris, le redoutaient plus en France qu'en Italie. C'est pourquoi ils étaient décidés à le laisser en Italie, mais à ne l'y laisser que pour combattre. Ils lui enlèveraient les négociations dont ils redeviendraient les seuls maîtres; ils l'absorberaient dans la guerre, qui leur semblait impossible sans lui, mais par laquelle, avec lui, tout leur semblait possible. Ils le réduiraient ainsi au rôle qu'ils lui destinaient, celui d'une machine de guerre intelligente et invincible. Le 21 octobre, arriva le courrier qui annonçait la paix comme imminente et renouvelait les offres de démission. Les Directeurs avaient à la fois trop besoin de Bonaparte et trop peur de lui pour ne point saisir au vol l'occasion

qu'il leur présentait. Ils lui écrivirent, le 23, une grande dépêche. — Le Directoire conserve en lui toute confiance; aussi confirme-t-il ses précédentes instructions; il offre ainsi ample matière à l'esprit d'entreprise du général. L'expulsion des Autrichiens de l'Italie n'est qu'une étape dans la carrière que le Directoire lui ouvre. « Il reste un grand objet... : c'est l'état de la Turquie. Vous êtes placé assez près de la Grèce pour savoir à quoi vous en tenir sur la situation de cette puissance. Si elle ne veut pas être une alliée utile et effective de la République, si son sort est d'être envahie par des voisins qui la convoitent, il ne faut pas qu'il en soit de ce partage comme de celui de la Pologne. Vous entendez aisément quels sont les intérêts et les vues possibles de la République française. Il faut songer à l'avenir et au commerce du Levant. Dans cette vue, outre les îles et les ports de l'Albanie vénitienne, il faudra ménager à Ancône un établissement un peu arrondi... Quant à l'île de Malte, vous avez déjà reçu les ordres de prendre toutes les mesures que vous croiriez nécessaires pour qu'elle n'appartînt pas à qui que ce fût qu'à la France. »

Pour conclure, ils le déchargeaient des négociations avec l'Autriche. Il était trop tard. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, Monge et Berthier arrivèrent au Luxembourg, apportant le traité. Les Directeurs l'auraient voulu rejeter, le trouvant trop avantageux à l'Autriche et résolus qu'ils étaient à la guerre à outrance. Mais s'ils refusaient de le ratifier, ils se perdaient dans l'opinion; ils se brouillaient avec la nouvelle majorité des Conseils, « tout aussi malintentionnée que l'avaient été les Clichyens. » Ils n'auraient obtenu ni hommes ni argent[1].

Reubell et Merlin demeurèrent jusqu'à la fin récalcitrants. Barras, La Revellière et François formèrent une majorité en faveur de la ratification Tous s'accordèrent pour donner à Bonaparte un avertissement. Ils crurent habile de le prendre

[1] *Mémoires de La Revellière-Lépeaux*, t. II, p. 271-280. — Conversations recueillies par Sandoz. BAILLEU, t. I, p. 155 et suiv. Rapports du 28 octobre 1797.

au mot et de l'envelopper dans son propre filet. « Concentrons, avait-il écrit, toute notre activité du côté de la marine et de l'Angleterre. Cela fait, l'Europe est à nos pieds. » Séance tenante, les Directeurs prirent cet arrêté, daté du 5 brumaire-26 octobre : « Il se rassemblera, sans délai, sur les côtes de l'Océan, une armée qui prendra le nom d'armée d'Angleterre. Le citoyen général Bonaparte est nommé général en chef de cette armée. » Cela fait, ils ratifièrent les articles secrets de Campo-Formio, préparèrent la communication aux Conseils des articles patents et rédigèrent une proclamation aux Français :

« Vous apprendrez avec plaisir que plusieurs millions d'hommes sont rendus à la liberté et que la nation française est la bienfaitrice des peuples... La paix du continent sera bientôt assise sur des bases inébranlables. Il ne nous reste plus qu'à punir de sa perfidie le cabinet de Londres. C'est à Londres qu'on fabrique les malheurs de l'Europe; c'est là qu'il faut les terminer... couronner enfin vos exploits par une invasion dans l'île où vos aïeux portèrent l'esclavage sous Guillaume le Conquérant, et y reporter, au contraire, le génie de la liberté... »

Dès le matin du 26, la nouvelle de la paix se répandit dans Paris. « 18 Fructidor, voilà ton heureux résultat! » s'écriait un officieux du Directoire. La joie déborda partout. Les couloirs du Conseil des Cinq-Cents se remplirent d'une foule enthousiaste. Le messager d'État qui apportait la lettre des Directeurs fut accueilli par les cris de : Vive la République! Jean De Bry acclama la paix d'Italie, et proféra l'anathème contre les Anglais. Ce fut un triomphe pour Bonaparte Les Directeurs réfléchirent au péril qu'il y aurait pour eux à le faire revenir immédiatement à Paris. Ils cherchèrent un détour et, avant qu'il présidât aux préparatifs de la descente en Angleterre, ils l'invitèrent à se rendre sans délai à Rastadt, pour y compléter Campo-Formio par la conclusion de la paix avec l'Empire. Talleyrand joignit ce billet à la dépêche officielle : « Voilà donc la paix faite et une paix à la Bona-

parte... Le Directoire est content, le public enchanté. Tout est au mieux. On aura peut-être quelques criailleries d'Italiens, mais cela est égal. Adieu, général pacificateur! Adieu : amitié, admiration, respect, reconnaissance, on ne sait où s'arrêter dans cette énumération. » Les Directeurs continuaient d'ouvrir l'avenue et de dresser la route à Bonaparte; mais ils devaient rester sur les bas côtés, la pelle et le râteau à la main, le regardant passer. Talleyrand s'accommodait pour prendre place dans le cortège.

Illuminations, cantates, ovations dans les théâtres, Paris déploya toute sa mise en scène triomphale. Les Parisiens se voyaient débarrassés de l'Autriche; la Belgique était définitivement acquise; personne ne doutait que la rive gauche du Rhin ne fût bientôt cédée par l'Empire, grâce à la Prusse, sur laquelle on comptait, grâce surtout à Bonaparte par qui, dès lors, tout paraissait facile. Il n'y avait plus qu'un obstacle au bonheur du monde et au couronnement de la Révolution : l'Angleterre, éternelle rivale, éternelle ennemie, ouvrière infatigable de ruines, de complots, de guerres civiles et de coalitions. La joie se doubla d'une explosion de fureur, et les imaginations qui, depuis 1789, nourrissaient le même rêve toujours déçu, de paradis terrestre, s'acharnèrent contre ce dernier obstacle, comme elles s'étaient successivement acharnées contre la cour, contre la Gironde, contre Robespierre, contre les émigrés, contre la maison d'Autriche.

Le 1er novembre, le Directoire reçut solennellement les envoyés de Bonaparte. Talleyrand les présenta, avec un panégyrique du général. Monge et Berthier se répandirent en dithyrambes. « La gloire de l'armée d'Italie, s'écria Monge, retentit jusqu'au fond de la haute Égypte. Les Arabes du désert s'en entretiennent le soir sous leurs tentes. Une lueur de je ne sais quelle espérance s'est glissée dans l'âme des anciens Grecs. » La Revellière, président et thuriféraire officiel du Directoire, se chargea de mettre un comble à ces adulations : « Génie puissant de la liberté, toi seul pouvais produire tant d'événements inouïs, tant d'hommes extraordi-

naires... une armée d'Italie, un Bonaparte! Heureuse France... jouis du fruit de tes conquêtes!... Cependant, avant de te livrer totalement au repos, tourne tes regards vers l'Angleterre. » Alors, « entraîné par le sentiment, » Larevellière oublia la majesté directoriale, s'avança vers Monge et Berthier, les serra dans ses bras, au milieu d'une explosion universelle de larmes. Les musiques militaires éclatèrent en fanfares et l'on se sépara aux cris de : *Vive la grande nation! Vive Bonaparte! Vive la Constitution de l'an III!* Le lendemain, Sandoz écrivait à Berlin : « Dans un gouvernement pareil à celui-ci, le général Bonaparte peut prétendre à l'autorité. »

Les Conseils délibéraient, en commissions et en séances secrètes, sur la ratification du traité. Aux Anciens, le vote avait eu lieu, dès le 30 octobre, sans discussion. Aux Cinq-Cents, il y eut quelque opposition. Ce n'était pas que Bonaparte manquât d'admirateurs dans cette assemblée. Un certain Malibran, familier de Barras, proposa que le faubourg Saint-Marceau prît le nom de faubourg d'Italie, et que Bonaparte reçût un don de 300,000 livres, plus une rente de 50,000. « Bonaparte est au-dessus de cela! » cria une voix, et l'on passa à l'ordre du jour. Mais Reubell avait des amis auxquels il avait confié son mécontentement : ils déclarèrent, comme lui, que le traité faisait la part trop large à la maison d'Autriche. Sieyès évoqua le monstre classique de la tragédie depuis 1790 : « le comité autrichien. » Il ne raisonnait d'ailleurs qu'au seul point de vue des intérêts de l'État : l'homme qui, en 1795, proposait au Comité de salut public de démembrer la Hollande et d'échanger, avec l'Autriche, la Bavière contre le Milanais et les Pays-Bas, ne pouvait s'élever avec beaucoup de conviction en faveur « des principes ». Il le fit néanmoins, parce que c'était alors son meilleur argument. « J'avais cru, dit-il, dans le Comité secret du 3 novembre, que le Directoire dicterait les conditions de la paix à l'Autriche, et je vois que le Directoire les a reçues de l'Autriche. Est-ce là le fruit de tant de travaux, de tant de gloire et de

tant de sang? La cession de la ville de Venise au prince même qui a ourdi sa ruine est une atrocité dont la République française aura honte d'avoir été la complice. Ce n'est pas une paix que ce traité, c'est l'appel à une nouvelle guerre. » Il réclama la communication des articles secrets, où devaient se trouver les avantages de la République. Le Directoire refusa de les faire connaître. Les Montagnards protestèrent, mais, malgré leurs clameurs, le Conseil vota la ratification. « La grande réputation du général Bonaparte commande le respect et le silence, » dit un observateur contemporain très bien informé, en résumant ses notes sur cette séance. C'est déjà tout l'esprit de l'an VIII et des constitutions de l'Empire.

Bonaparte quitta Milan, le 16 novembre, et traversa Turin le 18. « Les avocats de Paris qu'on a mis au Directoire n'entendent rien au gouvernement, dit-il à Miot. Ce sont de petits esprits... Ils sont jaloux de moi, je le sais, et, malgré tout l'encens qu'ils me jettent au nez, je ne suis pas leur dupe... Ils se sont empressés de me nommer général de l'armée d'Angleterre pour me tirer de l'Italie où je suis le maître et plus souverain que général d'armée. Ils verront comment les choses iront quand je n'y serai plus... Ils mettront l'Italie en combustion et nous en feront chasser. Pour moi, mon cher Miot, je vous le déclare, je ne sais plus obéir. Mon parti est pris; si je ne puis être le maître, je quitterai la France. » Les journaux lui rapportent les critiques faites à son traité; il les subit avec impatience, et celle qui l'importune le plus, c'est d'avoir reçu la paix au lieu de l'imposer, de n'avoir ni poussé assez loin, ni frappé assez fort. Il s'est exposé, par calcul, à ces critiques; il ne s'y exposera plus.

Le traité de Campo-Formio par le caractère de la négociation qui l'a précédé, par la nature des transactions qui en forment le fond, se rattache aux traités de l'ancien régime : il est la suite directe des traités de partage de la Pologne; il est l'application par la République, au profit de la France et en faveur de l'émancipation graduelle de l'Italie, du système

des compensations tourné naguère contre la France et pratiqué constamment par les cours de l'Europe. Mais, en même temps, ce traité se rattache à la politique napoléonienne; il noue le lien entre cette politique et celle de la Révolution; il est gros de guerres qui doivent entraîner ou l'assujettissement de l'Europe ou le recul de la France vers ses anciennes limites. Les conditions de cette lutte sont posées dans le traité et en ressortent. Le Directoire veut tirer du traité la réunion de la rive gauche du Rhin, la transformation de l'Empire, et la formation en République de toute l'Italie du Nord; l'Autriche veut en tirer la reprise des Pays-Bas et de la Lombardie, la conquête des Légations et l'expulsion des Français de la rive gauche du Rhin. Les Autrichiens ne consentiront aux exigences de la France que si les Français sont à Vienne : ils y seront en 1805. Les Français ne céderont aux prétentions de l'Autriche que si les Autrichiens sont à Paris, ils y seron en 1814. Ni les Anglais ne consentiront, ni la Franc ne les vaincra. Au moment où les Anglais prononcent l *bellum internecivum* contre la République, le Directoire pro fère le *delenda Carthago* contre l'Angleterre. L'exterminatio de l'Angleterre demeure la condition à la fois nécessaire e inexécutable de la paix. En 1801, en 1805, en 1807, en 1809 il faudra encore dire à la France victorieuse des Autrichien des Prussiens et des Russes : « Avant de te livrer au repos France, tourne tes regards vers l'Angleterre! » Bonapart qui doit mener, à travers quinze ans de guerres prodigieuse cette politique paradoxale, en discerne, dès 1797, les cons quences fatales et en prédit le dénouement. Il écrit, l 7 octobre, à Talleyrand ces mots révélateurs de sa destinée « Ce que vous désireriez que je fisse, ce sont des miracles, je n'en sais pas faire. » Il se cabrera contre la force de choses; il prétendra rompre les destinées, prendre l'histoi à revers, et l'entreprise le conduira de Madrid à Moscou et Moscou à Sainte-Hélène.

CHAPITRE VII

LE CONGRÈS DE RASTADT ET LA CESSION DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN

1797-1798

I

Le congrès pour la paix entre la République et l'Empire était convoqué à Rastadt[1]. Le Directoire réunit à grand fracas une armée d'invasion de l'Angleterre. Il prononça la confiscation des marchandises anglaises dans tout le territoire de la République; il les déclara de bonne prise, même sous pavillon neutre, et il tâcha d'imposer les mêmes mesures à ses alliés de Hollande et d'Espagne. L'Allemagne, dès qu'elle serait pacifiée, devrait être fermée à son tour. Le ministre de Portugal fut arrêté et mis au Temple. Augereau reçut l'ordre de préparer à Perpignan une expédition contre ce royaume. Les Anglais, chassés de partout, n'auront plus pied sur le continent; tous les marchés seront interdits au commerce anglais, du Holstein à Gibraltar. En même temps, la flotte espagnole et la flotte hollandaise combinées contiendront les flottes anglaises; Bonaparte passera la Manche et marchera sur Londres; une insurrection nationale en Irlande, une révo-

[1] Archives nationales, Archives des Affaires étrangères : correspondances de Rastadt, Vienne, Berlin. — *Correspondance de Napoléon, et correspondance inédite.* — Je signalerai, à part, l'excellent ouvrage de H. HÜFFER, *Der Rastatter Congress.* — Écrits de Sybel, Ranke, Oncken, de Vivenot, Helfert, Fournier, Franchetti, Frédéric Masson, Legrand, Ludovic Sciout. — Documents publiés par G. Pallain, de Vivenot, Bailleu; — *Mémoires* de THIÉBAULT, LA HURE, LAREVELLIÈRE, BARRAS, THIBAUDEAU, MIOT, MARMONT, BOURRIENNE, etc.

lution démocratique en Angleterre, une diversion de Tippo-Saïb aux Indes compléteront ces mesures formidables[1]. L'Angleterre sera perdue. « De quelque éclat qu'elle paraisse environnée, écrivait Talleyrand, sa position est effrayante, et sa chute peut être instantanée et terrible. »

Telles sont les vues du Directoire dans les semaines qui suivirent la ratification du traité de Campo-Formio. Toutefois ce traité est encore lettre morte : il faut se faire livrer Mayence par les Autrichiens et leur livrer Venise, qui est le prix du marché. Or, le Directoire se flatte d'obtenir davantage : de compléter Campo-Formio en Allemagne par la cession totale de la rive gauche, et en Italie par la réunion de Venise à la Cisalpine.

L'opération était compliquée, et le traité même de Campo Formio l'embrouillait singulièrement. Ce traité stipulait, dan ses articles secrets, que la France renonçait à la partie nord d la rive gauche du Rhin, où se trouvaient les États prussiens La Prusse, par suite, n'aurait plus droit aux compensation qui lui avaient été promises éventuellement par le traité d Berlin du 5 août 1796[2]. L'Autriche tenait fort à cette claus qui satisfaisait sa jalousie; mais elle avait eu soin d'ajoute que si les Français étendaient leurs acquisitions à toute la riv gauche, elle aurait droit à des indemnités équivalentes. L Directoire se trouverait forcé, s'il acquérait toute la riv gauche, de payer la Prusse et de payer par surcroît l'Autrich Il ne pouvait donc compléter le traité de Campo-Formio qu'a prix de nouvelles complaisances pour la cour de Vienne. O prendrait-il les « satisfactions » de cette cour? A aucun pr en Italie, d'où il prétendait la chasser. Il les donnerait e Allemagne, trouvant habile de compromettre l'Autriche da la grande curée de l'Empire. Mais, en comblant l'Autricl d'évêchés et d'abbayes, s'il l'induisait en péché, il cessait d l'affaiblir. Il en conclut que le plus avantageux serait de pr fiter de la paix avec l'Empereur pour forcer l'Empire à céd

[1] Pour la guerre des Indes, voir DRIAULT, *la Question d'Orient*, p. 80 et su
[2] Voir ci-dessus p. 104.

toute la rive gauche du Rhin ; puis cette cession obtenue, de remanier le traité de Campo-Formio, de conserver Venise, d'expulser l'Autriche de l'Italie et de ne lui donner rien en Allemagne : elle devrait se contenter de l'Istrie et de la Dalmatie.

On y parviendrait peut-être par une diplomatie savante et subtile. La Prusse ignorait les articles secrets de Campo-Formio : le Directoire la menacerait de s'entendre avec l'Autriche à ses dépens ; la Prusse céderait aussitôt, et, par contrecoup, l'entente qui s'établirait entre la République et la Prusse amènerait l'Autriche à composition. Elle y serait forcée par la coalition des États secondaires. Le Directoire spéculait sur la jalousie et l'avidité de ces cours. Il s'assurerait leur docilité grâce à cette mesure à laquelle il tenait presque aussi passionnément qu'à l'acquisition de la limite du Rhin : la sécularisation, ou, pour parler plus crûment, l'expropriation des princes ecclésiastiques au profit des princes laïques. Cette opération permettra de dédommager les princes laïques dépossédés sur la rive gauche et de récompenser la bonne volonté des autres. Il s'ensuivra une refonte du corps germanique ; les politiques républicains y attachent, depuis 1792, la plus haute importance : la concentration des territoires entre les mains de plusieurs princes, clients et associés de la France, la disparition des principautés ecclésiastiques, clientes de l'Autriche.

Ce fut l'objet des instructions multiples, prolixes, délayées, identiques, quant au fond, la réunion totale de la rive gauche, mais diverses quant aux moyens, que Reubell fit dresser par Talleyrand et ses bureaux, pour les plénipotentiaires français à Rastadt[1]. On lit dans ces mémoires :

« Quoique le traité qui vient d'être conclu avec l'Empereur soit appelé définitif, il n'est encore qu'un préliminaire en cela qu'une partie des arrangements qui y sont stipulés est dépendante de la paix de l'Empire. Un congrès sera tenu à Rastadt; son objet direct est le

[1] *Précis historique de la négociation qui a été terminée au traité de Campo-Formio*, 23 décembre 1797. — *Considérations pour servir de base aux instructions des plénipotentiaires au Congrès de Bastadt*, 2 novembre 1797. — *Précis*

rétablissement de la paix entre la République française et l'Empire... Son objet majeur... est de réorganiser l'Empire et le corps germanique en conséquence des réductions qu'ils auront éprouvés l'un et l'autre... » — « L'intérêt de la République, celui de l'Allemagne considérée comme nation, celui de la vérité » exigent que l'on profite « d'une circonstance qui peut ne se retrouver jamais... pour couronner sans retour le salutaire ouvrage qui fut commencé à la paix de Munster, et qui, pendant un siècle et demi, est demeuré imparfait. » C'est « une opération absolument nécessaire. » — « Tous les efforts des plénipotentiaires devront se porter vers la sécularisation totale des puissances ecclésiastiques de l'une et de l'autre religion, depuis les électorats jusqu'aux chapitres. »

C'est l'opération que Bonaparte consomma en 1803. Les politiques de Paris y voyaient la consécration des traités de Westphalie et ne s'apercevaient pas qu'en abattant les clôtures, en groupant les peuples d'Allemagne, en défrichant et nivelant le labyrinthe des petits États, on affaiblirait, sans aucun doute, la puissance de l'Autriche, mais ce serait pour accroître d'autres États que l'avidité même qui les livrerait à la République rendrait, tôt ou tard, hostiles ou redoutables à la France, après qu'elle les aurait satisfaits et agrandis.

En premier lieu, la Prusse. Le Directoire a besoin, en Allemagne, d'un allié puissant qui puisse contenir l'Autriche, la prendre à revers, l'arrêter dans ses entreprises contre l'Italie. La Prusse aurait pu être cet allié, et le Directoire aurait alors « favorisé de tous ses moyens l'extension de cette puissance en Allemagne, soit en territoires, soit en influence ». Mais ses éternelles tergiversations ont compromis les succès de la République : elle ne mérite aucune récompense. Toutefois, si elle entre dans les vues de la République, la République est disposée à la payer; elle y voit son intérêt. Le Directoire tiendra la balance égale entre cette cour et l'Autriche, et par leur opposition, il gouvernera l'Allemagne, dont il deviendra l'arbitre. Il esquisse un plan de distribution

historique du Congrès de Rastadt, Instructions et correspondance des plénipotentiaires. Affaires étrangères. — Raymond KOECHLIN, *la Politique française au Congrès de Rastadt :* Annales de l'École des sciences politiques, 1887-1888.

des territoires : l'un de ses projets serait de donner le Mecklembourg à la Prusse, de placer « sur la Baltique une quatrième puissance maritime, et de faire que les pavillons de Prusse et d'Autriche puissent, à leur grande surprise, se rencontrer et se combattre un jour » . On établirait en Souabe une puissance intermédiaire entre la France et l'Autriche. Enfin, une réforme de la constitution de l'Empire serait la conséquence de cette « refonte du corps germanique » . Il n'y aurait plus de collège électoral; l'empire serait héréditaire, mais alternatif entre la Prusse et l'Autriche : l'un des souverains étant empereur et l'autre roi des Romains.

Pour faire prévaloir ces desseins, le Directoire ne voulait point de diplomates de profession. Il redoutait sinon leurs scrupules, au moins leur timidité, leur attachement aux vieilles procédures, leurs observations surtout. Barthélemy s'était montré toujours docile au Comité de l'an III, mais si sa prudence avait parfois été utile, ses conseils avaient souvent paru importuns, et d'autant plus qu'ils étaient plus sages. Reubell se le rappelait. En faisant désigner deux légistes, conventionnels, régicides, fructidoriens, autoritaires et aussi peu suspects l'un que l'autre de faiblesse pour la « faction des anciennes limites » , Treilhard et Bonnier, Reubell crut assurer au Directoire autant d'obéissance à ses ordres que d'arrogance envers les Allemands. Du reste, au moins au début, Bonaparte devait avoir la haute main sur les affaires. C'est à lui que s'en remettait le Directoire, car, pour négocier aussi bien que pour combattre, les Directeurs, en dernière analyse, revenaient toujours au blanc-seing et aux adulations. « Votre présence et votre génie hâteront la marche pesante des négociations germaniques, » lui écrivait La Revellière, le 26 octobre, en lui annonçant qu'il aurait la présidence de la légation. Et le 13 novembre, en lui transmettant les pleins pouvoirs, Talleyrand ajouta que, pour compléter, à Rastadt, « le traité glorieux » de Campo-Formio, « le Directoire ne comptait pas peu sur l'ascendant de son génie et sur les efforts de son zèle. »

II

Bonaparte n'avait pas besoin d'être stimulé. Sans être, comme le prétend La Revellière[1], humilié de son traité, il demeurait très ému des critiques qui y avaient été faites. Il s'était promis de montrer aux « avocats » de Paris, qu'en matière de conquêtes, ses actes dépasseraient bien vite, et de bien loin, leur rhétorique. Il a signé la paix, parce qu'il a cru la paix populaire et qu'il n'a voulu en laisser l'honneur et l'avantage à personne. La paix est jugée insuffisante, il ne laissera à personne la gloire de la compléter. Avant de quitter l'Italie, il multiplie, sous la forme de conseils aux Cisalpins et aux Liguriens, ses adresses indirectes aux Français, et publie ainsi son programme de gouvernement de la République, le programme qui réunira tous les Français autour de lui, si, comme il le croit, ils sont las des brouillons et impatients de « finir la Révolution ».

« Ralliez-vous; faites trêve à vos méfiances; oubliez les raisons que vous croiriez avoir pour vous désunir, et, tous d'accord, organisez et consolidez votre gouvernement... Ce n'est pas assez de ne rien faire contre la religion, il faut encore ne donner aucun sujet d'inquiétude aux consciences les plus timorées... » — « Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées. Faites-les exécuter avec force et énergie... Il en est des États comme d'un bâtiment qui navigue et comme d'une armée; il faut de la froideur, de la modération, de la sagesse et de la raison dans la conception des ordres, commandements et lois, et de l'énergie et de la vigueur dans leur exécution. »

Tout pour la suprématie, la prospérité, la magnificence de la République française, rien que pour elle. Il dit aux Italiens : « *La grande nation* vous protégera; » il répète aux Vénitiens, à ses officiers, à ses agents : « Jamais la République française

[1] *Mémoires*, t. II, p. 342.

n'a adopté pour principe de faire la guerre pour les autres peuples. Je voudrais connaître quel serait le principe de philosophie ou de morale qui ordonnerait de sacrifier 40,000 Français contre le vœu bien prononcé de la nation et l'intérêt bien entendu de la République[1]. »

Le coup de prestige qui le fera le maître, le frappera-t-il à Rastadt en achevant la paix? le frappera-t-il à Londres? Il se met en route pour Rastadt; il choisit son état-major pour l'armée d'Angleterre, il y appelle Desaix, de préférence à tout autre; il réunit des cartes, il dresse des plans; il hâte l'évacuation du matériel maritime de Venise; il s'occupe déjà des détails : il fait fondre des canons du calibre anglais afin de se servir, une fois dans l'île, des boulets britanniques. Mais, déjà aussi, son imagination l'emporte vers l'entreprise où il se jettera, si Rastadt ne lui donne pas ce qu'il en attend, si le projet de descente en Angleterre échoue, si le Directoire ne se plie pas à ses volontés, si la France ne semble pas mûre pour un coup d'État dictatorial : l'Orient, la Méditerranée. Les Directeurs l'y ont incité naguère; il s'y arrête avec complaisance; et, comme il ne saura jamais rêver à vide, il dispose les étapes, il s'assure d'Ancône, il prend ses mesures pour brider Naples et noue des intelligences à Malte : il y envoie Poussielgue, en apparence pour inspecter les Échelles du Levant, « à la vérité pour mettre la dernière main au projet que nous avons sur cette île. »

Il traverse la Suisse. L'histoire de cette république lui était familière[2]. La Suisse est pour lui désormais d'un intérêt capital. Elle tient les routes et les portes de l'Italie; il faut qu'elle soit à la discrétion des maîtres de l'Italie. Ç'a été long-

[1] Lettres aux Cisalpins et aux Liguriens, 11 novembre 1797 ; lettre à Villetard, 26 octobre. — Comparer les discours de Danton, en avril 1793 : « Vaincre les ennemis, rétablir l'ordre dans l'intérieur, faire une bonne Constitution... « «Nous touchons au moment où il faudra dégager la liberté, pour la conserver, de tous ces enthousiasmes... Le décret (novembre 92) nous engage à secourir quelques patriotes qui voudraient faire une révolution en Chine. Il faut, avant tout, songer à la conservation de notre corps politique et fonder la grandeur française. Donnons l'exemple de la raison... » Cf. t. III, p. 384 et suiv.

[2] Frédéric MASSON, *Bonaparte inconnu*, t. II, p. 226.

temps l'objet de la maison d'Autriche; ce sera celui de la République française. De plus, il y a des cantons riches. Bonaparte se renseigne sur le trésor de Berne. Il voit les hommes; il les fait parler; il les prépare à ses vues; il flatte leurs jalousies ; il attise leurs conflits ; il joue avec ces démocrates aveugles le même jeu qu'avec ceux de Venise, car son but est de *vénétianiser* la Suisse, sous le prétexte d'en extirper l'aristocratie et d'y établir l'égalité. Partout où il s'arrête on se presse sur son passage. Il refuse tous les honneurs, sauf de la part de Genève et de Bâle, parce que ce sont des pays démocratiques. Il ne cache pas son hostilité envers les aristocrates de Berne, qu'il s'agit d'expulser du pouvoir; il parle, à qui veut l'entendre, de la nécessité de délivrer les Vaudois du joug de ces aristocrates : ce sera le levier de la Révolution, la déchirure par où l'on entrera dans la République, et une fois entré, on s'y rendra le maître.

Il voyageait en prince conquérant, dans une berline à huit chevaux, avec des officiers et une escorte. Il fit ainsi, le 25 novembre, au soir, son entrée à Rastadt, où l'on avait préparé pour lui les appartements jadis occupés par le maréchal de Villars. Il trouva Treilhard et Bonnier fort agités de leur installation, de leur table, de leurs préséances. Il les jugea rogues, brouillons, estima qu'ils se querelleraient entre eux et tracasseraient inutilement avec les Allemands. Il n'avait rien à attendre de tels collègues, ni pour ses projets, ni pour les affaires de l'État. Quant aux Allemands, ils se rassemblaient lentement, se piquant de n'arriver que les uns après les autres, et chacun mettant sa gloriole de cour à faire attendre les autres.

L'Empereur avait convoqué pour le 1er novembre la députation de l'Empire, désignée, en 1795, pour négocier la paix. Elle se composait de cinq catholiques : Mayence, Saxe, Autriche, Bavière, Wurzbourg, et de cinq protestants : Hanovre, Hesse-Darmstadt, Bade, Augsbourg et Francfort. Mayence présidait. La députation ne devait négocier que par notes; elle ne délibérait que sur des mémoires, ne votait que

par écrit. Elle ne pouvait communiquer avec la légation française que par l'intermédiaire du commissaire impérial. Tout était disposé, de la sorte, pour multiplier les obstacles et raffiner sur les lenteurs. C'est que la cour de Vienne ne savait pas encore si elle céderait ou si elle recommencerait la lutte. Elle ne céderait que si elle y trouvait son avantage, et, dans ce cas même, elle entendait rejeter sur la députation, ou sur la Prusse, de préférence, l'odieux du démembrement de l'Empire. En attendant, comme l'abandon qu'elle avait consenti à Campo-Formio était éventuel et secret, elle ne laissa point d'inviter solennellement les princes et villes libres à se grouper autour de l'Empereur « pour le bien de la patrie allemande », et pour la conclusion d'une paix honorable *« sur la base de l'intégrité de l'Empire et de sa constitution. »*

Pour l'Autriche comme pour le Directoire, Campo-Formio n'était qu'une trêve. L'Autriche entendait reprendre en sous-œuvre et remanier ce traité, mais elle l'entendait tout au contraire du Directoire. Elle ne se sentait pas vaincue; elle demandait au congrès de lui donner le temps de nouer des alliances en Europe et de lui fournir des prétextes de rupture. Elle comptait que l'Empire l'aiderait à refuser la rive gauche du Rhin aux Français. Elle aurait ainsi l'honneur de sauver l'intégrité de l'Allemagne. Puis, une nouvelle guerre s'ensuivant, elle en tirerait les moyens, sinon de reprendre la Belgique, au moins de recouvrer la Lombardie, de la réunir à Venise, d'y joindre les Légations et de dominer, par le prestige de ses armes, Rome et toute l'Italie délivrées des Français. Toutefois, si l'Europe ne se coalisait point, si l'Allemagne se laissait gagner, l'Autriche gardait son recours contre la France, et elle prétendait se faire payer plus cher pour compléter le traité de Campo-Formio qu'elle ne s'était fait payer pour le signer. Si la France voulait la rive gauche entière, elle devrait abandonner les Légations.

Le jeu des diplomates autrichiens serait donc de se poser en défenseurs de l'Empire, tout en traitant sous main du démembrement de l'Empire, d'animer les Allemands contre

la France et de négocier directement et secrètement avec la France la paix de l'Allemagne. Pour échapper plus longtemps aux questions indiscrètes, et aussi pour reculer autant que possible l'exécution du traité, à Mayence, les impériaux avaient résolu d'arriver les derniers à Rastadt.

Depuis le 17 novembre, on y voyait affluer les diplomates allemands, non seulement ceux qui faisaient partie de la députation, mais ceux qui représentaient les autres États auprès du congrès. Leur objet était de surveiller la députation, de la soutenir au besoin, plus souvent de l'embarrasser, d'observer, de calculer, surtout de chercher par des manœuvres secrètes, avec les Français et avec les Autrichiens, les occasions de prendre le plus en donnant le moins possible, et sinon de sauver l'honneur, au moins de le mettre aux enchères et d'en élever le prix. Ces Allemands, sournois et avides, n'avaient d'yeux que pour Bonaparte. Il leur apparaissait comme le seul meneur des affaires, le distributeur des hommes et des terres. Ils apportaient à le voir, à l'approcher, à l'entendre, la curiosité puérile et intéressée des cours. Frédéric ne les éblouissait pas davantage. Il les fascinait moins ; il leur paraissait moins grand, moins singulier, étant un d'entre eux ; puis ils le détestaient tout crûment, car ce roi de Prusse qui menaçait de les dépouiller, ne parlait jamais de partager avec eux ; enfin il les persiflait. Bonaparte, au contraire, arrivait, disait-on, les mains pleines, et il prenait partout les gens au sérieux.

Il se montra dans l'appareil d'un souverain guerrier, ne sortant qu'entouré d'un état-major chamarré et brodé. Il recevait les diplomates avec la supériorité du vainqueur. Vêtu richement, contre son habitude, mais portant l'uniforme avec négligence ; exigeant sur l'étiquette et ne cachant pas le mépris qu'il en faisait. Le dos à la cheminée, il causait avec abandon, au milieu du cercle qui se formait autour de lui, et tout, comme dans les cours, se taisait pour l'écouter. Il ménageait, il caressait, il effrayait aussi. Fersen, le ci-devant Fersen de Trianon, le doux et vaillant Suédois, le « chevalier

au Cygne » de Marie-Antoinette, survivant à son propre roman, disgracié de l'héroïsme et naufragé dans la diplomatie, était venu représenter la Suède. Il essuya une effroyable algarade. Les ministres des princes ecclésiastiques ne furent guère mieux traités. Il fallait les préparer à la mort civile qui les menaçait. Pour justifier leur ruine, Bonaparte déclara que leur existence était sans raison d'être. Le baron de Stadion s'était présenté en costume de chanoine de Wurzbourg, Bonaparte l'apostropha : « Les évêques allemands sont à la fois des ecclésiastiques et des guerriers? Comment ces titres peuvent-ils s'accommoder? Comment les fondent-ils sur l'Évangile? Ils parlent du royaume du ciel, mais leurs richesses leur en ferment les portes. Ignorent-ils que l'Évangile dit que les riches n'entreront pas au royaume de Dieu? » Il disputait sur la *bulle d'or* et la constitution de l'Empire, utilisant, avec sa mémoire impeccable et une dextérité merveilleuse d'artiste politique, les notes qu'il avait prises dans ses lectures décousues de garnison. Il dit au professeur Martens, de Gœttingue, conseiller de la légation de Hanovre : « Je crois bien que les savants ne tarderont pas à modifier la carte. Les petits souverains qui s'attachent tantôt à l'Autriche, tantôt à la Prusse, devraient sentir que la France est leur protecteur naturel. » Ce sont les vues et propos qu'il reprit en 1803 et en 1806, lors de la grande refonte de l'Empire et lors de la Confédération du Rhin.

Enfin, le 28, « ces ganaches de plénipotentiaires de l'Empereur, » Lehrbach et Cobenzl, arrivèrent. Le commissaire impérial, Metternich, manquait encore; mais Bonaparte n'avait pas besoin de lui pour régler le premier chapitre, préliminaire essentiel de la négociation. Le 1er décembre, il convint avec les Autrichiens, qu'avant le 8, l'Empereur notifierait à ses co-États son intention de rappeler ses troupes du territoire de l'Empire; que, le 10, les Français investiraient Mayence; que, le 25, cette place leur serait remise par les Autrichiens, et qu'elle serait occupée le 30, par les troupes républicaines. Venise serait évacuée par les Français, en

même temps que Mayence le serait par les Autrichiens; mais elle ne serait remise à l'Empereur que quand la République serait entrée en possession des territoires de la rive gauche du Rhin spécifiés par le traité. C'était une grosse affaire pour l'Autriche, et elle aurait bien voulu en retarder, en atténuer le scandale. Mayence livrée à la France, l'Empire évacué par l'Empereur, comment nier, ce que tout le monde soupçonnait, qu'un pacte secret de partage accompagnait les articles patents de Campo-Formio? Aussi Cobenzl essaya-t-il d'arracher à Bonaparte quelque promesse pour l'Italie. Mais Bonaparte ne voulut rien entendre, et, rompant brusquement, il annonça que le Directoire le rappelait à Paris, d'où il reviendrait bientôt, pour reprendre les négociations.

Il n'en croyait rien, et personne ne se fit illusion sur son départ. La Revellière lui avait écrit le 26 novembre : « Le Directoire est impatient de vous voir et de conférer avec vous sur les intérêts majeurs et multipliés de la patrie... Il désire vous témoigner publiquement son extrême satisfaction, et être envers vous le premier interprète de la reconnaissance nationale. » La vérité est que le Directoire ne voulait pas lui procurer la gloire de donner à la République toute la rive gauche du Rhin; il jugeait adroit de laisser à Bonaparte son traité incomplet, et de se réserver la popularité de la paix définitive. Les Directeurs, d'autre part, ne savaient ni n'osaient rien faire sans lui. Ils le trouvaient à la fois embarrassant et indispensable, et ils le voulaient toujours ailleurs que là où il était.

Son séjour à Rastadt, si court qu'il ait été, lui laissa une impression qui ne s'effaça plus. C'est sur ce premier coup d'œil qu il jugea l'Allemagne et les Allemands et régla jusqu'à la fin sa conduite envers eux. Il vit à Rastadt l'Allemagne officielle; il n'en connut, il n'en comprit jamais d'autre, les diplomates, les princes. Ce qu'il apprit d'eux confirma ce qu'il savait de l'histoire du Saint-Empire : histoire de défections, de rivalités, de démembrements. Un pays qui offrait à la guerre des cantonnements à l'infini, à la négociation des

moyens inépuisables d'échanges, trocs et indemnités; un peuple de contribuables et de mercenaires; des bourgeois et des paysans à pressurer, des soldats à enrôler, des évêchés et des abbayes à confisquer, des ministres vénaux, des princes avares, tous dociles au lucre et soumis à la force. Au delà rien, ou du moins rien qui compte en politique : des savants, des philosophes, des artistes, des poètes, des rêveurs. On leur laisse « l'enthousiasme », comme la musique aux Italiens.

Les ministres allemands ne s'occupaient du peuple que pour en trafiquer. Ces diplomates, cupides et fourbes sous leur masque de bonhomie épaisse, n'allèguent le droit, l'intégrité de l'Empire, la constitution, que l'échine courbée et la main ouverte; ils ne protestent de leur honnêteté que pour augmenter le prix de leur trahison; ils n'invoquent les principes que pour allonger la procédure et augmenter les frais. Le grand recès de 1803 décela publiquement ce que l'on démêle dès 1797. Rastadt fut comme le lever de rideau du grand gala que l'Allemagne donna, en 1808, à Erfurt. Bonaparte fut, selon le mot profond d'un publiciste contemporain, l'exécuteur testamentaire du vieil Empire, de ses avidités, de ses dissensions, de sa servilité[1].

Le Directoire fit à Bonaparte, le 10 décembre, une réception pompeuse. Un autel de la patrie avait été dressé dans la cour du Luxembourg. Talleyrand officia. Il conduisit Bonaparte au pied de l'autel, et, après que le Conservatoire eut exécuté l'*Hymne à la Liberté*, que les assistants, debout, répétèrent en chœur, les harangues commencèrent. Bonaparte opposa à la rhétorique ampoulée des discours officiels la sobriété de l'homme d'État. « Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que

[1] *Gœrres*, cité par HÜFFER, I, p. 58. — Comparez une brochure du même temps : *la Passion*. « Et voici, Bonaparte accomplit ces choses : les Grands Prêtres, les Scribes et les Pharisiens se rassemblèrent dans une ville alors nommée Rastadt et ils tinrent conseil, et ils y délibérèrent comme ils s'empareraient par ruse du Saint-Empire et le mettraient à mort... » — « Je distribuai des présents, car j'avais apporté beaucoup d'argent d'Italie. » Bonaparte à Sainte-Hélène. *Journal de Gourgaud*, t. I, p. 478.

parce que la nature en a posé elle-même les limites... La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la République. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Ces lois organiques, personne ne douta qu'il n'en eût arrêté le principe dans sa pensée. Il se présentait comme le « héros de la liberté », le pacificateur de la République, « assez fort, dit Thibaudeau, pour arrêter la Révolution et assez généreux pour en consolider les bienfaits[1]. »

III

Les négociations s'amorçaient à Rastadt. Les diplomates allemands étaient gens à s'entendre avec les légistes qui représentaient le Directoire. Ils se gouvernaient selon les mêmes règles. Ils ne disputèrent que sur les qualités et les quotités. Ils en disputèrent âprement. Treilhard raide, argumentateur, impérieux, rusé et arrogant en affaires, colère parfois, surtout après boire; mais, en général poli, « causant bien, avec un joli accent gascon, et donnant tous les titres, » rapporte un Allemand; fréquentant le théâtre, tenant bonne table, largement servie et longuement. Bonnier, ci-devant président à la cour des aides de Montpellier, provincial, obscur, méfiant, tracassier, bourru, souffrant de névralgies, agité d'inquiétudes, calfeutré dans sa chambre, faisant poser partout des verrous, évitant le monde, « de la quintescence du rustre, » écrit le jeune Metternich; mais, une fois rassuré et dans le tête-à-tête, bonhomme, quoique chagrin. C'est Treilhard qui parle, agit, écrit, mène les affaires. Parti de Paris avec les préjugés du Directoire, il a vite mesuré les gens, et il se rend à la réalité des choses. Il comprend quelle

[1] *Mémorial de N rvins*, t. II, p. 117. — THIBAUDEAU, chap. XXXII.

sottise ferait la République en comblant les princes d'Allemagne de terres et de sujets, sous le prétexte de porter dans l'Empire les lumières de la raison. « Si nous pouvons avoir la rive gauche, écrit-il au Directoire, nous aurons fait pour la République tout ce que désirent les hommes les plus exigeants, et lorsqu'on aura sécularisé ce qui est nécessaire pour les indemnités, je m'embarrasserai fort peu qu'il reste des princes ecclésiastiques dans l'Empire. »

Bonaparte, à peine arrivé à Paris, tient le même langage. Le Directoire demeure entêté de sa réforme germanique et de la diffusion de ses lumières en Allemagne, mais il se rend à la nécesssité : il renonce à la sécularisation totale, à l'empire alternatif, et il prescrit à ses envoyés de réclamer, dès l'abord et directement, la cession totale de la rive gauche.

Il est temps de mettre les fers au feu. Metternich, le commissaire impérial, est arrivé le 2 décembre, accompagné de son fils, Clément, le futur partenaire de Napoléon; il paraît aux Français fier, froid, impertinent. Au contraire Albini, délégué de Mayence, qui préside la députation de l'Empire, leur offre un exemplaire accompli de « bon Allemand », phraseur, procédurier, onctueux, doux et finaud, dolent, mais subtil, brouillon dans les affaires des autres, conséquent dans celles de son prince, toujours ballotté entre les extrêmes, tant qu'il cherche les principes, mais retrouvant son assiette dès qu'il s'agit de gagner ou simplement de moins perdre.

On commença, comme toujours, par disputer sur le caractère, la forme, l'étendue des pouvoirs. Le fait est que si les Allemands en avaient produit qui les autorisaient à céder la rive gauche, la négociation eût été singulièrement simplifiée. C'est justement ce que Treilhard exige, en termes catégoriques. Albini balbutie : « Dans la suite..., on en demandera. — Vous n'en avez donc pas; nous ne pouvons donc pas traiter, puisqu'il faudra, de votre aveu, de nouveaux pouvoirs. Commencez donc par les demander. » Les Français se renferment dans la déclaration du Directoire : la République ne fera la

paix qu'avec la limite du Rhin. Les Allemands se retranchen dans la déclaration de l'Empereur; la paix se traitera sur l principe de l'intégrité de l'Empire. Metternich intervient e enchevêtre tout pour tout retarder. Il entame la négociation par des puérilités; il la prolonge par des chicanes. Mais il n peut durer longtemps à ce jeu. Le Directoire l'avait prévu, e Bonaparte a pris ses précautions.

Le 7 décembre, Lehrbach, l'un des envoyés de l'Empereur annonce à Albini que les troupes autrichiennes vont évacue Mayence. La nouvelle se répand aussitôt. L'Empire est livr par l'Empereur! Qui pourra désormais parler de l'intégrité d l'Allemagne? Tout le monde s'indigne de la trahison de l'Au triche; tout le monde l'accuse d'avoir fait un marché; chacun, en se plaignant d'être pris à l'improviste, se met e mesure de faire comme l'Empereur et de réparer le temp perdu. On en a fini de disputer sur les mots. Abandonné pa la Prusse, qui s'est assuré son lot à Bâle, tout le monde le sai et par l'Autriche, qui s'est assuré le sien à Campo-Formi personne n'en doute plus, l'Empire n'a plus qu'à se dévor soi-même, à faire le lot de la République et à se partager reste.

C'est alors seulement qu'arrivèrent les envoyés prussien Ils ont, depuis le 16 novembre, un nouveau roi, Frédéri Guillaume III; mais ils n'ont point changé de politique neutralité lucrative est toujours leur maxime. Ils ne s'allierc pas à la République pour l'aider à dépouiller l'Empire; m si l'Empire est disposé à se dépouiller, ils s'y prêteront demanderont, en retour, à la République une part d'asso avec le traité de la monarchie la plus favorisée. Le minis prussien Gœrtz, Saxon d'origine, ayant passé par la cour Weimar, cultivé, poli, formaliste, touchant la soixantai poudré à blanc, diplomate dans l'âme et diplomate de bon façons, rencontre Treilhard, le 17 décembre. Il fait l'e pressé, fort curieux d'ailleurs, comme tous ses collègu d'arracher quelques lambeaux des secrets de Campo-Form On cause; naturellement, le propos tourne aux arrondis

nents, et, par nécessité logique, aux démembrements. — On
parle beaucoup de la Bavière, insinue Gœrtz ; est-ce donc elle
qui sera dépouillée ? Les Prussiens le déploreraient, en fait,
en droit, pour l'honneur, pour la paix de l'Empire. — « Mais
enfin, dit Treilhard, si cela était fait, ce que je n'avoue pas,
il faudrait cependant bien en prendre son parti. » C'est ce
parti que prend le Prussien, après un instant de réflexion,
dernier et silencieux hommage à la constitution de l'Empire :
« Si cela était fait, dit-il, il n'y aurait pas de remède, et cer-
tainement la Prusse ne ferait pas la guerre pour l'empêcher.
Il faudrait alors tâcher de l'augmenter en puissance, en pro-
portion de l'augmentation accordée à l'Autriche. »

Les membres de la députation avaient reçu leurs pleins
pouvoirs et les avaient échangés, le 15 décembre, avec ceux
des Français. Il fallait prévoir que l'Autriche continuerait de
travailler en sous-œuvre, d'encourager les illusions, d'animer
la députation à la résistance, de soulever des incidents jus-
qu'à ce que ses intérêts particuliers fussent réglés. C'est pour-
quoi les Français eurent, le 18 janvier 1798, avec Cobenzl,
une entrevue qui fait pendant à celle qu'ils avaient eue, en
décembre, avec Gœrtz. Cobenzl avait des instructions de
Thugut, datées du 6 janvier. Elles étaient de s'en tenir à
Campo-Formio, mais si les Français exigeaient la rive gauche
entière, de réclamer un supplément d'indemnité, en compen-
sation des avantages qui seraient faits à la Prusse pour ses ter-
ritoires. Les Français ayant, en effet, réclamé toute la rive
gauche : — « Cette demande, dit Cobenzl, est contraire au
traité de Campo-Formio. — Je ne le pense pas, répliqua Treil-
hard. — Mais, reprit l'Autrichien, nous sommes convenus des
limites. — Oui, mais cette convention n'est nullement exclu-
sive de la faculté d'en faire une autre avec l'Empire. — Il
faut donc, riposta aussitôt Cobenzl, qu'aux termes de l'ar-
ticle 7, l'Empereur obtienne un équivalent[1]. » Treilhard
répondit qu'il en référerait au Directoire, puis Cobenzl reprit :

[1] « Art. 7. — Il est convenu... que si, lors de la pacification prochaine de
l'Empire germanique, la République française fait une acquisition en Allemagne,

« Vous vous êtes engagés à rendre au roi de Prusse ses posse sions. — Oui, s'il les exige, mais nous ne le forcerons pas à le reprendre. — Au moins, il n'aura pas d'indemité, vous l'ave garanti. » Treilhard esquiva la question, qui était embarras sante : le traité de Campo-Formio portait que la Républiqu restituant au roi de Prusse ses possessions de la rive gauch ne lui donnerait aucune indemnité; il ne disait rien du ca où la France ne restituerait point, et le traité de Berli stipulait, en ce cas, pour la Prusse une indemnité consid rable.

« Mais alors, demanda Cobenzl, que donneriez-vous à Prusse? — Je n'ai aucune donnée sur ce point, mais il n paraîtrait bien prudent de se concerter avec vous et elle ; nous pouvions être d'accord entre nous trois, la paix sera bientôt faite. » Cobenzl, à son tour, se réserva d'en écrire Vienne. Si l'on devait s'entendre, ce ne pouvait être que grâ à de nouveaux dédommagements. Il toucha quelques mots ceux de l'Autriche. Il regrettait toujours que Bonaparte l eût refusés en Italie. « Mais, dit Treilhard, alors la Rép blique cisalpine serait détruite; elle est affiliée à la France, l'une ne peut subsister sans l'autre. — La République cis pine, réplique Cobenzl, aurait toujours subsisté ; il ne s'ag sait que de la borner à peu près à ce qui était spécifié po elle dans les préliminaires de Leoben, et d'ajouter à la fro tière que ces mêmes préliminaires nous assignaient, Venise les trois Légations. — Ce serait peut-être encore une chos examiner, » opina Treilhard pour encourager Cobenzl a confidences. Ils en vinrent à parler de Rome, où le pouvoir pape semblait plus que précaire. Cobenzl s'étendit sur l'inté que toutes les cours catholiques avaient à la conservation gouvernement pontifical ; il estimait, toutefois, qu'en déchargeant des Légations, on lui faciliterait les moyens conserver le reste. Ils « causaillèrent » ainsi, et Treilh demeura convaincu que si l'on « n'enlevait » pas le vote

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obteni équivalent, et réciproquement... »

la députation, l'Autriche serait exigeante et qu'il faudrait payer chèrement son concours.

Le Directoire était décidé à tout lui refuser en Italie. Il se disposait à envoyer à Vienne un ambassadeur. Il désigna pour cette mission, où l'on devait négocier à coups d'*ultimatums*, un général qui passait alors pour très bon républicain, et rehaussait de sa belle mine gasconne des discours péremptoires, à la jacobine, Bernadotte. Il déclarerait que si l'Autriche ne voulait pas s'exposer à une reprise des hostilités, elle devait s'abstenir de contrarier la politique française en Italie. Elle pourra, en revanche, tourner ses ambitions d'un autre côté. La République ne laisserait pas se consommer, sans réclamer sa part, un démembrement de l'empire ottoman; elle chercherait cette part sur les rives de la Méditerranée; le cas échéant, l'Autriche pourrait chercher la sienne vers la Bosnie, vers la Serbie... Quant à l'Allemagne, il faut que l'Autriche s'y montre complaisante; c'est là seulement qu'elle peut obtenir ce qu'elle appelle ses dédommagements[1].

Mais, ni l'Autriche ni la Prusse ne voulaient céder avant d'être sûres qu'on les payerait. Le Directoire prétendait obtenir le consentement avant de régler le prix. La Prusse soupçonnait l'Autriche de faire secrètement son marché; l'Autriche nourrissait le même soupçon à l'égard de la Prusse. Le temps se perdait en notes dilatoires. Les Français avaient, le 17 janvier, réclamé toute la rive gauche, et, le 20, demandé à la députation de délibérer immédiatement sur les moyens d'indemniser les États possessionnés sur cette rive. Le 27, la députation, soufflée par Metternich, répondit par un refus absolu : l'Empire n'avait pas été agresseur dans la guerre; le démembrer était en ruiner la constitution. La députation réclama l'évacuation de la rive droite par les Français, la fin des contributions, réquisitions et confiscations sur la rive gauche, ajoutant que, d'ailleurs, la députation ne remettrait

1. Instruction de Bernadotte, 17 janvier 1798. — Frédéric MASSON, *les Diplomates de la Révolution*, Bernadotte à Vienne.

pas sur le tapis « les droits de l'Empire dans l'Alsace, la Lorraine, le cercle de Bourgogne, qui, à la vérité, auraient d[û] être restitués en vertu du traité de Ryswick ». Les França[is] virent, en cette boutade tudesque, moins une impertinen[ce] qu'une invite à marchander; et ils poussèrent leur point[.] Mais la députation les arrêta par une remarquable chica[ne] sur les origines de la guerre, en 1792, et la fameuse déclaration que la France n'entreprendrait point de guerres dans [le] dessein de faire des conquêtes. Treilhard et Bonnier mainti[n]rent que l'Empereur avait été l'agresseur; que, par suite, [la] déclaration ne signifiait plus rien; que, dans aucun cas, el[le] n'excluait « les indemnités légitimes »; qu'enfin la Républiqu[e,] en réclamant le Rhin, ne le faisait point par le désir d'[un] agrandissement; elle n'avait qu'un objet, aussi intéressa[nt] pour l'Empire que pour elle : « pourvoir, par des limites inv[a]riables, à leur tranquillité future. »

Las de piétiner ainsi sur place; obligés, par leurs instru[c]tions, de laisser la Prusse et l'Autriche en suspens; renonça[nt] à obtenir le concours exclusif de l'une contre l'autre, [et] voyant que chacune des deux attendrait pour se prononcer [de] savoir ce qu'on donnerait à l'autre, afin d'en obtenir l'équ[i]valent avec quelque *superplus*, Treilhard et Bonnier conce[n]trèrent tous leurs efforts sur la députation. Ils déclarère[nt] formellement aux représentants des États possessionnés sur [la] rive gauche que la République ne céderait jamais; que c[es] États avaient à choisir entre la confiscation pure et simple [et] l'expropriation avec indemnité, insinuant que, d'ailleurs, [les] princes allemands étaient les dupes de l'Autriche, cette co[ur] ayant fait son lot, très vraisemblablement.

Les « bons Allemands » n'hésitèrent plus. Ils s'indignaie[nt] moins, au demeurant, à la pensée de voir la France prend[re] le Rhin et le payer, qu'à celle de voir l'Autriche s'emparer [de] la Bavière et en chasser l'Électeur. Pour colorer leur retraite, [ils] en appelèrent aux princes et États, leurs mandataires. C'ét[ait] déclarer le marché ouvert, car les princes et États n'avaie[nt] pour l'Empire qu'un culte de théâtre; ils ne le respectai[ent]

u'à l'état d'abstraction; ils ne le défendaient que dans les rotocoles. Chacun, en sa cour et dans sa chancellerie, ne ensait qu'à en usurper une plus grosse part et à diminuer elle du voisin. Leurs envoyés, émissaires, courtiers, encombraient Rastadt et n'attendaient qu'un signe pour entrer en ffaires.

On les écoute, on les allèche, on mesure avec eux les lieues arrées, on compte les habitants, on suppute, on désigne les bbayes, les chapitres à séculariser. Les Autrichiens s'entêent à réclamer, au préalable, les Légations, la ligne de Oglio, les îles du Levant; au besoin, ils consentiraient à éduire le pape à la banlieue de Rome. Les Français s'obstinent à exiger, d'abord, la cession de la rive gauche. Entre eux t les Autrichiens, rien ne s'arrangera. Mais les Prussiens qui nt vainement tenté de faire cause commune avec la cour de 'ienne et qui n'ont pu obtenir la confidence des articles ecrets de Campo-Formio, sont pris de la peur, assez fondée, le sortir du congrès les mains nettes, mais vides. Ils se décilent à reprendre, le 11 février, le propos avec les Français. 'reilhard leur fait comprendre que, s'ils veulent être traités n amis, ils ont à faire leurs preuves. Le 14 février, leur parti emble pris. Ils avertissent la députation qu'ils sont prêts, s'il e faut, à « sacrifier la rive gauche au bien-être général, pourvu que tout soit prévu pour le bonheur des habitants et que le oi reçoive une indemnité suffisante ». La députation se amente. Bade conseille de céder, Saxe propose une transacion, et, le 19 février, la députation offre la moitié de la rive gauche. Les Français refusent, mais pressent le Directoire de prendre son parti sur l'indemnité de l'Autriche; sans quoi, crivent-ils, elle paralysera toujours la députation.

Le Directoire cependant achevait ostensiblement l'installaion du régime républicain sur la rive gauche. Le 19 février, agent français fit aux habitants de Mayence une proclamation qui s'adressait à tout le pays et mettait fin à tous les rêves d'indépendance et de république cisrhénane. — Plus de clergé, lus de nobles ! Réunis en un seul pays, repoussez les signes

honteux de la division. Vous n'êtes plus Mayençais, Palatins, sujets des Deux-Ponts; vous êtes Francs, membres de la grande nation qui a affranchi les Belges, les Bataves, les Italiens. Le Rhin forme la limite entre la liberté et la tyrannie.

Les Allemands n'ont qu'à lire, à entendre, à prendre acte du fait accompli. Pour lever les dernières résistances, le Directoire annonce le retour à Rastadt du suprême machiniste de sa politique, Bonaparte. Talleyrand le mande, le 7 mars, à Treilhard, et il ajoute le 9 : « Vous demandez si nous voulons l'équivalent de l'Autriche pour nous assurer son consentement. Non. Elle aura tout ce qui a été promis à Campo-Formio, mais il faut qu'elle prenne sa part dans les dépouilles du clergé allemand. » Quant aux Prussiens, qu'ils se montrent faciles sur l'article du Rhin : « Alors leur cause deviendra la nôtre ; non seulement la Prusse sera indemnisée de ce qu'elle aura cédé, mais elle obtiendra, par notre concours, l'équivalent avantageux de tout ce que l'Autriche pourra acquérir au midi de l'Allemagne. » Le 13, le Directoire enjoignit à ses plénipotentiaires de poser un *ultimatum* et de se retirer si la rive gauche du Rhin n'était pas cédée sur-le-champ, sans conditions et sans réserves.

L'*ultimatum* était inutile. La députation avait capitulé. Vainement avait-elle essayé de disputer sur le mot de frontière naturelle, et insinué que si l'on en voulait une, absolument la Moselle en pouvait tenir lieu. L'Autrichien Lehrbach, sortant, le 26 février, de la séance, rencontra Treilhard qui s'en allait dîner chez Bonnier. « Sans toute la rive gauche, s'écria Treilhard, la guerre recommence demain. » Et il lui tourna le dos. Lehrbach l'alla retrouver chez son hôte, après le dîner. Dès que Treilhard l'aperçut, il l'entraîna dans une chambre voisine, frappa, comme un furieux, sur la table, et cria encore : « L'Empire veut la guerre, vous l'aurez ! » La conversation dura trois heures et ne conduisit à rien. « Si la France renonce au Rhin, disait Treilhard à Cobenzl, comment prendrez-vous la Bavière? » Et aux Prussiens, auxquels il donna un dîner magnifique : « Ou vous n'employez pas de

crédit, ou vous n'en avez pas !... L'Empire a-t-il 400,000 hommes à opposer aux Français ? » Treilhard et Bonnier reprirent la conversation, le 5 et le 6 mars, avec les Autrichiens, sentant bien que même si la députation cédait, sans la ratification de l'Empereur, on n'aurait qu'une pièce de procédure. Mais Cobenzl se montra intraitable : il voulait la ligne du Mincio. Soit, dit Treilhard, « nous ferons un état de toutes vos acquisitions..., nous n'oublierons pas la Pologne, et nous compterons après. »

Cependant, le 3, la députation avait offert la ligne de la Moselle, avec un commentaire de réserves, en dix-huit articles : liberté du culte catholique, conservation des biens d'Église. Les Français refusent, par une note sèche et dure. La députation se désespère. Albini s'emporte jusqu'à « une pantomime assez héroïque » ; il parle de mettre en marche l'armée de l'Empire, d'appeler aux armes les milices rhénanes. Mais les Prussiens ne veulent point de guerre, ni Bade, ni Darmstadt, ni la ville libre de Francfort. Avec la guerre on risque de tout perdre; à suivre l'Autriche on risque de ne rien gagner. Les autres cours se rangent à cette opinion intéressée; mais il faut que les Français fassent un pas, prononcent quelque bonne parole, adoucissent le dernier sacrifice. Treilhard, soufflé par Gœrtz, va voir Albini et l'assure qu'il n'y aura pas de sécularisation totale, qu'on ne prendra des abbayes sur la rive droite que pour indemniser les laïques de la rive gauche, et que l'électeur de Mayence, privé, il est vrai de sa ville épiscopale, conservera ses terres de la rive droite, c'est-à-dire presque tous ses revenus. La grâce opère : Albini est converti, et son exemple emporte les dernières hésitations. Le 9 mars, la députation consent à la cession totale de la rive gauche, sauf les quelques réserves indiquées le 3 mars et sous la condition que les Français évacueront la rive droite. Les Français ne voient là que des « simagrées » insignifiantes. « Sacré Dieu ! dit Treilhard au Prussien qui lui apporte la nouvelle, qu'il faut donc de documents ! Nous tenons ces pays ! qu'ils viennent les reprendre s'ils en ont envie ! » La Répu-

blique n'en avait pas fini avec les « documents ». Il en manquait un, qui n'était pas une simple formalité : c'était le consentement de l'Empereur, et ce prince était plus que jamais résolu à ne le donner qu'au prix cent fois exigé par lui : toute la Terre ferme de Venise et les Légations. Or, ce prix, le Directoire était plus que jamais décidé à le refuser.

IV

Les Directeurs ne se pouvaient faire aucune illusion sur le caractère et la valeur des traités que les armées républicaines imposaient aux gouvernements vaincus par elles. On lit dans un mémoire sur les négociations de Campo-Formio, présenté par Talleyrand au Directoire :

« Dans la situation où se trouve une république qui s'est élevée nouvellement en Europe en dépit de toutes les monarchies et sur les débris de plusieurs d'entre elles et qui y domine par la terreur de ses principes et de ses armes, ne peut-on pas dire que le traité de Campo-Formio et que tous les autres traités que nous avons signés, ne sont que des capitulations militaires plus ou moins belles? La querelle, momentanément assoupie par l'étonnement et la consternation du vaincu, n'est point de nature à être définitivement terminée par les armes qui sont journalières, tandis que la haine subsiste. Les ennemis ne regardent, à cause de la trop grande hétérogénéité des deux parties contractantes, les traités qu'ils signent avec nous que comme des trêves semblables à celles que les musulmans se bornent à conclure avec les ennemis de leur foi sans jamais prendre des engagements pour une paix définitive... Ils continuent non seulement d'être nos ennemis secrets, mais demeurent dans un état de coalition contre nous, et nous sommes seuls en Europe avec cinq républiques que nous avons créées et qui sont pour ces puissances un nouvel objet d'inquiétudes. »

Il y avait donc d'autres garanties de la paix républicaine que la suprématie et d'autres moyens de suprématie que

la conquête et l'extension continues. La guerre seule assurait l'existence du Directoire, et la guerre ne se soutenait que par la guerre même. C'étaient les conditions de la politique de la France après Campo-Formio; elles demeurèrent les mêmes après Lunéville, Presbourg et Tilsit. Bonaparte ne les posa pas, il les remplit. Ses entreprises sont en germe dans celles du Directoire, et elles procèdent du dessein de grandeur que les conventionnels de l'an III avaient identifié avec l'existence même de la République.

La conquête des « limites », des Pays-Bas et de la rive gauche du Rhin, avec leurs bastions avancés, la Hollande, leurs contreforts et têtes de pont, sur la rive droite, l'Allemagne, refondue et sécularisée, devaient, dans l'esprit des Directeurs, avoir pour complément et pour conséquence la domination de l'Italie, avec son prolongement naturel, la domination de la Méditerranée. Mais la domination de l'Italie serait précaire tant que la Suisse et le Piémont en commanderaient les passages, que l'Autriche y aurait pied à Venise, y trouverait des alliés en Toscane, à Rome, à Naples, tant que Naples, enfin, pourrait ouvrir ses ports aux Anglais. Expéditions contre Rome et contre Naples, annexion du Piémont, assujettissement de la Suisse, c'étaient, pour les Directeurs, les conditions de l'extension de la France dans la Méditerranée et de l'anéantissement de la puissance anglaise.

Ces entreprises démesurées qui devaient, tôt ou tard, coaliser l'Europe contre la France, ils s'y engageaient en aveugles; ils les poursuivaient en brouillons, menant la guerre comme ils menaient le gouvernement intérieur; plus incapables encore de comprendre les peuples étrangers qu'ils ne l'étaient de comprendre la nation française; exploitant la conquête comme ils exploitaient la République, éreintant la Révolution au dehors et au dedans. Ils ne concevaient ni les moyens ni surtout les conséquences de leur politique : prétendant conduire du même pas et aux mêmes fins la guerre de révolution et la guerre de fiscalité, la guerre d'affranchissement et la guerre de suprématie : révolutionnant les peuples

et s'irritant que les peuples voulussent être indépendants, refusassent de payer le conquérant, d'entretenir ses armées, de subir son gouvernement; redoutant, détestant les militaires et ne pouvant agir que par la force des militaires; se figurant qu'ils pouvaient conserver aux armées républicaines, dans des opérations d'envahissement et de lucre, l'enthousiasme et le désintéressement qui avaient été l'honneur de la guerre de défense nationale; exigeant de ces conquérants des vertus civiques, alors que le gouvernement civil de la République donnait l'exemple du contraire; surpris que les agents de la conquête, les généraux, voulussent prélever les dépouilles opimes; confondus de les voir se disputer, par cabales, la gloire et le profit du commandement en chef, et de voir des commissaires civils, qui étaient chargés de rançonner les peuples conquis, prélever leur dîme sur les recettes de l'État.

Bonaparte, revenu à Paris, assistait à ce spectacle avec autant de mépris que d'impatience. Le dessein d'extension et de suprématie du Directoire demeura le grand dessein de son consulat et de son empire. Mais ce que les Directeurs entreprenaient partout à la fois et confusément, il projetait de l'accomplir, comme il accomplissait ses opérations de guerre, par étapes, par marches concertées d'ensemble, avec méthode et mesure, ordonnant, organisant au dehors la force de la Révolution comme il méditait de le faire dans l'État. « Je ne vois pas, avait-il écrit à Talleyrand le 9 octobre 1797, d'impossibilité à ce qu'on arrive en peu d'années à ces grands résultats que l'imagination échauffée et enthousiaste entrevoit et que l'homme extraordinairement froid, constant et raisonné, atteindra seul. » Il les atteignit. Cet enchaînement est un fait capital pour l'intelligence de l'histoire de ces temps. Les affaires extérieures et la guerre dominèrent la Révolution dès ses débuts; elles la dénaturèrent à partir de 1795.

Ce fut précisément pour réaliser ces vastes desseins d'extension et de suprématie que l'opinion porta Bonaparte au pouvoir et l'y soutint si longtemps, au prix de sacrifices immenses.

Que l'on y réfléchisse : il fallut que ces conceptions magnifiques eussent bien profondément pénétré dans les esprits, puisqu'elles y effacèrent la proposition première, si noble, si pure, si désintéressée, si humaine de 1789, et l'autre proposition, chimérique, mais enthousiaste, mais magnanime de 1792; puisque la France se laissa si aisément prendre et demeura fascinée, subjuguée jusqu'à la défaite, c'est-à-dire jusqu'au moment où le rêve parut dissipé à jamais. Et lorsqu'en 1830, la France crut reprendre le cours de sa révolution, ce fut, tout aussitôt, pour recommencer ce rêve illusoire de la Révolution européenne, sœur prodigue et reconnaissante de la Révolution française, et de la grande complaisance des peuples affranchis pour l'extension de la France dans les limites de la Gaule [1].

Bonaparte emporta de son passage à Paris, en 1797, une conception de la destinée de la République dans le monde et des conditions du gouvernement de la République en France, qu'il garda toute sa vie et qui dirigea tous ses actes : c'est que son autorité en France tenait à sa suprématie en Europe; que, s'il cédait une seule des positions prises par la République conquérante, c'est-à-dire le Directoire, il ne pourrait plus se tenir un jour; que l'Europe l'envahirait et le déborderait de toutes parts; que l'opinion, en France, l'abandonnerait et le condamnerait; qu'il ne pourrait demeurer le dictateur, « l'empereur » de cette république s'il consentait à une diminution quelconque de la puissance et du prestige de l'État. De là pour lui, comme pour le Directoire, la nécessité de coaliser le continent contre l'Angleterre et de pousser sans cesse plus loin ses postes avancés, nécessité qui ne s'accordait que trop avec son génie, tout romain, et avec les conditions de sa propre fortune.

Elle ne s'accordait que trop aussi avec cet emportement guerrier qui, par intermittences, soulève le peuple français, avec ce rêve de grandeur, toute romaine encore, qui couvait

[1] Voir Louis Blanc, Victor Hugo, Béranger. 1840 : le Rhin allemand, le retour des cendres!

dans les imaginations populaires. Exposant dans un mémoire apologétique les plans du Directoire, La Revellière, les résumait ainsi : « Unir la Hollande, la France, l'Helvétie, la Cisalpine, la Ligurie par cette continuité non interrompue de territoires..., pépinière d'excellents soldats et de positions formidables. » Que faisait-il, sinon tracer les lignes de l'empire? Ces vues, d'ailleurs, se retrouvent partout dans les souvenirs, dans les lettres des contemporains.

Les esprits étaient alors tout à la magnificence. Je lis dans une lettre du général César Faucher, écrite en février 1798, à son ami Tronson Du Coudray, exilé à Sinnamari : « Nous allons faire de nouvelles destinées à tout le continent. » Tout le continent va se coaliser contre l'Angleterre, se fermer aux marchandises anglaises. On y établira partout des républiques à l'image de la nôtre que l'on tiendra subordonnées, « afin que l'intérêt de la grande famille républicaine, ou ce qui est invinciblement la même chose, notre volonté, n'éprouve aucun obstacle dans l'univers. Ainsi le géant républicain, embrassant de l'Adriatique au Zuyderzée et de Gibraltar à Mayence, s'élèvera majestueusement, et, fort de l'unité de sa pensée, de l'ensemble et de l'harmonie de ses mouvements, il changera à son gré les destinées du monde [1]. » Mallet n'était que perspicace lorsqu'il écrivait, le 29 décembre 1797 : « Il n'y a pas un enfant dans toute l'étendue de la France, qui n'adjuge à la République, à la Révolution et à son régime la souveraineté du continent. »

L'invasion de l'Angleterre eût tout consommé, et d'un seul coup. Bonaparte la préparait, et très sérieusement. C'était, à tous égards, son intérêt. Après les acclamations du 10 décembre, le silence s'était fait autour de lui. Il affectait la réserve, la tenue semi-civile, et, dans les rares occasions de gala, l'habit de l'Institut, où il venait d'être nommé. On ne l'apercevait guère qu'au passage, dans un bal chez Talleyrand, ou par hasard, dans une visite. Les femmes très curieuses

[1] *Revue historique*, t. XLIII, article de M. Marais sur les frères Faucher.

et toutes plus ou moins en humeur de Cléopâtre au-devant de César, s'empressaient autour de lui, espérant l'enchanter, s'attendant, au moins, à se sentir éblouies. Elles l'effarouchaient, tout simplement, et s'éloignaient, déconcertées. Son prestige n'en grandissait que davantage. C'est qu'il avait le génie, la gloire, la raison, la magnanimité, la jeunesse, la fortune. Tout pâlissait devant lui. Ce conquérant législateur qui conversait sur les mathématiques avec Laplace et Lagrange « était sensible aux beautés d'Ossian. » Il faut se le représenter tel que David l'a saisi, en son immortelle esquisse : le buste un peu grêle et nerveux, serré dans sa redingote unie, boutonnée jusqu'au col; les joues creuses et pâles, le front large et qui s'étend entre les longs cheveux tombants, le nez d'aigle, les yeux ouverts sur l'infini et dévorant l'espace; quelque chose d'impérieux, d'avide et de mélancolique à la fois : le prestige du succès et la fascination du mystère [1].

Il avait l'esprit trop aiguisé pour être la dupe des adulations. A part ses lieutenants d'Italie, fascinés et enchaînés, il discernait dans le peuple, « plus de curiosité que d'enthousiasme, » parmi les militaires, de la jalousie, et chez les politiques, le soupçon. « On ne conserve à Paris le souvenir de rien, disait-il. Si je reste longtemps sans rien faire, je suis perdu. Une renommée en remplace une autre; on ne m'aura pas vu trois fois au spectacle que l'on ne me regardera plus... aussi, n'irai-je que rarement... Le peuple se porterait avec autant d'empressement au-devant de moi si j'allais à l'échafaud. » Il voyait juste. « Ce Scaramouche à tête sulfureuse n'a eu qu'un succès de curiosité, écrivait Mallet du Pan. C'est un homme fini... décidément fini... » Et Sandoz : « Il n'est plus question de lui... Le peuple de Paris, toujours léger et frivole, dit déjà de lui : — Que fait-il ici? Pourquoi n'est-il pas embarqué pour attaquer l'Angleterre [2]? »

Il s'y disposait, rassemblant les anciens projets de descente,

[1] *Mémoires de madame de Rémusat, de madame de Chastenay*; voir mon étude sur *madame de Staël*. — Delescluze, *l'Atelier de David*.

[2] Mallet du Pan, 22 décembre 1797, 4 janvier 1798. — Sandoz, février 1798.

harcelant les ingénieurs et les marins. Partageant, sur cet article, les illusions et les préjugés des conventionnels, il croyait l'entreprise possible : une nuit de brouillard et des vents d'est, et il renouvelait l'aventure de Guillaume le Conquérant. Un autre Hastings lui livrerait Londres, les libéraux lui ouvriraient les portes, le peuple l'acclamerait en libérateur ; c'en serait fait de Pitt et du léopard britannique. Ni les conventionnels, ni lui, ne comprirent jamais le génie de l'Angleterre [1]. Elle leur demeura toujours l'île insolente et impénétrable. Ils ne se rendirent jamais compte que la contre-révolution était anglaise et nationale en Angleterre, au même titre que la Révolution était devenue, en France, nationale et française. Comme l'asservissement de l'Angleterre était la consécration de la grandeur française exaltée par la Révolution, le refoulement et l'anéantissement de la France et de sa Révolution étaient pour les Anglais la condition nécessaire de leur grandeur. S'ils étaient devenus, selon la parole de Montesquieu, « le peuple du monde qui avait le mieux su se prévaloir de ces trois grandes choses : la religion, le commerce et la liberté, » c'était en faisant de leur religion l'âme de leur patrie, du commerce l'instrument et le salaire du travail national, de la liberté enfin, une chose à eux, si exclusivement anglaise, que le continent leur semblait à la fois incapable d'en concevoir la beauté et indigne d'en recevoir le bienfait. Portée chez eux par les armes, la Révolution française coaliserait aussitôt contre elle toutes les affections, toutes les croyances, tous les intérêts : elle serait le monstre vomi par la mer, le fléau, l'étranger, l'ennemi. Cette passion nationale avait fait toute la force de Pitt contre la Convention ; elle fit sa force contre Bonaparte.

Ces raisons ne touchaient pas plus Bonaparte qu'elles n'avaient touché Hoche. Mais les obstacles qui avaient arrêté Hoche l'arrêtèrent : la désorganisation de la marine. Il fallait du temps et de l'argent. L'argent surtout manquait. Le Direc-

[1] Cf. t. III, p. 272, 276, 278 ; Brissot, 1er février 1793, p. 280 ; Danton, 10 mars 1793, p. 344.

toire essaya d'un emprunt, qui échoua. Il fallait en revenir aux moyens de trésorerie révolutionnaire, les contributions sur les peuples conquis. C'est ainsi que Bonaparte fut amené à se mêler, de plus près, à la politique du Directoire en Europe. Les Directeurs le consultaient parce qu'ils le jugeaient de bon conseil, et aussi pour le compromettre dans leurs affaires. Il s'y prêtait pour s'entretenir la main, garder le contact, occuper les avenues du pouvoir. Il intervint, de la sorte, dans les affaires de l'Italie qu'il considérait toujours comme les siennes[1], et dans celles de la Suisse, si liées, par les passages, aux affaires d'Italie, et qui, par les opérations de trésorerie, se rattachaient directement aux desseins sur l'Angleterre.

V

Tout en Italie était en combustion. Les unitaires, débarrassés de la police de Bonaparte, travaillaient la Cisalpine, ourdissaient des émeutes à Rome, à Naples, partout. « Dans quelques années, écrivait le mathématicien Fontana, notre République, n'étant plus cisalpine, portera ses frontières et étendra son domaine par toute cette glorieuse péninsule, qui fut, un temps, l'arbitre et la maîtresse du monde. » Ces espérances flattaient les esprits glorieux; le peuple qui souffrait des impôts et de l'usurpation militaire en désirait tout simplement la fin. Les causes d'irritation contre la France étaient partout les mêmes. C'est, dit un témoin, « la composition des nouvelles autorités, le choix d'agents très mal famés, les contributions forcées des villes, les vexations et concussions des percepteurs, les logements militaires. » Ajoutez la proscription de la plupart des moines, la défense, à ceux qu'on tolère, de quêter et de faire l'aumône; la facilité des femmes, la

[1] Instructions au général Berthier, 12 décembre 1797, République Cisalpine : notes pour le traité avec la Cisalpine. *Corr.*, t. III.

jalousie des sigisbées et des maris. « Si vous voulez que ce peuple reste libre, ne le laissez pas épuiser et saigner jusqu'au blanc, » écrit un agent civil, Daunou. La solde manquant, les soldats français se mutinent, menacent, se révoltent. Pour payer une partie de l'arriéré, Baraguay-d'Hilliers est obligé d'extorquer 200,000 francs à la Cisalpine. « Il fallait, écrit-il, éviter de grands crimes, de grands événements, le pillage du pays et l'abandon de la frontière, l'évacuation de Mantoue et la désorganisation totale de la moitié de l'armée d'Italie, en assurant ainsi le prêt de ma division [1]. »

La sédition qui couvait partout éclate à Rome [2].

Joseph Bonaparte, nommé ambassadeur, dans l'été de 1797, s'était établi au palais Corsini. Sa maison passait pour le rendez-vous des révolutionnaires, des exaltés, des intrigants, de tous ceux qui complotaient, au profit de leurs idées et de leurs personnes, un changement de régime. Le général Duphot, venu à Rome, disait-on, pour s'y fiancer avec la belle-sœur de Joseph, parut dans les conciliabules de ces républicains. Le 28 décembre, ils tentèrent un coup de main. Poursuivis par les troupes papales, ils se réfugièrent à l'ambassade française. Joseph et Duphot tentèrent de s'interposer entre eux et la troupe, et il s'ensuivit une bagarre où Duphot fut tué. Le pape adressa aussitôt des excuses ; mais Joseph, placé entre la populace romaine, qui lui parut menaçante, et le Directoire, qu'il savait exigeant, concilia la dignité de sa mission et le soin de sa personne : il refusa de rien entendre et partit.

Le Directoire n'attendait qu'une occasion pour déchirer le traité de Tolentino qu'il avait toujours désapprouvé. Cette répétition du meurtre de Bassville l'indigna, mais lui parut opportune. Il résolut d'en tirer une vengeance éclatante et d'en profiter pour républicaniser Rome et la rançonner dans le grand. Bonaparte opina mollement, dit-on, pour la con-

[1] Baraguay-d'Hilliers à Berthier, 20 février 1798.

[2] Albert DUFOURCQ, *le Régime jacobin en Italie*, 1796-1799. — Frédéric MASSON, *Napoléon et sa famille*, t. I, p. 212. — FRANCHETTI ; BOTTA.

servation du pape. L'événement ne justifiait pas sa politique. D'ailleurs, s'il inclinait à ménager le pape pour que l'Église le servît, il était, dès lors, il fut toujours prêt à anéantir le gouvernement pontifical, si ce gouvernement contrariait ses desseins. Le traité de Tolentino en 1797 et l'expédition de Rome en 1798 s'enchaînent dans sa pensée comme le Concordat de 1801 et l'enlèvement de Pie VII en 1809. Le Directoire le chargea de dresser des instructions pour Berthier, général en chef de l'armée d'Italie, et les signa, le 11 janvier 1798. « L'honneur de prendre Rome vous est réservé, ajoutait Bonaparte, dans une lettre particulière... Faites-vous rendre compte de la situation de nos finances en Italie; mettez-y un peu d'ordre, et faites argent de tout, afin de pouvoir sustenter votre armée. Le Directoire fera la guerre à Naples, s'il ne suffit pas de la faire à Rome... Il compte sur votre dextérité, vos talents et votre fermeté... » — « Je ferai en sorte, répondit Berthier, le 19 janvier, que notre vengeance soit sans tache, c'est-à-dire sans pillage. — Vous n'avez pas observé qu'en m'envoyant à Rome, vous me nommiez le trésorier [de l'expédition d'Angleterre]; je tâcherai de bien remplir la caisse. »

Le 10 février, il campait devant Rome avec 12,000 hommes. Le 15, la révolution était faite. Berthier entra dans la ville par la voie triomphale et reconnut *la République romaine :* « Mânes de Caton, de Brutus, de Cicéron, d'Hortensius, recevez l'hommage des hommes libres dans ce Capitole où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple et illustré la République! Les enfants des Gaulois, l'olivier à la main, viennent dans ce lieu auguste y rétablir les autels de la liberté... »

Le pape, vieux et malade, est sommé d'opter entre la prison et l'abdication, avec une pension de 200,000 livres. Il refuse d'abdiquer; on le garde cinq jours, puis on le fait partir. Alors c'est un pillage général [1].

[1] *Mémoires* de THIÉBAULT, LABURE, DESVERNOIS

L'armée, au milieu des spoliations des commissaires civils et de quelques officiers plus audacieux que les autres, demeure sans solde, affamée, les vêtements en lambeaux. La misère du peuple redouble. Sur ces entrefaites, Berthier, nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, annonce qu'il va quitter Rome ; Masséna arrive, le 21 février, pour le remplacer. Ce grand homme de guerre passait pour aussi indifférent aux privations d'autrui qu'indulgent aux extorsions dont il bénéficiait. L'armée murmure ; le 22, elle célèbre une cérémonie aux mânes de Duphot ; le 24, elle se révolte, exige la solde, s'oppose au départ de Berthier. En même temps, une insurrection éclate dans les faubourgs. Berthier harangue les troupes, leur montre qu'elles seront massacrées si elles n'étouffent pas l'émeute. Les soldats s'apaisent; la troupe donne contre le peuple romain ; l'ordre se rétablit. Masséna se retire à Ancône et le commandement passe à Gouvion-Saint-Cyr.

Le Directoire décrète, 19 février, que des commissaires civils, Daunou, Monge, Florent, puis le procureur fiscal, Faypoult, se rendront à Rome pour y constituer la République, en dix jours, et guider, selon le mot de La Revellière, « dans la carrière des affaires un peuple sans activité, sans lumières politiques, sans connaissances administratives. » La constitution fut bâclée dans le temps prescrit : 5 consuls, 22 sénateurs, 72 tribuns gouverneront le pays, divisé en huit départements. Le pouvoir législatif demeurera subordonné au gouvernement français jusqu'à la signature d'un traité d'alliance entre les deux républiques. Le peuple romain ne fut point appelé à ratifier cette constitution. Le général Masséna, rentré momentanément à Rome, la proclama, le 20 mars, de l'autorité de son épée, *ore gladii*. Le 26, le ministre des finances de la République romaine signa une convention avec Haller, commissaire financier de l'armée[1]. Rome s'engageait à livrer 15,300,000 francs en espèces,

[1] Texte dans SCIOUT, *le Directoire,* t. III, p. 307 et suiv.

5 millions en biens nationaux, 3 millions en fournitures militaires, plus l'entretien de l'armée, charges qui s'ajoutèrent aux 35 millions payés par le pape après Tolentino. Ce pays aura payé 77 millions, écrivait un des commissaires civils du Directoire, Daunou.

Ce fut aussi pour nourrir l'armée d'Angleterre et remplir les arsenaux que le Directoire, dans le même temps, envahit la Suisse : entreprise à la fois de prosélytisme, de politique et de fiscalité. La Suisse était un foyer de conspirations de royalistes et d'Anglais : il était nécessaire d'y mettre ordre. Berne passait pour avoir un trésor considérable : il était expédient de s'en emparer. Le prétexte fut de protéger les pays vassaux contre les cantons suzerains, les Vaudois contre les aristocrates de Berne. Une propagande fortement nouée par Mengand à Bâle, Desportes à Genève, Mangourit dans le Valais, prépara l'action militaire. Dès que la révolution serait mûre, l'armée française interviendrait. Il s'agissait de donner en Suisse une seconde représentation du drame mené, en septembre, par Bonaparte à Venise. Brune fut chargé de l'opération. Brune était un ancien gazetier, qui passait pour septembriseur; fanatique à ses heures, avec un fonds de rouerie de conspirateur, une énergie d'insurgé et une verve de clubiste; sans scrupules politiques, sans délicatesse sur l'article de l'argent, dissimulant sa ruse sous une apparence de rondeur démocratique ; fraternisant et extorquant tour à tour; sachant attirer les gens, les captiver, encore mieux les dépouiller; d'ailleurs intrépide quand il s'agissait de pousser une affaire, donner l'assaut, entraîner les hommes de la parole et de l'exemple, enfin un guerrier retors, exacteur et de belle allure révolutionnaire. Le 4 mars, il entra dans Berne qui venait de renverser son gouvernement. Il saisit 5 millions en espèces, 18 millions de lettres de change et, le 22 mars, il proclama la République helvétique, une et indivisible, avec une constitution unitaire qui enveloppa dix-huit cantons, égaux en droits. Puis, comme il avait opéré avec quelque scandale, qu'il était insubordonné et qu'il montrait trop de

dispositions à jouer le Bonaparte, le Directoire, n'osant le rappeler, le dépaysa et l'expédia en Italie. Brune laissa la Suisse assujettie au Directoire, mais bouleversée, pressurée, sous la domination d'une minorité de démocrates citadins, bourgeois, avec une constitution aussi contraire au génie de ses habitants qu'aux conditions géographiques du pays. Pour fortifier ce nouvel avant-poste, le Directoire jugea utile de l'étendre et s'occupa de réunir à la République helvétique le pays des Grisons, ce qui fut fait le 26 avril [1]. Entre temps, et cette fois légalement, il reçut dans l'unité française Mulhouse, qui se donna par le libre suffrage de ses habitants [2].

La Suisse était *vénétianisée;* le Directoire, dans le même temps, *fructidorisait* la Hollande. Pour la subjuguer, il lui avait envoyé l'ancien ministre des relations extérieures, Delacroix [3]. Il écrivit à cet agent le 2 décembre 1797 : « Le gouvernement français est déterminé à mettre la République batave en état d'intervenir utilement dans l'alliance qui a été contractée avec elle, et si de trop grands obstacles, si une résistance insurmontable pouvaient le forcer d'abandonner la Hollande à elle-même, il ne le ferait qu'après avoir ressaisi l'usage des droits de la conquête. » Le Directoire, comme plus tard Napoléon, ne conçut jamais qu'un moyen de soumettre les Bataves : changer leur constitution, s'imaginant qu'il suffisait de modifier l'intitulé des lois et le titre des agents pour que le pays s'enrichît et que l'argent affluât. Quant au pouvoir constituant, le sabre en était désormais l'emblème et l'organe. Delacroix dut aviser, d'accord avec l'autorité militaire, « au moyen de préparer le vœu populaire ou de suppléer à son émission. » Beurnonville, qui avait disposé le plan, n'était plus là pour l'exécuter ; mais il trouva un successeur aussi résolu qu'intelligent dans Joubert, émule de Bonaparte, autant que de Hoche, et qui fit

[1] DUNANT, *la Réunion des Grisons à la Suisse.* Paris, 1899. Lettre de Talleyrand à Guiot, 27 mars 1798.

[2] Mulhouse, 15 mars 1798. *Revue de Paris*, 15 mars 1898.

[3] Voir ci-dessus, p. 227. — LEGRAND, chap. VI : la Constitution par les coups d'État.

magistralement, à La Haye, ses preuves de meneur de coup d'État. Dans la nuit du 21 au 22 janvier, les députés opposants furent arrêtés ; la salle des séances fut investie militairement. La minorité, ceux que Beurnonville définissait « les patriotes... le parti le plus faible, celui qu'il fallait faire triompher », se déclarèrent majorité, « épurèrent » l'assemblée, firent une constitution à l'instar de celle de la France, 17 mars 1798. La Batavie eut un Directoire qui écrivit aussitôt à celui de Paris : « Nos vaisseaux, nos équipages, nos trésors sont à vous. Disposez-en, menez les Bataves à la gloire, punissez les fiers Anglais et rendez la paix au monde. » Le Directoire commença par disposer des vaisseaux, des hommes et des trésors. Un traité, signé le 12 avril, resserra le régime des réquisitions et contributions auxquelles la République batave était soumise depuis 1795[1].

La République cisalpine ne s'était constituée, avec ses deux conseils et son Directoire, que pour aussitôt résister aux exigences des Français. *Far da se*, et vivre pour eux-mêmes, était leur prétention : les Français avaient achevé leur tâche en chassant les Autrichiens! Le Directoire de Paris y mit ordre. Il dicta aux Cisalpins un traité comme Rome en dictait à ses alliés. « J'ai bridé les Cisalpins avec des chaînes de fer, disait Talleyrand; ils ne pourront pas concevoir une idée ambitieuse sans la permission du Directoire[2]. »

La République cisalpine devait entretenir une armée de 25,000 Français, et, pour cet entretien, payer dix-huit millions par an; entretenir une armée de 22,000 Cisalpins sous les ordres des généraux français; soutenir la France de toutes ses forces, à première réquisition; souscrire mille actions à

[1] Le traité du 12 avril 1798 mit à la charge de la République batave l'entretien de 25.000 Français, moyennant un subside annuel de 1.200.000 francs, plus la solde, l'équipement, habillement, casernement, entretien, et trois inspecteurs à 12.000 francs chacun. Le Directoire peut disposer des trois quarts de l'armée batave, et l'envoyer à sa convenance en Allemagne, en Angleterre, en Irlande. Les troupes françaises et bataves sont sous le commandement d'un général français. De Clercq, 1, 355.

[2] Rapport de Sandoz, 28 février 1798. Bailleu.

l'emprunt de guerre qui se faisait à Paris; proscrire les marchandises anglaises; conclure un traité de commerce avec la France; n'entreprendre aucune guerre sans l'agrément de la France. Ce traité fut signé à Paris le 22 février 1798. Il s'agissait d'en imposer la ratification au gouvernement de Milan. Berthier, qui y commandait en chef, eut pour instruction d'y disposer les esprits en prenant des otages aux lieux où le peuple se montrait mal disposé, puis de faire, en termes précis, et par arguments militaires, entendre raison aux ministres et aux députés. Le traité n'en fut pas moins repoussé par les Conseils, le 14 mars. Sur quoi, le Directoire cisalpin, s'inspirant des exemples de la maison mère, « épura » les Conseils d'un certain nombre de récalcitrants, parmi lesquels plusieurs Vénitiens. Berthier, alors en expédition, écrivit que la République française avait les moyens de se faire respecter, et le traité fut ratifié, le 20 mars, « avec un joyeux enthousiasme ! » dit le *Moniteur*.

Après la Cisalpine, le Piémont. N'ayant pu faire du roi de ce petit royaume un proconsul, un commissaire, un officieux de la République française, à quoi il se refusait, le Directoire décida de l'expulser par une révolution. Amener le roi à abdiquer, le peuple à voter l'annexion à la France, ce fut l'objet de la mission donnée à Ginguené, homme de lettres de quelque réputation, homme de société de quelque esprit, paré du titre hypocrite d'envoyé près le roi de Sardaigne; incapable d'une négociation sérieuse, mais suffisant à la besogne de police, vexations et complots dont il était chargé. Il arriva à Turin à la fin de mars et personne ne se fit illusion sur le personnage qu'il y venait jouer[1].

En même temps, Sotin était envoyé à Gênes pour mettre les Liguriens au pas, et, au besoin, y *fructidoriser* la république nouvelle. Garat partit pour Naples, chargé de duper cette cour par l'espérance du duché de Bénévent, de l'empêcher, autant par la séduction que par la peur, de marcher sur

[1] Sur Ginguené et sa mission, voir MIOT, *Mémoires*, t. I, chap. VII, et BIANCHI, t. II, chap. XVI.

Rome, enfin de disposer une révolution qui, éclatant à l'heure opportune, mettrait toute l'Italie, sauf Venise, sous la domination de la République. Tous ces agents excellaient aux intrigues; ils étaient bons à conspirer contre les rois. Mais aucun d'eux ne se doutait qu'en enflammant les passions révolutionnaires, en semant la révolte, en préparant la chute des pouvoirs d'ancien régime, ils découvriraient le peuple qui, devenu le maître, tournerait contre la France des passions nationales plus redoutables que toutes les machinations des rois.

VI

Le 8 février, Bonaparte était parti en tournée d'inspection sur les côtes [1]. Il revint, le 21, parfaitement déçu, non sur l'entreprise même, mais sur les moyens de la mener à fin. « Quelques efforts que nous fassions, écrivait-il [2], nous n'acquerrons pas d'ici à plusieurs années la supériorité des mers. Opérer une descente en Angleterre, sans être maître de la mer, est l'opération la plus hardie et la plus difficile qui ait été faite. Si elle est possible, *c'est en surprenant* le passage... »

N'en espérant pas alors le succès, il n'en voulut plus voir que les inconvénients. Il répétait partout que la pire destinée pour un général d'armée serait d'être noyé et qu'il n'en supportait pas l'idée. « Je sais, disait-il à Bourrienne, que si je reste, je suis coulé sous peu. Tout s'use ici-bas. Je n'ai déjà plus de gloire. Cette petite Europe n'en fournit pas assez. Il faut aller en Orient. Toutes les grandes gloires viennent de là. » Dans le même temps, à Marmont : « Les préparatifs sont au-dessus de nos forces; il faut en revenir à mes projets sur l'Orient : c'est là qu'il y a de grands résultats à acquérir. »

[1] La Jonquière, liv. I, chap. III, IV, V.
[2] Au Directoire, 23 février 1798.

Alors, il s'emportait vers les grands horizons : conquérir la Syrie, marcher sur l'Inde, y prendre l'Angleterre à revers, ou bien, tournant à l'ouest, gagner Constantinople, en chasser les Turcs, et revenir en France après avoir, au passage, anéanti la maison d'Autriche. Cependant, le Directoire s'écroulerait dans la banqueroute, et Bonaparte reviendrait, des bords où le soleil se lève, illuminé d'une gloire intacte, réparateur des désastres, sauveur de la patrie !

Ces réflexions le ramenèrent à l'expédition sur Malte et sur l'Égypte dont il avait déjà entretenu le Directoire, et où Talleyrand l'encourageait fort : « Le Directoire approuve vos idées sur Malte... Quant à l'Égypte, vos idées à cet égard sont grandes, » lui écrivait-il, le 23 septembre 1797. Le 23 février 1798, Bonaparte adressa aux Directeurs un rapport qui concluait par cette proposition : « Il faut réellement renoncer à toute expédition d'Angleterre, se contenter de s'en tenir *aux apparences* et fixer toute son attention comme tous ses moyens sur le Rhin, afin d'essayer d'enlever le Hanovre et Hambourg à l'Angleterre... Ou bien faire une expédition dans le Levant qui menaçât le commerce des Indes. » L'envoyer sur le Rhin, les Directeurs n'y songeraient pas : on en revient trop vite et trop facilement. L'expédition du Levant les rassurait davantage. Ils en avaient plus d'une fois agité le projet[1]. Talleyrand s'en était épris. Il manda au ministère Magallon, qui avait résidé trente-six ans en Égypte, et il fit composer, sur les notes et récits de cet agent, un mémoire qu'il remit, le 14 février, aux Directeurs : « Magallon, disait-il, est un nouveau Dupleix... Il vient offrir l'Égypte à la République... L'Égypte fut autrefois une province de la république romaine, il faut qu'elle le devienne de la République française. N'oublions jamais que les nations anciennes ou modernes qui ont eu le commerce de l'Inde sont toujours parvenues au plus haut degré de richesse. » Il confia, le 22, à Sandoz qu'il avait conçu « une entreprise qui pourrait étendre la sphère de nos

[1] Voir ci-dessus, p. 192, 218, 228.

olonies et éclairer l'histoire du monde ». — « Le plan est admirable, écrivit Sandoz qui connaissait peut-être les conseils de Leibniz à Louis XIV, et j'y ai applaudi de grand cœur : il épuisera la France et la détournera des affaires de Europe[1]. » Talleyrand trouva un nouvel argument dans les apports de Poussielgue, sur sa mission à Malte, qui arrivèent sur ces entrefaites. Poussielgue déclarait la prise de l'île acile, par surprise et surtout par négociation ; il en indiquait es moyens, en grands détails, et prouvait, de la sorte, ses ntelligences dans la place : « J'ai fait des promesses, j'ai emé des espérances. » Il concluait : « C'est la clé du Levant... 'est un autre Gibraltar... Celui qui possède Malte est le naître de la Méditerranée. »

Séculariser cette île était une belle affaire, selon « les umières du siècle » et l'esprit du Directoire. L'ordre qui ccupait Malte comptait pour peu de chose.

Il fallait compter davantage avec le Turc, souverain de Égypte, dont l'alliance avait été si souvent recherchée et oujours prônée par le Comité de salut public et par le Direcoire. Le Turc déclinait l'alliance, mais il n'avait commis ucun acte d'hostilité. C'était à Talleyrand de tourner la diffiulté et d'indiquer le moyen de dépecer l'empire ottoman, out en se faisant honneur de le défendre. Il découvrit du prenier coup l'expédient ingénieux dont, par la suite, ont usé ous les diplomates qui ont projeté la domination de l'Égypte. 'était d'y intervenir au nom de la Porte et à titre d'allié, au noins d'ami, de s'y établir en protecteur et d'y rester en naître. L'intervention française, avait dit Talleyrand, déjoueait « les intrigues russes et anglaises ». Que si la Turquie efusait de se laisser défendre et conserver de la sorte, on ui ferait la guerre ; on ouvrirait la question d'Orient ; on onvierait l'Europe au partage ; la France mènerait le marché t s'y ferait la belle part : elle apaiserait l'Autriche avec la osnie, la Serbie, l'Albanie ; la Russie ne manquerait pas de

[1] Pallain, p. 124. — Hüffer, *Rastadt*, t. I, p. 374. — *Corr. in.*, t. IV, p. 222.

réclamer son lot, ce qui l'amènerait à se séparer de l'Angl terre ; mais, en même temps, la France affranchirait l Grecs ; elle les soustrairait à l'influence russe et au jo turc. Si, au contraire, et comme il était probable, la Turqu laissait faire, et Talleyrand offrait d'aller en personne Constantinople endoctriner le divan, Bonaparte ravita lerait l'île de France et préparerait le grand coup sur l Indes.

Les Directeurs étaient donc parfaitement disposés à écout les propositions nouvelles de Bonaparte. Ce dessein flattait la fois, dans leurs arrière-pensées et dans leurs chimères, c politiques sournois, aux vues troubles, aux imaginatio gigantesques. Aucune objection : ni les risques de la mer, l'inconnu de la terre lointaine, du désert, du soleil meurtrier ni les ressources de la République, le meilleur de la flott quarante mille hommes de troupes éprouvées, l'élite d officiers, livrés au hasard, ne tinrent devant la chance, incertaine qu'elle fût, de conquérir un empire où les Romain avaient fait la loi, d'étonner le monde, de confondre le Anglais, enfin et surtout devant la certitude de se débarrasse de Bonaparte, de « sa renommée importune », et de son cor tège gênant de guerriers, de « cette superfétation militair d'hommes hardis, entreprenants et aguerris, tout à fait dan gereuse pour la France, qui, dans ce moment, refluait d toutes les armées... [1]. »

Le 5 mars, l'expédition fut décidée. Le 12, on connut l prise de Berne : les fonds étaient faits : on pouvait mar cher. Bonaparte reçut de pleins pouvoirs pour diriger les pré paratifs. Il n'eut que l'embarras du choix, non seulemen parmi ses lieutenants, mais parmi ses émules et ses rivaux Ils le jalousent, ils le dénigrent, ils s'impatientent de tra vailler à sa gloire ; mais, ils le suivent déjà, comme malgr eux, et ils emboîteront ainsi le pas, maréchaux, ducs, comblé

[1] *Mémoires de Barras*, t. I, p. 162 et suiv. — Cf. LAREVELLIÈRE, t. II, page 342-6, t. III, p. 119, 123. — THIBAUDEAU, t. II, p. 345. — TALLEYRAND, t. I p. 262-3.

terres et de millions, jusqu'au jour où, la défaite venue, l'abandonneront pour conserver les biens gagnés à servir us ses ordres. Quelques-uns, comme Desaix, séduits de eur et d'âme, partent par enthousiasme et fanatisme d'admition; d'autres par intérêt de carrière, curiosité d'avenres; d'autres enfin, qui détestaient Bonaparte et ne s'en chaient pas, Kléber, par exemple, homme de guerre à ngue de vipère, disait Hoche, qui colore aux autres et à luiême un engagement si surprenant, en disant qu'il part pour voir ce que ce petit b...-là a dans le ventre ». Les solits grognaient et se préparaient à l'embarquement sans voir où on les menait : Malte, la Sardaigne, Naples, les ıdes? Mais, apprenant que Bonaparte les commanderait, ils réjouirent, et, une fois sur le quai, près « du maudit ıbot », ils s'embarquèrent, raconte le canonnier Bricard, avec une gaieté surnaturelle. » Ajoutez un cortège de ıvants et d'artistes. « On eût dit que Paris allait émigrer ans la Méditerranée, note Thibaudeau; on partait comme our une partie de plaisir. »

Le 12 avril, le Directoire signa les instructions de Bonaarte. Il devait s'emparer de Malte, « chasser les Anglais de utes les possessions de l'Orient où il pourrait arriver, étruire leurs comptoirs dans la mer Rouge, faire couper isthme de Suez, assurer la libre et exclusive possession de la ıer Rouge à la République, améliorer, par tous les moyens ui seront en son pouvoir, le sort des naturels de l'Égypte; » nfin, « maintenir, autant qu'il dépendra de lui, une bonne ntelligence avec le Grand Seigneur. »

Cependant, une expédition de 25 à 30,000 hommes, en rlande, devait troubler l'esprit des Anglais, les détourner de a Méditerranée. Ni le Directoire, ni Bonaparte ne renonçaient la descente; elle n'était qu'ajournée. Le 13 avril, Bonaparte déposa, en manière de testament, entre les mains des Direceurs, « un plan secret de guerre contre l'Angleterre », qui ontient tout le dessein du camp de Boulogne et révèle la preınière pensée de la fameuse combinaison maritime de 1805,

pour *surprendre le passage*[1]. Trois millions du trésor (Berne furent dirigés sur Toulon. Les savants reçurent, 16 avril, l'ordre de se mettre en route pour le port, et Bon parte se disposa à monter en chaise de poste.

Il laissait riches et somptueusement installés, sa femm réduite aux expédients, et sa famille famélique, en 179 Joseph, ex-ambassadeur, siège au Cinq-Cents. Louis, « sombr mécontent, malade, » fatigué de la guerre — qu'il a peu fait — et du monde — qu'il ne connaît pas, — se plaint de l vie, se plaint de son frère et l'accompagne, grognon et agit à l'armée d'Égypte. Lucien, commissaire ordonnateur, n'at tend pas ses vingt-cinq ans pour briguer un siège au Corp législatif : il est élu le 12 avril[2].

Une complication, au premier aspect très grave, des affaire d'Allemagne, obligea Bonaparte à différer son départ.

VII

C'était le temps où les négociations semblaient aboutir à Rastadt. Le vote de la députation, du 9 mars, consentant, e principe, la cession de la rive gauche du Rhin à la France, fu suivi, le 4 avril, d'un vote décidant, en principe, les indemnités des princes possessionnés sur la rive gauche, au moyen de la sécularisation de territoires ecclésiastiques situés sur la rive droite. L'Empereur n'avait point ratifié la cession; le commissaire impérial se contenta de transmettre le vote aux Français. Quant au vote sur les sécularisations, il ne fut ni ratifié ni transmis. Or ce vote des indemnités était l'acte essentiel pour les représentants des petits États, l'article des recettes, qui avait emporté tout le reste. Les diplomates, fort impatients de « réaliser », s'irritaient des retards de la

[1] LA JONQUIÈRE, t. I, liv. II, p. 350 et 403.
[2] Frédéric MASSON, t. I, chap. IV : pendant l'expédition d'Égypte.

ıancellerie impériale qui, sûre de ses indemnités, ne se ressait point de faciliter celles d'autrui. Mais les événements e Rome et ceux de Suisse refroidirent le zèle des Allemands t leur donnèrent à réfléchir : les événements de Suisse surout, à cause du voisinage.

La République française établie en Suisse, c'était la porte uverte à la propagande révolutionnaire dans l'Allemagne du ud. Cette propagande s'y faisait déjà sentir et ne laissait pas 'inquiéter en Bavière, en Wurtemberg, davantage en Souabe t en Franconie, dans la mosaïque des principautés, comtés aronnies, abbayes, où l'établissement d'une république uniaire causerait la ruine générale de tout ce qui possédait châeaux et domaines. Pouvait-on compter sur les promesses 'un gouvernement aussi inconstant, et qui envahissait, humiait de la sorte une république, la plus ancienne alliée de la 'rance, dont la neutralité avait, de 1792 à 1795, si fort conribué au salut des Français? Qui garantissait que, la rive auche cédée, les Français n'en profiteraient pas pour révoutionner la rive droite à leur profit, au lieu d'y opérer, pour e bénéfice des électeurs, grands-ducs et ducs allemands, des onfiscations d'hommes et de terres? La République d'ailleurs lemeurerait-elle indéfiniment victorieuse et prépondérante? A l'intérieur, divisée, à l'extérieur, dispersée, elle menaçait le se noyer dans ses conquêtes. N'y aurait-il pas plus d'avanages en un jour peut-être prochain, à lui résister qu'à la servir? ;i une coalition se formait, et l'on en parlait déjà, serait-il orudent de s'exposer aux représailles des coalisés? La poliique conseillait de ne point précipiter les choses et de se jarantir de part et d'autre : du côté des Français en stipulant, n principe, les indemnités; du côté de l'Europe, en retarlant la cession promise aux Français; bref, de traîner la proédure et de gagner du temps.

C'était le conseil que la Prusse soufflait à ses amis et suivait pour son propre compte. Le défunt roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, avait été neutre à la fois par incertitude et par calcul; le fait est que la politique lui avait rapporté plus de

provinces et de sujets, en Pologne, que plusieurs guerres heu reuses. Frédéric-Guillaume III était neutre de cœur, pa prudence, par amour de la paix, par timidité, par intérêt d son peuple, par antipathie égale, sinon de même nature, pou les Français et pour les Autrichiens. Il ne convoitait point de conquêtes nouvelles : la Prusse avait assez annexé; il étai temps de gouverner. Par suite et sauf à exiger toujours de la France les mêmes compensations qu'en obtiendrait l'Autriche il préférait que personne n'en reçût, ni l'Empereur, ni lui-même; que l'Empire conservât l'intégrité de ses territoires e que la Prusse recouvrât ses possessions de la rive gauche. On s'était trop effacé, trop abaissé devant la France; on lui avai laissé trop prendre et de terre et de suprématie.

Ce fut dès lors l'arrière-pensée constante, la seule pensée sincère de la Prusse dans ses relations avec la France. Ce n'était pas l'alliance tant sollicitée par le Directoire; ce n'était pas même l'entente; c'était l'association éventuelle, par précaution, mais non par goût; c'était, de préférence, l'hostilité sourde sous les couleurs de la neutralité. C'est dans cet esprit que s'ouvrirent, à Vienne, à la fin de mars, en grand mystère, des conférences entre Prussiens et Autrichiens. Elles ne pouvaient conduire à une action commune contre la France, car ni la Prusse ni l'Autriche n'avaient confiance l'une en l'autre. Chacune des deux craignait quelque entente secrète entre l'autre et la France. Mais l'Autriche en tira cette conjecture, très vraisemblable, que la Prusse ne travaillerait point, par dessein arrêté, à livrer la rive gauche aux Français; qu'elle défendrait même l'intégrité de l'Empire, pourvu que tout le monde respectât cette intégrité; qu'elle n'était nullement disposée à s'unir à la République dans une guerre contre l'Autriche.

Thugut se sentit rassuré et se trouva les mains libres. S'il continua, à tout hasard, de parlementer avec les Français sur les Légations et l'Italie, il s'éloigna de plus en plus de toute idée d'arrangement définitif avec eux. Il considérait la guerre comme nécessaire. Il préparait les alliances, les généraux

acheminaient les troupes. Mais comme il faudrait des semaines, peut-être des mois, avant de reprendre les opérations; que les Français continuaient de pousser, en Italie et en Allemagne, leurs conquêtes et leurs révolutions, Thugut jugeait opportun de s'y nantir. S'il pouvait, tandis que l'eau était trouble encore, occuper les Légations, se les faire attribuer, sous forme de provision, par la France, et s'assurer, en Allemagne, la Bavière jusqu'à l'Inn, ces mesures lui permettraient d'attendre des temps plus heureux : le retour de l'ordre monarchique et la restauration du droit public, qui auraient sans doute pour premier effet de garantir à l'Autriche les possessions qu'elle se serait acquises, de complicité avec la Révolution.

Donc, dans le même temps, Thugut manda aux ministres le l'Empereur de marchander, à Rastadt, le démembrement le l'Empire et du Saint-Siège, d'accord avec les Français; et au chargé d'affaires à Pétersbourg, de négocier, avec le tsar Paul, la délivrance de l'Empire et l'expulsion des Français de l'Italie. « Il n'y a plus un seul instant à perdre, écrivait-il; ans un accord sincère entre les différentes puissances pour a conservation de leurs gouvernements respectifs, toute 'Europe périt, et la Russie seule peut moyenner et consolider un semblable accord... L'on regarde une révolution en Espagne comme très prochaine et immanquable; le roi de Sardaigne sera obligé de descendre de son trône au premier ordre d'un général français; la cour de Naples se croit elle-même très près de sa ruine complète... A mesure que la masse énorme de la démocratie augmente, les moyens de résistance qui peuvent rester aux gouvernements monarchiques diminuent de jour en jour... » Cette lettre est du avril. Quelques jours après, Thugut était rassuré. Le tsar s'est ému; il va proposer une alliance à l'Autriche et à la Prusse, avec accession de l'Angleterre. « Les affaires de Suisse et de Rome paraissent avoir enfin donné un peu d'éveil à Paul Ier, » écrit Thugut au vice-chancelier Colloredo. « En attendant que tout se développe mieux, je prie Votre Excel-

lence de supplier Sa Majesté à genoux d'observer le plus profond secret sur l'état des choses et sur nos nouvelles espérances... »

Désormais, l'Autriche n'a plus rien à faire au Congrès qu'à amuser le tapis. Thugut, d'ailleurs, se sent fatigué et veut se décharger, en partie, du fardeau. Il fait désigner Cobenzl pour suivre les affaires étrangères à Vienne et il rappelle, le 8 avril, de Rastadt, cet ambassadeur qui, seul des diplomates impériaux, possédait son secret. Le congrès ne fut plus qu'un solennel divertissement d'entr'acte, et l'on ne s'occupa plus, à Vienne, que de détruire ce y qui avait été commencé. « Depuis cette époque », dit un mémoire des Affaires étrangères à Paris, « les négociations du congrès dégénérèrent en vains débats, au moyen desquels on gagnait du temps; ce furent les ministres impériaux qui ne cessèrent de les entraver. La Prusse qui, sans partager la mauvaise volonté du cabinet de Vienne, ne voyait pas non plus avec plaisir les nouvelles révolutions que nous avions opérées, ne fit rien pour accélérer les négociations du Congrès et pour les conduire à un résultat heureux... »

Sur ces entrefaites, un incident faillit faire sauter les mines, avant que les Autrichiens fussent en mesure de commencer l'attaque. Bernadotte était à Vienne depuis le 18 février : brouillon, bourdonnant, panaché, avantageux, exigeant jusqu'aux minuties sur l'étiquette et affectant avec la cour le sans-façon hautain et cavalier du soldat démocrate; traitant Thugut en pensionné des fonds secrets du roi de France; cabalant bruyamment, en son ambassade, avec les mécontents et les turbulents d'Allemagne et de Pologne; prédisant qu'avant la fin du siècle, tous les porteurs de cordons « feraient nombre avec les citoyens », et ne prévoyant pas, malgré son génie gascon, qu'après s'être chamarré plus que personne de ces cordons, il en distribuerait à son tour et ferait nombre parmi les potentats. Il démêla, non sans adresse, les trames qui se nouaient entre Vienne et Pétersbourg, mais il se sentit très vite las de son personnage de parade et des avanies qu'il ava-

lait majestueusement avec son imperturbable aplomb. Il préférait alors à la politique « le fracas et le tumulte des camps ». Il demandait son rappel; il eut son congé. Ce fut le peuple de Vienne qui le lui signifia, aussi rétif au prestige de la République et à sa propagande que le peuple de Rome.

Le 13 avril, vers le soir, Bernadotte fit arborer au-dessus de la porte de son hôtel un grand drapeau tricolore, avec la devise : *Liberté, égalité, fraternité.* La foule s'assemble aussitôt, pousse des huées, réclame l'enlèvement du drapeau. Bernadotte avait du monde à diner, il était en grande tenue; il sort, apostrophe, invective, en français de Gascogne, cette « populace frénétique » ; il menace de sabrer « cette canaille ». Mais la « canaille » est ignorante; elle n'entend pas le français; elle se moque, elle s'emporte, et, comme la police demeure inerte, le drapeau est arraché, promené par les rues, déchiqueté, brûlé. Les émeutiers accourent de toutes parts, forcent les portes de l'hôtel, obligent Bernadotte et ses invités à se réfugier au second étage où ils se barricadent. Les domestiques font feu sur les assaillants et couchent à terre quelques Viennois. Enfin des soldats arrivent; la nuit tombe et l'attroupement se disperse. Bernadotte demande une réparation solennelle. Thugut en offre une très modeste. Bernadotte exige le rétablissement du drapeau; Thugut ne consent qu'à écrire une lettre. Cependant l'agitation se répand dans Vienne. On redoute une insurrection. Bernadotte se décide à partir, et s'en va, le 15 avril, crânement, du reste, en plein midi, à travers la ville, mais sans courir grand péril, car pour contenir le peuple, les soldats autrichiens font la haie sur le passage des voitures.

Si l'on voulait la guerre, on en avait trouvé le prétexte Mais on n'y était prêt ni à Vienne, ni à Paris, ni à Pétersbourg, ni à Londres, et tout le monde, y compris Bonaparte, avait intérêt à l'ajourner.

VIII

La nouvelle arriva à Paris, le 20 avril. Le premier mouvement fut à la vengeance : exiger des réparations éclatantes, le rétablissement du drapeau, la punition, la mort même des meneurs, avec rentrée solennelle de Bernadotte dans Vienne. Les voitures de Bonaparte furent décommandées. Si impatients qu'ils fussent de le voir hors d'Europe, les Directeurs sentaient, à la première alerte, l'impossibilité de se passer de lui. C'est chose frappante de les voir partout dessiner son rôle futur, déceler la fatalité de ses entreprises et prédire jusqu'à son langage d'empereur, comme en un prologue de tragédie. « C'est un guet-apens abominable de l'Angleterre et de la Russie, » dit Reubell à Sandoz, le 23, au soir. « Nous sommes plus aguerris et plus forts que nous n'avons jamais été. Ce ne sera pas une opération facile que d'arracher à la République Mayence, Kehl et Luxembourg. Qu'on nous laisse donc tranquilles, car si on met aujourd'hui la France en jeu et qu'on lui fasse tirer l'épée, je vous le dis : tout moyen de conciliation avec Vienne sera épuisé ; il faudra qu'elle périsse ou que nous succombions. L'Allemagne en sera bouleversée et sera couverte de sang et de carnage... » Sandoz objecte les alarmes que cause, en Europe, l'extension de la France en Italie, en Suisse. Le seul objet de cette politique, répond Reubell, « a été de faciliter nos communications avec l'Italie, pour secourir la Cisalpine... »

Le 24, le 25, il arriva de Vienne des lettres pacifiques. Bonaparte offre de partir pour Rastadt, où l'on le réclame comme le seul homme capable de rétablir les choses et de replâtrer la paix. Cet empressement alarme les Directeurs. « Il revenait sans cesse à la charge, dit Barras, pour obtenir de retourner à Rastadt, se mettre à la tête des négociations

et redevenir l'arbitre des destinées de la République. » Le 25, néanmoins, le Directoire fit annoncer le départ du général pour le congrès. Mais, aussitôt, il y eut contre-ordre, et l'on décida qu'une négociation s'ouvrirait à Selz pour régler le différend. Thugut offrait des réparations. Le Directoire le prit au mot. Bonaparte n'insista plus pour régler le protocole. A différer davantage, il risquait de se faire prévenir dans la Méditerranée par les Anglais. Le Directoire, loin de le retenir, le pressa. Il quitta Paris dans la nuit du 3 au 4 mai.

Les Directeurs entendaient demeurer seuls maîtres. Six jours après le départ de Bonaparte, un nouveau coup d'État *épura* les Conseils des ultra-jacobins que les élections d'avril y avaient envoyés. Par une loi du 22 floréal-10 mai 1798, les directoriaux changèrent arbitrairement les élections de trente départements et exclurent, à titre individuel, quarante-huit députés élus, assurant ainsi au Directoire une majorité artificielle et fallacieuse comme celle que lui avaient préparée les décrets de brumaire an IV et refaite la journée de fructidor an V.

Ce même jour, à Toulon, Bonaparte adressa à son armée cette proclamation significative : « Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. » Il leva l'ancre le 19. En même temps partait de Paris l'homme, encore obscur, qui devait l'arrêter sur la route des Indes, rompre ses grands desseins et contribuer, sans le vouloir, à le faire revenir en France : Sidney Smith, enlevé le 21 avril de la prison du Temple par des royalistes déguisés en gendarmes et porteurs d'un faux ordre d'élargissement signé des Directeurs. Sidney Smith était accompagné d'un officier français, Phélypeaux, ancien camarade de Bonaparte à l'École d'artillerie, plein de talents, plein de haine, servant l'Angleterre contre sa patrie par fanatisme royaliste, par impatience de détruire ou d'humilier, en Bonaparte, un rival détesté. Bonaparte annonçait son retour pour le mois d'octobre. « Il est enfin parti ! » s'écria Barras. Départ inutile, à moins que Bonaparte ne pérît en route.

Le Directoire, pour s'être délivré d'un général encombrant,

n'avait changé ni sa propre politique, ni celle de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Prusse, de la Russie; ni les conditions générales qui menaient la France à la dictature et les peuples conquis à la révolte. Bonaparte attendait le moment où il serait nécessaire; le Directoire allait tout faire pour hâter ce moment-là

Bonaparte a tellement envahi l'histoire de France à partir de 1800 que, de tous côtés, dans l'apologie comme dans le blâme, on est porté à méconnaître les circonstances dans lesquelles il est entré dans cette histoire. C'est l'intérêt de cette période confuse et trouble de 1798-1799 de montrer le Directoire à l'œuvre sans contrepoids à l'intérieur, avec une presse muselée, des Conseils « épurés », affranchi des grands ambitieux, mais aussi des grands auxiliaires, Hoche et Bonaparte. On va voir, une fois Bonaparte disparu, ce que firent, dans une Europe qui demeura la même, les hommes qui gouvernaient alors la République et qui, si Bonaparte était mort ou avait échoué dans son coup d'État, auraient prétendu la gouverner encore.

LIVRE II

LE DIRECTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LES RÉPUBLIQUES TRIBUTAIRES

1798

I

En Suisse, le Directoire perd, par la façon dont il mène la révolution et la conquête, jusqu'aux avantages de la neutralité[1]. Il y révolutionne pour s'assurer les passages. Or la France avait là, sur ses confins, une barricade énorme de montagnes gardée par une nation amie. Cette nation devient hostile : il faut l'assujettir; il faut désormais garder, contre elle, ces fameux passages, et la guerre recommençant, si la France faiblit, les passages s'ouvriront d'eux-mêmes aux ennemis de la France. Ce sera une route de plus à l'invasion. La « République helvétique une et indivisible », à peine proclamée par le général Brune, se divise. Dix cantons sur dix-huit la reconnaissent, et, dans ces dix, il y a des « factions fédéralistes », c'est-à-dire un parti national, attaché aux vieilles traditions d'indépendance. Les démocrates des pays où l'ancien gouvernement était aristocratique, comme Berne, sont seuls ardents à la révolution, parce qu'elle leur donne le gouvernement.

[1] Voir Hüffer, *Rastadt*; Sybel, t. V, liv. V; Ranke, t. I, liv. III; Bianchi, Franchetti, Botta; Stael, *Considérations*; Sciout; Frédéric Masson, *Bernadotte*; Correspondances de Talleyrand, Sandoz, Thugut; correspondances publiées par Cantù; *Mémoires* de Miot, Thibaudeau, Thiébault, La Revellière, etc.

Mais, dans ces cantons mêmes, l'aristocratie demeure nombreuse, riche, influente ; ailleurs, ce sont les catholiques; enfin, dans les montagnes, dans les cantons démocratiques, les paysans jaloux de leur liberté, de leur travail, ne gagnant rien à la révolution, y perdant la sécurité, la dignité, subissent avec colère le fisc et les réquisitions des étrangers. Le Valais résiste : on le contraint. Ceux de Schwytz se rassemblent au nombre de 10,000, conduits par des moines, le sabre au côté. Le général français, Schauenbourg, a 25,000 hommes. Les Suisses combattent avec une énergie sauvage et, le 2 mai, à Morgaten, ils repoussent les Français. On ne les pacifie qu'en leur garantissant le culte catholique et en renonçant à les occuper militairement. Dans les cantons où la paix s'est maintenue, les extorsions des commissaires la rendent odieuse.

L'un de ces commissaires, Rapinat, allié de Reubell, passe à la postérité par l'affreux jeu de mots de son nom et de son industrie. C'est un exacteur furieux : il ferme les clubs, emprisonne les journalistes, épure le Directoire helvétique, menace de traiter la République en pays conquis. En huit mois, on en a tiré près de 22 millions, dont 1 million et demi de recettes extraordinaires : matériel pris dans les arsenaux, matières d'or et d'argent, objets d'art. Le bruit court que Rapinat prétend faire souscrire aux Suisses un emprunt de 80 millions. Ce sera la révolte. Le nouveau gouvernement est inerte, tiraillé entre la France qui réclame de l'argent et la nation suisse qui en refuse. Sur la clameur publique, Rapinat est rappelé à Paris; c'est pour revenir peu après, plus âpre encore aux sévices et aux spoliations. Les envoyés suisses à Paris réclament la justice, le respect de la constitution qu'on leur a faite, la paix qu'on leur a promise, l'évacuation de leur pays, la reconnaissance de leur neutralité. Neutres, ils l'étaient, et ce n'est point pour les neutraliser que le Directoire les a envahis. Talleyrand exige une alliance offensive et défensive; elle est signée le 19 août 1798 : toutes les forces de la Suisse sont à la disposition du Directoire. « Les troupes,

rançaises continuent d'occuper ce pays et de s'y faire ourrir. » Alors, avec la déception et le désespoir, l'insurrecion éclate, et, le 9 septembre, dans l'Unterwald, Schauenourg doit encore écraser les montagnards en armes.

Les Hollandais, comme les gens de la plaine et ceux des illes riches, en Suisse, n'en viennent pas à la révolte armée; ls n'en ont ni le courage ni les moyens : l'armée d'occupation es anéantirait[1]. Mais ils se refusent aux impôts, aux lois de louane surtout. C'est une conspiration sourde, continue, de ous les intérêts, de tous les attachements d'un peuple, de son ravail, de son génie, de tout ce qui a fait sa prospérité, sa randeur passée, contre le gouvernement que des étrangers ui imposent dans le seul intérêt de leur puissance. La force eule peut faire rentrer les contributions, et la force détruit e commerce, la confiance, sans lesquels tous les impôts sont mproductifs. Le Directoire batave déclare que la République rançaise dispose de tout en Hollande; mais ce Directoire atave n'y dispose de rien. Ce gouvernement, paralysé de aissance, tâtonne, chancelle. Il faut le renouveler sans cesse. Les constitutions se multiplient en Hollande comme les commandements et les saisies chez le débiteur récalcitrant, le commerçant ruiné. Elles ne sont, en effet, que des mesures fiscales, des moyens de forcer à payer davantage un peuple qui ne veut plus payer. Le Directoire français a besoin, pour garder la Hollande et en tirer parti, d'un gouvernement qui fasse la guerre aux Anglais et souscrive des emprunts. Peu lui importent les noms des gouvernants. Ces noms n'importent pas davantage aux Bataves qui ne veulent ni guerre ni impôts. Tout Hollandais ambitieux qui accepte, pour parvenir au pouvoir, le mandat impératif du Directoire français est voué à l'impopularité, à l'impuissance. La constitution de

[1] Legrand, chap. vi, p. 179 et suiv. — Hüffer, *Rastadt*, t. I, chap. xi, p. 313 et suiv. — Sybel, t. V, liv. VI, chap. iii, p. 331 et suiv. — Kampen, p. 541 et suiv. — Rapport de Talleyrand au Directoire, 10 juillet 1798. — *Précis du Congrès de Rastadt.* — Précis historiques des rapports de la République française et de la République batave. *Affaires étrangères.* — La Revellière, *Mémoires*, t. III, p. 135, justifications. — Cf. ci-dessus p. 294.

mars 1798, issue d'un coup d'État, qualifié de décisif pa Talleyrand, est ratifiée, le 23 avril, par 153,913 suffrage sur 165,510 votants dans toute la République! Le reste s'abstient, c'est-à-dire est hostile. La minorité radicale est soutenue par les catholiques, qui, étant le petit nombre, tiennen pour le régime unitaire et jacobin. Cette minorité gouverne contre la majorité fédéraliste, oligarchique et protestante. Le Directoire exige dix-huit millions. Joubert écrit qu'avec le nouveau régime, les millions ne rentreront jamais. Les radicaux n'obtenant pas d'argent, le Directoire recourt aux modérés; il applique à la Hollande, avec aussi peu de succès, la bascule de Paris.

Le 13 juin, Joubert « épure » les gouvernants qui avaient « épuré » en janvier. Delacroix, qui marchait avec les radicaux, est rappelé et remplacé par Roberjot. Mais, comme les exigences sont les mêmes, la résistance continue. Le nouveau gouvernement est constitué le 10 août, selon le vœu de la France ; mais, dit un mémoire présenté au Directoire, l'inquiétude demeure extrême : « La Hollande se trouve livrée à de nouvelles convulsions. » Les Directeurs n'y comprennent rien. « La Hollande, écrit La Revellière, redevenait ce qu'elle était jadis, par le fait, une province anglaise. » La souffrance tourne ce pays à désirer le retour de l'ancien ordre de choses, à se soumettre, à se prêter même à une intervention étrangère qui le débarrassera des Français. Des complots se nouant, le stathouder ne rêve rien moins que de revenir avec les Anglais, de repousser les Français « dans leur coquille », de se faire décerner par l'Europe la garde noble des Pays-Bas et de réunir, dans l'intérêt de la paix générale, la Belgique et la Hollande : c'est l'extension du traité *de barrière,* de 1715, et l'esquisse du traité de Paris de 1814.

II

Le Piémont mûrit par l'annexion. Le roi, Charles-Emma- 1el, depuis octobre 1796, y végète, à la merci de l'armée ançaise, forcé de contenir, de réprimer même ses sujets lèles : une imprudence de leur part peut entraîner la chute e la monarchie. Les agents français mettent leur zèle à pro- oquer ces révoltes officieuses. Brune, qui, venant de Suisse, rrive à Milan, voit dans le Piémont une province à *vénétia- iser*, et il s'y emploie de toute son ardeur. Il lance à l'assaut es Cisalpins et les Liguriens qui convoitent cette monarchie our leur république et désirent au moins en ronger les fron- ères. A l'intérieur, il mine le gouvernement piémontais par es complots, le décrédite par les répressions. Il a, pour ce 1anège, Ginguené qui joue à Turin, avec sa badauderie et on arrogance de « gendelettre » costumé en diplomate, le ôle que, naguère, sous Bonaparte, Villetard jouait à Venise, vec bonne foi, du moins avec politesse, en simple boute-feu le chancellerie. A la fin de juin, les choses paraissant à point, Ginguené passe des notes comminatoires et déclare que, dans 'état de fermentation générale où se trouve le pays, dans 'incapacité du gouvernement à faire respecter les frontières et à contenir les factions à l'intérieur, la République fran- çaise a besoin de garanties pour l'exécution du traité d'alliance. Il exige que la citadelle de Turin soit remise aux républicains. Ils l'occupent (28 juin-3 juillet 1798). Les ministres sardes sont changés et remplacés par d'autres plus complaisants. Le roi est condamné à l'abdication à bref délai, si l'Europe ne le délivre pas. Il appelle de ses vœux cette intervention, il la presse par ses émissaires.

Tel est, dans l'été de 1798, l'état précaire de cette petite monarchie, « si inconcevablement située entre quatre répu-

bliques » comme le dit Talleyrand, avec un aimable scepticisme. Le Directoire ajourne la catastrophe; il la juge prématurée. Il veut l'annexion, mais les peuples n'y paraissent pas mûrs encore. Le parti de la Révolution en Piémont tourne à la révolution italienne, pour l'Italie, et s'éloigne, à mesure qu'il se fortifie et s'enhardit, de la révolution à la française, pour la France. Or, le Directoire entend ne travailler en Piémont que pour la République française; il aime mieux y garder le roi, que de voir les commissaires liguriens ou cisalpins installés à Turin. Le roi obéit, ceux-là seront rétifs. On peut tenir le roi en bride par la peur de la subversion totale; comment en menacer ces Italiens émancipés, ces républicains suscités par la France?

Le Directoire commence à s'effrayer de son ouvrage. Il ne peut dominer en Italie que par le parti de la Révolution; ce parti ne peut dominer qu'en servant les passions révolutionnaires; or, ces passions vont, en se débordant, droit à l'anarchie, au refus de l'impôt, à la révolte contre l'occupation militaire; enfin, à l'expansion au dehors, par turbulence naturelle, prosélytisme, avidité, misère. Les Jacobins d'Italie ne sont point, comme ceux de France, des gens d'autorité. Ils sont insoumis, ingouvernables, incapables de gouverner, conspirateurs dans l'âme. Ils n'ont des Jacobins français que la passion du pouvoir et de la conquête. Ils se poussent à toutes les places dans leur patrie; il poussent leur patrie à envahir par toutes ses frontières. L'appétit de ces républicains aux dents de loup, aiguës et blanches, alarme le Directoire. Ces républiques décharnées, faméliques, ne semblent nées que pour s'entre-dévorer. La révolution a réveillé les vieilles rivalités de cités, et, dans les cités, les anciennes rivalités des familles. Tout est faction : à Milan, à Rome, à Gênes; mais, partout, le parti qui commande est incompatible avec la suprématie de la France. Ce parti, à mesure qu'il devient populaire, devient de plus en plus antifrançais, et la France ne peut gouverner ni avec les paysans, très catholiques et ennemis nés de l'invasion, ni avec les modérés, minorité

me, impuissante, hostile, par son caractère même, au ectoire.

Cependant, au-dessus des factions locales, s'élève et se veloppe, celle de l'unité de l'Italie. Le Directoire la oute et la combat plus que toutes les autres. Les autres, moins, divisent les républiques; celle-là, au contraire, nace de réunir les cités et les peuples. Par le même dégui-nent de mots qui transforme en « patriotes », les partisans la France, on flétrit du nom d' « opposants » ces parti-ns de l'Italie. « De cette époque, écrit un Français, date la issance du parti de l'opposition connu sous le nom de parti lien. » Unitaires, anarchistes, dans le langage du Directoire viennent synonymes. « Je dois, écrit La Revellière, dire ce e c'était que ces unitaires. C'était ceux qui voulaient qu'on truisît tous les gouvernements qui subsistaient en Italie, ur ne faire de ce grand et beau pays qu'une seule nation, gie par un seul gouvernement fédéral; projet digne assu-nent d'un vrai patriote italien... Il était bon sans doute e l'Italie entière fût républicanisée... Mais était-il de ntérêt de la France qu'elle ne formât qu'une seule répu-que?... » Créer des républiques populaires en Italie et npêcher le peuple italien de se républicaniser; prêcher à ce uple la révolution à la manière française, et lui interdire la vise d'honneur de la République française : « une et indivi-ble; » oublier que la France avait supprimé les provinces, que le parti qui gouvernait la France n'était arrivé au pou-oir qu'en exterminant les fédéralistes, les Directeurs ne sor-rent jamais de cette impasse, et ne débrouillèrent jamais ces ppositions.

Vainement essaya-t-on de museler ces Italiens voraces, empêcher les fusions de républiques. Talleyrand, aussi clair-oyant pour l'avenir qu'impuissant dans le présent, déclarait 1 Directoire effrayé du péril, mais rétif aux remèdes : L'intérêt de la République est surtout de rendre nuls tous s efforts qui pourraient tendre à réunir les républiques aliennes en une seule, et, comme il n'est pas douteux qu'il

existe un parti violemment rempli de ce dessein, les agen de la République ont ordre de le combattre... Cette rép blique deviendrait trop puissante pour que la France n'eût p à redouter qu'elle oubliât bientôt le bienfait de sa création qu'elle voulût rivaliser avec la république mère. Il y a lon temps qu'on a dit que la reconnaissance n'est pas la ver des peuples... Nous devons nous garder de faire des ingra trop puissants... » Talleyrand apercevait déjà cette républiq italienne, devenue notre rivale dans la Méditerranée, che chant à s'affranchir de notre tutelle, et l'Autriche « ayant bon esprit de lui offrir son alliance sous le prétexte de la pr téger contre notre ambition... mais, en effet, pour se ménag les moyens de l'asservir ou du moins de l'influencer à so tour [1] ». Il omettait de conclure; la conclusion était qu'u État jaloux de ses intérêts, ambitieux de suprématie, ne do point, surtout s'il est avide et besogneux d'argent, mettre gloire et sa politique à des entreprises qui ne peuvent réuss que si elles sont désintéressées : elles conduisent presque fat lement à la déception du libérateur, à l'ingratitude de l'a franchi, et leur seul avantage, la reconnaissance, s'évanou à l'instant même qu'on le réclame, ou seulement qu'on para avoir le droit d'y compter.

Incapables de comprendre les sentiments d'un peup qui n'est pas le peuple français, les passions d'un parti q n'est pas le leur, une liberté dont ils ne sont pas les arbitre une justice qu'ils ne distribuent point, une indépendance q n'est pas celle de leur propre gouvernement, les Directeu traitent les républiques émancipées en pays conquis et appl quent à ces petites démocraties fumeuses, brouillonnes, ma ardentes, le système de compression et d'exploitation qu'i appliquent à de petites monarchies asservies, comme le Pi mont. Un roi le peut supporter, pour durer jusqu'à la coal tion prochaine; un peuple n'a pas cette patience. Le joug l pèse d'autant plus qu'il le sent hypocrite. Il est vite las d

[1] Rapport au Directoire, 10 juillet 1798. PALLAIN.

›ts; il veut les réalités de la révolution. Il conspire, s'agite révolte. Les Directeurs n'étaient pas assez intelligents pour anger leur politique ; ils ne savaient changer que les constitions, les gouvernements, les généraux, les agents ; et ils les angent, prenant les effets pour les causes, déplaçant les rsonnes, aggravant les choses, et ces changements, qui ruint le crédit de la République française, attisent la révotion. Les républiques italiennes s'épuisent entre les mains ces généraux, de ces commissaires civils, nomades, qui rivent, impatients de déployer leur énergie, et empressés faire fortune. Il s'agit, pour eux, de remplir leurs poches ant qu'ils ne soient rappelés pour faire place à d'autres ii feront pire, trouvant le pays plus appauvri et plus céré.

Le Directoire n'a plus sur ces agents ni action ni crédit. es généraux et les commissaires se dénoncent à l'envi aux irecteurs. Le Directoire les destitue, les remplace par d'autres ii ne valent pas mieux, les envoie ailleurs où ils font de ême ; il multiplie les espions et les contrôleurs ; rien ne préaut sur l'insubordination des généraux, sur l'intrigue des ommissaires, sur l'avidité de tous. S'ils s'appuient, comme rune à Milan, sur le parti jacobin et unitaire, ils passent à aris pour factieux, et on les soupçonne de se vouloir découper n proconsulat. Si, par exception, ils essayent de ménager peuple, de faire respecter la religion, d'arrêter le pillage, e contenir les déprédateurs, ils deviennent à Paris suspects e « modérantisme », de faiblesse, sinon de cabales avec ennemi. Et parallèlement aux accusations et diatribes des énéraux et des agents : tyrannie, friponnerie, exactions, conussions, complots ! c'est une lamentation continue, et bientôt ne fureur des peuples, victimes désespérées du fisc et de la onquête.

III

Dans la Cisalpine, au bout de trois mois de constitution e d'alliance imposées, on en était à ce résultat qu'au lieu d fournir de l'argent, les Cisalpins en réclamaient. « L'armée écrit, le 29 juillet, le commissaire civil Faypoult, n'a pou ressources que les 1,500,000 francs dus chaque mois par l Cisalpine. . Il faut plus de 4 millions par mois pour l solde et les administrations de tous genres. Il faut donc qu la trésorerie nationale envoie ici 2 millions et demi pa mois. » Or, la trésorerie n'enverra rien, ne s'alimentant depui le commencement de la guerre que de contributions et d réquisitions levées à l'étranger.

Les soldats réclament leur solde, menacent de se révolte et se révoltent çà et là, si on ne les paye pas. On fait argen de tout. On confisque les biens d'Église, mais personne ne le achète; on supprime les monastères, mais c'est supprime l'aumône en des pays où la mendicité est une institution, et l peuple se trouve plus misérable ; on enlève les vases précieux on dépouille les madones, et le clergé excite les fidèles contr les sacrilèges; on prohibe les costumes ecclésiastiques, et l clergé, persécuté, en devient plus populaire. La correspon dance des quelques envoyés humains, ou simplement honnête et intelligents, que le Directoire possède en Italie, comm Daunou, comme Trouvé, Faypoult même quoique fiscal dan l'âme, rappelle celle qu'en 1795, les commissaires de la Con vention adressaient de Belgique, de Hollande, des pays d' Rhin au Comité de salut public[1]. « Il faut enfin conquérir le esprits, écrit Faypoult. Nous ne devons pas d'un côté prodigue le titre sentimental de sœur ou de fille aux nouvelles républiques

[1] Cf. t. IV, p. 159, 243-245, et ci-dessus p. 290, mot de Daunou

et de l'autre agir comme si les Français, supérieurs à leurs frères en liberté, devaient recevoir d'eux des tributs de préférences ou de jouissances arbitraires et onéreuses [1]. »

Les Cisalpins, excédés de subir la domination de conquérants insatiables et le gouvernement de nationaux impuissants, en appelaient à Bonaparte : « Où étais-tu, libérateur? » s'écriait Foscolo, au souvenir de ces jours de misère. Pour les distraire, Brune, qui s'était fait la main en Suisse, leur donna le spectacle, devenu périodique, d'un coup d'État. « Le jour étant fixé (30 août), rapporte La Revellière, les salles des deux Conseils furent gardées par les troupes françaises. On n'y admit que les membres qui avaient des lettres signées de l'ambassadeur, Trouvé, et du général Brune. A midi, l'ambassadeur adresse au Corps législatif la constitution avec ses lois organiques... » Le nombre des députés était réduit, les associations étaient interdites, les journaux supprimés et le gouvernement épuré.

Cela fait, tout alla comme auparavant, c'est-à-dire de mal en pis. Le Prussien Sandoz, après une conversation avec le ministre d'Espagne à Paris, qui suivait de très près ces affaires, espérant recueillir pour ses princes quelques lambeaux d'Italie, écrit que cet Espagnol croit la guerre inévitable : « J'ai été, dit-il, témoin en Italie des exactions répétées des Français et du vœu secret et général des peuples de retourner plutôt à l'Empereur que de rester dans une dépendance aussi humiliante. J'ai entendu un Directeur cisalpin me dire en confidence : « — Si la guerre recommence, la République cisalpine croule et nous favoriserons sa chute, bien loin d'y mettre opposition [2]. »

A Rome, il en va de même [3]. Gouvion-Saint-Cyr est parvenu

[1] Daunou, 26 mars; Faypoult, 9 juin 1798. La Revellière, t. III, pièces. — Cf. t. IV, p. 243 et suiv.

[2] Rapport de Sandoz, 12 juillet 1798. Bailleu.

[3] Franchetti, p. 383. — Sybel, t. V, p. 334. — Hüffer, t. I, p. 338, 349 et suiv. — *Mémoires de La Revellière*, t. II, p. 323 et t. III, pièces. — *Mémoires de Thiébault*, t. II, p. 226 et suiv. — Rapports de Talleyrand. — Dufourcq 2e partie, p. 178 et suiv.

à rétablir la discipline dans l'armée, mais il est impuissant à rétablir quelque mesure dans l'administration. Il est appelé au Rhin et remplacé par Macdonald. Ce général, par politique et par intérêt, ménage les commissaires civils[1]. Il s'ensuit que les spoliations redoublent et d'autant plus que le meilleur de ces commissaires, Daunou, est nommé au conseil des Cinq-Cents. Dans la République romaine, tribuns et consuls sont en conflit permanent, se reprochant les uns aux autres les concussions, l'humiliation de Rome. Les commissaires du Directoire révoquent les consuls, et Rome est mise, en septembre, au régime de correction que Milan subit depuis août.

La réquisition des œuvres d'art, des manuscrits, des livres précieux, avait repris dans le grand. L'effet en fut désastreux. Le menu peuple s'en indignait, par un instinct confus de grandeur historique, parce qu'il y voyait la mise en scène du pillage qui le condamnait au désespoir. Le parti de la France en souffrait davantage, blessé dans son honneur, rebuté dans sa confiance. C'était la déplorable contradiction de la politique directoriale, d'en appeler au patriotisme des peuples conquis, d'invoquer leurs traditions d'indépendance, la gloire de leur passé, et de blesser aussitôt ces sentiments à l'endroit le plus douloureux.

L'armée d'occupation, insubordonnée, frondeuse, se dissipe et s'affaiblit. Le soldat voit ses chefs dans l'abondance les civils dans le luxe et ne vit que de ce qu'il arrache à un peuple aussi misérable que lui. Beaucoup sont las d'une guerre dont ils n'aperçoivent plus la fin, dont l'intérêt patriotique leur échappe. Les officiers passent de la profusion à la détresse, des privations de la guerre aux délices d'une vie « enchanteresse et corruptrice », selon le mot de l'un d'eux Les fortunes qui se font et se défont sous leurs yeux les

[1] « J'ai la certitude, écrit Brune au Directoire, le 18 août 1798, que les émeutes romaines ont pour cause principale l'excessive cupidité des agents employés aux finances... Dans aucun lieu, l'impudence du vol n'a été poussée aussi loin... Tout se cache... On ne veut ni cultiver ni récolter pour le fisc. »

entent, s'ils sont faibles. Ils ne s'indignent plus, ils deviennent ceptiques sur l'objet de la guerre, sur le commandement. La :onquète fait d'eux une armée conquérante, vaillante dans e combat, indisciplinée, licencieuse dans la trêve. Ils s'habiuent à mépriser les peuples soumis; les galanteries dont ils rofitent, ajoutent encore à ce mépris pour les vaincus. Or, :ette nation aux mœurs faciles est en même temps féroce, et l faut à tout instant quitter les plaisirs de Rome, en carnaval le révolution, pour aller, au milieu des embuscades, pouruivre des insurgés dans la montagne, où l'on ne peut s'enlormir sans crainte d'être assassiné, boire sans crainte d'être mpoisonné; où il faut pendre, brûler, laisser partout, en races sanglantes, des exemples terrifiants.

Les paysans se rassemblent dans les églises, s'exaltent, 'enrégimentent avec les braconniers, les contrebandiers, briands de la veille qui se réveillent patriotes. On arrache les rbres de la liberté; on les remplace par des croix; on court us aux Français au cri de : Vive le Christ, vive le pape et 'empereur! Cette guerre qui durera jusqu'à la catastrophe nale de la France en Italie, commence dans le Trasimène en vril 1798, exténuant, décimant, décourageant et démoraliant l'armée par l'alerte continuelle, l'insécurité sans terme, ı nécessité, puis l'habitude de la répression atroce. Ainsi 'écroule cette république à peine échafaudée. La France en tiré quelque argent, mais elle s'épuise à la maintenir : c'est n poste avancé de plus à occuper, à défendre à la fois contre e voisin et contre l'habitant.

Cependant les Romains anarchiques se répandent en proagande, et leurs émissaires vont animer les républicains de laples. Mais en même temps que la révolution à la française, ı révolte contre la France et sa révolution gagnent les camagnes napolitaines. Les paysans des Abruzzes, rapporte 'hiébault, « étaient aussi napolitains que romains, et leur aine était portée à l'exaspération. » Il se forme à Naples un oyer d'insurrection républicaine; entre Rome et Naples, es montagnes se hérissent d'ennemis: une insurrection uni-

verselle, insaisissable de paysans et de brigands barre la route. Vendée italienne cent fois plus sanguinaire que l'autre et irréductible, même par la justice, ils n'ont à l'égard de l'étranger impie qu'un sentiment : l'expulser, le dépouiller, le torturer, le tuer; redoutables au vainqueur qu'ils harcèlent et épuisent, impitoyables au vaincu qu'ils exterminent dans les supplices.

Le Directoire est encore capable de propager la Révolution; il est incapable de la reconnaître sous la figure qu'elle prend à l'étranger; il prêche le cosmopolitisme; il pratique la conquête et il sème la haine. En conquérant les peuples, il les rassemble; en les exploitant, il les révolte; en les appelant à la liberté, il les soulève contre la France.

IV

Naples prend peur. Nulle part le gouvernement n'était plus détestable aux âmes généreuses; nulle part une tyrannie plus dégradante, plus d'espions, plus d'inquisition, de geôles, de gibets. Ferdinand et Caroline demandent secours à l'Empereur. Il promet de les défendre s'ils sont attaqués; mais, en même temps, il les exhorte à la patience. Il n'est pas en mesure de recommencer les hostilités, et dans l'intermède entre la paix armée et la guerre ouverte, il tâche, encore une fois, de négocier avec la France un partage de cette même Italie qu'il est appelé à protéger.

C'est le fond des négociations qui s'ouvrent à Selz. Les instructions qu'y apporte Cobenzl, et qui sont datées du 7 mai, sont capitales pour l'intelligence de la politique autrichienne. L'affaire même de Bernadotte y est placée au second plan. La cour de Vienne, sur cet article, fera peu ou rien : le drapeau français ne sera point relevé, des poursuites éventuelles sont annoncées, un agent du second rang sera envoyé

à Paris, Bernadotte ne reviendra, en aucun cas, à Vienne. Il est vrai que ces satisfactions, plus qu'insuffisantes, ne sont qu'une invite à négocier sur l'Italie, et que, si l'on s'entend sur cet article essentiel, la satisfaction serait graduellement élevée, en toute pompe et ostentation. Cobenzl réclamera un équivalent pour le supplément d'acquisitions que la République prétend se procurer sur la rive gauche du Rhin : ce seront les Légations ou la rive gauche du Pô, jusqu'à l'Oglio. Moyennant cet arrangement, l'Empereur renoncera à prendre ses indemnités en Allemagne, sauf, toutefois, celles auxquelles il a droit pour le Frickthal et qui consisteront en l'évêché de Passau et un morceau de la Bavière, jusqu'à l'Inn. Il consentira que la Prusse reçoive Hildesheim, et que le prince de Nassau soit indemnisé. La France devra se limiter strictement à la rive gauche : à toute extrémité, si elle se montre complaisante en Italie, on lui concédera quelques têtes de pont sur la rive droite. Le pape sera rétabli à Rome ou obtiendra un traitement suffisant pour sa dignité ; la Toscane et Naples seront garantis. La France pourra annexer le Piémont, si elle abandonne à l'Autriche l'Italie jusqu'à l'Adda, au moins jusqu'à l'Oglio. Enfin, au besoin, on échangerait la Toscane contre la Lombardie : la Lombardie irait à l'archiduc et la Toscane à la République ligurienne. Ainsi, tout se ramenait à la terre, et l'Empereur se montrait tout aussi indifférent aux droits des princes que le Directoire aux droits des peuples, découpant, transférant à sa guise. L'objet était de prendre le plus possible des mains du Directoire, avant la guerre, afin de recevoir et de garder après la guerre, le plus possible, des mains de la coalition.

Cobenzl arriva à Selz le 30 mai. François de Neufchateau, sorti du Directoire par le tirage au sort, le 9 mai, et passé, par compensation, plénipotentiaire, l'y attendait depuis le 25 : bellâtre de lettres, rimeur sans talent, dramaturge sans génie, mais non sans courage, auteur d'une *Paméla* ou *la Vertu* qui le fit emprisonner, avec ses comédiens, pendant la Terreur, il avait embauché un ancien « faiseur » de Vergennes, qui lui

servait de secrétaire, et il avait publié un recueil, en sep volumes, de paperasses bureaucratiques, dédié « aux mâne du comte de Vergennes ». C'était toute sa diplomatie. D'ail leurs, prédestiné aux fonctions : juge au tribunal de cassa tion, ministre, Directeur. Sa sortie du Directoire, la rigueu du sort, le « fatal billet » l'avaient navré. Son ambassad était une compensation. L'avenir lui en réservait d'autres une couronne de comte, un siège au Sénat, un fauteuil l'Académie... Il paradait à Selz, vêtu d'un habit noir sur monté d'un large collet à la polonaise, découvrant une vest de couleur, brodée de noir, un grand sabre lui battant au jambes; un chapeau à la Henri IV, surmonté d'un énorm plumet, complétaient le personnage.

La première conférence eut lieu le 30 mai ; on débuta pa un assaut de politesses, visites, dîners fastueux, présent significatifs : François offrit un buste, riche, de Bonaparte avec cette inscription : *notre héros!* Cobenzl un sabre d'hon neur destiné au général. Puis, on parla, et ce fut, naturelle ment, pour ne se point entendre. On échangea des notes, e ce fut pour constater que l'on ne s'entendait point. « Il paraît écrivait Thugut, le 2 juin, que, pour le moment, les Françai ne veulent pas la guerre... Nous ne tarderons pas à éclairci s'ils consentiront à ce que nous nous étendions en Italie; c'es le grand point, celui dont tout dépend. »

Le 3 juin, on touche l'article des compensations. Françoi les proposait en Allemagne, par sécularisations. « Il faut, dit-il envoyer tous les prêtres au diable! » Cobenzl voyait là, d la part de la France, le plan, très adroit, de brouiller l'Au triche avec la Prusse et le Corps germanique. Comme i objectait que le bouleversement de ce corps n'était pas plu dans les intérêts de la France que dans ceux de l'Autriche François lui dit : « Voyons donc de quel côté nous pourrion trouver votre affaire. Les possessions de la Porte ne vous con viendraient-elles pas? — Il y faudrait, répondit Cobenzl, un guerre nouvelle. L'Empereur ne sera jamais le premier rompre les traités. » D'ailleurs, insinua-t-il, « cela viendra u

jour de soi-même, et il vous serait facile de vous entendre sur ce point avec la Russie et l'Autriche, mais seulement après que nous aurions conclu ici et à Rastadt. » Alors, il se découvrit, et demanda des terres en Italie. François refusa, et chacun en référa à son gouvernement. D'un même geste, les deux gouvernements déclinèrent les offres respectives et maintinrent leurs prétentions. Le Directoire, par des ordres datés du 7 juin, exigeait des réparations complètes, solennelles, pour l'injure faite à Bernadotte, écartait toute compensation en Italie. Puis, répondant à des observations de Cobenzl : « — La Suisse est indépendante, Rome s'est affranchie : la France n'en a rien acquis, elle n'y changera rien. Si l'Autriche entre dans les Grisons, la France y entrera. C'est à Rastadt, enfin, que toutes les questions doivent être réglées.

Les conférences traînèrent quelques jours et se finirent le 6 juillet. Cobenzl partit convaincu que la guerre était inévitable. « Il ne reste plus à Votre Majesté qu'à prendre les armes, écrivit-il à l'Empereur; la France ne veut ni revenir sur les faits accomplis en Italie et en Suisse, ni étendre nos frontières. » Il nous faut, disait-il encore, ou une vaste extension en Italie, ou l'abandon complet de l'Italie et de la Suisse par les Français. « Ce n'est ni Selz, ni Rastadt qui me rend malheureux, c'est l'Adige. Le bonheur serait pour moi sur l'Oglio et dans les Légations ! » — « Du reste, ajoutait-il pour se consoler, les traités n'empêcheront jamais les Français de nous attaquer... Petites ou grandes puissances, il n'en est aucune à laquelle la France ne destine le même sort. » Et puisqu'elle refuse d'évacuer la Suisse et l'Italie, qu'elle refuse d'y faire une part à l'Empereur, il n'y a plus qu'à recommencer la guerre. L'Empereur, faute de pouvoir dépecer l'Italie avec le Directoire, sera réduit, pour s'y tailler un royaume, à la sauver des Français. Il s'adresse au tsar, à l'Angleterre.

V

Le Directoire, pour parer le coup, tente une nouvelle démarche auprès du roi de Prusse. Les Directeurs étaient persuadés qu'avec le concours de la Prusse ils seraient en mesure de brusquer les choses à Rastadt et d'obliger les Allemands à signer, malgré l'Autriche. Attribuant à l'envoyé de la République à Berlin, Caillard, observateur clairvoyant, rapporteur fidèle et diplomate prudent, les refus qu'ils avaient continuellement essuyés à cette cour, les Directeurs décidèrent d'y envoyer un ambassadeur de marque qui entreprît de haut le nouveau roi et éclairât la Prusse sur ses véritables intérêts[1].

« C'est, dit Talleyrand à Sandoz, un de mes amis qui a été fort avant dans la Révolution, qui en est très dégoûté, et qui est aujourd'hui autant exagéré contre qu'il était exagéré pour elle : c'est le député Sieyès. » Désabusé des républicains modernes bien plus encore que des républiques, esprit géométrique, raisonneur mordant, critique péremptoire d'un gouvernement qui s'usait dans les contradictions, Sieyès était, pour les Directeurs, un censeur redoutable, et, pour le Directoire, un réformateur dangereux, aussi gênant avec ses mines, ses souterrains et ses architectures politiques que l'était Bonaparte et peut-être davantage. Comprenant que le Directoire n'avait pas encore mûri la République à la grande réforme qu'il méditait, Sieyès désirait s'éloigner de Paris pour y revenir avec le prestige d'une ambassade illustre, avec l'honneur d'avoir assuré la rive gauche du Rhin à la France. Le Directoire n'était pas moins jaloux de l'éloigner pour profiter de son succès, s'il en obtenait un, et pour le noyer dans son naufrage s'il ne réussissait pas.

[1] *Affaires étrangères, correspondance de Berlin.* Nombreux extraits de cette correspondance dans Bailleu, t. I, appendice IV.

Sieyès n'avait de fanatisme que celui de son propre génie; méprisait les hommes pour la médiocrité de leur pensée; il fectait de ne point compter avec eux dans les affaires umaines; il ne spéculait que sur les idées, abstrayant toutes oses et résolvant tous les problèmes par son algèbre poliique. D'où ses célèbres mésaventures, au commencement et la fin de la Révolution, avec les deux hommes qu'il prének sndit amener à ses fins, soumettre à ses équations, et qui, tant l'État incarné, comptaient, dans les affaires, les hommes, urs passions, leurs instincts pour tout, et les idées abstraites our peu de chose : Mirabeau et Bonaparte[1].

En 1798, le danger le plus pressant à ses yeux provenait e la révolution continue de l'Europe par le Directoire. Aussi mbitieux, plus ambitieux peut-être que les Directeurs mêmes, ar il y apportait plus de méthode et discernait mieux les oyens de l'entreprise, il avait été le premier à former le grand rojet des « limites », à en déterminer les conditions, à desiner la ceinture des États vassaux autour de la France, et à oursuivre comme corollaire indispensable la refonte de l'Allenagne en blocs plus massifs. Mais il le voulait sans les révoluions qui exaspèrent les peuples et les rendent ingouvernables. on objet était d'établir des gouvernements représentatifs, orts et concentrés, en France, autour de la France. Il avait, our la suprématie de la France, une conception de l'Europe nalogue à sa conception du gouvernement constitutionnel en rance. Il attendait l'heure d'appliquer l'une et l'autre; il herchait l'homme qui les appliquerait. Il annonça, décrivit le consulat de Bonaparte en France et en Europe comme, plus tard, Le Verrier sa planète; mais quand l'astre parut, il s'aperçut trop tard que si, par le calcul, on peut prévoir les phénomènes politiques, on demeure, quand ils se produisent, impuissant à les diriger, si l'on n'est que calculateur.

Les instructions qui lui furent données le 23 mai 1798, et auxquelles, vraisemblablement, il a collaboré, sont un des

[1] Sur Sieyès en 1795 et son rôle au Comité de salut public, voir t. IV, p. 294, 357.

meilleurs morceaux sortis de la chancellerie du Directoire. O
n'y méconnaît ni le danger ni les motifs d'une coalition de
rois : la chute du pape, la révolution de la Suisse, Naple
menacée, Turin près de tomber, l'extension du système repré
sentatif, autant d'arguments dont profite l'Angleterre, jalous
de notre prépondérance. D'où la nécessité de gagner la Pruss
et d'opposer système à système : « Il s'agit de conduire
terme un ouvrage si souvent ébauché et qui est toujour
demeuré imparfait; il s'agit de lier la Prusse à notre sys
tème, » qui deviendra « le garant véritable de la paix du con
tinent contre les éternelles intrigues de l'Angleterre, le
emportements de la Russie et les ressentiments de l'Autriche»
L'Autriche n'a qu'une passion : empêcher la Prusse de grandi
dans l'Allemagne, en territoire et en influence; la Républiqu
n'a qu'un désir : procurer à la Prusse ce prestige et cet accrois
sement. « Tout se réduit à ceci : examinez l'effet que produi
rait en Europe, si elle était tout à coup divulguée, l'allianc
formidable de la France, de la Prusse, de l'Espagne, de
républiques batave et helvétique, des républiques d'Italie, de
rois de Suède et de Danemark, et d'une grande partie de
membres les plus influents du corps germanique. Voyez le
conséquences et calculez les résultats : à la fois l'agrandisse
ment de la Prusse et la paix du continent. L'une ne sera
point troublée par l'autre. Le principe des sécularisations es
reconnu. Avec son secours et par des échanges habilemen
combinés, la Prusse peut transporter sa puissance à l'Est e
au Nord de l'Allemagne, en s'éloignant de nos frontières e
en se rapprochant de la Pologne, destinée peut-être à reforme
un jour un corps de nation sous la domination prussienne. »
Si vous ôtez cet appât de la Pologne, qui est fort hypothé-
tique, vous avez la combinaison que Napoléon tenta de
réaliser en 1805, et vous croyez entendre les discours qu'il fit,
cette année-là, tenir à Berlin. Mais la Prusse qui n'y voulut
point croire de la part du puissant empereur, n'y vit, en 1798,
qu'un piège tendu par le Directoire.

Le nouveau roi, Frédéric-Guillaume III, jeune, intimidé,

ndécis, sauvage, jaloux des apparences du pouvoir et des pparences de la volonté; prétendant gouverner seul, par lui-nême; laborieux, mais redoutant trop de paraître conduit our profiter de l'expérience et des avis de conseillers indé-endants ; marié à une princesse charmante, chevaleresque, xaltée, fière de sa couronne, tendre dans l'intimité; tous les eux humains et « sensibles », pieux, émus par la « religio-ité » du bien public, plutôt qu'éclairés par la raison d'État; entant la nécessité de réformes profondes, mais méfiants des éformateurs; discernant, en partie, le mal des affaires, mais roissés, comme d'une sorte de lèse-majesté d'amour-propre, quand on le leur signalait, quand surtout on prétendait leur en prescrire le remède; pressentant une crise dans le gouver-nement sans en comprendre les causes et en concevoir la direction : un Louis XVI et une Marie-Antoinette, disait-on tout bas, autour d'eux, avec un mélange de sympathie et d'anxiété [1].

Le roi avait reçu pour mot d'ordre de son père mourant : a neutralité, et pour ministre, Haugwitz, l'homme de cette politique. Peu d'histoires se sont plus constamment répétées que celle de ces négociations d'alliance entre la France et la Prusse, qui aboutirent à la guerre en 1806. Au temps où Sieyès se rendait à Berlin, la Prusse, comme il advint en 1805 lors des propositions de Napoléon, se trouvait en pourparlers avec la Russie. Le prince Repnine, arrivé à Berlin le 16 mai, tâchait d'accorder les prétentions de la Prusse avec celles de l'Autriche, d'étouffer les méfiances de ces deux cours, de les liguer pour résister à la France dans l'Empire, de les attirer dans la coalition qui se tramait sour-dement entre Londres, Vienne et Pétersbourg. Les Prussiens n'avaient pas plus de confiance dans les cours impériales que dans la République. Ils redoutaient l'alliance de la Russie presque autant que son inimitié. « Avec les moyens que nous connaissons aux Français, écrivait le ministre Alvensleben,

[1] Frédéric-Guillaume III, né en 1770, vingt-huit ans; Louise de Mecklem-bourg-Strélitz, née en 1776, vingt-deux ans.

nous pourrions prévoir que nous serions la première victime car les Français étant déjà au cœur de l'Allemagne, nou serions obligés de nous opposer les premiers au torrent, avar que la Russie ait pris l'idée de faire quelque chose, si jamai elle veut et peut même le faire; et si enfin elle en prenait l résolution, une armée russe qui passerait par nos province équivaudrait à une demi-révolution. » La conclusion du rc fut de demeurer neutre, d'étendre cette neutralité à l'Alle magne du Nord, d'y former une union restreinte, de s'e faire le dictateur et de tirer ainsi de cette neutralité alle mande les mêmes avantages que les Français tiraient, e Italie, de leurs républiques. Quant à la France, on s'en tien drait aux indemnités éventuelles de la convention de Berlin de 1796. Le roi de Prusse déclina donc les ouvertures d prince Repnine, et, de la même façon pour les mêmes motifs celles de Sieyès [1].

Le choix de ce conventionnel avait fort effarouché la cour Les prudents redoutaient en Sieyès un autre Bernadotte. Le soupçonneux craignaient les artifices, la propagande, les com plots. L'homme qui passait pour le principal artisan de la République en France arrivait à Berlin au milieu des espérances, des illusions du nouveau règne. Les Prussiens se flattaient de voir sur le trône, la pure raison, avec le roi, la grâce, avec la reine, avec tous les deux, la vertu. L'armée, encore dans son prestige, s'enorgueillissait de représenter la monarchie de Frédéric. Les officiers gentilshommes affectèrent d'éviter l'apôtre de la Révolution. On se répétait, à l'oreille, sur son passage, dans les salons, en français berlinois, la fameuse sentence de 1793 : « Sans phrases! » La réaction contre tout ce qui venait de la France se portait jusqu'au système métrique! Il y avait bien un parti d'hommes « éclairés », hostiles à l'Autriche plus encore que favorables à la France; mais ceux-là s'en remettaient au roi de perfectionner la monarchie, et ils attendaient de ce prince, démocrate à sa

[1] *Mémoire d'Alvensleben*, 12 mai 1798. BAILLEU. — MARTENS, t. VI, p. 257 — RANKE, *Hardenberg*, t. I, p. 401 et suiv.

manière royale, qu'il opérerait sans secousses le bien que la révolution avait si incomplètement opéré en France, avec tant de désordre et de sang.

Sieyès eut son audience le 5 juillet. Il vanta l'alliance ; il ne cacha pas que l'objet de sa mission était de la conclure; il vanta sa propre personne, sa franchise, sa moralité, sa loyauté : le système qu'il venait nouer était selon ses idées et selon son caractère; il le dit, et il ajouta : « Ce système eût été celui de Frédéric, grand parmi les rois, immortel parmi les hommes... » Le lendemain eut lieu le couronnement de Frédéric-Guillaume III, avec la majesté mécanique et théâtrale des cérémonies prussiennes. Les représentants de la noblesse s'étaient groupés dans la salle blanche du palais, portant leurs costumes de gala, poudrés, et au milieu d'eux, le doyen de la cathédrale, en manteau violet. Parmi les diplomates chamarrés de cordons, les généraux, les ministres revêtus des uniformes traditionnels, on vit s'avancer un étranger de haute taille, au profil tranchant, au teint blême, avec un habit austère, qui parut funèbre, des cheveux noirs, sans poudre, une large écharpe tricolore étalée sur la poitrine : c'était Sieyès. Tout le monde se le montrait au doigt. L'apparition de ce régicide altier répandait une sorte de frisson dans cette pompe royale, et jetait comme un son de glas dans les fanfares joyeuses qui saluaient l'aurore du règne.

Sieyès ne tarda pas à se sentir ébranlé dans sa superbe. Les froissements vinrent d'abord, puis les déceptions. Le ministre Haugwitz, n'eut-il pas l'étrange prétention de lui dépêcher le juif Éphraïm, courtier émérite de toutes les diplomaties et de tous les tripotages en Prusse [1]. « L'emploi d'un intermédiaire choque mon âme républicaine, » écrivait Sieyès. Il vit le prince Henri, ami consacré, quasi professionnel, de la France : « J'ai cru causer avec un Français... mais il est nul dans les affaires. » Si déplaisant que fût Éphraïm, il était

[1] Sur Éphraïm, cf. t. II, p. 156.

délié, insistant. Sieyès s'aperçut que ce juif connaissait mieu que lui-même les hommes et les affaires, y compris celles d France. Il se résigna à passer par les mains crochues d « courtier politique ». Il se rapprocha d'Haugwitz, mais ce n fut que pour constater combien ce diplomate était loin d grand politique, à la Frédéric, dont il s'était forgé l'image afin de trouver à Berlin un partenaire à sa taille. « C'est, dit il, beaucoup moins le ministre des affaires étrangères qu'un sentinelle placée à la porte avec la consigne d'empêcher le affaires d'entrer... Il croit gagner toutes les causes qu'il évit de traiter... Il finasse pour éviter d'entendre, il finasse pou éviter de répondre. Il s'accroche au premier mot pour vou égarer dans des anecdotes insignifiantes... » C'est le ministr des ajournements, l'inertie, la neutralité faite homme ! Mai c'est la neutralité avec le Hanovre, les côtes de la mer d Nord, les embouchures de l'Elbe et du Weser. Sieyès trouv la Prusse trop empressée à y étendre sa garde noble et s garantie ; il est bientôt contraint de reconnaître que cette neu tralité lucrative est le dernier mot de Haugwitz.

Faute de se faire entendre par ce ministre, et de pouvoi tailler en Allemagne, il spéculait sur le papier et endoctrinai Talleyrand. Il y a singulièrement d'intelligence, d'avenir e de chimère dans les « considérations » qui remplissent se rapports [1]. On y voit surtout se développer les deux combinaisons que Sieyès avait conçues dès 1795, comme le moyen la conséquence, la consécration des « limites naturelles » : la Confédération du Rhin et le blocus continental. Il montre le danger de trop agrandir la Prusse et l'Autriche ; l'utilité d'empêcher la Prusse de s'étendre sur les côtes où elle pourrait aider les Anglais ; l'intérêt de séparer la Prusse de l'Angleterre ; de séparer la Prusse et l'Autriche de la France par une troisième, au besoin une quatrième Allemagne, une au Nord, l'autre au Sud, formées d'États indépendants, « les alliés les plus intéressants, les protégés de la République. » — « Avec

[1] Rapports des 7, 14, 24, 28 juillet, et du 4 septembre 1798. *Affaires étrangères*. Cf. t. IV : le grand dessein de Sieyès en 1795, p. 358, 389.

x, écrivait-il le 14 juillet, la République tiendra sous son
fluence les côtes occidentales de l'Allemagne, la portion du
obe la plus importante pour nous, quand on songe que, par
moyen, le Directoire pourra, à son gré, fermer au com-
erce anglais tous les marchés, tous les ports du continent,
puis Gibraltar jusqu'au Holstein, ou même jusqu'au cap
ord... » Point de Hanovre aux Prussiens : il faut que ce pays
it sous la coupe directe de la France. A quoi servirait,
trement, d'avoir ôté aux Anglais « les leviers de la Bel-
que et de la Hollande »? Il faut leur enlever tout pied-à-
rre, direct ou indirect, sur le continent, et indemniser les
ussiens en Pologne, ou, au besoin, sur la Baltique. « Alors,
ritablement l'Europe occidentale sera en paix. Je vois
nir toutes les combinaisons. »

Haugwitz les voyait aussi. Dès 1795, il s'était rendu compte
ie le dessein de la France était de s'emparer des côtes, d'oc-
iper le Hanovre, d'isoler l'Angleterre. La perspective que
i entr'ouvrait Sieyès ne lui paraissait certainement pas plus
ntante que ne lui parut la réalité, lorsque, plus tard, Napo-
on accomplit le dessein et lui donna son véritable nom : le
stème continental. Le fait est qu'il fallut Iéna et le décret
e Berlin pour y contraindre, sinon pour y gagner les Prus-
ens. « Ils mettent toujours, écrivait Sieyès, une sorte d'hon-
eur à repousser toute idée d'alliance. Ils parlent de la pro-
ité et de la conscience timorée de leur roi. Je rends hommage
cette conscience, en regrettant qu'elle n'ait pas été l'apa-
age de la Prusse depuis cent ans. » Que parlait-on de cons-
ience à Berlin, et que devenaient les traditions du philo-
ophe conquérant de Sans-Souci? « Je parierais bien que cette
rétendue conscience fera place avant peu à un sentiment
'intérêt plus actif et peut-être plus rapace que les autres. »

Le Directoire ne s'expliquait point ces hésitations; Talley-
and se sentait déconcerté par ces scrupules. — Comment,
crivait-il, le jeune roi qui « se fait gloire d'apprécier et de
rendre pour modèle l'immortel Frédéric... peut-il hésiter à
aisir nos ouvertures?... Est-ce notre force ou notre volonté

qu'on suspecte »? Le Directoire, comme plus tard Napolé dans des conjonctures analogues, ne s'arrêta point à ces cur sités psychologiques. Il mit la Prusse au pied du mur. « pour la quatrième fois nos excitations n'aboutissent qu'à pr longer sa léthargie, peut-être sa mauvaise volonté, écrit Ta leyrand, le 24 juillet 1798,... nous mettrons alors tous n soins à nous passer d'elle... et si elle recueille les fruits ame de la résistance à nos vues... elle n'aura point à nous repr cher de l'avoir trompée ou trahie... » Sieyès n'était poi homme à atténuer ces déclarations. « Le Directoire exécut dit-il à Haugwitz, fera la paix avec vous, sans vous ou cont vous... Si nous marchons de concert, la paix sera bonn prompte, solide, conforme à vos intérêts comme aux nôtres Si nous marchons sans vous, gare au nouveau traité de Camp Formio! »

Mais Sieyès eut beau appliquer le fer rouge, rien ne p secouer « la léthargie ». Haugwitz lui adressa, le 3 août, u longue note déclinatoire, que l'on croirait écrite au lend main de la paix d'Amiens : « La Prusse a consenti l'aband de la rive gauche du Rhin, de Mayence, boulevard de l'All magne; la France a doublé sa force offensive en prenant Belgique, et maintenant elle veut davantage : les têtes pont sur la rive droite, devant Mayence, devant Coblenz, moyen d'inonder l'Allemagne de ses troupes; comment ne point inquiéter « si, au milieu de tant d'avantages, la Franc étendant ses demandes à mesure qu'elle en obtient l'obje passe la ligne qu'elle-même avait indiquée comme tracée p la nature pour former les frontières?... » Sieyès se mont plus pressant; alors Haugwitz s'anima et découvrit le fond sa pensée : « Cela change tant! » dit-il en parlant de France et de ses gouvernements; la réaction peut se faire France même, dans les pays qu'elle a envahis, et d'un insta à l'autre. « Le plus sûr est de ne pas s'exposer, dans le c d'une contre-révolution, à attirer sur soi la vengeance d autres gouvernements et de la France elle-même; dans ce ca le danger est immense. » Et cet autre danger non moi

edoutable : « Où la France s'arrêtera-t-elle? Est-ce qu'elle eut commander partout? La Suisse, l'Italie!... et toutes les épubliques qui veulent révolutionner à leur tour! » — « Nous e souffrirons pas que la France se conduise à notre égard omme elle a fait partout où on l'a écoutée... en Suisse, en talie. » Le Directoire le prend de haut, poursuit le ministre russien; qu'il y réfléchisse : si la France a des amis en russe, la Prusse a un parti en France. « Si la République st rassurée contre nous, le roi ne l'est pas moins contre elle. es officiers français, la nation tout entière est pour la russe; il ne dépendrait pas du Directoire exécutif lui-même, 'ailleurs si changeant, de nous déclarer la guerre. »

« Je vous déclare, écrivit Sieyès, le 25 août, que si je pro-ose l'alliance nettement, catégoriquement, j'aurai une éponse négative, et ce sera pour la quatrième fois que la épublique sera refusée. La Prusse restera couchée molle-ent dans sa neutralité jusqu'à ce qu'elle s'aperçoive que vous gissez pour vous passer d'elle... » Il suggère l'idée de épandre des émissaires dans l'Allemagne du Sud, de se faire n parti dans les peuples, de gagner les gouvernements des tats secondaires. « C'est notre rôle de les soutenir, de les pro-éger. Et surtout de leur révéler leur force et leur puissance n les unissant par un lien fédéral autre que celui du grand orps germanique. »

Mais le Directoire tient à la Prusse. « C'est avec elle que ous aimerions à concerter tout ce qui est relatif à la pacifica-on de l'Allemagne, écrit encore Talleyrand, le 7 septembre. 'est autour d'elle que nous voudrions voir ralliés les princes econdaires d'Allemagne. » Voici ce qu'il en attend et ce qui st bien fait pour confirmer les appréhensions de Haugwitz : Il est de plus un autre objet qui intéresse essentiellement la aix continentale, dit Talleyrand à Sandoz : c'est celui d'une arantie faite par la Prusse, l'Espagne, les Républiques fran-aise et helvétique, des États de l'Italie, tels qu'ils existent ujourd'hui; garantie qui entraverait les projets de l'Empe-eur et le forcerait à signer la paix. » Ainsi, après la rive

gauche du Rhin, les têtes de pont sur la rive droite; après la Belgique, la Hollande; après l'Helvétie, l'Italie et ainsi de suite tant que l'Europe laissera la République révolutionner le monde et renverser les trônes. La Prusse, en 1798, eut peur comme elle eut peur en 1805, lorsque Napoléon, après avoir fait les mêmes ouvertures, découvrit les mêmes exigences. Elle refusa. Sieyès résuma la négociation, le 29 septembre, par ces mots : « La Prusse ne veut rien faire pour la paix, rien, absolument rien. » Et quelques jours après : « Je ne puis trop le répéter : les Français s'opiniâtrent mal à propos à considérer la Prusse comme leur allié naturel, dans tous les temps... » — « Quand on voit de près ce pays si mal connu des Français, même après le gros et le petit livre de Mirabeau, on s'étonne qu'il puisse avoir un parti en France [1]. »

VI

Dès lors, à Rastadt, toute la diplomatie s'écoula en procédure. Le Directoire avait compté sur la Prusse, gagnée par les articles secrets de Berlin en 1796, pour enlever le vote de l'Autriche; sur l'Autriche, gagnée par les articles secrets de Campo-Formio, pour enlever le vote de la Prusse; sur la Prusse et l'Autriche pour forcer le vote de la Diète; sur les petits États, gagnés par les promesses de sécularisation, pou

[1] Rapports de Sandoz, 9 septembre; de Sieyès, 13 octobre et 3 novembre 1798. Le *gros* livre de Mirabeau, c'est *la Monarchie prussienne;* le petit livre : *l'Histoire secrète de la Cour de Berlin.* Quant au parti de l'alliance prussienne, Sieyès y voit le produit des manœuvres du juif Éphraïm, qui connaissait beaucoup de financiers et de journalistes et s'entendait à manier l'opinion. Éphraïm l'avait montré au commencement de la Révolution, mais il n'aurait pas réussi, malgré tout son savoir-faire, sans le préjugé philosophique que Voltaire et les encyclopédistes avaient répandu en faveur de Frédéric, sans la haine persistante de l'Autriche qui transformait, aux yeux des badauds, les ennemis de l'Autriche en amis de la France, enfin et surtout sans la conviction que l'alliance prussienne était seule capable de procurer à la France la rive gauche du Rhin.

opposer un fait accompli à la Prusse et à l'Autriche. En s'expliquant, on s'aperçut que, de toutes parts, on cherchait à s'en imposer, et que personne, au fond, n'était d'accord sur rien. On batailla indéfiniment sur les têtes de pont. Treilhard, nommé au Directoire, le 15 mai, quitta Rastadt. Il y fut remplacé par Jean De Bry, le farouche « tyrannicide » de 1792, futur préfet, et qui passait pour un négociateur à la Popilius. On lui adjoignit, en juillet, Roberjot, républicain capable, qui s'était débrouillé aux affaires en Hollande, à Hambourg, dans les pays du Rhin. Mais les choses n'en allèrent ni plus droit ni plus vite. Repoussé à Vienne, éconduit à Berlin, traîné de votes en votes et de protocole en protocole à Rastadt, le Directoire faisait son inventaire : — L'Angleterre demeure irréconciliable et redevient menaçante à mesure que s'éloigne le péril de la descente. Que reste-t-il de la puissante machine de guerre montée contre elle? Nos alliés sont aussi effrayés que nos ennemis de notre propagande et de nos invasions, s'écrie Talleyrand. Mais, ajoute-t-il, « sommes-nous sûrs d'avoir des alliés? En avons-nous qui nous soient utiles? Le Piémont, je n'en parle pas... L'Espagne, nous avons vu jusqu'à quel point son alliance est froide, oisive, improfitable. Les républiques que nous avons créées, à l'exception de celle des Bataves dont la coopération maritime peut nous être de quelque utilité, sont dans un état d'enfance et d'agitation qui fait qu'elles nous sont à charge, et l'espèce de jalousie qui se manifeste déjà parmi elles, n'est point un garant que nous en retirions jamais facilement tous les avantages que nous aurions droit d'en attendre [1]. »

Faute d'Europe à coaliser contre l'Angleterre, « cette âme de toutes les coalitions, » force en était de revenir aux diversions, aux agents secrets, à la révolution d'Irlande, à l'expédition d'Égypte. Du 1er au 4 juillet, le Directoire reçut des nouvelles de Bonaparte : le 13 juin, il avait pris Malte, et il faisait voile sur Alexandrie [2]. Le Directoire déclara aussitôt

[1] Rapport au Directoire, 10 juillet 1798. PALLAIN, p. 342-346.

[2] Voir BOULAY DE LA MEURTHE. *le Directoire et l'expédition d'Égypte.* Paris

que Malte était de bonne prise et qu'il la garderait; il garderait aussi, du même coup, les îles de l'Adriatique, et, par voie de conséquence, l'Égypte, qui n'était pas encore conquise. Talleyrand écrivit, le 3 août, à l'envoyé de la République à Constantinople : « Le commerce de la Méditerranée doit changer de face et passer entièrement dans les mains des Français. C'est le désir secret du Directoire, ce sera le résultat inévitable de notre position sur cette mer... Pour compléter cette admirable position — Malte — l'Égypte, cette contrée, de tout temps si désirée par la France, est nécessaire à la République... Le Directoire n'a sur l'Égypte aucune idée de conquête... les droits de la Porte y seront par nous respectés... Je ne dois pas cependant vous déguiser que l'intention du Directoire n'est pas d'évacuer l'Égypte. Il est résolu à s'y maintenir par tous les moyens possibles. »

Et là-dessus les imaginations s'emportent. « L'expédition de Bonaparte, disait Talleyrand au Directoire, le 10 juillet, assure la destruction de la puissance britannique dans l'Inde. » Poursuivons le commerce anglais par nos corsaires, nos lois, nos traités; faisons-lui le plus de mal possible. C'est fonder la liberté des mers. « La Méditerranée doit être exclusivement la mer française. Son commerce entier nous appartient... » Menacée à l'intérieur, « déchirée par l'insurrection d'Irlande », bientôt poursuivie jusque dans l'Inde, « sourdement épuisée par les efforts qu'elle est forcée de faire, » l'Angleterre s'écroulera. Les Anglais seront forcés de rappeler leur flotte de l'Orient[1]. « Dès lors, nous pouvons marcher à Constantinople, où tout doit être préparé pour que nous soyons bien reçus. La destruction de Cherson et de Sébastopol serait à la fois la plus juste vengeance de l'acharnement insensé des

1885. — De la Jonquière, liv. III : la prise de Malte. — Desvernois, Villiers du Terrage, *Mémoires*.

[1] « Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes, et l'Angleterre serait soumise. » — « L'Angleterre, inquiète en Irlande, menacée aux Indes... sera amenée enfin à des principes de raison. » Napoléon à Alexandre Ier, 2 février; à Louis, 17 février 1808

Russes et le meilleur moyen de négociation avec les Turcs pour en obtenir tout ce qui pourrait consolider notre établissement en Afrique...[1]. »

Talleyrand traduisait ainsi, dans sa prose ordonnée, les spéculations du Directoire; ainsi spéculera Napoléon, en 1811, lorsque treize ans de guerre auront, pour un instant, réalisé sur le continent les rêves du Directoire; que les projets de Sieyès et des Directeurs seront devenus le « système continental »; que toute l'Europe, même la Russie, y sera ployée; qu'il ne restera plus, pour atteindre le but de ce système et la fin de la guerre, qu'à réduire les Anglais, et que les Anglais sembleront à la veille de crier merci.

Pour entretenir dans les esprits ces rêves de magnificence, le Directoire donna une fête qui rappelait les pompes de l'empire romain. C'était l'entrée triomphale à Paris des objets d'art conquis en Italie. On en fit une cérémonie et, afin d'y imprimer une couleur républicaine, on la plaça le 9 thermidor-27 juillet, anniversaire de la chute de Robespierre. Le nom de Robespierre évoquait le fantôme odieux de la Terreur; la prise de Malte, le triomphe d'Italie évoquaient l'image glorieuse de Bonaparte, et le nom de ce général vola de nouveau sur toutes les bouches. On avait beau faire, ce nom, comme le dit un contemporain, « se mêlait désormais à tout. » Il se mêlait surtout à ce qui rappelait César. Les dépouilles opimes étaient arrivées sur des bateaux; on les débarqua à Charenton; on plaça les caisses qui les contenaient sur des chariots attelés de chevaux richement caparaçonnés : en tête, les manuscrits et les livres; puis les minéraux et les fossiles; puis des lions, des tigres, des panthères dans des cages de fer au-dessus desquelles se balançaient des branches de palmier; puis les caisses contenant les tableaux, avec des affiches : la *Transfiguration de Raphaël*, le *Christ de Titien;* puis les statues, dressées sur les chars, au milieu des couronnes et des branches de laurier : l'*Apollon du Belvédère,* l'*Antinoüs,* le

[1] Pallain, p. 248, 294, 295, 339, 341. Comparez la dépêche à Constantinople, 3 août 1798; la dépêche à Sieyès, 15 septembre 1798, p. 374, note; 382.

Laocoon, le *Gladiateur*. Devant chaque division de ce cortège encyclopédique, marchait la classe correspondante de l'Institut; des chœurs escortaient, avec des chants d'allégresse. Au Champ-de-Mars, les cinq membres du Directoire, debout, près de l'autel de la Patrie, reçurent cette splendide offrande du génie humain faite à la gloire de la République par les armées françaises [1].

Le 6 septembre, on apprit le débarquement de Bonaparte en Égypte; le 11, un émissaire de Constantinople ajouta quelques détails sur l'événement; le 14, le Directoire adressa un message aux Conseils, annonçant que l'Égypte, régénérée, deviendrait « le centre d'un commerce immense, et surtout le poste le plus redoutable contre l'odieuse puissance des Anglais et leur commerce usurpateur ». Quelques heures après, un courrier apporta la nouvelle que Nelson, arrivé sur les côtes d'Égypte, dans le sillage de Bonaparte, avait, le 2 août, détruit la flotte française à Aboukir.

Ce fut dans le Directoire un assaut de récriminations contre cette expédition chimérique, mal conçue, mal conduite! Personne ne voulut plus l'avoir approuvée; tout le monde s'en défendit, mais un seul avec raison, Treilhard, qui n'était pas Directeur en avril. Cependant ils se reprirent vite. L'esprit conventionnel se réveillait en eux, aux heures de péril. C'étaient toujours les hommes de la patrie en danger et de la lutte quand même. Ils s'accordèrent, et très vite, sur deux points : refaire une flotte, surtout ne rien céder. Revenant au vieux parti de l'audace révolutionnaire, Barras proposa de dissoudre, dès l'instant, le congrès de Rastadt. « Si vous hésitez, s'écria Reubell, à déclarer la guerre à Naples, qui l'a provoquée de mille manières, et si vous tardez à vous rendre maîtres de la Sicile, c'en est fait de notre navigation dans la Méditerranée! » Mais déclarer la guerre à Naples, c'est la déclarer à l'Autriche. Daunou, arrivé récemment, montre l'Italie prête à se révolter. Les Directeurs

[1] DELESCLUZE, *l'Atelier de David*, p. 205 et suiv.

efusent d'y croire. « Rien ne fait impression sur eux, dit zara; ils préfèrent la guerre au scrupule de renoncer à la isérable république romaine[1]. »

Cependant les nouvelles funestes se succèdent : l'expédition 'Irlande tourne au désastre : Humbert, qui a débarqué, capiile le 8 septembre; la flotte, qui devait le soutenir, est battue 11 octobre; les frégates hollandaises, qui portaient une artie de l'expédition, sont capturées le 25. Enfin la Turquie éclare la guerre et la flotte russe arrive à Constantinople aux cclamations des Turcs. Bonaparte seul, toujours porté par la ortune, envoie encore un bulletin de victoire. Le 16 octobre, n reçoit ses lettres du 6 juillet au 21 août : la prise d'Alexanrie, la marche en avant, la bataille des Pyramides, l'entrée riomphale au Caire!... Mais Bonaparte est bloqué dans sa onquête, exilé dans sa victoire. C'en est fait des grandes iversions et de l'Irlande et de l'Orient ; les Anglais sont rasurés dans leur île; leur flotte est maîtresse de la Méditeranée.

Si le Directoire est débarrassé de Bonaparte, l'Europe en st débarrassée aussi. Il ne reviendra pas de longtemps, s'il evient jamais, et l'Europe va tout mettre en œuvre pour qu'il evienne trop tard. Les gouvernements qu'une victoire des 'rançais sur l'Angleterre aurait condamnés à la paix, ou tout u moins à la neutralité, s'agitent, s'arment, se liguent, eprennent espérance. Et les mesures du Directoire se etournent contre la République. Son refus de livrer l'Italie à 'Autriche va décider l'Autriche à s'emparer de l'Italie. Les nglais, libres sur mer, vont trouver des alliés sur le contiient. La conquête de l'Égypte va leur assurer le concours de a Russie et celui de l'Empire ottoman, et l'on verra le Russe, 'Anglais et le Turc réunis contre la France par les mêmes notifs qui les réuniront encore en 1840. Enfin la pression exercée sur Naples va décider cette cour à se jeter dans les ras des Anglais. La victoire des Anglais va lui donner l'au-

[1] Rapports de Sandoz, 21 septembre, 17 octobre 1798, BAILLEU.

dace d'attaquer la République, et ce sera l'étincelle qui, parti des extrémités de l'Italie, décidera l'explosion générale. Voil les conséquences de la journée d'Aboukir; et c'est ce qui e fait une date dans l'histoire de la Révolution. Ce n'étai qu'une défaite maritime, une défaite lointaine, le blocus d 40,000 hommes et d'un général; mais ce général était le plu illustre des généraux de la République et le plus redouté e Europe; enfin c'était une défaite retentissante et telle que le Français n'en avaient point éprouvée depuis 1793. Tout avai semblé fatal, inexplicable, diabolique dans leur triomphe cet échec parut providentiel; il sembla que l'histoire changeai de cours, et le reflux commença.

CHAPITRE II

LA RÉPUBLIQUE NAPOLITAINE

1798

I

C'est à Naples que l'on se sentait le plus menacé ; c'est là que 'on avait le plus peur ; c'est là que se produisit, à la nouvelle du désastre d'Aboukir, la première explosion de haine[1]. Entre les complots qui le menaçaient à l'intérieur, les Français qui le menaçaient sur la frontière, animaient et protégeaient les conspirateurs, ce gouvernement était réduit à 'armer et à sévir en tremblant. Le ministre favori, Acton, out anglais, avait été congédié ; mais il continuait de mener es affaires dans la coulisse. La principale était de ménager Nelson et sa flotte. Contrainte de refuser aux Anglais le ravitaillement qu'ils demandaient, la cour de Naples leur avait fait entendre que tous ses vœux, toutes ses passions étaient avec eux. Cette cour avait auprès de Nelson le plus persuasif des agents : c'était la femme de l'ambassadeur d'Angleterre, Emma Hamilton, naguère merveilleusement belle, séduisante encore, aventurière de profession, devenue, par la folie

[1] Franchetti, *Storia d'Italia.* — Helfert, *Königin Carolina-Maria Karolina, Anklagen und Vertheidigung.* — Hüffer, *Rastatter Congress*, t. II, chap. v. — Sybel, Oncken, Botta, Colleta, Palumbo. — Cresceri, *Memorie segrete.* — Boulay de la Meurthe, *Quelques lettres de Marie-Caroline.* — Pingaud, *Un Agent secret.* — *Mémoires de* Thiébault, Pepe, La Revellière, Macdonald. — Correspondances publiées par Palumbo, Gagnière, Vivenot, Bailleu. — Nelson, *Despatches and Letters*, t. III. — Mahan, *Life of Nelson.* Londres, 1897. — Forgues, *Vie de Nelson.* — Rousselin de Saint-Albin, *Championnet.*

d'un vieux diplomate, ambassadrice du roi George, et par le caprice de Marie-Caroline, confidente et favorite d'une reine. Elle connaissait Nelson depuis 1793 et le tenait sous le charme. La reine le savait, et cette passion de Nelson était sa grande espérance. Elle aurait la flotte anglaise le jour où elle oserait en réclamer le secours. Cependant le mal croissait. La guerre paraissait inévitable. Le sort de la monarchie se jouerait alors dans une bataille, et cette bataille, qui la dirigerait?

Naples avait des soldats, mais, à part quelques émigrés français, point de commandants. Marie-Caroline écrivit à sa fille, l'impératrice, et réclama un général, Mack, si c'était possible : Mack était le vainqueur désigné, le héros à tout faire. L'Empereur l'accorderait-il? En attendant, l'inquiétude agitait Naples; chaque jour on se demandait si on ne serait pas réveillé par le canon de Bonaparte. Le papier-monnaie tomba de 25 pour 100. Sur ces entrefaites, le 3 septembre 1798, arriva la nouvelle que Bonaparte était débarqué en Égypte, que sa flotte était détruite par Nelson. La reine exulte. Elle ne peut attendre le moment de voir son amie; elle lui écrit, elle l'appelle en phrases haletantes : — « Ma chère milady, quel bonheur, quelle gloire!... J'ai pleine vie. J'embrasse mes enfants, mon mari. Quelle bravoure, quel courage!... Puisse le ciel faire prospérer une nation aussi magnanime! » Lady Hamilton accourt et, dans une lettre à Nelson, décrit les transports de la reine : « Elle pousse des cris, elle embrasse son mari et ses enfants, court comme hors d'elle-même dans les appartements, crie encore, embrasse, étreint tout ce qu'elle rencontre. O brave Nelson, Dieu garde et protège notre vaillant libérateur! » Qu'il vienne! Nelson n'y résiste pas.

Il avait quarante ans; c'était un Anglais austère et renfermé, timide avec les femmes, un homme de mer timide, aux passions brutales et naïves, refrénées, inassouvies; borgne, tête revêche sur un corps grêle et mutilé. Son nom retentissait alors dans toute l'Europe; il était le roi de la mer, le vengeur des Anglais, le sauveur des rois. Il s'abandonne à l'ivresse du triomphe et, sans se l'avouer encore, à l'enivre-

ent de l'amour. Il arrive en vue de Naples, le 22 septembre. ut un peuple se presse autour du vaisseau amiral; ce ne nt que fleurs, oriflammes, acclamations. Lord Hamilton ut être le premier à saluer le héros. Emma l'accompagne, Nelson, dans le décor incomparable de son triomphe, ne it plus qu'elle. On lui raconte qu'elle s'est évanouie en prenant sa victoire. « La scène du bateau fut terrible. lady s'élance et tombe inanimée devant moi : je la crus orte. Ses larmes heureusement se firent un passage, et elle rut aussitôt soulagée. Le roi arrivait. Sa Majesté daigna e tendre la main en m'appelant son libérateur... J'espère oir quelque jour le plaisir de vous présenter lady Hamilton. est une des meilleures femmes de la terre : elle fait hon-eur à son sexe... » Il adresse ces lignes à sa propre femme, il y paraît tout entier : dupe risible et formidable de son œur, de ses sens, de son orgueil; guerrier qui dans le combat e connaît que son Dieu et sa patrie; qui se juge invulnérable à amour défendu parce qu'il se sent inaccessible à la peur; s'ima-ine être vertueux parce qu'il se sent très protestant et très nglais, et, touchant la terre d'Italie, se trouble au serrement e main d'un roi de parade, imbécile et poltron, à l'évanouis-ement d'une comédienne de cour qui, à Londres, avait posé, n Cléopâtre, dans le cabinet d'esthétique et de libertinage du octeur Graham. Il était subjugué, fasciné; il le demeura, et l y perdit, avec la dignité de sa vie, cette qualité généreuse le l'âme qui distingue les héros des simples conquérants et les destructeurs d'hommes, cette fleur de la gloire, la magna-nimité.

Acclamé par les lazzaroni, fêté, encensé par la cour, il habite le palais Hamilton; il s'égare dans son rêve. Le vertige est tel chez lui qu'il est près d'en mourir. Il ne se relève que pour proclamer son amour dans tout Naples, le crier à la nature entière, le déclarer à sa femme, aux ministres mêmes du roi, dans ses dépêches officielles. Croyant servir son pays et ne servant que sa passion, il excite à la guerre Marie-Caroline qui déjà ne se possède plus. Il déplore, avec

elle, les lenteurs de l'Autriche ; il condamne Thugut et ses machines suspectes. Cependant, à défaut d'armée, le vainqueur demandé arrive. Thugut avait été heureux de faire sa cour à l'impératrice, en se débarrassant, du même coup, d'un militaire intrigant et bavard, qu'il avait dès longtemps percé à jour. Mack est à Naples le 9 octobre. Nelson le rencontre au passage et le juge un pédant empêtré : c'est le coup d'œil de l'homme de guerre. Mais la reine les fait dîner ensemble, Emma Hamilton traite Mack en homme de génie, et Nelson est converti.

Mack ne s'éblouissait point lui-même de ses rodomontades et de ses spéculations stratégiques. Il avait un fonds de bon sens qui le rendait perplexe dans l'exécution des plans spécieux qu'il développait dans les conseils et auxquels il ne croyait plus qu'à demi dès qu'il passait à l'exécution. Comme tous les rhéteurs de caserne ou d'État, il cessait de se comprendre quand il cessait de s'entendre parler. Il déclara à la reine qu'en dix jours il serait prêt à entrer en campagne : Naples le proclama le Nelson de la terre ! Sous main, il s'efforçait de gagner du temps, ne prenant au sérieux ni l'ardeur batailleuse de Ferdinand ni la valeur des 40,000 hommes dont ce roi prétendait disposer. Il les achemine pourtant vers la frontière, et, agresseur malgré lui, il y va établir son quartier général. Le roi, la reine, Nelson, les Hamilton l'y viennent visiter le 8 novembre. Mack présente ses soldats à la cour comme la plus belle armée du monde. Et la cour, apprenant que l'Empereur n'enverra pas de troupes en Italie avant le printemps, qu'il attendra les régiments russes et les subsides anglais, s'indigne, s'emporte. C'est une trahison ! La reine écrit à l'impératrice : — « Il faut sortir et avant la fin de novembre nous serons à Rome sûrement, sauf qu'ensuite, ne voyant aucune démarche pour être attaquée, toute la force française plombe sur nous, et nous écrase... Nos moyens et dépouilles serviront à ruiner l'Empereur, qui ne s'échappera point; je vois bien noir... Il faut mourir avec honneur [1]. » Au

[1] Marie-Caroline à l'Impératrice, 12 décembre 1798, en français. HÜFFER, t. II, p. 149, note.

ıd, Marie-Caroline ne se faisait guère plus que Mack d'illu-
ıns sur « sa petite et non aguerrie armée » ; mais ils croyaient
ıvoir qu'une chance de salut et qu'un moyen de forcer
'urope à intervenir : brusquer l'attaque. Ferdinand lança, le
novembre, son manifeste ; le 23 au matin, les soldats napo-
ains avaient franchi la frontière romaine et allaient affronter
tte terrible République française que Marie-Caroline appe-
t, dans un moment d'exaltation biblique, « la moderne
dome. »

II

L'Europe commençait à s'armer, mais lentement. L'Angle-
rre sortait d'un long cauchemar. Elle s'était vue isolée
vant la France et menacée d'invasion. La crainte qui avait
ité les Anglais, quarante-trois ans auparavant, lorsque,
sait-on, Belle-Isle rassemblait sur les côtes de France une
mée de débarquement ; l'anxiété que naguère leur avait
usée Hoche, s'étaient ranimées bien plus vives lorsqu'ils
aient vu Bonaparte reprendre ces projets. Ajoutez l'immi-
nce d'une révolution en Irlande et la sourde inquiétude de
ditions en Angleterre, où l'on assurait que l'ennemi trouve-
it des complices. Les Anglais ne voyaient partout qu'es-
onnage et trahison. Il s'ensuivit une réaction contre la
ance, dans l'esprit même de ceux qui jusque-là avaient
ôné la paix avec la République.

Ces libéraux généreux, mais très anglais, avaient pardonné
Terreur à la Révolution, parce que la Révolution avait
pprimé Robespierre et réprouvé la Terreur. Ils se flattaient
ıe la France, affranchie des terroristes et délivrée de toute
ainte d'invasion, s'arrêterait de soi-même, se contenterait
être libre, assez magnanime pour commander l'admiration
es voisins, assez modeste pour rassurer l'Europe et surtout
Angleterre. L'événement les détrompa. Ils virent la Répu-

blique s'assimiler et reprendre en grand, pour le compte
la Révolution, les traditions de conquête et de suprématie
Louis XIV. L'invasion de la Suisse fut pour ces Anglais ce q
le partage de la Pologne avait été pour quelques-uns c
admirateurs du grand Frédéric. « O France, » s'écria Co
ridge, qui, un an auparavant, célébrait comme une conqu
de l'humanité les victoires de la République, — « ô France c
te moques des cieux, adultère et aveugle, et patriote seu
ment dans des œuvres pernicieuses, sont-ce là tes vanteri
champion du genre humain ? » L'esprit belliqueux qui somme
lait en Angleterre, depuis les échecs de 1797, se réveilla da
tout le peuple. Le ministère se sentit soutenu. Pitt retrou
la dictature[1].

Les Anglais ne se sentirent rassurés qu'après la destructi
de la flotte d'Irlande et de la flotte d'Égypte. Mais avec
sécurité, la rivalité séculaire se ralluma contre la Fran
aussi jalouse, aussi ardente, universelle et envahissante q
l'était l'hostilité du Directoire aux Anglais. Aboukir fut f
comme le devaient être plus tard Trafalgar et Waterlo
« C'est la plus grande victoire navale qu'il y ait eue au mond
s'écria Pitt; la gloire en durera aussi longtemps que le no
anglais! » Nelson fut fait baron du Nil avec une pension
2,000 livres sterling. Puis on agit. Sidney Smith partit po
Constantinople, où son frère était ambassadeur ; il avait les po
voirs les plus étendus pour traiter des affaires militaires avec l
Russes et avec les Turcs en vue « de détruire les républicains da
la Méditerranée. » Il emmenait les deux émigrés, Phélypea
et Tromelin. Quelqu'un suggéra l'idée d'une grande expéditi
de flibustiers dans les colonies espagnoles : opération de guerr
de commerce et aussi de finance, car il y avait là des méta
précieux accumulés dont on ferait de la monnaie pour
bonne cause. Les ministres anglais pensèrent que ce serait

[1] Voir sur cette crise de l'Angleterre et sur les agitations de l'Irland
STANHOPE, t. II, chap. XXIV, XXV, XXVI. — MALMESBURY, *Journal et correspo
dance*. — LECKY, GREEN. — SYBEL, t. V, liv. VI, chap. IV. — GUILLON, DE PRE
SENSÉ, BOULAY DE LA MEURTHE. — Émile LEGOUIS, *la Jeunesse de Wordswort*
chap. III.

as d'employer les émigrés français, ceux de la chouannerie, n particulier, qui ne demandaient qu'à se battre ; lord Cambe- ort s'en ouvrit à Frotté. Mais Frotté n'était fanatique que de ı royauté, il ne savait pas séparer la cause de son roi de celle e la France. Il lui parut qu'il travaillerait non à restaurer la ıonarchie française, mais à diminuer la France, et il refusa occasion d'acquérir une gloire « ternie par le service anglais », ·lon le mot de son ami Hyde de Neuville [1].

L'Angleterre avait, d'ailleurs, en France, un instrument lus sûr et moins compromettant que les émigrés, les chouans, ·urs levées tumultueuses, leurs conspirations romanesques et ruyantes. C'était le complot permanent de la faction aux mites indéfiniment étendues, aux foyers multiples que Mal- ıesbury avait découverte et liée à sa politique en 1796. Le ·doutable agent de d'Antraigues, Vannelet, correspondait avec · ministère anglais. Il le renseignait, et sur les menées du arti de la paix, et sur les desseins du Directoire. Il faisait ıieux, il le servait. Son emploi, de receveur-caissier très pro- ·ablement, lui en fournissait les moyens. Sa caisse avait été hargée de faire une partie des fonds de l'expédition d'Irlande. « Assurez bien à M. Pitt, écrivait-il le 18 avril, qu'il ne s'échap- era pas vingt-quatre sols en numéraire de mon trésor... » et, e 26 mai : « Jamais un sou ne sortira de la trésorerie pour e pays-là, et pour cet objet, tant que je pourrai y mettre ·bstacle. » Il se vantait d'être compris à demi-mot à Londres. « Ces gens-là profitent des moindres avis [2]. » Mais ce n'étaient à que des diversions de police, une mine à longs circuits ı creuser sous le sol. Elle ne pouvait opérer ses effets et ·clater à propos qu'en cas de défaite de la France. Cette léfaite ne pouvait venir que d'une coalition de l'Europe. Pitt ·hercha donc à en renouer une. Il lui sembla que l'Autriche levait être impatiente de déchirer son traité, et que Paul I[er] levait être éclairé sur le péril que les conquêtes du Directoire

[1] La Sicotière, *Frotté*. — Hyde de Neuville, *Mémoires*. — D'Andigné, *Mémoires*.

[2] Pingaud, chap. v.

faisaient courir à toutes les monarchies. Paul, en effet, commençait à s'en émouvoir.

III

Le règne de Paul Ier ne fut qu'une longue matinée d'orage avec de rares éclaircies[1]. Les troubles de sa vie privée présageaient les tempêtes de son règne. On l'avait marié deux fois, la seconde, à une Allemande, Sophie-Dorothée de Wurtemberg, nièce du grand Frédéric, qui prit, avec le baptême orthodoxe, les noms de Maria-Feodorowna. Elle était charmante, vertueuse, femme et mère; elle lui donna trois fils : Alexandre, Constantin, Nicolas, et il connut dans son intérieur retiré le seul bonheur qu'il ait goûté dans sa vie. Un caprice bouleversa ce ménage. Vers la trentième année, Paul s'éprit d'une passion, aveugle et despotique, pour une personne de la cour, Mlle de Nélidof, et tomba sous le joug de cette fille et de sa tribu. On le vit, dès lors, aussi agité de partialités que de jalousie. La réaction, quand il prit le pouvoir, fut toutefois moins forte qu'on ne l'attendait après les formidables spectacles du jugement des morts et de la réhabilitation du cadavre de Pierre III.

Platon Zoubof, l'amant, qui craignait le pire, conserva ses biens; il en fut quitte pour s'en aller « avec les airs d'un prince détrôné, » promener en Allemagne « sa dignité langoureuse », et chercher les consolations des héroïnes sensibles et faciles. Bezborodko, intelligent, fort paresseux, peut-être timide à coup sûr ménager de sa personne, devint prince, avec des dons somptueux. Les deux Kourakine, l'aîné, vice-chancelier, borné d'ailleurs, se partagent l'influence. La grande faveur se dispute entre Araktchéef, d'origine infé-

[1] Rambaud, Bernhardi, Schilder, Sybel, Martens, Hüffer, Ranke; *Correspondance de Rostopchine; Lettres de Woronzof, Mémoires de Czartoryski;* Ernest Daudet, *les Bourbons et la Russie.*

ieure, sans talent, vulgaire, brutal, mais très goûté pour sa onctualité dans les manœuvres et son « caporalisme » à la russienne, et Rostopchine, mélange de sentiments élevés, e délicatesse, d'indépendance d'esprit, de servilité de cour, 'orgueil de caste, d'artifice, de fanatisme même, doué du alent d'observer et d'écrire, une sorte de Saint-Simon russe our la peinture de son temps.

Voilà pour les grands, pour l'État. Autour et au-dessous, out est changé. Paul abaisse les uns, élève les autres, selon es fantaisies et selon ses terreurs : il soupçonne partout es trahisons, il flaire partout des assassins; cette peur le lonne, le mène et elle le perdra. Il chasse, il exile, il osse pour un mot qu'un délateur lui souffle à l'oreille; il noblit, il enrichit pour une parole où il se figure apercevoir admiration ou le dévouement; tour à tour expansif, attendri ème, embrassant, pleurant; puis, criant, tapant, soufflant pleines joues et roulant les yeux pour semer l'épouvante : dicule, déplorable, répugnant, parfois, et toujours dan-reux. « Constamment en mauvaise humeur, rapporte ostopchine, la tête pleine de visions, entouré de gens dont plus honnête pouvait être roué sans être jugé, traité en olisson par ses sujets futurs » quand il était grand-duc, en ran par son entourage quand il fut empereur. Avec Cathe-ne, l'autocratie était galante, élégante, spirituelle et amou-use. La grâce a disparu. Le palais, gardé comme une prison, end des airs de caserne. Ce ne sont qu'officiers en grosses ottes qui vont et viennent, sonnant des éperons, la cravache la main. Dans les salons, dans les antichambres, les cour-ans, les dignitaires, attendent, comme au poste, silen-eux, jusqu'à l'appel, et toujours sous le coup du bâton, de disgrâce, de l'exil.

Levé de grand matin, Paul travaille avec frénésie, dans les tervalles de ses inspections militaires, de son manège, de s revues et des querelles de ménage de son tempétueux empe. Les oukases pleuvent, glissent, s'écoulent sans péné-er au fond, mais bouleversent le sol d'un étrange et infertile

labour. Catherine lâchait la main, dans les derniers temps; Paul la serre et tout se détraque dans l'empire, à l'image de l'empereur.

Il n'y eut d'éclaircies que du côté du dehors. La politique de la Russie, en Europe et en Asie, dérive, avec une si puissante simplicité, de la nature des choses, qu'elle s'impose et se continue sous les régimes les plus divers, des ministres venus de l'étranger, des impératrices fantasques, des Allemands et des Allemandes. Paul n'eut guère d'intervalles lucides que pour ces affaires-là. Mais s'il suivit les grandes routes de la Russie, de quelle allure fantasque, avec quels soubresauts, quels écarts, quels reculs soudains et quels emballements il s'y emporta!

Encore qu'il déclamât contre « l'effrenée république française », subversive « des lois, des droits, de la religion et des mœurs », il demeurait en paix avec elle. Mais il en voulait au roi de Prusse de s'en être fait l'associé; Campo-Formio l'indigna contre l'Autriche. L'occupation des îles Ioniennes, la formation d'une légion polonaise en Italie, l'inquiétèrent; il y vit la France étendant la main vers l'Orient, la révolution contaminant la Russie; il déclara nécessaire « de dompter les Français, pour la sécurité générale, de mettre fin à leurs desseins ambitieux et nuisibles ». Il reçut dans ses États le prétendant Louis XVIII, chassé de l'Italie, errant en Allemagne; il lui attribua le palais de Mittau en Courlande, 200,000 roubles de pension, et prit à sa solde une partie du corps de Condé. Puis il entreprit d'attirer les grandes cours dans ses vues.

C'était, tout simplement, en une ébauche incertaine, le grande alliance de 1813, l'alliance à quatre, qu'il proposait de nouer. Les Anglais s'y montrèrent empressés. La Prusse se déroba. L'Autriche, dont Paul se méfiait encore, vint au-devant de lui.

Sous toutes les formes, lettres de l'empereur François au tsar, dépêches aux agents autrichiens à Pétersbourg, lettres particulières, Thugut multipliait les avances, dénonçant le

grand péril de l'Europe, montrant le Piémont écrasé, la Suisse envahie, Naples menacée, l'Italie en combustion, l'Allemagne dissoute[1]. Enfin il résolut d'envoyer Cobenzl en Russie, et pour préparer les accords, il y dépêcha le prince Ferdinand de Wurtemberg, beau-frère du tsar. Cet Allemand arriva le 4 juillet. Il joignait à la sensibilité, au *gemüth* germanique, la rondeur militaire, et sous les deux, cachait la finesse. Sa rondeur plaisait au tsar; son *gemüth* allait au cœur de l'impératrice et gagna la favorite. L'impératrice, jeune encore, grande, blanche et belle, demeurait de droit l'épouse respectée. Elle avait pris son parti du caprice tout intellectuel, disait-on, de son mari pour la Nélidof, qui n'avait de séduisant que ses yeux avenants et son babil. De la rivale, elle s'était fait une alliée. Ferdinand les rassura tous les trois sur les intentions de Thugut. « Il ne s'agit plus de savoir si vous ferez la guerre, dit-il à Paul, mais si vous la ferez avec succès. » Comme le tsar lui trouvait l'air triste et lui en demandait la raison : « Je porte le deuil de tous les souverains, et, depuis peu, de l'empereur Paul, » répondit le prince.

Ces traits macabres touchaient le tsar. La prise de Malte le décida. A lire Vertot, il s'était pris d'un beau zèle pour l'ordre de Saint-Jean, qu'il rêvait de relever. Il vit Bonaparte à Constantinople. Ce Corse se portait à trop d'usurpations. Paul en ressentit de l'inquiétude, et je ne sais quelle émulation sourde qui se tourna contre les « Jacobins ». Il parla de lever cent mille hommes, mais qui les nourrirait? L'Autriche en était à solliciter des subsides, et l'Angleterre les marchandait. « D'ailleurs, disait Paul, mon armée n'est pas à vendre; je ne suis pas un landgrave de Hesse! » A force d'insister, le prince de Wurtemberg obtint, à la fin de juillet, une promesse écrite, non signée toutefois, des menaces au roi de Prusse et l'ordre aux flottes de Sébastopol de soutenir les Turcs.

Une révolution de palais remit tout en question. L'artisan en fut un personnage étrange, qui cumulait l'emploi de

[1] Vivenot : lettres de Thugut et pièces dans l'ouvrage intitulé : *Zur Geschichte des Rastatter Congresses.*

bouffon et celui de favori : c'était un enfant turc, tombé en partage au grand duc Paul, lors du massacre de Koutaïsk d'où il prit son nom. Paul en fit son barbier; petit homme, un peu gras, très brun, alerte, ingambe, souriant toujours, d'une jovialité sensuelle, amusant celui que rien n'amusait, le rassurant par sa platitude, ses grimaces, sa servilité, son néant. Ce Figaro d'Orient passa grand écuyer, reçut les ordres de Sainte-Anne, de Saint-Alexandre, de Saint-André; il eut ses levers, sa cour de solliciteurs, son antichambre de généraux obséquieux. « Nous sommes trois ou quatre personnes, les bêtes noires de ces dames, car nous servons l'empereur seul », écrivait Rostopchine. Ces *dames*, c'étaient l'impératrice et la Nélidof. Par le ci-devant barbier, dont ils surent adroitement exploiter la vanité et l'avarice, ces trois ou quatre firent insinuer à l'empereur que ses femmes le tenaient en tutelle. Ils guettaient l'incident. L'impératrice tomba malade et dut faire lit à part. Ni la Nélidof n'était fille à prendre la place, ni Paul de tempérament à laisser la place vide. Le barbier mit sur son chemin une demoiselle Lapoukine plus belle, plus séduisante que Nélidof, sans ses scrupules, sans son attachement à l'impératrice, sans ses complications intellectuelles. Elle fit toute la résistance qu'il fallait pour donner du prix à sa capitulation, et voilà l'influence renversée.

Le prince de Wurtemberg défendit ses intérêts, la dignité de sa sœur, montra, par l'exemple de Louis XV, le danger des maîtresses. Paul pleura, revint à sa femme, et lui demanda pour gage de prendre Lapoukine parmi ses demoiselles d'honneur. L'impératrice refusa et tomba dès lors dans la disgrâce où elle entraîna son fils Alexandre, et, naturellement, la Nélidof. Mais l'impératrice passait pour prussienne; Lapoukine et ses protecteurs se déclaraient autrichiens, et ce fut l'Autriche qui profita finalement de l'aventure.

Sur ces entrefaites, le 28 août, Cobenzl arriva. Il venait de Berlin et il en apportait cette double déclaration : la Prusse se prononcerait pour la neutralité de l'Allemagne et contre

toute prétention de la France sur la rive droite. Cobenzl put écrire, le 31 août, que 76,000 Russes seraient mis en route, aussitôt que l'Angleterre aurait consenti les subsides. Les Anglais les ajournèrent jusqu'à la reddition des comptes de la précédente coalition avec l'Autriche, et l'affaire traîna jusqu'à l'automne.

C'est alors que Pitt se décida. La Russie valait de nouveaux sacrifices. Elle apporterait à la coalition une alliée toute fraîche, le secours inappréciable d'une armée intrépide et encore invaincue. Grenville adressa, le 16 novembre, à lord Withworth, ambassadeur à Pétersbourg, une grande dépêche où se découvrent, avec les vues permanentes de l'Angleterre, le dessein qui devait être le lien des coalitions jusqu'en 1815 : former une triple alliance entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, y attirer la Prusse, soutenir Naples; si l'on réussissait à chasser les Français de l'Italie, l'Autriche, qui garderait Venise, reprendrait la Lombardie; les Pays-Bas réunis à la Hollande formeraient une barrière aux ambitions de la France Cette ouverture trouva Paul Ier assez disposé à se donner la gloire de pacifier l'Europe; mais ces fumées généreuses ne faisaient que traverser son imagination. Les intrigues de sa cour, sa brouille avec la tsarine, son irritation contre son fils et héritier présomptif, Alexandre, sa passion surtout pour Mlle Lapoukine l'occupaient infiniment plus que la politique, plus même que les fameuses revues à la prussienne et les pompes orthodoxes : il en oubliait la caserne et l'église, la parade et les vêpres.

Au culte platonique, voué naguère à Nélidof, avait succédé une fureur amoureuse; il y a lieu de croire que, pour un moment, Paul se crut heureux, car il se montra reconnaissant avec profusion : il plaça la fille, à sa cour, à côté des grandes-duchesses, l'assit à sa table, lui conféra l'ordre de Malte, tint en son honneur des chapitres, où il parut avec le costume et les insignes de l'ordre. Tous les drapeaux se cravatèrent des couleurs de la favorite, rouge carmin; tous les officiers de l'armée et du service civil, jusqu'à ceux des cuisines,

durent se parer de ces rubans. Enfin Lapoukine, le père, devint procureur général, et reçut le titre de prince avec 80,000 roubles en revenus et 7,000 Polonais. C'était, comme à Naples, de quoi confondre « la moderne Sodome »! Rostopchine, rappelé à la cour, devint le grand meneur, et, pour son coup de maître, ramena Souvorof que la bascule rejeta dans l'armée comme elle l'en avait retiré. Et la terreur impériale continua de sévir en Russie. Ces crises grotesques de cabinet de toilette et d'alcôve, de favorite et de friseur, avaient leurs contre-coups terribles. Paul prenait tout au tragique dès qu'il s'agissait de sa personne, et, quand il délirait, il fallait que toute la Russie tremblât dans le cauchemar et suât l'angoisse [1].

Les Anglais réclamaient des mesures plus pratiques; Paul, dans un intermède de sa pastorale héroïque, consentit à les écouter. La nouvelle de la déclaration de la guerre par les Napolitains le décida. Il l'annonça à Londres le 17 décembre 1798, et le 24, il reçut Withworth : il promit aux Anglais un corps russe de 45,000 hommes et le corps de Condé, moyennant 900,000 livres sterling par an, ou 75,000 livres par mois, et 225,000 livres d'entrée en campagne. Il y mit une condition : les troupes marcheront « aussitôt que le roi de Prusse se résoudra d'attaquer la Hollande et d'ôter aux Français ce qu'ils se sont approprié du côté des Pays-Bas, et, en général, au delà du Rhin où nous ne sommes pas disposés à nous opposer à son agrandissement. Nous avons même l'assurance du comte Cobenzl qu'excepté

[1] Kotchoubey écrivait : « L'espèce de crainte dans laquelle nous vivons ici est à son comble. On craint son ombre. On tremble. Rien de plus commun que les dénonciations qui, vraies ou fausses, sont toujours écoutées. Les forteresses sont remplies de victimes. Une mélancolie noire s'est emparée de tout le monde. Pleurer un parent, c'est un crime. Visiter un ami malheureux, c'est devenir la bête noire... L'administration intérieure va au plus mal. L'égoïsme le plus parfait s'est emparé de tout le monde. Chacun ne songe qu'à faire ses choux gras. On entre en place avec l'idée que l'on sera peut-être renvoyé dans trois ou quatre jours, et l'on se dit : « Il faut que demain je me fasse donner des paysans. » On est renvoyé avec des paysans, on est ensuite repris, l'on prend d'autres paysans. » *Archives Woronzof*, t. XVIII. Lettres d'avril 1799.

les trois électorats ecclésiastiques, ils (les Autrichiens) ne s'opposeront pas à ce que le roi de Prusse garde les pays qu'il pourra conquérir de ceux que les Français se sont appropriés par le traité de Campo-Formio[1]. » C'est l'esprit des traités de Vienne en 1815, et on le voit par le préambule du traité qui fut signé, sur ces bases, à Pétersbourg, le 29 décembre, entre la Russie et l'Angleterre : « Concert destiné à mettre un terme aux succès des armes françaises, à l'extension des principes anarchiques, et à amener une paix solide ainsi que le rétablissement de la balance de l'Europe..., à faire, s'il est possible, rentrer la France dans les limites où elle était renfermée avant la Révolution[2]. »

Dans le même temps, la Russie traita avec Naples[3]. Paul promettait 10,000 hommes qu'il enverrait en Dalmatie, où ils s'embarqueraient. Il poussa les Turcs à la guerre et les décida à s'allier avec Naples, ce qu'ils firent, le 21 janvier 1799 ; il signa lui-même avec eux une alliance de huit années, promit douze vaisseaux de ligne, au besoin une armée de 80,000 hommes. L'Angleterre adhéra à ce traité, promit à la Turquie l'appui de ses forces maritimes, et les Turcs s'engagèrent à mettre en mouvement 100,000 hommes contre les Français[4]. Pour compléter cette coalition, il restait à gagner la Prusse et à entraîner l'Autriche. La Prusse déclara formellement sa volonté de rester neutre. A Vienne, la négociation rencontrait deux obstacles qui l'arrêtèrent longtemps : du côté de l'Angleterre, la question des subsides ; du côté de la Russie, la question des conquêtes. Eden négociait à Vienne avec rigidité. Si les Anglais sont bons payeurs, ils sont âpres créanciers. Eden exigeait, avant d'avancer une livre, que l'Autriche s'engageât à pousser à fond la guerre et employât à combattre les Français tout l'argent qui lui serait versé.

[1] Bezborodko à Woronzof, à Londres, 17 décembre 1798, en français. — *Archives Woronzof*, t. XI, p. 28, 265. — Hüffer, t. II, chap. I et IV.

[2] Martens, *Traités de la Russie*, t. IX, Angleterre, p. 418.

[3] Sur la date de ce traité, voir Hüffer, t. II, p. 239-241.

[4] Traités des 3 et 5 janvier 1799. Sybel, trad., t. V, p. 374. — Zinkeisen, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, t. VII, p. 44-50.

Thugut parlementait, entêté de son plan, qui était d'attendre les Russes, d'entrer en campagne au printemps, d'observer la défensive en Allemagne avec l'archiduc et 90,000 hommes, de porter tout l'effort des alliés en Italie, d'y écraser les Français sous le nombre, de les faire exterminer par les insurrections; puis, si les Russes consentaient à donner 60,000 hommes, d'envahir la France par le midi, très hostile au Directoire, toujours en combustion, et de marcher sur Paris, pendant que, pour protéger la marche, on nouerait avec les Suisses qui ne manqueraient pas de se soulever. Par provision, au milieu d'octobre, Thugut fit occuper les Grisons.

Naples, par son impatience, déconcerta ce projet. Thugut se récria, récrimina; l'Empereur déclara qu'il défendrait Naples si les Français l'attaquaient; mais que, si Naples prenait l'offensive, il ne pourrait pas exposer son empire, et que ce serait aux Napolitains à porter les conséquences de leur coup de tête. Les Anglais, méfiants, fermèrent alors les cordons de la bourse, et la négociation se trouva de nouveau suspendue.

A Pétersbourg, Paul, naturellement soupçonneux, se crut joué. Les lettres de Cobenzl sont remplies de ses réclamations. Il a acheminé ses troupes vers la Galicie : il se plaint qu'on les y héberge mal[1]. Il reçoit de ses agents secrets des avis qui dénoncent une entente secrète entre l'Autriche et la France. C'est enfin l'éternel conflit des indemnités et des arrondissements. Affectant de ne prétendre à rien pour lui-même, et ne pouvant d'ailleurs raisonnablement rien acquérir en Allemagne et en Italie, Paul se proposait le beau rôle de pacificateur de l'Occident et de restaurateur des trônes. Il prônait la guerre de principes et ne rêvait rien moins que de réconcilier la Prusse et l'Autriche en leur imposant un commun désintéressement. Thugut faisait la sourde oreille : ce n'était point là le langage de la politique, et si Paul se montrait si généreux,

[1] Sur les marches des Russes, leurs campagnes de 1799, leurs conflits avec les Autrichiens, voir : HÜFFER, *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*, 1799-1800, t. 1er, Leipzig, 1901.

c'est que, vraisemblablement, il n'avait point encore jeté son dévolu. Le fait est qu'à peine entré en alliance avec les Turcs, il dirigea sa flotte vers les îles Ioniennes. Une révolte des habitants lui facilita la tâche d'en chasser les Français; mais les Corfiotes arborèrent le drapeau autrichien. Sur quoi Paul d'entrer en fureur, et de déclarer à Cobenzl que les îles seront à lui, ainsi que Malte, dès qu'on l'aura prise. Il fallut en passer par là. Thugut se félicita de n'avoir point signé au préalable une déclaration de renonciation aux conquêtes.

Sur ces entrefaites, arrive la nouvelle de l'entrée en guerre des Napolitains. Paul, aussitôt, ordonne à son envoyé à Vienne de notifier à l'Empereur son traité avec cette cour, et somme l'Autriche de se déclarer : « Nous ne pouvons, écrit-il, le 31 décembre 1798, nous contenter d'aucune réponse dilatoire. » Dans ces conditions, le congrès de Rastadt n'est plus que nuisible. Paul invite l'Empereur à le dissoudre. Enfin il faut que Thugut s'explique : sa conduite équivoque permet toutes les suppositions.

Ces instructions arrivent à Vienne à la fin de janvier, et Rasoumowski s'en ouvre à Thugut. Ce ministre s'indigne, proteste : ses prétendus pourparlers avec les Français ne sont « qu'autant de fables destituées de tout fondement, répandues à dessein par le Directoire de Paris et par la cour de Berlin... pour jeter la désunion entre les cours bien pensantes »; l'Empereur est depuis longtemps résolu à n'accéder à aucun arrangement qui ne fonde pas la paix « sur des bases tranquillisantes pour l'Europe, telles que l'évacuation entière de l'Italie et de la Suisse par les troupes françaises, la destruction de toutes les nouvelles républiques depuis la paix de Campo-Formio, l'exclusion de toute influence du Directoire français dans les affaires de l'Empire »; l'Empereur reprendra les armes dès que la saison le permettra; mais il est nécessaire de former d'abord, dans le plus grand secret, « un concert plus positif. » Il importe, en effet, de tenir les Français en suspens jusqu'au moment de leur porter les coups décisifs, d'enlever au Directoire tout prétexte de recommencer

la guerre, de gêner enfin ses mesures en soutenant les illusions du parti de la paix et de l'économie dans les Conseils de Paris. Il importe surtout de s'assurer le concours désintéressé de la Prusse, ou, si elle le refuse, de la contenir par l'approche d'une puissante armée russe. Une autre armée russe va marcher sur la Suisse et sur le Rhin. L'Autriche, cependant, se couvrira et se nantira du même coup en occupant la Bavière.

Ainsi tout était en train, mais rien n'était fait lorsque Naples rouvrit les hostilités. L'événement montra que, si l'Europe n'était pas encore mûre pour la coalition, le génie de la conquête révolutionnaire n'était pas éteint en France.

IV

Si quelque leçon eût été capable d'éclairer les Directeurs sur l'insuffisance de leurs moyens et le péril de leur politique, la crise qu'ils traversèrent, en ces mois d'octobre et de novembre 1798, l'aurait fait. Il semble que dans ces immenses glacis, dans ces bastions et forts avancés dont elle s'est entourée, la France se voit assiégée de toutes parts; partout la terre se remue et se creuse, ce ne sont que souterrains, et les mines qui éclatent, çà et là, dénoncent l'approche de l'ennemi. Sauf dans les pays allemands de la rive gauche du Rhin, soumis, paisibles et d'ailleurs très fortement occupés, on n'entend parler que de troubles et de révoltes. En Hollande, il y a un parti pour appeler les Prussiens et les Anglais; la population les recevra en libérateurs. En Belgique, comme naguère en Vendée, la conscription et la persécution religieuse arment les paysans. Les campagnes, les bois se remplissent de bandes de réfractaires qui réclament leurs prêtres et aiment mieux se faire tuer autour de leurs villages que d'aller à la guerre contre des gens qu'ils ne con-

naissent pas, pour une république qu'ils détestent. Le pays étant dégarni de troupes, la répression, pour être efficace, doit être impitoyable, et elle l'est[1]. La révolte est étouffée ; l'incendie s'éteint peu à peu, traînant jusque vers mars 1799 : occupations militaires, otages, amendes, déportations de prêtres, qui, pour étouffer le mal, en aggravent les causes. Il reste un pays terrorisé, désaffectionné, soumis par la seule force, et prêt à se ressaisir dès que la force se relâchera. Ce sont les conditions de 1793, ce seront celles de 1814.

En Piémont[2], Ginguené l'avait pris de si haut, avec une fatuité si grossière, il jouait si maladroitement de la menace avec le roi, de la propagande avec le peuple, que le Directoire fut contraint de le rappeler. Il le remplaça par le citoyen Eymar, plus déférent, plus modéré. Des deux côtés, le roi et le Directoire, on cherchait à gagner du temps.

Le Directoire était vraiment hors de mesures avec les Cisalpins, à bout de coups d'État, de constitutions, de généraux et de commissaires. Trouvé impose une constitution en août 1798, Brune la supprime en octobre, Rivaud la rétablit en janvier 1799. L'acceptation par le peuple est une « ridicule parodie », écrit Trouvé après le coup d'État de Brune, 29 octobre. « C'est tout au plus si l'on peut dire que la constitution a été acceptée, mande Faypoult, le 17 novembre ; mais on croit qu'elle l'a été... »

Trouvé, assez clairvoyant, devint vite suspect de modérantisme et on l'envoya à Stuttgart. Fouché le remplaça ; ce terroriste passait pour s'être enrichi. « C'est un bon diable, écrivait un agent de l'émigration ; il fait le jacobin de peur d'être reconnu pour royaliste. « Au fond, ni royaliste ni jacobin, asservi par son avarice, à genoux devant l'argent. Ambitieux avec cela, aimant le pouvoir pour ses émotions, sa mécanique subtile, son jeu d'astuce où se jouent la vie, la fortune, l'hon-

[1] Sur cette guerre, dont le roman de Henri Conscience a popularisé la légende, voir : *la Domination française en Belgique*, par L. de Lanzac de Laborie, t. I, liv. IV, p. 219 et suiv.

[2] Bianchi, t. II, chap. xvii. — Botta, liv. XV, chap. xvi. — Franchetti, p. 335 et suiv. — *Mémoires de La Revellière*, pièces. — *Macdonald*, *Thiébault*.

neur, la liberté des hommes. Il épure, intrigue, spécule, entre les fournisseurs, les généraux, les commissaires, les Italiens. Brouillon et boute-feu à la fois, il devient si dangereux qu'en décembre on le rappelle. Mais il reste Brune qui est le sabre et qui, par suite, mène toute la machine. Il lie partie avec les unitaires et fanatise la population dans le sens italien. « Insigne factieux, » écrit Faypoult. « Quelle pitié, quel scandale ! » s'écrie un commissaire, dérouté par le républicanisme des Italiens et cette révolution antifrançaise qu'il voit germer en Italie. « Ils se diront bientôt sans-culottes... et c'est nous qui sommes des aristocrates, des ennemis de la république et de la liberté ! »

Le parti qui essaie de gouverner, pour le compte du Directoire, impuissant à rien tirer du pays, se discrédite. « C'est trop dégoûtant, écrit Paul-Louis Courier. Quelques grands seigneurs d'Italie qui prêtent leurs maisons et qui font pour bien vivre avec les Français, des bassesses, souvent inutiles, sont des gens ou mécontents des gouvernements que nous avons détruits, ou forcés par les circonstances à paraître aimer le chaos qui les remplace, ou assez ennemis de leur propre pays pour nous aider à le déchirer et se jeter sur les lambeaux que nous leur abandonnons... »

Les paysans s'insurgent. Les impôts, quand on les paye, rentrent en papier, qui vaut juste son poids. Tout se résume par cette déclaration du commissaire des guerres, Haller, fiscal mais clairvoyant : « Si la guerre recommence, disait-il à la fin de novembre, on envahira Naples, mais on ne pourra pas s'y maintenir; le premier revers qu'on essuiera sera le signal d'un soulèvement général contre les Français et l'époque de leur expulsion de toute l'Italie... »

De même à Rome : Macdonald, la tête haute, le nez au vent, arrogant et goguenard, y pratique la révolution directoriale, parisienne et antiromaine. Daunou écrit, le 29 octobre : « On a chassé des hommes honnêtes, républicains par principes, prononcés contre le papisme avant sa chute ; on les a remplacés par des agitateurs et par des fripons... tout est en

combustion... » — « Dites à ceux qui veulent voir Rome qu'ils se hâtent, » écrit Paul-Louis Courier quelques semaines après, « car chaque jour le fer des soldats et la serre des agents français flétrissent ses beautés naturelles et la dépouillent de sa parure... On détruit jusqu'aux ruines... Allez, nous vengeons bien l'*univers vaincu...* » Il ne reste que des misérables, un peuple affamé, des brigands. Les généraux commencent à réquisitionner pour eux-mêmes. L'un d'eux, très chaud patriote, selon Championnet, fait venir Thiébault et lui ordonne de lever cinq cent mille francs dans les Abruzzes. « La solde est arriérée, lui dit-il, et différents services manquent de fonds ; j'en ai besoin pour mon espionnage. En outre, j'ai un rang et une famille, que je compte pour deux cent mille francs. » Il se contenta de cent mille, et en donna vingt-cinq mille à Thiébault, pour sa peine. Kellermann, rapporte ce témoin, aimait l'argent et en prenait; Macdonald ne l'aimait pas moins. Sauf quelques-uns, qui passaient pour purs, comme Joubert, comme Championnet, vite suspects d'ailleurs et dénoncés par tous les prévaricateurs, il en allait de même partout, au désespoir des peuples conquis.

V

Voilà ce que les lettres d'Italie apprennent au Directoire. Les lettres d'Allemagne annoncent l'approche des Russes, l'hostilité de la Prusse, la retraite de tous les alliés ou associés de l'empire. A Rastadt[1], « la députation de l'Empire oppose au Directoire de l'obstination, les Autrichiens de la morgue, les Prussiens de la froideur d'abord, et bientôt une hauteur offensante. » On chicane sur les têtes de ponts, sur l'évacuation de la rive droite par les Français ; on ajourne la question

[1] *Précis du Congrès.*

des sécularisations. Le 28 octobre, les Français élèvent le ton : « La République française ne veut point la guerre; mais elle ne la craint pas. Elle veut conclure la paix; la députation ne veut-elle qu'en parler toujours? » La réponse, très vive, de la députation, le 7 novembre, est déjà un manifeste de rupture. Si les Français essaient de parler aux Prussiens, ceux-ci les éconduisent avec les « observations les plus désobligeantes », et se renferment dans leur neutralité, dans celle de l'Allemagne du Nord qu'ils ont garantie. Ils écartent, de bien haut, toute insinuation sur le blocus des côtes de la mer du Nord. Les partisans de la France sont traités en suspects, dans les petites capitales; on les surveille, on les vexe. Kosciusko est expulsé. L'archiduc Charles reprend le commandement des troupes autrichiennes. La députation, à Rastadt, continue de « filer doux », mais c'est pour occuper le tapis [1]. Les Allemands ne pensent plus qu'à se garantir à la fois contre la République et contre l'Autriche, en attendant que la guerre manifeste la raison du plus fort, qui sera pour eux, comme toujours, la meilleure. Il ne faut pas s'y tromper : c'est la guerre de 1793 qui menace de recommencer, avec, en plus, la révolte des peuples, l'appoint redoutable de la Russie, et, en moins, la Pologne qui n'est plus là pour retenir les Russes, rappeler les Prussiens et distraire l'Autriche. Ajoutez les alliés prétendus, les alliés par contrainte : la Hollande, l'Espagne qui guettent la première défaillance pour secouer le joug. Dans ce péril, le Directoire, successeur étriqué du Comité de salut public, en retrouva, pour quelques semaines, l'âpre énergie.

Ces conventionnels, portés au gouvernement de la République, restèrent toujours des hommes de révolution, des hommes d'assaut : ils n'étaient point hommes d'État. Ils ne connaissaient d'autres ressources que les complots, les journées : ainsi, après avoir renversé Robespierre, ils s'étaient montrés incapables d'organiser la République et de fonder la démocratie. Ils ne se soutenaient qu'en proscrivant toujours,

[1] Rapports de Bacher, de Ratisbonne, 10, 17 décembre 1798.

au dedans, en conquérant toujours, au dehors. Ils étaient obligés d'avancer continuellement, de pratiquer l'invasion indéfinie, qui consterne les nations, les accable, les révolte. Mais le paradoxe de leur politique les condamnait à redouter la victoire qui supprimait les revenus de la conquête, qui rejetait les armées sur l'intérieur, embarrassait la République de généraux exigeants, ambitieux, remuants, enfin justifiait la grande clameur populaire : la paix et la fin de la Révolution. Or la paix leur était interdite : elle nécessite un gouvernement régulier, juste, intelligent, dont ils sont incapables ; elle suppose le concours et l'affection des peuples, et ils n'en excitent que l'aversion. C'est ainsi que ces patriotes ardents en venaient, non certes à désirer la défaite et le péril, mais, après les avoir ramenés par leur faute, à s'y retrouver comme à l'aise, dans leur élément naturel, avec les conditions du salut public, qui les emportaient comme en 1793, les forçaient à gouverner pour un seul objet : la guerre ; forçaient le peuple à obéir, les armées à combattre ; nécessitaient des mesures simples, des moyens grossiers, les seuls qu'ils eussent à leur portée ; remettaient tout en branle, obligeaient la nation à courir au plus pressé, aux frontières, et ajournaient indéfiniment la fin de la Révolution qui serait, ils n'en pouvaient plus douter, la fin de leur règne.

Dans la crise, ils reprenaient leur aplomb. Ils savaient oser, combiner les machines de guerre, risquer les coups désespérés. « Tenez pour certain, dit Reubell à Sandoz, au commencement de décembre 1798, que la République française, provoquée comme elle vient de l'être, saura se défendre et attaquer à outrance... Nous porterons nos armées à un état de plus de 500,000 hommes. Le Directoire apprendra, dans cette guerre, qui sont ses ennemis et ses amis, et saura prendre ses mesures en conséquence. Peu de puissances voudront rester neutres, au premier échec que nous essuierons... Ce serait un grand malheur, car l'Europe, déchirée et anarchisée, resterait sans médiateur et deviendrait la proie de l'Angleterre et de la Russie. »

Il faut prévenir l'ennemi, barrer le passage aux Autrichiens en Suisse, les déloger des Grisons, se barricader dans la Cisalpine, se faire, dans le Piémont, un réduit inexpugnable, et puisque Naples ose attaquer, répondre par un contre-coup formidable et porter la révolution jusqu'en Sicile. L'Empereur, désorienté, tremblant pour Venise, se décidera peut-être à traiter. Quant aux Russes, qui sait si leur véritable objectif n'est pas la Turquie? En tout cas, c'est la grande diversion à opérer contre eux. L'empire ottoman croule. Celui qui arrivera le premier à Constantinople fera le marché. Les Directeurs reviennent alors aux projets que Bonaparte leur développait naguère, et conçoivent le dessein d'un immense mouvement tournant. Ils écrivent, le 4 novembre, à Bonaparte : « Le retour en France paraissant difficile à effectuer dans le moment, il paraît vous laisser trois partis, parmi lesquels vous pouvez choisir : demeurer en Égypte en vous y formant un établissement qui soit à l'abri des attaques des Turcs... ; pénétrer dans l'Inde où, si vous arrivez, il n'est pas douteux que vous ne trouviez des hommes prêts à s'unir à vous pour détruire la domination anglaise ; enfin marcher sur Constantinople au-devant de l'ennemi qui vous menace. C'est à vous de choisir, d'accord avec l'élite de braves et d'hommes distingués qui vous entourent. Mais, de quelque côté que se tournent vos efforts, nous n'attendons du génie et de la fortune de Bonaparte que de vastes combinaisons et d'illustres résultats » Sous l'impression des mêmes pensées, le Directoire fait dresser par d'Hauterive un plan de démembrement de l'empire turc : l'Empereur serait désintéressé des affaires italiennes par la réunion à ses États de la Moldavie et de la Valachie, la Grèce serait affranchie, l'Égypte passerait à la France [1].

Le 13 décembre, on a des nouvelles : ce sont des courriers d'Égypte, jusqu'au 15 novembre, annonçant la révolte du

[1] Mémoire de d'Hauterive, 6 novembre. *Affaires étrangères.* — Le Directoire à Bonaparte, 4 novembre. BOULAY DE LA MEURTHE, *le Directoire et l'expédition d'Égypte*, p. 283 et suiv.

Caire, l'écrasement des insurgés. « Tout va parfaitement bien ici, écrivait Bonaparte, le 7 septembre; le pays est soumis et commence à s'accoutumer à nous. — Jamais colonie n'a offert plus d'avantages. Je ne doute pas que, moyennant l'Égypte, vous ne soyez maîtres de faire avec l'Angleterre la paix que vous voudrez... Maîtresse de l'Égypte, la France sera à la longue maîtresse des Indes. Le cabinet de Londres le sent parfaitement. Il ne doute donc pas que ce ne soit au moins le garant de la paix générale. » — « J'attends des nouvelles de Constantinople. Je ne pourrai pas être de retour à Paris, comme je vous l'avais promis, au mois d'octobre, mais cela ne tardera que de quelques mois. » Et le 7 octobre : « Lorsque je saurai le parti définitif que prendra la Porte, ce qui ne tardera pas, je me résoudrai à passer en Europe; surtout, si les premières nouvelles me font penser que le Continent n'est point encore pacifié, je me résoudrai à passer. »

Le Directoire se sent rassuré : Bonaparte est vivant, il est victorieux, son armée est intacte; il est en mesure et en disposition de frapper le grand coup que l'on attend de lui. Mais les Directeurs espèrent qu'il ira aux Indes, au moins à Constantinople, et, qu'en Europe, ils n'auront pas besoin de son redoutable appui. La diversion d'Orient, c'est la part du prodige et de l'éblouissement; c'est de l'Italie que le Directoire attend le salut. Il a envoyé ses deux généraux les plus jeunes : hommes d'entreprise, d'ambition aussi, ayant la renommée à conquérir, mais sans tare fiscale et pleins d'ardeur républicaine. Joubert remplace Brune à Milan, il fera tête aux Autrichiens. Championnet, que Hoche avait légué naguère à la République comme un autre lui-même, prend le commandement de l'armée de Rome et reçoit l'ordre de marcher sur Naples.

Joubert était l'un des généraux les plus en vue dans la République. Il « aspire à la célébrité de Bonaparte », écrivait Sandoz, toujours aux aguets sur les gens et sur les choses. Joubert avait fait son apprentissage politique en Hollande,

épuré une assemblée, dicté une constitution : il passait pour homme d'État. Bonaparte louait fort en lui l'homme de guerre : « Grenadier par le courage, il est général par le sang-froid et les talents militaires. » Il exigea, pour accepter le commandement de l'Italie, que le Piémont fût mis dans ses mains. A peine arrivé à Milan, il s'en empara[1]. L'opération fut faite par ruse, complots et violence, moyens de force et moyens de police, à la vénitienne; et Joubert s'y montra, pour la vigueur et la dextérité, digne de son maître. Le 2 décembre, il fait réclamer, à Turin, par l'agent Eymar, un contingent de troupes, stipulé par le traité de 1797, et la remise de l'arsenal. Le roi promet les hommes et, pour l'arsenal, en appelle à Paris. Joubert ne lui laisse point le temps d'attendre une réponse. Il mande à Grouchy, qui commandait la citadelle, de disposer toutes les machines pour une révolution, de gagner même, s'il est possible, le confesseur du roi, de pousser ce prince, par tous les moyens, à rompre la trêve et à se mettre dans son tort.

Grouchy avait des intelligences dans la ville; il fit, a-t-il dit lui-même, « jouer tous les ressorts secrets qu'il avait préparés. » Des séditions éclataient toujours çà et là dans les campagnes; on assassinait, comme dans toute l'Italie, les soldats isolés, les courriers, les habitants même qui passaient pour gagnés à la France. Joubert lance une proclamation fulminante, imitée de celle de Bonaparte à Venise : le sang des Français a coulé; celui des républicains piémontais a coulé; les attentats succèdent aux attentats; la mesure est au comble et la République à bout de longanimité! Sur quoi, les troupes de Joubert passent la frontière, occupent Novarre et Verceil, tandis qu'à Turin, Grouchy joue si bien de ses machines que le roi abdique, cède ses droits sur le Piémont à la République, et part, le 9 décembre, pour Parme et Florence, où il rencontre le pape, fugitif comme lui. Finalement, il se réfugie en son île de Sardaigne où il attendra que l'Europe vienne le délivrer.

[1] BIANCHI, t. II, chap. I et II.

Joubert établit un gouvernement provisoire, décrète la suppression du régime féodal, annonce la réforme des lois civiles, supprime les ordres religieux, interdit les processions et commande des réjouissances générales pour fêter la délivrance du pays. Le portrait de Bonaparte occupe la place d'honneur dans les salles de banquets. Mais, les lumières éteintes, les misères commencent. Le gouvernement provisoire, composé d'hommes honnêtes et modérés, se voit débordé par les démocrates et entravé par les réactionnaires : les uns et les autres, italiens. Comme les autres gouvernements d'Italie, il chancelle, tiraillé par les peuples, qui veulent la liberté pour eux, leur liberté, et les agents français, militaires et civils, qui veulent de l'argent, confisquent, vendent, dépouillent, prélevant la part du lion dans les trésors d'église, les musées, les bibliothèques, les archives. Ils ont trouvé là, dit La Revellière, « un pays neuf à exploiter, » ils en usent.

En trois mois, le Piémont paye dix millions trois cent trente mille livres. Il est traité en pays conquis ; mais c'est une conquête branlante, ainsi que toutes les autres et pour les mêmes motifs : l'aristocratie est hostile ; elle perd ses privilèges, mais elle garde son influence ; la bourgeoisie prend les places des nobles et continue, par habitude, par précaution, de ménager les nobles, presque de s'excuser ; cette bourgeoisie, assez disposée d'abord pour la République, s'en désaffectionne sous le coup des vexations et des charges. D'ailleurs, c'est une classe sans influence, sans autorité, ni capacité politique. Les clubs sont anarchiques, la presse révolutionnaire. Le clergé pourrait être gagné, mais il faudrait qu'on le ménageât, au lieu de l'opprimer. En résumé, la révolution s'est faite du dehors, s'est imposée par les armes ; elle n'est œuvre ni patriotique, ni nationale, et ce petit peuple économe, attaché à son sol, à ses traditions, froissé dans ses mœurs, attaqué dans ses biens, se dégoûte d'entendre prêcher les vertus républicaines par des commissaires et des généraux qui vivent en préteurs de l'ancienne Rome.

Il ne faut donc pas compter sur ce peuple pour servir de

rempart à la France et comme la France a besoin de ce rempart, elle n'a dorénavant qu'une ressource : occuper ce pays militairement, le défendre elle-même et l'annexer. C'est au fond la pensée du Directoire. Il ne fait rien pour adoucir le sort des Piémontais. La rigueur de la conquête les forcera, tôt ou tard, à réclamer l'annexion, comme un soulagement. Les commissaires civils ont ordre de préparer cette annexion, de diviser le pays en départements, d'y introduire l'administration française [1]; ils mettront fin au gouvernement provisoire, quand on aura tiré de ce gouvernement tout ce que la conquête permet de réquisitionner. Le parti de l'annexion gagne; c'est surtout un parti de résignation, de désespoir. Les âmes ardentes, nationales, ce qu'il y a de patriotes et de républicains, au sens propre du mot, se portent de plus en plus vers l'Italie unie, la grande révolution italienne, comme vers le salut et l'espérance. Les autres, le clergé, la noblesse, les paysans se terrent, attendent les événements et appellent les alliés. Si la France triomphe, le Piémont préférera la réunion au régime de la conquête. Si elle est battue, il acclamera le roi. Si la République s'établit à Naples, l'esprit de liberté italienne courra jusqu'à Turin. Cette conquête, faite pour assurer les autres, dépend, en réalité, du succès des autres. L'expédition de Naples décidera de la guerre et c'est à Rome que vont se porter les premiers coups.

VI

L'armée napolitaine marchait en deux colonnes, onze mille hommes, filant le long de la mer, le gros de l'armée, 30 à 35,000 hommes, sous Mack, sur la route de Rome. Championnet, arrivé le 18 novembre à Rome, n'y trouva que

[1] Elle fut établie en avril 1799.

15,000 hommes en tout, 10,000 Français et 5,000 Polonais. Il ne crut pas pouvoir affronter un assaut. Il évacua la ville, sauf le château Saint-Ange, et se retrancha aux environs, dans une forte position. Les Napolitains firent leur entrée le 27 et le 29 ; tout risque de fusillade paraissant écarté, Ferdinand, restaurateur des droits et libérateur des peuples, vint rejoindre ses troupes. Les Romains purent mesurer alors ce qui, dans les rigueurs qu'ils avaient subies, tenait à la conquête républicaine et ce qui tenait à la conquête en soi-même, aux mœurs et aux nécessités de la guerre. Comme en Belgique, comme en Allemagne, la conduite des armées monarchiques fut la justification des armées républicaines, et l'on vit que si l'esprit de la Révolution française apportait quelque nouveauté dans la guerre, c'était avec moins de haine pour l'ennemi, plus de pitié pour les pauvres gens, une bonne humeur des soldats qui adoucissait les exigences des chefs, un rayon d'espérance, enfin, quelques belles paroles de consolation, de liberté jetées sur l'avenir, et un lendemain offert aux imaginations, autre que le recommencement perpétuel des mêmes rigueurs, sans autres motifs que la faim ou l'avidité des nouveaux vainqueurs. La populace déchaînée, excitée, pilla, massacra tout ce qui passait pour aimer la France, le Ghetto en particulier. Le général Burcard, Allemand au service de Naples, fit sommer le commandant du château Saint-Ange, en déclarant « que tous les malades et les gardes laissés dans les hôpitaux étaient regardés comme otages et que chaque coup de canon tiré sur les troupes napolitaines serait marqué par la mort d'un soldat français qu'on livrerait à la juste indignation du peuple ». Mack transmit cette sommation à Macdonald, ajoutant qu'il considérait comme un outrage le refus que le commandant du château avait fait de se rendre, et comme une horreur l'ordre donné par ce même commandant de tirer sur les Napolitains. Macdonald lui répondit : « Je mets nos malades sous la responsabilité de tous les militaires que vous commandez. Si on leur ôte un cheveu de la tête, ce sera l'arrêt de mort de l'armée napolitaine. Les

républicains français ne sont pas des assassins; mais le général napolitain, les officiers et soldats faits prisonniers de guerre, répondent, sur leurs têtes, de leur sûreté. »

Ceci était écrit le 29 novembre; dix jours après, l'armée napolitaine n'était plus qu'une bande de fugitifs. Championnet rentra dans Rome le 9 décembre. Il y rétablit une sorte de gouvernement, pacifia la ville, remit, pour un moment, la République romaine sur pied [1], puis reprit la campagne, poussant devant lui Mack, la baïonnette dans les reins. Avec ses 15 ou 20,000 hommes tout au plus, il s'était trouvé partout supérieur en nombre.

« Pendant cette campagne, rapporte Thiébault, il tua ou blessa à l'ennemi plus de 12,000 des siens, enleva près de 4,000 chevaux ou mulets, 100 pièces de canon, 21 drapeaux, et frappa de terreur tout ce qui lui échappa. » L'Italie tremblait d'étonnement autant que de peur. Était-ce un nouveau Bonaparte qui se révélait au monde? Il ne fallait pas laisser aux Italiens le temps de se remettre, aux Autrichiens le temps d'arriver. Championnet marcha sur Naples. Il entreprit cette conquête, « la plus étonnante peut-être de celles de la Révolution; » aventure prodigieuse, en sa lumière éblouissante et sanglante, avec son mélange d'héroïsme et de libertinage, de spoliations et de générosité, de férocité et de grandeur.

A Naples, la reine s'exaspérait dans la honte et dans l'effroi. Elle invective l'armée lâche, vendue, qui n'a su que s'enfuir. Il va falloir brûler une partie de la flotte, l'orgueil de la couronne, si on ne veut pas qu'elle tombe aux mains des Français et serve peut-être à ramener en Europe les soldats de Bonaparte. « La noblesse fait de longues mines et ne se remue pas, écrit Marie-Caroline à sa fille, l'impératrice. Les employés se cachent. Les officiers sont des fuyards infâmes. Le petit peuple est encore ce qu'il y a de moins mauvais. Si nous sommes sauvés, si nous n'avons pas à éprouver un second Varennes, nous le devons au brave Nelson. » Il est là, en effet,

[1] Dufourcq, 3e partie, p. 320 et suiv.

avec ses vaisseaux. Mais le peuple laissera-t-il partir son roi? Les lazzaroni réclament des armes; ils demandent que le roi se mette à leur tête. On crie à la trahison contre Mack; on tue sous les yeux du roi un courrier autrichien. Ferdinand était inflexible devant la peur : il résista aux supplications de ses sujets. Marie-Caroline se réconfortait à l'exaltation de cette populace frénétique et sanguinaire dont les hurlements annonçaient de beaux massacres de libéraux et de Français; mais la prudence commandait la retraite. Le 21 décembre, le roi, la reine, avec leurs enfants, leurs trésors et le ménage Hamilton, s'embarquèrent sur le vaisseau amiral anglais; ils arrivèrent, le 25, à Palerme, après une traversée horrible, durant laquelle la reine vit mourir un de ses enfants dans ses bras. L'armée de Naples se mutina, se débanda, et, le 16 janvier, Mack, fugitif, vint remettre son épée à Championnet.

On en avait fini avec l'armée royale; mais une résistance infiniment plus redoutable se préparait dans Naples. Les habitants paisibles, les libéraux appelaient les Français, se disaient en mesure de leur livrer le château Saint-Elme; mais il fallait se hâter si l'on ne voulait trouver la ville en anarchie, et la voir peut-être réduite en cendres [1].

Il y avait à Naples, plus qu'en aucun lieu d'Italie, des éléments de révolution républicaine, d'antiques traditions de liberté; une aristocratie plus lettrée, plus émancipée, plus ambitieuse aussi; une bourgeoisie instruite, intelligente, avide de s'élever au pouvoir; un goût des réformes, des « lumières », un esprit de changement jusque dans le haut clergé. Mais à côté de cette élite de Napolitains cultivés, généreux, humains, qui se réunissent dans les salons de quelques grandes dames enthousiastes des idées, amoureuses des idéalistes, il y a un autre Naples, la grande masse du peuple, qui oppose à la révolution, surtout à la conquête, une résistance acharnée. Ce sont les cent mille lazzaroni, tous les vagabonds, tous les

[1] HÜFFER, *Die neapolitanische Republik, historisches Taschenbuch*, 6 folge, III. Leipzig.

bandits, toutes les furies des quartiers misérables : robustes, cruels, insouciants de la vie, sans besoins, sans appétits, mais l'imagination obsédée d'images de meurtre, sobres de vin, ivrognes de sang, tortionnaires d'instinct, passionnés pour les spectacles de supplices. Avec cela superstitieux, croyant au diable, impatients du paradis comme d'autres du pillage, et sûrs de gagner le ciel, en obéissant aux moines énergumènes qui commandent de tuer pour Dieu et pour le roi. C'est l'armée révolutionnaire de Naples, en haillons, sans culottes, munie de mauvais fusils, de sabres et de piques. Qui parle de République est un traître à leurs yeux et coupable de connivence avec l'étranger. Au « patriotisme » cosmopolite des libéraux, ils opposent le patriotisme élémentaire pour lequel toute parole en langue étrangère est parole de mensonge, tout étranger un espion, un ennemi, qui vient, les armes à la main, chasser le roi, renverser les croix et violer les trésors des sanctuaires.

Ils ont, pour les commander, des héros à leur taille et selon leur génie, un Michel de Lando, surnommé *il Pazzo,* le fou : intelligent, intrépide, le Masaniello de cette contre-révolution populaire. Ils massacrent tout ce qu'ils soupçonnent de vouloir capituler, et tout noble, tout docteur, tout lettré en est suspect. Ils forcent à marcher devant eux l'armée de ligne, fatiguée de la guerre, prête à déposer les armes, et ces soldats prennent le parti de se battre, aussi longtemps qu'ils ne trouveront pas moyen de se rendre. Quant aux lazzaroni, ils foncent sur les Français qui les fusillent; ils s'éparpillent, se cachent dans les caves, dans les greniers, s'embusquent dans les ruelles, barricadent les rues, fuient, reviennent par un détour, prennent l'assaillant à revers, tirent d'en haut, tirent d'en bas et mettent le feu aux maisons qu'ils abandonnent.

La petite troupe de Championnet ne peut triompher que par le sang-froid, la ténacité, la discipline. C'est une troupe incomparable; chaque soldat, inventif et souple, fait la guerre pour son compte, et, suivant la direction donnée pour l'ensemble, se « débrouille » dans le détail. Ces hommes sont de ceux

dont un de leurs chefs a dit qu'ils « étaient capables de tout, en fait d'héroïsme comme en fait de destruction ». Les officiers sont jeunes, épris de gloire et d'aventures, convaincus que le monde est fait pour leur obéir et qu'ils lui portent la liberté. Ils savent qu'ils trouveront, s'ils triomphent, et les grades, et l'argent, et surtout l'amour facile et éperdu. La poésie de leur propre épopée les pénètre; ils ont plus ou moins épelé Virgile; plusieurs l'ont dans leur poche, et ils évoquent, en la ressuscitant, l'âme des premiers conquérants de l'Italie. Mais la résistance qu'ils rencontrent les déconcerte. Ils s'étaient habitués aux embuscades de l'Apennin et des Abruzzes où ils n'avaient affaire qu'à des bandes; à Naples, c'est toute une population qui marche et qui se bat plus intrépidement que les troupes de ligne.

« Les places les mieux armées ouvraient leurs portes comme au coup de baguette, dit Thiébault; ici des bicoques qu'aucun soldat n'aurait osé défendre résistent jusqu'à l'extermination. » Les vieux soldats, ceux qui ont fait toutes les campagnes républicaines, y compris la guerre civile, se rappellent, qui « les hideux fédérés de Marseille », qui « les brigands vendéens ». Tous pressentent je ne sais quoi de prodigieux, comme un flux contre nature, un peuple, un patriotisme soulevés contre la Révolution. Les officiers qui survivront, assez vieux pour suivre les armées françaises d'Italie en Espagne et d'Espagne à Moscou, penseront plus d'une fois à ce terrible avertissement des lazzaroni de Naples; car rien, pas même Saragosse, où le siège et l'assaut se firent pas à pas et durèrent des semaines, n'a laissé dans la mémoire des Français une trace aussi sanglante par l'acharnement, la férocité forcenée de la défense; par l'énergie tendue, infatigable de l'attaque; par l'atrocité nécessaire des représailles dans ces combats de rues entre une armée et une foule insurgée, avec la complicité de toute une population, jusqu'aux enfants et aux femmes, où le coup de couteau sournois attend ceux qui ont résisté au coup de fusil du soupirail et de la lucarne.

La citadelle était aux mains de l'armée de ligne, les libé-

raux y avaient des intelligences : elle fut livrée. Le 23 janvier, après trois jours de lutte, ayant tué 10,000 lazzaroni et perdu 1,000 de ses hommes, Championnet fit son entrée à Naples. Les Bourbons de Sicile avaient cessé de régner ; la république napolitaine allait naître. Mais si le peuple est terrassé, il n'est pas soumis, et ces masses, encore toutes frémissantes, n'auraient qu'à se serrer pour étouffer la petite phalange des Français. Championnet n'était pas seulement un guerrier; il était de la race des héros au cœur tendre, des héros magnanimes ; intelligent de plus, connaissant l'Italie, parlant l'italien et révélant à lui-même et aux autres, en avançant dans sa conquête, un surprenant instinct d'État.

Il se montra pitoyable et se fit connaître aux Napolitains par un trait d'audace et de politique qui imposa singulièrement à ces têtes mobiles. Un officier d'avant-garde se rendit, avec quelques grenadiers, au cœur de la ville, dévoué à la mort s'il provoquait un seul remous de la foule, un seul sursaut de fureur. Il s'arrêta devant l'église où sont gardées les reliques de saint Janvier, descendit de cheval, pénétra à travers la cohue épouvantée qui implorait le saint, s'agenouilla devant l'autel, fit battre aux champs, donna une garde au reliquaire et s'en alla, la tête haute, fier, souriant, comme il était venu. Le peuple, confondu, se sentit dominé, et des voix crièrent : Vive la République !

VII

Ce fut le cri de tout ce qui, dans Naples, était libéral, cultivé, simplement ami de l'ordre, tenait à ses biens, à sa vie, et craignait l'anarchie. Championnet, appelé pour les délivrer des Bourbons, les délivrait des lazzaroni : il eut pour lui la plupart des nobles, les savants, les propriétaires, beaucoup de prêtres même. Ce fut une autre foule qui parut aux fenêtres,

sortit des maisons où elle se cachait, se porta dans les rues, acclamant le vainqueur. Championnet venait de se mettre à table, ce que ses officiers et lui n'avaient pas fait depuis quatre jours, quand une députation vint l'inviter à une représentation de l'Opéra. Il s'y rendit à travers les rues fumantes, où les blessés agonisaient, hurlaient encore sans secours, où gisaient les cadavres sans sépulture, où quelques heures auparavant il avançait « barbotant dans le sang ». Il trouva le théâtre San Carlo illuminé; quatre mille spectateurs y étaient entassés, des femmes en toilette agitaient « avec fureur » leurs mouchoirs ; tout le monde était debout, hors de soi, de la joie de vivre après avoir subi des transes effroyables, poussant « d'assourdissantes acclamations ». Point d'hymnes solennels, cependant, ni d'actions de grâce aux dieux. C'est un *opéra buffa* que les chanteurs exécutent, le *Matrimonio segreto*, et Championnet complimente le maëstro Cimarosa, qui se trouve au théâtre, comme tout le beau monde de Naples, pour fêter les Français. Ces contrastes violents, ces changements de scène, ces jeux de nuit et de lumière, dans cet air tiède, sous l'enchantement du ciel, avaient de quoi les enivrer. Aucun d'eux ne retrouva jamais d'émotions pareilles. Tout était exalté en ces jeunes hommes, le Français, le guerrier, l'artiste. Les femmes se montrèrent éprises, avec transports. Les officiers éprouvèrent le charme et le danger qu'avaient connus leurs prédécesseurs au temps de Charles VIII, de cette « sensualité ardente et âpre », aiguisée encore, comme autrefois, de dévotion, mais avec un ragoût nouveau de sensibilité et d'enthousiasme [1].

La république napolitaine se fonda dans l'illusion et dans les fêtes. « Naples, écrivait Championnet, présente en ce moment le spectacle de Paris en 1789 et 1790. » Mais il fallait, pour ainsi dire, saisir cette république dans son essor, et l'organiser en une matinée. Un retour offensif des Bourbons, des Anglais, des lazzaroni était inévitable. Il importait

[1] Voir MICHELET, *la Renaissance*, liv. I, chap. I.

que Naples, si elle voulait être libre, fût à même de se défendre. Championnet s'y employa de toute son intelligence, de tout son cœur, fier de sa victoire, pour sa patrie, mais attaché à son œuvre, rêvant non d'un amour de passage, mais de noces justes et durables. Il tenta, par conviction, pour Naples, ce que Bonaparte avait entrepris, par politique, dans la Cisalpine. Après celle de Bonaparte, sa renommée est la plus grande que les Français aient laissée en Italie; aucune raison d'État, aucun calcul d'ambition n'en ont terni la pureté. Elle ne fut que d'une aurore.

Ce rude soldat aimait l'ordre. Il le voulait avec justice. C'était, au témoignage d'un Italien, « un homme de bien, c'est-à-dire quelque chose de plus qu'un homme de génie. » Il appela autour de lui tout ce qu'il crut généreux, à son image, et il en forma le gouvernement provisoire de la République. « Vous êtes enfin libres, dit-il, le 24 janvier, dans une proclamation aux Napolitains; votre liberté est le seul prix que la France veut retirer de sa conquête, et la seule clause du traité de paix que l'armée de la République vient jurer solennellement avec vous... Que le peuple se rassure sur la liberté de son culte! que le citoyen cesse de s'alarmer sur les droits de la propriété!... » Mais « malheur à qui refusera de signer avec nous ce pacte honorable!... Il sera traité en ennemi public. La guerre contre ceux qui rejettent la liberté est à mort, ils seront exterminés. »

Championnet pouvait tenir ce langage sans hypocrisie; sa parole ne cachait aucune équivoque; la liberté à laquelle il conviait les Napolitains était la seule que les peuples puissent aimer avec dignité, qu'ils aient jamais aimée avec dévouement, la liberté par eux, pour eux, fondée sur le respect de l'indépendance nationale. Il fit désarmer les lazzaroni. Il commanda le miracle de saint Janvier, qui s'accomplit avec déférence. Il travailla jour et nuit avec ses conseillers. « En général, écrivait-il au Directoire, le 28 janvier, tout ce qui possède quelque chose est pour nous. La République napolitaine, bien administrée, peut devenir une alliée sincère de la

République française ; mais il faut la mettre à l'abri des vexations horribles qu'on fait éprouver aux républiques voisines avec les grands mots de liberté et de fraternité. C'est le but que je veux atteindre en donnant une grande autorité au gouvernement provisoire, qui néanmoins se trouve sous mon autorité... Je vous le déclare, citoyens Directeurs, tant que je commanderai l'armée et que je serai investi de votre confiance, je la justifierai : j'opposerai une digue terrible aux efforts des intrigants, des voleurs, des fripons qui sont toujours à la suite des armées pour en dévorer la substance et celle des peuples à qui nous portons la liberté, qu'il faut abhorrer et détester mille fois plus que tous les manifestes des rois. »

Ce fut son programme ; s'il n'eut pas le temps de l'accomplir, il en disposa toutes les parties avec une hâte un peu fiévreuse, mais avec une justesse de coup d'œil, une suite, une bonne volonté surtout et un sentiment des droits des peuples que jamais général conquérant ne déploya à ce degré. Et, en même temps, la police fut rétablie, le respect des propriétés assuré, une trésorerie nationale mise en activité ; les arsenaux furent approvisionnés ; des décrets organisèrent l'instruction publique, fondèrent un institut national, ordonnèrent la reprise des fouilles de Pompéi, avant tout la transformation des lois civiles et des lois d'impôt. Tout fut entrepris à la fois, tout reçut sa pierre d'attente. Le pays, divisé en départements, eut une constitution analogue à celle de l'an III : elle devait être soumise à la sanction du peuple.

On avait crié sur les places, aux fenêtres, en jetant des fleurs : « Vive saint Janvier ! Vive Championnet ! » comme on avait crié : « Vive Nelson ! » comme on salua plus tard Joseph Bonaparte, Murat, puis les Bourbons revenus de l'exil. C'étaient les mêmes Napolitains que Saint-Simon voyait, de son temps, « seigneurs et autres, toujours empressés à changer de maîtres. » Pour les libéraux élevés au pouvoir, la république était une sorte d'opéra triomphal, le rêve humanitaire d'une nuit bleue et douce, au pied du Vésuve apaisé. Grands

parleurs, beaux parleurs, charmés de leur langue sonore, imaginatifs et raisonneurs, poussant l'utopie à travers les syllogismes, et prenant les métaphores pour des phénomènes, ils raffinaient sur les principes. Platon leur paraissait tiède ; il n'y avait jamais assez de sensibilité et de vertu à l'ordre du jour de leurs séances. Ils ajoutèrent à la constitution un pouvoir censorial de cinq membres, chargé de veiller à la conservation des bonnes mœurs, à la réforme des mauvaises : un éphorat chargé de garder les lois fondamentales, de proposer les réformes utiles, de maintenir les magistrats dans le devoir. « Belles couleurs sur un lambris vermoulu, » dit un révolutionnaire d'Italie qui croyait plus aux conjurations qu'aux discours, et au sabre qu'à la rhétorique. Cette académie de bienveillants *dilettanti* avait à gouverner un peuple de paresseux et de fanatiques, à lutter contre la concurrence des clubs jacobins, qui, poussant plus loin l'utopie, annonçaient le *millenium* et promettaient l'égalité, c'est-à-dire le dépouillement des riches et la curée générale des richesses. Ces démagogues, comme ceux de la Cisalpine, se déclaraient Italiens dans l'âme, ultra-patriotes, et usaient de la liberté, donnée par les Français, pour ameuter le peuple contre le libérateur. Cependant les barons, dépouillés de leurs privilèges, s'en vont, dans la montagne, soulever les paysans ; les moines prêchent la guerre sainte et, au nom de la religion menacée, font cause commune avec les athées et les anarchistes, enflammant à l'envi une population aussi acharnée contre les propriétaires que pour ses saints à miracle et son roi fantoche, distributeur d'aumônes, joyeux mangeur de macaroni. Mélange bizarre de superstition, de foi, de fidélité, de sauvagerie ; il s'ensuit une agitation sourde qui paralyse vite un gouvernement aimable et débile.

A ces éléments de dissolution qui menaçaient ce corps à la croissance hâtive, s'ajoutait la plaie empoisonnée, qui tua la conquête républicaine comme elle avait tué, au temps de Charles VIII, la conquête royale : la fiscalité. Il fallait de l'argent pour nourrir l'armée française, pour organiser l'armée

napolitaine, pour indemniser la France, pour intéresser le Directoire à la nouvelle république, pour satisfaire les généraux, habitués au luxe, et les commissaires insatiables d'exactions. Nécessités et abus se mêlaient, et le contribuable dépouillé, menacé, ne cherchait point à distinguer d'où venait la spoliation et dans quelles mains allait son argent. Championnet n'était point avare pour lui-même ; il respectait sa conquête. Il pourvut au nécessaire; il fit aussi la part de l'avidité, la part du feu ; il la fit large et il ferma les yeux.

Il préleva, pour Paris, la part classique des dépouilles opimes, peintures et statues. Il mit le séquestre sur les biens du roi. Chaque chef de bataillon eut 2,000 francs; chaque chef de brigade 6,000; chaque colonel 12,000; chaque général de brigade, 20,000; chaque général de division, 40,000. C'était le tarif officiel. En réalité les sommes se doublèrent par les passes, le butin, la rapine. Thiébault avait droit, d'après son grade, à 2,000 francs, il avoue s'en être fait 49,000, et les autres de même [1]. Restait le soldat à nourrir, vêtir, réarmer, solder. Championnet fit une masse et frappa une contribution de 60 millions, savoir : 44 payables par les provinces, à mesure qu'elles seraient pacifiées, 16 par la ville de Naples, et en trois termes échelonnés. C'était le prix de la guerre et de l'affranchissement. Quant à l'avenir, c'est-à-dire au lendemain même, il prévoyait 43 millions pour l'entretien de l'armée napolitaine et du corps français d'occupation, 10 millions pour la marine, 19 millions pour le gouvernement civil, 10 millions pour le service de la dette, en tout 76 millions à fournir chaque année.

Lorsqu'il jugea que Naples avait donné tout ce qu'elle pouvait suer de millions sans périr de consomption, il se fit le défenseur du peuple qu'il avait émancipé, et la lutte éclata, violente, bientôt scandaleuse, entre lui et les commissaires financiers. A Rome, il était parvenu à arracher de la République les « sangsues dévorantes » qui avaient vidé les caisses

[1] THIÉBAULT, t. II, p. 427. — SCIOUT, t. III, p. 254 : dénonciation de Faypoult contre Championnet et les généraux.

et les magasins. Mais la troupe des commissaires qui avait pour elle le cœur du Directoire et qui en représentait l'esprit, se reformait sur les flancs de l'armée, et, dès que le canon avait cessé de tonner, que la fumée était dispersée, elle arrivait avec l'arrière-garde, se mêlant non seulement de percevoir, mais de gouverner, formant des cabales, créant des factions, opposant police à police, espionnant, dénonçant et n'admettant aucun contrôle. La commission qui était chargée d'exploiter Naples était une élite fiscale : Faypoult, dont l'habileté célèbre en Italie avait été consacrée par une promotion qui le faisait l'égal des généraux de division ; Méchin, futur baron de l'empire, conseiller d'État, préfet : âpre, adroit, sans scrupule, qui avait à faire sa fortune et qui la fit ; il avait le titre de contrôleur, et le receveur était Chatelain, cousin de Faypoult, associé précieux, qui prélevait, régulièrement, à titre de remise, trois centimes sur tous ses encaissements[1].

A peine sont-ils à la besogne que les effets naturels se produisent : le peuple murmure, refuse de payer, se révolte contre les agents, crie : Mort aux Français ! Le gouvernement aux abois, se désole, récrimine : — Est-ce là cette liberté, ce désintéressement que la France leur a promis ?

Toutes les autorités sont en conflit. Au bout de quelques jours, le gouvernement « détesté des aristocrates, blâmé par les libéraux », parce qu'il abolit les privilèges et qu'il est forcé d'ordonner des mesures répressives et de céder aux vainqueurs, n'a plus pour lui que Championnet. Ce général sera bientôt, à lui seul, toute la république parthénopéenne. Il prend en pitié ces malheureux Napolitains. Il voit que, s'il ne les soulage, c'en est fait de son œuvre. C'est la lutte acharnée avec les commissaires. Il prétend à la fois les faire dégorger les sommes nécessaires à l'armée et les empêcher de percevoir au delà des besoins de l'armée. Il les dénonce au Directoire. Faypoult y répond en le dénonçant. En même temps, cet habile homme fait jouer toutes les mines. Il

[1] Selon Championnet, ces remises s'élèveraient à 3,600,000 francs. Voir THIÉBAULT, t. II, p. 444-447. Sur Macdonald et Faypoult, p. 497.

réclame à Paris le rappel de Championnet; il lie partie avec le successeur désigné, Macdonald, dont la complaisance aux commissaires civils a été éprouvée à Rome. Le fait est qu'au dire de Thiébault, il rapporta d'Italie, pour sa part de prise, 75,000 louis; Faypoult évacua pour sa part 12 à 1,500,000 francs.

Tout ce qu'il y a de républicains dans Naples se sent humilié, découragé. Les royalistes en profitent. Leurs émissaires s'en vont, répétant que, sous les Bourbons, on était moins pressuré, infiniment plus tranquille. Les paysans s'insurgent. Les lazzaroni s'agitent, prêts à se faire massacrer pour défendre les privilèges de la noblesse et du clergé. On commence à assassiner dans les rues les Français isolés. Il se forme des attroupements. Championnet est obligé de faire donner contre ces misérables lazzaroni des soldats aussi dénués qu'eux, car la solde n'est pas payée. Bataille de pauvres, tuant pour l'argent d'autrui, qu'ils ne verront jamais : les soldats, l'argent des commissaires; les lazzaroni, l'argent des nobles et des bourgeois. En même temps, la guerre de montagne se rallume dans la banlieue de Naples, sur toutes les lisières. Les bandes menacent d'affamer la capitale; elles barrent les routes, elles arrêtent les courriers, coupent les communications de l'armée. Les Bourbons préparent un débarquement. Ils ont des affidés partout. La flotte anglaise croise sur les côtes; on annonce l'approche de la flotte russe. Les Français multiplient les colonnes; mais la guerre des peuples, implacable et meurtrière, les décime et les éreinte. Bloqué à l'extrémité de l'Italie, avec une poignée d'hommes, contrarié dans son autorité, Championnet voit surgir autour de lui les difficultés dont ne purent triompher ni Joseph, ni Murat, malgré l'Europe soumise, la discipline des fonctionnaires, l'unité du pouvoir, l'ordre des finances et le puissant concours des troupes napoléoniennes. Il se sent perdu, il sent la république napolitaine perdue, s'il ne frappe pas un coup d'audace.

Il fait son Fructidor; il casse les commissaires et les expulse

de Naples. Naples l'acclame ; il y est, pour quelques jours, dictateur populaire et tout-puissant. Il profite de l'accalmie pour sévir dans les Calabres et étouffer, s'il peut, l'insurrection royaliste. Il songe à passer ensuite en Sicile, à y faire une révolution, pour en finir, et à chasser le roi. Cette expédition eût été la pire des aventures, l'Irlande de cet autre Hoche. Il n'eut pas le temps de s'y risquer. Dans la nuit du 26 au 27 février 1799, il reçut l'ordre de remettre le commandement et de se rendre à Paris pour y comparaître devant un conseil de guerre. Il ne songea même pas à discuter cet ordre. Il fit ses adieux au gouvernement provisoire. Il remit le commandement au plus ancien des divisionnaires et partit à pied, dans la nuit du 28, se dissimulant pour échapper aux manifestations de l'armée et du peuple. Le 1er mars, Macdonald, qui se tenait aux aguets et cabalait avec les commissaires, prit le commandement en chef. « Je l'ai comblé d'argent et de louanges, » écrivait Championnet. Macdonald agit envers lui comme il le fit envers Napoléon en 1814. Il entra dans Naples, rétablit Faypoult dans son proconsulat financier. La république napolitaine avait vécu. La domination des Français n'était plus qu'une question de force ; cette force, Macdonald n'en disposait pas, et Faypoult n'organisait que l'insurrection. La force était aux bandes royalistes insurgées, aux Anglais, aux Russes, aux lazzaroni enfin. Forcés d'abdiquer entre les mains du nouveau général et des commissaires, les républicains de Naples ne purent que se débattre dans le vide et se lamenter sur la perte de leur rêve et l'injure faite à leur héros [1].

Ainsi finit cette aventure de trente jours, comparable pour sa poésie aux plus magnifiques entreprises du moyen âge, supérieure à celles de la Renaissance par la part d'illusion, si l'on veut, mais à coup sûr d'idéal, et par ce je ne sais quoi d'humain qui la met au-dessus de la conquête. Elle est l'honneur de Championnet, et c'est pourquoi ce nom, inconnu la

[1] Voir dans FRANCHETTI, *Storia d'Italia*, t. I, p. 382-384, les témoignages exaltés, mais sincères et touchants, de leur attachement à Championnet.

veille, effacé le lendemain, mérite son rayon d'immortalité. Après lui, c'en est fait de la générosité. La propagande démocratique du Directoire reprendra sa figure mensongère, le masque d'une guerre de suprématie et de fiscalité. Jamais l'antagonisme de ce gouvernement et de sa propre politique ne s'est plus évidemment déclaré que dans cette affaire. Le Directoire ne se soutient que par la guerre de conquêtes, ne vit que par les exactions sur les peuples conquis ; il prétend mener l'une et l'autre entreprises en subjuguant les généraux qui conquièrent, en dépouillant les commissaires qui extorquent pour son compte. Il lui faudrait des généraux sans orgueil, des financiers sans avarice. La guerre de défense en avait enfanté ; elle était finie. La guerre de conquêtes n'en comporte point, et elle dure. Les commissaires comprirent vite qu'il n'y avait pour eux qu'un moyen de faire fortune rapide et sûre : prendre beaucoup, par tous moyens, garder le plus possible, et gagner les Directeurs, les avides par l'argent, les purs par les dénonciations, tous par les cabales contre les militaires. Les généraux, qui font tout, veulent tout garder, le profit et la gloire. Pour lutter contre le Directoire et contre les commissaires, ils ont un seul moyen, mais efficace, celui qu'a employé Bonaparte en Italie : se rendre redoutable et nécessaire, envoyer plus d'argent que n'en envoient les commissaires, et, de plus, faire peur. Sous ce rapport, le Directoire donna, par sa rigueur envers Championnet, un exemple plus corrupteur qu'il n'avait fait par sa docilité envers Bonaparte.

Si les Directeurs osèrent le frapper, c'est qu'ils savaient n'avoir à craindre de sa part ni révolte ni éclat ; qu'ils le savaient soumis aux lois, naïf, et conservant, avec le respect du pouvoir civil, la foi dans la République. En le frappant, ils trahirent le vice de leur gouvernement : mener les hommes par des idées qu'on dénature et des principes auxquels on ne croit point. Ils firent contre Championnet ce qui aurait été téméraire contre Hoche, en 1797, et plus que périlleux contre Bonaparte. Ils en usèrent envers ce survivant de l'âge

héroïque, comme en usait le Comité de salut public de 1793 et de 1794 ; mais ces temps étaient déjà loin, et les mœurs du Directoire avaient amené dans l'État une révolution analogue à celle que la guerre de conquête avait amenée dans les armées. Il n'y aura plus de Championnet.

VIII

Le Directoire a mis en prison le plus pur républicain de l'armée ; il n'a supprimé ni sa propre sottise, ni la corruption qu'il a répandue dans les armées et dans la république. Fouché revient à Paris et dit à Barras : « L'Italie est mécontente des mesures que prend le Directoire et qui ne tendent à rien moins qu'à mettre la république cisalpine dans la dépendance de l'Empereur; je crois devoir vous en avertir, et souvenez-vous surtout qu'une armée irritée peut devenir funeste à des usurpateurs tels que vous. » On commence à s'occuper du chef de cette armée, Joubert; le public ne le connaît pas encore, mais le Directoire redoute en lui un autre Bonaparte. Joubert avait exigé la révocation de Faypoult et menacé, si on la refusait, de donner sa démission. Bernadotte, à qui on offre le commandement de l'Italie, refuse parce qu'on lui impose un commissaire dont il ne veut pas.

Ajoutez le danger que, malgré le rappel de Championnet, malgré l'indifférence, sinon l'hostilité, de Macdonald, malgré la fiscalité tyrannique de Faypoult, la république napolitaine ne survive, ne s'organise, ne se prenne au sérieux et ne soit prise en exemple par les autres républiques d'Italie. Car, le Directoire en est à ce point d'équivoque et de contradictions, que si, dans son entreprise de « républicanisation », il échoue, la France est menacée dans ses frontières; s'il réussit, la France est menacée dans ses intérêts et sa domination. Une Batavie indépendante renouera le commerce avec l'Angle-

terre; une Italie républicanisée cherchera à se confédérer; le succès des Napolitains enflammerait à Rome, à Milan, à Turin, à Gênes, à Florence, les imaginations des unitaires, et rallierait toutes les passions contre les Français, sauf à se déchirer l'Italie après qu'on les aurait chassés.

Si les Directeurs entrevoient par instants, par éclaircies fugitives, ces conséquences de leur système, ils sont alors pris d'effroi, et ils voudraient arrêter le temps, suspendre le jeu fatal des effets et des causes ; mais toute leur politique ne va qu'à ruser avec la destinée qu'ils se sont faite eux-mêmes : retarder la guerre générale, jusqu'à ce qu'ils se sentent les plus forts; gagner, s'il est possible, le temps de battre les ennemis en détail. C'est ainsi qu'ils tâchent de contenir l'Autriche, de l'empêcher de redescendre en Italie. « La guerre! dit Reubell à Sandoz, qu'y gagnera l'Empereur? » Le Directoire tente, de nouveau, de le piper à l'appât d'un partage en Allemagne. Puis il dénonce les ambitions de l'Autriche aux petits princes allemands, et s'efforce de les liguer, afin qu'ils barrent la route du Rhin et de la France aux armées impériales. En même temps, et à tout événement, pour effrayer les princes, s'ils subsistent, pour les remplacer par des républiques, s'ils succombent, le Directoire pousse sa propagande dans leurs États, essayant d'y jouer le jeu qu'il a joué en Piémont. Alquier à Munich, Bacher à Ratisbonne, Trouvé à Stuttgart, travaillent les gazettes, les « amis des lumières », les francs-maçons, tout ce qui est susceptible de s'agiter, de cabaler et de neutraliser les gouvernements. A ces agents attitrés, se joignent les émissaires secrets qui pullulent et les affiliés de bonne volonté, comme, à Stuttgard, le Danois Wächter et le Hollandais Strick. A Munich, Alquier est chargé de faire des ouvertures formelles. Il trouve là un prince nouveau et un ministre ambitieux, Montgelas.

Charles-Théodore, qui vivait dans la terreur de l'Autriche, est mort le 16 février. Son successeur, Maximilien-Joseph des Deux-Ponts, pressé par Montgelas, se jette du côté de la France. Le Directoire, qui a promis à l'Autriche la Bavière,

jusqu'à l'Inn, promet à la Bavière de l'agrandir aux dépens de l'Autriche. Il rêve de faire de la Bavière une Prusse de l'Allemagne du sud, et l'invite à confédérer ses voisins, à se mettre à la tête d'une ligue, bref ce que Napoléon fera en 1805 et 1806. Les princes, dira Alquier au nouvel électeur, « ont à s'occuper du soin de leur conservation et de leur agrandissement. » On travaille le Wurtemberg, aussi effrayé d'être protégé par l'Autriche contre la République, que par la République contre l'Autriche. Le landgrave de Hesse, qui est sur le passage, se déclare prêt à unir, « s'il le fallait, ses faibles moyens aux grandes forces de la République française[1] »

Le Directoire trouvera ces Allemands toujours disposés aux partages ; mais il ne peut compter sur eux pour arrêter l'Autriche, même pour faire respecter leur propre neutralité.

La Revellière, plus perplexe que ses collègues sur les résultats de la guerre, parce qu'il déteste davantage « l'orgueilleuse faction des généraux », pense à faire quelques concessions : « ... Sacrifier, dit-il à Sandoz en février 1799, la Dalmatie à l'Autriche et à la Russie, rétablir les rois de Sardaigne et des Deux-Siciles[2]. » Mais Barras se croit de taille à mater et mettre au pas les militaires ; mais Merlin se préoccupe des élections prochaines, du parti que les Jacobins ne manqueraient pas de tirer d'une faiblesse du Directoire, des intrigues nouées entre les Jacobins et certains généraux. Le Directoire aurait pu disputer longtemps sur la paix ou la guerre, si l'événement n'en avait décidé. Ce sont les nouvelles d'Italie, les insurrections dans la Cisalpine, dans le Piémont, où l'on voit la main de l'Autriche. Les Directeurs prennent aussitôt leurs mesures. Barras fait écarter Moreau, insuffisant, temporisateur, suspect d'ailleurs depuis la conspiration de Pichegru. Joubert est rappelé d'Italie ; on le trouve trop entreprenant, jouant trop le Bonaparte ; il est remplacé par

[1] Talleyrand à Alquier, 17 mars 1799 ; — BAILLEU, t. I, p. 348. — ECKART, *Montgelas*. — HÜFFER, t. II, p. 291. — Rapport de Roberjot, 4 février 1799.

[2] Rapport de Sandoz, 22 février 1799. BAILLEU, t. I, p. 271.

Schérer, vieux, usé, qui passe pour savant et qui rassure le Directoire, sauf à trop rassurer l'ennemi. Brune passe en Hollande avec Bernadotte et 20,000 hommes; Masséna en Suisse avec 30,000 hommes; Jourdan en Allemagne avec 40,000; Macdonald reste dans l'Italie du Sud, Rome et Naples, avec, dit-on, 30,000 hommes. En tout, 170,000 hommes pour défendre des positions qui s'étendent de la mer du Nord à la Sicile, contenir des pays en révolte et résister à la coalition des Anglais, des Russes et des Autrichiens! Les Français prennent audacieusement l'offensive : Jourdan passe le Rhin le 28 février; Masséna se met en marche pour occuper les Grisons, et toutes les conquêtes opérées depuis 1794 sont remises en question.

CHAPITRE III

LA COALITION

1799

I

La guerre commença mal pour la République. Masséna avait hardiment poussé sa pointe dans les Grisons; mais Jourdan, battu par l'archiduc Charles, forcé d'ailleurs de couvrir Bernadotte, fut contraint de se replier sur le Rhin. En Italie, Schérer attaqua et se fit rejeter sur l'Adda. Jourdan laissa le commandement de son armée à Ernouf, et, faute d'avoir repoussé les Allemands, vint à Paris cabaler avec les Jacobins contre le Directoire. C'est un « tâtonneur », disaient les Directeurs, qui le redoutaient dans les Conseils, « un irrésolu, qui perd la tête au premier échec, un général inepte... » Là-dessus arriva, 12 avril 1799, une lettre de Bonaparte du 10 février. Il annonçait sa marche sur la Syrie et ajoutait : — Si les nouvelles de guerre se confirment et « que la France soit en armes, je passerai en France. »

La retraite des armées républicaines en Italie et sur le Rhin eut son contre-coup à Rastadt et dans les petites cours d'Allemagne. Le Directoire était en négociations avec ces princes pusillanimes et avides, dont toute la politique était, comme toujours, de n'être point dévorés par l'Autriche et de dévorer, grâce à leur association avec la France, le plus possible de principautés et d'abbayes allemandes. Les armées de l'archiduc débordant leurs frontières, la peur de l'Autriche l'emporta. Le tsar Paul avait montré quelques velléités de protéger

la Bavière; mais il apprit que le défunt électeur avait aboli l'ordre de Malte. Cet ordre était alors son jouet politique préféré. Il chassa l'envoyé bavarois de sa cour, ordonna à ses troupes d'occuper la Bavière et consentit que l'Autriche prît la garde de cet État pendant la guerre. L'Autriche avait accepté un morceau de la Bavière des mains des Français; elle ne demandait qu'à en recevoir un plus gros morceau des mains des Russes. Elle voyait les Allemands terrifiés; elle en profita. Les légations françaises passaient, à Vienne, pour des foyers d'espionnage, de propagande, de conspiration contre l'Empire. L'archiduc Charles, à mesure qu'il avançait, les balaya. Bacher fut expulsé de Ratisbonne, Alquier de Munich, Trouvé de Stuttgart.

Le Directoire s'obstinait à tenir à Rastadt. Talleyrand écrivit aux plénipotentiaires, les 8 et 10 avril, de rester jusqu'à la dernière extrémité; puis, s'ils étaient contraints de partir, de protester, de se retirer à Strasbourg, de s'y déclarer toujours prêts à négocier avec l'Empire et avec chacun de ses membres, même par correspondance, afin de manifester des dispositions bienveillantes aux États d'Allemagne qui ne feraient point acte d'hostilité. C'était le vieux jeu des divisions de l'Empire. L'Autriche était décidée à y couper court. Une dissolution du Congrès en eût été le seul moyen régulier; mais cette dissolution ne se pouvait opérer sans le concours de la Prusse et de ses co-États de l'Allemagne du Nord; or, Thugut ne voulait rien leur demander. Il se borna à rappeler les représentants de l'Empereur. Il aurait dû, en même temps, notifier, loyalement, que l'Autriche cessait de considérer Rastadt comme un territoire neutre. Le plénipotentiaire impérial, Metternich, se contenta de rompre les négociations, le 8 avril. Le journal de Carlsruhe l'annonça, le 10, avec cette remarque : « La neutralité du lieu du Congrès cessant, les ministres français n'y séjourneront vraisemblablement pas longtemps. »

Metternich quitta Rastadt le 10. Il s'agissaitde faire partir les Français. Il s'agissait surtout de se débarrasser des agents

officieux qu'ils gardaient, çà et là, en particulier à Stuttgart, l'envoyé hollandais Strick et le Danois Wächter. Pour obtenir l'expulsion de ces agents, il était nécessaire de se procurer la preuve de leur connivence avec les républicains. L'Autriche, du même coup, confondrait les ministres des petites cours suspects de pactiser avec l'ennemi, ferait scandale de leur trahison et réduirait, par la peur, leurs maîtres à merci. Rien ne parut plus expédient, en ces occurrences, que de sommer, militairement, les diplomates français de quitter Rastadt, de leur tendre, sur la route, quelque embuscade, de les y attirer par un insidieux malentendu, de saisir leurs papiers, et, pour bien marquer que l'aventure n'avait rien de concerté ni d'officiel, de les faire houspiller lourdement et détrousser à fond, ce qui démontrerait à l'Europe, d'ailleurs fort endurcie et indifférente, que ces grossiers procédés ne pouvaient être l'acte que de maraudeurs ou de brigands, aussi faciles à désavouer que difficiles à poursuivre.

Ce ne serait pas méconnaître Thugut que de lui attribuer ce dessein; mais ce serait, paraît-il, le calomnier, car on n'a point de preuves. Tout indique, au contraire, que cet état d'esprit régnait autour de l'archiduc Charles. Ce prince fut pris d'une crise de la maladie nerveuse à laquelle il était sujet; elle l'obligea d'abandonner, du 14 au 25 avril, l'exercice du commandement. Le général Schmidt le suppléa. Cet officier écrivit, vers le 15 avril, au lieutenant-colonel Mayer de Heldensfeld, chef d'état-major du général Kospoth, commandant de l'avant-garde, une lettre où il dénonçait, avec l'emportement de sa haine et de son mépris pour les républicains, la conduite hostile des Français, à Rastadt, leur espionnage, leurs complots avec des agents accrédités en Allemagne; il exprima l'opinion qu'on en trouverait la preuve dans leurs papiers, le vœu qu'on s'emparât de ces papiers, qu'on arrêtât les courriers français, peut-être même les ministres. Étaient-ce des insinuations, étaient-ce des ordres? Comme les discours de Schmidt étaient conformes à l'intérêt de l'état-major et répondaient aux passions des officiers, le colonel Mayer les inter-

préta, très volontiers, comme des instructions, et les transforma en mesures formelles d'exécution.

Les environs de Rastadt furent occupés par les hussards Széklers, troupe sauvage et pillarde, dont le colonel, Barbaczy, était connu pour un homme de main, brutal, exécrant les Français. Il écrivit, le 18 avril, à son général, Gœrger, qu'il avait reçu des ordres secrets, et qu'il avait pris toutes ses mesures pour expulser les ministres français; il demandait s'il devait traiter en ennemis les Badois qui leur serviraient d'escorte. Le même jour, Merveldt fit ce rapport à Kospoth : « M. le général de Gœrger, se conformant à la lettre du lieutenant-colonel Mayer, reçue hier par courrier, a pris toutes les dispositions nécessaires pour que l'affaire ne manque pas, même si les hussards trouvent le nid vide[1] » Ces derniers mots signifiaient : même si les ministres quittent Rastadt. Sur quoi Kospoth écrivit à Merveldt, le 20 avril : « L'affaire doit être engagée et conduite de façon à ce que l'on soit obligé de la considérer *comme un malentendu*. Votre Excellence devra donc recommander à ceux qui sont au courant de la chose, de garder à ce sujet le secret le plus absolu, qui leur est imposé par le soin de leur réputation. »

Des patrouilles parcouraient les alentours. C'étaient les hussards de Barbaczy, les Széklers. Il y avait, rôdant également et battant l'estrade, dans le voisinage, sous les ordres également du général Gœrger, un 13e régiment de cavalerie, composé, en partie, de hussards, dits de Bercpény, (Bercheny), et où servaient nombre d'émigrés français, entre autres le fameux partisan Danican, et des gens de sa bande. Ils étaient gens à tout faire, et l'exécration qu'ils professaient pour les *régicides* fournissait, d'avance, un prétexte à toute violence de leur part. Les chargea-t-on de faire le coup? s'accommoda t-on de manière qu'ils le fissent comme d'eux-mêmes, sauf aux autres hussards, les Széklers, à arriver à point, c'est-à-dire trop tard pour mettre le holà?

Le 22, Barbaczy envoya un trompette au château de Rastadt, avec une lettre pour Albini, président de la députation

de l'Empire : — Rastadt, disait-il, n'est plus le siège du Congrès, l'autorité militaire ne peut plus garantir la sûreté du corps diplomatique; toutefois l'inviolabilité des diplomates sera respectée par les soldats autrichiens, sauf le cas de nécessité militaire. — Ce cas, selon la casuistique de Barbaczy, devait être précisément celui des ministres français, car il va de soi, qu'à la guerre, il n'est pas de nécessité militaire plus urgente, de l'avis de tous les auteurs et selon la pratique de tous les temps, que de prévenir et déjouer les manœuvres des ennemis. Les diplomates allemands, qui savaient lire entre les lignes, décidèrent de plier bagage et annoncèrent aux Français leur prochain départ. Ils ajoutèrent vraisemblablement, en bons collègues, quelques avis obligeants et quelques avertissements utiles, car les Français demandèrent aussitôt leur rappel. Ils virent passer Trouvé, chassé de Stuttgart, et qu'une escorte accompagnait à la frontière. « Nos plénipotentiaires, dit un contemporain, enviaient par une sorte de pressentiment la priorité de cette expulsion offensante. » Mais l'ordre du Directoire était impératif. Bonnier, De Bry et Roberjot n'osèrent pas encore partir.

Les patrouilles de hussards, qui parcouraient les environs de la ville, arrêtèrent des promeneurs, et, dans le nombre, plusieurs ministres accrédités au Congrès. On leur demanda s'ils étaient Français, et, sur leur réponse négative, on les renvoya dans la ville. Le 25, le courrier Lemaire, de la légation républicaine, fut pris et dépouillé de ses papiers. L'archiduc qui reprenait, ce jour-là même, l'exercice du commandement, manda à Kospoth d'envoyer Barbaczy à Rastadt, de sommer les Français d'en sortir dans les vingt-quatre heures et de mener le tout « avec toute la prudence et tout le tact possibles ». Cette prudence n'allait point jusqu'à inviter Barbaczy à faire escorter De Bry, Bonnier et Roberjot, ainsi qu'on l'avait ordonné pour Alquier, Bacher et Trouvé; c'était à la « dextérité » de Barbaczy de saisir la nuance. Quant aux papiers, l'archiduc montra l'intérêt qu'il y prenait, en se faisant envoyer ceux du courrier Lemaire. Le 28, pour

que Barbaczy n'en ignore, il lui mande de ne se point engager dans des « écritures diplomatiques », de déclarer que le retour des Français aura lieu « sûrement et sans obstacles »; « toutefois, en ce qui concerne leur correspondance, il ne donnera nullement une assurance tranquillisante; il avisera surtout à s'emparer des paquets et à les envoyer, comme il l'a déjà fait, au quartier général. » Il eût été préférable qu'à ces instructions artificieuses, l'archiduc substituât tout crûment l'ordre d'arrêter les Français et de les mettre en prison : ils auraient eu au moins le sort qu'avaient éprouvé, en 1793, Maret et Sémonville. Du reste, cette lettre qui, dans une certaine mesure, corrigeait celle du 25, et laissait un peu moins de marge à la « dextérité » de Barbaczy, n'arriva point en temps utile. Quand elle parvint au chef des Széklers, le coup était fait.

Les ministres français, fort anxieux, et à trop juste titre, avaient pris prétexte de l'enlèvement de leur courrier, violation patente de la neutralité, pour déclarer les négociations suspendues et annoncer qu'ils partiraient pour Strasbourg le 28. Ce jour-là, leurs voitures étant prêtes, ils demandèrent à Albini de leur garantir qu'ils pourraient voyager sans inconvénient. Albini en référa à Barbaczy. Ce hussard fit attendre sa réponse toute la journée, et envoya, le soir, pour toute sauvegarde, l'injonction de quitter la ville dans les vingt-quatre heures.

Dans le même temps, les Széklers, sous le commandement du chef d'escadron Burkhard, occupèrent les portes avec la consigne de ne laisser entrer ni sortir personne. D'autres hussards allèrent s'embusquer à l'extrémité du faubourg Saint-Georges. Les Français réclamèrent le passage et la protection d'une escorte; Burkhard répondit que la consigne était suspendue, mais pour eux seuls; l'escorte fut refusée[1].

Il était dix heures du soir. La nuit était sombre et plu-

[1] Un député rapporte : « Celui-ci (l'officier commandant) dit que *c'était un malentendu*, qu'effectivement la consigne portait que personne ne sortirait de la

vieuse. Les Français emmenaient leurs familles, le personnel de leur ambassade, leurs archives, le tout dans huit voitures, qui marchaient lentement. Quand elles arrivèrent dans le faubourg, des hussards barrèrent la route, et ouvrirent les portières, criant aux voyageurs : « Es-tu le ministre De Bry, Bonnier, Roberjot? » Ces malheureux, arrachés de leurs berlines, furent assaillis aussitôt et sabrés. Bonnier et Roberjot moururent sur le coup De Bry survécut et parvint à s'échapper. Les papiers furent enlevés, le trésor, que l'on disait considérable, pillé; ni les femmes ni les personnes de la suite ne furent blessées; les hussards se contentèrent de les épouvanter, de les dépouiller, qui de leur montre, qui de leur bourse[1]. Burkhard averti fit partir quelques Széklers, qui ramenèrent dans la ville la caravane en détresse. Comme les diplomates allemands, accourus en émoi, l'accablaient de questions, de reproches même : « C'est, dit-il, comme il en avait reçu la consigne, *un malheureux malentendu.* » Barbaczy leur écrivit le 29 : « Je donne l'ordre d'accorder une escorte sûre aux individus de la légation française qui sont heureusement parvenus à se sauver, pour les conduire jusqu'au Rhin; de même, je ferai arrêter sur-le-champ les scélé-

ville pendant la nuit; mais que les ministres français étaient exceptés... M. d'Edelsheim (ministre de Bade) offrit une escorte de hussards de Baden, mais l'officier dit qu'il ne pouvait permettre qu'une troupe étrangère parût armée dans son enceinte (celle de la ville). » — Ces détails ont été recueillis de la bouche d'un député, témoin oculaire. Les lettres auxquelles je les emprunte m'ont été gracieusement communiquées par M. le comte Antoine d'Hunolstein et proviennent de papiers de famille.

[1] « Des soldats éteignirent les flambeaux ; d'autres arrêtèrent les voitures; ils demandèrent — en parlant français — qui était dedans. Le domestique de Bonnier, qui était sur la première voiture, dit : « C'est le ministre Bonnier. » Sur cela, ils ouvrirent la portière, saisirent Bonnier et le tirèrent dehors en repoussant son valet de chambre, qui était à côté de lui. Bonnier se défendit. Les deux mains lui furent coupées et la tête fendue en deux... Roberjot fut percé à côté de sa femme, traîné hors de sa voiture; il expira à quelques pas de la chaussée, sur la prairie. » — « Pourquoi vingt-cinq hommes se trouvent-ils sur la route qu'ils (les Français) doivent prendre, plutôt que sur une autre? Bonnier, Roberjot, Jean De Bry sont seuls assaillis. On ne fait rien à Rosenthiel, ni aux femmes, ni aux gens, qu'on laisse aller librement, après leur avoir ôté leur argent, pas même à tous... Un hussard poursuit le valet de chambre de Roberjot et demande s'il est Bonnier. *Nicht Bonnier!...* On se contente de lui prendre sa bourse et de le laisser aller... » *Id., ibid.*

rats que je dois malheureusement me convaincre, avec la plus grande affliction, avoir en sous mon commandement pour la première fois de ma vie. » Cependant les hussards se répandaient dans la ville, se vantant de leur exploit, étalant les pièces d'or qu'ils avaient volées, et Barbaczy adresse, le 29, ce rapport à ses supérieurs : « La chose est consommée, et comme il fallait s'y attendre, j'ai reçu les doléances et les plaintes de toutes les légations... Vous verrez qu'on peut aisément faire valoir comme excuse de l'acte, *un malentendu...* » Il se disait, d'ailleurs, « anéanti », et demandait une permission de quelques jours.

L'affaire avait été menée avec brutalité; les hussards avaient manqué de formes, mis les apparences contre eux. Les chancelleries ne s'offusquent guère de ces inconvenances; mais, quand elles y trouvent leur intérêt, elles s'en offusquent avec éclat. Ce fut le cas dans les petites cours d'Allemagne. On y avait intérêt à s'indigner, à pousser de nobles clameurs juridiques, à disputer sur les immunités et les neutralités, car l'attentat s'était commis contre elles encore plus que contre la France. Elles s'indignèrent donc bruyamment.

La cour de Vienne, sournoise, équivoque, demanda le silence, espérant l'oubli : les papiers ne contenaient rien de ce qu'on y cherchait. Le droit public avait été violé inutilement. C'était le moment de protester de ses bonnes intentions et de se laver les mains, selon les rites et protocoles. Les papiers furent restitués aux Français; l'Empereur ordonna une enquête et promit de faire justice. L'enquête eut lieu du 7 au 13 mai. Elle se perdit dans le bruit de la guerre. La conclusion est tout entière en cette lettre que l'archiduc Charles écrivit à l'Empereur, le 18 mai :

« Je ne saurais assez te dire combien l'incident de Rastadt a été désagréable et inattendu. Mais, la chose ayant eu lieu, je n'ai plus d'autres ressources que de rechercher les voies et moyens de l'expliquer au public de telle façon que des personnes occupant un rang distingué, soit à la cour, soit dans l'armée, ne puissent être soupçon-

nées d'y avoir pris une part quelconque... Je me vois obligé de te demander, mon cher frère, une grâce toute particulière en faveur du général Schmidt. Entraîné par la haine qu'il éprouve contre les Français, et écrivant au lieutenant-colonel Mayer, il lui a fourni une idée, ou plutôt des impressions... Mayer a donné au contenu de cette lettre, d'un caractère absolument privé, une signification particulière, et, de cette manière, l'affaire s'est envenimée. Chacun des subalternes y ajoutant un peu du sien, il en est résulté fatalement ce malheureux événement... En agissant ainsi, il n'a pas réfléchi de sang-froid et ne s'est pas rendu compte des conséquences que pouvait entraîner son acte. C'est pourquoi je te prie encore une fois, instamment, de vouloir bien lui pardonner cette malheureuse étourderie. »

L'enquête fut reprise, du 21 au 30 mai. Le 2 septembre, l'archiduc ayant en main, depuis quatre mois, toutes les pièces, écrivit à l'Empereur :

« Il n'y a que deux façons d'en finir avec cette affaire : 1° présenter au public les faits tels qu'ils se sont réellement passés; 2° ou bien s'efforcer de démontrer que ce ne sont pas les hussards de Székler, mais des étrangers qui ont commis le crime. Mais si l'on adopte le premier moyen, il convient de considérer que l'on sera obligé de lui donner la sanction qu'il comporte. On ne saurait, en effet, punir les hussards qui n'ont fait qu'exécuter les ordres reçus... »

Les hussards ne furent point punis. Le silence absolu fut commandé à tous ceux « qui savaient quelque chose de l'affaire », et des deux seuls moyens que voyait l'archiduc de finir cette affaire, on prit celui qui ne consistait pas « à présenter les événements tels qu'ils s'étaient réellement passés ».

Pour détourner l'attention et couvrir la retraite, les publicistes autrichiens remplirent les gazettes d'insinuations qui parurent d'autant plus probantes qu'elles étaient plus invraisemblables. On accusa le Directoire d'avoir fait tuer ses propres agents pour rejeter sur l'Autriche l'odieux de la rupture; la réputation des Directeurs était telle que cette version trouva crédit en France et même en Europe où les Directeurs cependant étaient moins connus. On accusa le malheureux De Bry, qui fut contraint de se justifier dans les formes. On accusa les émigrés et jusqu'à la reine Marie-Caroline.

Au fond, les apologies de la cour de Vienne, plaidoiries de casuistes devant un jury de badauds, se bornèrent à cet argument : la chancellerie n'a rien ordonné, car il ne reste aucune trace d'ordres de sa part; l'archiduc était malade et paraît hors de cause; tout se réduit à ce qu'on nomme, en style de dépêche, « un regrettable malentendu, » de la part du chef, et à des actes « fâcheux » de brutalité, de la part des soldats [1].

II

L'attentat de Rastadt ne fut ni la cause, ni même le prétexte de la guerre de 1799; il en fut le contre-coup. Les hostilités avaient recommencé avant cet attentat : la coalition était formée depuis plusieurs semaines [2]. Cette coalition, la seconde dans la série historique, était mieux serrée et infiniment plus redoutable que celle de 1792-1793. La coalition de 1792-1793 se donnait pour prétexte de rétablir la monarchie en France, et elle travaillait, en fait, à démembrer, d'un côté, le royaume des Bourbons, de l'autre, la république de Pologne. Celle de 1799, comme toutes celles qui suivirent, en 1805, en 1809, 1813, vise à refouler dans ses anciennes

[1] Il a été publié, sur l'attentat de Rastadt, toute une bibliothèque de livres, brochures, articles de revues. On en trouvera un catalogue dans Helfert, *Der Rastatter Gesandtenmord;* Vienne, 1874. Depuis lors, M. de Sybel, dans la 4e édition de son histoire, — traduction française, — et dans les articles de sa revue, a discuté la question et produit des documents nouveaux; de même M. Hüffer, dans son *Histoire du Congrès.* Le dernier mot paraît avoir été dit par ce savant et sagace historien, dans son écrit : *Der Rastatter Gesandtenmord;* Bonn, 1896, analysé par lui-même dans la *Revue historique*, 1896. Voir en outre les écrits de MM. Obser (Commission historique badoise), de M. Eckart, *Montgelas;* Munich, 1895; de M. Oncken, t. I, p. 830-832, avec bibliographie et notes. Enfin, et récemment, M. le capitaine Oscar Criste, dans un volume apologétique, a publié les pièces de l'enquête et la lettre de l'archiduc du 2 septembre, qui met fin au débat. *Rastatt*, trad. française. Paris, 1900.

[2] Pour cette période voir : Sybel, t. VI, liv. VII. — Hüffer, *Lombard; Quellen*, t. I. — Ranke, *Hardenberg*, t. I, liv. III, chap. iv et v. — Oncken, t. I, liv. IV, chap. vii. — Martens, etc.

limites la France conquérante, à l'y entamer, si elle le peut, et, dans tous les cas, à s'en partager les dépouilles. Le terrain, l'enjeu de la lutte sont pour le Directoire ce qu'ils seront pour l'Empire : la Hollande, l'Allemagne, l'Italie. Il s'agit de savoir si la France gardera la suprématie, et si l'Europe respectera les limites de la Gaule que la République s'est données. Il semble, à considérer cette guerre de 1799, que l'on assiste à la première opération d'un siège, celui de la France, qui va durer seize ans : c'est d'abord un investissement décousu ; puis, ce sont des assauts désordonnés contre les forts détachés, des sorties impétueuses de l'assiégé qui nettoie au loin les abords de la place, étend ses glacis, construit plus loin de nouveaux bastions ; puis les assiégeants reviennent à la charge, en 1805 et 1806, et sont repoussés plus loin ; ils reviennent encore, et la France les repousse plus loin encore, en 1809. Mais pour se garder, à de telles distances, elle s'éparpille, elle s'épuise. Elle veut en finir, elle tente une sortie à fond, en 1812. Elle est vaincue, et d'avant-poste en avant-poste, de bastion en bastion, de frontière en frontière, elle recule aux limites de 1809, à celles de 1805, à celles de 1802, à celles de 1799, à celles de 1792. Le cycle se ferme comme il avait commencé, par l'invasion du territoire français, et, toutes les conquêtes étant reprises, par une menace, comme en 1792-1793, de démembrement de la vieille France.

Le génie de la Révolution fut pour beaucoup, sans doute, et dans l'étendue de ces conquêtes et dans l'alarme qu'elles inspirèrent ; le génie militaire et politique de Napoléon précipita, poussa aux extrêmes cette colossale entreprise d'extension ; mais si la France parlait un nouveau langage, se proposait et déclarait de nouveaux prétextes, le fond de l'entreprise, aux yeux de l'Europe, demeurait le même : la conquête des terres et la domination des peuples par la France.

L'Europe demeurait aussi ce qu'elle avait été, inquiète, jalouse, avide, et l'histoire de la grande guerre du commencement du dix-neuvième siècle se relie ainsi à l'histoire de la

grande guerre du commencement du dix-huitième siècle. Nelson répétait partout son éternel *delenda Gallia!* « A bas les Français ! C'est ma prière de chaque jour... Servir mon roi et anéantir les Français, je considère que c'est l'ordre supérieur que j'ai reçu, dont découlent tous les autres : mettre à bas ces damnés et scélérats français... Je les hais tous, royalistes et républicains ! »

La République ne fut pas plus redoutée, Napoléon ne fut pas plus craint et plus haï que ne l'avait été Louis XIV. « Il se trouva, — dit Saint-Simon, à l'année 1709, — dans la cassette de Mercy, un mémoire instructif du prince Eugène... On y lut entre autres choses qu'il fallait tout tenter pour remettre la France hors d'état, à jamais, d'inquiéter l'Europe, et de plus sortir de ses limites, où il fallait la rappeler, et, si on n'y pouvait enfin réussir par les armes, on serait obligé d'avoir recours aux grands et derniers remèdes. » Ces mots s'entendaient des guerres civiles, factions, complots, détrônements et changements de dynastie qui formaient le fond de la grande médecine politique d'alors.

D'ailleurs, chez les coalisés de 1799, aucune idée de réforme, ni dans leurs États, pour y prévenir la Révolution, ni dans les républiques, pour l'éliminer. Ils n'ont qu'une vue : considérer cette révolution comme non avenue et la supprimer de l'histoire en supprimant de la carte ses conquêtes et en se les partageant. Le souci d'écarter les Français du grand marché des terres et des peuples en Orient, de les dominer dans la Méditerranée, réunit les Turcs, les Anglais et les Russes, mais le même souci les séparera : les Turcs veulent garder ce qu'ils ont ; les Anglais veulent prendre l'Égypte et Malte ; les Russes, qui ont fait, pour autrui, une belle déclaration de désintéressement, prétendent occuper Malte et s'emparer de Corfou, dans l'intérêt de la religion catholique et de ses ordres de chevalerie, dans l'intérêt de l'orthodoxie aussi et des populations de la Grèce [1]. « Sans nous,

[1] Corfou capitula le 3 mars 1799.

écrivait un diplomate russe, en 1799, ce colosse d'empire, étendu difformément dans les trois parties de l'ancien monde, aurait croulé infailliblement. » S'ils le conservent, c'est pour l'avoir sous leurs prises, pour que d'autres ne l'entament point, pour y susciter des peuples qu'ils protégeront et gouverneront à leur guise. C'est l'ancien plan de Catherine sur la république de Pologne. « Les Turcs seront aux ordres de notre maître, » disait Rostopchine. De toutes les façons de tuer cet empire, la plus ingénieuse était encore de s'en faire le médecin.

Ni les Anglais, ni les Autrichiens ne l'entendent de la sorte. A Vienne, on interprète, comme il convient, la clause de désintéressement de Paul Ier; elle n'a qu'un objet : obliger l'Autriche à renoncer aux conquêtes en Italie. Or, l'Autriche fait la guerre pour s'emparer de l'Italie, pour garder Venise, reprendre Milan, démembrer le Piémont, y joindre les Légations, pour reconquérir les Pays-Bas afin de les troquer contre la Bavière, arrière-pensée qui travaille la cour impériale depuis un quart de siècle. Ajoutez le roi de Prusse qui se réserve de prendre de toutes mains et de transformer sa neutralité en arbitrage, largement payé, par la Belgique, par la Hollande peut-être.

Ils mettent en mouvement une armée formidable. Aux 170,000 hommes éparpillés du Directoire, ils opposeront deux masses : 90,000 Autrichiens en Allemagne, sous l'archiduc Charles, avec 26,000 hommes pour opérer dans les Grisons; 46,000 Autrichiens en Tyrol sous Bellegarde, et 86,000 en Vénétie sous Kray, auxquels se joindront 30,000 Russes; plus tard 40,000 Anglo-Russes qui opéreront en Hollande; en tout 320,000 hommes, presque le double des Français, et, partout, la soumission, si ce n'est le concours des peuples. Pour les commander, deux hommes de guerre très différents, de valeur inégale, mais capables de balancer ce que la France comptait alors de meilleur parmi les généraux de la République. L'archiduc Charles, circonspect dans les mouvements, intrépide dans l'action, consciencieux et

méfiant de lui-même, encore plus d'autrui, sorte de pendant impérial de Moreau ; Souvorof, nouveau venu sur le théâtre des guerres européennes, qui va prendre le commandement en chef des armées d'Italie et opposer aux Masséna, aux Joubert, un génie et des ressources que la France jusqu'alors avait été seule à déployer. Les républicains avaient affronté la discipline, la tactique savante, le courage commandé et mesuré ; ils vont se heurter à l'audace, à l'invention, à la constance fanatique, et trouver devant eux, au lieu de l'ancien régime en armes, une sorte de transfiguration troublante de leur propre armée. Ils seront déconcertés au contact de ces Russes, plus encore que ne le furent, dans la guerre de Sept ans, les soldats de Frédéric[1]. Ceux-là ne se croyaient que formidables ; les Français s'estimaient d'une espèce supérieure, et ils aperçurent, pour la première fois, chez l'ennemi, je ne sais quoi qui leur ressemblait.

C'est le Souvorof d'Ismaïl et de Varsovie. Il a soixante-dix ans, mais toute sa vigueur ramassée, toute sa tête et toute sa fantaisie. Il méprise, il affecte de mépriser les combinaisons savantes, le *Hofkriegsrath* de Vienne, machine de guerre à rebours, qui n'est bonne qu'à reculer. « Être toujours battu, ce n'est pas malin ! » Qu'on ne lui parle pas de guerre de sièges, de marches concertées, de reconnaissances à l'autrichienne. « Des reconnaissances ! allons donc ! elles ne sont bonnes qu'aux poltrons, et ne servent qu'à annoncer notre présence à l'ennemi. L'ennemi ! on le trouve toujours quand on veut. Des colonnes à la baïonnette, à l'arme blanche : l'attaque, le fer dans le ventre de l'ennemi, voilà mes reconnaissances ! Du coup d'œil, de la rapidité, de la vigueur, voilà mes manœuvres ! » Et quels soldats ! idolâtres de leur chef, entraînés plutôt que commandés par lui ; aussi audacieux à

[1] Alfred Rambaud, *Russes et Prussiens, Étude sur Souvorof* dans *l'Armée à travers les âges*. Paris, 1900. — Woronzof écrivait, en 1812 : « Souvorof est un des plus grands hommes de guerre qui aient jamais paru. Il eut, en outre, le mérite d'avoir été le premier et le seul qui ait compris la nature et l'esprit de l'armée française de nos jours, et d'avoir trouvé tout de suite la seule manière qu'il faut employer contre elle. » *Archives Woronzof*, t. XVII, p. 221.

grimper à l'assaut, qu'imperturbables à se faire tuer sur leurs pièces; gais au camp et dans la marche; simples, pieux, emmenant leurs popes, emportant leurs icônes, pénétrés de leur foi comme les républicains sont fiers de leurs principes; confiants en leurs images comme les républicains en leurs drapeaux symboliques; ne doutant de rien, ne s'étonnant de rien. « Vous connaissez le Russe, écrivait Rostopchine. Il faut le mener, il ira partout. » Ils vont en Italie, en Suisse, de la plaine sans fin aux montagnes sans issue, comme ils iront en Allemagne en 1805, en 1807, et viendront jusqu'à Paris, en 1814.

Souvorof, la seule grande âme militaire de la coalition, à côté de Nelson, arrive pour sauver les rois, rétablir le pape, rendre à leurs maîtres des peuples turbulents, comme autrefois Pépin, à la tête de ses Francs barbares, descendait en Italie. La croix grecque à la main, il ramène l'orthodoxie à son point de départ, Ravenne; relie la chaîne des temps, et, protégeant Rome, la fait vassale de Byzance. Il est le chef de la croisade d'un autre moyen âge contre ceux qu'on appelle, par haine et dérision, en Europe, les autres musulmans. Comparaison consacrée, depuis Burke et Mallet du Pan, comparaison fausse, trop flatteuse à l'Islam, injurieuse aux Français et à leur révolution. Les coalisés n'ont jamais eu de la croisade que le signe extérieur, la croix. La vraie croisade, avec son peuple de soldats obscurs, venus des campagnes, pleins d'abnégation et d'enthousiasme, c'est l'armée française qui l'a ressuscitée. Ces soldats de France, qui promènent sur toutes les routes d'Europe leurs pieds nus, leurs uniformes en lambeaux, font des riches et demeurent indigents; partis de leur village jeunes et misérables, ils y reviendront — ceux qui reviendront — misérables et vieux. Fusillés par les armées des rois parce qu'ils apportent la liberté aux peuples, assassinés par les populations en révolte, parce qu'ils ne donnent pas la liberté promise, ils sont pourtant, malgré la fiscalité du Directoire, les seuls, en cette guerre, qui travaillent pour l'humanité, pour l'avenir; et si, au-dessus de ces temps

souillés et sanglants, s'élève une image pure de la France, on la doit à ces héros, pauvres et bons, au grand cœur, à l'âme naïve, qui ne comptaient dans les armées que pour un chiffre, et qui n'ont laissé aux lieux où ils ont combattu d'autre souvenir que leur nom de peuple : un Français !

Souvorof passa par Vienne et, dès la première entrevue, il pressentit le conflit avec les Autrichiens : conflit de stratégie avec le *Hofkriegsrath,* qui voulait commander de loin des mouvements longs et lents ; conflit de politique avec la chancellerie, qui voulait mener la guerre par échelons, prendre les places, rogner les frontières, occuper le pays, se nantir, en un mot. Lorsque les Autrichiens l'interrogèrent sur son plan de campagne, il montra un blanc-seing du tsar Paul. Quand ils lui demandèrent où il prétendait marcher, il répondit : « Paris ; » et comment? « En fonçant sur l'ennemi, en cherchant les occasions, en les saisissant aux cheveux. » Les Autrichiens en voulaient toujours revenir à la guerre des limites, tortueuse et pédantesque, de 1792-1793. Il y opposait la guerre à la Bonaparte, la pointe directe sur les capitales, la stratégie des coalitions futures, de 1813 et de 1814. Il passa les Alpes, aux premiers jours du printemps, par ces défilés qui avaient arrêté Bonaparte à l'automne de 1797, et tomba sur l'Italie, comme Bonaparte y devait tomber en 1800.

Souvorof avait, sous son commandement, 17,000 Russes, 35,000 Autrichiens, en tout 52,000 hommes, dont 6 à 7,000 cavaliers. Schérer, à qui l'on avait adjoint Moreau, lui en opposait 30,000 à peine, dont les Italiens et 3 à 4,000 Polonais. Ce fut Moreau qui reçut le choc. Avant la bataille, Schérer fut rappelé, et Moreau investi du commandement en chef. Ce fut pour essuyer, le 27 avril, à Cassano, une défaite qui livra aux Russes la haute Italie. Moreau se retira derrière le Tessin, puis derrière le Pô, et finalement se retrancha près d'Alexandrie, attendant Macdonald et l'armée de Naples qu'il appela, en toute hâte, à son secours.

A mesure que les Russes avancent, les gouvernements

s'écroulent; les populations s'insurgent. Brescia, Bergame, ces cités turbulentes que Bonaparte n'avait jamais pu soumettre, donnent le signal. Les autorités républicaines s'évanouissent, les démocrates s'enfuient, et, s'ils ne fuient pas, sont massacrés. Tout Français qui est rencontré est assassiné; les prêtres, plus populaires que jamais, prêchent la guerre sainte. Ces passions simples, ce patriotisme mêlé de fanatisme religieux, cette religion superstitieuse, ces madones à miracles, cette haine féroce des étrangers, sont familiers à Souvorof. Cette révolution lui va au cœur; il la pénètre, il la dirige, rassurant le paysan, le petit peuple des villes. Il annonce partout la restauration des autels, le rétablissement, en leur gloire, des saintes images, l'expiation des sacrilèges. Aux Cisalpins, il tient le langage que Koutousof tiendra aux Allemands, en 1813, et ils le croient comme feront les Allemands, par illusion intéressée; mais aussitôt, prenant les déclarations à la lettre, ils réclament l'indépendance, la liberté politique, ce que les Français ont promis sans le donner au gré des peuples; ce que les Russes promettent autrement et donneront moins encore.

Le 29 avril, Souvorof fit à Milan une entrée solennelle, par la même voie triomphale qu'avait suivie, que devait reprendre Bonaparte. Il se rend, au milieu des acclamations du même peuple, à la cathédrale. Bonaparte n'y était point allé en 1796; il profitera de l'exemple en 1800. Souvorof a commandé un service d'actions de grâces; le clergé l'invite à occuper un siège d'honneur, il refuse; il s'agenouille sur les dalles, comme la foule. Il reste trois jours à Milan, y établit un gouvernement provisoire, et marche sur le Piémont, où déjà Vakanovitch l'a précédé avec une brigade d'avant-garde. Son objet est de séparer Moreau de Masséna, qui opère en Suisse, et de Macdonald, qui vient de Naples. Macdonald est loin. Souvorof a le temps d'occuper le Piémont et de barrer la route à Masséna.

Il trouve partout les paysans insurgés. Les républicains de la Cisalpine réfugiés à Turin y donnent un spectacle de résis-

tance : autels de la patrie, enrôlements de volontaires, comme sur les estampes des grandes journées de Paris, en 1792. Le commissaire du Directoire, Musset, s'occupe de sauver le trésor et d'expédier au Directoire la caisse aux contributions ; les soldats français contiennent le peuple. Souvorof a des intelligences dans le pays. Il lance cette proclamation, comme lieutenant des deux empereurs : « Les armées alliées viennent au nom du souverain légitime, pour le replacer sur le trône... faire triompher la religion, briser le joug de fer imposé au Piémont par ses oppresseurs... garantir les propriétés. » Il termine par des menaces à qui ne se ralliera pas aux défenseurs de la bonne cause. Tout changement est bon aux peuples déçus et dépouillés. Les espérances des Piémontais vont à Souvorof. Les démocrates émigrent vers Paris, réclamant au Directoire ce que le Directoire ne leur concédera jamais : « Unité de république, Convention italienne, l'Italie aux Italiens, plus de Cisalpins, de Toscans, de Romains, de Piémontais ; que le nom d'Italien soit désormais notre seul nom ! » Le reste, la grande masse du peuple, les petits propriétaires, n'aspire qu'à la paix ; ils appellent les Russes et les acclament quand ils paraissent.

Cependant Souvorof, en son camp d'Asti, reçoit des Piémontais [1]. Ils sont avides de voir ce libérateur des rois, ce Tartare qui se joue des Français comme Bonaparte se jouait des Autrichiens. Ils s'attendent à quelque monstre de guerre, à quelque Tamerlan ou Gengis-Khan, étrange et effrayant. Ils ont devant eux une sorte de fantoche, en costume d'opéra-bouffe, qui leur fait des pantalonnades : un petit homme, qui marche plié, comme s'il allait danser ; « le nez très court, avec une petite verrue sur le côté, les yeux vifs et noirs fort écartés, la bouche grande avec toutes ses dents ; » de gros bras, de grosses épaules, des cuisses grasses, des mollets énormes et des pieds qui ne finissent pas. « Il porte une petite veste de basin blanc, des culottes collantes de même étoffe,

[1] Costa de Beauregard, *Un Homme d'autrefois*. — Bianchi, t. III, chap. v.

de petites bottes sans éperons; la chemise avec un jabot excessivement haut, mais sale et chiffonné; une petite cravate, large de deux doigts, et un casque de maroquin vert, avec un gros plumet de plumes de coq. » Le chevalier de Revel se fait annoncer chez lui et invoque l'amitié de son père pour le maréchal. Il trouve Souvorof sortant de table, disant ses grâces devant une image de la Vierge, qu'il porte avec lui et qu'il a accrochée à la tapisserie. Souvorof vient à Revel : — « Puisque vous êtes le fils de mon ami, vous êtes donc mon fils, et vous garderez toujours ce titre. » Puis, tandis que Revel parle, Souvorof lui prend les mains, lui prend les épaules, s'accroupit à terre, se relève, fait des signes de croix en appuyant la tête sur la tête de Revel, sur ses épaules, sur son ventre ; il le baise en croix sur le front, sur les joues, au menton. Enfin, il le fait asseoir. Revel était homme du monde. Ces contorsions de Tartare le déconcertent; mais encore plus la netteté avec laquelle Souvorof parle le français, les connaissances qu'il déploie, la force et la sagesse de ses vues. Des généraux autrichiens entrent : Souvorof les traite en subalternes ; ils font à Revel l'effet de caporaux devant un maréchal.

Le 25 mai, les habitants de Turin entendirent le canon russe. Le 26, les gardes nationaux désarmèrent les postes français; le commandant de la place, Fiorella, menacé d'être pris, peut-être mis à mort, n'eut que le temps de rallier son monde et de s'enfermer dans la citadelle. Les portes furent ouvertes aux Russes. Les Turinois virent alors, avec stupéfaction, se précipiter dans leurs rues vingt mille hommes de troupes admirables, en tenue de parade, la cavalerie au galop, l'infanterie au pas de charge; avec plus de stupéfaction encore, à côté de l'Autrichien, baron de Mélas, et du grand-duc Constantin, frère du tsar Paul, escorté de son aumônier, le généralissime, « sur un petit cheval tartare dont le bridon et la selle cosaque ne valaient pas six francs; » juché sur un coussin de drap vert, en guise de selle, paré de tous ses ordres, en uniforme, avec son casque à plumet, se courbant sur la tête de son cheval aux acclamations de la foule. C'est sa

mise en scène consacrée depuis le siège d'Ismaïl. Elle n'a jamais manqué son effet. Les Piémontais rient, s'exaltent. Les arbres de la liberté sont arrachés partout, la populace les hache en morceaux; les cocardes tricolores sont jetées au ruisseau, et l'on court sus aux Français dans les rues.

Pendant la nuit, Fiorella s'avise de bombarder la ville; Souvorof menace de représailles sur les prisonniers français; le bombardement cesse, et l'on convient d'opérer un siège en règle de la citadelle. La ville sera épargnée. Cette espérance met les Piémontais en joie : fêtes, cortèges, *Te Deum*, dîner de gala où les bustes de Souvorof remplacent les bustes de Bonaparte. Mais, les lampions éteints, ils s'aperçoivent vite que les charges sont aussi lourdes, et emportent plus de brutalité, plus d'humiliation surtout, que du temps des Français. Les insurrections excitées par Souvorof tournent au brigandage; des bandes, menées par des moines, parcourent les villages, arrachent les arbres de la liberté, les remplacent par des croix, vont faire leurs dévotions à l'église, envahissent les maisons des suspects, qui se trouvent toujours être les riches, pillent, tuent, violent, brûlent, et s'en vont.

Le pays dévasté par une seconde invasion, plus insatiable que la première, est au désespoir. Souvorof invite le roi à revenir, et part à la rencontre de Macdonald. Quelques jours après, la citadelle capitule, 7 juin, et, pour achever la confusion des Piémontais, c'est le général autrichien qui en prend possession, au nom de son maître, comme faisaient les Impériaux, en France, en 1792 et 1793, quand, à la honte et à l'indignation des émigrés, ils plantaient leurs drapeaux sur les portes des villes qu'ils étaient censés délivrer et reconquérir au roi.

Souvorof, dans sa campagne à la Bonaparte, éprouvait de la part du conseil aulique et de la chancellerie de Thugut les mêmes difficultés que Bonaparte avait, en 1796 et 1797, rencontrées dans le ministère de la guerre et le Directoire de Paris. Il voulait restaurer des gouvernements; Bonaparte,

fonder des républiques; l'Autriche entendait la restauration comme le Directoire la propagande; elle ne visait qu'à conquérir et à rançonner. Il avait envoyé son plan, qui était de séparer Masséna de Moreau, chose faite; de battre en détail Moreau et Macdonald, d'empêcher leur jonction, de les rejeter qui sur Gênes, qui sur la Toscane; puis, de passer les Alpes, en deux colonnes, par le Simplon et par le Gothard, de couper Masséna de ses communications avec la France; enfin, la Suisse étant désormais ouverte, d'envahir la France par la Franche-Comté, où les royalistes avaient des intelligences et où les alliés s'imaginaient trouver un autre Piémont. Souvorof comptait sans Thugut. Ce ministre trouva que les Russes allaient trop vite et trop à fond, avançant avec plus de rapidité que naguère les Autrichiens n'en avaient mis à reculer devant les Français Il blâme l'appel à l'insurrection des peuples en Lombardie, en Piémont : c'est un appel à la révolution; il blâme l'appel au roi de Sardaigne, car l'Autriche entend garder le Piémont en gage, le démembrer, l'annexer suivant ses convenances, lors de la paix générale. Il faut mettre un frein à cette fureur russe. Les critiques, les contre-ordres vont désormais pleuvoir de Vienne, ne prescrivant que des atermoiements et des contremarches, contrariant tout, entravant tout. Souvorof s'emporte, exhale en invectives son mépris pour les Allemands; néanmoins, il conserve le commandement, sauf à n'opérer qu'à sa guise et à disputer, plus tard, après la victoire. Il s'agit pour le moment, de vaincre Macdonald approche.

III

A Naples, les royalistes avaient déjà repris l'offensive. Le cardinal Ruffo la mène, chef redoutable de partisans fanatiques. Il expulse les Français des Calabres. La sédition éclate à Naples. Macdonald se rend à l'église, ordonne le miracle

de saint Janvier ; le sang obéit et se liquéfie, mais le miracle par ordre n'est plus un miracle. Le peuple crie : « A bas saint Janvier! » Les Anglais débarquent des troupes; leur flotte bloque Naples. L'armée ne peut plus se ravitailler; les commissaires gardent, pour le rapporter en France, ce qu'ils ont prélevé de la contribution; le reste ne rentre plus. Les soldats, sans solde, sans nourriture, commencent à vendre leurs fusils, leurs chevaux et à déserter. C'est alors que Macdonald reçoit l'ordre d'évacuer Naples et de rallier Schérer, en toute hâte. Pour les républicains de Naples, c'était pire qu'un désastre : c'était le pillage, le massacre jusqu'au moment où les troupes royales rentreraient; les supplices, la prison, l'échafaud, la confiscation, après la rentrée du roi. Macdonald laissait de petites garnisons : 1,000 hommes à Gaëte, 2,000 à Capoue, 4,500 blessés, et à Naples, dans le château Saint-Elme, deux bataillons commandés par Méjean.

L'armée se mit en marche le 8 mai, escortant Faypoult et ses caisses, les cassettes de louis de Macdonald, un convoi d'objets d'art estimé à 800,000 francs, dont une partie avait été accaparée par le général en chef. Cette troupe affaiblie, démoralisée, chargée de butin et affamée, ne tarda pas à se débander, les excès du pillage succédant à la famine. Retraite calamiteuse, sanglante, au milieu d'un « torrent d'insurrections » . — « Guerre de peuples, dit un témoin, la plus destructive de toute discipline ; guerre qui familiarise les soldats avec tous les crimes qu'elle suscite. » Les Bourbons et leurs bandes, l'*armata christiana,* comme on les appelle, la pratiquent atrocement. Toute maison suspecte d'avoir abrité un Français est détruite, les habitants sont pendus; les soldats français blessés ou prisonniers sont mutilés et brûlés. On les traque et les chasse « comme des bêtes sauvages » . L'armée, en arrivant dans les villages, y trouve des tas de chair qui fument : c'est l'avant-garde qui a été surprise. S'ils ne veulent pas périr, il faut que les Français combattent la terreur par la terreur. Ceux qui firent plus tard la guerre d'Espagne, Thiébault, Pepe y retrouvèrent le

cauchemar de ces marches épouvantables ; ils ne virent rien de plus horrible.

Macdonald arrive à Rome, à travers les Abruzzes insurgées, pour voir crouler la république [1] sous les révoltes populaires, les complots, la jalousie des gouvernants, la discorde des généraux préoccupés de se ménager un lendemain et d'emporter leurs trésors. Ramassant tout ce qu'il peut emmener d'hommes, négligeant les villes en révolution, comme ailleurs on fait les places fortes, Macdonald se hâte vers le nord. Sa jonction avec Moreau pourrait être le salut de l'armée : ils réuniraient 55,000 hommes. Mais leurs plans sont mal conçus, leurs marches lentes, sans concert, à l'autrichienne. Souvorof marchait à la française. Ils tentent lourdement de l'envelopper ; Macdonald bat les Autrichiens ; Souvorof arrive et change le succès en défaite, 17-19 juin, à la Trebbia. Sur 34,000 hommes que Macdonald avait rassemblés, il laisse 5,000 morts et 12,000 blessés et prisonniers. Il n'a plus de ressource qu'une retraite rapide sur la rivière de Gênes.

Le jour même de la bataille qui assurait aux alliés le nord de l'Italie, Naples capitulait, enlevée par Ruffo et ses bandes, soutenus par une petite troupe de Turcs et de Russes, et surtout par l'insurrection des lazzaroni. Les républicains avaient fait bonne contenance ; pour les réduire, il aurait fallu verser beaucoup de sang ; Ruffo voulait la paix et le rétablissement de l'autorité royale. Ce cardinal, si rude à la guerre, n'était pas cruel ; il trouvait que les lazzaroni avaient suffisamment massacré de républicains ; il redoutait l'anarchie. Les officiers français qui commandaient les forts Saint-Elme et de l'Œuf se montraient assez sceptiques sur l'article des libertés napolitaines. Ils s'accommodèrent avec Ruffo et signèrent une capitulation : elle accordait aux Français la retraite avec les honneurs de la guerre. Ils partiraient sur des vaisseaux de la flotte alliée. Les républicains de Naples, réfugiés dans les forts, auraient la vie sauve et seraient transportés à Toulon :

[1] Dufourcq, 3e partie, chap. III ; 4e partie : chute de la république romaine.

la capitulation fut signée par Ruffo, avec le contre-seing des commandants turc, anglais et russe. Comme la Cisalpine, comme la République romaine, la République napolitaine avait vécu. Le roi Ferdinand pouvait rentrer à Naples, Pie VI pouvait rentrer à Rome, François à Milan et Charles-Emmanuel à Turin.

IV

Pour être moins tragique, la guerre en Allemagne et en Suisse n'en tournait pas moins à la retraite. Jourdan et Bernadotte avaient quitté l'armée pour se jeter dans la politique. Masséna reçut le commandement en chef : il rappela Lecourbe, qui s'était trop aventuré dans l'Engadine ; mais les Autrichiens le délogèrent de Zurich et le forcèrent à se replier, à quelque distance, dans des positions où il se retrancha, se renforça et attendit les événements. Ces événements furent ce qu'on devait prévoir : l'insurrection des cantons suisses, à mesure que les troupes françaises les évacuèrent ; la défection des prétendus amis et associés d'Allemagne.

Le Bavarois, sans rompre avec la France, afin, le cas échéant, d'obtenir des indemnités pour ses États de la rive gauche, se réconcilie avec le tsar, fait amende honorable à l'ordre de Malte, moyennant quoi Paul lui garantit son héritage, y compris les États de la rive gauche. Le roi de Prusse et ses ministres pressentent les temps attendus, les temps qu'ils attendront jusqu'en 1806, qu'ils ne connaîtront qu'en 1813 et après quelles épreuves ! où, débarrassés des Français, ils mèneront, selon leurs ambitions, la grande refonte de l'Empire. Ils ne regrettent point la paix de Bâle qui leur a procuré d'immenses bénéfices en Pologne, qui leur assure, en tout état de cause, des dédommagements si la France garde la rive gauche du Rhin. Mais ils avaient toujours mieux aimé que la France ne gardât point cette rive ; désormais ils désirent l'en déloger.

Ils discernent les conditions et les conséquences des desseins du gouvernement français. Le Directoire, écrivait Haugwitz, « a certainement pour intention de réunir la Hollande à la France. » Ils veulent, on n'en peut plus douter, « s'emparer des côtes de la mer du Nord jusqu'à l'embouchure de l'Elbe. Leur projet favori était, et il ne faut pas douter qu'il ne soit encore, d'isoler l'Angleterre en la séparant du continent et en lui fermant pour cet effet les portes de la mer du Nord... L'exécution de ce projet est aussi aisée en elle-même qu'effrayante à l'égard de ses suites... Tant que la France reste en possession des pays situés entre la Moselle et la Meuse, d'un côté, et le Rhin et l'Ems, de l'autre, la sûreté de la Prusse sera menacée, et elle doit en être ébranlée, jusque dans ses fondements, si avec cela la France reste une puissance révolutionnaire. » L'Allemagne a perdu ses boulevards naturels. « Peut-on les laisser au pouvoir de l'ennemi de l'ordre social? et s'il paraît hors de doute qu'il faut enfin en venir à les lui arracher, doit-on attendre le moment où il sera parvenu à s'y fortifier au point qu'il deviendra impossible peut-être de l'en expulser [1]? »

Et, bientôt, à mesure que le succès de la coalition se déclare, les Prussiens retournent le jeu, dessinant déjà leur politique de 1814 : — « Vous êtes patriote allemand, dit Haugwitz au ministre d'un État secondaire. Pourriez-vous consentir à détacher de l'Empire les belles provinces de la rive gauche du Rhin? Non, il faut que ces pays nous soient rendus. Quant à votre prince, il y gagnera de toutes les manières. Nous adopterons à son égard le système de la France, mais en sens inverse. Le Directoire a voulu agrandir les États séculiers pour s'en faire une barrière contre l'Empire; nous les agrandirons aussi, soit par des sécularisations, soit autrement, pour faire une barrière contre la France. » « Que la France se renferme dans ses limites, qu'elle manifeste son intention de n'en pas

[1] Mémoire au roi, 15 janvier 1799. BAILLEU. — Sur les vacillations de la Prusse en cette crise, voir : HÜFFER, *der Feldzug... im Holland und die Stellung Preussens.* — Historische Vierteliahrschrift, Leipzig, 1902.

sortir, et elle sera forte, » disait encore Haugwitz à l'envoyé d'Espagne à Berlin [1].

« La Prusse, écrivait Sieyès, le 8 avril, abhorre la République et ses principes ; nul doute à cela ; mais la *Bellua* république lui paraît le meilleur dogue qu'elle puisse lancer sur l'Autriche, et réciproquement ; ses efforts et ses désirs n'ont tendu qu'à ce but ; quand vous triomphez, elle ne se réjouit point de vos succès, mais des revers de l'Autriche. Si vous étiez battus, elle applaudirait, non aux succès de l'Autriche, mais à vos revers... Ainsi le point essentiel est de réussir... Alors, plus vous lui déplairez au fond, plus elle vous respectera et vous craindra... » Mais le Directoire ne réussissait plus.

Les Russes et les Anglais pressaient fort Frédéric-Guillaume. Ce prince était naturellement indécis, jaloux de son pouvoir, hésitant à l'exercer, fort préoccupé de dissimuler ses incertitudes, surtout de ne point paraître gouverné. Ce caractère l'amena à subir l'influence occulte et continue des secrétaires du cabinet, qui travaillaient en sous-ordre avec lui, dont il ne se méfiait point et qui surent le capter en devinant ses désirs cachés, en lui soufflant, très discrètement, la conduite à laquelle il inclinait, savoir les atermoiements, les demi-mesures, la neutralité équivoque avec tout le monde, les arrière-pensées dans toutes les affaires. Le secrétaire Lombard devint ainsi son confident et souvent son inspirateur. De ses ministres, Haugwitz était le seul qui l'approchât. Il mûrissait pour son maître un brillant et fructueux arbitrage. Estimant, comme d'ailleurs son collègue Alvensleben, que la Prusse ne serait pas en sécurité tant que la France posséderait les territoires entre la Moselle, la Meuse et le Rhin, que ces cours d'eau étaient les barrières naturelles de l'Allemagne, il se proposait d'en assumer la garde, de reculer la frontière française du côté des Pays-Bas, d'avancer, de ce côté, la frontière prussienne, de rétablir le stathouder en Hollande, non sans avoir, au préalable, entamé la lisière de cette république,

[1] Rapport d'Otto, 29 mai 1799. BAILLEU, I, p. 501. Otto remplaçait alors Sieyès, nommé au Directoire, le 16 mai 1799.

dans l'intérêt de la défense générale et en vue d'assurer « tant à la Hollande qu'aux pays limitrophes, une frontière solide qui la mette à l'abri des entreprises futures de la République française[1]. »

Les Anglais étaient disposés à entrer dans ce dessein et offraient un million sterling pour en soutenir l'exécution. Les Russes annonçaient que si la Prusse voulait agir, ils l'appuieraient sur le Rhin. Nombre de Prussiens, assez honteux du rôle qu'ils jouaient en Europe, après avoir prétendu, avec tant d'arrogance, y mener toutes les affaires, poussaient le roi à la guerre. Le roi laissa Haugwitz conférer avec le ministre d'Angleterre ; le 10 juillet, l'accord semblait conclu : l'indépendance de la Hollande, l'évacuation de la rive gauche du Rhin par la France, en étaient le principe. Le 17 et le 21, le roi donna contre-ordre. Il craignait un retour offensif des Français ; il ne voulait se prêter ni à l'agrandissement de l'Autriche en Italie, ni à l'établissement de la suprématie russe en Orient ; il ne désirait pas travailler, en France, à une restauration des Bourbons, qui seraient inféodés à la Russie, et il en revint à son expédient préféré : « Le système, écrivait-il à Haugwitz, qui, en reculant l'explosion, m'offre du moins l'avantage d'attendre les événements et de ne passer aux mesures que quand moi-même je le jugerai à propos. » Les Russes et les Anglais venus, en mission extraordinaire, pour négocier l'alliance, s'en allèrent fort mécontents, et les Prussiens reprirent, avec les envoyés ordinaires, le jeu de bascule qu'ils menaient depuis la paix de Bâle : Haugwitz, au nom du gouvernement officiel, caressant les alliés, en vue d'une défaite de la République, et Lombard, au nom du roi, caressant les Français, en vue d'une défaite de la coalition. La légation de France sut, à n'en point douter, que la Prusse réclamerait le jour où elle le pourrait, l'indépendance de la Hollande, l'évacuation de la rive gauche, la renonciation même à la Belgique, et elle l'écrivit au Directoire[2].

[1] Mémoires des 5 et 15 mai 1799, Bailleu.

[2] *Rapports d'Otto*, Bailleu.

Les Anglais se rejetèrent sur la Russie. L'Angleterre se voyait engagée partout : avec les Français, en Égypte; aux Indes, avec Tippoo-Saïb. Il parut à Pitt que les conjonctures l'obligeaient à entrer dans la guerre continentale, et il y entra avec cette vue très simple, vue dominante et permanente des Anglais : s'assurer la domination de la Méditerranée, chasser les Français de la Belgique, et mettre en Hollande un gouvernement à leur discrétion. Paul Ier était en coquetterie réglée avec eux au sujet de l'île de Malte, qu'il voulait conquérir afin d'y rétablir les chevaliers. Pitt et Grenville flattèrent cette fantaisie ; ils flattèrent aussi la grande ambition de Paul de se faire en Europe le restaurateur des trônes. Comme ils ne prétendaient rien prendre pour eux-mêmes sur le continent, ils souscrivirent volontiers à la clause de désintéressement dont le tsar tirait grand orgueil; ils obtinrent ainsi de lui la promesse d'envoyer par mer 17,000 Russes en Hollande. Ils comptaient sur un soulèvement populaire dans cette république, sur une insurrection des Belges, sur une reprise de la chouannerie en Normandie et en Vendée, avec Frotté et d'Autichamp. Ils donnèrent 225,000 livres sterling pour les préparatifs ; ils promirent 75,000 livres sterling, par mois, pour les subsides, plus un règlement de comptes à la fin de l'entreprise. Le traité fut signé à Londres, le 22 juin, et l'on se promit le secret, surtout à l'égard de l'Autriche [1].

C'est qu'à Pétersbourg, où Rostopchine était alors le conseiller le plus écouté, le vent tournait contre Vienne. On se plaignait de l'ingratitude de cette cour; on jugeait que décidément Thugut était trop avide, convoitant la Suisse et l'Italie, toute la dépouille du Directoire et de ses républiques. On cessait de croire au spectre français. Ces *Carmagnols*, décidément, se battaient trop mal! Il avait suffi de leur montrer des Russes pour les mettre en fuite. « On convient, au fond du cœur, écrivait Rostpachine, que les Français n'ont rien fait que des sottises et qu'ils ne doivent leur succès qu'à

[1] MARTENS, t. IX, Traité du 29 décembre 1798; convention du 29 juin 1799.

la corruption des mœurs, à l'ineptie des ministres, à la nullité de plusieurs souverains de l'Europe. » On prenait, au contraire, fort au sérieux les fanfaronnades des émigrés, leurs conspirations de Franche-Comté, la ruine prochaine de la République, enfin l'auguste tripotage des agents du prétendant avec Barras, l'impudente escroquerie de ce Directeur ou de ses officieux, en vue de la restauration de Louis XVIII par un coup d'État, au moins par un coup d'escamotage politique. « Le bon dans cette révolution, disait encore Rostopchine, c'est que personne ne risque rien et que, si la chose venait à manquer, il n'y aura d'autre victime qu'un gueux de Barras. » Enfin les Russes craignaient un second Campo-Formio, un accord secret entre l'Autriche et la France. Il fallait que la Russie eût un gouvernement à elle à Paris ; il fallait rogner les ongles à ce misérable greffier, Thugut, et prévenir ses perfidies.

Thugut trouvait que les Russes le devinaient avec trop de perspicacité et le déconcertaient avec trop d'empressement. Ainsi le tsar avait naguère permis à l'Empereur de se nantir en Bavière, et maintenant le tsar garantissait à Max-Joseph son héritage! Souvorof se mêlait, en Italie, de relever des trônes! Qu'on le laissât aller à Rome, cet orthodoxe était capable de faire un pape russe, de « souffler » Rome et les Légations à l'Autriche! Thugut eut alors révélation du traité de Londres, et vit, dans le secret gardé à son égard, l'intention de reprendre le vieux plan des Anglais, qui consistait à donner la Belgique en garde aux Prussiens. Entre cet Autrichien tortueux et des Russes aussi fantasques que Paul et Rostopchine, l'alliance devait inévitablement péricliter, l'action militaire se ralentir ; les Français, s'ils étaient encore de taille, allaient trouver le temps de se reprendre et, comme en 1794, de faire brèche entre les alliés, de disloquer la coalition.

Cependant l'œuvre de restauration s'accomplissait à Naples, et les peuples, après avoir appris ce que coûtait la révolution apportée par le Directoire, allaient apprendre ce que coûtait l'ordre rétabli par les rois.

V

Ferdinand avait eu trop peur de perdre sa couronne, peut-être sa tête; il était grossier, il n'était pas méchant. Tous les moyens lui semblaient bons pour rétablir son pouvoir, même les moyens de clémence et, au besoin, les moyens de justice. Il aurait, en cas d'extrémité, consenti une amnistie. Mais la reine, qui était le gouvernement, exigeait des vengeances et de la terreur. Lady Hamilton trouvait, sans doute, à ces châtiments quelque ragoût pimenté d'aventure, et les deux amies enflammèrent Nelson qui résolut de faire aux dames dont il était le chevalier héroïque et difforme, un prodigieux hommage de fusillades, gibets et décapitations. « Écrivez-moi, » mandait-il à son lieutenant et ami Troubridge, qui jouait le personnage de prévôt à bord des vaisseaux devant Naples, « écrivez-moi bientôt qu'on a coupé quelques têtes ; il ne faut rien moins que cela pour me réconforter un peu. » Troubridge réclamait un *honnête juge* pour faire quelques exemples. Le juge, choisi par la Reine, y mettait, sinon de la mesure, au moins des formes. « Ce juge, écrivait Troubridge à Nelson, me semble la plus misérable créature du monde. La peur lui ôte l'esprit... Il demande un évêque pour dégrader les prêtres avant qu'on ne procède à leur exécution. Je lui ai répondu qu'il fallait commencer par les pendre, et que, s'il ne les croyait pas suffisamment dégradés par cette opération, je me chargerais... » Pour ce bon anglican, un papiste est toujours gibier de potence royale, et Troubridge savait qu'à la cour catholique de Ferdinand, un prêtre rebelle n'était qu'un rebelle plus odieux, étant doublé de lèse-majesté : c'eût été trop ménager ces sacrilèges que de leur procurer le salut éternel et de leur accorder un confesseur[1].

[1] Troubridge à Nelson, 4, 13 avril; Nelson à Troubridge, 7 avril. *Nelson*, t. III, p. 317, 333. — Hüffer, *Die neapolitanische Republik*, p. 30 et suiv.

Nelson prit la mer le 21 juin, emmenant Acton, les Hamilton et le prince royal, qui se devait éduquer par ce grand spectacle. En route, il apprit la capitulation du 19, accordée par Ruffo. Il expédia à Palerme une lettre des Hamilton suppliant la reine de déchirer ce pacte honteux. Arrivé devant Naples, il déclara au cardinal Ruffo qu'il tenait l'acte du 19 pour nul, et qu'il allait attaquer les forts encore occupés par les Français. Ruffo tâcha de défendre son traité. Hamilton objecta qu'il n'était pas de la dignité d'un roi de traiter avec des sujets rebelles. Ruffo répliqua qu'un roi devait tenir la parole donnée ; qu'il avait, par un édit, publié la paix au nom du roi et par le roi, et il s'en alla consulter, sur ce point d'honneur, le Turc et le Russe, qui avaient signé avec lui. Il ne rentra dans Naples que pour s'entendre traiter de jacobin et se voir menacé de mort par les lazzaroni. Nelson attendit les ordres de Palerme.

Ils arrivèrent le 28 juin. Marie-Caroline écrivait à lady Hamilton : « Il est impossible que, moi, je puisse traiter de cœur avec ces canailles de rebelles. Il faut en finir... Les rebelles patriotes doivent mettre bas les armes, sortir à discrétion et volonté du roi. Alors, si on m'en croit, il se fera un exemple des principaux chefs... » Les autres seront déportés. « Enfin, une sévérité exacte, prompte, juste. La même chose se fera pour les femmes qui se sont distinguées dans la révolution, et cela sans pitié. » Il n'y a pas besoin d'une junte d'État. « Ni procès, ni discussion... » — « Enfin, ma chère milady, recommandez à milord Nelson de traiter Naples comme si c'était une ville rebelle d'Irlande... Il ne faut pas avoir égard au nombre ; les milliers de scélérats de moins rendront la France plus faible, et nous nous en trouverons mieux... La plus grande fermeté, force, vigueur, rigueur... Croyez-moi, pour la vie, votre plus que sensible, affectueuse, reconnaissante amie. — Charlotte. » Et, peu après, ayant reçu et annoté le texte de la capitulation : « Ce traité est une chose si infâme que si, par un miracle de la Providence, il ne naît pas quelque événement qui le rompe ou détruise, je me considère perdue et déshonorée. » C'était le

manifeste de Brunswick envenimé de vengeance féminine, de sensualité sanguinaire. Il faut à cette reine des promenades de têtes coupées, à la Lamballe, au bout des piques; Marie-Antoinette en a été bouleversée d'horreur; Marie-Caroline en savoure la délectation; puis ce raffinement de perversité intellectuelle : la loque de l'Irlande agitée par cette catholique devant cet anglican afin qu'il voie rouge et qu'il tue; enfin, pour sceller l'ouvrage, la grande tartuferie du siècle, le blasphème de Robespierre : la *sensibilité!*

Le roi décréta que la capitulation était cassée et qu'il serait créé une junte d'État qui condamnerait les chefs à mort, les subalternes à l'exil, tous les rebelles à la confiscation. Les Français étaient presque tous embarqués. On avait embarqué avec eux les républicains de Naples qui avaient reçu sauvegarde. Nelson transforma les bateaux qui les portaient en geôles d'État. Il fit trier quatre-vingts de ces malheureux que l'on écroua sur la terre ferme. Des Français occupaient encore les forts Neuf, de l'Œuf, Saint-Elme, où des Napolitains s'étaient réfugiés. Les alliés s'emparèrent des deux premiers, et investirent le dernier. La garnison française sortit avec les honneurs de la guerre; les réfugiés napolitains, désormais sans défense, furent « consignés entre les mains des alliés[1] ». Nelson donna, mais avec un cynisme plus hautain, plus d'horreur et plus de scandale, le spectacle que les mêmes « alliés » devaient, en 1815, donner après la capitulation de Paris. Un illustre patriote, l'amiral Caracciolo, parvint à échapper à la police. Livré par un domestique, Nelson le fit transporter sur son vaisseau amiral et pendre, en pirate, sans discussion, le 29 juin. On parla d'arrêter Ruffo lui-même; on redoutait que le sauveur des rois ne se mît à la tête de la noblesse et ne prétendit imposer des conditions à la couronne, assurer au moins aux sujets quelques garanties pour leur honneur, leur vie, leurs biens.

[1] Sybel, t. VI, p. 71. — Oncken, t. I, p. 834-835. — Hüffer, p. 63, 91 et suiv. : discussion de la validité de la capitulation et critique des récits de Sacchinelli, Colleta, Cuoco, Palumbo.

Le 2 juillet, les mesures de Nelson étaient connues à Palerme. Ferdinand décida de rentrer dans sa bonne ville. Toutefois, et si peu délicat qu'il fût, il conçut un scrupule, éprouva comme un haut le cœur. Il n'osa pas emmener la reine. « Ne croyez pas, écrivit-elle à lady Hamilton, que je n'ai pas voulu revenir par aucune raison ou caprice. J'y ai été amenée par bien des motifs, personne ne m'y voulant. D'ailleurs, j'ai craint de faire tort à l'amour et à l'enthousiasme que le roi inspirera et qui n'est pas le même pour moi... Mais je prévois bien des orages, et alors on me regrettera... »

Elle n'eut, du moins, rien à regretter. Il est difficile de croire qu'en sa présence, on eût pu mieux faire les choses, selon son cœur; mais elle manqua le spectacle d'un bel *auto-dafé.* Il y eut un rare concours de fêtes et de massacres, de bûchers et d'illuminations. Les lazzaroni dansaient dans les rues, brûlaient des suspects, fouettaient les femmes. Une de ces infortunées, — et c'était le plus noble sang de Naples, — qui n'avaient vu dans la république que le songe d'une belle nuit d'Italie, voluptueuse, illuminée d'étoiles, un songe de liberté et d'amour, périt horriblement, livrée à cette populace bestiale. Il fallut l'intervention des Russes pour mettre fin à ces ignominies. La junte frappa surtout l'aristocratie, les classes éclairées : 18 princes ou ducs; 2 femmes nobles, dont la malheureuse San Felice qui obtint un sursis, pour sa grossesse, apitoya la reine elle-même, et fut exécutée après son accouchement, sur l'ordre exprès du roi; 15 rentiers, 14 généraux, 3 évêques, 11 prêtres, 11 avocats, 8 hommes de lettres ou professeurs, comptent parmi les 89 condamnés à mort. « Le peuple, rapporte un témoin, se portait à ces fatales exécutions comme à une fête; et telle était l'horreur du nom de jacobin que la force armée avait grand'peine à empêcher la foule de déchirer les condamnés, sur le chemin du supplice. » On vit des *lazzaroni* s'élancer sur un échafaud, dépecer le cadavre, en mordre les chairs, boire le sang... [1]. Il

[1] Cresceri, p. 140. — Gagnière, *Marie-Caroline*, p. 196, 236 et suiv. — T.-M. Vitella, un des héros de l'*armata christiana*, envoie à Troubridge,

y eut 222 condamnations à la prison perpétuelle, 322 à la prison temporaire; 228 à la déportation; 67 à l'exil. Les biens confisqués au profit du roi furent partagés entre les favoris et les dénonciateurs.

Ferdinand demeura dans sa capitale jusqu'au commencement d'août. « Tout est tranquille à Naples, » écrivit Nelson, le 16 du mois. Ce ne furent, en Sicile, que bals, tournois, chasses, mascarades. Marie-Caroline passa au cou de sa chère milady un collier de diamants, avec cette devise : *Eterna gratitudine;* Emma reçut, en outre, deux voitures de gala, un portrait du roi avec diamants, en tout des présents pour 150,000 francs. Les chefs de bandes, anciens brigands pour la plupart, eurent des décorations, quelques-uns passèrent barons. Ruffo, rentré en grâce, obtint une abbaye et une pension de 200,000 francs. Il fut distribué nombre de tabatières, et Nelson, déjà comblé, se vit décerner le titre de duc de Bronte et, pour l'apothéose, une couronne d'or massif. Il y eut, en Angleterre, un mouvement de pitié pour les victimes, d'horreur pour les supplices, de honte pour la violation de la parole donnée, pour l'abus fait de la force et du nom britanniques. Fox traduisit ces sentiments à la tribune et demanda un vote de blâme. Lord Spencer dit froidement, pour toute réponse, que Nelson avait été certainement dirigé par des motifs nobles et purs. Lord Grenville ajouta que si Ruffo avait eu des raisons louables pour conclure le traité, Nelson en avait eu de meilleures encore pour le rompre. « Le peuple anglais continua d'acclamer son héros favori; seul, le roi Georges lui témoigna un irréconciliable mécontentement[1]. »

« comme une preuve de son attachement à la couronne », « avec un panier de raisins frais, pour son déjeuner, la tête d'un jacobin, proprement arrangée dans une boite. » Nelson à lord Saint-Vincent, 6 mai 1799. *Nelson*, t. III, p. 347.

[1] SYBEL, trad., t. VI, p. 79.

VI

Le Directoire périssait de son mal chronique. Il s'en allait par morceaux, et ne pouvait survivre à sa corruption intime, qu'à coups d'amputations. Les élections du tiers sortant des Conseils, en avril, avaient été jacobines, et les Jacobins, visant à prendre le pouvoir, refusaient aux Directeurs les moyens de gouverner. Ce malheureux Directoire avait soulevé le mépris de la France entière et réalisé contre sa coterie, d'ailleurs horriblement divisée, l'unité d'opinion des Français. On lui reprochait à la fois d'avoir entrepris des conquêtes démesurées et de les avoir compromises. A chaque nouvelle défaite, le nom de Bonaparte revenait sur les lèvres de tout le monde. Il reprenait son prestige. On parla de rappeler ce général. Barras qui, avec sa profonde rouerie, gardait le flair de l'opinion parisienne, en fit la proposition aux Directeurs. Il n'y eut qu'un cri parmi eux pour s'y opposer : « N'avons-nous pas assez de généraux qui veulent usurper l'autorité, sans avoir besoin d'y joindre encore celui-là? Bonaparte est bien où il est, et notre plus grand intérêt est de l'y laisser. »

L'abaissement de tous fit la supériorité du seul homme qui eût su garder une attitude et faire figure d'homme d'État, en s'abstenant d'agir, en s'abstenant de parler, en s'éloignant quand les autres se prodiguaient, en se disposant avec adresse un grand effet de perspective. Toutes les impulsions de la politique directoriale menaient la République à la dictature; il ne manquait point de candidats dans les armées, chaque faction avait les siens; mais, par instinct, par honte, toutes les factions hésitaient encore à cette abdication. On chercha un relais sur la route où l'on était emporté. Puisqu'il fallait un chef, on essaya de le prendre civil, un président de fait, un Comité de salut public en une seule personne. Pour éviter un

César, on chercha un augure. « Nul autre que Sieyès ne peut gouverner et faire prospérer la République : c'est le mot qui prédomine, écrivait Sandoz. La voix publique appelle toujours Sieyès. »

Revenu depuis longtemps de ses illusions sur la Prusse et la grande politique européenne, Sieyès recommençait à spéculer sur la réforme de la République. Il se fit nommer au Directoire, en remplacement de Reubell, qui sortit le 11 mai, et il quitta Berlin le 24. Cependant les quatre Directeurs restants, Barras, Merlin, Treilhard, La Revellière, pressés entre les Jacobins et les coalisés, revenant à la vieille maxime des Comités, qu'un militaire est plus facile à manier et à briser qu'un civil, préférant d'ailleurs à Sieyès, qui arrivait en poste, Bonaparte qui était loin, ordonnèrent, le 26 mai, à l'amiral Bruix d'aller le chercher en Égypte. Ils écrivirent, le même jour, au général : « La tournure sérieuse et presque alarmante que la guerre a prise exige que la République concentre ses forces. Vous jugerez, citoyen général, si vous pouvez avec sécurité laisser en Égypte une partie de vos forces; et le Directoire vous autorise, dans ce cas, à en confier le commandement à qui vous jugerez convenable. Le Directoire vous verrait avec plaisir à la tête des armées républicaines que vous avez jusqu'à présent si glorieusement commandées. » Barras joignit une lettre particulière et Talleyrand un de ces commentaires auxquels il excellait. « Le Directoire, manda-t-il à Bruix, s'en rapporte à vous pour l'instruire de notre situation intérieure et extérieure. Ramenez-le. »

Ces propos sentaient leur Fructidor. Mais Sieyès ne laissa point à ses collègues le loisir de gâcher le bel ouvrage politique dont il portait le plan dans sa tête. Il descendit de sa berline, à Paris, dans la nuit du 6 au 7 juin, et l'on eut comme une sorte de répétition, au foyer des artistes, sous la direction de l'auteur, mais en l'absence du premier rôle, de la comédie qui se donna en Brumaire.

Le 17 juin, une loi annula l'élection de Treilhard, comme inconstitutionnelle. Le lendemain, 30 prairial - 18 juin, le

Directoire adressa un message aux Conseils : il dénonça les manœuvres des Anglais, la ruine des finances, diverses trahisons et la division funeste qui régnait entre les pouvoirs. Un député, Bertrand, du Calvados, s'écria : « Pâlissez, imprudents et ineptes triumvirs, vous avez anéanti l'esprit public... vous avez mutilé la représentation nationale, vous avez calomnié le peuple. » Les députés jurèrent de ne se point laisser mutiler; ils mirent hors la loi quiconque attenterait à la sûreté et à la liberté du corps législatif. Le soir, Barras fit réunir les Directeurs et déclara à La Revellière et à Merlin que ces discours étaient à leur adresse. Ils se retirèrent, La Revellière, pour toujours, et Merlin, pour reprendre, au bout de bien peu de temps, sous un maître nouveau, son labeur de légiste à tout faire, avec force et clarté, pour la raison d'État, de la loi des suspects à la jurisprudence du Code civil.

Sieyès visait à concentrer le pouvoir; il avait contribué à ramener les seize membres du Comité de salut public aux cinq membres du Directoire; il méditait de réduire les Directeurs à trois, dont une seule tête, la sienne. En attendant, il ne désirait, dans le Directoire, que des acolytes nuls, à sa discrétion, et qu'il pût liguer à sa guise contre Barras, avec lequel, un temps encore, il devait compter. Les Conseils le servirent; naturellement indulgents à la médiocrité, ils désignèrent Gohier, jacobin honnête et effacé, Roger Ducos, un conventionnel, futur sénateur, président des Anciens au 18 fructidor, et qui vota tout, imperturbablement, depuis la mort de Louis XVI jusqu'à la déchéance de Napoléon; Moulin, général obscur, qui passait pour jacobin. Ce fut la dernière révolution du Directoire; personne ne la prit au sérieux. « On ne concevra jamais dans l'étranger, écrivait Sandoz, le 21 juin, le degré de stupeur et de lassitude où ce peuple (le peuple de Paris) est tombé; dégoûté du régime républicain, espérant un changement, un roi; mais l'attendant du temps, de Dieu, et incapable de faire aucun effort pour sortir de sa situation présente. »

Journée des dupes pour tous ceux qui l'avaient faite, pour les Jacobins, qui se crurent les maîtres de la République, pour Sieyès même, qui s'en crut le chef. Son dessein était de prendre les Jacobins à revers. C'était un mouvement tournant, à combiner de loin. Il commença par les rassurer. Il « épura le ministère ». Il congédia Talleyrand, qui traversa des jours d'épreuves et dut publier des « éclaircissements » sur sa conduite : Reinhard le remplaça. Bernadotte eut la guerre, où il se montra actif, remettant les chefs, les fournisseurs, les commissaires au pas. Cambacérès, que l'on vit ressusciter, eut la justice. Il était circonspect et très décoratif : il avait présidé le Comité de salut public. Sieyès le destinait à figurer le personnage des confidents, philintes augustes et discrets, dans le pouvoir à trois de sa constitution future.

Il fallait un bras, un homme d'exécution pour imposer l'obéissance aux armées et mettre, à l'intérieur, les turbulents à la raison. Bonaparte était trop loin, trop grand, et trop débordant, pour entrer dans la mécanique de Sieyès. Ce politique subtil le trouvait hors de proportions avec sa géométrie. Le Directoire renonça à le rappeler, et Bruix reçut contre-ordre. Sieyès passa la revue des généraux. Il fit sonder Moreau, qui refusa de se prêter à une combinaison où il n'aurait que des fonctions civiles et point de commandement. Championnet était trop pur; le Directoire lui rendit un double hommage, il le réhabilita, ne lui parla point de politique et lui donna le commandement d'une armée aux frontières, l'armée des Alpes. Quelqu'un — Fouché s'en attribue l'honneur — désigna Joubert : honnête, désintéressé, prêt à agir au besoin, à s'effacer après l'événement, à bouleverser la République pour le compte d'un plus adroit. Il s'était démis de son commandement en Italie et était venu à Paris, en disgrâce dans le Directoire, et, par suite, en faveur dans l'opinion. Circonvenu par tous les monteurs de cabales, recherché dans les salons, toujours en quête d'un sauveur et d'un « homme à poigne » ; jeune, avisé, ambitieux de gloire, se sentant porté par la fortune, il observa, il apprit la politique.

Il fut heureux surtout et s'abandonna à la destinée qui s'offrait à lui.

C'est une curieuse chose de considérer comment les futurs meneurs de Brumaire disposent, aplanissent, pour ce jeune homme, les voies par lesquelles Bonaparte s'était élevé, mais comme à l'aventure et à grands coups d'éclat. Bonaparte avait eu le commandement de Paris, Sieyès le fit donner à Joubert. Bonaparte s'était fait un nom dans la République par la guerre d'Italie, Joubert reçut le commandement de l'armée d'Italie. Enfin Bonaparte avait fait un mariage brillant et politique dans le demi-monde de son temps; Sémonville reparaît ici dans son emploi de « grande utilité ». Ce ci-devant courtier de Mirabeau, ce futur grand référendaire de la monarchie, se chargea de marier Joubert, et, par l'union qu'il lui procura avec une jeune fille charmante, de famille aristocratique, de réputation parfaite, lui donna accès dans la coterie qui s'apprêtait à redevenir le « monde », la société, après le coup d'État.

VII

Le premier chapitre était la victoire, et ce fut la défaite qui survint. Joubert, à peine arrivé en Italie, voulut pousser à la Bonaparte. Avec 35,000 hommes, il attaqua, le 12 août, à Novi, Souvorof qui en avait 50,000. Dès le début de la journée, il fut tué. L'armée se défendit avec acharnement. Grâce à Moreau, qui commandait le centre, l'affaire ne tourna pas au désastre, et les Français purent se retirer sur Gênes, mais rompus, décimés, en grande détresse et grand péril. Heureusement, les Autrichiens arrêtèrent Souvorof. L'Empereur lui enjoignit de détacher 10,000 hommes pour pacifier la Toscane et la Romagne, c'est-à-dire pour les soumettre à l'Autriche. Souvorof s'y refuse, proteste à Vienne, proteste à Pétersbourg, envoie sa démission.

Les Français ne sont pas encore chassés de l'Italie, que les coalisés se la disputent. Le roi de Naples prétend mener Rome, convoite des lambeaux de l'État ecclésiastique et médite d'occuper la ville, de s'emparer du château Saint-Ange, afin d'y devancer les Autrichiens. Thugut, toujours obsédé de la conquête des Légations, ne parle de rien moins que de supprimer le Pape : « Chaque souverain, dit-il à lord Minto, pouvant de sa propre autorité se faire le chef de l'église nationale, comme en Angleterre. » Le Saint-Siège, entrepris par ces deux catholiques, n'est plus défendu que par l'Anglais hérétique et par le schismatique Russe. Le roi de Piémont ne l'est par personne. Souvorof le rappelle; mais le commissaire autrichien, Zach, déclare aux envoyés de Charles-Emmanuel que « le roi de Sardaigne n'a, pour le moment, rien à faire dans l'administration du Piémont ». Et ils administrent, réquisitionnent, taxent, confisquent à l'autrichienne. En pareil cas, le dernier venu est celui qui laisse les pires souvenirs ; ceux que laissèrent les Autrichiens ne s'effacèrent plus. Thugut ne dissimule pas ses vues de démembrement, sinon d'annexion totale. C'est, écrit de Vienne lord Minto, « le pivot de toute la politique impériale. »

Les Anglais s'y prêtent : il est de leur intérêt de former avec le Piémont, livré à l'Autriche, une seconde Belgique, enserrant et barrant la France, au midi, comme l'autre, donnée à la Hollande, l'enfermera au nord. Mais le tsar Paul ne l'entend point de la sorte. A l'appétit que montre l'Autriche, elle menace de tout dévorer, même le Pape. Il prend en mauvaise part les récriminations de Thugut contre Souvorof. L'Autrichien accuse ce général de sortir de son rôle de chasseur de Français, pour se mêler de restaurer des rois. Cependant les victoires se précipitaient avec une rapidité si déconcertante pour l'Autriche, qu'il jugea nécessaire de se prémunir. Il fit faire à Pétersbourg des ouvertures en vue de la paix à dicter aux Français et du partage de leurs dépouilles. Paul se montra disposé à s'en expliquer; il pensa même à un congrès qui se tiendrait à Pétersbourg, et consacrerait cette

suprématie qu'il prétendait s'attribuer en Europe. Mais s'il persistait à vouloir « ramener la France à des limites convenables et à l'empêcher de nuire », ce n'était pas pour rétablir l'empire de Charles-Quint. « Guidé par l'honneur, écrivit-il, le 30 juillet, à son ambassadeur à Vienne, Rasoumowsky, j'ai couru au secours de l'humanité, j'ai consacré des milliers d'hommes pour assurer son honneur. Mais pour avoir pris la résolution d'anéantir le colosse français actuel, je n'ai jamais voulu souffrir qu'un autre prenne sa place et devienne, à son tour, la terreur des princes qui l'avoisinent, en envahissant leurs États. »

Rasoumowsky en confère avec Thugut. L'Autrichien repousse bien loin l'idée d'un congrès. Les petites puissances y voudraient être représentées; elles prétendraient se mêler de leurs propres affaires, ce qui ne les regarde point. L'envoyé russe presse Thugut de s'expliquer, et Thugut se répand en digressions sur les droits « imprescriptibles » de l'Autriche à des dédommagements : il lui en faut pour le partage de la Pologne en 1793, il lui en faut pour la perte des Pays-Bas, il lui en faut pour ses dépenses dans la guerre actuelle! Mais quels territoires exigeait-il précisément? Il se dérobe, sur cet article, aux questions de Rasoumowsky, sauf à se découvrir peu à peu, avec les Anglais, de préférence. En réalité, il voulait les passages des Alpes, afin d'empêcher les Français de descendre en Italie, et cela emportait le démembrement du Piémont; il joindrait les meilleures pièces de ce royaume à la Lombardie, et à Venise, grossie des Légations, flanquée de la Toscane, sorte de fief de la maison d'Autriche. Le reste, Parme, Modène, le pape réduit à Rome, Naples trembleraient. C'est la conception que Metternich reprit en 1813 et 1814. Enfin, à Malte, les Anglais et les Russes, arrêtés par l'énergique défense des Français commandés par Vaubois, se querellent sur la possession de la place qu'ils n'ont pas encore prise. Nelson la destine à ses amis de Naples; les Russes y veulent rétablir, sous leur tutelle, l'ordre des chevaliers et s'en faire une station dans

la Méditerranée. Ils pensent à protéger Gênes, ce qui en ferait une autre [1].

La dispute aurait pu durer longtemps et s'envenimer, si les Anglais ne s'en étaient mêlés. Ils payaient la guerre ; ils entendaient que la guerre leur rapportât la paix profitable qu'ils en attendaient. Bon gré, mal gré, il fallait faire marcher de concert, sinon la politique, au moins les armées de la Russie et de l'Angleterre. Pitt suggéra un plan qui lui parut propre à mettre ces cours d'accord, pendant le temps nécessaire à l'action, et à les employer, toutes deux, à l'intérêt anglais. Ce plan, qui devait être repris en 1804, en 1809, en 1813, et exécuté seulement en 1814, consistait à pousser à fond contre les Français, en profitant des troubles intérieurs de la République. La campagne terminée en Italie, on porterait Souvorof en Suisse, on y concentrerait 60,000 Russes, qui chasseraient les Français devant eux et entreraient en Franche-Comté. Les Autrichiens, qui auraient la garde du Piémont, envahiraient la France par la Savoie ; l'armée de l'archiduc Charles, dirigée sur le nord, donnerait la main aux Anglo-Russes, débarqués en Hollande, et la République, déchirée, entreprise partout à la fois, succomberait infailliblement. Ce dessein eut le rare avantage de satisfaire le tsar et l'Empereur. Le tsar vit Souvorof et ses Russes maîtres d'agir à leur guise en Suisse, et de rétablir les Bourbons en France ; il donna son approbation le 22 juillet. L'Empereur se vit débarrassé des Russes en Italie, libre de s'installer en Piémont et de n'y point restaurer le roi, libre d'aller à Rome et de garder les Légations, libre enfin de peser sur l'Allemagne, et portant l'archiduc vers les Pays-Bas, de remettre la main sur la Belgique. Il donna son adhésion le 21 juillet. Des ordres furent envoyés, en conséquence, le 31 juillet, à l'archiduc de marcher avec 55,000 hommes vers le Bas-Rhin et d'assiéger Mayence ; à Souvorof, le 1er août, de passer en Suisse. « Quel bonheur

[1] Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 237, 254.

que Bonaparte est en Égypte ! » écrit l'archiduc Charles [1].

Souvorof ne reçut ces ordres que le 27 août ; il ne se pressa pas de les exécuter. Il ne se mit en marche pour le Saint-Gothard que le 24 septembre, sans avoir étudié la carte, fixant ses étapes sur des routes qui n'existaient pas. Il emmenait 24,000 Russes. Cependant les Prussiens, voyant décidément la fortune tourner, se décident à prendre position. Frédéric-Guillaume écrit à Haugwitz, le 21 juillet : « Je partage vivement avec les cours de Pétersbourg et de Londres le désir de voir la Hollande et les pays limitrophes délivrés du joug des Français. » Il forme, sous le commandement de Brunswick, un corps d'observation vers le Bas-Rhin. « Depuis quatre ans, dit Haugwitz à Otto, successeur de Sieyès, nous réclamons inutilement contre les mesures arbitraires de votre gouvernement dans nos provinces (celles de la rive gauche) ; nous n'avons pas même obtenu une réponse. Nous avons entre le Weser et le Rhin assez de troupes pour nous remettre en possession, et je vous avoue que c'est le seul parti que nous avons à prendre. »

Le jour même où Otto mandait au Directoire ces déclarations menaçantes, la flotte anglo-russe arrivait en Hollande. Le 21 août, l'amiral anglais somma la flotte batave d'amener son pavillon ; il fit arborer les couleurs orangistes ; les marins hollandais s'insurgèrent et passèrent à l'ennemi, qui les débarqua aussitôt et amarina les vaisseaux livrés par eux. Le 18 septembre, le débarquement était opéré : 28,000 Anglais et 15,000 Russes. Brune ne pouvait leur opposer que 7,000 Français et 14,000 soldats bataves, trop disposés à suivre l'exemple des marins. Ainsi, dans cet été de 1799, la France, qui s'était fait un rempart de républiques, voyait ces républiques s'écrouler l'une après l'autre, et sentait monter autour d'elle comme une marée de peuples en révolte. Les Autrichiens touchaient aux Alpes, par le Piémont. Une défaite en Suisse, une défaite en Hollande, le Rhin était perdu et le

[1] L'Empereur à l'archiduc, 31 juillet; l'archiduc au duc de Saxe-Teschen, 1er juillet 1799. Hüffer, *Quellen*.

corps de la vieille France était menacé comme en 1793, lorsque les armées républicaines, qui avaient débordé jusqu'en Hollande, jusqu'à Cologne, furent ramenées aux anciennes frontières de la monarchie.

Mais pour réduire la République à cette extrémité, il aurait fallu aux coalisés une force qu'ils n'avaient pas encore, qu'ils ne se donnèrent, pour un temps, qu'en 1813, après bien des défaites et bien des leçons : l'unité d'action et la résolution de pousser à fond leurs avantages, jusqu'à Paris, sinon sans arrière-pensée, au moins avec la constance d'attendre, pour se partager le butin, que la conquête fût achevée. Les divergences, qui les avaient paralysés en 1794, retardèrent en 1799 leur offensive et firent qu'au premier échec leur machine se détraqua.

La France n'était point le Directoire, et qui la jugeait sur ce gouvernement misérable s'exposait à d'étranges méprises. Il restait dans la nation des ressources immenses d'énergie et de patriotisme. Cette nation aspirait à l'ordre, au repos, à la fin de la Révolution ; mais si elle voyait la Révolution menacée, elle se levait pour la défendre. L'Europe porta des coups assez forts pour réveiller les passions patriotiques ; elle les frappa assez lentement pour donner le temps aux Français de se concentrer et de reprendre l'offensive. Cependant la crise est rude et semble mortelle. La guerre civile s'y ajoute. Sur quatre-vingt-six départements, quarante-cinq sont en sédition ; dans l'Ouest, c'est la guerre ouverte dans quatorze départements, avec des chefs comme Cadoudal, Frotté ; des espions et des complices à Paris, dans les alentours mêmes du Directoire. Les royalistes croient avoir Barras, plusieurs généraux : Bernadotte, Moreau. Ils sont redoutables ; ils seraient très dangereux s'ils avaient un prince pour les mener au combat, et un roi à rétablir. Mais ils ne relèveraient qu'un trône vide. Louis XVIII écrit et attend, très loin. Le comte d'Artois agite une épée de salon, encaisse l'argent anglais que ses lieutenants refusent, les laisse se battre et mourir de faim, et se réserve pour l'entrée triomphale, quand les villes seront

prises. Ce parti, comme la République même, a encore des soldats vaillants; il n'a point de gouvernement. Mais tel qu'il est, il absorbe des troupes, il inquiète Paris, il effraie les départements.

Les Jacobins, ayant la majorité au Directoire, grâce à Gohier, Ducos, Moulin; le ministère de la guerre, avec Bernadotte; le gouvernement de Paris, avec Marbot; un coryphée militaire, avec Jourdan, entré aux Cinq-Cents, songent à conjurer le péril national et à en profiter. Ils sont prêts à recommencer la Terreur, les circonstances de la Terreur s'annonçant de nouveau, avec les motifs de la Terreur : l'impuissance de gouverner par l'intelligence, la raison, la justice. Ils mènent une campagne d'alarmes et de dénonciations, rétablissent les clubs, réclament le désarmement des royalistes et l'armement des patriotes. Ils font voter, 28 juin-6 août, sur la motion de Jourdan, un emprunt forcé, progressif, de cent millions, une levée en masse de tous les hommes de 20 à 25 ans; enfin ils tirent de l'arsenal terroriste une loi dite des otages qui n'est qu'une réduction de la loi des suspects.

Le Directoire déporte, 29 août, soixante-six journalistes. Il peut empêcher la presse de dénoncer son incapacité; il n'en devient pas plus capable. Ce gouvernement ne tombe pas faute de pouvoir : il est armé formidablement pour la tyrannie, et il use de ses armes. Les prisons sont pleines d'otages; la fortune des particuliers est entre les mains du fisc; mais les administrateurs n'osent pas administrer, les juges ne jugent pas, les contribuables ne payent plus.

Sieyès trouva que les jacobins avaient mis les choses à point, que le moment était venu de les entreprendre, car, si l'on laissait faire, ils étaient capables de s'imposer encore une fois. On vit alors apparaître, avec les conceptions politiques, les hommes du consulat futur. Fouché, en qui Sieyès devine, derrière le diplomate manqué, un policier de première force, est appelé à ce ministère de la police où son nom devait rester légendaire. Il s'était cherché en Italie, il se trouve là. Il inaugure sa politique de machiavéliste parisien qui consiste à

se mettre de toutes les conspirations pour tenir tous les conspirateurs, à se faire leur surveillant et leur sauvegarde; à gouverner contre les jacobins avec des jacobins; à déjouer les royalistes par des royalistes; ayant toujours un complot en réserve pour se rendre redoutable et nécessaire; tenant toutes les factions par leurs secrets, se servant de tout le monde et servant tout le monde, comme il servait son propre gouvernement, en le trahissant; jeu effronté, sournois, féroce, sous les dehors du scepticisme goguenard, et qui conduira ce merveilleux fabricant de mélodrames à monter sur sa propre scène, à passer, de brouillon qu'il était, pour homme d'État qu'il ne devint jamais, et à entrer dans les conseils du gouvernement, ministre de Sieyès, pour en sortir ministre de Louis XVIII.

Sieyès pousse hardiment; il fait fermer (13 août) le club du Manège, et cet exemple inspire une crainte salutaire. Il remplace Marbot, sabre raisonneur, officier politique, par Lefebvre, qui obéit et ne raisonne point. Il fait célébrer en pompe l'anniversaire du 9 thermidor. Il dénonce, en évoquant le souvenir de la Terreur, « ces hommes insensés et féroces qui créaient des obstacles, détruisaient les moyens, s'irritaient des résistances et punissaient la France de leur incapacité à gouverner. » L'opinion le soutient. Les électeurs s'étaient abstenus en masse aux élections, les votants avaient nommé des jacobins par haine du Directoire. Il suffit que ces jacobins se démasquent pour faire horreur, et la nation applaudira au pouvoir qui l'en débarrassera, fût-ce le Directoire. Les hommes même qui ont partie liée avec eux se détournent de leurs principes et de leur gouvernement.

Et plus encore que les jacobins proprement dits, les républicains d'État, ceux qui ont fait l'œuvre utile, depuis 1792, et porté le poids des affaires. « Quel tableau offre au dedans cette grande nation qui épouvante au dehors par la rapidité de ses conquêtes et l'éclat de ses victoires? Quel fruit a-t-elle retiré de dix années de combats pour la liberté? quel prix a-t-elle recueilli du sang que la Révolution a fait répandre

dans les deux hémisphères? Le citoyen français est-il honoré? l'égalité est-elle autre chose qu'une brillante théorie? la sûreté personnelle a-t-elle la moindre garantie? l'intérêt du gouvernement est-il le même que celui du peuple? la volonté nationale est-elle écoutée et respectée? Ose-t-elle se faire entendre? le gouffre des dilapidations est-il fermé?... les contributions sont-elles proportionnées aux facultés des contribuables? Où sont les institutions et les mœurs de la République? » Pesez tous les termes de cette lettre qu'un régicide, démocrate vigoureux, patriote vaillant, Thibaudeau, écrivait alors à un ami. C'est le questionnaire auquel répondit le consulat de Bonaparte, et c'est ce qui explique comment ce consulat, se préparant ainsi, se nécessitant dans les âmes de tant de républicains, tant de républicains s'y soient ralliés et l'aient servi.

Les Directeurs cherchent un appui, ils battent l'air. Dans toute alarme nouvelle, ils en appellent de nouveau à Bonaparte. Ils ont appris par les journaux anglais l'échec de l'expédition de Syrie. C'en est fait de la grande diversion qui devait troubler les Russes, effrayer les Autrichiens, soulager la frontière française, dégager l'Italie! Avant de quitter le ministère, Talleyrand avait rédigé un grand rapport sur l'état des affaires. Reinhard le reprit à son compte et le soumit, le 3 septembre, au Directoire qui en approuva les conclusions. Elles consistaient à négocier à Constantinople par M. de Bouligny, l'envoyé d'Espagne, le rapatriement de l'armée d'Égypte. Il en instruit Bonaparte. Reinhard écrit, le 20 septembre, au général : « Depuis peu de jours, nous connaissons votre retraite de Saint-Jean-d'Acre, par les papiers anglais. Nous vous supposons en Égypte. De votre côté, vous aurez appris nos revers, et nos revers exagérés. Joubert est mort... En Suisse, Masséna se soutient; Lecourbe fait des prodiges. Les Anglais ont opéré une descente en Hollande... » Reinhard expose la révolution de Prairial, la détresse des finances, l'emprunt forcé, « les obstacles qui, dans l'intérieur et au dehors, luttent contre les destinées de la République; » et il

conclut : « Le Directoire exécutif vous attend, vous et les braves qui sont avec vous. Il ne veut pas que vous vous reposiez exclusivement sur les négociations de M. de Bouligny. Il vous autorise à prendre, pour hâter et assurer votre retour, toutes les mesures politiques que votre génie et les événements vous suggéreront. »

VIII

Bonaparte était en route. Les circonstances qui décidaient le Directoire à le rappeler l'avaient décidé à revenir. Mais les Directeurs lui commandaient de ramener son armée, et il revenait seul [1].

Aboukir l'avait séparé de la France ; or, c'était la France qu'il cherchait en Égypte. Il comptait y rester quelques mois et rentrer à Paris, couvert de gloire, au jour opportun. Le voilà bloqué aux extrémités de la Méditerranée et, qui pis est, privé de communications avec la France. S'en procurer devint son continuel souci. L'Égypte, cependant, offrait une belle conquête, riche et brillante, à exploiter. Il y appliqua son génie. « Nous n'avons plus de flotte, dit-il ; hé bien ! il faut mourir ici ou en sortir grands comme les anciens... Voilà un événement qui va nous forcer à faire de plus grandes choses que nous ne comptions... C'est le moment où les caractères d'un ordre supérieur doivent se montrer. Il faut nous suffire à nous-mêmes. L'Égypte formait autrefois un puissant royaume... quel appui, quelle puissance offensive contre les Anglais ! »

Il la trouvait « dans un désordre affreux, qui régnait de

[1] *Correspondance de Napoléon ; Corr. inédite :* expédition d'Égypte. — BOULAY DE LA MEURTHE, *le Directoire et l'expédition d'Égypte.* — Ouvrages de Fournier, Hüffer, Zinkeisen, Michelet, La Jonquière, Peyre, Driault, duc d'Harcourt, *l'Égypte et les Égyptiens.* — *Mémoires* de SÉGUR, MARMONT, DESVERNOIS, Mme DE RÉMUSAT, VILLIERS DU TERRAGE ; *Journal de Gourgaud*, etc.

temps immémorial : sans industrie, sans commerce, sans relations intellectuelles quelconques avec le reste de l'humanité ». Une race indigène, très ancienne, très dégénérée aussi, foulée, déprimée, dégradée par le despotisme, la misère, les coups, gouvernée, sous la souveraineté nominale du Sultan, par une milice d'origine étrangère, les Mameluks, corrompus, dissimulés, séditieux, féroces; mais un sol toujours fertile, le Nil toujours régulier en ses crues fécondantes, des ruines incomparables et, sous la surface mouvante des sables, des trésors d'art, toute une humanité ensevelie.

Pour l'exhumer, pour restituer au génie de l'homme ces dépouilles magnifiques, Bonaparte forma un Institut composé des savants qu'il avait amenés et de quelques militaires instruits et curieux. Puis il entreprit de réorganiser le pays, de le régénérer, de réveiller les forces engourdies et, pour animer les fellahs au travail, de les rapprocher de l'homme, de leur donner un meilleur gouvernement, plus de justice, tous les soins de la politique. Il ménagea leurs croyances, leurs superstitions, usant de la mosquée, comme en Italie de l'église, et prêt à transiger avec le grand seigneur comme il avait fait avec le pape. Il assista officiellement à leurs fêtes; on le vit, dans ses proclamations, placer le *Coran* à côté des *Droits de l'homme;* gagné, d'ailleurs en partie, au cours de la représentation par le spectacle qu'il se donnait, se pipant lui-même à ces fantasmagories splendides de l'Orient qui éblouissaient son imagination. Quelques-uns de ses lieutenants s'éprirent de ces turqueries; la plupart s'en divertissaient, ainsi que d'un carnaval en action; Menou seul, à la façon du comte pacha de Bonneval, poussa jusqu'au turban.

Les pauvres indigènes comprirent seulement qu'on les battait moins, qu'on les traitait moins en bêtes de somme. Les Mamelucks se sentirent menacés et conspirèrent. Les musulmans ne se laissaient point duper aux cérémonies. Ils y virent une comédie des Francs, impies et frivoles. Leur gravité s'en trouva froissée, leur prudence induite en soupçon; d'ailleurs,

s'en tenant à la superficie et incapables de comprendre ce qui s'opérait autour d'eux.

L'œuvre de Bonaparte en Égypte porte l'empreinte puissante de sa main ; elle a duré. Tout ce qui a fructifié en Égypte est sorti de cette alluvion de la conquête française, du sillon tracé et creusé par Bonaparte et ses compagnons. Méhémet-Ali n'a été que le continuateur, plus roué en ses prestiges, mais singulièrement adroit à s'assimiler les conceptions du conquérant français. C'est sur les pas de Bonaparte que les Saint-Simoniens, disciples très dissidents, mais disciples néanmoins, avec leur *impérialisme industriel* et leur *système de la Méditerranée*, retrouvèrent et reprirent le grand projet du canal des deux mers [1]. Ce fut un des soucis de Bonaparte. Il chargea une commission d'ingénieurs de rechercher les passages des anciens canaux et d'étudier les moyens ou de les rétablir ou d'en creuser un nouveau. Il fit lui-même une tournée d'exploration de l'emplacement de l'ancien canal, entre la mer Rouge et les lacs amers.

Cependant, ceux qui subissaient la conquête y demeuraient rétifs, aveugles aux avantages que l'avenir seul pouvait leur faire apprécier. Ils n'en ressentaient que l'hostilité, le poids, la misère. Le clergé musulman, comme les moines, en Italie, aigrit, échauffa le fanatisme populaire contre ces étrangers infidèles, ces soldats qu'ils peignaient pillards, cyniques, licencieux, contre ces savants, à la curiosité menaçante, qui tiraient du sol les images des faux dieux et se montraient contempteurs insolents du seul vrai Dieu. La révolte fermenta.

En même temps, l'armée frondait et se démoralisait. La plupart avaient cru à une aventure courte, brillante, fructueuse, à un intermède. C'est le blocus, l'exil, l'avancement suspendu, les grandes occasions laissées aux camarades plus sages qui sont restés aux campements consacrés, à la guerre commune, le long de la barrière du Rhin. Ils s'ennuient. Par

[1] Voir, par exemple, le livre de M. Charles Roux, *l'Isthme et le canal de Suez*, t. I, chap. IV : Bonaparte; chap. V : Méhémet-Ali.

désœuvrement, par jeunesse, ils se débauchent, prennent des femmes. Bonaparte donne l'exemple. Encore qu'épris, jaloux surtout de Joséphine, il s'abandonne à un caprice pour la femme d'un officier et l'affiche brutalement. Il passe du personnage de Scipion à celui de Mahomet, mais à un Mahomet qui aurait fait ses humanités chez Voltaire. Malgré ces divertissements, par l'effet de ces divertissements même, les têtes de l'armée s'agitent. « En débarquant, racontait plus tard Napoléon, toute l'armée était en insurrection en voyant un tel pays, où l'on ne trouvait ni pain, ni vin, ni fourchettes, ni comtesses, comme en Italie... Les soldats étaient indignés du pays... Des régiments refusèrent de marcher. L'armée en voulait surtout aux savants... Elle disait que je m'étais laissé mettre dedans par le Directoire... Chose horrible à avouer, je crois qu'il est heureux que la flotte eût été détruite à Aboukir, sans quoi, l'armée se serait embarquée. » Lannes, Berthier, Davout, comptaient parmi les mécontents; Kléber, davantage, qui raillait le turban de Menou et blâmait tout haut le machiavélisme et les capucinades *alla turca* de Bonaparte [1].

Bonaparte s'impatiente, et tombe par moments en mélancolie, cette mélancolie amère de l'homme d'action emprisonné, qui devait être son supplice et dont il portait en lui le germe rongeur comme celui du cancer dont il devait mourir. Dans les oisivetés de la traversée, dans les longs et énervants loisirs du Caire, il a interrogé, il a fait parler, il a appris la chronique galante de Joséphine au temps de la guerre d'Italie: sa grande passion méconnue, alors qu'il montrait ingénument le portrait de sa femme aux héroïques et cyniques soudards, Augereau, Masséna; quand il rêvait de conquérir le monde pour la glorifier; et, en reconnaissance, la frivolité, la trahison, le ridicule, le joli petit M. Charles [2]! Il se rappelle les allusions, les dénonciations sournoises de ses frères et de

[1] Frédéric Masson, *Napoléon et les femmes*, Mme Fourès. — *Journal de Gourgaud*, t. I, p. 89.

[2] Frédéric Masson, *Napoleon et les femmes*, la citoyenne Bonaparte. — *Napoléon et sa famille*, t. I, p. 221 et suiv.

ses sœurs. Les bribes de correspondance qui lui viennent de Paris ne font qu'irriter la plaie. Il pense au divorce, mais avec colère; il s'y décide, mais l'âme froissée, le cœur ulcéré. Ce qu'il y a eu de très jeune et de meilleur en lui, sa part d'illusion, de poésie, d'humanité est flétri. « J'ai beaucoup de chagrin domestique, car le voile est entièrement déchiré, écrit-il à Joseph, en juillet 1798. Je suis ennuyé de la nature humaine. J'ai besoin d'isolement. Les grandeurs m'ennuient, le sentiment est desséché, la gloire est fade. A vingt-neuf ans, j'ai tout épuisé. »

Mais il n'était pas homme à s'analyser longtemps ni à se consumer dans le vide de lui-même. Si la mer lui était fermée, la terre demeurait ouverte, et il s'y emportait, se dessinant, à côté, au delà de la destinée réelle que les événements lui disposaient, une destinée de fantaisie; dépassant le possible en ces desseins chimériques, mais représentant la chimère en traits si nets, peignant le monstre en couleurs si vives, d'un réalisme si intense, lui imprimant en quelque sorte une allure si naturelle, qu'on le voit sortir du cadre et prendre son vol. Ses rêveries eurent toujours ce caractère de subtile et prestigieuse mise en scène. Le spectateur s'y laisse prendre : il croit voir se dérouler, en projections colorées, des contrées, des villes, des chemins, des étapes, des armées en marche régulière, concertée, alors que ce sont de simples jets de lumière qui s'étalent, s'éparpillent, se jouent, sans laisser de trace sur l'écran incolore. Toutefois, en ces fantasmagories mêmes, son génie se décèle encore et, pour le suivre aux horizons fuyants où il s'égare, on en discerne mieux les lignes directrices, avec leurs évolutions et leurs infinis prolongements.

Alors, a-t-il dit, la haute ambition se déclara tout à fait en moi. « Les flots seront domptés; nous sommes peut-être destinés à changer la face de l'Orient et à placer nos noms à côté de ceux que l'histoire ancienne et celle du moyen âge rappellent avec le plus d'éclat à nos souvenirs [1]. » Il y mêlait Alexandre

[1] MARMONT. — SÉGUR, *Propos de la veillée d'Austerlitz.*

et Baudouin de Flandre. Il se représentait tantôt tournant l'Autriche par Constantinople, tantôt prenant l'Angleterre à revers par les Indes. « Je gagnais une bataille d'Issus, je me faisais empereur d'Orient, et je revenais à Paris par Constantinople. » Un autre jour : « Je me voyais sur le chemin de l'Asie attaquant la puissance anglaise par les Indes, et renouant, par cette conquête, mes relations avec la vieille Europe[1]. »

Cette expédition de l'Inde, il la prépare, en détails minutieux, positifs. On le vit souvent couché sur les cartes. Il aurait commencé par assujettir l'Afrique. « J'aurais fait remonter le Nil par des bateaux armés; j'aurais soumis tous ces princes qui ne connaissent pas les armes à feu. » Il aurait encadré dans ses 30,000 Français d'élite « 60,000 fellahs, noirs du Darfour ou du Sennaar » . — « Monté sur un éléphant, le turban en tête... j'aurais fait des marches de dix lieues par jour, sur trois colonnes, en échelons, afin de trouver assez d'eau aux puits. » Avec des vivres pour cinquante jours, une compagnie de dromadaires, il traversait le désert, il atteignait l'Indus. « En résumé, disait-il à Sainte-Hélène, il n'y a pas plus loin de l'Égypte à l'Indus, que de Paris à Moscou. » C'était, pour investir l'empire anglais des Indes, les combinaisons que les Anglais ont employées pour le défendre. L'Égypte, base d'opérations de Bonaparte, est devenue leur bastion avancé, et ils ont fini par où il entendait commencer, « remonter le Nil par des bateaux armés, et soumettre les princes de l'Afrique. »

Il se ménagea des intelligences, écrivit à Tippoo-Sahib, dont le caractère, l'héroïsme, la curiosité, le génie fier et féroce l'attiraient[2]. Mais Tippoo avait sur les bras un rude adversaire, celui que Napoléon devait affronter en Espagne, et contre lequel sa fortune devait s'arrêter, l'Anglais au bon sens formidable, à l'indomptable entêtement, Arthur Wel-

[1] Gourgaud. Comparez les desseins, également précis et chimériques, de 1808. *Lettres à Alexandre et à Caulaincourt.*

[2] 15 janvier 1799

lesley, le futur Wellington. Il l'aurait rencontré dix ans plus tôt. Sur le chemin, il trouva un Français qui valait presque cet Anglais-là, et qui le força de rétrograder.

Il avait tenté de négocier avec le sultan, de savoir, au moins, si la République était en paix ou en guerre avec la Porte [1]. Les lettres demeurèrent sans réponse, les missions sans effet. Il connut que l'on était en guerre par la nouvelle qu'une armée turque de débarquement se formait à Rhodes et qu'une autre s'avançait par la Syrie. Il résolut de barrer le passage à celle-là, et il lui parut que, par cette nécessité, la destinée commandait sa conduite. C'était le chemin direct de Constantinople. Il se vit maître de la Syrie, de l'Euphrate, du golfe Persique; puis, « avec le secours des Druses et de toutes les peuplades ennemies de la Porte, la conquête du Liban, celle de l'Asie Mineure, un nouvel Empire d'Orient. » C'est le dessein que reprit, trente ans après, Méhémet-Ali et qui, si les adversaires de Bonaparte, en 1799, l'Angleterre et la Russie, n'y eussent mis le holà, eût fait peut-être du Bonaparte égyptien le rénovateur de l'Islam.

Il écrivit au Directoire, le 10 février 1799, qu'il marchait sur la Syrie, afin de prévenir la jonction des deux armées turques et d'enlever aux Anglais la possession de ces côtes. Il partit, le 24 février, avec Kléber, Lannes et 12,000 hommes. La traversée du désert les éreinta, les démoralisa, surtout. Le 4 mars, Bonaparte prit Jaffa. Il s'y fit, dans l'assaut, un terrible massacre, à la Souvorof, et après l'assaut, un massacre pire de prisonniers. Ils étaient nombreux, et rien pour les nourrir, point d'escorte pour les renvoyer, enfin ils avaient la peste. Eugène Beauharnais leur avait promis la vie sauve; ces malheureux furent mis à mort. « Quatre mille hommes ont été passés au fil de l'épée; une partie des habitants a été massacrée... Pendant vingt-quatre heures, la ville fut livrée au pillage et à toutes les horreurs de la guerre qui jamais ne m'a

[1] Lettres au grand vizir et instructions jointes, 22 août, 9 novembre; à Talleyrand, 11 décembre; instructions à Beauchamp, lettre au grand vizir, 11 décembre 1798.

paru plus hideuse, » écrivit Bonaparte, le 12 mars. Il avait eu, du même coup, sa prise d'Ismaïl et son Quiberon. L'armée emporta le germe de la peste.

Le 19 mars, Bonaparte s'arrêta devant Saint-Jean-d'Acre. Il y trouva un ancien condisciple, Phélypeaux, envoyé par les Anglais[1]. Tout le Coran et tous les turbans du monde avaient moins fait pour gagner les Arabes à Bonaparte que ne fit ce Français émigré pour les gagner à l'Angleterre. Il dirigea leur défense opiniâtre avec les ressources d'un officier excellent, très informé, animé contre les agresseurs par la haine de parti et la jalousie personnelle de carrière. Bonaparte manquait d'artillerie. Son armée s'épuisait, se décimait. Junot battit l'avant-garde turque à Nazareth, Kléber battit le gros de l'armée à Mont-Thabor. Les Turcs étaient arrêtés, mais la route de l'Asie Mineure restait barrée. Le coup était manqué, et cette expédition, qui aurait pu relever le moral de l'armée, acheva de le démonter.

Le 25 mars, Bonaparte avait reçu des dépêches du Directoire, datées du 4 novembre 1798, et, en même temps, des journaux donnant des nouvelles d'Europe jusqu'à la fin de janvier 1799. Il apprit que la guerre recommençait en Italie, en Suisse; la rupture imminente en Allemagne. Les Directeurs lui mandaient : « Seul vous savez ce que vous pouvez et devez faire... Nous n'attendons du génie et de la fortune de Bonaparte que de vastes combinaisons et d'illustres résultats. » Ils considéraient trois hypothèses : rester en Égypte, marcher sur Constantinople, pénétrer dans l'Inde[2]. Bonaparte en vit aussitôt une quatrième qui supprima les trois autres : revenir en France. Les Directeurs ne l'y conviaient pas, mais les événements l'y appelaient, et, si son instinct ne le trompait point, les circonstances qui feraient de son retour une nécessité justifieraient son acte. Il ne songea plus dès lors qu'à brusquer le siège, décidé à le lever si les assauts échouaient encore. Il

[1] Sur Phélypeaux : Frédéric Masson, *Bonaparte inconnu*, t. I, p. 3. — Arthur Chuquet, *Jeunesse de Bonaparte*, t. II.
[2] Cf. ci-dessus, p. 368.

en tenta un dernier le 18 mai, sans plus de succès que les précédents. Les rues étaient barricadées, les maisons crénelées. Les bicoques, à la turque ou à l'espagnole, lui furent toujours funestes. Le 20 mai, il ordonna la retraite. Le mirage d'Orient s'évanouissait. « Je rentrai, dit-il, dans le positif de l'état social. »

La traversée du désert fut terrible : le soleil implacable dans un ciel sans nuage ; ni ombre, ni eau ; la terre, chauffée à 42 degrés Réaumur, brûlait les corps défaillants qui s'y affaissaient pour s'y reposer ; le désespoir de la soif, l'horreur du sable ; à l'horizon, d'un côté, la mer interdite, de l'autre, la plaine dévorante et stérile. Villes, villages, moissons, tout a été incendié au passage ; l'armée a fait le vide derrière elle, et le retrouve devant elle maintenant. Elle sème, piste sinistre, ses blessés, ses pestiférés, et sur ses flancs, les brigands, les bêtes féroces, les oiseaux de proie achèvent les mourants, dépouillent les malades, rongent les cadavres. Tout ce qui tombe est abandonné, perdu à jamais. Ce fut comme une anticipation de 1812, plus horrible et plus douloureuse peut-être, la mort par l'air en feu, sous un ciel transparent, infini, dans l'éclat de la lumière, dans la splendeur des nuits étoilées ; la mort, non comme plus tard, en Russie, par l'extinction de la chaleur vitale, mais par l'excès même et comme par le débordement de la source de toute vie : le soleil. « Si j'avais à avoir une religion, disait plus tard Napoléon, j'adorerais le soleil, car c'est lui qui féconde tout, c'est le vrai dieu de la terre. » C'était, ici, le dieu jaloux, le dieu cruel et destructeur, le dieu d'Asie qui se désaltère du sang des hommes et se plaît à confondre, en broyant leur fourmilière, la vanité misérable de leurs desseins.

Le 10 mai et le 27, Bonaparte avait écrit au Directoire, dissimulant la vérité des choses, préparant la mise en scène de son retour. Son armée était réduite à 8,000 hommes quand il rentra au Caire. Ce fut pour apprendre que les Turcs avaient débarqué avec 18,000 hommes à Aboukir. Il concentre ce qui lui reste de troupes et marche à l'ennemi. Comme à Castiglione, hier, comme demain, à Marengo, à Austerlitz, ce

fut une de ces parties où se joua sa destinée. Il pouvait tout perdre ; il gagna. Les Turcs, jetés à la mer, furent noyés ou réduits à capituler. Ce coup d'éclat effaçait l'humiliation de Saint-Jean-d'Acre et l'horreur de la retraite dans le désert.

Bonaparte jugea l'heure venue. Il ne reçut pas la lettre, du 26 mai [1], par laquelle le Directoire le rappelait ; mais il fut instruit des circonstances qui avaient dicté cette lettre. Sidney Smith, le vainqueur titulaire d'Acre, se fit un plaisir de lui apprendre le désastre des affaires de la République. Il ajouta même : « Je suis informé par l'amiral Nelson de l'ordre envoyé par le Directoire au général Bonaparte de revenir en Europe. » Ironie et humour anglais, piège, plus vraisemblablement. Bonaparte se tint pour averti. Tout marchait, en Égypte, à une catastrophe : l'armée ne se recrutait plus, les caisses se vidaient. Il abandonna cette armée, comme les malades et les blessés, au désert, laissant le naufrage aux autres, courant aux occasions nouvelles qui s'offraient à lui, à la revanche. Ainsi, en 1812, après la Bérézina.

Il n'avait tenté l'aventure que pour ménager sa rentrée dans la République. La République s'ouvrait. « Dieu sait jusqu'où l'ennemi aura pénétré, dit-il à Marmont. L'Italie est perdue... Tout est ignorance, sottise ou corruption. C'est moi, moi seul qui ai supporté le fardeau, et, par des succès continuels, donné de la consistance à ce gouvernement... Moi absent, tout devait crouler... La traversée est hasardeuse, mais la fortune, qui m'a soutenu jusqu'à présent, ne m'abandonnera pas... On apprendra en France, presque en même temps, et la destruction de l'armée turque à Aboukir et mon arrivée. Ma présence, en exaltant les esprits, rendra à l'armée la confiance qui lui manque et aux bons citoyens l'espoir d'un meilleur avenir. Il y aura un mouvement dans l'opinion tout au profit de la France. Il faut tenter d'arriver, et nous arriverons. »

C'était dessiner dans le grand et oser à propos. Tout son génie politique est là, dans sa maturité, dans sa simplicité

[1] Cf. ci-dessus, p. 427.

puissante, renouvelant ce César et cet Alexandre, dont il se flattait d'être l'émule. Il laissa le commandement à Kléber, qu'il n'aimait pas, dont il se savait haï, mais qu'il jugeait le plus capable. Si l'Égypte pouvait être défendue, si des secours ou la paix pouvaient arriver à temps, ce héros de la grande guerre nationale était l'homme le plus apte à conserver cette conquête à la France. S'il y devait périr, lui et les républicains ses compagnons d'armes, — utiles, là encore, gênants ailleurs, peut-être, pour les besognes politiques, — Bonaparte estimait, sans doute, avoir fait assez pour eux en leur ménageant une fin épique et un illustre tombeau. Il traça, d'ailleurs, pour Kléber, un plan de guerre et de gouvernement qui est un modèle de conception, mais qu'il condamnait lui-même en renonçant à l'exécuter[1] : négocier dilatoirement avec les Turcs, gagner un mois et, ensuite, se défendre à outrance; il espérait envoyer des secours ou, plus probablement, signer un traité. Puis, ses préparatifs achevés dans le plus profond secret, échappant au scandale et à l'indignation de son armée qui, à juste titre, se croirait trahie, livrée à l'ennemi, vouée à la mort, aux supplices, il partit dans la nuit du 22 août. « Nous nous sentions associés à une destinée toute-puissante, » rapporte Marmont, qui était de l'aventure. Il traversa la mer, trompant les croisières anglaises, le cap sur la France; ainsi, quinze ans après, lorsque l'aventure eut tourné en la plus merveilleuse des épopées et sombré en une effroyable tragédie, il devait tenter, une dernière fois, la fortune, et filer, de l'île d'Elbe, sur le golfe Juan.

[1] A Kléber, 22 août 1799.

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION DE BRUMAIRE

1799

I

La France était entreprise au sud, à l'est, au nord. Le 19 septembre et le 6 octobre 1799, Brune battit, en Hollande, les Anglo-Russes et les força de se rembarquer. Le 25 et le 26 septembre, Masséna battit, en Suisse, les Austro-Russes, et Souvorof, qui déboucha, éreinté, des montagnes, dut se replier sur le lac de Constance, hors d'état de continuer la campagne. Le 18 septembre, l'archiduc Charles, menacé sur ses deux flancs, évacua Manheim. A Gênes, Moreau contenait les Autrichiens. Paul 1er voyait se dissiper le grand arbitrage qu'il avait rêvé. Les convoitises des Autrichiens l'indignaient. La défaite de ses troupes le consterna. Il était dégoûté de la coalition : le 22 octobre, il la rompit. La France, par un sursaut d'énergie patriotique, par un réveil de son génie militaire, par l'effet aussi des conflits entre les alliés, a écarté le péril de l'invasion et repoussé l'ennemi au delà des frontières que la Convention avait prescrites à la République. Mais ni la République n'est assise au dedans, ni les frontières ne sont assurées au dehors. L'Europe ne les reconnaît point. La France s'est simplement replacée dans les conditions où elle était en 1795, après la conquête de la Hollande par Pichegru, lorsque les Prussiens se retirèrent de la coalition. Comme en ce temps-là, il restait à battre les Autrichiens et à réduire les Anglais. La campagne de Moreau en Allemagne, celle de Bonaparte en

Italie, le congrès de Rastadt, le projet de descente en Angleterre et le grand dessein de coalition du continent contre les Anglais étaient à recommencer, si l'on voulait la paix telle qu'on l'avait esquissée à Campo-Formio et rédigée à Rastadt. Or, on n'en concevait pas d'autre : les limites naturelles, avec leurs garanties et leurs avant-postes : la Hollande, la Suisse dépendantes, l'Allemagne réformée et transformée, le Piémont assujetti ou réuni, l'Italie divisée en Républiques, arrachée des mains de l'Autriche, et la France dominant la Méditerranée.

Tout le monde ne discerne point les conditions et les conséquences de la conquête des « limites » ; mais à part les financiers, partisans de la paix à tout prix, à part Talleyrand qui continue, timidement, à professer dans le vide les doctrines qu'il insinuait, en 1792, à Danton, personne en France n'entend, sans la frontière du Rhin, la paix républicaine. Aux Cinq-Cents, le 3 septembre, un républicain, Briot, dénonce la conjuration du Directoire : « Il se prépare un coup d'État. On veut livrer la République à ses ennemis, la renfermer dans ses limites! et peut-être les Directeurs des calamités publiques ont-ils un traité de paix dans une poche et une constitution dans l'autre. »

Quant à l'abandon de l'Italie, de la Hollande, de la Suisse, ceux mêmes qui n'y verraient pas un péril pour les « limites » y verraient une honte, une renonciation à la suprématie légitime de la République, prix et sanction de ses victoires. Plus que jamais ces mots : monarchie, contre-révolution, anciennes limites, se confondent. « Pour obtenir la paix, écrivait La Revellière dans un mémoire apologétique du Directoire, il faudra, sans doute, évacuer l'Égypte et la Syrie;... il faudra indemniser la Porte, les beys, les mameloucks!... Il faut de suite évacuer Malte et abandonner l'Italie, la Suisse et la Hollande, renoncer à tout projet de limites naturelles, restituer tous les pays réunis, nous enfermer dans les anciennes limites de la France et rappeler le prétendant! »

Donc la guerre et encore la guerre, et, dès le printemps,

« la porter jusqu'au cœur de l'Allemagne et reconquérir l'Italie. » C'est le plan que développe le ministre qui a remplacé Bernadotte à la Guerre : Dubois-Crancé. Mais, reportant ses regards sur l'intérieur, ce conventionnel, en qui survivait la vieille énergie des comités, ajoute aussitôt[1] : « Au milieu des plus brillants succès qui, s'ils étaient continus, assureraient à la République une paix prompte et glorieuse, je ne dois pas vous dissimuler que la France touche au moment d'être plongée dans une situation plus alarmante que lorsque l'ennemi menaçait ses frontières. »

C'était la vérité. Le parti de la Révolution avait, une fois encore, retrouvé dans le péril sa force et ses ressources; mais une fois encore, la victoire avait tué ce parti qui ne vivait que de la guerre et ne s'imposait que par le péril. Ce que Danton, dans un éclair de patriotisme et de génie politique, avait deviné en avril 1793, se réalisait : la guerre de conquête rompait la République. Le Directoire, peu à peu, avait posé toutes les raisons d'État de l'Empire : il en fit à la République comme une nécessité.

On avait entrevu l'invasion, la Terreur; le danger, l'horreur furent tels que le Directoire ne s'en releva pas. Le cauchemar écarté, tous s'accordèrent à reprocher au Directoire d'avoir attiré le péril, personne ne lui sut gré de la victoire. « On criait : Vive la République! vivent nos braves armées! rapporte une note de police. Chacun désirait encore plus particulièrement la paix pour la fin de la campagne, en manifestant le désir de voir le commerce reprendre son ancienne splendeur. » Car on avait encore, on eut jusqu'en 1812 l'illusion que « la campagne finirait », et que les Anglais capituleraient. Et on appelait d'autant plus avidement cette paix que, malgré l'administration désastreuse du Directoire, la France, grâce à la fertilité de sa terre, à son labeur, à l'économie de ses habitants, se sentait en état d'en profiter. Les récoltes avaient été bonnes, durant les dernières années, et le pain

[1] Iung, *Dubois-Crancé*, t. II. Mémoire du 24 octobre 1799.

s'était vendu cher. La jeunesse valide était aux armées, la main-d'œuvre pour les demeurants, mariés, réformés ou dispensés par leur âge, augmentait dans les campagnes. Les impôts ne frappant que les ci-devant riches, désormais ruinés, le Trésor était vide; mais le paysan, qui criait misère, ne payait pas les taxes, ou les payait dérisoirement, en papier. Il refusait d'acquiter ses fermages, ses dettes même, et ce refus opposé à des parents d'émigrés passait pour patriotique. Il « mettait de côté », et sous la forme la plus sûre, en achetant à vil prix, en payant en assignats, les biens nationaux; il s'enrichissait de la banqueroute de la République, forcée d'abandonner pour ce néant le gage de son papier ruiné par son emploi même. La terre ainsi acquise, il la cultivait avec amour, prêt à la défendre avec férocité. L'argent pouvait être pris par les agents du fisc, par les chauffeurs; mais la possession de la terre, liée à l'existence même de l'État, associait le paysan à la destinée de la République; elle faisait de l'État le garant de la fortune du paysan. Dans les villes, faute de commerce, on avait l'agio. Les financiers adroits, qui avaient accaparé l'or, réclamaient la paix qui leur permettrait de consolider leurs bénéfices, d'employer leur capital avec plus de sécurité que dans la spéculation des fournitures de guerre, de le placer avec plus de sécurité que dans des créances usuraires sur les caisses vides de l'État. Nul n'admettait un retour au passé, qui aurait supprimé l'égalité, dépouillé le citoyen de ses biens, arrêté toutes les espérances de travail et de bien-être. Mais si on s'attachait de plus en plus à la Révolution, dans son œuvre de liberté civile, dans ses réalités, si l'on avait hâte d'en jouir, on se détachait de plus en plus de son œuvre avortée, la liberté politique. La République demeurait le nom du gouvernement accepté par l'immense majorité des Français, mais cette majorité concevait la République selon ses besoins et ses désirs, c'est-à-dire que la forme du pouvoir était indifférente, pourvu que le pouvoir fût fort, organisateur, tutélaire à la population laborieuse, encourageant à l'épargne. On se souciait fort peu par qui et comment

les lois seraient faites, pourvu qu'elles répondissent aux nécessités immédiates de la vie. Chacun réclamait le code civil; fort peu se souciaient de la constitution. Je lis dans une lettre adressée de Limoges, en octobre, par un chef de brigade, très républicain, à son frère, régicide, Boutroue : « La masse de la nation, au fond, est bonne, ou du moins, si elle ne l'est pas effectivement, activement, elle ne demande qu'à l'être; je puis te l'affirmer, car j'ai observé bien des choses en traversant nos départements du Midi... D'un moment à l'autre et à l'instant où l'on s'y attend le moins, il peut arriver des événements qui changent totalement la face des choses [1]. » Partout, sous toutes les formes, se manifeste cette attente du lendemain, cet appel à l'inconnu; c'est que l'on se sent plein de vie, plein de santé, mais entravé, mais étouffé, et que, ne pouvant pas rompre les liens, on cherche une main qui les tranche. Les factions sont si lasses d'elles-mêmes, si dégoûtées surtout les unes des autres, qu'elles sont prêtes à se soumettre à un arbitre commun, ne fût-ce que par rivalité.

« Jamais, écrivait Frotté, nous n'avons eu de plus belles chances. » Le cabinet anglais l'avait compris. Il paya une diversion. Le comte d'Artois prit un conseil digne de son caractère : il rassembla les chefs royalistes à Édimbourg, leur assigna à chacun son poste de combat, puis il leur déclara qu'il aurait le courage, difficile pour un prince de son sang, de demeurer à son poste politique, en Écosse, jusqu'à ce que les événements de France fussent assez mûrs pour sa présence. A défaut de l'épée des gentilshommes vendéens, bretons et normands, le prétendant se fût contenté de celle d'un général républicain. Frotté débarqua le 23 septembre en Normandie. Le complot était peu redoutable; mais la chouannerie l'était, et l'insurrection de l'Ouest ajoutait une effrayante couleur locale à cette résurrection de 1793 [2].

Les royalistes sont obsédés par la chimère d'un Monk. Les

[1] *Lettres de Boutroue* publiées par A. d'Hauterive.
[2] La Sicotière, *Frotté*. — *Mémoires du général d'Andigné*. — Chassin, t. III, p. 317 et suiv.

modérés ne le sont pas moins par celle d'un Guillaume d'Orange, qui succéderait directement à la République, sans passer par les Stuarts. « Le retour de la paix, disait à Sandoz Sainte-Foix, maître intrigant et l'un des « *faiseurs* » de Talleyrand, pourrait dépendre uniquement du rétablissement d'une monarchie constitutionnelle. Si cela arrivait, les suffrages des autorités et de la saine partie de la nation ne se décideraient pas pour un Bourbon... Les suffrages se déclareraient plutôt pour un prince allemand et protestant. » Sainte-Foix insinue le nom du prince Louis-Ferdinand de Prusse; d'autres, survivants de 1792, pensent encore à Brunswick; d'autres, à un cadet d'Espagne; les plus prévoyants enfin, les plus adroits, mais les plus prudents aussi, pensent tout bas au duc d'Orléans, car il y a un parti « orléaniste » qui couve, gagne sourdement sans qu'on le déclare, mais qui se décèle, çà et là, à la surface, par une parole, un acte significatifs. Sieyès, sondé secrètement par Talleyrand, cherche à entrer en coquetterie, sinon en collusion, avec cette coterie.

Talleyrand, rendu aux loisirs, esquisse une constitution, inspirée de celle de 1791 et de celles que Bonaparte a données aux Italiens, une sorte de compromis entre le régime de brumaire et la charte de juillet 1830. Sieyès élabore son projet de gouvernement : deux consuls, l'un civil, l'autre militaire; le premier ordonnant, le second agissant; deux conseils : l'un, le tribunat, discutant les lois; l'autre, le corps législatif, les votant; au-dessus des uns et des autres, un sénat conservateur et un grand électeur, juge des consuls, régulateur et horloger supérieur de toute la machine. Il prépare aussi le plan du coup d'État qui opérera cette Révolution; ce plan repose tout entier sur le droit qu'a le conseil des Anciens de transporter le Corps législatif hors de Paris. Mais, pour persuader les Anciens, il faut qu'ils aient peur d'une *journée,* il faut qu'ils aient confiance en un sauveur. La *journée* ou le complot sont affaire de haute police, Fouché s'en chargerait. Reste le sauveur, et ceci ramène à l'armée, à laquelle il faut bien revenir, puisqu'il s'agit d'un coup de force. « Ce n'est pas le

Directoire, écrivait alors Sandoz, ce sont encore moins les Jacobins, et ce sont aussi peu les deux Conseils qui décideront la transmutation de la République en monarchie, non certainement; mais ce sont les armées... »

Les armées, justement parce qu'elles étaient très nationales, avaient subi les mêmes transformations que la nation. Par le seul fait qu'elle est portée au delà des anciennes frontières, la guerre est et restera, à moins d'une catastrophe de la République, une guerre de conquête. C'est une affaire toute militaire, non plus celle de volontaires engagés pour une campagne d'indépendance, mais celle de soldats de profession, qui, entrés aux armées, bon gré, mal gré, y restent par goût, par ambition, par impossibilité de rentrer chez eux et de vivre dans leur pays. On avait eu, de 1792 à 1794, la sortie en masse d'un peuple assiégé défendant sa cité, ses dieux, son droit, ses tombeaux; on avait entrevu, quelques semaines en 1792, et revu, sur le Rhin, au temps de Marceau et de Hoche, à Naples, au temps de Championnet, la croisade exaltée d'un peuple qui croit posséder la recette du bonheur et va propager parmi les nations la justice et la fraternité; maintenant, c'est la guerre faite aux États pour s'agrandir et s'enrichir à leurs dépens, pour gouverner les peuples, les régénérer en les soumettant, dans leur intérêt même et pour leur plus grand bien. On avait eu les armées purement patriotes, puis les armées généreuses; on aura désormais les armées fières et magnanimes, mais surtout fières [1].

Et ces armées conquérantes vont trouver dans les conditions mêmes crées par la Révolution en France le recrutement qui leur convient. Les fils de paysans, enlevés par la réquisition, verraient, en rentrant chez eux, la maison occupée par le frère dispensé du service, les filles mariées; ils restent au régiment et tâchent de gagner des grades. Le petit peuple des villes, faute d'industrie et de commerce, n'a pas d'autre avenir que la guerre, et cet avenir est le seul qui convienne

[1] Voir ci-dessus, p. 13-15, la condition des armées en octobre 1795.

aux habitudes de licence, aux rêves ambitieux, aux besoins d'émotions violentes que la Révolution a développés. Ajoutez les fils de petits bourgeois, ceux surtout des petits nobles campagnards qui ont échappé aux proscriptions. L'armée avait été leur refuge pendant la Terreur; elle devient leur seul moyen d'exister, de se refaire une fortune. Les écoles étant fermées, les églises supprimées, cette jeunesse n'a ni principes religieux ni principes civiques; rien qu'un germe de culture classique, semé par le prêtre marié, réduit à la famine, enseignant, pour ne pas mendier : quelques vers de Virgile et quelques lectures de Plutarque. Tout dans cette jeunesse est tourné au plaisir, à la gloire, à l'honneur, au jeu de la vie et de la mort, à la grande aventure qui se rompt par un coup de foudre ou se dénoue dans l'opulence, avec le pouvoir et les dignités. Il sont affamés, oisifs, inquiets, héroïques et comme travaillés par un excès de sang. C'est cette troupe turbulente et guerrière, abandonnée à la main qui la dirige, qui fait le destin de l'Europe. La vieille Europe sera leur colonie.

Ce n'est pas qu'ils renoncent à voir la fin de la guerre, et qu'ils ne se bercent, ainsi que tous les Français, d'un rêve d'utopie ; mais ils conçoivent la République comme un Villars, sous Louis XIV, concevait la royauté, et ils ajournent la paix universelle au jour où ils seront les maîtres de toutes choses. Ils ne sont point monarchistes : une monarchie ramènerait des favoris, des privilégiés, des courtisans qui accapareraient les grades et les emplois. Ils se disent Républicains et ils croient l'être, mais ils l'entendent d'une république qui assurera leur suprématie dans l'État. En attendant, ils crient misère dès qu'ils cessent de se battre.

II

Sieyès cherchait l'homme [1]. « Nous n'avons pas une épée. Que votre frère n'est-il ici! » disait-il à Lucien, le plus remuant, le plus intelligent, le plus ambitieux des frères de Bonaparte, conspirateur dans l'âme, comédien et politique, républicain d'ailleurs en sa conception de démocratie autoritaire et qui, pour s'être poussé aussi vite dans les assemblées que son frère sur les champs de bataille, se croyait un Bonaparte supérieur, étant le Bonaparte civil : il rêvait pour lui-même une place dans le Consulat futur, et travaillait pour son propre compte, fort peu empressé de voir revenir Napoléon [2]. Sur ces entrefaites, on reçoit des nouvelles. Le 5 octobre, le jour même où l'on avait appris la retraite définitive des Russes, on lit aux Conseils un bulletin prestigieux de Bonaparte, où la retraite forcée de Jaffa s'efface devant l'éclat de la bataille d'Aboukir. Les députés, debout, écoutent et acclament ces phrases qui résonnent comme une ode triomphale, avec une musique d'opéra. Le 10, ils lisent cet autre bulletin, de la campagne de Syrie : « Le général Murat a pris possession de Saffet, l'ancienne Béthulie. Les habitants montrent l'endroit où Judith tua Holopherne. Le même jour, le général Junot prit possession de Nazareth... le général Kléber se porta

[1] Ouvrages de Quinet, Tocqueville (*Mélanges*), Michelet, Taine, Lanfrey, Iung (*Dubois-Crancé*), la Sicotière (*Frotté*), Frédéric Masson, Aulard, Albert Vandal; Sybel, Fournier (*Napoléon*). — Etudes de Schérer, Sainte-Beuve (*Joubert*), Jurien de la Gravière (*Baudin*), comte Fleury (*Saint-Cloud*), G. Stenger. — Corr. de Sandoz. — Mémoires de Gourgaud, Lucien, Rœderer, Miot; La Revellière, Barras, Gohier; Talleyrand, Pasquier, Barante, Chaptal, Norvins, Mme de Staël, Broglie, Mme de Chastenay; Ségur, Thiébault, Lavalette, Marbot, Marmont, Godart, Coignet; Hyde de Neuville, d'Andigné, Tercier. — Notes et souvenirs de Molé, Le Couteulx, Jourdan, Sébastiani.

[2] Sur le rôle des frères de Bonaparte en 1799, voir Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, I, chap. v : le dix-huit Brumaire; sur Joséphine : *Napoléon et les femmes*, p. 66 et suiv

entre le Jourdain et l'ennemi, tourna le Mont-Thabor. »

Que sont auprès de ces aventures épiques qui réveillent les échos des Croisades, à côté de ces noms sacrés que tous les hommes, encore que devenus athées, païens ou philosophes, ont balbutiés dans leur enfance; que sont les noms rudes, âpres et ingrats des bourgades suisses où l'armée d'Helvétie a remporté ses obscures et salutaires victoires! Ce n'est ni Brune, ni Lecourbe, ni Masséna même que le peuple appelle à l'œuvre attendue de finir la Révolution. Les Conseils leur votent des félicitations solennelles et le public leur décerne des couronnes aux théâtres. Mais leur nom ne soulève ni enthousiasme, ni espérance. Ils ne passent point pour hommes d'État; de plus, la guerre qu'ils ont menée, c'est la guerre commune, la guerre d'indépendance, la guerre de limites. Celle que raconte Bonaparte, c'est la guerre d'extension, de suprématie, celle qui donnera la paix glorieuse et magnifique. Et c'est pourquoi ses bulletins de victoires éblouissent tous les yeux et font oublier que la patrie, naguère en danger, vient d'être sauvée en Hollande et en Suisse. Le 13 octobre, le Directoire apprit que Bonaparte avait débarqué à Fréjus, que les autorités l'avaient dispensé de la quarantaine et qu'il arrivait en poste, acclamé par les populations. Moreau, mandé par Sieyès, arrivait en même temps. Le soir, il dînait chez Sieyès avec Baudin des Ardennes, ancien conventionnel. « Devinez, leur dit Sieyès, ce que j'ai à vous annoncer... Bonaparte vient de débarquer à Fréjus. — Eh bien, répliqua Moreau, voilà votre homme. Bonaparte vous convient bien mieux (que moi); il a plus que moi la faveur du peuple et celle de l'armée. » Le saisissement et la joie de Baudin furent tels qu'il en mourut dans la nuit. La nouvelle se répandit, portant la stupeur chez les chefs de parti, l'ivresse dans le public.

Le Directoire cependant se demande s'il ne fera pas arrêter Bonaparte qui a violé les lois sanitaires, et s'il ne le traduira pas devant un conseil de guerre. C'est l'avis de Bernadotte. Les Directeurs voudraient; ils n'osent. Ils sentent la poussée populaire; ils plient avec la « docilité » dont un confident de

Barras les louait si fort, au temps de Campo-Formio[1]. Ils ont quelque honte pourtant à ratifier le fait accompli, à célébrer comme une victoire cet abandon de toute une armée, cette violation d'une loi de santé publique. Mais ils se rappellent que, le 20 septembre, ils ont fait écrire au général : « Le Directoire vous attend, vous et les braves soldats qui sont avec vous. » Bonaparte a rencontré en Provence le courrier porteur de cette dépêche ; il a laissé ses soldats, sans doute ; mais l'opinion ne veut, ne voit que Bonaparte : elle jugera qu'il a simplement devancé les instructions des Directeurs. Ils prennent alors l'expédient gauche et louche, d'insinuer la nouvelle à la suite d'un bulletin de l'armée de Hollande, qui est lu aux Conseils dans la séance du 14 : « Le Directoire vous annonce avec plaisir qu'il a aussi des nouvelles de l'armée d'Égypte. Le général Berthier a débarqué à Fréjus avec le général en chef Bonaparte. » Ici, porte le compte rendu des Cinq-Cents, les cris de *Vive la République!* interrompent la lecture ; l'assemblée entière est debout, « aux accents d'une musique guerrière », ajoute le journal officiel du Directoire. Dans les théâtres, ce furent des cris de joie, des transports orgueilleux. Les représentations s'interrompirent pour donner cours aux ovations, aux chants patriotiques. On s'embrassait en pleurant dans les rues. « Il semblait, raconte un contemporain, que la France ne pût être sauvée que par lui ; le souvenir de ses exploits passés éclipsait les victoires récentes. » On ne parle que de son retour, portent les notes de police. « Les royalistes gémissent et disent en soupirant : nous voilà en république pour longtemps. Les exclusifs — lisez Jacobins — disent au contraire qu'il vient en France pour river leurs fers. Les deux factions font tous leurs efforts pour calomnier les intentions de ce général et du Directoire, mais ils ne peuvent altérer la joie des vrais amis de la liberté. »

Sieyès avait pris son parti. Ne pouvant réussir s'il avait

[1] « Avec quelle *docilité républicaine* il — le Directoire — a reçu vos observations. » Botrot à Bonaparte, 22 octobre 1797. Sur cet épisode, voir *Bonaparte et Hoche*, p. 180, 209-211, 229, 231. Cf. ci-dessus, p. 438.

Bonaparte contre lui, il fallait qu'il eût Bonaparte avec lui. « Le sort en est jeté, dit-il à Lucien. Ce n'est plus le temps où *cedant arma togæ!* Nous n'avons pas dans notre pays d'institutions publiques capables d'imposer des limites à l'enthousiasme de la foule... C'est autour de votre frère maintenant qu'il faut tous nous grouper. »

III

Arrivé à Paris le 16 octobre, au matin, Bonaparte se rendit à sa maison de la rue Chantereine; puis, en costume civil, en redingote, avec un cimeterre turc attaché par un cordon de soie, il alla saluer, au Luxembourg, Gohier, président du Directoire. L'entrevue fut courte et froide. Le surlendemain, vinrent, à la réception officielle, les effusions de commande. Bonaparte justifia son retour par le salut de l'État, et jura, sur son épée, qu'elle ne serait jamais employée « que pour la défense de la République et celle de son gouvernement », serment qu'il était bien décidé à tenir lorsqu'il serait lui-même le gouvernement de la République. Gohier lui donna l'absolution directoriale : « Votre présence ranime dans tous les cœurs le sentiment glorieux de la liberté! » La salle était remplie de citoyens.

Chacun ensuite rentra chez soi : Bonaparte rue Chantereine, où il trouva l'intrigue de ses frères, avides déjà du butin, des places qui s'annonçaient, non moins empressés de consommer la rupture entre lui et Joséphine, jalousée et détestée. Elle avait couru au-devant de lui, s'était trompée de route, l'avait manqué. Joseph et Lucien l'avaient devancée; ils l'accablèrent, révélant ses faiblesses et ses galanteries, ses dettes scandaleuses. Bonaparte les écoute et il pleure, sur lui-même, sur elle qu'il aime toujours. Elle revient, et rien que par ses larmes, une étreinte, la réminiscence des tendresses, elle

est sauvée. Bonaparte se rappela César et écouta son cœur. « Les guerriers d'Égypte, dit-il à Réal, sont comme ceux du siège de Troie, et leurs femmes leur ont gardé le même genre de fidélité. » Comme il avait dit, en quittant son armée, il put dire en pardonnant à sa femme : » Je rentrai dans le positif de la vie sociale. » Le divorce eût été ridicule et humiliant. L'oubli, avec la part transparente d'ironie, la supériorité de l'homme qui sait et qui veut oublier, ferme les yeux sur lui-même et clôt la bouche aux médisants, parut à la fois spirituel et humain. Cette conduite lui conquit les gens d'esprit et déconcerta les sots. Les libertins lui donnèrent raison, les femmes galantes — et c'était presque toute la société d'alors — envièrent le sort de Joséphine, et Joséphine, avertie, éblouie bientôt et reconnaissante, mérita sa réhabilitation par l'adresse, la grâce et la ruse, gazée de frivolité et d'insouciance, qu'elle mit à servir la politique de son mari [1].

La guerre de mines commença entre la rue Chantereine et le Luxembourg. Moulin ne comprenait rien, Gohier se méfiait de tout, Roger Ducos se réservait, Sieyès attendait Bonaparte, Bonaparte attendait Sieyès, et Barras guettait, cherchant à qui se vendre, prêt à recevoir le premier qui frapperait à sa porte, à suivre tout passant qui lui ferait un signe. Bonaparte interrogeait, observait, ménageait tout le monde. Il sentait s'élever autour de lui cette popularité qui lui avait manqué en 1797, après Campo-Formio, et qui permet de tout oser, parce qu'on est sûr que le succès justifiera tout; tout, sauf un coup de main purement militaire. une brutale révolution de caserne.

Il convient que les formes soient respectées; que l'on suive les précédents et que le peuple voie la Révolution finir comme elle a commencé. Depuis le commencement de la Révolution, la force, populaire ou militaire, a décidé de toutes les crises; mais ceux qui l'ont mise en mouvement se sont toujours

[1] Frédéric MASSON, *Napoléon et ses frères*, t. I, chap. IV : pendant l'expédition d'Égypte; chap. V : le dix-huit Brumaire. — *Napoléon et les femmes*, chap. VI : le pardon.

réclamés du salut public; leur objet a toujours été de commander, par la peur, aux assemblées investies, envahies, un décret motivé sur la raison d'État; le pouvoir qui est sorti de l'œuvre de force a toujours été un pouvoir civil. Ce sont toujours les mêmes Français, élèves et continuateurs des Romains. César était magistrat et pontife, en même temps qu'il commandait les armées, et sa magistrature primait son commandement. Le roi de France faisait et défaisait la loi, mais il le faisait par son parlement, qu'il contraignait en forme solennelle, dans ses lits de justice. La République ne pouvait être tuée que juridiquement. Ni le peuple, ni l'armée ne se seraient prêtés à une expulsion cynique des députés, à une usurpation militaire. Il fallait que la nouvelle révolution parût une réforme et parût ordonnée aux Conseils par la voix publique. Il fallait que le dictateur parût délégué en quelque sorte par l'opinion et reçût son investiture du Corps législatif. L'armée ne devait figurer que pour porter les ordres du peuple et les faire exécuter. Bonaparte le savait; c'était non seulement une nécessité, dans l'état des mœurs publiques, c'était son intérêt propre d'arriver au pouvoir par un coup d'État parlementaire, et d'arriver au pouvoir civil.

Il a pour lui la masse qui, depuis 1789, a tout porté dans la Révolution, oscillant de droite à gauche, mais allant toujours, d'instinct, au plus urgent, simplifiant toutes les idées et rompant de son choc formidable toutes les mesures des politiques. C'est la foule paysanne et bourgeoise, tout ce qui a besoin d'ordre, de sécurité, tout ce qui veut travailler, acquérir, conserver, tout ce qui par les biens nationaux, par les emprunts, par les emplois, vit de l'État et, en vivant, a besoin d'un État puissant, d'un État payant bien. Il a tous ces modérés, tous ces politiques, ce grand parti qui a fait la force de Henri IV contre les Ligueurs et contre les Huguenots, celle de Richelieu et, toujours, après les grands troubles, a ramassé et reconstitué l'État. — Tous, dit un contemporain, Rœderer, qui mieux que personne a ressenti et traduit les impulsions de cette classe moyenne, «tous étaient si fatigués des

tentatives désastreuses, si consternés de leur impuissance, si effrayés du retour de la démagogie; et tant de joie, d'admiration et d'amour s'épanouissait dans tous les cœurs depuis le retour du héros, que, sans s'arrêter à l'idée de lui déférer l'autorité, tout le monde la lui reconnaissait, il l'avait réellement... » Il se faisait une « démission générale » en sa faveur. « Je vous dénonce le public! » écrivait un policier philosophe.

C'était presque tout le monde; ce n'était pas tout le monde. Bonaparte avait pour lui la Révolution anonyme; il avait contre lui, en très grande partie, ce qui avait déployé un caractère, ce qui subsistait de pur dans la Révolution. Mais ces adversaires de Bonaparte se déchiraient entre eux depuis 1792 et continuaient de se haïr. Ils sont divisés comme au lendemain de Thermidor; chaque coterie veut le pouvoir pour soi, surtout pour en exclure les autres. Nul d'entre eux, depuis 1789, n'avait su résister à la poussée populaire; ils n'avaient pu qu'en être écrasés ou s'en laisser porter. Les Jacobins ont la majorité aux Cinq-Cents; mais c'est une majorité récente, fort incertaine. Ils sont impopulaires, et leur impopularité, la crainte qu'ils inspirent, leurs menaçantes et troublantes complicités avec les anarchistes, sont et seront une des principales forces de Bonaparte, un de ses plus puissants moyens d'action sur le public. Ajoutez quelques républicains, indéfiniment illusionnés, pour lesquels la Révolution a été une religion, et les crises, même la Terreur, des nécessités sacrées, comme des mystères du salut public; ce sont des prophètes, quelque chose comme les protestants du Midi, après la Révocation et les dragonnades. Ils entretiennent secrètement leur culte; en ce moment, ils ne comptent pas. Mais le gros des anciens Jacobins demeure peuple, et suit le peuple, pour prendre le pouvoir. Ils en ont goûté. Il y a chez eux plus d'étoffe de préfets que de commissaires de la Convention. Ils deviennent empiriques; ils répètent, par habitude, de grands mots, que le peuple n'écoute plus et dont eux-mêmes ils ont détorqué le sens. Ils inclinent à gouverner sous un maître, s'ils ne peuvent être les maîtres; à gouverner

pour leurs intérêts, s'ils renoncent à gouverner pour leurs principes. Ils subiront Bonaparte, ils le seconderont même, pourvu qu'il leur garantisse l'essentiel de la Révolution, la liberté civile, et leur donne dans l'État des places de sûreté contre leurs adversaires. S'il faut un militaire, ils préfèrent celui-là. De tous, c'est le plus civil, disait Cabanis.

Dans l'armée, Bonaparte trouve des compétiteurs et des jaloux, mais la masse, ici encore, est avec lui et le suivra aveuglément. Il fait travailler les incertains; il leur fait entrevoir, dans son consulat futur, la ruine des ennemis de l'armée, commissaires, avocats, agioteurs; l'avancement, les grades; la République glorifiée dans ceux qui l'ont si brillamment servie et l'ont tant de fois sauvée. Sur trois régiments de cavalerie, deux viennent de l'armée d'Italie, et sont sûrs. Leclerc, Lannes, Murat, Marmont, Eugène de Beauharnais se chargent d'endoctriner et d'embaucher les officiers et les soldats de la garnison. Les chefs qui font de la politique sont plus difficiles à séduire; les uns, comme Jourdan et Dubois-Crancé, semblent irréductibles : ils ont des convictions. Il faudra se passer d'eux et les neutraliser. Augereau sera toujours docile au succès, étant, par-dessus tout, homme de bataille; Lefebvre sera gagné par une embrassade; Moreau, hésitant et cauteleux, ne se donnera pas, mais se laissera compromettre; Macdonald se livre. Reste Bernadotte, qui convoite le rôle, et qui ne peut le remplir. Il se réservera, successeur toujours inquiet, toujours disponible, de Bonaparte au consulat, à la couronne. Ces prétendants se détestent d'ailleurs entre eux, et Bonaparte les dominera tous en prenant le pouvoir civil. C'est ce pouvoir seul qu'il affecte d'ambitionner, à tel point que Moreau s'imagine que, dans le consulat dessiné par Sieyès, Bonaparte aura l'État, où il s'usera comme ont fait les Directeurs, et, lui, Moreau, aura les armées, c'est-à-dire la force effective et la gloire.

C'est encore par le pouvoir civil que Bonaparte ralliera et qu'il s'associera, sans se l'affectionner jamais, un autre groupe d'opposants plus perspicaces, plus redoutables que les

militaires, parce qu'ils sont sceptiques et rétifs à tout enthousiasme, mais moins dangereux que les Jacobins, parce qu'ils sont intéressés, sans fanatisme, qu'ils tiennent à la vie, à la fortune, qu'ils désirent les emplois et qu'ils voudront les garder. Ce sont les hommes, à coup sûr, les plus habiles de la République, ceux qui ont travaillé aux grandes lois, préparé les grandes réformes, apporté dans les votes décisifs l'appoint indispensable à la majorité. C'est « la plaine ». Ils ont fait la révolution de 1789 contre les privilégiés, celle de 1794 contre les démagogues. Dans l'une et dans l'autre, ils cherchaient à prendre le gouvernement auquel ils se jugent, par grâce d'État, par éducation, prédestinés. Anciens parlementaires, avocats, légistes, commis des intendances et des grands ministères, publicistes ayant tâté du pouvoir, financiers, diplomates, épaves de la vieille société qui se reconstitue, ci-devant nobles qui désirent recouvrer leurs biens et, dès qu'il y aura des places sûres, les occuper; c'est la grande réserve des serviteurs de l'État, sous tous les régimes. Le fond de la Révolution leur échappe; la poussée aveugle et profonde de la démocratie les déconcerte. Ils n'y comprennent rien. Ils n'aiment pas la République et n'y voient qu'un provisoire de mauvais aloi et de mauvaise compagnie. Ils craignent le retour des Bourbons, la restauration de l'ancien régime qui les éliminerait au profit des émigrés. Ce qu'ils voudraient, ce qu'ils préparent confusément, ce qu'ils ne cesseront d'espérer, c'est un chef — un prince s'il se peut — au-dessus de tous les partis, mais suscité par eux, dépendant d'eux, ni trop grand, ni trop fort, ni trop populaire surtout pour leur échapper, et assez fin pour les servir en ayant l'air de les employer; une constitution faite par eux, pour eux et qu'ils appliqueraient; une liberté modérée, qu'ils ménageront au peuple; de bonnes lois, de bonnes finances qu'ils lui feront. Pour ces politiques, la fin de la Révolution, la meilleure des républiques, que la plupart d'entre eux, les hommes d'affaires, disposent en travaillant pour les gouvernements les plus divers, consulat, empire, restauration; où ceux qui écrivent, les historiens,

montreront le but poursuivi par la France depuis le moyen âge, c'est la monarchie de Juillet : les survivants de cette génération y entreront comme dans la terre promise [1].

Il fallait quelque argent; Bonaparte n'eut qu'à ouvrir sa porte aux banquiers, Perregaux, Le Couteulx-Canteleu [2]. Barras flairant le coup d'État et ne voyant point venir d'émissaires, cherche à se mettre de la partie. Il invite Bonaparte à dîner et le reçoit en homme de l'ancien monde, ci-devant comte et amant de Joséphine, ci-devant membre des Comités et protecteur de Bonaparte à l'armée d'Italie. Ce roué se conduisit en sot. Il insinua deux présidences : une civile qu'il se réservait *in petto,* l'autre militaire qu'il confierait à Bonaparte : « Votre lot c'est le militaire! » — « L'armée d'Italie où de nouveaux lauriers vous atttendent. » Le général refusa de comprendre et sortit, décidé à marcher avec Sieyès. Sieyès voyait sa réforme se dénaturer à mesure qu'approchait le moment de l'accomplir; mais il était trop engagé, trop entêté de son génie pour reculer. Bonaparte avait besoin, pour s'emparer de l'État, de tenir le commandement de Paris : il fallait une conjuration parlementaire, toute une procédure subtile et compliquée, car les Conseils ne pouvaient être anéantis que par eux-mêmes et il importait, bon gré mal gré, qu'ils fussent complices dans le complot tramé contre eux.

[1] Pour connaître, comprendre, juger dans leurs services et leurs évolutions les hommes de cette génération et ce groupe-là, groupe dès lors dominant, il faut considérer, vers 1833, les grands corps de l'État de Juillet. — *La Chambre des pairs* où fusionnent les zélés de Brumaire et les mécontents, les débris du Sénat impérial et des Conseils de Fructidor : Jourdan à côté de Beurnonville, Macdonald, Régnier, Pasquier, Pelet, Victor, Boissy-d'Anglas, Barthélemy, Sémonville, Oudinot, Perregaux, Molé, Le Couteulx, Champagny, Clément de Ris, Trugnet, Kellermann, Lanjuinais, Mounier, Talleyrand, Abrial, Chaptal, Lebrun, Pontécoulant, Rampon. — *L'Académie des sciences morales*, ressuscitée, qui rassemble, en une sorte d'école d'Athènes, les survivants de l'idéologie et ceux du matérialisme, les athées du sénat consulaire, les ci-devant conventionnels du Comité de salut public, presque tous comtes; deux régicides : comte Sieyès, comte Merlin; comte Garat, comte de Cessac, comte Rœderer, comte Siméon, comte Destutt de Tracy; Broussais; Maret, duc de Bassano, prince de Talleyrand, comte Reinhard, baron Bignon. On pourrait ajouter ceux qui moururent avant l'heure, et qui avaient suivi les mêmes voies.

[2] Ouvrard s'offrit. Lettre à Bruix. *Le Temps*, 5 mai 1900.

Sieyès était seul assez délié, assez insidieux aussi, pour mener Bonaparte à travers ce défilé. Talleyrand se chargea de les rapprocher. Ils traitèrent comme font les États rivaux qui s'allient pour une campagne, contre un adversaire commun, s'accordant sur une équivoque et se réservant de se duper l'un l'autre dans l'action, de s'expulser l'un l'autre après la victoire. Le pacte fut scellé le 30 octobre. « Ce que je crois impossible, dit Rœderer, c'est que la révolution ne se fasse pas, car elle est aux trois quarts faite. » — « Nous avions, a-t-il écrit plus tard, le sentiment de voir la France entière avec nous. » Mais il fallait se hâter.

Tout le monde parlait de la conjuration; presque tout le monde voulait en être et prétendait en être. Les Directeurs pouvaient cependant, un jour, cesser de se boucher les oreilles et de se fermer les yeux. Barras, encore que méprisable comme allié, n'était point négligeable comme ennemi. Enfin, ce qui était plus grave, il se formait aux Cinq-Cents une majorité pour abroger les lois désastreuses, voter des réformes nécessaires, et par suite supprimer les prétextes du coup d'État. Le 31 octobre, ce Conseil se prononça, en principe, pour le rappel de la loi sur l'emprunt forcé et progressif.

Sieyès s'assura, au Conseil des Anciens, les inspecteurs de la salle, qui avaient la garde de l'Assemblée. Aux Cinq-Cents, Lucien se fit élire président et fit nommer quatre inspecteurs de la salle à sa discrétion. Quant au péril public qui motiverait la translation des Conseils hors Paris, Sieyès ne se mit pas en frais d'invention : la vieille machine jacobine, le complot liberticide qui avait tour à tour élevé et renversé Robespierre, y devait suffire : il n'avait jamais manqué son effet.

Les journées du 16 et du 17 brumaire-7 et 8 novembre furent employées aux derniers préparatifs. Bonaparte dicta ses proclamations, ses ordres du jour aux militaires. Sieyès rédigea les décrets, Regnauld les affiches, Rœderer les articles des gazettes, et Arnault, celui qui naguère devait rappeler Homère aux Corfiotes, composa une chanson pour les halles. Dans la soirée du 17 brumaire-8 novembre, le bruit se répan-

dit que les faubourgs s'agitaient. Sieyès qui n'aimait point la guerre des rues, bien qu'en vue de la journée, et à tout événement, d'offensive ou de retraite, il apprît à monter à cheval, aurait voulu que, par mesure préventive, on arrêtât, dans la nuit, une vingtaine de députés. Cette épuration préalable, conforme d'ailleurs aux précédents, assurerait la majorité dans le Conseil des Cinq-Cents. Bonaparte s'y refusa. — « Je ne veux pas qu'on m'accuse d'avoir eu peur d'Augereau ou de Jourdan. N'avons-nous pas pour nous le peuple, les Anciens, une partie des Cinq-Cents et la majorité du Directoire?... Je réponds de tout. » Lucien, illusionné par son élection à la présidence, donna le même avis. Les deux frères s'abusaient. Sieyès, qui avait traversé les grandes crises, qui se rappelait le 31 mai, se connaissait mieux aux « journées ». Si avisé qu'il fût, il avait pourtant négligé une partie essentielle de son plan : la mise en scène du complot. Il ne pensa point que les députés réclameraient des détails, des commérages sinon des preuves, des délateurs sinon des témoins, des conspirateurs surtout. Robespierre en avait toujours, Fouché n'en manqua jamais. Ce ministre de la police était prêt, d'accord avec son compère Réal, à en fournir ce jour-là; mais ni Sieyès, ni Bonaparte ne daignèrent l'employer. Bonaparte affectait de mépriser les moyens de police, il comptait trop sur son prestige. Il se figura que tout se passerait en parades de théâtre; qu'il lui suffirait de paraître avec son état-major, ses cavaliers, ses trompettes, ses musiques. Il méprisait trop « les avocats » et ne connaissait point les assemblées. Il ne prévoyait pas que toute cette subtile mécanique de motions et de décrets se détraquerait au premier incident de séance; il eut à le regretter.

Fouché, décidé à se rendre utile, s'en alla rassurer les Directeurs. Dubois-Crancé leur avait dénoncé les embauchages d'officiers; mais Moulin était incapable de rien saisir; Roger Ducos s'était couché et ne voulait écouter personne; Barras cherchait à placer sa dernière carte et négociait une entrevue avec Bonaparte; le brave Gohier, circonvenu par

Joséphine, avait accepté à déjeuner le 18 brumaire, rue Chantereine : il fut le seul peut-être à prêter une attention bénévole au ministre de la police. Les régiments de Paris furent avertis que le 18, au matin, Bonaparte les passerait en revue dans le jardin des Tuileries, c'est-à-dire aux portes des palais législatifs. Les officiers furent convoqués au petit jour rue Chantereine; les Anciens reçurent une convocation extraordinaire pour le matin à sept heures et demie ; les Cinq-Cents, à onze heures et demie. Les inspecteurs eurent soin d'*épurer* les convocations ; celles des députés redoutables s'égarèrent en route. Réal, commissaire du Directoire près du département de Paris, suspendit les douze conseils municipaux de la ville, et Fouché fit fermer les barrières.

IV

Le 18 brumaire-9 novembre, la maison de Bonaparte était transformée en quartier général d'armée. Les généraux, en grande tenue, arrivèrent avec leurs aides de camp ; les officiers remplissaient le jardin; les cavaliers d'escorte encombraient la rue. Lefebvre, commandant de la place, accourut en colère, effaré de cette prise d'armes qui se faisait sans ses ordres. Bonaparte lui répondit en lui offrant le cimeterre qu'il portait aux Pyramides et l'adjura de marcher : « Lui! l'un des plus solides soutiens de la patrie, la laissera-t-il aux mains des avocats qui la perdent! » — Lefebvre exécrait les avocats et pleurait au seul nom de la patrie. — « S'il ne s'agit que de cela, s'écria-t-il, je suis prêt. Jetons donc ces b... d'avocats à la rivière. »

Au Conseil des Anciens, aux Tuileries, à 7 heures du matin, tout s'opéra selon le programme. Le citoyen Cornet, le futur comte Cornet, dénonça la conspiration jacobine ; sur quoi le Conseil vota la translation du Corps législatif à

Saint-Cloud, où il se réunirait le 19 à midi. Bonaparte fut chargé de l'exécution du décret et de toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Les troupes furent placées sous ses ordres et il fut invité à venir prêter serment. Cornet courut l'en avertir. Bonaparte sortit à 9 heures de sa maison, le décret à la main. « La République est en danger, il s'agit de la sauver! » s'écria-t-il. Les officiers jurèrent de le suivre et l'on partit à cheval. C'était le plus brillant cortège de généraux que l'on eût vu à Paris; enfants de la République qui firent souche de princes, ducs, pairs de France : Lefebvre, Berthier, Lannes, Marmont, Murat, Macdonald, Beurnonville; Brune et Masséna étaient aux frontières, mais l'un fut maréchal, l'autre duc; parmi les manquants, Augereau devint duc et Jourdan maréchal, pair de France; Bernadotte se tenait à l'écart, mais Bonaparte le fit prince, et l'Europe coalisée l'admit parmi les rois, après qu'il eut marché contre la France; Moreau, le seul qui mourut sans titre, mourut d'un boulet français dans le camp ennemi, où Louis XVIII l'eût pris, vraisemblablement, pour le faire duc et pair, comme les autres, mais d'une promotion différente.

Au Luxembourg, Gohier, réveillé par la nouvelle de l'événement, convoqua le Directoire; il se rendait à la salle des séances quand il reçut un message du Conseil des Anciens l'invitant à venir délibérer sur les dangers de la patrie. Il apprit alors que Sieyès et Roger Ducos étaient déjà partis pour les Tuileries. Il alla quérir Moulin et fit chercher Barras. Ce Directeur, qui jusqu'au dernier moment avait espéré qu'on le mettrait dans l'affaire, parla de monter à cheval; il fit en effet chercher des chevaux et des uniformes militaires. Il pria ses collègues de l'attendre, puis il envoya aux Tuileries son officieux, Bottot, à la découverte, à la quête aussi d'un rôle, au moins d'une sauvegarde. On s'occupait de la lui préparer. Rœderer s'était rendu à six heures du matin, avec son fils, chez Talleyrand, et pendant que Talleyrand s'habillait, Rœderer, moitié causant, dicta le brouillon de la démis-

sion de Barras. Bruix qui se trouvait là se chargea de la lui porter. Barras lut la lettre qui était d'une belle platitude : « La gloire qui accompagna le retour du guerrier illustre à qui j'ai eu le bonheur d'ouvrir le chemin... » Il y avait, tout donne lieu de le croire, une contre-lettre qui était une lettre de change. Barras signa la première et empocha l'autre sans difficultés, puis il partit, sous escorte, pour sa terre de Grosbois. La carrière des aventures était finie pour lui. Gohier et Moulin, en tête à tête, attendaient toujours. Ils envoyèrent des ordres à Lefebvre, qui leur répondit de s'adresser à Bonaparte. Ils se décidèrent alors à se rendre aux Tuileries.

Bonaparte y était déjà maître. Arrivé, au milieu des acclamations des troupes massées dans le jardin, il parut à la barre du Conseil avec son formidable état-major. A ces cris du dehors, à l'apparition de ces militaires chamarrés, allègres, fiers, menaçants, les Anciens comprirent, mais trop tard, qu'ils avaient fait une révolution alors qu'ils ne voulaient faire qu'un coup d'État, un autre Prairial, tout au plus un Fructidor. Ils avaient appelé ces militaires comme jadis les meneurs jacobins, à la Convention, appelaient les sections de Paris à défiler devant l'Assemblée. Les sections s'arrêtaient devant la tribune, notifiaient les ordres du peuple souverain et sortaient en maîtresses de l'Assemblée décapitée.

Les Anciens étaient troublés ; Bonaparte se sentit mal à l'aise, embarrassé de parler dans une assemblée, encore que soumise et silencieuse. Il eut, paraît-il, quelque peine à retrouver et à prononcer la phrase qu'il avait préparée : « Nous voulons la République, fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale; nous l'aurons, je le jure! » L'escorte répéta le serment; Garat voulut faire observer que ces guerriers ne s'engageaient à rien sur l'article de la Constitution. Le président lui coupa la parole : après le décret de translation, toute délibération était interdite, et la séance fut levée, aux cris de : Vive la République! Vive la Constitution!

En sortant de la salle, Bonaparte trouva sur son chemin le

messager de Barras, Bottot, qu'il connaissait bien, pour l'avoir reçu en Italie. Bottot, à voix basse, exposa l'objet de ses démarches, et Bonaparte y répondit, très haut, par cette fameuse apostrophe que Rœderer et Arnault notèrent et reproduisirent le lendemain dans les journaux, auxquels elle était d'ailleurs destinée : « Qu'avez-vous fait de cette France que j'ai rendue si brillante? Je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers; je vous ai laissé les millions de l'Italie, j'ai retrouvé des lois spoliatrices, et partout la misère. Que sont devenus cent mille hommes qui ont disparu du sol français? Ils sont morts... Nous voulons la République assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique... Nous ne voulons pas des gens qui se prétendent plus patriotes que ceux qui se sont fait mutiler pour le service de la République. » Bottot, atterré, baissa la tête, et jugea que son patron avait sagement fait de quitter la partie.

Bonaparte alla passer la revue. Le temps était clair, le soleil lumineux dans le ciel d'automne. Bonaparte harangua les troupiers : « Vos compagnons d'armes, qui sont aux frontières, sont dénués des choses les plus nécessaires. Le peuple est malheureux. J'espère sous peu vous conduire à la victoire. Mais auparavant, il faut mettre les factieux dans l'impuissance. » Les grilles du jardin étaient fermées; les passants, assez rares, entendaient les acclamations, s'arrêtaient, s'informaient. Des crieurs vendaient une brochure : c'était un dialogue entre un Ancien et un Cinq-Cents, que Rœderer avait rédigé. Il rassurait les Parisiens : — le gouvernement ne serait pas enlevé à leur ville; la République serait sauvée. Il fallait pour cette œuvre salutaire mettre le Corps législatif à l'abri des factions. « Mais, disait le Cinq-Cents, je crains Bonaparte, ses talents, son ascendant; s'il était un César, un Cromwell? — Un César! Un Cromwell! s'écriait l'Ancien; mauvais rôles, rôles usés. Si Bonaparte était un César, il refuserait la mission du salut public que lui donnent les Anciens; il courrait aux armées, reviendrait avec ses

troupes victorieuses et se ferait roi. Alors, j'appellerais le poignard de Brutus! »

Les Cinq-Cents se réunissaient tumultueusement à onze heures, au palais Bourbon; Lucien n'ouvrit la séance que pour lire le décret de translation et déclarer toute délibération impossible. Les députés sortirent indignés, effrayés aussi, parlant de résister, de soulever le peuple. Mais ils trouvèrent l'armée debout, la police aux aguets et Paris indifférent. Le Directoire s'en allait en pièces. Gohier et Moulin, abandonnés par Barras, trahis par Sieyès et Ducos, furent invités à donner leur démission. Devant plus de péril, ils montrèrent plus de fermeté que n'avaient fait La Révellière et Merlin, en prairial. Ils refusèrent et se retirèrent au Luxembourg. Ce fut pour y trouver Moreau qui avait pris le commandement du palais et les y enferma.

L'après-midi, les colleurs d'affiches se mirent à l'ouvrage et la population put lire les proclamations de Bonaparte à l'armée, à la garde nationale. C'était le même thème infiniment varié : le complot, l'appel à l'union, la liberté civile, l'égalité, la victoire, la paix, une révolution qui était la dernière et se faisait toute en faveur du peuple. Les journaux, en commentant les décrets des Anciens, annonceront le rappel de la loi des otages, de celle de l'emprunt forcé, la clôture de la liste des émigrés, enfin la paix, et, si l'Europe la refuse, une campagne qui sera la fin de la guerre comme la journée du 18 brumaire est la fin de la Révolution. Pendant que s'impriment les articles que Paris lira le 19 au matin, les derniers meneurs jacobins s'en vont au faubourg Saint-Antoine frapper de maison en maison. Rien ne répond.

Une dizaine de députés se réunirent chez Saliceti, décidèrent de se rendre le matin à Saint-Cloud, de confier la garde des Cinq-Cents à Bernadotte; mais Saliceti dénonça, dit-on, à Bonaparte son propre complot, ce qui le conduisit dans les ambassades du Premier Consul et au ministère de la police du royaume de Naples, en 1806. Il aurait même poussé plus loin le zèle officieux et persuadé Jourdan et Augereau de dif-

férer leur départ pour Saint-Cloud. Le fait est que ce Jacobin à épaulettes et ce sabreur sournois restèrent chez eux d'abord « spectateurs passifs des événements », sauf à se montrer à l'heure opportune, si les choses tournaient mal pour Bonaparte. Fouché insista pour que l'on « fructidorisât », grâce au calme de Paris, les députés les plus ardents; Bonaparte s'obstina à refuser. Il tenait à garder, dans l'intérêt de son futur gouvernement, les dehors de la légalité, et se croyait assez fort pour tuer parlementairement la constitution directoriale.

V

Le 19 brumaire-10 novembre, le temps promettait d'être beau; les gazettes ayant annoncé pour l'après-midi, entre midi et deux heures, la déroute du Directoire et la fin de la Révolution, tous les vrais Parisiens se piquèrent d'assister à ce spectacle. On vit donc s'acheminer vers Saint-Cloud non seulement les députés et leurs clients, mais les journalistes, les observateurs, les correspondants et espions de l'étranger, les militaires en quête de grades, les civils en quête d'emplois, et, comme on disait alors, les « amateurs » de tout genre. Tous d'ailleurs bavards, informés, curieux et de belle humeur, telle était leur confiance dans le succès du coup d'État, l'habileté de Sieyès, l'énergie de Bonaparte. La route était gardée par les cavaliers de Murat, le palais investi par les fantassins de Sérurier : les députés seraient conduits dans une « souricière » et l'on aurait le divertissement de les y voir se débattre. Talleyrand et Rœderer se mirent en voiture avec un remarquable état-major de drôles à tout faire, à tout dire, les plus aimables compagnons du monde, en route et à table : Sainte-Foix, Roux de Laborie, Desrenaudes qui faisait le républicain, et Montrond tenant à voir de près l'enlèvement de « l'indivisible citoyenne » qui avait failli le priver de sa tête.

Avec eux, un fournisseur militaire, Collot, qui avait mis cinq cents louis dans ses poches, à tout événement. Sieyès, moins rassuré que le public, avait commandé de tenir une berline attelée, tout le jour, sur les confins du parc, ne se fiant point, pour le cas où il devrait battre en retraite, à son récent apprentissage de cavalier.

Bonaparte partageait la confiance générale et s'imaginait que la journée de Saint-Cloud serait la répétition de celle des Tuileries. « S'ils ne sont pas entraînés par la force des choses, dit-il à Le Couteulx, en parlant des députés, s'ils ne sont pas subjugués par l'ascendant de cet événement dont la toute-puissance est dans l'opinion, alors nous leur ferons sentir leur faiblesse. » Il emmena Berthier et Gardanne, « le gros papa Gardanne », ce dont il se trouva bien; Lefebvre le précédait avec huit cents hommes. Il partit en voiture; un très beau cheval noir d'Espagne, que lui avait procuré Bruix, était tenu à sa disposition. Fouché répondait de Paris. « Le premier qui remuera sera jeté à la rivière, disait cet ancien collègue de Carrier. C'est au général à répondre de Saint-Cloud. »

Là, rien n'était prêt, et l'on vit, du premier coup, quel pauvre mécanicien était le fameux astrologue Sieyès. Les salles où devaient se réunir les Conseils : les Anciens, au premier, dans la galerie de Mignard ; les Cinq-Cents, au rez-de-chaussée, dans l'Orangerie, n'étaient point disposées quand les députés arrivèrent. Au lieu de les « chambrer » au débotté, de les séparer, de les jeter, à l'improviste, dans une délibération préparée d'avance par les meneurs et conduite à coups de sonnette et à coups de votes, on les laissa errer dans les cours et dans les jardins, de midi à deux heures, Anciens et Cinq-Cents mêlés. Ils s'abordent, ils s'interrogent, ils s'expliquent, et tout est compromis. Les Anciens sont harcelés de questions : « Pourquoi ce départ subit, cette translation? Quel est ce complot si redoutable? Où sont les conjurés? Qui a vu les pièces? » Les Anciens ne savent que répondre. Ils avaient déjà des scrupules, de la crainte, quelque honte. Ils se sentent dupés. Est-ce donc à faire une dictature qu'on

les emploie? Orgueil, patriotisme, politique, ils délibèrent, ils hésitent, et il se forme une fissure dans cette majorité compacte sur laquelle Bonaparte et Sieyès comptaient aveuglément.

Parmi les Cinq-Cents, tout est en ébullition. Les rudes meneurs de la Convention, les Montagnards à sabre et à poigne, ne sont plus là. Ce n'est plus que la monnaie de la grande assemblée : des « hommes à impressions violentes et à tête faible, susceptibles d'enthousiasme et de colère ». Ils se démènent, s'excitent à la lutte. C'est aux Anciens, c'est dans le palais même qu'est le vrai complot ; c'est là qu'il faut frapper. Mais avec quoi? Les bras, les armes manquent, et aussi l'impulsion de l'assaut, la poussée du dehors qui force à aller de l'avant; la nécessité de marcher en tête de la foule ou d'être écrasé par elle. Ils s'emportent en invectives, en motions violentes, et ils s'arrêtent, décontenancés d'être là où ils sont, de se trouver si peu nombreux, éparpillés dans ces grandes cours froides, avec des soldats, les fusils en faisceaux, tout à l'entour. Où est la foule? Cette foule qui était allée, en 89, chercher le roi à Versailles pour le ramener à Paris dans la maison du peuple, les a laissés partir ce matin, s'enfoncer dans l'impasse, en ce palais du roi. Ils se voient dans le délaissement où, tour à tour, ont sombré la Cour, les Girondins, les Dantonistes. Non seulement la tempête ne souffle plus, les poussant au rivage, mais les eaux se sont retirées. Ils sont échoués dans un marécage. Ils ne peuvent que se démener et s'enlizer. Ce sentiment, obscur en eux, les étreint, malgré l'agitation qu'ils se donnent pour s'en distraire, et il les paralyse.

Bonaparte s'était retiré, avec Sieyès et Roger Ducos, dans les salons du premier étage. Le temps lui semblait long; autour de lui on s'efforçait de dissimuler l'inquiétude. « On se regardait, on ne se parlait pas; on semblait ne pas oser s'interroger et craindre de se répondre. » Bonaparte, nerveux, allait, venait, s'emportait contre les malheureux officiers pour une consigne maladroite, pour un poste mal placé. Et

ces lenteurs misérables, cette résistance absurde des petites choses, contre lesquelles tout son génie ne pouvait rien, l'impatientaient prodigieusement, et commençaient à le déconcerter.

Sieyès avait compté que les Anciens, réunis à midi, voteraient sans délibération, ou à peu près, le décret qui suspendait les Conseils, nommait trois consuls provisoires et une commission législative chargée d'élaborer une nouvelle constitution. Les Anciens n'entrèrent en séance qu'à deux heures. A peine le président au fauteuil, les interpellations partirent de tous les bancs, se confondant dans un tumulte de cris, de gestes. Les uns, ce sont les plus ardents républicains, se plaignent de n'avoir pas été convoqués la veille. Cinquante, cent collègues sont dans le même cas! s'écrie-t-on. On presse les inspecteurs de la salle qui se dérobent, effarés, confondus. On réclame des explications sur le « complot des Jacobins ». On réclame les Directeurs. Des légistes soulèvent cette question préjudicielle : la Constitution veut que le Directoire réside au lieu où délibèrent les Conseils; où est le Directoire? Sur ces entrefaites arrive un messager d'État : le secrétaire du Directoire, Lagarde, mande, ce qui est faux d'ailleurs, que quatre Directeurs ont démissionné, et que le cinquième est en surveillance par ordre du général Bonaparte. Les Anciens s'interrogent; ils ne comprennent pas; et, dans la confusion, la séance est suspendue un peu avant quatre heures.

Aux Cinq-Cents, le déchaînement est général. Lucien préside : c'est un tout jeune homme : vingt-quatre ans, la physionomie expressive, distinguée; une belle taille, avantageuse; mais le masque romain et le costume des grands spectacles révolutionnaires, à la Saint-Just, sont gâtés par des lunettes : Lucien est myope, sa voix nasillarde est voilée et sans timbre; ses discours ont du trait, de la chaleur, sa parole ne porte pas. Il est assailli de motions. On réclame un rapport sur l'état de la République. Avant tout la Constitution! — « La Constitution ou la mort! Les baïonnettes ne nous font pas peur! »

On décide de députer aux Anciens. Là-dessus, un membre, Delbret, monte sur une chaise et propose de prêter serment. Ce Jacobin, très sincère, fait les affaires de Bonaparte. Lucien met la motion aux voix; elle est votée. L'appel nominal commence; et comme personne n'a sa place marquée, que tout le monde va, vient, se démène, déclame, l'opération est laborieuse; le bureau ne se presse pas; on perd ainsi deux heures, puis on apprend la démission de Barras; on propose de le remplacer; on dresse des listes.

Des émissaires avertissent Bonaparte. Il voit la journée tourner au rebours de ses prévisions. Augereau, qui s'est décidé à venir, flairant la déroute, l'observe, narquois, au souvenir de Fructidor où il a fermé la bouche aux « avocats », sans prétention à l'élégance parlementaire, mais efficacement, Augereau lui dit : « Eh bien, te voilà dans une jolie position ! — Nous en sortirons; souviens-toi d'Arcole! » répond Bonaparte. Il comprend que, s'il laisse le courant dériver, il est perdu Il sort, suivi de ses officiers ; il se rend au Conseil des Anciens; ces députés reprennent leurs places pour l'écouter. Mais ce n'est ni Arcole, ni Rivoli, ni Castiglione; il n'y a ni positions à emporter, ni Autrichiens à enfoncer, ni mitraille, ni bruit de canons et de clairons. Le silence se fait. Il faut parler, et Bonaparte ne sait plus que dire, ou plutôt il ne retrouve plus ses paroles; sa pensée même le fuit. Il avait réfléchi au discours qu'il tiendrait; ce discours lui échappe. Il n'en revient plus que des lambeaux, des traits préparés, appris, qui surgissent, incohérents, entre des bouts de phrases hachées, décousues. On l'interrompt et il s'agite. Il veut imposer : il ne lance que des mots emphatiques, boursouflés, ballons lourds qui crèvent mollement. Il proteste de la pureté de ses vues : ni César, ni Cromwell!... La nation, ses compagnons d'armes l'ont appelé à se faire l'arbitre des partis. Il dénonce Barras, les Jacobins, les anarchistes. Il fait appel au grand parti du peuple français. Mais quant au complot même, il balbutie, il se dérobe. « Je dirai tout », répète-t-il; et il ne dit rien ; il ne sait parler que de lui-même, du pouvoir qu'on

doit lui donner, pour le salut de l'État. Alors, décontenancé, il menace : si quelque orateur, payé par l'étranger, propose de le mettre hors la loi, il fera appel à ses soldats et ils marcheront. « Souvenez-vous, dit-il, que je suis accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune... Qui m'aime me suive ! »

Cette harangue incohérente, ce mélange de protestations et de menaces, déroutent les Anciens. Ils ne demandaient, au fond, qu'à se faire forcer la main. Mais il semble que Bonaparte hésite à passer le Rubicon. Pour ces hommes habitués à tout juger sur la parole, à n'agir que par la parole, ce discours est une déception. L'orateur manquant, l'homme d'État s'évanouit, et le soldat même s'efface. Cependant les acclamations des troupes qui saluent Bonaparte à sa sortie leur donnent à penser; et, confusément, sans entrain, mécontents d'eux-mêmes, avec l'espérance vague qu'en gagnant du temps ils se tireront d'affaire par un ajournement, ils se remettent à délibérer.

Les hésitations des Anciens, l'échec de Bonaparte, enhardissent les Cinq-Cents. Ils entendent les soldats crier ; mais ils voient que ces soldats ne bougent point. Bonaparte trouve dans la cour Arnault qui vient de la part de Talleyrand et de Fouché : « Brusquez les choses ! » lui dit Arnault. Mais Bonaparte espère encore forcer, par son seul prestige, les députés à capituler. Il ne les connaît pas, et ne se rend point compte à quel point, à leurs yeux, depuis quelques minutes, son prestige s'est dissipé. Les Cinq-Cents attendaient un message des Anciens, des éclaircissements sur le complot. La porte s'ouvre ; l'orateur qui parlait s'arrête, toutes les têtes se tournent vers l'arrivant. Ce n'est pas le messager d'État; c'est Bonaparte, avec des officiers et quatre grenadiers. Cette escorte s'arrête sur le seuil. Bonaparte veut s'avancer entre les bancs, le chapeau à la main. Tous les députés se dressent, vocifèrent, menaçants, la main levée; ils se précipitent sur lui, escaladant, renversant les banquettes et les chaises, se bousculant les uns les autres. Les cris de : « Hors la loi ! » éclatent de toutes parts. « A bas le tyran ! Tue ! tue ! » — « Est-ce

donc pour cela que tu as vaincu? » lui crie Destrem. Affreusement pâle, Bonaparte demeure muet, glacé, inerte. Au lieu où il est, il sent que, par lui-même, il ne peut rien. Il n'est qu'un homme au milieu d'une foule hostile d'hommes. Si parmi ces députés il s'était trouvé un vrai Brutus, la scène tournait au tragique. La seule poussée de leurs corps eût étouffé ce jeune homme grêle, suffoquant déjà. Mais le Brutus ne se révéla point. Ils hésitent, non par respect du droit, car, en criant : « Hors la loi! » ils crient : « Sus à Bonaparte! » et dévouent sa tête au premier exécuteur venu. Mais ils n'éprouvent pas cette pression souveraine, cette certitude d'être tués, s'ils ne tuent pas, qui a donné aux Conventionnels, en thermidor, le courage de renverser Robespierre. D'ailleurs, même en thermidor, les députés n'ont fait que proscrire, comme ils avaient fait en juin 1793. Il a fallu la force armée pour exécuter le décret. Ici les soldats sont rebelles, hostiles : les officiers voient le péril de leur chef. Ils font une percée dans la foule des députés, et tandis que les curieux qui s'étaient procuré l'entrée de la salle sautent, effarés, par les fenêtres, Gardanne saisit le général à bras-le-corps et l'emporte dans la cour.

Les Cinq-Cents reprennent leur délibération, en tumulte. Tous crient : « Hors la loi, Bonaparte et ses complices! » Ce terrible cri conserve encore quelque chose de son horreur sacrée. Lucien refuse de mettre aux voix la motion. Les députés, furieux, envahissent le bureau : « Marche donc, président! Mets aux voix! » Lucien, pour gagner quelques minutes, prend le parti de quitter la présidence, qu'il remet à Chazal. Il essaie de monter à la tribune : « Hors la loi! hors la loi! » Il trouve moyen de glisser ces mots au général Frégeville, inspecteur de la salle : « Avant dix minutes, il faut interrompre la séance, ou je ne réponds de rien. » Frégeville sort, inaperçu. Ces dix minutes, les députés vont les procurer, et au delà. C'est qu'au lieu de prendre des mesures, chacun cherche son personnage, son rôle dans la journée, son épisode, sa citation au compte rendu.

On oppose les motions les unes aux autres. On réclame des priorités. On se dispute la tribune. « Vous voulez nous faire perdre du temps, s'écrie un vieux Jacobin. Aux voix la motion de *hors la loi!* » Il faut un sabre, des troupes. On cherche des généraux, un homme capable d'entraîner les soldats. On fait appeler Bernadotte ; on parle de requérir 6,000 hommes, de retourner à Paris... Lucien est parvenu à gagner la tribune ; il propose qu'on entende son frère. On refuse. Alors Lucien, qui se montra, en cet instant, grand acteur politique, fait un geste théâtral : — « Il n'y a plus de liberté ! En signe de deuil public, votre président dépose les marques de sa magistrature. » Mais l'effet manque ; les députés entourent Lucien, le bousculent, essaient de le jeter à bas de la tribune. Un piquet de grenadiers entre et le dégage. Il sort.

Cependant Bonaparte, dans les salons, apprend que le décret de proscription va être voté. Il pâlit. « Général Bonaparte, cela n'est pas correct ! » disait, le soir, Montrond. Mais Sieyès argumente : « Ils vous mettent hors la loi, dit-il au général. Ils y sont. » Bonaparte avait assez attendu. L'heure de la force était venue. Il met l'épée à la main et crie par les fenêtres : « Aux armes ! » Il descend dans la cour, saute à cheval et se présente aux troupes. C'est l'instant solennel, la crise de la journée. Il faut se rappeler ici la scène fameuse du 2 juin 1793 : la Convention, son président en tête, sommant la garde nationale de se disperser, et Henriot, le sabre à la main, répondant par ce mot qui dicta la mort des Girondins : « Canonniers, à vos pièces ! » et la Convention avait reculé. La troupe marchera-t-elle? Sérurier allait, de rang en rang, répétant qu'on avait voulu assassiner le général; que des misérables, soldés par l'Angleterre, avaient levé sur lui le poignard. La loi, depuis des années que les factions la violent, les unes contre les autres, a perdu sa majesté ; l'affection, au contraire, des soldats pour leurs chefs a grandi dans les épreuves de sept années de guerre. Les officiers, les soldats de la ligne, les dragons de Sébastiani, s'agitent, se

pressent vers Bonaparte, l'entourent, l'acclament; mais les grenadiers du Corps législatif qui forment le corps principal et occupent les premiers rangs, près de l'Orangerie, hésitent; il s'agit pour eux de marcher contre le corps qu'ils ont charge de protéger. Ils ne pouvaient être déliés de leur scrupule que par quelque exorcisme sacré. Il y avait, dans le répertoire révolutionnaire, un vieux sophisme qui avait servi à décapiter la Convention, et naguère encore à *fructidoriser* les Conseils. Lucien s'en souvint à propos.

C'était le moment où il sortait de la salle : « Un cheval pour moi, s'écrie-t-il, et un roulement de tambours! » Il monte en selle, le silence se fait. Il invoque sa qualité de président des Cinq-Cents; il fait appel au respect des troupes pour l'autorité civile; il peint le Conseil opprimé par les factieux, délibérant sous les poignards ; il requiert les grenadiers du Corps législatif : les factieux veulent mettre Bonaparte hors la loi ; qu'on les expulse, et que les députés délibèrent en paix pour le salut de la patrie! Les grenadiers hésitent encore. Bonaparte s'emporte : « Suivez-moi! Suivez-moi! Je suis le dieu du jour! Si l'on vous résiste, tuez, tuez! » Ils ne bougent pas. Lucien fait taire son frère, saisit une épée, la brandit, jure de mourir s'il porte atteinte à la liberté. Enfin il les ébranle. Murat aperçoit le mouvement, lève son sabre, se met à la tête des grenadiers et fait battre la charge. Les soldats obéissent au commandement, au geste, au rythme impérieux. Murat et Leclerc en tête, ils pénètrent dans la salle, la baïonnette basse, et foncent au milieu, en poussant devant eux les députés qui essaient de résister. Murat leur crie : « Citoyens, vous êtes dissous! » Ils s'emportent en imprécations, les tambours étouffent leurs clameurs; les soldats les poussent toujours. Alors, honteux, furieux, désespérés, ils jettent leurs toques, leurs toges, et s'élancent vers les portes-fenêtres vitrées qui donnent sur le jardin.

La salle se vide. Il n'y reste bientôt, autour des soldats, que des banquettes brisées, la tribune renversée, les insignes de la représentation nationale foulés aux pieds. On en a fini avec

ces républicains, comme les Conventionnels en avaient fini avec Robespierre : par le bruit brutal, brisant la voix humaine. Ils n'étaient rien que par la parole ; en les bâillonnant, on les anéantit. C'est peu de chose encore que ces grenadiers qui les pressent, ces tambours qui couvrent leurs cris ; mais, en s'échappant de la salle, ils trouvent la nuit, le silence, le vide : quelque chose de pire pour eux que le vacarme et la violence soldatesques. Ils se dispersent, ils se cherchent dans les allées, dans les charmilles. Les plus ardents courent à Paris. C'est pour y voir un public en joie, des cafés illuminés ; autour d'eux, même dans les faubourgs, la solitude va se faire. Alors seulement ils se sentiront, et pour longtemps, vaincus.

Les Anciens, anxieux, attendaient la fin de cette bagarre, car, pour solennelle qu'est la date dans l'histoire, le spectacle ne fut pas autre chose qu'une vilaine bagarre. On raconte qu'Aréna a menacé Bonaparte de son poignard ! On propose, faute de décrets à rendre, de prêter serment à la Constitution Mais les légistes distinguent : « Où est la Constitution? Est-ce dans le texte littéral des articles de l'an III? Non : la Constitution, c'est la souveraineté du peuple, c'est la liberté, c'est l'égalité. » On dispute sur les termes ; on cherche un texte de loi ; on n'en trouve pas, et l'on se forme en comité secret sous prétexte de délibérer sur la situation, en réalité, parce qu'on se sent impuissant, et que l'on est anxieux. Mais Lucien paraît ; il raconte la séance des Cinq-Cents ; il en fait une tragédie romaine : un frère forcé de mettre aux voix la mort de son frère ! les horribles cris de la Terreur ! le *Hors la loi* de 93 ! Les Anciens frémissent à ce récit et se rassurent aussitôt ; la déroute des Cinq-Cents les ranime. Quelqu'un enfin a voulu, a fait quelque chose, et la force a dénoué la crise. Alors chacun s'empresse vers les amis du pouvoir nouveau. On acclame, on félicite les soldats ; on se félicite surtout d'être sorti du péril, et l'on s'avoue que l'on a eu très peur. Puis, comme la nuit est venue, que l'on n'a point dîné, on envahit les cabarets d'alentour. Lucien fait ramasser ceux des

Cinq-Cents qu'il croit disposés à se rallier ou qu'il savait gagnés d'avance. Cette arrière-garde désastreuse d'une Chambre dispersée se réunit à neuf heures dans l'Orangerie. « Figurez-vous une longue et large grange, remplie de banquettes bouleversées, une chaire adossée au milieu contre un mur nu; sous la chaire, un peu en avant, une table et deux chaises. » Sur cette table, deux chandelles; autant sur la chaire. Les députés mornes, éreintés, errent dans l'obscurité, s'étalent sur les banquettes; il fait si noir qu'on ne peut apprécier, même vaguement, leur nombre. Les témoins varient entre 30 et 120; la plupart s'arrêtent à la moyenne de 50. Ajoutez, ce qui fait confusion, des curieux, des domestiques pris par le froid et qui se réfugient dans la salle. Ce parlement croupion se déclare majorité du Conseil. Il décide que Bonaparte a bien mérité de la patrie en sauvant le Corps législatif d'une minorité assassine; il décrète qu'il n'y a plus de Directoire; il dresse une liste de proscription; il s'épure.

Boulay fait le programme du gouvernement futur : le peuple veut la paix; il veut le bonheur domestique : « Ce bonheur consiste dans le libre exercice de ses facultés naturelles et acquises; dans la jouissance assurée de sa personne, de sa propriété, des plaisirs de son choix. Il consiste, en un mot, dans la liberté civile. » Cette liberté manque, faute de gouvernement. Boulay propose d'en créer un provisoire composé de trois consuls, Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte, qui auront la mission de rétablir l'ordre dans l'administration, la paix au dedans et au dehors. Une commission de vingt-cinq membres assistera les consuls dans l'expédition des affaires, et préparera une constitution. Les Conseils seront ajournés au 20 février 1800. Ces mesures sont votées, et l'on y ajoute une proclamation, rédigée par Cabanis : « La République et la liberté cesseront d'être de vains noms, et une ère nouvelle commence! »

Ces votes furent ratifiés par les Anciens, avant une heure du matin. A deux heures, on battit aux champs. Les trois Consuls parurent devant la cinquantaine d'usurpateurs qui

s'intitulaient impudemment le Conseil des Cinq-Cents! et ils prêtèrent, entre les mains de Lucien, serment de fidélité inviolable à la République française, une et indivisible, à l'égalité, à la liberté et au régime représentatif. Puis, Lucien entonna l'épithalame triomphal du nouveau régime : « Si la liberté naquit dans le Jeu de paume de Versailles, elle fut consolidée dans l'Orangerie de Saint-Cloud! » Sur cette antithèse impertinente, l'assemblée se sépara, et les Consuls passèrent aux Anciens, où la cérémonie se répéta. Bonaparte revint à Paris, en voiture, avec Sieyès et Lucien. Il dicta, en hâte, une proclamation : les poignards métaphoriques des Cinq-Cents, les dangers courus par sa personne, y occupaient la plus grande place; Fouché en composa une autre; Lucien rédigea pour les Cinq-Cents un procès-verbal, où il rétablit les formes, à défaut de la légalité. Les « faiseurs » qualifiés, Rœderer et ses collaborateurs, remirent sur pied le compte rendu des séances, pour les journaux du matin; ils donnèrent à ces scènes confuses une apparence d'ordre et de suite; ils s'efforcèrent de recoudre les phrases incohérentes de Bonaparte, et d'en tirer un discours lisible et intelligible.

La mise en scène et le texte de la pièce ainsi disposés pour le public et pour la postérité, Bonaparte, les nerfs apaisés, redevenu maître de lui-même et se sentant, pour un temps indéfini, maître des choses, dit à ses associés : « Nous avons détruit; il nous faut maintenant reconstruire, et solidement. » C'était son affaire et il s'y mit dès le lendemain. « Français, dit-il dans une proclamation datée du 12 novembre, la République, raffermie et replacée dans l'Europe au rang qu'elle n'aurait jamais dû perdre, verra se réaliser toutes les espérances des citoyens et accomplira ses glorieuses destinées. » Il le dit, il le pensait, tous les acteurs de la journée en étaient pénétrés, et la France le crut avec eux. « La merveille, dit Quinet, fut la complicité de tous à s'aveugler. »

Quand on lut les journaux, on s'étonna du peu de part que Bonaparte avait eu dans l'événement. L'événement n'en parut que plus inévitable et l'homme plus nécessaire. Dans la suite,

jugeant la journée sur les conséquences, que personne alors ne désirait ni ne prévoyait, on a tenté de la détacher de l'histoire de la Révolution. Ceux qui, par intérêt de parti, par passion, font en histoire de la politique rétrospective, et trouvent plus expédient, plus flatteur, plus facile surtout d'imaginer de toutes pièces le passé que de le ressusciter de la poussière des documents et de l'expliquer par les idées des contemporains, ont ramené le 19 brumaire aux seules machinations d'un ambitieux. Ils ont pris l'effet pour la cause [1]. La journée ne s'explique que par la conviction où était tout le monde, y compris Bonaparte, qu'en prenant le gouvernement il assurait la République et garantissait la Révolution. Jamais mieux qu'en cette journée qui fit d'un homme le maître de l'État, on ne vit à quel point la Révolution continuait de mener les hommes, loin d'être menée par eux. Jamais coup d'État plus mal conçu ne fut plus mal conduit. Toutes les conjectures y furent démenties, toutes les prévisions renversées; tous les moyens manquèrent, tous les hommes furent au-dessous de leur tâche; tout l'imprévu, tout le hasard des choses humaines, toutes les petites causes inopinées tournèrent contre le dessein et contre ses auteurs. La machine se détraqua vingt fois; les machinistes perdirent la tête, s'abandonnèrent, la combinaison manqua dans ses détails, et cependant, l'événement s'accomplit. Ce n'est pas parce que deux tambours et quelques grenadiers pénétrèrent dans l'Orangerie de Saint-Cloud que le Directoire croula. La cause, ce fut l'état général des esprits : il fit que les officiers osèrent commander la charge, que les tambours osèrent battre, que les soldats osèrent marcher et que les députés, en fuite, se dispersèrent dans le silence, l'isolement, la nuit. Ce qui emporta tout, ce fut l'allure générale : la constitution atteinte mortellement en fructidor, le Directoire honni, Bonaparte populaire.

[1] *La Révolution*, l. XXIII, ch. I. QUINET : — « Quand on interrompt l'histoire de la Révolution française avant la chute du Directoire, les événements restent tronqués; la plus grande partie du sens vous échappe. Ce n'est qu'en arrivant au coup d'État du 18 Brumaire que vous voyez les causes produire leurs effets et les énigmes s'expliquer. La période est alors achevée. »

Cette journée continua donc la Révolution : elle ne l'acheva pas, comme les contemporains en eurent l'illusion. Elle ne la rompit pas davantage, comme la plupart des historiens l'ont prétendu. Et la démonstration se fit quatorze ans après, lorsque Bonaparte, précipitant par son génie hyperbolique, et poussant aux extrêmes les causes qui l'avaient porté en brumaire : l'ordre et la paix glorieuse; transformant l'ordre en despotisme, la gloire en suprématie universelle, désespérant la soumission après avoir comblé les espérances, tomba dans la même impopularité, la même haine où avait sombré le Directoire. On vit alors les hommes qui l'avaient élevé en brumaire, le renverser du pouvoir par les mêmes moyens, et, en quelque sorte, par une répétition des mêmes scènes. Parmi les maréchaux qui lui arrachèrent son abdication à Fontainebleau, on aurait reconnu des figurants de son escorte de Saint-Cloud. Les sénateurs, les députés, les ministres, le même Talleyrand, le même Fouché, qui siégeaient aux Anciens ou machinaient dans la coulisse, l'expulsèrent avec la même incohérence qu'ils l'avaient intronisé. L'empire s'effondra malgré le prestige de l'empereur et de son autorité souveraine, comme le Directoire s'était effondré malgré le prestige du redoutable *Hors la loi!* des Jacobins.

Mais l'esprit de brumaire était demeuré si vivant, le pacte qui s'était scellé, ce jour-là, entre les républicains et Bonaparte était si naturellement issu de la force des choses, qu'il suffit de rétablir la monarchie, d'ouvrir les avenues à la contre-révolution, pour que le pacte se scellât de nouveau entre les survivants du parti républicain et ceux du parti de l'empire; ceux qui avaient mis Bonaparte hors la loi et ceux qui l'avaient servi. Bonaparte recommença, en mars 1815, l'aventure d'octobre 1799, et, après une seconde catastrophe, les vaincus, réunissant dans la légende ce que des historiens essayèrent plus tard de séparer, formèrent cette opposition redoutable qui releva contre la Restauration le drapeau et le mot d'ordre de la république consulaire : l'égalité, la liberté civile, le régime représentatif et les limites

naturelles. Rien, en histoire, ne s'explique que par enchaînement, ne se comprend que par comparaison. Tout a sa suite et ses proportions dans les choses humaines comme dans le reste de la nature. Si des événements de grande conséquence semblent parfois fortuits, c'est qu'on ne les voit point se préparer et venir, comme viennent ces vagues, lentes et lourdes, qui arrivent de la haute mer, que l'on discerne à peine sur la surface mouvante, tant leurs ondulations sont prolongées, que l'on n'attend, ni ne redoute, et qui, tout à coup, sur la grève plate, se gonflent et se déroulent formidablement.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

BONAPARTE

CHAPITRE PREMIER

LE DIRECTOIRE ET L'EUROPE.

OCTOBRE 1795. — AVRIL 1796.

CHAPITRE II

CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE.

MARS-SEPTEMBRE 1796.

CHAPITRE III

LE DIRECTOIRE ET L'ANGLETERRE.

SEPTEMBRE 1796-JANVIER 1797.

CHAPITRE IV

LEOBEN.

NOVEMBRE 1796-JUIN 1797.

CHAPITRE V

LE PROCONSULAT DE BONAPARTE

ÉTÉ 1797.

CHAPITRE VI

FRUCTIDOR ET CAMPO-FORMIO.

JUILLET-NOVEMBRE 1797.

CHAPITRE VII

LE CONGRÈS DE RASTADT ET LA CESSION DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN.

NOVEMBRE 1797-MAI 1798.

LIVRE II

LE DIRECTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LES RÉPUBLIQUES TRIBUTAIRES.

MAI-OCTOBRE 1798.

CHAPITRE II

LA RÉPUBLIQUE NAPOLITAINE.

SEPTEMBRE 1798-AVRIL 1799.

CHAPITRE III

LA COALITION.

AVRIL-SEPTEMBRE 1799.

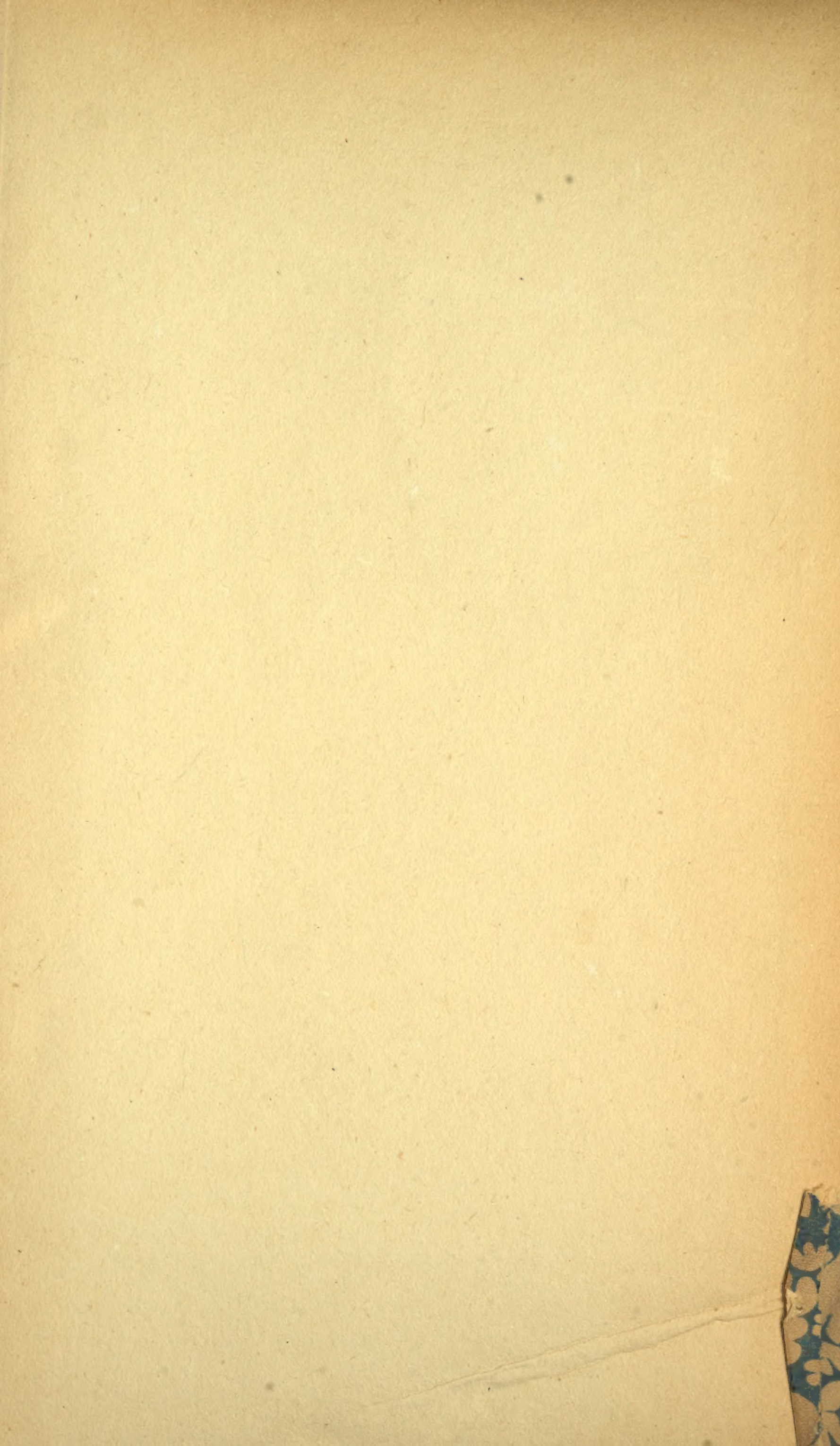
CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION DE BRUMAIRE.

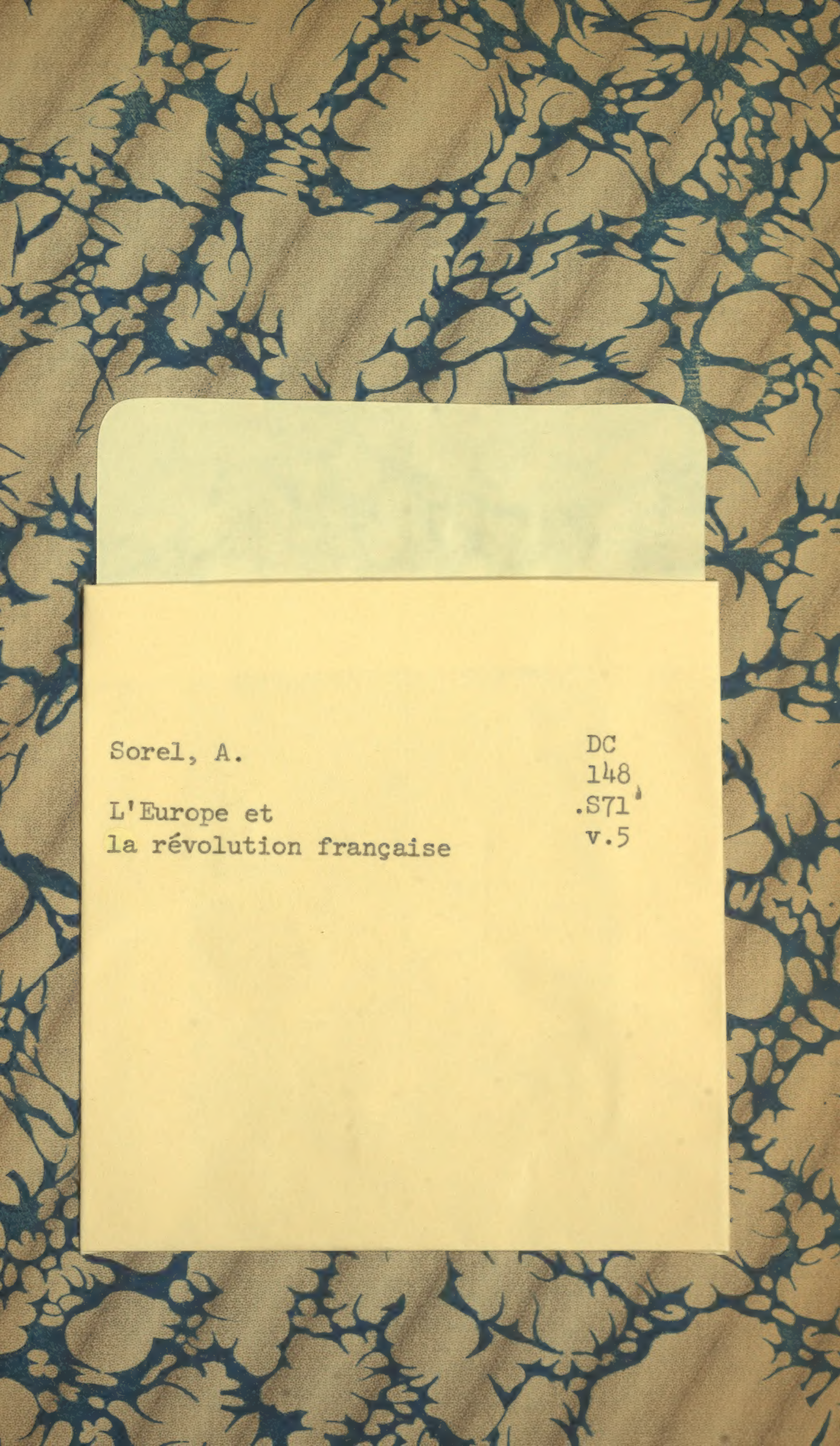
SEPTEMBRE-NOVEMBRE 1799.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26638.

994






Sorel, A.
L'Europe et
la révolution française
DC
148
.S71
v.5

